

27 09 93
Librerías de
Ocasión
\$ 80.00

LA RUSSIE

SOUS LE RÉGIME COMMUNISTE

OUVRAGE PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

MICHEL FEDOROFF

PRÉSIDENT DU COMITÉ D'ORGANISATION ET DE RÉDACTION

LA RUSSIE

SOUS LE RÉGIME COMMUNISTE

RÉPONSE AU RAPPORT
DE LA DÉLÉGATION DES TRADES-UNIONS BRITANNIQUES,
BASÉE SUR LA DOCUMENTATION OFFICIELLE SOVIÉTIQUE

Avec une préface de

HUBERT BOURGIN

PROFESSEUR AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ, DOCTEUR ÈS-LETTRES



PARIS
NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE
3, PLACE DU PANTHÉON, 3

MCMXXVI

JUSTIFICATION DU TIRAGE

L'édition originale du présent ouvrage a été tirée à 2200 exemplaires.

Le présent exemplaire appartient à l'édition originale dont le bon à tirer a été donné le 18 Février 1926.

PRÉFACE

C'est un grand honneur pour moi de présenter au public l'ouvrage considérable que la littérature historique et politique française doit à de nobles Russes, amis de la France, et à un éditeur français, qui aime la Russie. Cet honneur, je le dois sans doute à ce que, depuis que le bolchévisme combattu par ces Russes a fait son apparition officielle dans le monde aux dépens de leur infortuné pays, je n'ai cessé de le combattre, moi aussi, comme un danger pour le mien et pour la civilisation tout entière.

Sept ans déjà... J'étais alors chef du Service des informations au ministère de l'Armement, et j'avais la tâche difficile de représenter le ministre, retenu par sa besogne de ministre, au sein du Groupe socialiste au Parlement, de plus en plus travaillé par des influences hostiles à sa politique personnelle, à la politique nationale du socialisme et à la défense nationale elle-même. Dans ce groupe, dont l'un de ses membres, un honnête homme isolé, Arthur Groussier, me disait un jour qu'il était pire que les autres, le bolchévisme était latent, si l'on entend par là, ce qu'il faut entendre, une forme d'anarchie politique n'ayant d'issue que sur une dictature de la subversion.

Le bolchévisme latent du Groupe socialiste devait accueillir avec une révérence comique, mais non sans convulsions, le bolchévisme déclaré qui faisait choir la pauvre révolution russe de février, déguisée en « grande » révolution par ses adeptes d'avant la lettre, dans la hideuse et stupide révolution léniniste. Il n'y avait pas

grand mérite à s'apercevoir de cette chute fatale, d'abord dissimulée, puis éclatante ; mais comme, depuis le début de la révolution, des Français égarés mettaient leur point d'honneur à s'humilier devant ces sottises, puis devant ces hontes, il ne fallait pas se contenter de les contredire, il fallait résolument dénoncer et contre-battre les erreurs de fait, d'interprétation et de jugement dont l'invasion, accompagnant l'annonce de la révolution universelle, allait inonder le monde.

C'est ce qu'ont fait avec moi les Français qui, à la Ligue civique, puis au Comité de liaison des grandes associations, puis à la Ligue des patriotes, puis au *Nouveau Siècle*, et dans d'autres groupements et organes secondaires, ont lutté contre le bolchévisme, péril national, péril international, péril pour les corps et les biens, péril pour l'esprit.

Le bolchévisme russe, le soviétisme organisé, veut être la révolution mondiale. Par ses actes en Russie, nous présumons le sort qu'il ferait subir au monde : il le mettrait à mal, comme il a mis à mal la Russie. Il est destruction, il est barbarie. Au surplus, l'Allemagne, qui a une revanche à prendre sur l'Occident, se chargerait d'enseigner à l'Orient, militarisé par lui, les méthodes scientifiques de la dévastation militaire.

Mais, en attendant le concours de l'Allemagne, qui se dégage peu à peu des entraves jetées sur elle par le Traité de Versailles, en attendant l'achèvement de la militarisation « rouge » et de l'organisation soviétique de l'Asie, donc, en attendant de régner, le bolchévisme veut vivre. Ayant ruiné la Russie, il a besoin du concours financier et économique de cet Occident, dont il médite le bouleversement, pour le ruiner aussi. Il se compose donc un autre visage, celui qu'il présente à ses visiteurs occidentaux, celui qu'il fait porter à ses visiteurs occidentaux, celui qu'il fait porter à ses ambassadeurs, le visage qui convient à la reconnaissance des soviets et à la reprise des relations commerciales.

Ainsi, une immense duperie s'ajoute à une immense catastrophe. Le soviétisme-Janus assassine et pille en Russie, et, pour préparer la conquête du monde, aguche, corrompt et trompe en Occident. La plus gigantesque farce se combine avec le plus gigantesque crime de l'histoire pour constituer la tragi-comédie du bolchévisme.

Parmi les épisodes de ce drame, l'un des plus significatifs est celui du *Rapport* des délégués des Trade-Unions, héritiers et représentants du syndicalisme ouvrier le plus ancien et le plus solide, mais héritiers et représentants indignes, qui, un jour, s'en vont voir en Russie l'image truquée que ses maîtres sont trop heureux de leur montrer, pour que, la montrant à leur tour à leurs compatriotes, et, par eux, au monde occidental, ils fassent à distance, pour le bolchévisme, de nouvelles dupes. Étonnant monument, que ce rapport ; étonnant monument de fausse crédulité, car on ne peut admettre que ces hommes expérimentés aient « gobé » comme des naïfs toute la mystification, à moins d'avoir eu l'intention de faire servir leur témoignage à la cause politique qui, pour eux, a remplacé la cause ouvrière.

Triste témoignage, et faux témoignage ! La grande Réponse des Organisations nationales russes, qu'on va lire, le réduit à ce qu'il est au juste, à rien. Mais si le *Rapport* n'a pas coûté à ses rédacteurs grand effort d'observation ni d'imagination, les auteurs de la Réponse, personnages considérables et qualifiés, le prenant au sérieux, ont employé à le réfuter tout ce que des esprits vigoureux et probes peuvent employer d'étude, de science, de réflexion, de talent.

Documentation irréprochable, puisée aux sources officielles, analyses complètes et claires, méthode rigoureuse d'exposition et de raisonnement, plan net, conclusions précises et mesurées, même quand elles sont, comme elles doivent l'être, de la dernière sévérité, toutes les garanties ont été réunies pour assurer à l'ou-

vrage le caractère de haute impartialité et de jugement définitif que nous attendions. Jugement définitif : entendons-nous. Étant donné que nous ne connaissons encore et que ses auteurs n'ont pu recueillir sur la Russie d'aujourd'hui, isolée du monde par le soviétisme, qu'une partie des données nécessaires, ce jugement n'est qu'une sorte de jugement minimum, et la condamnation du bolchévisme, qu'il comporte, une sorte de condamnation minima. Les scrupules qui ont présidé à la composition du livre nous permettent d'affirmer qu'on ne pourra procéder à une révision, lorsqu'elle deviendra possible, que pour appeler de ce minima et pour demander une forte aggravation du jugement.

Tel qu'il est, qu'on lise ce volume de bonne foi, où le cœur, de temps en temps, laisse échapper un cri. Un despotisme absolu, régnant par la terreur et l'espionnage universel, ruinant la famille et la moralité publique comme l'économie et la production, étendant systématiquement sur un immense pays, qui résiste par son immensité, la misère et la dégradation, voilà ce qu'est le régime communiste en Russie. Sans doute, nous le savions déjà ; mais, après avoir lu la Réponse de nos amis Russes, nous n'ignorons aucun des procédés méthodiques employés par les chefs et les responsables du régime pour réaliser leur œuvre et pour en préparer l'extension à l'univers.

La France, comme les autres pays d'Occident, saura se défendre. Elle se défendra contre la supercherie des relations commerciales comme contre la brutalité de l'attaque révolutionnaire. Mais ses enfants puiseront dans ce livre les enseignements qui émanent des faits et qui fortifieront leur résistance.

Devant le terrible tableau des ravages soviétiques, brisant et détruisant rapidement une civilisation, ils comprendront que toute civilisation est chose fragile, et qu'aucune n'est préservée contre les retours de bar-

barie que peuvent déterminer une révolution politique ou un grand trouble social. Il s'ensuit que, l'État formant, pour toute société, le rempart de la civilisation, nul devoir plus pressant n'incombe aux citoyens qui veulent sauver, avec leur culture, leurs foyers et leurs biens, que celui de soutenir l'État défaillant et de restaurer l'État qui s'affaisse.

Enfin, pour cette tâche civique, dont les menaces de la barbarie soviétique montrent toute l'urgence, l'abominable exemple donné par le régime communiste en Russie présente des leçons, négatives ou positives, que nul ne doit négliger : la dictature ne saurait être qu'un moyen, et non une fin ; le despotisme sans contre-poids est tyrannie ; un pouvoir incapable d'organiser les libertés réglementées des sujets n'est qu'usurpation ; la famille est la base et la cellule fondamentale de la société ; la moralité dépourvue de frein se dissout ; la suppression de la propriété individuelle, fonction sociale, et de l'initiative privée, moteur de la production, entraîne la ruine de l'économie ; l'étatisme industriel, agricole, commercial, est paralysant et improductif. Qu'on développe et qu'on illustre ces maximes, ces règles : on y trouvera le résumé de la science de l'homme d'État.

Grâces soient rendues aux auteurs de la Réponse au *Rapport* des Trade-Unions, pour avoir, aux lueurs de l'incendie qui consume leur patrie, remis sous nos yeux ces vérités éternelles !

HUBERT BOURGIN.

P.-S. — L'esprit de scrupule qui a dicté tout le présent livre a imposé aux auteurs le soin de me remettre plusieurs notes sur les informations qu'ils ont pu recueillir depuis le moment où le manuscrit a été remis à l'éditeur jusqu'au moment où cette préface est écrite. Je les résume ici.

La résistance irréductible des paysans russes au régime communiste a obligé les dictateurs bolchéviks à leur accorder quelques concessions (diminution des impôts, interdiction de persécuter les paysans aisés, autorisation d'affermier les terres). Mais, tandis que ces réformes soulèvent de graves discussions parmi les bolchéviks eux-mêmes, elles n'empêchent pas les paysans de poursuivre leurs réclamations contre le monopole du commerce extérieur, contre la nationalisation de la terre, contre les impôts soviétiques. Bolchévisme et paysannerie sont contradictoires.

Le Gouvernement des soviets a décidé d'importantes dépenses pour renouveler l'outillage industriel : aveu de l'abandon dans lequel il l'avait laissé. On ne constate d'ailleurs aucun symptôme de reconstitution des capitaux privés. Commerce et industrie soviétiques restent déficitaires : le déficit est un phénomène propre à la gestion communiste du commerce et de l'industrie.

Du 1^{er} octobre 1924 au 1^{er} décembre 1925, la circulation monétaire s'est élevée de 627 millions de roubles tchervonetz à 1287 millions. C'est le résultat des émissions faites pour financer le commerce et l'industrie soviétiques. Le pouvoir d'achat du tchervonetz continue à baisser.

Au surplus, le XIV^e Congrès du Parti communiste russe (décembre 1925) a accusé la discorde qui s'aggrave entre ses dirigeants. L'échec total du système ne pouvait pas avoir d'autre résultat.

Pour le reste, rien à ajouter à la Réponse des Organisations russes. Ce qu'on pourrait alléguer pour la contredire ne saurait être, nous le savons bien, que mensonge, faux semblant et bluff.

H. B.

AVANT-PROPOS

A la fin de 1924, une Délévation des Trades-Unions anglaises, sur l'invitation du gouvernement soviétique, visita la Russie afin de prendre connaissance des « résultats » qu'avaient obtenus les communistes russes, résultats que le gouvernement soviétique annonce « urbi et orbi » dans la presse communiste des pays occidentaux.

La délégation publia ses impressions et ses observations dans un livre volumineux intitulé *Russia — The Official Report of the British Trades-Unions Delegation to Russia in November and December 1924*. A la lecture, on s'aperçoit que ce livre contient vraiment très peu d'observations personnelles. Dans son ensemble, il apparaît comme un exposé des idées dont se sert le gouvernement soviétique pour sa propagande à l'étranger.

Et l'on comprend bien pourquoi ce livre est ainsi rédigé. Comme il est dit plus bas, les enquêtes privées sont impossibles dans la Russie des Soviets. Une simple conversation avec un étranger expose le citoyen russe à des poursuites impitoyables de la part de la G. P. O. U.

Pour ce seul motif, personne ne se résout à faire des communications aux étrangers. En outre, comme l'avoue la délégation elle-même, l'accès de la Russie aux étrangers est rendu très difficile. La population sait très bien qu'on ne laisse entrer en Russie que les étrangers qui plaisent au gouvernement soviétique. Elle se méfie de ces personnes et, naturellement, elle n'est pas encline à lier conversation avec elles. C'est pourquoi seuls les agents des soviets, délè-

gués spécialement, purent s'entretenir avec la Délégation.

Dans de telles conditions, il était naturel que la délégation, qui avait voulu étudier en quatre ou cinq semaines la situation d'un pays immense, dut se borner à étudier les matières que les soviets préparaient pour l'exportation. En conséquence de quoi, le rapport de la délégation présente la situation de la Russie en régime communiste sous un si beau jour qu'il est en contradiction flagrante même avec les données qui sont communiquées par les leaders soviétiques dans leurs différentes conférences, ou avec celles qui sont publiées pour la consommation intérieure dans la presse officielle soviétique. Un semblable rapport peut donner, en Angleterre et dans d'autres pays, une idée complètement fausse de ce qui se passe actuellement en Russie.

Cette raison a déterminé les vastes associations d'émigrants russes, appartenant aux couches sociales les plus diverses, de Paris, de Londres, de Berlin, de Prague et de Belgrade, à s'unir pour composer un livre impartial, qui a pour but d'exposer la situation économique, financière et politique de la Russie soviétique actuelle aussi exactement que permettent de le faire les données officielles soviétiques. Les auteurs de ce livre se sont servis uniquement de ces dernières, les prenant aux sources officielles indiquées dans le texte.

Les personnes suivantes ont collaboré à la composition du livre :

INTRODUCTION	M. Pierre Struvé, de l'Académie des Sciences russe.
I. L'ORGANISATION POLITIQUE ET SOCIALE DE L'U.R.S.S.	M. le Professeur Timacheff
II. LE GOUVERNEMENT SOVIÉTIQUE ET LE COMINTERN.	M. Semenoff, secrétaire général du Comité national russe et M. le Prince S. Troubetzkoy.

- | | |
|---|--|
| III. LE RÈGNE DE LA TERREUR DANS LA RUSSIE DE 1924. | M. S. Melgounoff, Homme de lettres. |
| IV. MILITARISATION DE L'U.R.S.S. | Un officier de l'État-Major de l'Armée Impériale Russe. |
| V. LA JUSTICE SOVIÉTIQUE | M. le Professeur de droit international A. Pilenko. |
| VI. LE CODE PÉNAL SOVIÉTIQUE. | M. Nossovith, ancien procureur général près la Cour de cassation de Russie. |
| VII. LE CODE CIVIL SOVIÉTIQUE. | » » » |
| VIII. LA RELIGION. | M. le Professeur A. Kartacheff, ancien ministre des cultes du Gouvernement Provisoire, et M. A. Langué. |
| IX. L'INSTRUCTION PUBLIQUE. | M. E. Kovalevsky, rapporteur du Budget de l'Instruction publique à la Douma Russe, membre du Comité scientifique au ministère de l'Instruction publique. |
| X. LA DÉCADENCE DE LA MORALITÉ. | M. le Prince S. Troubetzkoy. |
| XI. ENFANTS ABANDONNÉS. | M. le Professeur Makletzoff et M. B. G. Kateneff. |
| XII. LA PRESSE SOVIÉTIQUE. | M. A. Izgoieff, journaliste. |
| XIII. L'HYGIÈNE PUBLIQUE. | M. le Professeur Ostrogorsky. |
| XIV. LES FINANCES ; LA RÉFORME MONÉTAIRE SO- | M. le comte Kokovtsoff, ancien ministre des Fi- |

VIÉTIQUE; LES FINANCES
PUBLIQUES; LE SYSTÈME
DE CRÉDIT DE LA RUSSIE
SOVIÉTIQUE.

nances. M. le Profes-
seur Bernatzky, ancien
ministre des Finances
du Gouvernement pro-
visoire, M. le Professeur
A. Michelson et M. V. Sol-
logoub, directeur de la
Banque Wolga-Kama.

XV. L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE.

MM. B. Sokoloff, vice-pré-
sident du Conseil du
Congrès Minier et Métal-
lurgique de la Russie
méridionale, et S. Trétia-
koff, vice-président de
l'Association Financière
Industrielle et Commer-
ciale Russe à Paris, pré-
sident du Comité de la
Bourse de Moscou, an-
cien ministre du Gou-
vernement Provisoire.

XVI. LES TRANSPORTS.

MM. B. Sokoloff et V. Krav-
tsoff, ingénieur des Ponts
et Chaussées.

XVII. L'AGRICULTURE ET LA SITUATION DES PAY- SANS EN RUSSIE SOVIÉ- TIQUE.

MM. V. Gourko, ancien
sous-secrétaire d'État
pour l'Agriculture,
L. G. Rostovsky et le
Prince S. Troubetzkoy.

XVIII. CONDITIONS DU TRAVAIL.

M. le Professeur S. Z.

*Le Comité d'organisation et de rédaction a travaillé
sous la présidence de MM. Fedoroff, vice-président du
Comité National Russe, ancien ministre du Gouverne-
ment Impérial.*

INTRODUCTION

La renommée de la Russie, le reflet de sa physionomie réelle dans les yeux des étrangers qui ont vu notre pays et de ceux qui ne l'ont pas vu, pourrait faire l'objet d'un essai fort intéressant et même tentant. La Russie a toujours été pour les étrangers une terre fabuleuse. Elle était lointaine et originale, attirante et repoussante, inexplicable et même mystérieuse. La littérature étrangère concernant la Russie peut être classée en trois grands groupes. Parmi les étrangers, les uns ont trouvé en Russie moins de traits remarquables et instructifs qu'elle n'en possédait en réalité ; leur regard, glissant à la surface, n'a saisi que les contours et souvent les a défigurés. D'autres, en étudiant la Russie, y ont trouvé parfois plus que ne le remarquaient les Russes eux-mêmes ; leur regard paraissait être plus pénétrant parce qu'ils venaient de dehors : il saisissait mieux ce qui représentait les « différentiæ specificæ » de la vie et des rapports russes comparés à la vie et aux rapports des autres pays. D'autres, enfin, n'ont rien remarqué du tout : ils n'ont vu que ce que leur suggéraient leurs inspireurs ou employeurs.

Le livre dont le lecteur trouvera la critique ci-dessous appartient à cette troisième catégorie. En cela il se distingue d'une manière frappante des œuvres de la deuxième catégorie, brillamment représentée (à ne prendre que le *xix^e* siècle) par l'allemand Haxthausen, par le français Anatole Leroy-Beaulieu et par l'anglais Mackenzie Wallace. Ceux-là ont vu et connu la Russie ;

ils avaient une parfaite connaissance de sa langue et de son passé, ils étaient indépendants dans leurs jugements et leurs appréciations. Les délégués des trades-unions anglaises ne connaissent rien du passé de la Russie, sauf des phrases ou formules banales et obligatoires et des idées franchement sectaires qui leur ont été inculquées. Ils n'ont vu et ne savent de la Russie que ce que sauraient des touristes ordinaires ayant visité un pays exotique. Mais ce tourisme est d'un genre particulier, — c'est le tourisme à thèse. C'est le tourisme à travers des villages socialistes à la Potemkine.

La Russie a subi un cataclysme historique, qui, au fond, est sans précédent dans l'histoire. Jusqu'ici l'histoire avait connu des modifications sociales très lentes et des révolutions politiques plus ou moins rapides. La Russie a subi, en l'espace de quelques années, une formidable révolution sociale et politique. Pour juger une pareille catastrophe historique, il faut non seulement voir le présent, mais aussi avoir vu le passé de ce pays, passé si proche de nous et qui, cependant, paraît être complètement anéanti et disparu.

Les auteurs du rapport n'ont aucune idée de la Russie qu'ils ont vue, car ils ne savent rien de la Russie telle qu'elle était auparavant ¹.

C'est pour cette raison qu'ils n'ont pas observé le

1. Pour montrer comment la Russie a rétrogradé en réalité et non pas en apparence, je citerai le fait suivant. Comme on le sait, l'administration locale autonome qui existait dans une grande partie de la Russie (les « zemstvos ») avait, sous le régime impérial, créé une organisation grandiose de médecine sociale, telle qu'il n'en existait nulle part ailleurs. Un des créateurs et des animateurs de cette organisation médicale des « zemstvos » fut le Dr Frédéric Erismann, professeur à l'Université de Moscou. Il était de nationalité suisse. Quand je lui rendis visite, en 1897, lors du congrès de Zurich pour la protection des ouvriers, Erismann, alors membre socialiste de la municipalité de Zurich, me déclara en termes brefs, mais éloquents, que l'organisation médicale créée par les zemstvos russes était le plus grand succès de notre époque dans la sphère de la médecine sociale, car elle réalisait l'assistance médicale gratuite, ouverte à tous et possédant en outre un caractère profondément éducateur. Celui qui connaît la Russie d'aujourd'hui sait que *cette organisation médicale des zemstvos y a été complètement détruite* : ses bases économiques et intellectuelles sont anéanties.

plus important des faits qu'ils avaient devant eux. Ils n'ont pas compris que la révolution russe était, en fait, dans son essence économique, la plus violente des réactions. S'il est exact, comme l'ont dit les historiens de la « décadence romaine, qu'elle fut une époque de réaction vers l'économie dite « naturelle », la révolution russe est, du point de vue historique et sociologique, remarquable précisément en ce que, sous nos yeux, en plein *xx^e* siècle, elle reproduit les processus *de retour à la barbarie économique* que l'histoire du monde antique a connus à la limite de l'antiquité et du Moyen-Age, processus dont nous étions réduits à deviner le sens, en déchiffrant les indications fragmentaires des sources. Ce que nous déterminions ainsi pour le passé au moyen d'hypothèses, voici que nous l'avons devant nous en Russie, expérience vivante et continue que nous offre l'histoire d'hier et d'aujourd'hui.

Cette vérité, que la Russie a subi, du fait de sa révolution, non pas une simple commotion passagère, mais une régression barbare et profonde de son régime et de son ambiance économique, peut être démontrée et illustrée par une quantité innombrable de preuves. Suivant que l'on considère tels ou tels aspects, de la vie économique russe, cette dégradation ou rétrogradation nous ramène à des époques diverses du *xviii^e* et du *xix^e* siècle : sous certains rapports la Russie a été rejetée au milieu ou à la fin du *xviii^e* siècle, parfois même au *xvii^e* ; sous d'autres rapports, à divers moments du *xix^e* siècle. Le caractère général de ces régressions est toujours le même : c'est la rupture des liens et relations qui, au cours des siècles, s'étaient formés dans l'organisme économique du peuple. C'est le recul vers l'économie dite « naturelle ».

Les théoriciens du régime soviétique eux-mêmes ne contesteraient probablement pas ce fait évident, qui n'a pas été remarqué par les naïfs trade-unionistes britanniques ni cité par les écrivains moins naïfs à la solde

de ce régime. Ils tenteraient plutôt d'y trouver une excuse quelconque.

Mais de quel point de vue?

Ici se pose le problème qui dans l'expérience russe a la plus grande importance et présente le plus grand intérêt.

Si les trade-unionistes anglais s'occupent de cette expérience, c'est qu'ils lui reconnaissent une portée universelle, une valeur significative, c'est qu'elle est une leçon et un précédent.

Il n'y a que deux manières d'envisager la révolution russe :

1^o Ou bien elle est la réalisation du socialisme ;

2^o Ou bien elle n'a aucun rapport avec les idéals du socialisme conçu par des esprits civilisés.

Dans l'histoire de la pensée sociale et en particulier du socialisme des deux derniers siècles, on constate deux courants :

Un courant rationaliste et constructif, qui conçoit la vie sociale comme un ensemble édifié d'une manière rationnelle. On peut non seulement concevoir et décrire la société idéale, mais aussi en tracer le plan et la construire d'après ce plan. Ainsi procèdent les grands représentants du socialisme utopique, les grands fantaisistes et inventeurs d'une société parfaite ou tout au moins meilleure. Ces grands utopistes étaient des pacifistes convaincus, des pacifistes dans le plus grand et le plus large sens de ce mot : car ils étaient par principe adversaires de la violence.

Il est un autre courant de la pensée sociale des deux derniers siècles qui ne croit pas à l'édification d'une société parfaite ou même meilleure. Il ne voit, ne connaît et n'admet que la croissance organique, plus ou moins lente et continue. La société nouvelle croît au sein de l'ancienne, se formant comme le fruit dans les entrailles de la mère. Cet évolutionnisme peut être teinté de conservatisme, mais peut aussi s'allier au révolutionnarisme politique.

Marx et les marxistes ont répudié l'utopisme constructif, comme une conception anti-historique du processus économique et social. En ce sens, ils sont adversaires du rationalisme constructif. Mais, en même temps, ils ont toujours été et se sont proclamés révolutionnaires politiques *dans les limites de l'ordre bourgeois*.

Nous soulignons ces mots : dans les limites de l'ordre bourgeois. Jamais Marx ni les marxistes n'ont songé à prétendre que, tant que la société socialiste n'aurait pas mûri au sein de la société bourgeoise et capitaliste, un groupe ou un parti socialiste (communiste, collectiviste) pourrait, après s'être emparé du pouvoir, établir dans le pays le socialisme (communisme, collectivisme, etc.). Voilà pourquoi Marx et les marxistes ont toujours été en politique les défenseurs des revendications de la démocratie radicale : jamais, un seul instant, ils n'ont considéré même les pays les plus avancés de l'Occident comme mûrs pour l'établissement du socialisme au moyen de la « dictature du prolétariat », — dictature dont l'idée, d'ailleurs très vague et très imprécise, fut empruntée par Marx aux jacobins et à leurs élèves modernes, les blanquistes.

Nous reproduisons ci-dessous une déclaration très intéressante de Karl Marx demeurée jusqu'à présent, croyons-nous, à peu près inconnue, quoiqu'elle ne soit pas inédite ; elle concerne le but et la mission de l'Internationale ; cette déclaration fut faite par lui, en août 1871, au correspondant londonien d'un grand journal américain.

CORRESPONDENT. — What are the fundamental principles of the International?

MARX. — The answer to that question would be a very complicated one and would probably take more time than we have at our disposal. I can give you a few of our publications, however which will answer the question more satisfactorily and more concisely than could be done in any conversation...

C. — What is the principal object of your attack now ; monarchy or capital — that is as you understand it, monopoly?

M. — One is the natural result of the other, or, rather both belong to an age and a civilisation that are fast passing away. The feudal system, slavery, monarchy, capital, monopoly — all are bound to follow each other in rapid succession and pass from the earth. The feudal system went first, then slavery ; monarchy is going fast, so fast that we scarcely consider it worthy of our steel, and monopoly or capital, must and will follow. The struggle will be a bitter one ; it will bring to the surface all the scum of humanity ; it will bring in its train all the miseries that the evil passions of men let loose invariably bring, but it is necessary and inevitable. Capital will never be warned in time, and it will have to take the consequences. What better is the condition of the man who works for a dollar a day, that is sells himself for a day at a time for just enough to support life—than that of the negro slave who is clothed and fed by his master? Capital is after all only another form of slavery and the condition of the labour is about the same in either case. Take the arguments used by the former slaveholder in the Southern States of America in defence of slavery and you will find them identical with those used by capitalists and monopolists to-day. « What right have you to compel these negroes to work for your profit alone when you only give them bare necessities of life? » the answer is ready : « I bought them ».

« What right have you to 1,000,000 acres of the land that God gave for the support of 1,000,000 men while those men are starving? » The answer is the same. « I bought it » or « it was given me by the King ». Had any one a right to sell, had the King a right to give? That is the question about which they do not trouble themselves in either case. But you have this stuff about the sacredness of private property when men are starving and dying of want and cold and nakedness all around them, or living lives of misery and wretchedness and enduring hardships that even brutes are not subjected to.

The recent exposé of children as young as four years working in the brickfields is a case in point. Here are children — girls and boys of from eight to ten years old — carrying forty pounds of earth upon their heads a distance of fourteen miles a day, living in the mud like beasts, until they have almost lost the semblance of the human form

divine ; and yet the men who have grown rich from the blood and sweat and toil and suffering of these poor miserable little creatures — three men who call themselves respectable, who go to Church on Sundays in their carriages — come to me and talk about the sacredness of private property forsooth ! So talked the cotton planters of the South. So talks every hoary-headed infamy that has ever disgraced humanity.

C. — De you look for a civil war soon in England?

M. — We do not intend to make war. We hope to be able to gain our rights in a legal and lawful way by act of Parliament and it is the aristocracy and the moneyed men who will rebel. It is they who will attempt a revolution. But we have the force of numbers. We shall have the strength of intelligence and discipline. Let them put us down if they can.

C. — Do you expect to succeed soon in England?

M. — Sooner than in any other country for the reason that labour and capital are already organized upon cooperative system where the work is done by many skilled hands each doing a part, and where all sorts of labour saving machines are on the farm and in the factory. Labour is already cooperative. It is only necessary to make the profits mutual by dividing them equally among those engaged in it, instead of giving them all to one man. In this respect the labour system in England is much better adapted to our ideas, and to the changes which must inevitably take place, than that existing in France where land as well as manufactures is parcelled out in small quantities, and where the labourer works, as it were alone or single-handed.

C. — You look, then, upon great conglomerations of capital, of lands, of machinery, where many hands work for the cultivation of a single product or class of products, or the manufacture of a single article or class of articles, as more conducive to your ideas of progress than the system of the absolute division and possession of property into small lots?

M. — I do. Because the transformation will be more easily effected. But I see where you wish to drive me. You would say that if capital is thus assisting progress it must be a good thing — a proposition which I do not altogether deny. I look upon the present state of capital as a stage of development, a necessary stage in human

progress, which must naturally develop itself into a higher form of perfection, just as a flower must fall to give way to the fruit, or the blade of green spring before the corn can ripen. The present system has led to the building of railroads, the extension of commerce, the covering of ocean with steamers, the opening of great forests, the cutting of canals and piercing mountains with tunnels, and bringing the poles and the antipodes, the remotest parts of the earth, in communication with each other. All this is a progress, but at what a cost of human toil and suffering has it been brought about. And now that we are fairly launched upon our course, now that we no longer need this system, an unjust and cruel one, we will cast it aside and adopt something better and nobler.

C. — What would be your first step if you should come into power in Parliament?

M. — Evidently to set aside the queen, the House of Lords and declare the republic.

C. — And then?

M. — And then we would proceed to the transformation of all great properties such as manufactories and all the land, in favour of the State, which should work them for the benefit of every person engaged in producing. The drones, or those who would not work, should have nothing.

C. — That is you would turn the whole country into a series of joint stock companies to be run by a government or governments elected for that purpose?

M. — That is my meaning.

C. — Do you think it would succeed?

M. — Just as joint stock companies do succeed now.

C. — We have some experience of that sort in America where a plan of that sort could succeed if it ever did. But we have found that whenever the Government undertook to run a railroad, or a canal or a mine or anything of that sort it invariably ran it into the ground.

M. — That may be but the system has never yet had a fair trial...

Ici perçoit très nettement le caractère évolutionniste et légal de la doctrine de Marx durant la période 1860-70 : il est convaincu que le socialisme (communisme,

collectivisme) résulte d'un processus naturel, qu'il mûrit, si l'on peut s'exprimer ainsi, dans les flancs de la société capitaliste et qu'une révolution politique et sociale radicale peut et doit se réaliser au moyen d'une transformation légale, œuvre du parlement, dont la majorité passera aux représentants de la classe ouvrière penchant vers le socialisme. Combien il y a loin de cette conception à la révolution russe, qui a été l'introduction *forcée*, l'établissement par la violence du socialisme dans un milieu qui, économiquement, n'y était nullement préparé !!!

En tant qu'introduction forcée du socialisme, elle est en contradiction avec le socialisme sous sa forme « utopique et pacifique » celle d'une « démocratie pacifique ».

En tant qu'établissement du socialisme dans un milieu économiquement non préparé et insuffisamment mûr, elle est en contradiction avec le socialisme sous sa forme marxiste, forme purement politique et combative, mais qui a la prétention d'être scientifique et bâtie sur des fondements historiques. Il suit de là que la révolution russe représente la faillite du socialisme et de l'idée socialiste ; elle doit donc être considérée comme une menace et un danger grave pour le socialisme européen.

Car, si le socialisme est tel qu'il est manifesté dans la révolution russe, s'il représente l'affaissement et même la destruction de la civilisation économique dans sa phase capitaliste et, de plus, si l'établissement du socialisme n'est possible qu'au prix de l'anéantissement des fondements de la démocratie, voire même de tout régime de droit, l'humanité doit se tenir en garde contre le socialisme.

Car si le socialisme ne peut ni ne doit être établi d'une manière violente et artificielle, s'il ne peut ni ne doit répudier les principes de la démocratie et de tout régime de droit, en leur substituant le despotisme com-

muniste absolu, tout socialiste conscient doit être l'ennemi du pouvoir soviétique et voir en lui l'allié de fait de toute réaction politique et sociale. *Tertium non datur !*

Je n'ai pas l'intention d'apprécier et d'approfondir ici, du point de vue socialiste, les deux alternatives que je viens d'indiquer ; et je terminerai cette introduction à un recueil d'études où des spécialistes russes (parmi lesquels il y a des socialistes) réfutent le fameux rapport de la délégation des trades-unions par un parallèle qui est en même temps une réminiscence personnelle. Ma carrière littéraire se trouve avoir été singulièrement reliée à celles de Lénine et du plus grand des théoriciens du socialisme anglais, — Sidney Webb. L'œuvre principale de ce dernier, *Industrial Democracy*, a été traduite et publiée en langue russe sous ma direction et le premier volume de cette traduction a été fait par Lénine lui-même. D'autre part, la première œuvre russe de Lénine a été une critique détaillée et très mordante de mon premier livre, *Notes critiques sur la question du développement économique de la Russie* (1894). Ce livre fut la première manifestation du révisionnisme marxiste (les fameux articles d'Edouard Bernstein ont paru environ trois ans plus tard). La pensée de Lénine, dont la personnalité, ainsi que je l'ai déjà indiqué ailleurs, inspira toujours de l'aversion et presque de la répulsion, non seulement à moi, mais aussi à Georges Plekhanoff, à Véra Zassoulitch, à Paul Axelrod et à Michel Tougan-Baranovsky, fut toujours hostile au fabianisme et au révisionnisme marxiste. Si Lénine traduisit Webb, sur ma proposition, ce ne fut pas par sympathie, mais pour gagner de l'argent. On peut admettre que le « fabianisme » avait une forte raison d'être à la fin du xix^e siècle, comme aboutissement pratique à la fois des aspirations socialistes du radicalisme philosophique d'un John Stuart Mill et des idées théoriques de son adversaire acharné, Jevons.

Actuellement le « fabianisme », ou plutôt ses fondateurs encore vivants et ses épigones, ont toutes raisons de réfléchir à ce que le problème du léninisme représente pour le socialisme en général. Le léninisme est la substitution au socialisme, conçu comme problème et programme de la rééducation économique, politique et intellectuelle de la société, du communisme ramené à la domination politique d'un petit groupe de collectivistes sur la société non-socialiste, qu'il opprime et prive de tous droits. Le léninisme est la résurrection victorieuse et l'application au peuple russe de l'idéologie et de la politique des « Physical Force Men » anglais, mais accompagné de la répudiation consciente de toute démocratie politique. Les bolcheviks ont fait de la Russie ce que les Physical Force Men auraient fait de l'Angleterre, si la culture bourgeoise anglaise, plus ancienne et plus solide, n'avait opposé sa force à la leur. Il y a même une certaine analogie entre les destinées des personnes qui furent à la tête des deux mouvements. Fergus O'Connor, le mauvais génie du mouvement anglais vaincu, est mort fou dans un hospice d'aliénés. Lénine, le mauvais génie du mouvement russe, soi-disant vainqueur, est mort dans le Palais du Kremlin, frappé d'une apoplexie qui lui a enlevé le contrôle de sa vie intellectuelle et l'a transformé de son vivant en une figure légendaire, purement orientale, de Despote Communiste. Loin d'avoir établi le socialisme en Russie, Lénine a préparé le terrain à une renaissance, dans les idées et dans les faits, du régime et de l'idéologie bourgeoises, telle que l'histoire n'en a pas encore connue.

C'est en cela qu'il faut voir, à notre avis, la portée universelle et historique de l'expérience russe, dont le sens se dévoilera durant la vie d'une série de générations.

PIERRE STRUVÉ.

PREMIÈRE PARTIE

CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION POLITIQUE ET SOCIALE DE LA RUSSIE SOVIÉTIQUE

Dans la préface à la première partie du *Rapport* de la Délégation anglaise, les auteurs se montrent convaincus que leur travail, résultat d'une enquête faite par des spécialistes, peut bien contenir des erreurs partielles, mais ne peut donner une fausse idée de la situation (p. 2).

En ce qui concerne l'organisation politique de la Russie soviétique, on est obligé de constater immédiatement que cette assurance de la Délégation est mal fondée. En effet la Délégation n'a pas remarqué, ou du moins n'a pas apprécié à sa juste valeur, ce fait qu'un juriste, touchant au parti communiste, appelle avec raison « le fait essentiel de la réalité politico-sociale russe », à savoir qu'en Russie le pouvoir des soviets et la dictature du prolétariat sont devenus la dictature de la partie active la plus avancée du prolétariat : le parti communiste ¹. Au lieu de reconnaître ce fait, dont on démontrera plus loin le caractère incontestable, la Délégation, adoptant la phraséologie officielle, parle de la dictature du prolétariat, qui n'est que dirigée par le parti communiste (p. 3), et établit tout son rapport sur les conditions du travail en partant de ce

1. Raevitch : *Pour la rédaction d'un recueil systématique des règlements et des circulaires du R. K. P.* — *Le pouvoir des soviets*, 1923, n° 10, p. 26.

principe que les ouvriers sont en Russie la classe dirigeante (p. 137). En formulant une telle thèse, la Délégation perd de vue que cette phraséologie officielle, qu'elle accepte, est destinée à l'usage de l'étranger. Les dirigeants s'expriment tout autrement lorsqu'ils parlent dans les réunions du parti communiste. Selon les expressions de Kamenev, « le parti communiste est l'auréole du gouvernement de la Russie ». Ses six cent mille membres sont les gouvernants de la Russie¹. Et si ce droit de gouverner, basé sur une théorie modernisée de l'absolutisme éclairé, appartient au « parti », ce n'est pas, comme le pense la Délégation (p. 11, 171), parce qu'il est soutenu par une énorme majorité d'ouvriers ; le parti garderait ce droit alors même que sa dictature se heurterait à un état d'esprit passager de la démocratie ouvrière². C'est pour cette raison que les organes du parti, de l'aveu même de ses dirigeants, ont une importance qui dépasse de beaucoup le champ d'action des affaires propres du parti.

« Le C. K. (Comité central du parti), dit Zinovieff, est le C. K. parce qu'il est également le C. K. des soviets, des associations professionnelles, des coopératives, des comités exécutifs des gouvernements et de la classe ouvrière. C'est là ce qui constitue son rôle directeur, c'est là l'expression de la dictature du parti³. » Ce rôle du Comité central du parti est également fixé dans ses statuts en vigueur, statuts que, soit dit en passant, la Délégation ne cite pas une fois dans son rapport (p. 24, part. 2). Ils établissent que le Comité central dirige l'activité des soviets et celle des autres institutions publiques, avec l'aide des fractions communistes. Lénine, expliquant à la masse du parti le fonctionne-

1. Rapport sténographique du IX^e Congrès du parti communiste russe p. 283.

2. Discours de Trotsky au X^e Congrès du parti communiste russe, Compte rendu sténographique, p. 192.

3. Rapport sténographique du XII^e Congrès du parti communiste russe p. 207.

ment de la constitution soviétique russe réelle, et non point de celle qui a été proclamée pour l'usage extérieur dit : « Nous avons pris quantité de décisions peu importantes proposées par le Comité Central de notre parti et nous les avons fait adopter par le Soviet des Commissaires du peuple ou par le Comité Central exécutif pan-russe¹ ou par différents Commissariats du peuple, comme l'a expliqué clairement Lounatcharsky². Le Commissariat le plus étroitement uni à l'organe suprême du parti est celui des affaires étrangères lequel, selon les propres paroles de Zinoviev, se trouve sous la direction immédiate du Bureau politique ». ³ Cette direction jouit d'une grande autorité. Comme le dit Ossinsky, qui, un moment, occupa un poste élevé dans le gouvernement soviétique, sur une directive du Bureau politique, la machine s'arrête, les commissaires se taisent ⁴.

Mais, pourrait-on penser, tout cela ne se passe ainsi que dans l'imagination des chefs du parti. Peut-être la pression du parti sur l'appareil soviétique, instrument de la dictature du prolétariat, n'est-elle point si forte. La Délégation en est évidemment convaincue, lorsqu'elle dit que « la thèse selon laquelle le régime communiste aurait enlevé au système soviétique le caractère d'organisation représentative et toute vitalité, ne s'est pas trouvée confirmée » (p. 8).

Or cette thèse, que ne veut pas admettre la Délégation, se trouve en réalité confirmée par trois séries de faits incontestables :

1^o Avant tout, on peut poser en principe que les organes soviétiques ne prennent aucune décision impor-

1. Rapport sténographique du VIII^e Congrès du parti communiste russe, p. 15.

2. Rapport sténographique du VIII^e Congrès du parti communiste russe, p. 274.

3. Rapport sténographique du XII^e Congrès du parti communiste russe, p. 144.

4. Rapport sténographique du XI^e Congrès du parti communiste russe, p. 78.

tante sans décision préalable du parti ¹. Ainsi le traité de Brest-Litowsk fut d'abord ratifié par le VII^e Congrès du parti, et seulement traduit par le IV^e Congrès pan-russe des Soviets. Le VIII^e Congrès du parti fit observer que, dans la constitution de la R. F. S. R. (République Soviétique fédérative socialiste russe), la situation du bureau du C. C. E. P. n'était pas assez nettement définie. Il reconnut qu'il était indispensable de publier un décret conforme. C'est ce que fit le Congrès soviétique pan-russe suivant. C'est au X^e Congrès du parti qu'on résolut d'adopter une nouvelle politique économique. Elle fut confirmée par décrets du C. C. E. P. (Comité central exécutif pan-russe) et de son bureau présidentiel, Le XII^e Congrès du parti reconnut la nécessité de différer la réalisation du projet général de division de la Russie en rayons et d'en faire l'essai dans deux provinces ; comme conséquence, un décret du C. C. E. P. (Comité Exécutif Central Pan-russe) organisa la province de l'Oural et le territoire du Caucase du Nord. En même temps le Congrès du parti vota l'originale organisation en deux Chambres du C. C. E. P. de l'U. R. S. S. insérée dans la constitution de l'Union, le 6 juin 1923. Les fameux décrets des 19 et 29 décembre 1924, relatifs à la convocation d'une Conférence sur l'organisation soviétique et sur la cassation des élections auxquelles, auraient participé moins de 35 0/0 des électeurs, sont basés sur l'arrêté du C. C. (Comité Central) du parti, adopté durant l'été de 1924 et concernant l'extension de la participation des « sans parti » au travail des soviets. La manière dont se succèdent ainsi le travail des organes du parti et celui des organes soviétiques est quelquefois très simplifié. Ainsi le rapporteur au VII^e congrès pan-russe des soviets, lorsqu'on le questionna sur les fonctions du bureau du

1. D'après les statuts du parti, toute question politique soumise à un soviet ou à toute autre institution publique, est préalablement examinée par la fraction du parti, avec invitation des représentants du Comité du parti.

C. C. E. P., répondit en invoquant la nécessité d'obéir aux directives du parti¹.

2^o De plus, il faut noter ce fait, connu de tout le monde, mais dont ne fait pas mention la Délégation, que le pourcentage des communistes, membres des assemblées électorales, augmente rapidement, à mesure qu'on s'élève dans la hiérarchie de ces assemblées. Le résultat de cette progression, c'est que les chances du communiste élu dans les degrés inférieurs d'arriver aux degrés supérieurs, sont cent fois plus grandes que celles du sans parti. Ainsi, en 1922, les congrès communaux des Soviets, dans la R. S. F. S. R. (République soviétique fédérative socialiste russe), se composaient de 49.000 communistes et de 371.000 sans parti ; au congrès pan-russe, il y avait 2.092 communistes et 122 sans parti². Donc avaient été élus au congrès pan-russe 1 Communiste sur 23 se trouvant dans les congrès communaux et seulement 1 sans parti sur 3.040. Sans une pression électorale, de pareils résultats sont impossibles. Et, s'il s'exerce une pression dans les élections, et une pression très forte, le « caractère représentatif » de l'organisation soviétique devient extrêmement contestable.

3^o Enfin, dans les constitutions et les lois soviétiques mêmes, certaines dispositions montrent clairement que l'organisation soviétique ne peut exister sans avoir derrière elle une autre organisation puissante et très centralisée. Ainsi, en vertu des articles 8, 26 et 29 de la constitution de l'Union, le pouvoir suprême dans l'Union appartient au congrès de l'Union des Soviets ; dans l'intervalle de ses sessions, au C. E. C. de l'Union, et, dans l'intervalle des sessions de ce dernier, à son bureau. La même organisation du pouvoir suprême se rencontre dans les républiques faisant partie de l'Union. On peut se représenter le chaos qui résulterait

1. Rapport sténographique du VII^e Congrès soviétique pan-russe, p. 214.

2. *Le pouvoir des soviets*, 1923, n^o 5, p. 68.

d'un tel système si les dirigeants venaient à changer ; ce chaos n'a pas lieu, mais précisément parce qu'on n'a pas changé les personnes appelées au pouvoir. Cependant la présence permanente au pouvoir des mêmes personnes, comme le remarquent justement les auteurs du *Rapport*, est en contradiction avec la constitution (p. 9, 17). Il est donc clair que les articles de la constitution que nous avons cités supposent quelque chose dont il n'a pas été parlé dans la constitution même.

Le parti qui se tient derrière les différents organes soviétiques et crée dans leurs travaux une « harmonie préétablie » nécessaire, paraît être cet inconnu.

Cette « harmonie préétablie » apparaît d'une manière évidente dans le fonctionnement du « système des deux chambres » soviétiques. Selon la pratique admise par la C. E. C. de l'Union, en 1924 comme en 1925, les membres du C. C. P. (Conseil des Commissaires du Peuple), de l'Union et du bureau du C. E. C. sont élus par chacune des chambres votant isolément. Les deux fois, les chambres sont tombées d'accord sur les mêmes personnes, aucune divergence n'a été prévue, ni par la constitution, ni par le règlement sur le C. E. C. de l'Union (la procédure dite de la « commission de conciliation » concerne exclusivement les projets de loi).

Ainsi l'impulsion du parti se sent nettement ; il est le centre même d'où rayonne l'activité du système soviétique. Le parti dirige sans intermédiaire l'activité des Soviets : ils ne sont autre chose que son propre organe exécutif. Contrairement à l'attente de la Délégation (p. 3), rien n'indique qu'ils tendent à s'affranchir de sa direction. Lors des dernières discussions, une des accusations portées contre Trotsky fut précisément celle de vouloir, jusqu'à un certain point, soustraire l'appareil soviétique à la tutelle du parti. « Cela ne sera pas », déclarèrent sans ambages les chefs qui triomphèrent dans cette lutte.

Ainsi la Délégation n'a pas noté ce fait fondamental de la vie politique moderne russe. Cela ôte beaucoup d'importance à ce qu'elle dit sur l'organisation politique du pays qu'elle a visité.

Les auteurs du *Rapport*, comme nous l'avons vu, indiquent que l'inamovibilité effective des dirigeants actuels de la Russie ne résulte pas de la constitution soviétique. Comme ce sont de purs Anglais, habitués au roulement entre eux des partis dirigeants, cette circonstance les trouble un peu. Ils expliquent cette présence perpétuelle au pouvoir de « l'inner ring », par le consentement tacite de la majorité des électeurs et l'aide active de tout l'appareil du Parti communiste (p. 11) ; il ne leur vient pas à la pensée qu'une autre explication soit possible, et qu'il se pourrait que les dispositions du parti fussent telles qu'elles permettent aux chefs, une fois qu'ils ont le pouvoir, d'y rester jusqu'à ce qu'une révolution les en chasse. Il paraît d'autant plus étrange que les auteurs du *Rapport* n'aient pas eu cette idée, qu'ils connaissent parfaitement quelques-uns des éléments très importants du système de l'intérieur du parti : la réception dans le parti, hérissée de difficultés, la vérification de l'« instruction politique », les épurations périodiques et enfin l'interdiction formelle de toute opposition à l'intérieur du parti (p. 14, 15). Ils disent eux-mêmes que c'est précisément cette organisation qui permet au parti de conserver sa vitalité, malgré l'absence d'une opposition, qui, dans les conditions communistes normales, joue le rôle d'un stimulant.

Il n'est pas douteux qu'en ce qui concerne la constitution intérieure du parti, on a laissé voir beaucoup de choses aux membres de la Délégation. Mais ils n'en ont pas pénétré les mystères. Sinon, ils auraient constaté deux faits : premièrement, que le système de défense « de la vitalité » du parti décrit par eux est, avant tout, un système de défense du pouvoir des chefs actuels ;

et, en second lieu, que, si la vitalité du parti se conserve, c'est seulement au dehors, mais nullement dans son organisation même.

I. — Le premier fait se démontre très simplement. Pour la réception dans le parti de nouveaux membres, il faut la recommandation d'anciens membres ayant passé dans le parti de trois à cinq ans. De même ne peuvent être secrétaires des comités du parti que les anciens du parti; ainsi, dans un comité de province, il ne faut pas moins de six ans de stage.

On exige un très long stage des membres des commissions de contrôle qui sont chargées notamment de l'exécution des « épurations », opération d'importance décisive pour chacun dans le parti. Il y a très peu de ces anciens membres; en 1917, on comptait dans le parti 23.000 adhérents (rapport, p. 14); pendant la guerre civile, beaucoup d'entre eux se retirèrent¹. Les anciens membres du parti, ce sont principalement des « conspirateurs » qui y sont entrés lorsqu'il n'avait pas encore d'existence légale. Pour eux le noyau dirigeant du C. E. du parti se compose d'anciens camarades qui les ont conduits à cette époque² et au temps de la conquête du pouvoir par les armes³. Ce n'est pas maintenant qu'ils trahiront ces anciens chefs.

2^o Un extrait de l'un des discours de Boukharine nous montre ce que pensent les chefs du parti de sa vitalité interne.

« Comment les assemblées de parti se passent-elles? On élit le bureau. Un camarade quelconque du Comité du rayon prend la parole, présente une liste et demande qui est contre. Personne n'est contre la liste et l'affaire

1. Discours de Zinoviev au XI^e Congrès de P. C. R.. Rapport sténographique, p. 348.

2. Discours de Sinoviev au XII^e Congrès du P. C. R. (parti communiste russe). Rapport sténographique, p. 43.

3. Il est intéressant de remarquer que le fameux « bureau politique » a été établi le 10 octobre, art. *Isvestia* du C. E. C. et du C. E. C. P., 1924, n^o 270 et 274.

est réglée. Même procédure pour l'ordre du jour. Durant les deux ou trois dernières années, je ne me rappelle qu'un seul cas, dans une assemblée du parti, où on a ajouté à l'ordre du jour ainsi proposé de nouveaux articles. Ensuite on lit les résolutions préparées à l'avance. Le président demande quels sont les opposants. Il n'y en a pas. La résolution est votée à l'unanimité.»¹ Cette communication de Boukharine est pleinement confirmée par le rapport sur les inspections faites par les commissions de contrôle, dans de nombreuses organisations du parti.

Cette décrépitude des membres inférieurs du parti a commencé il y a déjà longtemps. Du moins, il y a longtemps qu'on en parle dans les congrès du parti : on l'explique par les procédés autoritaires et centralisateurs qu'emploie l'organe suprême du parti. Selon Riasanov, le parti et ses membres ne participent nullement à l'examen des mesures ainsi prises en leur nom et qui parfois tombent comme la neige sur la tête².

Si quelqu'un avait eu l'audace de critiquer, on l'eût classé immédiatement dans l'opposition et exclu³, dit Kassior.

Comme l'a remarqué un membre du XII^e congrès révolté par la critique du C. E., « toute critique, selon l'opinion de Zinoviev, tend au menchévisme. Il en résulte que ce n'est pas le parti tout entier, mais le bureau politique seul, qui fait figure de pape infailible ».⁴

On trouve encore la situation du parti exactement caractérisée dans les fameuses affirmations de Trotsky, lors des discussions de 1923-1924 ; il disait que dans le parti on distingue deux étages : l'étage supérieur commande et l'étage inférieur, qui comprend toute la masse

1. Compte rendu sténographique du XIII^e Congrès du P. C. R., p. 157 ; discours de Trotsky.

2. Compte rendu sténographique du XI^e Congrès du P. C. R., p. 70.

3. Compte rendu sténographique du XI^e Congrès du P. C. R., p. 113.

4. Compte rendu sténographique du XII^e Congrès du P. C. R., p. 106.

du parti, n'a qu'à obéir. C'est, semble-t-il, dans le même sens que Iakoblef, au IX^e Congrès, démontrait, en une forme assez prudente, l'existence d'une oligarchie au sein du parti¹.

Ces faits, d'une importance décisive, n'ont pas été relevés par la Délégation, qui d'ailleurs prête peu d'attention au rôle du parti et à sa structure intérieure. Elle a jugé l'organisation politique du pays sur des faits ne concernant que le système soviétique, lequel n'occupe que le second plan. Dans ses appréciations de ce système, on rencontre de graves méprises. Avant tout, il est nécessaire de remarquer que, pour juger le droit électoral soviétique, la Délégation se fonde sur l'instruction électorale du 31 août 1922 (p. 10). Il est évident qu'on ne s'est pas décidé à lui montrer l'instruction du 18 août 1924², en vigueur au moment de sa visite, et où sévit à l'excès le principe de classe dont il sera parlé plus bas. Dans l'exposé du système électoral, tel qu'il résulte de la première des deux instructions précitées (la pratique réelle, à ce qu'il semble, est ignorée des auteurs du *Rapport*), il s'est glissé une erreur grossière. Selon le *Rapport*, si moins de la moitié des électeurs ont pris part au vote, les élections sont nulles et reportées à un autre jour (p. 10). En réalité, il est très rare, dans les localités rurales, que la moitié des électeurs votent, et l'instruction de 1922 ne contient aucune disposition au sujet du quorum des électeurs. Évidemment on a induit en erreur la Délégation, en se référant à l'instruction bien plus ancienne du 28 avril 1921 où se trouvait le curieux texte que voici :

« Pour que l'assemblée électorale soit regardée comme ayant eu lieu, il faut qu'au moins la moitié des électeurs aient été présents ; mais si les électeurs ont été avertis à temps, l'assemblée peut, par une décision

1. Compte rendu sténographique du XI^e Congrès du P. C. R., p. 49.

2. Ensuite remplacé par l'instruction du 16 janvier 1925. *Izvestia* du C.E.C. et du C.E.C.P., 1925, n° 23.

spéciale, se considérer comme compétente, quoique le nombre des présents soit inférieur à la moitié. »

En général, la Délégation n'a pas eu de chance sur la question de la participation effective des électeurs aux élections. De Petrovsky la Délégation a appris que 70 % des paysans de l'Ukraine avaient pris part aux élections et approuvé ainsi le système soviétique (p. 28). Dans un autre passage de son *Rapport*, la Délégation fait savoir qu'en 1924 les localités rurales s'intéressent plus vivement aux élections que l'année précédente (p. 11). Or, on sait aujourd'hui qu'en 1924 les électeurs ont pris part aux élections en bien moins grand nombre qu'en 1923; cette circonstance a alarmé les dirigeants du pays à un tel point qu'ils ont jugé nécessaire d'annuler les élections dans les localités où moins de 35 % des électeurs inscrits avaient pris part au vote ¹.

Il convient de remarquer que la Délégation voit dans la prétendue participation un grand nombre des électeurs aux élections, une preuve de la consolidation du régime soviétique (p. 18). Il eût été intéressant de savoir ce qu'aurait dit la Délégation si elle avait su qu'en réalité l'intérêt des électeurs pour les élections tendait à disparaître et que le pouvoir lui-même, moins de deux semaines après que la Délégation eût quitté la Russie, fut forcée de reconnaître que l'abstention des électeurs s'expliquait par leur quasi-certitude de ne pas parvenir à faire élire leurs candidats ². Analysant le droit électoral soviétique, la Délégation note que le suffrage n'est ni universel, ni direct, ni secret. En ce qui concerne le caractère universel, la Délégation s'en tire en remarquant que les exceptions ne sont pas nombreuses. C'est vrai, mais le *Rapport* ne mentionne pas que : 1° Par une interprétation originale du principe de « l'utilisation du travail salarié afin d'en tirer

1. Décret du 29 décembre 1924 et du 16 janvier 1925.

2. *Izvestia* du C. E. C. et du C. E. C. P., 1924, n° 293 article de fond.

profit », une fraction importante des travailleurs intellectuels est écartée des élections ; 2^o que, dans la catégorie des non électeurs, au sens exact de l'instruction rentrent non seulement ceux qui, à la date de l'élection, sont commerçants, ou vivent de revenus non acquis par le travail, mais encore ceux qui, dans le passé (quel passé?), se sont trouvés dans ce cas ; 3^o qu'en vertu de l'article 23 de la constitution de la R. S. F. S. R., peuvent être privés du droit électoral « ceux qui l'utilisent contre la révolution socialiste ». Sur la question du secret du vote, la Délégation affirme que, « vu l'impossibilité d'une pression économique sur les électeurs, on ne réclame pas l'introduction du secret du vote » (p. 10). Les délégués oublient que la pression économique, sous la forme très effective de la menace de privation d'emploi ou de salaire, est parfaitement possible dans la Russie soviétique, et que la pression économique n'est pas l'unique pression possible, puisque la D. P. E. (Direction Politique d'État ; *en russe, G. P. Ou*) ne leur paraît pas être l'instruction inoffensive qu'elle affecte d'être.

Quant au caractère indirect du suffrage dans les élections soviétiques, la Délégation juge qu'on ne peut pas lui adresser les critiques habituelles ; car, dans le système soviétique, la fonction électorale est en rapport étroit avec le travail réel dans les organisations, ce qui permet de désigner les candidats selon leurs mérites (p. 11).

Quelque opinion que l'on ait sur le suffrage indirect, il convient de retenir qu'à tous les étages de la pyramide soviétique, sauf à l'étage inférieur des soviets ruraux et urbains, les assemblées électorales ne se réunissent qu'une fois l'an pendant une courte session ; les congrès des soviets ne s'occupent d'aucune affaire ; ils se bornent à écouter les rapports des organes exécutifs et les sanctionnent, ainsi que les élections. Un choix éclairé des candidats n'est donc pas possible

dans ces congrès. La Délégation, enfin, ne mentionne pas que le suffrage, selon le droit électoral soviétique, n'est pas même égal et que la voix de l'électeur ouvrier a beaucoup plus de poids que celle de l'électeur paysan. La Délégation a-t-elle ignoré ce fait ou n'a-t-elle pas trouvé le moyen de le justifier aux yeux de ses propres électeurs?

Il ne faut pas oublier non plus que la Délégation se figure le système soviétique comme un système de gouvernement au moyen de comités élus, représentant une liaison réelle entre les électeurs (p. 9). Sous cette dénomination de comités, elle entend les soviets urbains et ruraux. Mais le caractère « électif » de ces institutions paraît plus que douteux, vu la pression indéniable exercée par le pouvoir pendant les élections ; et leur importance réelle ne semble pas moins douteuse, puisque le pouvoir a, en fait, passé de l'organisation soviétique au parti communiste. A l'intérieur du système soviétique, ce dernier fait s'est révélé de deux manières dont il n'est pas question dans le *Rapport* : *a*) le déplacement progressif du pouvoir, qui a passé des soviets et de leurs congrès à leurs comités exécutifs et à leurs bureaux (ces derniers se confondant, dans une large mesure, avec les comités du parti) ; et *b*) l'enchaînement progressif de ces comités exécutifs et de ces bureaux en une échelle hiérarchique, ce qui équivaut au rétablissement du système bureaucratique pur.

Pour en finir avec les appréciations de la Délégation sur l'organisation politique et juridique de la Russie actuelle, il y a encore trois points à considérer : 1^o le caractère de classe de cette organisation ; 2^o les limites à la liberté des citoyens établies par elle, et 3^o les qualités essentielles du droit soviétique dans ses applications pratiques.

I. — La Délégation connaît le caractère « de classe » de l'organisation politique de la Russie actuelle. Elle dit

qu'en Russie ce sont les ouvriers qui sont la classe dirigeante (p. 137) ; elle sait que le droit électoral est attribué selon cet indice « de classe » (p. 10) ; elle indique, d'une manière quelque peu confuse, que les personnes de dix-sept à cinquante-cinq ans ne rentrant pas dans la catégorie des « travailleurs » sont privés de toute personnalité politique et sociale (p. 101). Mais elle ne consacre pas à cette question de paragraphe particulier et, pour cette raison, ne coordonne pas suffisamment son exposé. En particulier elle ignore, semble-t-il, que n'être pas inscrit dans la catégorie des travailleurs, équivaut à la perte des droits électoraux. Si elle l'avait su, elle n'aurait pas terminé ce qu'elle dit de « ceux qui ne travaillent pas » par la phrase : « Le sort de ceux qui ne travaillent pas est très triste, mais, dans la Russie soviétique, chacun doit travailler pour vivre » (p. 102). Car elle aurait compris que dans la Russie soviétique, on peut fort bien travailler, et malgré cela ne pas avoir une vie supportable, par suite de la durée pour l'individu des restrictions établies pour ceux qui sont censés ne pas travailler. On a déjà indiqué plus haut que l'on est classé dans la catégorie des « non électeurs », non seulement d'après ce que l'on est, mais d'après ce que l'on a été. A cela il faut ajouter que le stigmate « non travailleur » se transmet par héritage ; lors de l'admission dans les écoles supérieures, comme lors de l'expulsion de ces établissements, des éléments jugés indésirables, suivant le système de « l'épuration », il s'établit de très curieux « *privilegia odiosa* » à l'encontre des malheureux jeunes gens ayant comme parents des non-travailleurs ¹.

Très incomplète est l'énumération donnée par la Délégation des restrictions établies contre les non-travailleurs (p. 101). La question n'est pas seulement qu'ils payent à tout propos suivant un tarif plus élevé,

1. Décret du 16 mars 1924 et lettre circulaire du Soviet central pan-russe des unions professionnelles, *Izvestia* du C. E. C. et C. E. C. P. 1924, n° 103.

mais que des domaines entiers leur sont absolument interdits. Il est beaucoup d'emplois de l'État qu'ils ne peuvent occuper (en particulier, ils sont complètement écartés des emplois judiciaires) ; ils ne peuvent être membres des organes exécutifs des coopératives¹ ; ils ne peuvent être membres des associations de locataires². D'un autre côté, en cas de condamnation à une peine privative de liberté, ils subissent leur peine dans des conditions beaucoup plus pénibles que les « travailleurs ».³

En conséquence, on peut dire qu'il existe dans le droit soviétique deux mesures bien différentes : l'une s'applique aux travailleurs, et l'autre à ceux qu'il plaît à ce droit de qualifier de « non travailleurs ».

II. — En ce qui concerne la liberté politique, les auteurs du *Rapport* ne cherchent pas à maquiller la vérité : cette liberté n'existe pas (p. 3) dans le vrai sens du mot, c'est-à-dire qu'il n'existe pas d'opposition, qu'on ne tolère pas les attaques contre le parti, que l'autorité du gouvernement est fortement soutenue (p. 121). Mais, prétend le *Rapport*, les brillants résultats obtenus par le nouveau pouvoir ont réconcilié tout le monde (à l'exception d'une minorité insignifiante) : on a renoncé au droit essentiel, à la liberté politique de faire de l'opposition, et cela, en partie parce que ce droit a été remplacé par d'autres plus sérieux⁴, en partie parce que depuis peu, a commencé un mouvement tendant au rétablissement de la liberté (p. 171).

La Délégation note en général, à plusieurs reprises, une tendance à « desserrer la vis », mais elle ne se manifeste guère que par la substitution à la « Tchéka » du G. P. Ou. (ou D. P. E. : Direction Politique d'État.)

Il est tout à fait faux que la D. P. E. (Direction Poli-

1. Décrets du 7 avril 1921 et du 20 mai 1924.

2. Décrets du Soviet de Moscou du 10 mars 1924.

3. Décrété en octobre 1924, Code correctionnel des travailleurs.

4. La Délégation semble viser ici le droit à l'instruction, aux spectacles, etc...

tique d'État) soit la Tchéka, déclarent avec autorité les auteurs du *Rapport*; la D. P. E. n'a pas le droit de juger ou de faire des enquêtes ; elle prépare seulement les affaires, comme n'importe quelle police ; ce n'est plus qu'une enquête criminelle (p. 94-51). Quand les délégués écrivaient ces lignes, ils ne savaient probablement pas que : 1^o L'institution appelée « enquête criminelle » existe dans la Russie soviétique parallèlement à la D. P. E., d'où il ressort que les fonctions de la D. P. E. ne peuvent pas être celles que lui attribuent les délégués ; 2^o qu'en vertu du décret du 16 octobre 1922, la D. P. E. a le droit « de justice immédiate » y compris la peine de mort, pour les personnes prises en flagrant délit de banditisme ; 3^o qu'en vertu du décret du 6 février 1922, les agents de la D. P. E. ont le droit d'arrêter les personnes soupçonnées de participation à des soulèvements contre-révolutionnaires, d'actes de banditisme, d'espionnage, de pillage, sur les voies ferrées et sur les voies d'eau, de contrebande et de passage de la frontière sans permission.

Et cela sans la permission préalable, ni la confirmation consécutive d'aucune autorité judiciaire, que, dans ce cas, l'inculpation doit être notifiée dans la quinzaine qui suit l'arrestation ; que, dans les deux mois qui suivent l'arrestation, au plus tard, la D. P. E. (Direction politique d'État) remet en liberté le prisonnier, ou renvoie l'affaire devant le tribunal, ou bien applique l'une des mesures suivantes : a) le bannissement ; b) l'exil dans des localités lointaines du territoire russe pour une période allant jusqu'à trois ans ; c) la détention dans un camp de concentration pendant la même période¹. Il paraît douteux que ces méthodes soient comparables à celles de la justice criminelle de l'Angleterre ou des pays occidentaux.

Le *Rapport* ne nie pas que les droits civiques de l'in-

1. Décrets du 10 août et du 16 octobre 1922.

dividu ne soient étouffés. Il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à cette question.

De la situation de la presse, il sera parlé ailleurs.

Pour ce qui est des réunions et des associations, c'est un système de prohibition qui continue à les régir ; pour toute réunion, il faut la permission préalable de l'administration ; elle peut donc refuser cette permission sans donner de motifs ¹.

L'existence des sociétés et des associations n'est permise qu'à la condition que leurs statuts aient été préalablement approuvés par l'autorité, qui doit ensuite veiller à ce que leur activité reste dans les limites de la légalité (en particulier elle doit surveiller leurs opérations financières et leur gestion) et qui a le droit d'en ordonner sans appel la dissolution et la liquidation ².

Il faut avoir en vue tout cela pour pouvoir résoudre la question déjà examinée plus haut ; jusqu'à quel point le régime soviétique a-t-il un caractère représentatif ? Alors même que les élections auraient lieu sans la pression spéciale à laquelle elles sont soumises, on ne saurait les considérer comme exprimant l'opinion générale en présence des pleins pouvoirs de l'administration qui s'étendent si loin et se retrouvent partout.

A la fin de leur exposé sur l'organisation soviétique, exposé fait d'après des observations qui durèrent trente-cinq jours, les auteurs du *Rapport* expriment leur conviction que, si dans certains cas, le rôle de l'individu dans les affaires publiques leur paraît limité, dans d'autres cas, cette organisation lui donne une possibilité d'y participer plus réelle et plus rationnelle que sous le régime parlementaire (p. 17).

De toutes les considérations précédentes et de notre

1. Pratique fortement établie ces derniers temps et ayant force de loi de par les décrets du 11 août et du 16 octobre 1924, qui placent dans les attributions des sections administratives du gouvernement et des comités exécutifs des districts, le droit de permettre ou d'interdire les réunions, sans indication de motifs.

2. Décret du 9 août 1922.

analyse du compte-rendu de la Délégation découlent les conclusions suivantes :

I. — En fait, le pouvoir dans la Russie actuelle est détenu par un petit groupe d'hommes membres du Comité Central du parti communiste. Ce pouvoir ne leur appartient pas de par la volonté périodiquement exprimée des électeurs soviétiques, ou même de partis divers, mais parce qu'ils sont les maîtres d'un parti, qui, à son tour, domine le système soviétique. Le pouvoir d'un petit groupe d'individus fondé sur un droit personnel, et que seule une révolution peut renverser, est d'ordinaire appelé *oligarchie*.

II. — Les rapports entre ce groupe dirigeant et la population (sans en excepter les membres du parti) sont caractérisés d'un côté par l'absence de droits civiques chez l'individu, et de l'autre, par l'indépendance du pouvoir vis-à-vis de ces lois qu'il a lui-même faites pour la population. Cette forme de pouvoir s'appelle habituellement *despotisme*.

III. — La population se divise en groupes qualifiés « classes, » mais qu'il est plus exact d'appeler « castes », en égard à leurs privilèges, ou à leurs tares dans certains cas héréditaires.

En fait, outre les deux castes des *travailleurs* et des *non travailleurs*, que reconnaît le droit soviétique, il s'est formé une caste supérieure s'appelant *parti communiste*. C'est à l'aide de cette caste privilégiée qu'une oligarchie gouverne le pays. La Russie soviétique se trouve donc être un État divisé en castes.

Le régime soviétique est en somme *un régime despotique avec gouvernement à forme oligarchique et division de la population en trois castes*. La Délégation aurait dû en arriver à cette formule, si elle avait su voir les choses comme elles sont et non déformées, comme les lui ont si obligeamment montrées les dirigeants bolchevistes.

CHAPITRE II

LE GOUVERNEMENT SOVIÉTIQUE ET LE COMINTERN

Les nombreuses notes des diplomates soviétiques s'efforcent constamment d'établir une stricte démarcation entre le Gouvernement des Soviets et la III^e Internationale.

La III^e Internationale aurait pour tâche la préparation de la révolution mondiale, tandis que le Gouvernement Soviétique gouverne l'U. R. S. S. ; les deux institutions seraient absolument indépendantes ; — voilà, en résumé, la thèse des gouvernants soviétiques et de leurs défenseurs.

Il n'y a qu'à ouvrir les yeux pour constater la fausseté de ces assertions. Nul besoin à ces fins de recourir à des documents secrets dont l'authenticité sera d'ailleurs toujours contestée par le Gouvernement des Soviets.

Il suffit de parcourir les nombreuses déclarations des gouvernements soviétiques eux-mêmes, ainsi que celles de leurs amis, pour constater l'existence de liens organiques incontestables solidarisant la III^e Internationale (alias *Comintern*) et le Gouvernement de l'U. R. S. S.

L'U. R. S. S. constitue, selon les déclarations de ses dirigeants, une dictature du prolétariat. Le § 46 du catéchisme officiel du communisme, publié par les camarades Boukharine et Préobrajensky, qui occupent tous deux des postes importants dans la hiérarchie soviétique, est intitulé : « Le pouvoir soviétique, comme

forme de la dictature du prolétariat » (*l'Alphabet du Communisme*, chapitre VI). Mais il y a plus.....

Lénine lui-même, fondateur de la République Soviétique en même temps que créateur du *Comintern*, a dit : « Il n'est aucune question importante d'ordre politique, ou bien concernant l'organisation de l'État, qui soit résolue par les organes gouvernementaux de la République en dehors des directives préalables émanant du Comité Central du parti communiste ». (Lénine, *Les maladies infantiles du Comintern*, 1920, p. 45).

Ainsi, de l'aveu des bolcheviks compétents eux-mêmes, ce n'est pas une dictature du prolétariat, mais une dictature du parti communiste qui existe en Russie. Lénine l'a proclamé en 1920 ; le rapport de la Délégation des Trades-Unions anglaises, publié récemment, démontre que rien n'a changé depuis. (Et l'on sait pourtant que cette délégation nourrit des sentiments très amicaux envers le pouvoir soviétique.)

« La Délégation prend note de l'assertion des gouvernants actuels », — dit ce rapport (p. 3) », « que le régime qui existe actuellement en Russie est une dictature du prolétariat dirigée par le parti communiste ».

Nous venons de citer les paroles de Lénine établissant que cette « direction » doit être entendue comme l'exécution, dans tous les cas tant soi peu importants, des directives du Comité Central.

Toutefois, si l'on doutait de l'exactitude de ces paroles, — que l'on confronte les décisions des Congrès des Soviets, publiés dans les organes officiels, avec celles prises par le parti communiste au cours de ses propres Congrès, qui précèdent toujours ceux des Soviets. Il appert de ces décisions que « l'organe législatif supérieur » de la République se borne à entériner docilement ce que les Congrès du parti communiste ont préalablement décidé.

Il semble en vérité superflu de chercher de nouvelles

preuves à l'appui de l'axiome, — que c'est la dictature du parti communiste qui gouverne la Russie.

Le 16^e paragraphe des « *Conditions d'admission dans le parti communiste* » s'exprime ainsi : « Toutes les décisions des Congrès de l'Internationale Communiste, de même que celles de son Comité Exécutif, sont obligatoires pour tous les partis composant l'Internationale Communiste. L'Internationale Communiste, agissant dans un milieu de guerre civile acharnée, doit être organisée sur la base d'une centralisation bien plus stricte que celle adoptée par la II^e Internationale ».

Dans le 15^e paragraphe des mêmes *Conditions d'admission* nous lisons :

« Le programme de chaque parti membre de l'Internationale Communiste doit être confirmé par le Congrès de l'Internationale Communiste ou bien par son Comité Exécutif (*Journal de l'Internationale Communiste*, n^o 1, 1924).

Une discipline sévère, qu'aucun parti politique n'a connue jusqu'ici, lie entre eux tous les partis communistes composant le *Comintern*, dont ils sont non seulement les éléments intégrants, mais aussi les organes subordonnés. La nécessité de cette discipline de fer a été maintes fois affirmée au cours des Congrès du *Comintern*, et notamment au cours de celui de 1924. (Voir les décisions du 5^e Congrès de l'Internationale Communiste).

Or, le parti communiste russe, investi, comme nous l'avons constaté plus haut, de la dictature dans l'U. R. S. S., fait lui-même partie du *Comintern*, dont il constitue un organe subordonné et dont les ordres sont obligatoires pour lui. Par conséquent, l'on peut établir le tableau suivant du pouvoir et de l'ordre de subordination :

1^o La dictature du parti communiste Russe s'exerce dans l'U. R. S. S. ;

2^o Le parti communiste Russe rentre à son tour dans

le giron du Comintern en qualité de membre et d'organe subordonné ;

3^o Le Comintern est le maître suprême des destinées de la Russie, qu'il gouverne par l'intermédiaire du parti communiste Russe.

Toutefois, l'on peut se demander où vient se placer le Gouvernement Soviétique, qui n'est pas mentionné dans ce tableau.

C'est qu'il existe dans l'U. R. S. S., à côté du système clair et net de la dictature du parti communiste, une « Constitution » établissant un mode de suffrage à plusieurs degrés, des Congrès des Soviets, etc.. Bien que cette « Constitution » ne fasse pas mention de la dictature du parti communiste, les relations mutuelles de ce parti et du « pouvoir des travailleurs » ont déjà été caractérisées par les paroles précitées de Lénine, — paroles que l'on ne saurait répéter trop souvent : « Il n'est aucune question importante d'ordre politique, ou bien concernant l'organisation de l'État, qui soit résolue par les organes gouvernementaux de la République en dehors des directives préalables émanant du Comité Central du parti communiste ».

Pour se faire une idée exacte du mécanisme des relations réciproques du Parti Communiste Russe et du Gouvernement Soviétique, il suffit de se rappeler que, dès la fondation de la République Soviétique et jusqu'à l'heure actuelle, le Gouvernement n'a pas cessé d'être composé de membres du Parti Communiste. Pendant les premières années, il est vrai, plusieurs membres du Gouvernement ont appartenu au Parti dit « des socialistes révolutionnaires de gauche », qui faisait bloc à cette époque avec le parti communiste. Toutefois, depuis la dissociation de ce bloc, tous les membres, sans exception, du Gouvernement de l'U. R. S. S. sont en même temps membres du Parti Communiste Russe ; en outre plusieurs d'entre eux font partie du Comité Exécutif de la III^e Internationale. Bref, aucun doute

ne plane sur les relations réciproques du Parti Communiste Russe et du Gouvernement Soviétique. La position de ce dernier par rapport au Comintern n'est pas moins claire et précise. *Le Gouvernement Soviétique n'est pas le Comintern ; il n'en est que l'un des organes subalternes, le Parti Communiste Russe assurant la liaison.* Dès lors, on comprend facilement que le Gouvernement Soviétique en profite pour décliner toute responsabilité des actes du Comintern, de même qu'un Commandant de Corps d'Armée n'est pas responsable, en dehors des secteurs du front relevant directement de son autorité, des actes du Commandant en Chef. Par conséquent, ceux qui nient la responsabilité formelle du Gouvernement Soviétique en ce qui concerne l'activité extérieure du Comintern, ne s'éloignent pas de la vérité, au point de vue formel. En effet, lorsque le personnel des ambassades soviétiques à l'étranger prête assistance aux organes de propagande du Comintern, — ce n'est pas en sa qualité diplomatique qu'il agit, mais bien en celle d'affilié au parti communiste, en exécution d'ordres spéciaux émanant de l'autorité communiste suprême. Peut-il être question de désobéissance à ces ordres ? Assurément non ! Une répression implacable mettrait fin à toute velléité d'indiscipline. A ce propos, il est intéressant de revenir au témoignage des délégués britanniques dont nous avons déjà mentionné plus haut le compte rendu : « les membres (du parti communiste russe) sont soumis actuellement à un examen oral, à la suite duquel on élimine près de 10 % parmi eux... » « Celui qui verrait un communiste après cette épreuve annuelle, le trouverait dans un état d'anxiété et d'abattement complet..... » « Tant qu'il reste membre du parti, on exige de lui un dévouement et une discipline que peu de travailleurs politiques seraient capables d'endurer » (p. 74 du *Official Report of the British Trades Unions Delegation to Russia in November and December 1924*. London, MCMXXV).

Le tableau tracé par les délégués britanniques des Unions donne la mesure de l'état de subordination des communistes à leur organe suprême. La description du système d'admission dans le parti n'est pas moins digne d'attention.

« L'admission dans le parti », — lisons-nous dans le même rapport (p. 13), — représente actuellement une épreuve où la prière et le jeûne jouent le plus grand rôle »... « Les prolétaires et les paysans doivent faire un stage de six mois en qualité de candidats et être recommandés par deux membres du parti. Tous les autres aspirants restent candidats pendant deux ans et doivent avoir six garants ». C'est tout comme s'il s'agissait d'acquérir la naturalisation dans un pays. La rigueur des règlements se rapportant à l'acquisition de la « naturalisation » communiste, comparée à la facilité avec laquelle l'on devient citoyen soviétique, apparaît d'une façon encore plus saisissante. « Si un ouvrier, quelle que soit sa nationalité, habite sur le territoire de l'U. R. S. S., — écrivent les délégués anglais, — il jouit, par ce fait même et sans autres formalités, de tous les droits d'un citoyen soviétique. L'Union n'est pas la Russie ; c'est l'U. R. S. S. »

Aussitôt arrivé en Russie et sans être assujetti à aucune responsabilité, n'importe quel Anglais, Français, Chinois, Hindou ou nègre d'origine prolétarienne jouit du droit d'élire et d'être élu, — droit dont ne jouissent pas les Russes s'occupant de commerce ou bien appartenant au clergé. Si, après une épreuve de six mois, un de ces prolétaires nègres est admis dans le parti communiste, c'est-à-dire s'il prend l'engagement de travailler à l'achèvement de la révolution mondiale, — il obtient par cela même le droit d'occuper les postes les plus élevés dans l'Union, comme par exemple le bulgare-roumain Rakowsky (actuellement représentant de l'U. R. S. S. à Paris), l'autrichien Radek, etc. Un prolétaire de cette espèce peut être envoyé par le

Comintern, aux frais du peuple russe, dans n'importe quel pays du globe comme chargé d'agitation ou de propagande, ou bien avec la mission de commettre un acte de terrorisme. « Les fonctions du Comintern » — lisons-nous dans le livre précité de la délégation britannique — « consistent à préconiser le culte international du communisme et la croisade au nom de la révolution » (v. p. 12).

En présence de ce tableau, la « constitution » de la Fédération, telle qu'elle existe aujourd'hui, n'offre plus aucun intérêt sérieux.

D'après le témoignage des délégués anglais et des amis du pouvoir soviétique, tout, dans l'U. R. S. S., a un caractère de « fluidité », car tout y est subordonné aux buts fondamentaux du Comintern.

Le Gouvernement Soviétique fait fonction d'intendant du Comintern : il a la charge de gérer une province occupée, de la gérer par n'importe quelle méthode ; il peut passer du communisme militant à la « Nep » d'hier et aujourd'hui à la fédération, puis à la centralisation, demain peut-être à une « Nep » renforcée ; peu importe, pourvu que les revenus continuent à rentrer régulièrement et que la base de la révolution mondiale soit conservée intacte.

Lorsque ce tableau se dessine nettement devant les yeux de l'observateur impartial, il devient évident que nul « dissentiment » ne peut exister entre le Comintern et le Gouvernement Soviétique. Les amis des Soviets utilisent ce « dissentiment » simulé comme argument, en vue d'obtenir la reconnaissance juridique ou bien une assistance économique pour le Gouvernement Soviétique. Aucun « dissentiment » n'est possible tant que le Gouvernement de l'U. R. S. S. se compose de communistes et tant qu'il existe une discipline de parti implacable, qui enchaîne le Parti Communiste russe et l'unit étroitement au Comintern. Tant que cet ordre de choses durera, les trois anneaux de la même chaîne — le

Comintern, le Parti Communiste Russe et le Gouvernement de l'U. R. S. S. — seront indissolublement liés l'un à l'autre.

Toutefois, la négation de l'existence de ces liens représentant pour l'U. R. S. S., ainsi que pour le Comintern, des avantages pratiques indubitables, l'on continuera sans doute à avoir recours à ce genre d'argumentation tant que cela semblera utile, ou bien tant qu'il y aura des gens assez naïfs pour y ajouter foi.

Nous venons de démontrer que le Comintern, le Parti Communiste Russe et le Gouvernement des Soviets constituent trois anneaux de la même chaîne. Or, il est nécessaire de noter, que de ces trois anneaux, c'est le deuxième, — le Parti Communiste Russe, — qui est, par essence, le plus important.

L'on sait en effet que c'est Lénine qui a été le créateur du Comintern et que c'est Zinovieff, l'un des chefs du Parti Communiste Russe et l'un des « leaders » bolchevistes les plus influents, qui est, *de facto*, Président inamovible du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Dans ce Comité, ainsi que dans les organes qui lui sont subordonnés, ce sont les Communistes russes qui ont une influence décisive. Nul ne peut s'en étonner, car, entre tous les partis communistes dont se compose le Comintern, le Parti Communiste Russe seul possède la plénitude du pouvoir politique et dispose d'un sixième de la surface du globe, — superficie de l'ancien Empire Russe, — avec toutes ses immenses ressources en forces humaines et économiques.

C'est Moscou qui est le centre géographique et administratif des trois organisations, étroitement unies entre elles, du Comintern, du Parti Communiste Russe et du Gouvernement des Soviets, dont le personnel, comme il a déjà été dit, cumule fréquemment plusieurs emplois.

On pourrait citer nombre de cas où les mêmes individus font partie des trois institutions organiquement liées l'une à l'autre et y jouent simultanément un rôle

important. A titre d'exemples frappants, on peut se borner à citer Rykoff, chef du Gouvernement Soviétique et les trois dictateurs « de facto » de l'U. R. S. S., — Zinovieff, Kameneff et Staline : tous quatre occupent des postes importants à la fois dans le Comintern, dans le Parti Communiste Russe et dans l'administration soviétique.

Le camarade Zinovieff lui-même a maintes fois signalé que, dès les débuts du Comintern et jusqu'aujourd'hui, le Parti Communiste russe y a joué un rôle prépondérant (v. *passim* les discours et les articles de Zinovieff de 1924 à 1925).

Les liens qui unissent les trois organisations en question sont tellement étroits qu'il arrive parfois que les chefs communistes eux-mêmes, oubliant leur subterfuge qui consiste à nier l'existence de tout lien entre ces organisations, confondent, par mégarde, les destinées de la Russie Soviétique avec celles du Comintern.

« L'Internationale Communiste..... est fière de ce que son berceau soit à Moscou, — dans la capitale de la Russie Soviétique ; elle salue les chefs de la Russie Soviétique..... qui dirigent la révolution mondiale », — s'écrie le communiste connu Radek dans son livre *Cinq années de Comintern* (p. 121). « Tant qu'aucun autre pays capitaliste plus développé qu'elle ne la suivra dans la voie de la révolution prolétarienne, l'héroïque Russie Soviétique restera le centre de l'Internationale Communiste : car c'est elle qui est le cœur de la révolution mondiale. »

CHAPITRE III

LE RÈGNE DE LA TERREUR DANS LA RUSSIE DE 1924

Des cruautés ont été commises partout, la cruauté en général est un trait trop humain pour appartenir à quelques pays particuliers, — mais nous attirons l'attention sur le caractère spécial des cruautés qui ont eu lieu en Russie.

HERZEN, 1864.

Un socialiste russe naïf, habitant la Russie, s'est adressé dernièrement aux « socialistes de tout l'univers » dans un appel où il écrivait : « Vous qui vous dites socialistes, vous qui appelez à une vie nouvelle, basée sur la fraternité et la solidarité, vous vous taisez, indifférents, occupés de vos affaires courantes, et laissez périr dans les prisons des milliers de camarades russes sans défense et sans appui... Par votre silence, vous vous faites, à nos yeux et aux yeux des générations futures, les complices des crimes commis par le Gouvernement communiste ». ¹

La Délégation anglaise non seulement se tait, mais dément hardiment et avec une audace extraordinaire les affirmations réitérées de la presse, que le régime actuel en Russie est un régime de terreur. Pas un homme impartial, disent les auteurs du rapport officiel de la Délégation britannique des Trades-Unions (p. 17), « ayant parcouru l'Union soviétique et causé avec ses

1. *La Russie révolutionnaire*, n° 39-40.

citoyens, ne saurait en conscience croire à des déclarations pareilles ».

Donc, tous les Russes qui sont des ennemis irréductibles des actes de violence du pouvoir dictatorial de Moscou, sont des calomniateurs, de même que Ed. Bernstein, Karl Kautsky et autres représentants de la Social-Démocratie allemande qui, dernièrement encore, se sont adressés aux démocraties de l'Europe en protestant contre la violation de « toutes les lois de l'humanité et de la morale politique » à l'égard des détenus politiques en Russie. Des prisons russes partent vers l'Europe des appels à l'aide désespérés. « Ils doivent être entendus, si l'humanité n'est pas un vain mot », disaient les signataires de cette protestation. La réponse des représentants des Trades-Unions anglais sonne d'une manière quelque peu sinistre. Ces délégués, ayant, disent-ils, visité les principales prisons de la Russie soviétique, « autrefois les pires de l'Europe » — à en croire les socialistes anglais, — constatent qu'elles se seraient transformées en prisons « modèles ». Ils ne s'en tiennent pas là, ils signalent encore le confort des prisons et la manière humanitaire dont sont traités les détenus.

Cependant quiconque lira les lignes, — rien que quelques lignes, — que la Délégation a trouvé bon de consacrer, dans sa volumineuse enquête, à l'aspect le plus atroce de la vie russe, sera frappé de la légèreté de ce rapport, en apparence objectif. Les Délégués anglais dépeignent parfois une idylle qui, en réalité, sous leur plume (ou plutôt sous celle de MM. les experts, qui ont recueilli ces renseignements, car personne parmi les véritables délégués des Unions professionnelles de l'Angleterre ne savait le russe, paraît-il), devient un vaudeville tragique : les socialistes anglais, comme l'observe M. F. Adler¹ dans sa réponse à la Délégation,

1. Edition du *Messenger socialiste*, organe des S. D.

s'efforcent de représenter « comme résultat de leur voyage, ce qui n'était nullement accessible à cette Délégation ».

I. — PRISON MODÈLE

« Un membre marquant de la Délégation, expose les auteurs du livre, avait un sauf-conduit, lui donnant le droit d'entrer dans n'importe quel établissement de l'État, fabrique, club, hôpital, service de la Police, prison ou maison privée, sans être accompagné et sans prévenir personne. » Or l'un d'entre eux, dont la signature est une de celles qui figurent au bas du rapport de la Délégation, M. John Turner, dans un autre de ses rapports, transmis à la « Société de Protection aux Révolutionnaires russes arrêtés en Russie », nous parle de cette « liberté » dont jouissaient à Moscou les Délégués ;

« Ce n'était que le soir, écrit-il, alors que je ne me trouvais pas avec le reste de la Délégation, qu'il m'était possible d'atteindre les gens que je voulais voir. Je ne puis même approximativement vous donner une idée des difficultés que j'ai dû surmonter pour entrer en contact avec des gens utiles. » Son rapport privé a un tout autre caractère que le rapport officiel signé par lui. Cette contradiction nous est incompréhensible. M. Turner constate qu'en somme la Délégation n'a visité que la prison de Boutyrky, prison « modèle », dit le rapport ! Or c'est une vieille prison de l'ancien régime ! Les Délégués anglais qui s'extasiaient sur les ateliers modèles des prisons, etc... ont omis de rappeler un petit détail : ce ne sont pas les bolcheviks, si respectueux dans leurs méthodes pénitenciaires, nous dit-on, des plus récents enseignements de la psychologie criminelle, qui ont organisé ces ateliers modèles : ils utilisent les restes non détruits de l'ancienne organisation. Ceux qui ont été

incarcérés à Boutyrky sous les deux régimes, savent quels restes piteux du passé sont en réalité les ateliers « modèles » actuels.

Je ne sais si, d'une manière générale, une bonne installation des prisons peut être pour l'humanité un sujet d'orgueil, mais, en tout cas, cet « idéal » de la prison de Boutyrky, n'est point l'œuvre des bolcheviks. « Chacun a une couchette à part avec oreiller, couverture, table, porte-manteaux. » C'est ainsi que les Délégués décrivent avec émotion les chambres des détenus. Ils devraient ajouter qu'auparavant chaque chambre avait sa vaisselle. Maintenant on ne donne même pas un verre et le détenu s'ingénie à faire un verre d'une bouteille, faute de quoi il ne saurait dans quoi boire l'eau bouillante que lui donne l'administration des prisons. Oreillers et couvertures ! Quelle ironie ! Évidemment les Délégués anglais n'ont pas cru nécessaire de demander à qui appartenaient les oreillers et les couvertures de ceux qui en ont. On n'a naturellement pas mené les Délégués anglais dans les corps de bâtiments de Boutyrky où, en dehors de gradins sales, sans aucun vestige même de pailleasse, on ne trouve rien ; on ne les a pas menés davantage dans les chambres où l'on entasse des détenus qui, durant des mois, gisent sur le plancher humide ; on ne les a pas introduits non plus dans les cellules qui restent fermées jour et nuit.

Ce ne sont encore là que des bagatelles, en comparaison des véritables horreurs qu'offre la vie dans les prisons de la Russie soviétique, mais c'est précisément sur des bagatelles que se sont fondés les Délégués, pour parler des résultats remarquables réalisés par le pouvoir soviétique, qui aurait transformé les prisons en établissements d'éducation, les organisant de manière à leur ôter toute ressemblance avec les prisons tsaristes. Oui, elles ont perdu quelque chose, et le voici : les odieuses prisons de l'ancien régime étaient beaucoup

plus perfectionnées et plus humanitaires que celles du régime communiste.

Les Délégués anglais ont cru devoir confirmer la déclaration (anonyme, il est vrai) d'un détenu du parti des socialistes révolutionnaires, qui, connaissant par expérience les prisons tsaristes, aurait affirmé qu'il était fier maintenant « de la supériorité de la Boutyrky socialiste ». Mais la Délégation a omis de dire publiquement que les prisonniers socialistes révolutionnaires avaient préparé pour elle un memorandum spécial, qui ne pouvait être transmis que par des intermédiaires officiels, c'est-à-dire par des représentants du G. P. Ou. (Sûreté Générale). La Délégation a-t-elle jamais reçu ce memorandum? On n'en sait rien.

La Délégation a fait savoir aux ouvriers anglais que la possibilité lui avait été donnée de parler librement, à Boutyrky, « avec les plus dangereux ennemis » du gouvernement actuel, à savoir, les représentants du parti socialiste révolutionnaire et que cette conversation avait lieu « loin des oreilles de tout auditeur officiel »... Comment expliquer, en ce cas, que des témoignages venant de Moscou affirment que la Délégation anglaise est venue accompagnée de nombreux « tchékistes », qu'elle avait promis de ne pas entrer dans les chambres et de ne causer avec les détenus que dans les corridors, en présence de ces émissaires tchékistes? Qui donc dit la vérité? En admettant même, par hypothèse, que ce soit la Délégation des Trades-Unions, on ne saurait juger d'après Boutyrky les prisons de la Russie soviétique. Car les prisons soviétiques ne se réduisent pas aux « Boutyrky » des capitales. Des milliers de prisonniers se trouvent en province, et plus est éloignée et perdue la localité où ils se trouvent enfermés, plus intolérable est leur situation. On ne saurait non plus apprécier le régime pénitentiaire en général d'après la situation relativement privilégiée de tel ou tel groupe particulier de détenus. Il arrive que des socialistes

bénéficient parfois d'un régime plus ou moins supportable ; ils ne l'obtiennent, il est vrai, qu'après des protestations longues et opiniâtres, allant jusqu'à la grève mortelle de la faim¹ ; il est vrai aussi que ces avantages sont souvent payés cher en raison de la tactique changeante des autorités bolchevistes. Combien de répressions en masse avec châtiments corporels ont eu lieu pour ce motif dans cette prison modèle de Boutyrky !

Le sort des détenus politiques n'appartenant pas aux groupements socialistes est de beaucoup pire. Ils ne peuvent même pas compter pour leur défense sur les protestations des démocraties européennes, dont l'opinion a quelque valeur aux yeux des bolchéviks désireux d'être admis dans l'orbite du monde civilisé : les socialistes européens, dans leurs appels, ne s'intéressent qu'aux socialistes. Tel est encore le niveau de la morale politique générale !

La Délégation anglaise jugea superflu de visiter même les autres prisons de la capitale, tant elle était persuadée (jusqu'à opposer un démenti à l'opinion contraire) qu'entre le G. P. Ou. et la Tchéka il y eût rien de commun. L'Administration du G. P. Ou., est une police s'occupant surtout des enquêtes criminelles de droit commun. Dans l'extrême naïveté qui s'allie au ton

1. « A ce que l'on dit », ajoutent prudemment les Délégués anglais. Non ! Ici il n'y a pas matière à doute. Ces grèves de la faim sont faites par toute la population d'une prison ; il y a alors des jours terribles. On ne peut garder secrets de tels faits et malgré l'interdiction d'en parler ils sont connus en dehors des murs de la prison. Les Délégués n'auraient eu aucune difficulté pour recueillir des renseignements sur la grève qui éclata dans cette même prison de Boutyrky, le 7 avril. Les détenus avaient insisté pour que vissent à la prison quelques membres du V.T.s.I.K. (Comité Central Exécutif) afin de leur exposer leurs réclamations (enquête, facilités pour les parents des détenus de leur apporter des denrées alimentaires : il leur fallait faire une queue de dix heures devant les prisons !) Personne n'était venu, dit un témoin oculaire (*Souvenirs de la Russie paysanne*, 1925, n° 1), les détenus de Boutyrky se mirent à hurler. Et ce cri d'alarme de plusieurs milliers de voix se répandit en un écho sauvage dans les environs, créant la panique et l'épouvante parmi les habitants. Résultat : punitions en masse, incarcération dans des cachots souterrains à moitié remplis d'eau, ordre de rester en chemise de nuit debout le long des murs, la literie enlevée, les aliments supprimés et, au lieu de quelque amélioration, déclaration de l'état de siège dans la prison !

péremptoire de ses affirmations, la Délégation va jusqu'à dire que l'immeuble occupé par le G. P. Ou. se trouve au centre de la ville et n'a rien de commun avec la Tchéka. Or, l'immeuble qui l'a enchantée « sur l'une des principales places de Moscou », — c'est celui d'une ancienne Société d'Assurances, sur la Loubianska, — est précisément l'ancien siège central de la Tchéka ! C'est là que se trouvait et que se trouve encore la « prison intérieure » de la Section Particulière de la « V. Tch. K. »¹, Tchéka Panrusse, qui a vu tant de victimes sanglantes, tant d'inoubliables larmes humaines. Bien entendu, on s'est abstenu d'informer la Délégation qu'en mars 1924 le G. P. Ou. s'était vu attribuer à nouveau et expressément le droit de fusiller à son gré, de son autorité propre. Et il poursuit son œuvre de sang ! On ne l'a pas dit à la Délégation anglaise et *elle a cru* ce que lui ont déclaré les représentants officiels du pouvoir ; elle n'a vu que ce qu'elle voulait voir, apparemment hypnotisée par son désir de rétablir « des relations amicales entre les peuples britannique et russe ».

Quoiqu'elle tire vanité d'avoir pu obtenir des informations directes, elle n'a pu, sans doute par ignorance, manifester aucune initiative : sinon elle eût réagi d'autre manière, par exemple, *fait une enquête sur la prison du Couvent de Solovetzk*. Le rapport assure que la Délégation anglaise est arrivée en Russie parfaitement informée des « bruits » (!?) qui circulaient sur les conditions de détention des prisonniers politiques dans les camps de concentration de Solovetzk. Avec un calme épique, la Délégation déclare que « la proposition

1. Si les Délégués britanniques avaient aussi visité cette prison soi-disant « modèle » de la Loubianska, ils auraient vu des cellules où, en outre des grilles en fer aux fenêtres, il y a des sortes de boucliers en fer, laissant difficilement passer la lumière. S'ils avaient pris connaissance ne fût-ce que des règlements officiels du régime des détenus, ils auraient peut-être compris ce qu'est ce régime qui dépasse en cruauté et en ineptie ce que nous savons de l'ancienne prison tsariste du vieux Schlüsselbourg.

de la Délégation d'y envoyer ses représentants n'a rencontré aucune opposition. » Mais il s'est trouvé qu'à cette époque de l'année l'île était inaccessible. Est-il possible que les gens qui ont écrit cela ne conçoivent pas l'horreur d'une prison qui, durant toute une période de l'année, est coupée de tous rapports avec le reste de l'humanité? La Délégation s'est tranquillisée en songeant que, si elle le désirait, une mission d'ouvriers anglais pourrait au printemps prochain faire ce long voyage et que, lui assuraient les autorités, toutes facilités leur seraient données à cet effet. Jusque-là, la Délégation ne peut émettre une opinion éclairée sur la véracité ou la fausseté des bruits relatifs au bagne de Solovetzk (la Délégation dit « des bruits », mais les bolcheviks eux-mêmes ont été obligés de publier, à un certain moment, une information relative à la tragédie sanglante de Solovetzk, qui eut lieu en décembre 1923).

Une Délégation si bien informée aurait pu, à défaut du couvent de Solovetzk, aller au couvent de Souzdal, proche de Moscou, où les bolcheviks ont rétabli la prison célèbre dans les annales de l'histoire russe, abolie par le régime tsariste en 1904. Ce voyage aurait pu lui fournir de précieux éléments de comparaison entre l'ancienne prison et la nouvelle.

Des geôles inhabitées et délaissées ont reparu là lorsque le pouvoir fut tombé aux mains de ceux qui se disent communistes. Mais, bien entendu, on n'y a pas mené les socialistes anglais. Peut-être est-ce pour cela que « les racontars émouvants sur les prisons » n'émeuvent pas la Délégation. Peut-être est-ce aussi pour cela que ses appréciations se rapprochent de celles de la « Pravda » officielle qui récemment écrivait que les émigrés russes, « avec leurs éternelles pages larmoyantes sur les horreurs du G. P. O., sur les persécutions, le cauchemar des prisons soviétiques, les souffrances et les tourments sans fin,.... s'attaquent à une chose tout à fait invulnérable », car « le régime soviétique, dans la

privation de la liberté, est reconnu comme le plus humain, le plus libre, et ne tue pas dans l'homme les forces et les possibilités de travailler ». Ceci n'a été « reconnu » que par les Délégués des ouvriers anglais des Trades-Unions. Oui, malheureusement, cela a été reconnu par eux, et c'est pour cela que M. F. Adler a dit à propos de leur rapport de la délégation : « Il a compromis l'honneur même du mouvement ouvrier ».

Dans ces prisons « modèles », les plus « humanitaires », la garde sans armes (ceci est une découverte de la Délégation) ne frappe que trop souvent les détenus ; trop souvent aussi les soldats se servent de leurs Mauser que la Délégation n'a pas su voir. Il n'y a pas de ville, de coin perdu, d'où ne parviennent des bruits de *massacres* dans les prisons soviétiques, de détenus fusillés par l'Administration des prisons pour n'importe quelle raison ; le massacre de Solovetzk, dont on a tant parlé, est loin d'être une exception. La Délégation connaît-elle les répressions cruelles, avec châtiments corporels, de la prison du gouvernement d'Irkoutsk, en février, de Rostov sur le Don, en décembre, de Chenkoursk, de Kholmogor, etc... ? Partout ces châtiments furent suivis de morts. Connaît-elle les répressions des prisons de Polotzk, de Perm, de Tobolsk, de Koupiansk et d'Ienisseïsk, où, à la suite de l'agitation régnant parmi les détenus et provoquée par la cruauté des autorités de la prison, on a *fusillé* après jugement ? Il ne faudrait voir en tout cela, au gré des gouvernants de Moscou, « que les petits défauts d'un mécanisme », qui, de l'avis des témoins anglais, va se perfectionnant de jour en jour.

Ces « défauts du mécanisme » sont, quoi qu'ils en disent, trop graves, si l'on tient compte surtout de ce que nous ne pouvons le plus souvent être informés que des faits qui forcent le pouvoir à réagir, c'est-à-dire des cas où son cynisme et sa violence dépassent toute mesure. Pourquoi ces représentants humanitaires de la

démocratie n'ont-ils prêté nulle attention à l'épidémie de suicides qui sévit dans les prisons soviétiques, dans ces prisons « modèles », si différentes des prisons de l'ancien régime? Notre statistique, incomplète et évidemment prise au hasard, a enregistré quarante-trois suicides de ce genre. Des détenus s'arrosent de pétrole et se brûlent vifs dans cette prison, « organisée selon les principes de la psychologie criminelle et qui ne détruit pas dans l'homme les forces ni l'aptitude au travail », dans cette prison où existent des cellules aux murs revêtus de liège et où se pratique encore la fustigation.

Il est manifeste que les sept Délégués, flanqués de leurs trois experts, nonobstant leurs affirmations qu'ils disent vraies, ont eu à leur disposition trop peu de matériaux pour étayer leurs appréciations aussi catégoriques que mal fondées.

II. — FUSILLADES

Ces appréciations se rapportent également au passé : ils parlent avec désinvolture des légendes qui courent sur la terreur pendant les premières années du régime bolchevik. Qu'ils lisent donc le livre paru en anglais sur la « Terreur rouge »¹, où j'ai relaté ce cauchemar et que ne pourra ouvrir sans révolte et sans indignation de tout démocrate sincère. Personne n'a encore pu ni ne pourra démentir les faits qui y sont recueillis. La Tchéka a laissé derrière elle assez de documents qui n'ont pas encore eu leurs pareils en cruauté et en cynisme dans l'histoire de l'humanité. Les représentants des Trades-Unions affirment que le règne de la terreur a pris fin en même temps que le soi-disant « communisme de guerre » de 1921. Dans mon livre ils trouveront plus de matériaux qu'il n'en faut pour réfuter cette légende, que sont aussi portés à soutenir

1. Il a paru aussi en allemand.

quelques autres étrangers ayant visité la Russie dernièrement. En 1922, c'est Herriot qui l'affirmait. « La terreur n'est restée que dans les souvenirs », déclarait un autre témoin compétent « resté trois mois en Russie en 1924, l'Ingénieur Jules Moch, qui, il y a quelques temps, a fait paraître à Paris un livre, *la Russie des Soviets*, avec préface de M. de Monzie, livre auquel des chiffres et des diagrammes prêtent une apparence de sérieux.

Il est clair que ce qui fut commis par les bolchéviks en 1918-1921 ne pouvait se répéter : le pouvoir bolchévik n'eût pas trouvé assez de bourreaux pour approvisionner ses abattoirs humains dans la mesure où il le fit pendant la guerre civile. Mais, comme on l'écrit de Russie, la « terreur douce » y sévit sans mesure. Les délégués anglais et leurs partisans américains ou européens se représentent-ils ce que signifie cette « douce terreur », dans un pays où sont mortes la liberté de la presse et celle de la parole, où règne ce que les Délégués anglais ont le front ou la niaiserie de nommer, sans ironie, « l'accord silencieux des citoyens avec le pouvoir soviétique », où n'existe pas ni ne peut exister aucune opposition, où la classe intellectuelle végète, épuisée par tout ce qu'elle a subi?

Nous possédons des informations sur 1804 condamnations à mort prononcées en 1924. Nos données sont incomplètes, car, comme par le passé, les bolchéviks donnent le moins de publicité possible à leurs massacres — et jamais ils ne parlent des gens fusillés par mesure administrative¹. Il faudrait faire appel à l'imagination pour se figurer à quel point ces chiffres doivent être majorés : dans les « *Izvestia* » officielles, nous lisons souvent des communiqués sur tel ou tel procès politique qui, en théorie et en fait, doit aboutir à la peine capitale, mais on nous laisse tout ignorer des débats et du

1. Il faut noter que dans mes statistiques n'est pas comprise la Géorgie avec ses révoltes et leur répression.

jugement ; nous lisons souvent des communiqués sur des procès futurs, sur la découverte de complots, etc... ; après quoi on n'en dit plus rien.

Nous reconnâtrons, dans notre souci de demeurer impartiaux, que, parmi les condamnés à mort enregistrés, il en est qui n'ont pas été exécutés et pour lesquels la peine capitale a été commuée en dix ans d'emprisonnement¹. Tenons le chiffre cité pour réel. Afin de l'apprécier, songons qu'il se rapporte à une période où les amis de la Russie soviétique eux-mêmes considèrent la guerre civile comme terminée, et qu'il n'y a plus aucun prétexte à « des mesures de défense extraordinaires » ; et rappelons seulement que, durant la grande orgie de réaction gouvernementale qui suivit, en Russie, la première tentative de révolution (1907-1908), le nombre des condamnés à mort n'atteignait que le chiffre maximum de 1340.

Il ne sera vraisemblablement pas donné à la nouvelle année (1925) de voir des changements favorables ; car, rien que pendant ses trois premiers mois, nous avons relevé 275 exécutions...

Sous quels prétextes fusille-t-on les gens ? Les auteurs du rapport des Trades-Unions sont d'avis que le Gouvernement des Soviets a atteint des résultats remarquables et que la Russie actuelle a non seulement rattrapé l'Europe, mais qu'elle l'a de beaucoup dépassée : ils indiquent vaguement, dans leur appréciation du Code criminel de 1922, que la peine de mort n'y est admise que pour les délits politiques graves.

Ces juges compétents sont bien mal informés ou cachent sciemment la réalité. Il suffira d'indiquer que le Code criminel admet la peine de mort dans 42 cas : c'est de la peine de mort que sont punis non seulement

1. Les statistiques officielles de la Commission de Cassation du Tribunal Suprême parues dans la *Pravda* prouvent que le Tribunal Suprême, durant onze mois de son activité, a confirmé le jugement pour 663 individus sur 1339 condamnés dans 716 affaires ayant fait l'objet de pourvois en cassation.

les complots graves, comme les auteurs du rapport tâchent d'en convaincre leurs lecteurs, mais tous actes en général tendant à affaiblir ou à ébranler le pouvoir soviétique, car, ainsi que l'a expliqué dans son rapport au V. Ts. I. K. le grand ordonnateur des répressions soviétiques, Krylenko, on ne rencontre actuellement que des cas isolés de lutte contre-révolutionnaire ouverte ; mais toute activité contre-révolutionnaire, sans avoir toujours pour objet immédiat de renverser le pouvoir soviétique, constitue cependant une atteinte aux conquêtes économiques fondamentales de la révolution. Cette notion « très imprécise », reconnaît Krylenko lui-même, est indispensable « à l'élasticité de notre politique de répression et à notre lutte contre les formes dissimulées de l'action contre-révolutionnaire ».

Ainsi le pouvoir suprême ouvre le domaine d'un arbitraire illimité à tous tribunaux ayant le droit légal de prononcer des condamnations à mort. De même l'arbitraire du G. P. Ou. ne saurait être borné par aucune formule juridique. Un décret du V. Ts. I. K., du 16 octobre 1922, a investi le G. P. Ou. des « prérogatives qu'ont les juridictions militaires et qui vont jusqu'au droit de faire fusiller les individus pris en flagrant délit de banditisme ou de « vol à main armée ». Élargissant ce droit, le G. P. Ou. autorise ses agents, dans des cas variés, à « fusiller sur place ». Ainsi, en juillet, par mesure spéciale, il fut ordonné au G. P. Ou. de la Région maritime du Priamour, afin de dompter les révoltes paysannes en Extrême-Orient, de fusiller séance tenante les insurgés sur le *seul* ordre du représentant du G. P. Ou. régional ou de son remplaçant. Le Comité exécutif gouvernemental de Parsk fit, dans le même dessein, déclarer au mois d'août, par les soviets locaux, que les chefs de section avaient le droit de fusiller sur place les « bandits » pris les armes à la main.

Nous avons déjà signalé des instructions de mars conférant aux membres du G. P. Ou. toute licence de don-

ner satisfaction à leurs instincts *cruels* ; et nous connaissons les *noms des personnes fusillées* à la suite de ces instructions à Moscou. Il est en vérité risible, après cela, que des gens affirment qu'on ne peut en Russie soviétique fusiller sans jugement (affirmation des correspondants de Russie du journal américain *The Nation*, N° du 4 mars 1925).

Par contre, nous ne sommes pas étonnés de lire ceci dans une lettre de Russie, publiée par l'organe des S. R. de gauche (socialistes révolutionnaires), (*l'Etendard de la Lutte* (N° 2), à propos de la prison de Novo-Nicolaïevsk : « Chez nous c'est une bacchanale de mort : en août on a fusillé 22 personnes ; il y en a actuellement encore 14 condamnées à mort ». Nous ne sommes pas davantage surpris de la déclaration du correspondant du *New-York Times*, disant que l'on constate actuellement en Russie une véritable « orgie d'arrestations et de condamnations à mort » : nous savons en effet qu'on fusille quotidiennement : il suffit de parcourir les *Izvestia*, — ce que les Délégués anglais, ignorant le russe, n'ont pas même pu faire ; — ne sachant rien du pays ni de la langue (comme l'écrivait M. A. Pierre dans l'organe socialiste français le *Populaire*), ils ont tout naturellement donné de la réalité russe actuelle une image qui n'y ressemble guère. « Non la vengeance, mais la défense », — telle serait d'après eux la formule de la politique de répression du pouvoir soviétique. Or, les exécutions en masse que nous avons citées ont précisément, pour une part importante, le caractère de représailles pour le passé, — pour participation à la guerre civile ou pour tel acte de l'époque tsariste (nous avons enregistré 14 cas de personnes fusillées en 1924, pour avoir servi dans la police ou la sûreté impériales : la vengeance, sept ans après !) Il est évident que la majorité des personnes fusillées l'ont été comme « contre-révolutionnaires » ; 214 seulement le furent pour abus de pouvoir, concussions de toutes espèce, et 187 pour

affaires de banditisme (les renseignements sur les « bandits » fusillés par le G. P. Ou. sont évidemment gardés secrets). Mais, même en ce qui concerne les affaires dites de « banditisme », il faut faire les plus grandes réserves, le pouvoir soviétique usant des expressions spéciales « banditisme politique », « bandits blancs »..., c'est-à-dire étendant l'expression de « banditisme » à des actes politiques, à des soulèvements agraires, sans qu'on sache où il place la frontière entre la criminalité politique et celle de droit commun.

Parmi les répressions enregistrées en 1924, nous pouvons citer 292 personnes fusillées pour crimes d'insurrection, 120 pour incidents dans les prisons, 70 pour espionnage et 14 pour ce crime imaginé par les bolchéviks et dénommé « espionnage économique » ; 17 pour propagande dans l'armée rouge ; 527 pour contre-révolution dans le sens du mot (complots, etc.) ; 32 pour affaires de chemins de fer, 154 pour grèves d'ouvriers, et, enfin... 70 se rapportant à des crimes qui, dans ce pays où l'on nous dit les citoyens en « accord silencieux » avec le gouvernement, commençaient à prendre un caractère épidémique : l'extermination dans les campagnes des commissaires communistes ruraux ; ces manifestations généralisées, qui amenèrent de violentes répressions, allant jusqu'à la peine de mort, témoignent éloquemment de l'estime où est tenu le système du « Socialisme d'État », si activement soutenu, selon les Délégués anglais, par la majorité des ouvriers et des paysans !

Quelle est la condition sociale de ces condamnés à la peine capitale ? Il est important de la déterminer, car les « adhérents » américains (de la Délégation des Trades-Unions), qui ont écrit dans le journal *The Nation*, d'après des informations toutes récentes sur la Russie soviétique (Louis Fischer, *Politicals Prisoners under Bolcheviks*, et Henry F. Ward, *Civil Liberties in Russia*), affirment qu'il n'y a que l'ancienne bourgeoisie, l'aris-

ocratic et les anciens officiers qui en Russie soient exposés à ces répressions. Il y a donc des « démocrates » qui estiment que des poursuites contre les gens de la ci-devant classe privilégiée sont légitimes de la part d'un pouvoir qui se nomme « révolutionnaire ». Nous ne discuterons pas cette conception zoologique. Aussi bien, les bolchéviks ne l'appliquent-ils pas en l'espèce. Les statistiques de la terreur relatées dans mon livre, font clairement apparaître cet aspect de la question pour le passé. Quant à l'année 1924, il est clair que les 186 ouvriers et les 76 paysans, dont la mise à mort a été enregistrée par nous sous une rubrique spéciale, n'appartenaient pas aux classes de « l'ancienne bourgeoisie », ni de « l'aristocratie », ni des « officiers ». Dans d'autres séries encore de condamnés à mort les ouvriers et les paysans n'occupaient pas la dernière place, sans parler de leur participation aux mouvements insurrectionnels, etc... (Nous aurons à revenir sur les méthodes que le pouvoir soviétique continue d'appliquer, lorsqu'il réprime le mécontentement des paysans et des ouvriers.)

Les bolchéviks eux-mêmes ne nient pas le fait : déjà en mai 1922, une circulaire du Tribunal Suprême reconnaissait officiellement que parmi les condamnés du tribunal révolutionnaire la majorité se composait de paysans et d'ouvriers. L'information du journal *The Nation* est donc aussi superficielle qu'inexacte. La terreur bolchévique s'est étendue à toutes les classes ; — il en fut ainsi dès les premiers jours de la prise du pouvoir par les bolchéviks, il en est de même à l'heure actuelle. Ce n'est que par un système général de violence et de répression qu'on obtient le silence qui plane sur la Russie soviétique.

III. — ARRESTATIONS ET DÉPORTATIONS

Ce ne sont pas uniquement les représentants de l'ancienne bourgeoisie, de l'aristocratie et les officiers qui

vivent dans la crainte d'être fusillés, emprisonnés ou exilés ; la bourgeoisie nouvelle, qu'on voit renaître dans un pays où règne le « système du socialisme d'État », — a éprouvé à ses dépens que tous les citoyens de ce pays sont égaux devant la violence : 400 « nepmann » (profiteurs de la nouvelle politique économique) furent déportés de Kiew en octobre. Rappelons encore les 150 socialistes-démocrates qui furent exilés de Russie en mai. La Délégation anglaise s'efforce en vain de persuader ses lecteurs de ne pas « se laisser influencer par la propagande mensongère d'après laquelle les ouvriers de Russie vivraient dans le même esclavage et auraient même moins de liberté que ceux d'Angleterre. D'après la Délégation, les ouvriers russes sont « la classe dominante » et, par conséquent, jouissent des privilèges réservés à cette classe. En réalité, les ouvriers et les paysans de Russie ne sont que le camouflage d'un despotisme comme le monde n'en a jamais connu. La Délégation anglaise a été ravie de constater, dans une école rurale, que les enfants se servaient d'anciens cahiers où, sur les mots « Que Dieu garde le Tzar », était collée l'inscription suivante : « Jadis nous étions esclaves, — maintenant nous sommes libres. » Cette fois encore la Délégation a été dupe d'une des nombreuses grimaces dont la vie russe actuelle offre le spectacle ! Vaut-il la peine d'expliquer aux délégués anglais que les cahiers qu'on leur a montrés n'existaient pas au temps du tsarisme et que la propagande bolchévique leur a joué là un de ses tours habituels ?

« On reconnaîtra, constate la Délégation, que la meilleure manière de juger d'un système politique est de le juger à ses résultats. » Aux résultats les bolchéviks substituent des décors à bon marché, qui, malheureusement, suffisent à impressionner l'imagination de quelques étrangers. Mais les Délégués anglais ne prennent pas seulement ce mirage pour la réalité. Ils passent simplement sous silence tout ce qui risquerait de les conduire

à d'autres conclusions. Comment ont-ils bien pu taire les déportations ? Il est inadmissible qu'ils les aient ignorées, n'auraient-ils visité qu'une famille à Moscou, hors de la surveillance du G. P. Ou. ; n'auraient-ils parlé qu'à un seul homme indépendant sur le territoire de l'U. R. S. S. Il est difficile de dénombrer les dizaines de milliers d'individus déportés par les autorités dans des coins éloignés, presque inhabités de la Sibérie, puis transférés, leur période de déportation expirée, — du Turkestan à Touroukhansk et à Bérézov (ce fut le cas de 19 socialistes-démocrates).

C'est, en vérité, reculer les bornes de la... hardiesse que d'évaluer le total de ces déportations à 1.500, comme l'a fait le journaliste américain déjà nommé, M. Fischer, et à 3.000 celui des détenus ! La Délégation anglaise s'est-elle demandé combien contenait de détenus politiques la prison de Boutyrky, prison modèle et pour cette raison placée sous l'autorité non de l'Inspection générale des prisons, mais du G. P. Ou. ? Elle renferme à elle seule au moins 2.000 prisonniers. Nous ignorons le total actuel des détenus dans les prisons, et celui des déportés. Mais nous savons que partout les prisons sont bondées, que la place manque ; un socialiste-démocrate, rescapé de région de Narym, en témoigne. « On expédie par échelons les gens à Petchora, à Mourmansk, dans la Région de Narym. » « Les prisons de Pétrograd sont bondées d'ouvriers et de jeunes gens des écoles », déclare un représentant de la soi-disant opposition ouvrière. D'après le rapport officiel du G. P. Ou., dont les informations ont filtré dans la presse, le nombre des détenus atteint 90.000 ! Ce chiffre se rapproche évidemment beaucoup plus de la réalité que les 3.000 dont parle *The Nation*.

Dans le seul camp de concentration d'Alexandrovsk (Irkoutsk), on comptait en avril 1.459 détenus, vivant dans des baraques non aménagées, à raison de 180 par baraque (construite pour 30 ou 40 personnes) ; on écrit

de là-bas que les détenus, réduits au désespoir, sont prêts à tout pour se libérer des horreurs de ce camp. Dans le seul gouvernement d'Arkhangel, d'après les évaluations du Comité Exécutif local, se trouvent 11.427 déportés dont 75 % sont malades, pâtissant des conditions pénibles de cet exil et notamment du climat rigoureux : il y est mort, rien que du scorbut, 208 personnes durant l'année 1924 où l'on compte en tout 378 décès, dont 13 suicides).

La Section médicale et sanitaire de l'Administration centrale des Lieux de Détention de l'U.R.S.S. a enregistré, parmi les détenus, 22.000 cas de typhus exanthématique, durant le premier semestre de 1924. D'après les données officielles de l'Inspection des prisons, présentées à la réunion du Comité Exécutif, dans la seule ville d'Odessa, il y avait au printemps 3.950 détenus, sans compter ceux des prisons administratives de la Section locale du G. P. Ou. (les statistiques du G. P. Ou. sont secrètes pour tout le monde). Les sept prisons d'Odessa n'ont été construites que pour un nombre moitié moindre de détenus.

Le rapport que nous citons est très instructif : on y constate que les détenus se trouvent dans des chambres sans vitres et sales, n'ont ni les vêtements, ni les aliments nécessaires. Il y a là des centaines de paysans détenus pour non-paiement des impôts. Ils y passent des mois sans voir aboutir leur affaire et comme toujours sans être même interrogés. Encore des « prisons modèles » (!) où les ateliers sont si bien organisés que, devant se suffire par la vente de leurs produits, ils ne le peuvent, faute de l'outillage nécessaire au travail : le Commissariat des Finances ne donne pas les crédits prévus au budget pour l'entretien des détenus. Après bien des pourparlers et afin de désencombrer un peu les prisons d'Odessa, le Comité Exécutif a eu recours à l'amnistie. C'est pour le même motif qu'ont fini par être relâchés de la prison d'Ekaterinoslav 800 paysans détenus pour non-paiement d'impôts.

La prison, la déportation ne sont que les suites de l'arrestation. C'est en matière d'arrestation que l'arbitraire du pouvoir soviétique se donne libre carrière. Il n'est guère de ville russe d'où ne viennent des nouvelles d'arrestations en masse : le pouvoir soviétique y fait procéder dès qu'il suppose que tout n'est pas tranquille. La terreur bolchévique pourrait, à bon droit, être qualifiée « terreur de la poltronnerie ahurie » (le mot de Herzen) : d'où les motifs parfois inouïs de ces arrestations. Le 1^{er} mai, fête ouvrière, approche-t-il ! — Les jours qui le précèdent, des centaines d'ouvriers, d'intellectuels, d'étudiants sont arrêtés. — Une inondation survient-elle à Pétrograd ? — Chaque nuit on arrête 100, 200 personnes ; dans les rues, les maisons, les appartements sont organisées des souricières pour saisir les « criminels ». Les habitudes et traditions du « communisme de guerre » de 1921 se maintiennent dans les actes de l'administration soviétique. Sous prétexte de découverte, dans l'Oural, d'une organisation insurrectionnelle, plus de 100 arrestations ont lieu. Puis on arrête encore des dizaines, des centaines de Sionistes dans l'Oural, puis des maîtres d'école, un peu partout. Trotzky fait-il de l'opposition ? On arrête les gens de son bord, et, par la même occasion, ceux qui n'en sont pas, « à toutes fins utiles » : la tâche de la police politique n'est-elle pas de saisir la contre-révolution cachée ou dissimulée, d'empêcher ses protestations possibles, suivant le plan de répression politique tracé par Krylenko ? Par intervalles ont lieu des opérations particulièrement importantes : nous ne savons pas au juste ce qui s'est passé pendant les journées de juin à Moscou ; mais nous savons qu'on y opéra des arrestations en masse chaque nuit. Les personnes qu'on arrête sont incarcérées sans savoir quelle accusation pèse sur elles, — et apprennent ainsi à leurs dépens la vanité des lois en Russie soviétique. Un certain nombre d'entre elles sont déportées sans nulle explication...

Nos dictionnaires manquent des mots qu'il faudrait pour décrire les conditions effroyables de la déportation dans la Russie actuelle : elles ne sauraient être comparées à ce qu'elles furent sous le régime tsariste. Quelle ironie méchante et quelle dérision dans les affirmations de Ward ! Il a passé quatre semaines en Russie pour enquêter sur les conditions de la liberté civile et aurait obtenu des renseignements de la Croix-Rouge politique (cette institution d'aide aux prisonniers politiques est officiellement supprimée ; l'on n'autorise plus que l'aide privée aux détenus politiques sous la responsabilité personnelle de la première femme de Gorky). — Ward prétend que les gens ayant dépassé 50 ans ne sont pas déportés, que quatre docteurs (?) examinent les condamnés à la déportation, pour éviter que leur santé ne soit compromise ; que la Croix-Rouge leur fournit des vêtements...

Où tout cela se passe-t-il ? Je ne sais, mais certainement pas en Russie soviétique. Par contre, tableau très exact de la déportation nous est donné par un évadé politique de la région de Narym : c'est par échelons qu'on emmène les gens à Petchora, Oumansk et dans la région de Narym. Comme les hommes et les ressources manquent pour organiser d'aussi nombreux convois, on a simplifié les choses : vous êtes convoqué au G. P. Ou., par un avis ou par un coup de téléphone, et là on vous arrête ; puis on vous remet l'ordre écrit de vous rendre à tel ou tel endroit où vous devez vous présenter à la prison, pour continuer votre voyage d'exil. C'est ainsi que l'on expédie les femmes, les enfants et en général les familles des déportés. La mortalité en cours de route est énorme. Les vieillards et les enfants succombent, et, dans des endroits déserts, gisent maints cadavres sans sépulture. Ajoutons qu'on dépouille les détenus et leurs poches et qu'on leur prend jusqu'à leur dernière chemise. Les trois quarts des détenus, — écrit-on de Solovetzk, — n'ont pas de vêtements chauds

pour l'hiver, qui ne ressemble guère aux hivers de Londres. La plupart d'entre eux souffrent du scorbut. C'est dans cette prison que s'accomplirent les tueries de décembre, dont l'unique prétexte furent des protestations contre les conditions intolérables de l'incarcération ; ces conditions, les écrivains américains les présentent de manière vraiment originale : ils n'ont qu'éloges pour ce bagne de Solovetzk, où, disent-ils, les détenus se promènent librement, dans un endroit enclos de l'île, — île retranchée pendant près de neuf mois du reste de l'univers.

D'une manière générale, les écrivains américains sont encore plus hardis dans leurs conclusions que la Délégation des Trades-Unions. Cette dernière, le plus souvent, se tait ou ne formule que de laconiques appréciations sur la terreur ; les Américains, eux, affirment péremptoirement. A quel degré d'absurdité et d'inintelligence n'atteignent-ils pas, quand ils énoncent, comme Fischer (pour prouver que tout redevient normal en Russie), que le G. P. Ou. ne peut déporter les gens sans jugement¹ ou qu'il advenait bien auparavant que l'on fût exilé pour avoir rendu visite à une légation étrangère ; mais que, depuis onze mois, cela n'est plus arrivé. Or nous savons tous, pour en avoir fait personnellement l'expérience, que les relations les plus innocentes avec des étrangers exposent à l'accusation d'espionnage ceux qui vivent en Russie, et que de telles affaires finissent encore plus mal que par la déportation. Comment songer à des relations avec les légations, alors qu'il est déjà dangereux de recevoir des lettres de l'étranger ?

Ces lettres ne sont pas seulement ouvertes : elles suffisent à faire envoyer les gens en prison ou à la déportation. « N'écrivez pas à Blagovestehensk » ! Cet avertis-

1. M. Ward est un peu plus prudent. Il affirme qu'on ne peut « fusiller » sans jugement. Il est vrai que ce jugement n'est pas public ; mais c'est uniquement pour éviter que les contre-révolutionnaires de petite importance ne tirent vanité de cette comparaison devant la justice révolutionnaire.

sement, que le journal de Kharbine, *Une Voix russe*, imprimait, n'est pas une parole vaine. Ce ne sont pas non plus de vaines paroles qu'un étranger prévoyant publia naguère dans le *Roule*, à son retour de Russie, où il venait de constater « le redoublement de la terreur ». On arrête, disait-il, à droite, à gauche ; dans Moscou règnent une panique extrême et une grande lassitude ; les relations avec l'étranger sont un des motifs d'arrestation. « C'est pourquoi, au nom de plusieurs personnes avec qui je me suis entretenu à Moscou, je m'adresse aux émigrés en leur demandant d'écrire aussi prudemment que possible et de ne pas écrire sans nécessité absolue ».

Les écrivains américains et les représentants de la Délégation anglaise se sont-ils, eux aussi, entretenus avec les gens de Moscou ? Ou bien, citoyens de pays libres, trouvent-ils ces craintes trop incompréhensibles et trop naïves pour qu'on y prête attention ? ¹ S'ils voulaient réfléchir, ils se comporteraient autrement à l'égard de « cette nouvelle et fort intéressante expérience » ; ils ne diraient pas qu'ils ont constaté en Russie, actuellement, un mouvement irrésistible vers la restauration de la liberté politique. »

Sans « fausser » ni « exagérer », nous affirmons que le système de terreur sur lequel les bolchéviks ont fondé leur dictature, continue d'être pratiqué dans tous les domaines. En 1924 nous constatons une sorte de nouveau paroxysme, rappelant sous beaucoup de rapports ce qui s'était passé les années précédentes. La cause en est qu'extérieurement l'opposition paraît jugulée — et n'est plus représentée que par une « très faible minorité », selon la Délégation. Quoique « les résultats obtenus par les bolchéviks leur aient acquis la majorité, la Russie n'en demeure pas moins une mer houleuse : des

1. J'ai rencontré cette incompréhension même chez les Américains avec lesquels j'avais été en prison à Boutyrky en 1920.

protestations se manifestent çà et là dans les masses populaires. »

D'après les chiffres officiels, on a réprimé en U.R.S.S., dans la première moitié d'août, 96 manifestations politiques et économiques d'agitation ouvrière et employé la force armée dans 39 cas. Telle est la statistique soviétique : il faut donc majorer ces chiffres. Y a-t-il jamais rien eu de semblable même sous le régime tsariste, alors que le mécontentement paraissait général? Comment réprime-t-on ces soulèvements? La délégation des Trades-Unions n'a pu se rendre au couvent de Solovetzk en raison d'obstacles matériels. Elle n'a pu aller à Blagovestchensk à cause de la distance (c'est cette localité où l'on prie de ne pas envoyer de lettres expédiées de l'étranger). Mais si elle ne s'était pas bornée à recueillir des renseignements sous la seule forme d'interviews avec les représentants du pouvoir soviétique, comme dit Adler, elle eût appris ce que savent tous ceux qui ne sont pas des aveugles volontaires, à savoir que, par centaines, des paysans étaient arrêtés et fusillés pour troubles agraires.

En 1924 s'est répété, sur une plus vaste échelle et avec plus de cynisme, ce qui se pratiquait les années précédentes : les détachements de répression se rendaient d'un village à l'autre, de GUILTCHIK à TAMBOVKA, laissant sur leur passage ce souvenir ineffaçable : des « tombes collectives » creusées par les condamnés eux-mêmes. Dans l'une on enterra 675 personnes, dans l'autre 300, etc... Si elle l'eût voulu, la Délégation eût eu connaissance d'un autre massacre remarquable par sa cruauté, même dans la Russie actuelle ; les troupes de répression du G. P. O. fusillant sans pitié à IZIOUM (gouvernement de Kharkov) des foules entières de paysans affamés qui venaient des villages vers la ville voisine, ayant devant eux femmes et enfants. Et tout cela serait mensonge d'après ces experts compétents ! Mais de tels faits sont sans précédent même sous le des-

potisme de l'ancien régime, renversé par la révolution. Ni les massacres de la Léna, ni, le 9 janvier 1905, de Pétersbourg ne ressemblent à ce carnage féroce et absurde.

La Délégation anglaise connaît l'histoire du pope Gapone : à Pétrograd elle a visité « l'arène du carnage de la résurrection rouge » ; elle est « entrée dans le Palais d'Hiver » et, comme elle le raconte elle-même, dans les chambres d'où est parti l'ordre de tuer des gens qui ne demandaient rien, sauf la reconnaissance de leurs droits politiques. A Izioum, la foule des paysans ne demandaient même pas de droits, mais simplement du pain. « Est-il besoin de dire, ajoute la Délégation, quel sentiment de haine pour l'ancien régime de l'autocratie et de l'oppression nous éprouvions ? » Ils ont même inséré dans leur rapport une reproduction du tableau représentant la procession des ouvriers allant vers le Palais d'Hiver, avec Gapone à leur tête, — amalgame symbolique. Il eût été plus objectif de reproduire une caricature contemporaine répandue en Russie : on y voit d'un côté des échafauds et des bagnards avec ces mots : « Durant les vingt années du règne de Nicolas le Sanguinaire, il a été pendu et déporté en Sibérie plus de 10.000 hommes. De l'autre côté sont représentés des amas de fusillés et des foules de déportés avec l'inscription : depuis les six années et demie que dure le gouvernement des ouvriers et des paysans, il a été fusillé et déporté en Sibérie, à Mourmansk et dans l'Oural, etc... plus d'un million d'ouvriers et de paysans ». Le caricaturiste conclut, à peu près comme le rapport officiel de la Délégation des Trades-Unions : « Vive le gouvernement du prolétariat ! » « Vive le Soviet des Commissaires du Peuple librement élu ! » « Vive le G. P. Ou. ! »

Oui, c'est ainsi que conclut le rapport des délégués anglais ; et l'organe officiel du mouvement travailliste anglais, le *Labour Magazine*, approuve ce rapport : « Les Unions Professionnelles et les groupements ou-

vriers peuvent être fiers de ce travail ! » 'A Moscou même, le représentant des ouvriers anglais de l'industrie textile, Mr Aspinall, au nom de la Délégation des femmes ouvrières, a acclamé, selon la *Pravda*, « l'atmosphère de la véritable liberté prolétarienne. Continuez votre œuvre avec le même enthousiasme. Bientôt votre pays deviendra un sujet d'envie pour tous les autres pays où règne encore le capitalisme ! »

Est-il possible que la liberté prolétarienne soit toujours telle qu'elle se manifeste en Russie ! C'est une horreur à laquelle les socialistes ralliés à l'Internationale, fondée sur la lutte des classes, devraient réfléchir.

CONCLUSION

Voilà huit ans que règnent les bolchéviks, huit ans que le pays gémit sous le poids de leur pouvoir de violence et de terreur. Des gens sont fusillés par milliers avec ou sans jugement. Dans les prisons « modèles » sévit le régime des travaux forcés. Elles regorgent de prisonniers et, par dizaines de milliers, des détenus politiques sont déportés dans les régions inhabitées de la Sibérie et du Nord, où ils périssent, victimes de la rigueur des conditions de vie, des maladies et de la faim. Ce qui se passe en Russie est une honte pour l'humanité civilisée !

CHAPITRE IV

MILITARISATION DE L'U. R. S. S.

« A bas la guerre ! A bas le militarisme ! » C'est à la faveur de ces deux mots d'ordre que les bolchéviks s'emparèrent du pouvoir. Mais, le but atteint, ils s'engagèrent dans une voie diamétralement opposée : ce fut, jusqu'en 1921, une guerre sans trêve, puis l'application progressive mais inflexible d'une idée : celle de la militarisation intégrale du pays. Le discours du commissaire à la guerre et à la marine, M. V. Frounzé, prononcé le 27 février 1925¹, montre sur quelle échelle a été conçue cette militarisation. « Nous sommes en présence de ce fait que notre État se trouve dans le plus profond antagonisme, antagonisme absolument irréductible, avec le reste du monde capitaliste, dont nous sommes entourés. Lorsque l'Union des Républiques Soviétiques et les États alliés les plus importants de la bourgeoisie en viendront à une grande guerre, à une guerre sérieuse, il ne s'agira pas de chercher à limiter les buts de cette guerre... Quand nous posons la question de l'organisation de nos forces militaires, nous devons commencer par constater que la lutte qui s'engagera alors sera une lutte à mort. *Nous devons préparer absolument toutes les forces et tous les moyens dont disposent l'armée rouge et l'État soviétique.* Il est bien clair qu'il s'agira d'armées colossales où les combattants se compteront par mil-

1. Discours de M. V. Frounzé à la conférence des secrétaires des cellules communistes de l'armée à Moscou (cité d'après *l'Etoile Rouge*, n° 50-346, Krasnaia Zvezda).

lions..... L'effort de tous les ouvriers et paysans de l'arrière sera *nécessaire* ; nous devons mettre en jeu tous les moyens *capables d'assurer l'organisation de notre arrière* au sens le plus large de ce mot, c'est-à-dire *la mobilisation de toutes les forces et de toutes les ressources du pays*. Il est nécessaire de faire une vaste propagande de guerre dans toute la masse de l'arrière ouvrier-paysan. Le caractère technique des guerres de l'avenir comporte la nécessité de développer à temps l'instruction et les aptitudes militaires, non seulement de la partie de la population obligée au service militaire, mais aussi de la masse entière de la population.

« Nous ne pouvons nous contenter du nombre de formations dont nous disposons actuellement. Ces formations devront être augmentées.

« Je pense qu'actuellement, il est temps de dire qu'il ne faut pas concevoir notre armée rouge en tant que cadres de l'armée rouge, mais *dans le sens* du peuple armé des ouvriers et paysans obligés et prêts, à tout moment, à prendre les armes et à aller au combat. »

Ainsi les commentaires officiels laissent voir que sous le masque du pacifisme l'U. R. S. S. organise activement la militarisation de toutes les ressources du pays dans des proportions inouïes jusqu'à ce jour. Mais on ne se borne pas à préparer pour la guerre toutes les ressources, tous les moyens dont dispose le pays ; on dresse un vaste programme dans le dessein d'inoculer à toute la population l'impérialisme communiste et belliqueux.

Cette préparation trouve son expression tant dans le développement universel des industries et des moyens techniques de la guerre, que dans la plus large préparation de la population à la guerre. Éducation militaire de la jeunesse non seulement dans l'armée, mais hors de l'armée, au moyen d'instructeurs pris parmi les gradés de réserve ; sociétés ayant pour but de vulgariser les nouveaux moyens techniques de combat (par

exemple la Société des « Amis de la défense chimique » et la Société des « Amis de la Flotte Aérienne », qui viennent de se fondre en une seule et puissante organisation) ; enfin, large vulgarisation, tant dans les rangs de l'armée que dans la population civile, de la science militaire et de l'art de la guerre par une société d'un caractère tout ensemble militaire et scientifique embrassant tout le territoire de l'U. R. S. S. (nous visons ici une société connue sous le nom de « Société scientifique Militaire », qui étend ses ramifications en province par toute une série de sections et de cercles.)

Enfin, les forces militaires de l'avenir seront étayées sur un solide fondement communiste, grâce au développement dans la jeunesse du « Comsomol » (*Union de la jeunesse communiste*).

La présente étude a pour objet d'esquisser le travail gigantesque qui s'accomplit fiévreusement en vue d'organiser la militarisation complète de tous les moyens, de toutes les ressources dont peut disposer l'U. R. S. S..

I

RECRUTEMENT DES FORCES MILITAIRES

L'organisation des forces militaires de l'U. R. S. S. diffère sensiblement de l'organisation des autres armées du monde. Cette différence vient de ce que l'effectif de l'armée rouge comprend tout ensemble des formations constituant une armée permanente (elles sont appelées « cadres ») et des formations ayant le caractère d'une milice (elles sont désignées sous le nom de « territoriales »). Sur un total de soixante-deux divisions de ligne (infanterie), plus de 55 % sont constituées par les divisions de milice ; ce n'est que dans la cavalerie que presque toutes les divisions (15 divisions sur 16) appartiennent à l'armée permanente. En d'autres termes, on peut dire qu'actuellement une moitié

de l'armée rouge se compose de troupes de cadres, tandis que l'autre moitié est formée de troupes de milice.

L'organisation des premières est absolument conforme à celle généralement adoptée dans les armées européennes. Les cadres, en temps de paix, représentent de 30 à 40 % de l'effectif de guerre et sont complétés chaque année par l'appel sous les drapeaux de jeunes gens ayant accompli l'âge de vingt et un ans au 1^{er} janvier de l'année de la conscription. À part quelques exceptions ¹, le service dans l'armée permanente est de deux ans pour tous.

Les troupes de milice (territoriales) se recrutent d'une autre manière. La durée du service des troupes territoriales est seulement de huit mois répartis en cinq appels dans le courant de cinq années (depuis l'âge de vingt et un ans jusqu'à celui de vingt-six ans). La présence sous les drapeaux des jeunes gens convoqués la première année est de trois mois, dans le courant desquels ils sont instruits séparément des anciens. Durant la deuxième année leur présence au régiment est de deux mois : le premier mois leur instruction se fait aussi en dehors du reste des conscrits, le deuxième mois les exercices se font en commun avec les anciens. Enfin, dans le courant des 3^e, 4^e et 5^e années de service, l'effectif mobile est appelé à rejoindre les autres effectifs mobiles pour un mois dans le courant de chaque année.

Ainsi, les effectifs de milice se composent d'un cadre permanent (environ 10 % de l'effectif de guerre) et d'un élément mobile (comprenant les 90 % de reste).

Si nous comparons le nombre des heures réservées aux exercices dans les formations de l'armée permanente avec celui des heures réservées aux exercices dans la milice, nous verrons que, d'après les calculs des

1. Dans le corps de l'aviation le temps de service est fixé à trois ans ; dans la marine il est de quatre ans ; pour les hommes ayant reçu une instruction secondaire ou supérieure, le service est réduit à un an.

chefs mêmes de l'armée rouge, cette différence est tout à fait minime. Ainsi le chef des services du recrutement à l'administration centrale de l'armée rouge, Malinovski¹, estime que le nombre des heures réservées à l'instruction dans l'armée permanente est seulement de 4 % supérieur au nombre des heures d'instruction dans les unités territoriales ; il se base sur les chiffres, en tenant compte que, dans le courant de leurs deux années de service, les anciens seront presque entièrement occupés par l'accomplissement de différentes corvées, de diverses missions, par la nécessité d'accomplir par intérim des fonctions d'auxiliaires ; en tenant compte enfin du nombre d'hommes effectivement présents aux exercices.

En résumé, il attire l'attention sur le fait que l'on peut estimer sans erreur sensible que, pour la plupart des unités d'infanterie de l'armée permanente, *l'instruction en fait se borne à l'instruction pendant la première année de service militaire.*

Au premier coup d'œil, il peut sembler que l'introduction d'une milice dans l'armée soit l'expression du désir sincère qu'aurait le gouvernement soviétique de diminuer les effectifs de l'armée et qu'elle prouve son amour de la paix. La réalité est tout autre, et les déclarations publiques faites par les chefs mêmes de l'armée rouge nous le démontrent. Le véritable motif du développement des contingents de milice (territoriaux, comme on les appelle dans l'U. R. S. S.) est mis en lumière par les paroles de Frounzé lui-même² :

« L'extension de nos formations est possible, soit par la voie de l'agrandissement du cadre de l'armée permanente, soit par la voie d'une mise en pratique

1. Malinovski : Plan normal de préparation et service des effectifs territoriaux (article de la revue *La guerre et la révolution*, 1925, livre I^{er}, p. 138-139, Moscou).

2. Discours du Commissaire du peuple à la guerre et à la marine, Frounzé, au congrès des secrétaires des cellules militaires communistes, 27 février 1925, à Moscou (*Etoile Rouge*, n° 50-346).

plus large de l'organisation de la milice. La première voie nous est interdite pour des motifs financiers et budgétaires et aussi pour des motifs d'ordre politique. Si nous entreprenions de développer les effectifs de notre armée permanente, nous fournirions à nos adversaires une arme puissante ; nous leur donnerions la possibilité d'effrayer les masses de la petite bourgeoisie et, jusqu'à un certain point, peut-être, les masses prolétaires, par la menace de l'impérialisme soviétique. Voilà pourquoi j'estime que la voie de l'élargissement de nos cadres nous est absolument fermée. *Il ne reste que l'autre voie, la mise en pratique plus large de l'organisation de la milice.* C'est cette voie que nous avons suivie et que nous continuerons à suivre ».

Nous voyons donc que le motif qui a poussé le Gouvernement soviétique à introduire dans la moitié de son armée une organisation de milice n'est nullement son intention de libérer un plus grand nombre de jeunes gens afin qu'ils puissent se livrer à un travail plus productif. Le principal collaborateur de Frounzé dans l'œuvre de l'organisation des contingents de milice, Miékhonochine, s'exprime en termes encore plus précis sur la nature de l'organisation de la milice¹ : « Je voudrais, pour compléter ce que vient de dire le camarade Frounzé, vous faire connaître les principes fondamentaux sur lesquels est actuellement basée l'organisation de nos forces militaires.

« Lorsque nous avons réduit les effectifs de l'armée rouge à 500.000 hommes (hiver de 1924-1925), la conséquence naturelle de cette mesure a été la réduction du temps de service. En réduisant le temps de service, nous avons voulu faire passer par l'armée le plus grand nombre possible de contingents d'adolescents, afin *d'accumuler dans le pays les réserves d'ouvriers et pay-*

1. Discours de l'inspecteur des contingents territoriaux Miékhonochine, au Congrès des secrétaires des cellules militaires communistes, à Moscou, le 28 février 1925 (*Etoile Rouge*, n° 51-347).

sans qui nous seront nécessaires en cas de guerre. La question s'est posée de savoir si, avec cet effectif de 500.000 hommes on pouvait mettre en pratique l'instruction normale de tout le contingent annuel.

Il a fallu reconnaître que l'armée possédait une faculté d'absorption si faible, que nous ne pouvions instruire qu'un tiers ou même un quart de tout le contingent annuel ; que les deux tiers ou les trois quarts de ce contingent devaient, en ce cas, demeurer en dehors de l'armée. *Les divisions territoriales nous ont fourni le remède. En faisant passer un certain nombre de divisions (pas moins de 55 %, au printemps de 1925) dans le système territorial, nous avons obtenu une faculté d'absorption beaucoup plus considérable, car la faculté d'absorption des divisions territoriales dépasse de beaucoup celle des divisions de cadre.* »

Voilà donc, dans son essence même, l'idée qui a inspiré la création des formations territoriales soviétiques.

Ce n'est ni l'intention d'apporter un allègement à la population, ni l'amour de la paix qui engendra cette nouvelle organisation de l'armée rouge ; elle ne fut dictée à ses auteurs que par leur désir d'instruire chaque année le contingent le plus nombreux possible d'hommes soumis au service militaire.

Une autre particularité caractéristique des troupes territoriales, c'est que, grâce à leur plus grande faculté d'absorption, l'instruction y est effectuée dans des unités à effectifs de guerre, ce qui, outre la pratique qu'acquièrent ainsi les officiers, augmente assurément la préparation à la guerre des éléments mobiles.

Ainsi, l'adoption pour la moitié de l'armée rouge du système territorial, tout en abaissant d'un degré infime la qualité de la préparation militaire du contingent annuel, a considérablement augmenté les effectifs soumis à l'appel qui reçoivent l'instruction militaire chaque année ; et le gouvernement soviétique a pleinement

tiré profit de l'enseignement de la dernière guerre qui a démontré la nécessité non pas d'une excellente préparation des armées permanentes du temps de paix, mais de l'instruction militaire de toute la masse de la population, serait-ce même aux dépens de la qualité de cette instruction.

Cependant les aspirations de l'U. R. S. S. à la militarisation de tout le pays et à l'instruction de toute la population apte au service militaire ne se bornent pas à cela.

En effet, avec la population de 130 millions d'habitants, qui est celle de l'U. R. S. S., une armée de 500.000 hommes (l'effectif budgétaire de l'armée rouge est exactement de 562.000 hommes), même composée pour moitié d'unités territoriales lui donnant une faculté beaucoup plus grande d'absorption, ne saurait, malgré tout, englober tout le *contingent* des jeunes gens soumis à l'appel et atteignant chaque année l'âge de la conscription.

L'inspecteur des formations territoriales Miékhochine affirme que, malgré l'application à une partie de l'armée du système des milices, « il a été reconnu que l'organisation militaire n'assure pas l'instruction de la totalité du contingent annuel ». Cette circonstance, — dit-il, — a fait naître l'idée que nous devons *organiser la préparation militaire* en dehors de l'armée, sans appeler à l'armée même les excédents du contingent, sans les entretenir aux frais de l'État pendant une période considérable, mais en assurant leur préparation militaire hors l'armée conformément à un programme déterminé.

« Aussi, pour former tous les contingents, avons-nous été contraints de recourir à l'instruction extérieure à l'armée : et c'est une part extraordinairement importante de notre travail.

« Par conséquent ces trois catégories : *effectifs de cadres, effectifs mobiles*, et la portion du contingent qui

reçoit l'instruction militaire en dehors de l'armée, constituent les trois catégories fondamentales du service militaire et chacune de ces catégories a sa mission propre. »¹

On voit donc qu'outre les unités de cadres et de la milice a été créée une nouvelle organisation extérieure à l'armée, englobant les excédents du contingent annuel que l'armée rouge ne peut absorber. Un décret du Comité Central exécutif de l'U. R. S. S., en date du 8 août 1923, réglant les conditions dans lesquelles doit s'accomplir le service militaire, fixe pour ces catégories du contingent la même durée de huit mois d'instruction répartis en cinq appels dans le courant de cinq années.

Ainsi le pouvoir soviétique est le premier gouvernement sur le territoire russe qui ait mis en vigueur ou tout au moins posé en principe l'instruction militaire obligatoire pour la totalité du contingent des jeunes gens atteignant chaque année l'âge de la conscription.

II

ORGANISATION DES FORCES MILITAIRES

Toute l'organisation de l'armée rouge a en vue la guerre offensive et de manœuvre. Dans l'infanterie, on a adopté l'organisation de l'infanterie allemande d'après guerre, assurant à la section un effectif de tirailleurs qui n'est pas inférieur à 60 %, ne laissant pour la part des mitrailleurs que 40 %. Le principe de la division des éléments du feu et de la manœuvre (mitrailleuses et tirailleurs) est scrupuleusement observé, en commençant par les groupes de combat se divisant en groupes de combat de tirailleurs et groupes de mitrailleurs. A

1. Discours de Miékhonochine, au Congrès des secrétaires des cellules militaires communistes, 28 février 1925, à Moscou (*Etoile Rouge*, n° 51-347).

chaque régiment de tirailleurs (d'infanterie) est adjointe une section de cavaliers et une batterie de six pièces de 76 millimètres. Toute l'organisation de l'armée est adaptée à l'idée de la manœuvre et de l'attaque et non de la défense et de la technique. Le pourcentage de la cavalerie est important et même disproportionné (16 divisions de cavalerie pour 62 divisions d'infanterie) et surpasse considérablement le pourcentage admis dans toutes les armées du monde. On peut trouver l'explication de cette particularité dans la mission qui lui est réservée. Il est dit dans un document officiel ¹ que «le manque de stabilité des armées bourgeoises modernes, qui sont pour moitié des milices, instabilité tenant à l'antagonisme de classes croissant entre les différentes catégories qui les composent, offre un vaste et favorable champ d'activité à des raids de cavalerie dans les profondeurs de l'arrière de l'adversaire, opérations dont l'objectif est à la fois politique et militaire. »

La cavalerie est largement pourvue de mitrailleuses sur véhicules à quatre chevaux et non à deux comme dans les attelages des armées européennes.

Toutes ces particularités de l'organisation soviétique, même indiquées dans un bref aperçu, témoignent avec évidence de l'orientation de l'U. R. S. S. vers une guerre offensive, qui consisterait à envahir rapidement les territoires voisins pour prévenir leur attaque des frontières soviétiques.

1. Publié dans l'organe militaire officiel *l'Etoile Rouge*, au commencement de février, par l'Inspection de Cavalerie (Thèses soumises à l'examen de la prochaine conférence des chefs de Cavalerie).

III

INSTRUCTION MILITAIRE HORS DE L'ARMÉE
ET PRÉPARATION PRÉALABLE*(avant l'appel sous les drapeaux)*

Les formations territoriales, outre l'accroissement de la faculté d'absorption de l'armée rouge, ont un objet important encore : la propagande militaire et la militarisation des masses de la population. Vu la courte durée de la présence sous les drapeaux et l'éloignement relatif des centres de formations territoriales, on se livre actuellement dans l'armée rouge à un travail fiévreux tendant à assurer un nouveau « rayonnement » aux divisions territoriales. Le trait essentiel de ce rayonnement est la constitution de quartiers d'états-majors de troupes (jusqu'aux compagnies inclusivement), devant permettre aux cadres composant ces états-majors de pénétrer dans les masses profondes de la population pour travailler à leur militarisation, en dehors de l'instruction lors des périodes d'appel et durant les intervalles qui séparent ces périodes. C'est seulement par cette décentralisation des états-majors (en principe une compagnie par canton) qu'il sera possible de militariser la population n'ayant pas encore atteint l'âge de la conscription. Le discours du même inspecteur des troupes territoriales Miékhonochine¹ nous montre l'importance qu'on attache à cette question de la préparation militaire de la population avant l'appel : « Il me suffira de remarquer, camarades, que, sans cette préparation avant l'âge de la conscription, tout notre système demeurera sans valeur.

Cette préparation préalable est particulièrement nécessaire pour les divisions territoriales et surtout

1. *L'Etoile Rouge*, n° 51-347. Discours de Miékhonochine, 28 février 1925.

pour cette portion du contingent qui fera son service en dehors de l'armée ; car ici la durée de l'instruction est moindre et les cadres qui s'occuperont de cette partie du contingent seront encore plus faibles ». C'est seulement à la condition que fonctionne cette préparation préalable, que la militarisation de la population se réalisera et qu'il sera remédié à la brièveté du temps réservé à l'instruction dans l'armée rouge. En fait, dès maintenant, quoique le rayonnement n'ait pas encore atteint tout son développement, tous les jeunes gens ayant accompli leur dix-neuvième année sont soumis pendant dix semaines à une préparation préalable dite « programme de 420 heures »¹ ; c'est seulement dans les régions des diverses divisions de cadres, où l'on est obligé de détacher de l'armée des instructeurs spéciaux et de les envoyer sur les lieux, que l'on applique le programme de six semaines (280 heures).

Cependant le décret réglant les obligations du service militaire va plus loin encore et prévoit l'instruction militaire obligatoire pour tous les citoyens, aussi bien ceux qui sont appelés dans le cadre des troupes territoriales de l'armée rouge, que ceux qui ne sont pas appelés et recevront par conséquent l'instruction militaire en dehors de l'armée. Cette préparation comprend :

A. — Instruction hors l'armée de tous les hommes âgés de seize à dix-huit ans, pendant quatre semaines ;

B. — Préparation avant l'appel de tous les hommes âgés de dix-neuf ans pendant dix semaines.

Autrement dit, le décret établit, outre le service militaire que l'on accomplit à l'âge de vingt et un ans, l'instruction militaire pour toute la jeunesse de seize à vingt et un ans, pendant une durée de quatorze semaines, soit environ trois mois.

1. C'est seulement par exception et à titre transitoire que l'on réduit quelquefois le programme à six semaines. (C'est ce qu'on appelle le programme abrégé de 280 heures).

Le but principal de la préparation avant l'appel est le développement physique et l'exercice du tir. En conséquence, les fonctions de l'inspection des formations territoriales ont été élargies : elle a été transformée en « Inspection de la préparation militaire hors de l'armée et de la culture physique ». En même temps est menée une campagne extrêmement énergique pour le développement sportif du tir et la création de sociétés de tir.

Sous ce rapport, la lettre de Kaménev (N° 102.2435 du journal *Isvestia* 1925), chef de l'État-Major général en même temps qu'Inspecteur de l'armée rouge, publiée dans les journaux soviétiques, est caractéristique : « Nous devons, écrit-il, développer le sport du tir et le faire avec cette ampleur et cette rapidité dont seuls nous sommes capables. Il nous faut un excellent tireur. Nous en avons besoin pour l'armée rouge, nous en aurons besoin pour la défense de nos conquêtes. Sommes-nous prêts à préparer ce soldat ? Il est vrai que nous devons le préparer dans les rangs de l'armée rouge et nous le préparerons. Mais, une fois sortis des rangs de l'armée rouge, les soldats isolés disparaîtront peu à peu, l'acuité de leur vue s'émoussera, ils oublieront l'art de bien tirer, si, hors du rang, ils n'entretiennent pas ces qualités ; donc il faut encore de l'entraînement, il faut des exercices de tir. Cette tâche incombe entièrement aux cercles sportifs de tir ; ces cercles doivent nous maintenir un excellent tireur à la hauteur de ses qualités de tireur. Mais en outre il sera bon que des tireurs qualifiés entrent dans les rangs de l'armée rouge.

« Ainsi, ce ne sont pas seulement ceux qui sortiront des rangs de l'armée rouge qui devront entretenir leurs qualités d'excellents tireurs : ceux qui entreront dans les rangs de l'armée rouge devront être, eux aussi, des tireurs qualifiés. Ce but important peut aussi être atteint par les cercles sportifs de tir. Il est d'ailleurs à propos de remarquer ici qu'à l'étranger le sport du tir est développé dans une très grande mesure et atteint

des proportions inouïes en comparaison de ce que nous entreprenons. Là, on trouve des tireurs par centaines de mille, on trouve des enfants qui s'intéressent au tir, qui rivalisent, qui détiennent des records, qui enlèvent des prix, etc...

« D'où la même conclusion : si dans les rangs de l'adversaire le tir est organisé sur de si larges bases, si les cercles de tir à l'étranger sont au service d'une autre classe, il faut leur opposer nos excellents tireurs rouges, nos tireurs prolétaires. Il faut le faire. En cette matière, nous n'avons pas une minute à perdre, d'autant que nous en avons déjà beaucoup perdu. Dans les autres pays le sport du tir a déjà un passé historique et compte presque soixante ans d'existence. Chez nous on a très peu fait dans ce domaine jusqu'à ce jour. Il est évident qu'il faut se hâter et l'on ne doit pas se dissimuler que nous sommes fort arriérés.

« Dans les affaires publiques nous savons faire en quelques mois ce qui exige à l'étranger des années. *Il faut absolument considérer cette affaire-ci de la bonne manière et procéder rapidement à la création du sport du tir ; il faut sans délai déterminer sur quelle échelle nous avons à opérer et ensuite aller vivement de l'avant.* »

Le développement des autres sports est immense aussi. Afin de faire converger tous les efforts dans cette direction, on a créé ce qu'on appelle le *Sportintern*, c'est-à-dire l'Internationale sportive rouge, et on cherche à la développer intensivement.

Enfin, une idée nouvelle, mais qui promet beaucoup pour l'avenir, c'est la militarisation de toutes les écoles non militaires. Au mois d'octobre 1924, Frounzé, dans son discours d'ouverture des cours de l'année scolaire à l'Académie militaire, a exposé les grandes lignes de ce projet.¹ dans les termes suivants : « Actuellement le centre de gravité de la préparation du pays se rappro-

1. Cité d'après *l'Etoile Rouge*.

che de plus en plus de notre organisation civile de l'arrière. Si nous n'arrivons pas à pénétrer de cette idée notre arrière civil, notre appareil civil, nous risquons de n'être pas à la hauteur des exigences de la future grande guerre. Et nous songeons à réaliser pour l'avenir, dans tous les domaines, une organisation telle que le pays tout entier concoure à la préparation des chefs de l'armée rouge.

« L'une des étapes dans cette œuvre sera la transformation de toutes nos écoles supérieures en écoles militaires. Nous voulons parvenir à une situation telle qu'un étudiant, au terme de ses études dans une école supérieure, soit pourvu d'une préparation militaire suffisante et solide. ».

Au mois de février 1925, Miékhonochine (*Etoile Rouge*, N° 51-348) a développé cette idée avec plus de détails dans son discours : « Je passerai maintenant, dit-il, au travail qui commence actuellement à s'étendre et qui, par sa nature, contribue à la création, à l'édification du fondement sur lequel doit reposer notre nouveau système. Il s'agit de faire en sorte que la méthode d'éducation et d'instruction de notre jeunesse, fondée sur le travail, comporte des éléments de préparation à la guerre. Le temps de présence sous les drapeaux, que nous exigeons actuellement de toute la population soumise au service militaire, est évidemment trop court, tout à fait insuffisant pour mettre à exécution le programme extrêmement compliqué de l'instruction militaire, et, durant cette présence, préparer l'homme à la guerre d'une façon complète. Il est nécessaire que jusqu'à l'appel sous les drapeaux dans l'armée rouge et jusqu'au moment de la préparation qui doit précéder l'appel, nous puissions accomplir un grand travail d'éducation de guerre et d'instruction militaire. Aussi est-il absolument indispensable d'exiger dès maintenant le concours de tous les organes du Commissariat de l'Instruction publique. En outre, il nous faut appeler,

suivant un plan arrêté, les unions professionnelles à collaborer à notre travail ».

Autant qu'on en peut juger d'après la presse soviétique (*Pravda*), le problème mis ainsi à l'ordre du jour du département de l'Instruction publique est d'introduire des éléments d'éducation et d'instruction militaires dans le programme de l'école unifiée. L'instruction militaire, les exercices militaires durent trois mois dans les écoles supérieures et deux mois dans les écoles secondaires. La militarisation des écoles supérieures prévoit enfin que, dans chacune des matières faisant l'objet d'un cours fondamental, le professeur établira des rapprochements avec l'art militaire, c'est-à-dire complètera son cours par des données sur les applications de la science qu'il enseigne à l'art militaire.

Enfin la dernière tâche en matière de militarisation est d'assurer à cette militarisation un fondement communiste : ce fondement, c'est le « Comsomol », l'Union de la jeunesse communiste. Cette organisation incline de plus en plus à prendre un caractère purement militaire. On attache une grande importance à cette orientation du « Comsomol » vers le militarisme, aussi bien pour la militarisation des masses de la population en contact avec le Comsomol que pour le développement de l'esprit militaire dans le contingent annuel appelé à l'armée rouge.

IV

LES EFFECTIFS DE L'ARMÉE EN TEMPS DE PAIX ET EN TEMPS DE GUERRE

D'après l'état figurant au budget, les effectifs de l'armée en temps de paix sont de 562.000 hommes. Pour évaluer l'effectif du contingent qui atteint chaque année l'âge de la conscription, nous nous basons sur les considérations suivantes : la population de l'U.R.S.S.

atteint, en 1925, 130 millions, d'après les données officielles soviétiques. De ce total nous déduisons environ 15 millions représentant les populations allogènes exemptes jusqu'à présent du service militaire ¹, ce qui réduit la population soumise au service militaire à 115 millions.

Dans les années d'avant-guerre, on admettait en moyenne que le contingent ayant atteint l'âge de la conscription représentait environ 1 1/2 % de la population totale du pays. Cependant en tenant compte des suites de la guerre (épidémies et défaut de nourriture) et du pourcentage des femmes qui, sur le territoire de l'U. R. S. S., est supérieur à celui des autres États (53 %, en moyenne, pour tout ce territoire, et 55 % dans les limites de la R. S. F. S. R. ²) nous pouvons évaluer, sans grande erreur, le contingent annuel, à 0,9 % du chiffre total de la population. Cette fraction, approximativement exprimée par un million d'hommes, correspond au chiffre cité par Miékhonochine ³ dans son discours où il démontre qu'avec le service de deux ans et une armée de 500.000 hommes, celle-ci absorberait environ 1/4 du contingent annuel ; en d'autres termes, 250.000 hommes ne représentent que le 1/4 de ce contingent, qui est donc de 1.000.000 d'hommes.

Durant la période qui a précédé la grande guerre, dans les États ayant une armée permanente normalement organisée, avec deux ans de service, 50 à 55 % seulement du contingent annuel recevaient une instruction militaire ⁴.

Dans la Russie soviétique, vu l'existence des forma-

1. (120.000) Kalmouks, (7.200.000) population du Turkestan, (5.000.000), Kirghiz, et environ 2,5 millions d'indigènes en Sibérie et dans la Russie du Nord.

2. D'après les données polonaises : *Organisation des forces armées de l'U. R. S. S.*, Varsovie, 1924.

3. *Etoile Rouge*, n° 51-347-1925.

4. Par exemple, l'Allemagne : « Forces armées de l'Allemagne, 1^{re} partie, édition de la direction centrale de l'État-Major général, Saint-Petersbourg, 1912 ».

tions territoriales, le pourcentage est vraisemblablement plus élevé. Cependant, puisque les chefs de l'armée eux-mêmes reconnaissent ¹ que, même avec l'effectif des troupes territoriales, le contingent entier n'est pas absorbé et qu'il doit en partie recevoir son instruction militaire en dehors de l'armée, il sera plus juste d'admettre que, même actuellement, la totalité du contingent ne reçoit pas la préparation militaire. Vu le développement encore faible de l'instruction hors de l'armée, nous pouvons admettre comme probable qu'en moyenne 75 % du contingent reçoivent chaque année cette préparation. Cela donne un chiffre se rapprochant de 750.000. Pour calculer l'effectif des réserves instruites, nous pouvons nous baser sur les données suivantes : la durée générale du service dans l'armée rouge représente dix-huit ans (de vingt et un ans à quarante ans). En admettant que, sur ces 18 classes (de 1907 à 1924), le déchet annuel soit de 25 % (proportion sans doute exagérée) pour les classes ayant pris part à la grande guerre et à la guerre civile (1922 à 1925) et de 2 % pour les autres classes, nous obtenons une réserve de classes instruites s'élevant à :

Classes 1907-1921... 14×560 approximativement 8.000.000 ².

Classes 1922-1925... 4×735 approximativement 3.000.000 ³.

Soit au total environ... 11.000.000.

Ce chiffre de 11.000.000 doit être considéré comme le maximum de l'effectif de l'armée rouge et de sa réserve instruite en temps de guerre.

En admettant que, dans les États limitrophes de l'U. R. S. S., on puisse en cas de guerre mobiliser au

1. Discours de Miékhonochine, 28 février 1925, à Moscou, (*Etoile Rouge*, n° 51-347).

2. 750.000 moins 25 % de perte annuelle = 650.000.

3. 750.000 moins 2 % de perte annuelle = 735.000.

maximum, non pas seulement 10 % comme dans l'U. R. S. S. mais même 15 % du nombre général de la population, nous obtenons un effectif de réserves instruites pour toute la coalition (Finlande, Esthonie, Lettonie, Pologne, Roumanie), s'élevant approximativement à 7.500.000 d'hommes ¹.

En d'autres termes, *la tendance de l'U. R. S. S. à s'assurer une réserve si considérable d'hommes ayant reçu l'instruction militaire ne peut être expliquée par la nécessité de défendre ses frontières : elle démontre clairement ses intentions agressives à l'égard de ses voisins.*

V

ORGANES DU COMMANDEMENT ET ORGANES POLITIQUES DANS L'ARMÉE ROUGE

Bien qu'en mars 1925 on ait introduit l'unité du commandement, c'est-à-dire qu'on ait investi les commandants des différentes unités de la plénitude de l'autorité militaire (autrefois partagée entre les commandants et les commissaires), l'appareil politique qui se retrouve dans toutes les unités de l'armée rouge, depuis la compagnie jusqu'au commandement suprême, n'en a pas moins été entièrement conservé.

En effet, son abolition serait en contradiction avec l'esprit même du système militaire soviétique, qui continue à compter parmi les principaux moyens de lutte l'agitation et la propagande, destinées à décomposer l'armée de l'adversaire. Durant ces quatre dernières années, après la fin de la guerre civile, le pouvoir soviétique s'était donné pour tâche d'épurer le commandement, afin de n'avoir parmi les chefs que « ses » gens. A l'heure présente on peut estimer que cette épuration

1. La population de la Finlande étant de 3,3 millions, de l'Esthonie 1,1 million, de la Lettonie 1,8 million, de la Pologne 27 millions et de la Roumanie 16,2 millions d'hommes.

est achevée et qu'à tous les degrés du commandement il n'y a plus que des communistes membres du parti ou des gens qui, pour un motif ou pour un autre, sont en communion d'idées avec les communistes.

Sous ce rapport, l'information donnée par le chef de la direction politique de l'armée, Boubnov, est bien caractéristique ¹. Le pourcentage de l'effectif communiste dans le commandement augmente constamment et atteint actuellement pour :

les commandants d'armée	69 %
les commandants de corps d'armée	85 %
— — de divisions	45 %
— — de régiments	41 %
— — de compagnies	36 %
— — de sections	27 %

On voit que le principal effort du gouvernement soviétique a tendu à la « communisation » du commandement supérieur, en commençant par les commandants de régiment.

Si nous prenons les chiffres donnés par Boubnov concernant l'origine sociale du personnel du commandement appartenant au parti communiste, nous y trouvons environ 60 % de paysans, environ 20 % d'ouvriers et environ 20 % d'autres, tandis que les pourcentages correspondants pour l'ensemble de l'armée rouge et pour la population de l'U. R. S. S. sont quelque peu différents : 81 % de paysans, 11 % d'ouvriers, et 7,4 % d'autres. Donc le pourcentage des ouvriers et des autres est artificiellement majoré dans le commandement au préjudice de la masse principale de la population de la Russie, les paysans. Plus caractéristiques encore sont les résultats de la sélection graduelle du personnel du

1. Rapport au Congrès des travailleurs politiques de l'armée de Moscou en novembre 1924 (*Etoile Rouge*).

commandement, telle que l'opèrent les règlements d'admissions aux écoles militaires.

M. Berezkine ¹ donne les chiffres suivants : si nous comparons au point de vue de leur origine sociale les élèves admis dans les écoles militaires en 1923 et en 1924, nous trouvons :

	1923	1924
	—	—
Paysans.	49,3 %	48,7 %
Ouvriers.	36,3 %	43,6 %
Autres.	14,4 %	7,7 %

soit une diminution constante du pourcentage des autres classes au bénéfice du pourcentage de la classe ouvrière.

En ce qui concerne l'augmentation du pourcentage des communistes, les chiffres sont encore plus frappants :

	1923	1924
	—	—
Communistes.	14,3 %	26,6 %
Membres du « Comsomol ». .	35,2 %	48,2 %
Elèves n'appartenant à aucun parti politique	50,5 %	25,2 %

C'est-à-dire diminution de moitié du pourcentage de ceux qui n'appartiennent à aucun parti politique, au bénéfice des communistes, et surtout des comsomols. On peut voir par ces chiffres qu'un immense travail a déjà été accompli et se poursuit pour faire de l'armée rouge l'instrument de la guerre de classes et de l'impérialisme communiste.

1. M. Berezkine. Résultat du recrutement des écoles militaires en 1924 *Le Messager Militaire*, 1925, n° 2, Moscou).

VI

UNITÉS AYANT UNE DESTINATION SPÉCIALE
ET FORMATIONS NATIONALES

Outre les unités de l'armée permanente et les unités territoriales, les forces armées de l'U. R. S. S. comprennent encore les unités de la « Direction politique d'État » (O. G. P. Ou., ci-devant « Tchéka ») et les unités dites « de destination spéciale » dont l'existence est dissimulée (on les nomme les « Tchon »). On peut estimer que l'effectif de l'O. G. P. Ou. s'élève à 60 ou 70.000 hommes environ. Ils ont pour mission de veiller à l'ordre intérieur et de protéger les frontières contre la contrebande et l'influence étrangère. Les troupes dites « de destination spéciale » (Tchon) sont à proprement parler des troupes de milice, mais recrutées exclusivement parmi les communistes et auxquelles on ne fait appel qu'en cas de nécessité¹.

A la fin de 1924, on a apporté une grande attention au développement des formations nationales. Actuellement le nombre de ces formations n'est pas encore grand et se borne à quelques divisions au Caucase (deux divisions composées de Géorgiens, une d'Arméniens et une d'Azerbeïdjans) et à des formations isolées sur les frontières (par exemple la division des Blancs-Russes et d'autres). Cependant on forme de très vastes projets à ce sujet.

D'abord on se propose d'utiliser tous les indigènes de l'Asie Centrale et de la Sibérie, exempts jusqu'à présent du service militaire. Non seulement le contingent annuel de la classe s'en trouverait augmenté de 100

1. Ces derniers temps ont vu le développement des formations territoriales et, par suite du désir de saturer ces dernières de communistes, les Tchon ont disparu peu à peu et se sont transformés en unités territoriales de l'armée rouge ou unités de l'O. G. P. Ou. (ancienne « Tchéka »).

à 150.000 hommes au moins, mais l'U. R. S. S. verrait ainsi s'ouvrir de larges horizons à la propagation de l'impérialisme soviétique en Orient. La récente division du Turkestan en quatre républiques (celles d'Uzbek, des Turcomans, des Tadjiks et des Kara-Kalpaks) est un premier pas en ce sens. Pour l'expansion de cet impérialisme dans l'Asie Centrale, il faudra des troupes; on les demandera aux formations nationales qui seront recrutées parmi les indigènes du Turkestan et ceux de la République des Kirghiz. D'après les informations isolées qui sont parvenues à la presse soviétique, la dernière assemblée plénière du Conseil révolutionnaire militaire de la République et des commandants des régions militaires, tenue à Moscou en novembre 1924, a déjà décidé l'établissement d'un centre des formations nationales dans le Turkestan et dans l'Asie Occidentale.

Ce n'est pas par hasard qu'il existe *dès le temps de paix*, au lieu de commandants de régions, un commandant d'*armée* au Caucase et un commandant de groupe d'armées au *Turkestan*.

VII

PRÉPARATION TECHNIQUE DE LA GUERRE

Pour familiariser la population avec les facteurs techniques qui auront vraisemblablement une importance décisive dans la prochaine guerre, l'aviation et la chimie militaires, on a opéré la fusion de deux sociétés : la *Société des Amis de la Flotte aérienne* et la *Société des Amis de la Défense par la chimie*. Le but de ces sociétés, outre la vulgarisation de ces deux nouveaux moyens de combat, est l'ouverture de souscriptions pour contribuer à l'équipement de ces armes nouvelles. La Société des Amis de la Flotte aérienne, qui comptait déjà deux millions de membres, fait présent à l'armée rouge de plusieurs dizaines d'avions. La Russie sovié-

tique a réussi, au commencement de 1923, à construire pour la première fois un moteur d'avion fait de matériaux russes dans une usine russe¹. Ce moteur a été placé sur un avion construit dans l'U. R. S. S., qui a effectué un vol de 2.100 km., de Moscou à Moscou, par Lipetsk-Kharkov-Kiev-Smolensk. Grâce à la Société des Amis de la Flotte aérienne et à l'attention qu'apporte l'administration militaire aux questions concernant l'aviation, cette flotte, d'après les calculs les plus modestes, ne comprend pas moins de 1.000 avions en bon état, nombre très voisin de celui des flottes aériennes les plus puissantes de l'Europe occidentale.

On ne se préoccupe pas moins du second des nouveaux moyens de combat, — la chimie militaire. La Société des Amis de la Défense par la chimie, qui doit son existence moins aux souscriptions spontanées de ses membres qu'aux versements obligatoires des entreprises commerciales et industrielles et des banques qu'on a rattachées à cette société, couvre en fait toutes les dépenses nécessaires aux recherches et investigations faites dans le domaine de la chimie militaire.

Enfin, le 13 mars 1925, ces deux sociétés ont fusionné en une seule et puissante organisation : l'*Aviochim*.

De pair avec cette large vulgarisation des nouveaux moyens de guerre, s'accomplit un travail gigantesque bien que peu visible encore, grâce à l'activité de la société appelée *Vno*². L'embryon de cette puissante organisation, qui couvre tout le territoire de l'U. R. S. S. du réseau de ses divisions et subdivisions, fut le cercle militaire scientifique fondé à l'Académie Militaire (de l'État-major général), à Moscou. Élargissant peu à peu son objet, ce cercle en vint à pénétrer dans de nouveaux domaines en même temps qu'il s'étendait à tout le territoire de l'Union soviétique. Actuellement, outre

1. Moteur type stationnaire M-5 d'une puissance de 400 H. P., construit par l'usine d'aviation de l'État, n° 2, à Moscou.

2. « Vno », société militaire scientifique.

sa tâche principale, l'étude des questions scientifiques militaires, la Société s'occupe de vulgariser, tant dans l'armée que dans la population civile, les idées et les procédés se rapportant à la guerre, depuis la tactique jusqu'au tir et au développement physique de la jeunesse.

Le but auquel tend obstinément et sans relâche la *Vno* est d'inculquer à la population civile, jusque dans ses couches les plus profondes, surtout en utilisant les troupes territoriales qui sont en contact avec elle, un intérêt croissant pour les choses militaires et la connaissance des méthodes et des procédés de la guerre contemporaine.

On ne saurait douter que, dans un temps prochain, lorsque la *Vno* s'unira à l'*Aviochim*, elle ne devienne un instrument unique et puissant de militarisation de toute la population de l'U. R. S. S..

VIII

L'INDUSTRIE MILITAIRE

Dès le temps de paix, il existe dans l'U. R. S. S. un organe créé par Lénine pour coordonner l'activité du Département de la Guerre, celle de l'Industrie Militaire et celle des autorités civiles. C'est le « Conseil du Travail et de la Défense », le « S. T. O. ». L'étude des questions concernant l'Industrie Militaire est du ressort immédiat de la Direction Centrale de l'Industrie Militaire (subordonné au « S. T. O. » par l'entremise du Conseil Supérieur de l'Économie Nationale). La Direction Centrale de l'Industrie Militaire se subdivise en sections administrant les différentes branches de cette industrie (artillerie, génie, marine, chimie, aviation etc...)

La présence dans le Conseil de la Direction Centrale de l'Industrie Militaire, de représentants du Département de la Guerre (y compris l'adjoint au chef de l'État-

Major de l'armée rouge) garantit le développement de l'industrie militaire dans le sens voulu par le Département de la Guerre, même en temps de paix. Tandis que l'Industrie civile n'atteignait dans les années 1923 à 1925 que 40 % de sa production d'avant-guerre, l'Industrie Militaire, travaillant constamment au détriment de l'Industrie civile, donnait, dès 1922, environ 50 % de sa production d'avant-guerre¹.

La liste ci-dessous des principales usines, avec l'indication de la production de quelques-unes, montre que l'industrie militaire, à laquelle le Gouvernement soviétique ne ménage pas ses subventions, se trouve dans une situation plus que satisfaisante.

Liste des principales usines.

1^o MANUFACTURES D'ARMES à Toula, Ijevsk, Kovrov (nouvelle), Biejetsk Siéstrorietsk, Omsk. D'après les chiffres du premier semestre de l'année 1924, la production mensuelle moyenne de ces usines est la suivante :

a) Fusils (carabines) fabriqués :

Ijevsk.	12.000
Toula.	14.000
Totalité.	<u>26.000</u>

b) Fusils (carabines) réparés :

Biejetsk, Omsk, Toula ; chacune des usines.	3.000
En totalité	10.000

1. Rapport de Dzerjinski à la séance du Congrès général de l' « Union des Soviets » le 15 mars 1925, 17 mai, n° 11, 1925.

c) Révolvers fabriqués :

Toula.	2.000
----------------	-------

d) Fusils mitrailleurs fabriqués.

Kovrov.	250	} automatiques du système Féodorov.
Toula.	40	

e) Mitrailleuses :

Toula.	210
----------------	-----

f) Accessoires pour les fusils :

Siestrorietsk.	20.000	comp.
Biejetsk.	7.000	—
Ijevsk.	6.000	—
En totalité	33.000	comp.

g) Baguettes de fusils :

Siestrorietsk.	30.000
Biejetsk.	4.000
Ijevsk.	9.000
En totalité.	43.000

h) Baïonnettes :

Siestrorietsk.	9.000
Ijevsk.	6.000
En totalité	15.000

2^o FABRIQUES DE CARTOUCHES. — De Toula, de Simbirsk (dite de Volodarski), de Lougansk, de Podolsk-Moskovski, de Moseou et de Novotcherkassk. On a des renseignements précis pour l'année 1924 sur la fabrique de cartouches de Toula. Sa production moyenne par mois est égale à 10.000.000 de cartouches pour fusils

(carabines), 150.000 pour revolvers et 16.000' pour obus de 3 à 6 pouces.

3^o USINES DE FUSÉES. — Usine à Penza, dite de Kalinine, à Léninegrade, « Etoile Rouge » à Léninegrade, à Samara, à Nijnetaguïlsk et à Lisven dans le gouvernement de Perm.

4^o USINES DE CANONS. — Usine dite de Kalinine, à Mitischï (gouvernement de Moscou), fonderie de Motovilovsk à Perm, fonderies de Tsaritsine et de Moscou.

5^o USINES FAISANT LES RÉPARATIONS. — A Moscou, à Kalouga, à Tiflis, à Tambov, à Nijninovgorod.

Moyenne de la production mensuelle à l'usine de Kalouga dans l'année 1924 : réparation de 4 obusiers de 48 pouces, de 3 canons de 42 pouces, de 3 canons de 3 pouces et de 5 mitrailleuses, en outre l'usine construit de 15 à 20 chariots d'équipage à attelage de 2 chevaux.

6^o USINES A CAPSULES. — Okhta (« fusée rouge »), Serguievo-Samara, Chostensk, Moscou.

Moyenne de la production mensuelle à Serguievo-Samara en 1924 : 20 millions de capsules à fusil, environ 3.000 pouds de toluol ; en même temps l'usine opère le lavage de 15.000 pouds de toluol en moyenne et s'est occupée de décharger des bombes de 48 et de 6 pouces.

7^o POUDRERIES. — A Kazan, poudrerie dite de Lénine, à Moscou ex-Baranov, Vinner, à la station Sablino du chemin de fer Nicolas, à Schlussembourg, à Toula, Tambov et Samara, ancienne usine Okhta.

Moyenne de la production mensuelle de l'usine de Schlussembourg en 1924 : 350 pouds de toluol cristallisé, 3 millions de capsules pour cartouches à fusils.

8^o USINES A CHARGER LES OBUS de Bogorodsk, de Tver, de Nijninovgorod (dite de Sverdlov) et de Troïtski, dans le gouvernement de Samara.

Moyenne de la production mensuelle de l'usine de Bogorodsk en 1924 : on a chargé 15.000 obus de 6 pouces, 7.000 de 42 pouces ; en outre l'usine opère la charge d'obus chimiques de 3 pouces et prépare les appareils contre les gaz du système Koulmant-Zelinski.

9^o USINES CONSTRUISANT LES AVIONS. — 16 usines N. N. 1, 2, 4, 5, 6, 8 et 16 à Moscou, N. 3 à Léninegrad, N. 7 à Penza, N. 9 à Alexandrovsk, N. 10 à Taganrog, N. 11 et N. 15 à Odessa, N. 12 à Kiev, N. 13 à Omsk, N. 14 à Sarapoul.

10^o DIFFÉRENTES USINES CONSTRUISANT DES APPAREILS D'OPTIQUE, à Izium, à Podolsk-Moskovski et Léninegrad.

Usine pour la préparation et l'approvisionnement du matériel nécessaire à la médecine militaire.

Usine pour la fabrication des armes blanches à main à Zlatooust.

Cette liste montre que toutes les usines d'avant-guerre et celles qui ont été construites pendant la guerre de 1914-1917 se sont remises à produire. Un fait caractéristique est le transport de la masse principale des usines au centre du pays (régions de Moscou et de la Volga), en raison des modifications de la frontière occidentale.

Le défaut de données complètes sur la production d'avant-guerre et sur la production actuelle ne permet pas de comparaison exacte touchant le travail de l'industrie militaire dans l'U. R. S. S.. Toutefois la comparaison de la situation de l'industrie civile, dont la ruine était complète, avec celle de l'industrie militaire, qui en 1922 donnait déjà jusqu'à 50 % de la production d'avant-guerre, le relèvement complet de toutes les anciennes usines et la création d'usines nouvelles (par exemple, l'usine de Kovrov pour les fusils mitrailleurs) permettent de conclure que la production de l'industrie

militaire de l'U. R. S. S., malgré la réduction du territoire, ne diffère que dans une faible mesure de la production d'avant-guerre.

La déduction générale à tirer de tout ce qui a été énoncé plus haut, c'est que le Gouvernement soviétique poursuit avec une persévérance inlassable la militarisation de l'U. R. S. S., afin de donner au pays la plus large préparation aux opérations actives de guerre. La remise progressive du commandement à des gens sûrs, les formations nationales, l'organisation de l'armée, la préparation technique, surtout en ce qui concerne les procédés les plus modernes, comme l'aviation et la chimie, tout démontre l'effort du gouvernement soviétique pour créer un appareil militaire puissant et apte à l'offensive.

Mais ce qui met encore mieux en lumière les véritables intentions du Gouvernement de l'U. R. S. S., c'est la militarisation conçue par lui sur une si grande échelle de toutes les ressources dont le pays peut disposer.

C'est précisément dans la militarisation complète de toute la population en état de porter les armes ; de tous les moyens industriels et techniques, enfin dans la militarisation de la génération qui grandit, de l'école, que consiste le travail essentiel du Gouvernement soviétique, qui se prépare fiévreusement à une nouvelle guerre de classe contre tous les États bourgeois du monde.

CHAPITRE V

LA JUSTICE SOVIÉTIQUE

Le chapitre VII du *Rapport* de la délégation anglaise, consacré à l'organisation de la Justice soviétique, forme la partie la moins étudiée du recueil. Les délégués des trades-unions paraissent être demeurés tout à fait au-dessous de la tâche formidable que représentait l'étude de l'organisation judiciaire dans la Russie des Soviets. On en trouvera la preuve matérielle dans le nombre infime des pages que le *Rapport* consacre à cette question: 5 pages exactement (p. 89-93), soit 2 % du recueil *Russia*, traitent de ce problème énorme.

Il en résulte que l'exposé est extrêmement superficiel, au point que la critique même en est rendue malaisée.

Or, les délégués anglais, s'ils avaient eu la volonté et la possibilité d'approfondir le problème en question, auraient pu aboutir à des résultats fort intéressants en étudiant les particularités de l'organisation judiciaire des Soviets. Nulle part ailleurs les caractéristiques de la Russie actuelle ne se présentent avec une netteté aussi saisissante.

Ce travail, qui n'a pas été fait par les délégués anglais, nous l'allons faire en exposant dans son ensemble l'organisation de la Justice soviétique, afin de pouvoir la critiquer ensuite.

« Le Statut de l'organisation des tribunaux de l'U. R. S. S. » (*Collection des lois*, 1922; n° 69, art. 602) établit quatre sortes différentes de tribunaux.

I

LE JUGE POPULAIRE

Le juge populaire fonctionne comme juge unique (art. 1, § 1). Pour pouvoir être juge populaire, il est nécessaire de remplir deux conditions (art. 2) : *a*) être électeur et éligible d'après la Constitution soviétique, c'est-à-dire appartenir à la classe des « prolétaires », et *b*) avoir au moins deux ans de stage de « travail politique responsable dans les organisations ouvrières et paysannes, professionnelles, sociales et communistes ». Le nombre des personnes pouvant prétendre au poste de juge se trouve ainsi réduit à l'extrême. D'après la Constitution soviétique (art. 64 et 65), l'électorat et l'éligibilité dépendent de notions dénuées de toute précision juridique ; ces articles permettent de jeter par-dessus bord tout citoyen russe qui ne serait pas agréable aux Soviets. Mais ce premier triage est suivi d'un triage plus sévère encore : il faut en outre posséder deux ans de stage consacré à un travail politique auquel ne sont admis que des élus spécialement qualifiés. Notons immédiatement que le candidat doit avoir fait un stage *politique*, mais n'a besoin d'aucun stage *judiciaire*. Il en résulte que, devenu juge, il considère tout naturellement ses nouvelles fonctions comme la continuation pure et simple de son travail politique, de son travail d'administrateur ; sur son siège de juge, il tend tout naturellement à rester fonctionnaire et homme de parti.

D'après l'article 12 du Statut, les juges sont élus par le Conseil Exécutif de chaque « Gouvernement »¹, sur la présentation du tribunal de ce Gouvernement et du Commissariat de la Justice. Notons à ce sujet que le terme « est élu » (il figure dans d'autres articles du Statut,

1. Circonscription administrative correspondant, en beaucoup plus grand, à un département français.

de sorte que les réserves suivantes s'appliquent à toutes les « élections » prévues par l'organisation judiciaire des Soviets) ne correspond en réalité à rien qui ressemble à une élection. Les Soviets ont très souvent recours à ce genre d'euphémismes, pour tenter d'impressionner favorablement les gens non informés et que séduisent les mots d'allure libérale. Le Conseil Exécutif de chaque gouvernement est un organe purement administratif : il a pour mission d'exécuter sur le territoire de ce gouvernement les ordres qu'il reçoit des commissariats compétents. Le rôle prépondérant appartient, dans ce Conseil, à un fonctionnaire, — le président du Conseil Exécutif, — placé sous les ordres du pouvoir central. Une soi-disant « élection », faite au sein de ce Conseil et dirigée par son président, n'a rien de commun avec une élection telle qu'on l'entend dans les pays civilisés ; ce n'est, à proprement parler, rien d'autre qu'une *nomination*.

Il est intéressant d'indiquer que, dans la première période de leur activité (décret du 24 novembre 1917), les Soviets avaient essayé de maintenir l'institution des juges de paix *électifs* qui existaient sous l'ancien régime et auxquels les Soviets donnèrent le nom de « juges populaires ». Mais il apparut bientôt que le régime soviétique était incompatible même avec cette forme si modeste d'une opinion publique libre. Les tribunaux révolutionnaires furent *nommés* par le gouvernement central et il en fut de même des juges populaires, avec cette seule différence que, tout en les nommant, les Soviets les affublèrent d'une parodie d'élection.

Pour mieux concevoir quelle idée on doit se faire de l'« élection » des juges soviétiques, il convient de se reporter à une polémique curieuse qui occupa les colonnes des journaux soviétiques au mois de mai dernier. Cette polémique était menée par Krylenko, l'un des juristes les plus en vue du monde soviétique, contre Larine, le fameux Larine, le seul, au pays des Soviets,

à pouvoir dire crûment ce qu'il pense. Larine soutenait la nécessité de « rapprocher » les juges de la classe ouvrière ; à cet effet, il demandait que les organisations ouvrières fussent autorisées à proposer les candidats au poste de juge ; cette procédure, d'après Larine, permettrait de mettre un frein « aux nominations venant d'en haut, comme on les pratique aujourd'hui ». De son côté, Krylenko indiquait que tout le système soviétique repose sur des désignations de fonctionnaires, faites non pas par les électeurs primaires, mais par des organes élus et par conséquent plus soumis au contrôle du gouvernement. Krylenko disait que l'élection des candidats par des électeurs primaires ne sied qu'aux États démocratiques, abhorrés par les Soviets ; d'après lui, les propositions de Larine étaient empreintes de velléités menchévistes, pernicieuses et condamnables.

Dans la *Pravda* du 13 mai 1925, Larine revient à cette question des juges et explique que Krylenko travestit la vérité en affirmant que les juges sont élus « par les conseils exécutifs ». « Nous n'avons, dit-il, aucune espèce d'élection. En réalité, même à Moscou, les juges sont très souvent désignés selon des indications données soit par téléphone, soit par lettre ; autrement dit, les « électeurs » n'ont jamais ni vu, ni connu les juges qu'ils élisent ».

Il nous paraît inutile d'ajouter quoi que ce soit à ces déclarations si nettes, émanant d'un des communistes les plus en vue. Le témoignage de Larine suffit pour que nous puissions affirmer que les juges soviétiques ne sont point élus : *ils sont nommés*.

Une fois nommé, le juge populaire n'en reste pas moins dans une situation fort instable, plus instable, peut-être, que celle du dernier des fonctionnaires soviétiques. Les Soviets appliquent aux juges un système qui est diamétralement opposé à celui de tous les pays civilisés. D'après l'article 13 du Statut, le juge populaire n'est nommé *que pour 12 mois*. Il peut être réélu

(c'est-à-dire renommé) pour un autre délai de 12 mois, mais cela n'empêche pas que ce juge, au bout de 12 mois, ait à solliciter le renouvellement de sa nomination ; cette nomination peut être refusée sans motif.

Ce n'est pas tout : le juge n'est pas sûr de conserver son poste même pendant ce délai de 12 mois pour lequel il est nommé. C'eût été trop dangereux pour le pouvoir soviétique. L'article 13 du Statut contient des dispositions supplémentaires qui permettent à l'administration de « casser les reins » aux juges à n'importe quel moment, sans en donner le motif. La première partie de cet article est ainsi conçue : « La révocation d'un juge populaire et son déplacement dans les limites d'un gouvernement ne peuvent avoir lieu que sur décision conforme du Conseil exécutif de ce gouvernement, décision prise soit sur l'initiative du Conseil, soit sur une proposition du Commissariat de la Justice ; dans le premier cas, le Conseil exécutif porte à la connaissance du Commissariat de la Justice les motifs de sa décision. » Dans cet article, les Soviets emploient une série d'euphémismes qui ne peuvent tromper quiconque est tant soit peu juriste. La révocation du juge ne peut avoir lieu « que sur décision conforme » du Conseil exécutif. Or, il est manifeste que tout fonctionnaire doit être révoqué par l'autorité qui l'a nommé et non pas par une autorité inférieure. L'article 13 ne dit donc en substance qu'une chose très naïve, à savoir qu'un fonctionnaire nommé par un ministre ne peut pas être révoqué par un préfet ou, à plus forte raison, par un maire. Mais il reste acquis que le Conseil exécutif peut, à tout moment, révoquer chacun des juges nommés par lui. En somme, l'article 13 en question peut être résumé sous la forme suivante, d'allure moins libérale : « Les juges populaires sont nommés et révoqués, à discrétion, par le Conseil exécutif d'un gouvernement. »

Ce n'est pas tout encore. La deuxième partie de l'article 13 prévoit des poursuites disciplinaires contre les

juges populaires et cela conformément aux articles 108 à 123 du Statut. En nous reportant au chapitre des poursuites disciplinaires, nous trouvons un article 112, suspendu, comme le glaive de Damoclès, au-dessus de tout juge populaire (et, plus généralement, de tout autre juge, comme cela sera expliqué plus loin) : « Le juge, dans ses décisions, doit défendre les intérêts de la masse des travailleurs. » En pratique, ce fameux article signifie que le juge doit placer les intérêts des travailleurs au-dessus des droits des bourgeois, c'est-à-dire de ceux qui n'ont pas l'honneur d'appartenir à la classe des prolétaires.

En résumé, les articles analysés par nous établissent le fait suivant : il n'existe pas, en Russie soviétique, de fonctionnaire dont le sort dépende plus de l'administration que le juge populaire.

II

LES TRIBUNAUX DU PEUPLE

Un tribunal du peuple (Statut, art. 1^{er}, § 2) est formé d'un juge populaire et de deux assesseurs. Nous allons analyser les articles qui expliquent d'où proviennent et comment sont nommés ces assesseurs.

Les assesseurs du peuple sont nommés d'après une liste spéciale, dite liste des assesseurs du peuple. Cette liste doit être formée de telle façon qu'elle contienne (art. 20) au moins 50 % d'ouvriers, le reste des places étant dévolu aux paysans (35 %) et aux soldats (15 %). Ce pourcentage mérite une analyse spéciale. On sait que la « Constitution » de nos communistes, qui préconisent, dans les États occidentaux, l'idée du « bloc ouvrier-paysan », n'octroie aux paysans qu'un cinquième des bulletins de vote (Constitution, art. 53). Dans le domaine de la justice, le rôle attribué aux paysans est encore moindre. Si nous prenons en consi-

dération que les paysans représentent 95 % de la population russe et que leur nombre, sur les listes des assesseurs du peuple, ne peut dépasser 35 %, nous aboutissons — le calcul est facile à faire — à ce résultat que l'influence de chaque paysan sur les affaires judiciaires de son pays n'est que le 1/40 de celle attribuée à chaque ouvrier.

L'injustice dont sont victimes les paysans ne s'arrête pas là. Une fois les listes formées (et il va sans dire que sur ces listes ne peuvent figurer que ceux qui possèdent l'électorat soviétique, ce qui ouvre aussi la porte à toutes sortes de malversations et d'abus), elles sont soumises à l'examen d'une commission administrative spéciale. Cette commission a le droit d'exclure de la liste tous les candidats qui ne lui conviennent pas, et cela sans donner aucun motif. Ses pouvoirs sont tellement étendus qu'en pratique elle pourrait exclure de la liste, si tel était son bon plaisir, tous les paysans. Aucun recours n'est garanti par les lois soviétiques contre un pareil abus. La loi indique que le candidat exclu peut en appeler au Conseil exécutif du gouvernement, mais ce Conseil peut rejeter l'appel sans avoir à motiver sa décision, ni à en répondre devant aucune instance supérieure.

Nous pouvons donc dire que les assesseurs du peuple sont aussi des fonctionnaires nommés par l'administration, pour un terme plus court que les juges du peuple et sans aucune intervention de l'opinion publique. Les décrets soviétiques reconnaissent cette situation, avec beaucoup de cynisme, en ce qui concerne les assesseurs du tribunal suprême. Les assesseurs du tribunal suprême sont nommés par simple décret du bureau du Conseil Central Exécutif. (Voir, par exemple, *Collection des lois*, 1925, n° 69, article 669, et n° 78, article 758). Ces décrets foisonnent de noms de communistes notoires, de ceux qui se partagent entre eux le pouvoir : Smidovitch, Podvoisky, Antonov-Avssenko, Mdivanii, Dvilkovsky,

etc. De tels « assesseurs du peuple » ressemblent à un jury occidental à peu près autant qu'un gendarme à un juge de paix !

III

LE TRIBUNAL DE GOUVERNEMENT

En vertu de l'article 61 du Statut, tout juge de gouvernement doit remplir les conditions établies pour un juge populaire (voir plus haut) ; de plus, il doit avoir fait un stage de trois ans comme juge populaire ou membre d'un Tribunal révolutionnaire. Cette dernière adjonction est typique : les tribunaux révolutionnaires n'ont été autre chose qu'une arme administrative et d'attaque révolutionnaire ; personne ne peut les considérer comme des tribunaux ; c'étaient les exécuteurs des hautes œuvres de la République soviétiste. Donc, un homme qui a passé trois ans dans un tribunal révolutionnaire devrait, par cela même, être exclu des fonctions de juge, à moins que les Soviets ne confondent ces fonctions avec celles de bourreau.

Conformément à l'article 62 du Statut, le Président et les membres du Tribunal de Gouvernement « sont élus » (voir plus haut pour la signification de ce terme) par le Conseil Exécutif du Gouvernement. Comme garantie du loyalisme de ces juges envers le pouvoir soviétique, le Statut exige que tous les juges de Gouvernement soient confirmés dans leurs fonctions par le Commissaire de la Justice. S'il refuse de confirmer le juge, le Commissaire de la Justice n'a pas à motiver sa décision. L'article 63 ajoute (remarque) : « Si le Commissaire de la Justice ne confirme pas l'élection du Président du Tribunal de Gouvernement, et si le Conseil Exécutif n'a pas d'autres candidats capables de remplir cette fonction, le Président est nommé directement par le Commissariat de la Justice. » C'est donc le Commis-

saire de la Justice qui a le droit d'apprécier si le Conseil Exécutif ne lui présente pas de candidats convenables ; et la situation, en pratique, se résume ainsi : les juges de Gouvernement sont nommés par le Commissaire de la Justice toutes les fois que cela lui convient ».

Les juges du Tribunal de Gouvernement sont nommés pour un an, ce qui rend leur situation aussi instable que celle du juge populaire. Pendant ce délai de douze mois, ils peuvent être révoqués par le Commissaire de la Justice (art. 62). L'article concernant les poursuites disciplinaires (cité plus haut) et, par conséquent, la nécessité de juger conformément aux « intérêts » du prolétariat, s'appliquent de plein droit au juge du Tribunal de gouvernement.

Dans les républiques autonomes, les membres des tribunaux principaux de ces républiques sont « nommés » par les Conseils Exécutifs Centraux des républiques en question ; la nomination doit être confirmée par le Bureau du Conseil Exécutif central panrusse, c'est-à-dire par l'administration établie au Kremlin. D'après l'article 63 (remarque), le Conseil exécutif d'une république autonome a le droit de présenter une nouvelle liste de candidats si la première liste n'a pas été confirmée par le Conseil panrusse. Mais ce privilège est tout platonique, car la deuxième liste peut, comme la première, déplaire au Conseil central panrusse, ce qui entraîne la nomination directe des juges par le bureau panrusse (Collection des lois 1924, n° 78, art. 782).

Les tribunaux de gouvernement ont aussi des assesseurs. Les assesseurs des tribunaux de gouvernement *sont nommés* (aucune règle spéciale n'existe pour ce genre de nomination, ce qui équivaut à un régime d'arbitraire absolu) par une commission composée de la façon suivante : un président (nommé par le Conseil Exécutif du gouvernement, et qui doit appartenir en qualité de membre à cet organe administratif), deux membres du tribunal de gouvernement nommés par son Prési-

dent, le Procureur du gouvernement, et trois membres du Syndicat professionnel nommés par ce dernier. On voit que, dans cette commission les paysans ne sont pas représentés, ce qui entraîne nécessairement l'absence des paysans dans les listes d'assesseurs.

La commission dont nous venons de parler établit la liste des assesseurs sans contrôle. Mais les Soviets estiment qu'ils doivent avoir un droit de regard même sur les décisions d'une commission purement administrative. La liste est donc soumise à l'approbation du Conseil Exécutif de Gouvernement, qui peut rayer tous les noms qui lui déplaisent, sans donner de motifs. La décision du Conseil Exécutif est définitive.

Notons qu'il existe auprès des Tribunaux du Peuple et auprès des Tribunaux de Gouvernement des défenseurs (sorte d'avocats). Ne peut être défenseur que celui qui plaît au pouvoir soviétique. Sous ce rapport donc, les Soviets ont dépassé les limites de l'arbitraire de tous les États despotiques connus dans l'histoire. L'article 40 du Statut s'exprime ainsi : « Les membres de la commission des défenseurs sont nommés, lors de la constitution de cette commission, par le Bureau du Conseil exécutif de Gouvernement sur la proposition du Tribunal de Gouvernement ; les nominations ultérieures sont faites par le Bureau de la Commission des Défenseurs, qui en avise le Bureau du Conseil Exécutif de Gouvernement. Ce dernier peut casser les nominations faites par le Bureau de la Commission ; il peut aussi révoquer les défenseurs déjà en fonctions. » De cette façon, ne peut être avocat, en Russie soviétique, que celui qui plaît à l'administration et qui agit en conformité des désirs du pouvoir. Rien n'est plus instable que la situation d'un avocat : à tout moment et sans motifs, il peut être déclaré déchu de ses titres.

IV

LE TRIBUNAL SUPRÊME

La situation des membres du Tribunal Suprême n'est pas plus stable que celle des juges populaires et des juges de gouvernement. D'après l'article 95 du Statut, « le Président et les membres du Tribunal Suprême sont nommés par le Conseil Exécutif Central panrusse, avec cette différence que les membres sont proposés par le Commissaire de la Justice et le Président par le Bureau du Conseil ». L'article 96 contient l'euphémisme dont nous avons parlé plus haut : « le Président et les membres du Tribunal Suprême peuvent, à tout moment et sans motifs, être révoqués et déplacés par le Bureau du Conseil Exécutif.

Le chapitre relatif aux peines disciplinaires, (et notamment l'article concernant les « intérêts du prolétariat »), est applicable aux juges du Tribunal Suprême.

La situation des assesseurs du Tribunal Suprême a été analysée plus haut.

V

COMMISSIONS AGRAIRES

En dehors du Statut, il existe des « Commissions agraires », c'est-à-dire des institutions quasi-judiciaires, qui s'occupent des litiges intéressant au plus haut degré les paysans, les litiges agraires (Code agraire, art. 207).

Ces commissions ont tous les défauts des tribunaux soviétiques et cela à un plus haut degré encore. D'après l'article 209 du Code agraire, les commissions agraires de communes et de rayons « sont rattachées » aux Conseils exécutifs correspondants (c'est-à-dire, qu'elles dépendent entièrement de l'Administration). Les Pré-

sidents de ces commissions sont nommés par le Conseil Exécutif. Les membres des commissions agraires sont nommés : l'un par le conseil des Soviets et l'autre par l'administration agraire. Ces membres doivent être approuvés par le Conseil Exécutif. L'article 209 (remarque) est ainsi conçu : « Si le Conseil Exécutif, par deux fois, refuse de confirmer la nomination des membres de la Commission agraire, il a le droit de les nommer de sa propre initiative. » De cette façon, un organe judiciaire extrêmement important pour les paysans se réduit à un président *nommé* par l'administration, à un fonctionnaire du département des partages de terres (dont les actes sont examinés, en dernier ressort, par ces commissions) et à un membre soit nommé par un soviet, soit *désigné* par l'administration. Il est facile de comprendre que les décisions d'une pareille commission ne peuvent pas être favorables aux paysans.

Les commissions agraires de degré supérieur (c'est-à-dire de gouvernement, ou de république autonome) sont encore plus étrangères à la population. Ces commissions (Code agraire, art. 211) sont formées : d'un président nommé par le Conseil Exécutif correspondant, d'un juge populaire nommé par le Tribunal de gouvernement, et du chef du département des partages de terres. La commission ainsi formée, — nous le constatons avec étonnement, — doit être confirmée par l'administration.

CONCLUSION

Nous aboutissons donc à un résultat fait pour surprendre ceux qui ne sont pas habitués à penser à la manière soviétique ; il n'existe, en Russie soviétique, aucun juge, dans aucune instance, qui ne soit *nommé* par l'administration, qui ne soit obligé de *solliciter* sa renomination tous les douze mois et qu'on ne puisse *déplacer* ou *révoquer* à n'importe quelle époque par sim-

ple « oukase » de l'administration, laquelle n'a même pas besoin de motiver sa décision. *Le juge inamovible est totalement inconnu en Russie soviétique.*

Les délégués du parti travailliste anglais, qui s'étaient rendus en Russie soviétique pour y trouver de nouvelles lumières politiques, auraient pu et dû constater — ne fût-ce que par quelques mots — que le titre sacré de juge est appliqué en Russie à des fonctionnaires moins indépendants du bon plaisir de l'administration que le dernier des scribes dans la milice la plus provinciale.

Cette déformation du rôle social du juge est tout à fait conforme aux idées politiques préconisées par les Soviets. Il se trouve peut-être des gens politiquement dévoyés pour oser prétendre qu'il sied au juge d'être un exécuteur des hautes œuvres, tremblant devant les « tchinovniks » soviétiques. Nous traversons une période historique où les dogmes les plus sacrés de la pensée politique sont soumis à une attaque furieuse de la part de ceux qui veulent régénérer le monde en abolissant toute la civilisation des siècles précédents. Nous admettons donc que, dans les cercles communistes, il se trouve des fanatiques qui diront qu'un juge doit être réduit au rôle ridicule que lui attribuent les Soviets. Mais le *Rapport* de la délégation anglaise n'est pas écrit pour les convertis ; il semble avoir été destiné à propager les idées soviétiques dans les milieux qui ne sont pas encore acquis aux idées moscovites. Si telle est la destination du livre *Russia*, un devoir élémentaire de probité politique incombait aux délégués anglais : ils ne devaient pas passer sous silence la partie de l'organisation judiciaire soviétique qui en forme l'originalité et la singularité la plus frappante. Les délégués anglais n'avaient pas le droit de ne pas informer leur public que les juges soviétiques ne sont pas inamovibles.

Nous venons de dire que l'absence de l'inamovibilité des juges soviétiques découle logiquement de la théorie de la dictature prolétarienne, base de l'État moscovite.

Toute dictature est d'abord *dictature*, c'est-à-dire domination d'une minorité sur la majorité. Nous ne pouvons analyser ici l'organisation administrative de la République soviétique. Si nous avons fait cette analyse, il en résulterait que, dans toute la Russie soviétique, il n'existe aucune manifestation, politique, professionnelle ou sociale, qui ne soit contrôlable et remaniable par les gens du Kremlin. Un système compliqué de nominations et de confirmations, d'élections contrôlées, de cassation des décisions administratives et d'absence de droits garantis au citoyen, nous permet de dire qu'en Russie soviétique il ne se passe que ce qui est conforme aux désirs du pouvoir central. Ou, pour être plus exact : ce qui se passe en Russie de contraire aux désirs du pouvoir soviétique advient non parce que cela est permis par la loi, mais parce que le pouvoir central n'a pas eu le temps ou la possibilité de s'occuper des « contrevenants ». Sous le régime des tzars, nous avons en Russie les organisations des zemstvos, ou de la noblesse, ou des avocats, ou des médecins. Ces organisations pouvaient prendre des décisions contraires à la politique générale du pouvoir tzariste. Dans la République soviétique, de telles décisions constitueraient des *méfais* punissables et abrogeables en vertu de décrets appropriés.

Ce principe de la vie publique, qui dépend intégralement du pouvoir soviétique, s'applique nécessairement aux tribunaux. La dictature ne permet pas aux tribunaux d'être indépendants.

On sait que dans les États européens la vie publique repose sur le dogme de la *séparation des pouvoirs* : législatif, exécutif et judiciaire. Le législateur édicte des lois, mais il n'a pas le droit de les appliquer, ni de les interpréter. Le pouvoir administratif applique la loi, mais il ne l'édicte pas et il n'a pas le droit d'intervenir dans les différends entre particuliers. Enfin, le juge se prononce sur des litiges juridiques, mais il ne crée pas les

lois et il n'en réglemeute pas l'application. Le principe de la séparation des pouvoirs, formulé par Montesquieu dès le milieu du XVIII^e siècle, est considéré comme la meilleure garantie des libertés politiques. Des règles compliquées assureut l'indépendance du juge à l'égard tant de l'administration que du législateur. On aurait peine à concevoir l'émotion qui s'emparerait de l'opinion publique en France ou dans la patrie de M. Purcell, si le ministre de la Justice donnait un ordre à un juge ou si le Parlement indiquait à un tribunal qu'il doit condamner, etc.. De tels incidents seraient considérés dans les pays civilisés comme un ébranlement formidable des bases mêmes de l'ordre politique et social.

Tout autre est la situation chez les Soviets. Le professeur Gourvitch, commentateur officiel de la Constitution soviétique (« Base de la constitution soviétique », édition de l'État, Moscou, 1922, page 119), dit : « Le régime soviétique repose sur la négation absolue du principe de la séparation des pouvoirs. Les Soviets englobent tous les ouvriers et tous les paysans. Ils représentent donc l'intérêt unique et solidaire d'une seule classe ; par conséquent, ils n'ont aucun besoin de juxtaposer les différents pouvoirs pour en réfréner les abus ; les Soviets ont la plénitude du pouvoir ; cette plénitude du pouvoir est transmise du haut en bas de toute l'échelle administrative soviétique. » Nous nous abstenuus de commenter cette affirmation de Gourvitch, que les gouvernements bourgeois ont besoin de réfréner les abus et que le gouvernement soviétique peut n'en avoir cure. Cette assertion est purement gratuite ; nous en laissons toute la responsabilité à M. Gourvitch. Mais nous relevons que ce commentateur officiel reconnaît, sans hésitation, que la dictature prolétarienne *est la négation des juges indépendants*.

Nous pouvons donc dire que la situation humiliante des juges soviétiques — telle que nous l'avons analysée dans les paragraphes précédents — n'est pas une erreur

commise par le législateur soviétique : elle découle des principes léninistes.

Cela revient à dire qu'au pays des Soviets *il n'y a pas de juges* : les Soviets ne connaissent qu'une catégorie particulière de fonctionnaires portant le titre de juges et ne correspondant en rien à la notion du juge occidental. C'est à bon droit que le célèbre communiste Larine affirme que la justice soviétique n'est qu'une « forme de l'administration prolétarienne » ; elle fait de la politique, tout comme la milice, la *tehéka* ou l'armée.

Après avoir détruit la notion même du juge, les communistes se devaient à eux-mêmes de racheter cette faute par quelques concessions à leur caste, à leur parti. Ils en ont donc été réduits à déclarer que les juges soviétiques *ne doivent pas être impartiaux*. Dans les États civilisés le juge prononce ses arrêts pour ou contre tous les plaideurs quels qu'ils soient : Thémis a les yeux bandés. En Russie soviétique la justice a les yeux grand ouverts : elle s'enquiert de la qualité des plaideurs et distribue ses arrêts de façon à *favoriser les prolétaires*.

D'après la terminologie soviétique, cela s'appelle avoir créé une *justice de classe*. Boukharine et Préobrajensky, dans leur « ABC du communisme » (page 221), disent : « Le pouvoir soviétique a créé une justice de classe ; sous l'ancien régime la minorité des exploiters jugeait la majorité des exploités ; la justice soviétique est la justice de la majorité des ouvriers, qui dicte sa volonté à la minorité des exploiters. Chez nous, les ouvriers seuls peuvent être juges ; *les exploiters n'ont que le droit d'être jugés*.

Cette formule est suffisamment cynique ; mais elle a besoin d'être interprétée pour qu'on en puisse comprendre toute la portée. Il va sans dire que toutes les lois soviétiques sont formulées de telle façon qu'elles favorisent les prolétaires au détriment des bourgeois. Mais

cela ne suffit pas à la dictature prolétarienne : en appliquant ces lois cyniquement injustes, le juge doit encore faire pencher toutes les interprétations en faveur des prolétaires ; une iniquité supplémentaire se superpose donc à l'injustice organique. Le rapport de M. Purcell le reconnaît formellement (page 93) : « En ce qui concerne l'impartialité des juges, nous avons constaté un accord général pour faire pencher la balance en faveur de l'ouvrier et au détriment du bourgeois ; pour justifier cette thèse, les Soviets affirment que dans les autres États la balance de Thémis penche aussi, mais dans le sens opposé. »

Nous ne voulons pas discuter la question de savoir si les juges des pays civilisés sont injustes par principe. Pour les communistes cette thèse est un axiome ; pour les honnêtes gens la calomnie est évidente. Ne nous attardons donc pas à des discussions inutiles.

Admettons donc que les juges dans les pays civilisés sont injustes. Dans ce cas, ils violent l'esprit de leur loi, car il n'existe pas en Europe une loi qui prescrive au juge d'être injuste. *De telles lois n'ont été édictées qu'en Russie soviétique.* De plus, si les juges des pays civilisés sont injustes, c'est un grand défaut de la justice occidentale : en ce cas, les Soviets ont tort d'emprunter au monde bourgeois un défaut de l'organisation judiciaire aussi manifeste. Ce n'est pas en imitant les défauts de l'ancien régime que l'on créera un monde nouveau.

CHAPITRE VI

LE CODE PÉNAL SOVIÉTIQUE

Les bolcheviks reconnaissent ouvertement que leur justice est une « justice de classe ». Ils affirment que les tribunaux impartiaux, les tribunaux qui s'élèvent au-dessus des classes, n'existent nulle part, et que la bourgeoisie ment quand elle prétend que ses tribunaux sont des tribunaux ne poursuivant pas une politique de classe.

Le principe de la justice de classe est développé par le législateur soviétique avec un grand esprit de suite. Les tribunaux soviétiques existent pour sauvegarder les intérêts de la classe privilégiée des prolétaires. Cette théorie implique un certain nombre de particularités de la législation pénale soviétique, dont la principale consiste à octroyer aux tribunaux des pouvoirs presque illimités dans l'application et l'interprétation des lois.

Ces pouvoirs illimités ne se distinguent en rien de l'arbitraire. Le Code pénal soviétique permet au juge d'appliquer des sanctions à des actes *non prévus et non prohibés par la loi*. Dans les pays civilisés, est considéré comme crime ou délit un acte qui était prévu et puni par la loi pénale au moment où il a été commis. Au contraire, le Code pénal soviétique considère comme crime et comme délit « tout acte ou toute abstention qui est socialement nuisible et qui est en contradiction avec l'ordre établi par le pouvoir ouvrier et paysan dans la période transitoire qui aboutira, plus tard, au communisme intégral ». Pour être punissable, cet acte

ou cette abstention n'a pas besoin d'être prévu par un article du Code pénal.

De cette façon, en Russie soviétique, la notion de l'acte punissable est déterminée non par la Loi, mais par les tribunaux.

Les juristes soviétiques prétendent que cette thèse correspond à ce qu'on appelle dans un pays civilisé l'application de la loi « par analogie ». Sans entrer dans les détails du problème des analogies, il nous suffira d'indiquer que les pouvoirs des tribunaux soviétiques dépassent — et de beaucoup — les limites de ce que l'on appelle « analogie » dans les pays civilisés. Par exemple, le communiste Larine, dans la *Pravda* du 12 mai 1925, se croit autorisé à dire que « l'unité des sanctions pénales consiste à les aborder toujours et partout au point de vue de classe, ce qui permettra au juge de dire : une même action, — suivant les circonstances dans lesquelles elle se produit, — peut constituer soit un crime, soit un acte neutre, soit même un acte louable ».

Corsant l'idée de justice de classe, le Code pénal (art. 9) autorise le juge à graduer les peines conformément à sa « conscience de socialiste ». Il est évident que cette conscience de socialiste ressemble, de très près, à l'arbitraire pur et simple.

Le Code pénal soviétique pose des limites très étendues pour les peines prononcées par le juge. Tous les crimes prévus par le code se divisent en deux classes bien distinctes : 1^o Actes dirigés contre les bases du nouvel ordre institué par le pouvoir ouvrier et paysan, et, par conséquent, considérés comme particulièrement dangereux ; et 2^o tous les autres actes (art. 27). Dans le premier cas, on applique, en règle générale, la peine de mort. La peine de mort est prévue par 25 % des articles du Code. Les autres peines applicables dans la grande majorité des cas sont : 1^o La détention, avec ou sans isolement du condamné, pour un délai d'un mois

à dix ans (art. 34), et 2^o les travaux forcés pour un délai de sept jours à un an (art. 35.).

En fixant la peine, le Tribunal n'est lié par aucun minimum, même si celui-ci est indiqué dans la loi ; le juge peut aussi passer d'une catégorie de peine à celle qui lui est inférieure ; dans ce cas, il n'est tenu qu'à motiver sa décision (art. 28). En conséquence, la peine peut varier de la peine de mort, ou de la détention avec isolement pendant dix ans, jusqu'à une simple « remontrance civique » ou à « l'obligation de réparer le mal commis ». Les pouvoirs du juge ne sont pas moindres quand il s'agit d'aggraver la peine. Par exemple, l'article 50 autorise le juge à appliquer accessoirement la confiscation de tous les biens du condamné ou une amende dont le maximum n'est pas fixé par la loi. De cette façon, un individu condamné à la détention ou aux travaux forcés de courte durée peut perdre tout son patrimoine (sauf les ressources nécessaires à l'existence du condamné et de sa famille).

Si l'on compare le Code pénal soviétique à la législation des pays civilisés, on voit immédiatement que les peines pour les crimes contre l'État sont extrêmement exagérées, tandis que les peines pour tous autres méfaits sont minimales. Par exemple, l'assassinat commis avec toutes les circonstances aggravantes possibles (préméditation, but de lucre, pluralité des victimes, cruauté particulière, etc.) n'est puni que de dix ans de détention avec isolement sévère. Le parricide est inconnu du droit pénal soviétique ; les communistes, ayant détruit la famille, ne considèrent pas le meurtre d'un ascendant comme un crime particulièrement odieux. Tous les autres crimes de la deuxième catégorie entraînent des peines encore moins sévères. Par contre, les crimes de la première catégorie, les crimes contre la sûreté de l'État, ainsi que l'ordre social, sont passibles de peines exorbitantes. Par exemple, entraînent la peine de mort : 1^o La participation à une bande armée,

organisée pour le brigandage, même si elle n'a pas été suivie d'exécution (art. 76), et 2^o la résistance aux agents du pouvoir si elle a été accompagnée de violences, même minimales (par exemple, si l'on a poussé un agent du pouvoir, art. 86). De plus, le Code pénal soviétique prévoit la peine de mort même pour les actes qui ne sont immédiatement dirigés ni contre l'État, ni contre ses agents, mais qui peuvent porter préjudice aux intérêts de l'État, et cela quoique le même acte commis envers un particulier n'entraîne aucune peine ou ne comporte qu'une peine minimale. Ainsi la falsification des billets de chemins de fer ou de bateaux à vapeur nationalisés, accomplie avec accord préalable de plusieurs personnes, entraîne la peine de mort (art. 85). Or, le faux en écritures, s'il s'agit d'un document privé ou officiel, commis dans un but de lucre, n'entraîne au maximum qu'un emprisonnement de deux ans (art. 189). Est aussi punissable de la peine de mort la non exécution par un particulier d'un contrat conclu avec l'État, si cette non exécution a été précédée d'un accord avec les agents de l'État, alors même que cette non exécution ne consisterait que dans un simple refus d'exécution ou en une restitution d'avances touchées (art. 130).

La ligne qui sépare ces deux catégories d'actes punissables se poursuit dans le domaine de la prescription. Pour les crimes punis de mort il n'existe aucune prescription, tandis que pour tous les autres crimes, la prescription n'est que de trois et cinq ans (art. 21).

Il existe encore, dans le Code pénal soviétique, d'autres particularités qui accentuent son caractère d'arme de classe. La plupart des crimes, par exemple, sont définis d'une façon tellement vague et ambiguë qu'il est souvent impossible de préciser si tel acte particulier tombe sous l'application de ces dispositions législatives et que *l'arbitraire du juge devient chose nécessaire et indispensable*. Voici en quels termes le

Code pénal définit l'acte contre-révolutionnaire : « Est considéré comme acte contre-révolutionnaire tout acte qui tend à renverser, à discréditer ou à affaiblir le pouvoir soviétique établi par la constitution de l'U. R. S. S., ainsi que tout acte tendant à venir en aide à la partie de la bourgeoisie internationale qui ne reconnaît pas l'égalité, de droit, du système communiste de la propriété destiné à remplacer le capitalisme et qui cherche à le renverser par le moyen d'interventions, de blocus et d'espionnage, de subsides à la presse, etc... Est aussi considéré comme contre-révolutionnaire tout acte qui, sans viser immédiatement les buts énumérés dans la première partie de cet article, est dirigé seulement contre les conquêtes politiques et économiques de la révolution prolétarienne » (art. 57.)

On pourrait supposer que cet assemblage de mots, vide de sens, représente une traduction défectueuse. Nous garantissons que cette traduction est exacte et que le texte russe n'est pas plus compréhensible que la version française donnée par nous.

Or, le Code pénal soviétique punit de mort non seulement ceux qui commettent les actes prévus par l'art. 57, mais aussi ceux qui « prennent part à une organisation qui aurait pour but d'aider la bourgeoisie à commettre les actes prévus par l'article 57 » (art. 61).

Il est à noter que toutes ces dispositions sont applicables aux étrangers ayant commis de tels actes hors de la Russie soviétique (art. 3).

Par conséquent, un étranger qui aurait versé des crédits à n'importe quel journal non soviétique édité dans sa patrie est passible de la peine de mort s'il s'aventure sur le territoire russe.

L'article 63 du Code n'est pas plus clair. Il punit de peine de mort la contre-révolution économique, c'est-à-dire « les actes dirigés contre l'activité normale des organisations et des entreprises de l'État, ou leur utilisation pour détruire ou pour saboter l'industrie, le

commerce et les transports de l'État, et cela dans le but de commettre les actes prévus par l'article 57. »

Il est exccessivement difficile de dire ce qu'il faut entendre par « acte dirigé contre l'activité normale des organisations de l'État ou par leur utilisation dans un but de destruction et de sabotage de l'industrie soviétique ». Il y a lieu de supposer que tout acte entraînant ou pouvant entraîner une perte pour le fisc soviétique pourrait être interprété comme entrant dans les cadres de l'article 63.

Une seule chose est indiscutable : l'ensemble de ces articles permet de condamner à mort toute personne soupçonnée d'avoir été hostile au pouvoir prolétarien. Maintes autres dispositions du Code pénal soviétique sont empreintes du même caractère vague et ambigu, principalement dans le domaine des infractions concernant le Code du travail. Ainsi, l'article 132 déclare : « L'entrepreneur qui aura enfreint le Code du travail ou les décrets, les règlements et les instructions publiés par le Conseil Exécutif central pan-russe, par le Conseil des Commissaires du Peuple, par le Conseil de Travail et de Défense et par le Commissaire du Peuple au Travail, ainsi que celui qui n'aura pas observé les règles concernant la protection du travail et les assurances sociales, — sera puni d'une amende d'au moins 100 roubles-or et d'un emprisonnement d'un an au plus. Si le délit a été commis envers un groupe d'ouvriers, la peine sera au moins d'un an d'emprisonnement ou d'une amende d'au moins 1.000 roubles. »

De cette façon, toute inobservation des lois sur le travail, s'appliquant à un groupe d'ouvriers, peut entraîner la confiscation de tout le patrimoine et la détention avec isolement sévère jusqu'à dix ans.

Or, les lois concernant le travail sont, au pays des Soviets, extrêmement compliquées. L'inobservation d'une règle de pure forme peut entraîner la peine que nous venons d'indiquer et qui est celle qui frappe un

assassinat avec circonstances aggravantes. « La violation des contrats collectifs conclus avec un syndicat professionnel et des sentences arbitrales en matière de conflits du travail » (art. 133) entraîne des peines non moins sévères. Une peine de six à dix ans de détention avec confiscation du patrimoine est prévue pour ceux qui entravent l'activité normale des comités de fabriques et d'usines, des syndicats professionnels et de leurs délégués », ainsi que ceux « qui mettent obstacle au libre exercice de leurs droits » (art. 134.)

*
* *

Ainsi, le Code pénal ne représente pas un régulateur précis de la justice chez les Soviets ; tout au contraire, il favorise et exige le développement de l'arbitraire des juges de classe.

La jurisprudence soviétique est conforme à ces préceptes ; les tribunaux soviétiques ne sont qu'un moyen d'action contre tous ceux qui sont suspects aux Soviets.

L'issue d'un procès pénal ne dépend pas de ce qui a été commis ; elle est totalement déterminée par la personnalité de l'inculpé. C'est pour cette raison que les personnes qui sont des prolétaires ou des descendants de prolétaires sont souvent acquittées par les tribunaux, quelle que soit la gravité du fait dont elles se sont rendues coupables.

CHAPITRE VII

LE CODE CIVIL SOVIÉTIQUE

Le Code civil soviétique est construit de telle sorte qu'il investit les tribunaux (fondés sur l'idée de classe et soumis à l'influence incessante de l'administration), d'un droit à peu près illimité de s'immiscer dans les relations entre les individus, chaque fois que la politique du gouvernement l'exige.

La politique de nationalisation, qui s'est appliquée à tous les patrimoines les plus importants, a rétréci singulièrement le champ d'application de la loi civile. La nationalisation des terres, à elle seule, a exigé un remaniement complet d'une immense partie de la loi civile. La monopolisation des banques et des transports a engendré aussi des relations nouvelles, réglées par le droit public et non plus par le droit civil. On aurait donc pu supposer que la liberté des particuliers serait garantie par les bolcheviks dans le domaine qui restait soumis aux lois civiles. Or, les communistes n'ont pas admis cette manière de voir ; ils ont jugé nécessaire de réserver à l'État un droit de contrôle absolu même dans les quelques affaires privées qui sont demeurées en dehors de leur droit public.

Le principe de l'ingérence gouvernementale est affirmé par plusieurs dispositions du Code civil. La plus marquante de ces dispositions se trouve dans l'article 1^{er} du Code, ainsi conçu : « Les droits civils sont protégés par la loi, sauf les cas où ils sont réalisés contrairement

à leur destination sociale, commerciale et économique. » Il résulte de cet article : 1^o que le droit soviétique n'est pas tenu de protéger tout droit fondé sur la loi ; 2^o que la loi confère aux tribunaux la faculté de décider, dans chaque cas particulier, si les prétentions en cause méritent d'être protégées. De cette façon, le tribunal de classe est placé au-dessus de la loi. Car il est libre de ne pas l'appliquer. L'article 1^{er} du Code civil forme un corollaire des articles 6 et 9 du Code pénal, par lesquels le tribunal se voit octroyer le droit de punir pour des actes non prévus par la loi.

Quelle est la signification de la formule précitée : « sauf les cas où ils sont réalisés contrairement à leur destination sociale et économique » ? Une série d'autres articles du Code civil expliquent cette formule et nous autorisent à dire que la « destination sociale et économique » se réduit à une conformité aux intérêts de l'État prolétarien.

Cette maxime est exprimée dans l'article 4 du Code civil. Cet article détermine la notion d'un droit civil de la façon suivante : *Dans le but de développer les forces productives du pays, la République octroie une capacité civile à tous les citoyens dont un jugement n'a pas limité les droits.* Il résulte de cet article : 1^o que les citoyens soviétiques ne possèdent la capacité civile qu'en tant qu'elle leur aura été octroyée par l'État ; 2^o que les droits civils n'existent qu'en tant qu'ils servent à développer les forces productives du pays. Ces deux maximes ont été interprétées par la jurisprudence soviétique de telle façon que, *dans le domaine civil, tout ce qui n'est pas autorisé est défendu.* Un contrat ne correspondant à aucun des articles du Code civil serait contraire aux lois.

L'article 30, relatif aux contrats, déclare : « Est nul tout contrat qui a été conclu à l'encontre de la loi ou pour frauder la loi, ainsi que toute convention passée sciemment au détriment des intérêts de l'État. » De

sorte qu'un accord de nature à porter préjudice aux intérêts de l'État peut être annulé, alors même que cet accord serait conforme à la loi. L'intérêt de l'État est placé au-dessus de la loi. Et c'est le tribunal qui a le dernier mot. Ce dernier mot n'est pas une menace platonique : l'industrie étatiste voit en tout particulier un concurrent, dont les intérêts entrent très souvent en conflit avec ceux de l'État. Pour sauvegarder l'intérêt de l'État, les procureurs de la République peuvent intervenir dans tous procès entre particuliers et cela à tout moment ; il suffit que l'intérêt de l'État ou de la classe dirigeante des travailleurs soit en cause.

Nous trouvons les mêmes restrictions dans le domaine des sociétés civiles (art. 4 et 343 du Code civil). Une société civile ne peut être formée qu'après avoir obtenu une autorisation expresse du gouvernement. Même autorisée par l'État, une société peut être dissoute par mesure administrative (art. 18, 364, etc.), chaque fois que son activité incline dans un sens contraire aux intérêts de l'État. Il résulte de tout ce que nous venons de dire que le pouvoir soviétique peut annuler tout droit civil, même conforme à la loi, si ce droit lui paraît contraire aux intérêts de l'État. Il suffit que l'autorité se croie intéressée dans une affaire pour que la légalité cesse au regard des particuliers en cause. Cela revient à dire que les droits civils ne sont pas garantis en Russie soviétique ; et cela est vrai pour tous, notamment pour les étrangers résidant dans ce pays.

Mais il y a plus. Tout un système a été créé par les Soviets pour continuer et multiplier de nouvelles confiscations, et cela par les voies légales. Ainsi, les articles 138 et 416 limitent le droit de donation et d'héritage à la somme de 10.000 roubles. Outre cela, ne peuvent hériter (art. 418) que les « descendants directs (enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants), le conjoint survivant et les personnes sans ressources, incapables de travailler, qui ont été, en fait, à la charge

du défunt pendant au moins un an avant sa mort » ! Si les héritiers légaux (art. 422) sont privés du droit d'hériter, cela ne peut être qu'au profit de l'État. Tout patrimoine sans maître (art. 68 et 433) appartient à l'État. Pour corser la portée de cette disposition, la prescription est excessivement courte : six mois pour les héritiers (art. 434). Aucune annonce légale n'est faite pour avertir les héritiers (art. 431). Les communications en Russie sont extrêmement difficiles, de sorte que les articles précités peuvent être considérés comme équivalant à une confiscation indirecte de beaucoup de patrimoines. Pour majorer les parts qui reviennent à l'État dans les héritages, l'article 434 limite la responsabilité de l'héritier au montant de l'héritage reçu et oblige tous les créanciers à signaler l'existence de leurs créances dans un délai de six mois.

Les immeubles construits dans les villes sont confisqués par l'État au moyen d'un autre procédé indirect : d'après l'article 71, le droit du constructeur sur l'immeuble construit ne peut dépasser quarante-neuf ans pour les maisons en pierre et vingt ans pour toutes les autres... Ces délais écoulés, le constructeur est tenu de remettre son patrimoine « en parfait état » (art. 83) à l'État. Avant que ce délai légal soit écoulé, l'État a le droit de vendre l'immeuble aux enchères chaque fois qu'il prétendra que le particulier a enfreint une des multiples obligations qui lui incombent. (L'obligation principale est de payer tous les impôts perçus par l'État et par les municipalités. Or, le montant de ces impôts est déterminé par le pouvoir prolétarien : à tout moment ce pouvoir a donc la possibilité de majorer les impôts de telle façon que la perte du droit à l'immeuble en résultera nécessairement). L'aliénation de ces immeubles est extrêmement limitée par l'article 182 : l'acquéreur, son conjoint et ses enfants mineurs ne peuvent accumuler entre leurs mains plus d'un immeuble ; le vendeur ne peut se dessaisir (lui, sa femme

et ses enfants mineurs) de plus d'un immeuble tous les trois ans.

Enfin, une particularité du Code civil soviétique, inconnue à toutes les législations existantes, permet d'enrichir l'État chaque fois qu'un contrat est déclaré nul comme contraire à ses intérêts. En théorie, l'annulation d'un contrat illégal devrait faire rentrer les deux parties dans le *statu quo ante*, c'est-à-dire les obliger à restituer tout ce qui a été touché par elles. Le Code civil soviétique (art. 147 et 402) ordonne que tout ce qui a été touché par les parties soit restitué à l'État. La jurisprudence soviétique a hésité à plusieurs reprises à tirer toutes les conséquences de cette disposition. Par exemple, il s'agissait de la vente d'un immeuble. Le contrat étant annulé, il eût fallu remettre à l'État tant l'immeuble vendu que la somme perçue par le vendeur. Le tribunal suprême a ordonné de ne pas procéder à cette double reprise dans les cas où les parties intéressées appartiennent à la classe des prolétaires ; ce qui revient à dire que la confiscation aurait été complète et bilatérale dans toutes les autres circonstances.

Il ne nous est pas possible de continuer l'analyse des stipulations du Code civil soviétique permettant à l'État de s'emparer des biens des particuliers ; cela nous entraînerait à des détails qui ne peuvent pas trouver place dans le cadre du présent travail.

Qu'il nous suffise de mentionner, pour clore cette étude, que, d'après l'article 49, la prescription ne peut être appliquée à une partie qui produira « des raisons suffisantes de sa défaillance ». Aucune règle ne précise les limites de cette disposition extraordinaire. Il en résulte que le tribunal peut librement prolonger la prescription pour tous ceux qui sont privilégiés de par la loi.

Nous aboutissons donc aux conclusions suivantes :

1^o Le Code civil soviétique limite les droits civils des ressortissants du pays, ainsi que des étrangers, de telle

façon qu'en réalité ces droits doivent être considérés comme inexistants ;

2^o Le Code soviétique donne aux tribunaux de classe une telle latitude d'appréciation que les privilégiés sont en réalité placés au-dessus de toutes les lois ;

3^o Ce code, supprimant toute initiative individuelle dans le domaine de l'industrie et du commerce par la restriction extrême apportée à l'aliénation des biens, est construit de telle façon que, dans un avenir plus ou moins rapproché, tous les patrimoines de tous ceux qui résident en territoire soviétique passeront aux mains de l'État soviétique.

CHAPITRE VIII

LA RELIGION

Une seule page est négligemment consacrée à ce qui constitue la base essentielle de toute la tragédie russe. Légèreté ou manque de conscience? L'un et l'autre, écrivions-nous volontiers : mensonge volontaire de la part de ceux qui ont informé et montré ; légèreté des touristes, qui n'ont vu que la surface des choses. C'est toujours la vieille relation anecdotique des voyageurs « occidentaux » sur la Russie, pays « oriental ».

La Délégation se figure qu'elle a entendu la vérité de la bouche des membres des divers clergés. Dans le pays de la terreur la plus inouïe, où toute parole véridique sur le régime politique peut entraîner la prison, l'exil ou la mort, on ne saurait apprendre la vérité dans des conversations ; c'est impossible, notamment pour un observateur étranger. Celui-ci entend toujours le même mensonge sortir de la bouche des criminels eux-mêmes ou bien, imposé par la situation, de la bouche de leurs victimes. La vérité est profondément enfouie au fond des cœurs et les lèvres prononcent machinalement le mensonge officiel dicté par une terreur sanglante. L'Anglais, que la liberté a blasé et qui « jamais, jamais ne sera esclave », ne pourra comprendre cette situation que lorsque le même sort l'aura frappé.

La négligente esquisse que la Délégation donne de la situation de la religion et de l'Église en Russie, a pour objet de produire, sur des lecteurs ignorants, l'impression qu'il s'agit d'une simple séparation de l'Église et

de l'État. Et, avec une naïveté feinte ou sincère, on affirme qu'en réalité on n'a pas, à proprement parler, persécuté le clergé, mais simplement fait « une active propagande contre la religion en général et l'ancienne Église orthodoxe en particulier ».

En réalité, il n'y a pas eu persécution isolée d'un clergé. Ce qu'il y a eu — et cela continue — est bien pire encore : c'est une persécution générale de tous ceux qui font preuve de liberté individuelle et spirituelle et de tous les représentants de la propriété privée. On les réunit sous l'épithète démagogique de « bourgeois » ; elle englobe les propriétaires, les industriels, les capitalistes, les intellectuels, les écrivains et aussi les membres du clergé. Tous possèdent leur sanglant martyrologe. Tous ont été dépouillés, tués, punis de prison ou d'exil ou, finalement, réduits à l'état d'esclaves muets du pouvoir soviétique. Des centaines, des milliers d'entre eux continuent à languir dans les cachots et les bagnes, où affluent constamment de nouveaux condamnés ¹.

Chaque catégorie toutefois est persécutée pour des motifs spéciaux. La persécution générale devient, pour ainsi dire, le bouquet tragique de toutes les persécutions particulières. Celle qui s'attaque au clergé s'avère comme la lutte à mort qu'au nom de ses principes le communisme a entreprise contre la religion en général et contre la foi historique du peuple russe en particulier.

Les communistes eux-mêmes écrivent : « Peut-on s'en tenir à la séparation de l'Église et de l'État? Non, on ne le peut pas... Nous devons lutter contre la religion et nous luttons contre elle... Cette lutte exige de l'initiative et de l'audace. » (*Journal rouge* du 6 avril 1923). Quiconque est familier avec le jargon des bolcheviks, comprendra que ces derniers mots constituent un appel

1. Nous pouvons citer comme exemple la liste des soixante-six évêques orthodoxes actuellement en exil, liste donnée dans la version russe du livre *The Assault of Heaven*, 1925, p. 257-259. On peut, proportionnellement, évaluer à plusieurs milliers le nombre des prêtres, moines et laïcs qui sont en prison ou en exil.

à la violence et au meurtre. « La religion est le dernier rempart de la bourgeoisie, il faut le détruire coûte que coûte », s'écrie l'*Athée* (N° 2). Justifiant toutes les violences et tous les sacrilèges exercés contre la religion et ses serviteurs, la *Pravda* (N° 48 du 3 mars 1923) écrit : « La masse ouvrière n'est ni la classe cultivée, ni la classe paysanne ; moins elle aura de religion, mieux cela vaudra. Plus nous frapperons fort, plus vite le but sera atteint. » Voilà pourquoi les églises furent fermées (*Izvestia*, n° 66 du 25 mars 1923, n° 77 du 3 avril 1923, n°s 44, 45, 47, 52, 53, 65, 74, 79, 83, 85, 89, 90, 128, etc.), détruites, brûlées (*ibidem*, n°s 166, 52, *Pravda*, n° 47 du 23 février 1923, *Athée*, n° 2), transformées en théâtres, en clubs, etc... (*Izvestia*, n° 45 du 28 février 1923, n°s 47, 52, 65, 79, 83, 89, 90, etc.), et spécialement en lieu réservé aux blasphèmes de la jeunesse communiste (*Aurore d'Orient*, n° 15, du 22 janvier 1923, *Izvestia*, n° 44, du 27 février 1923, n° 79, du 12 avril 1923, *Pravda*, n° 72 du 1^{er} avril 1923). Nous pourrions citer encore des centaines d'exemples analogues.

Le sophisme est grossier, de dire que les persécutions contre le clergé ont été provoquées par les manifestations politiques de ses membres. C'est le pouvoir communiste lui-même qui, *a priori*, a déclaré que la religion et notamment l'Église russe orthodoxe étaient en bloc ses ennemis politiques. Après quoi on se mit à frapper les personnes dont l'activité était le plus utile à l'Église et qui étaient considérées comme les serviteurs de la religion détestée. Il y en a deux exemples insignes : les prétendus « procès » du patriarche Tikhone ¹ et du métropolite de Pétersbourg, Benjamin ². Le premier fut condamné pour des crimes imaginaires et n'échappa à la mort que parce que les bolcheviks prirent peur devant les protestations énergiques de l'opinion uni-

1. Voir l'ouvrage cité *The Assault of Heaven*, pp. 171-197.

2. Voir le même ouvrage dans sa version russe complétée, *Livre noir*, Paris ; 1923, chap. XI, p. 198.

verselle, de l'opinion anglaise en particulier. Le second personnifiait le caractère éminent d'un intercesseur populaire. Dès le début du bolchevisme, avec plus de décision que tous les autres évêques, il fit preuve de loyalisme envers le pouvoir soviétique et, plus délibérément que tous les autres, invita le clergé à livrer les objets précieux, au moment où les communistes ordonnaient le pillage des églises. Cependant, il fut fusillé. Pourquoi? Parce que c'était un saint, un homme d'action, aimé du peuple, en un mot le rempart de l'orthodoxie.

Les horreurs de la révolution bolcheviste, les excès répugnants de la bête humaine libérée de ses freins ébranlèrent les convictions de beaucoup de Russes cultivés qui, jusqu'alors, rêvaient naïvement aux qualités morales de l'homme émancipé de la religion. Ils se tournèrent vers l'Église et quelques-uns devinrent prêtres. D'autres hébergèrent les desservants des églises détruites pour leur permettre de célébrer le culte et la liturgie. On se serait cru au temps des catacombes romaines. Tous ces défenseurs de la foi furent persécutés. N'est-ce pas là la lutte contre la religion? Et n'est-ce pas un sophisme révoltant que de considérer ces gens-là comme des criminels politiques?

La fermeture, la violation sacrilège, la destruction partielle ou complète de milliers d'églises ¹, ces faits sont faussement considérés par les auteurs du *Rapport* comme une sorte de nationalisation légale. Mais ils se gardent bien de dire que les fidèles sont loin de pouvoir, partout, toujours et sans difficulté, jouir, en payant, du droit d'utiliser l'église qui leur a été enlevée. Les fonctionnaires du Commissariat de la Justice qui se montrent trop favorables à ces demandes des fidèles « sont l'objet de poursuites judiciaires pour sabotage volontaire » de la politique anti-religieuse du gouvernement

1. Nous avons la liste d'un grand nombre de ces églises, liste établie d'après les renseignements de la presse soviétique.

(*La Révolution et l'Eglise*, 1922, n° 1-3). L'ouvrage bolcheviste que nous venons de citer annonce que, jusqu'en 1922, il a été fermé en Russie 673 couvents et, au début de 1922, moment où le livre fut édité, 49 autres. N'est-il pas évident que ce chiffre monstrueux indique bien une véritable persécution de l'Église, car les couvents ne s'occupent pas de politique?

Il faut une haine particulière de la religion et le désir de violenter la liberté pour, en cinq ans, détruire près de 1.000 couvents, ces communautés libres de travail et de prière particulières au peuple russe, et dont plus de la moitié étaient des monastères de femmes. N'aurait-il pas été plus honnête d'avouer que, de même que les grandes propriétés, les usines et les maisons ont été enlevées à leurs propriétaires, non en punition de crimes politiques définis, mais parce qu'ils avaient été théoriquement proclamés « ennemis du peuple », il en fut de même pour les églises et les couvents? La lutte contre la propriété privée, contre la liberté et contre la religion, n'est pas un malentendu, comme l'affirment avec hypocrisie ou naïveté les auteurs du *Rapport* : c'est le trait essentiel du communisme, régime qui traduit en pratique le principe de la haine des classes. Si le communisme veut être, comme il l'a voulu en Russie, un régime réel et non théorique, il sera toujours et partout un régime sanglant, ennemi de la liberté, de la propriété, de la religion.

Cependant, de même que la folie mensongère des idées communistes, contraires à toutes les lois de la vie, fut mise au grand jour par l'impitoyable leçon des faits, qui obligèrent les dictateurs de Moscou à reculer sur toute la ligne, de même ils reculèrent sur le front de la lutte contre la religion. Il est faux de dire que les premières manifestations sacrilèges et honteuses de la jeunesse communiste « avaient lieu sans l'autorisation du gouvernement et furent interrompues par lui ». En réalité, elles ont été en effet arrêtées aujourd'hui par ordre

des autorités, mais seulement après que les plans primitifs du pouvoir eurent échoué et que le sacrilège eût eu un résultat opposé à celui qu'en attendaient les communistes.

La rédaction ingénieuse du *Rapport* pourrait faire croire que, parallèlement à la révolution bolcheviste, il y eut au sein de l'Église un mouvement de libération, de réforme, caractéristique même pour les observateurs du dehors. Avec la prétention, étrange pour des touristes, de connaître à fond le culte orthodoxe, les auteurs du *Rapport* écrivent : « Les modifications dans le service divin sont insignifiantes au premier abord... Il y a sans doute moins de monde dans les églises... On ne voit plus de longues séries d'enfants contaminés et communiant au même calice... On voit encore dans la rue des prêtres en soutane. Cependant la plupart ont coupé leurs longs cheveux... »

Ces observations, qui semblent pleines de finesse, sont le résultat d'une simple incompréhension. On a montré aux hôtes étrangers des édifices de culte affectés à l'Église rouge, que protègent les bolcheviks. Très peu de monde les fréquente en effet. Tandis que, chez les prêtres orthodoxes fidèles au patriarche, les églises sont trop petites pour contenir la foule des fidèles. C'est ainsi qu'on a vu, à Pâques de cette année-ci, une affluence immense dans les églises orthodoxes de Pétersbourg et de Moscou, tandis que celles des prêtres rouges étaient à peu près vides, chose inouïe en Russie au cours de cette nuit solennelle. Les Anglais n'ont pu, naturellement, voir dans les églises rouges des enfants en train de communier. Mais cette cérémonie est célébrée dans les églises orthodoxes avec plus de solennité et une plus grande affluence encore qu'auparavant. A côté des prêtres rouges, une partie des prêtres orthodoxes ont coupé leurs cheveux ; il ne faut pas voir là la marque heureuse d'un soi-disant progrès, mais la lourde empreinte de l'esclavage soviétique : les prêtres, en effet,

privés de beaucoup de droits civiques, sont obligés, pour compléter leurs maigres honoraires, de se livrer à diverses occupations ; s'ils portent un habit laïc et des cheveux courts, c'est pour ne pas exposer leur dignité sacerdotale aux railleries perpétuelles des communistes tout-puissants.

La naissance de l'Église « vivante » ou rouge n'est pas restée inaperçue des auteurs du *Rapport*, mais ils n'ont pu écrire, sur les causes de cette naissance, qu'une phrase vide et sans fondement. Leur ignorance des choses religieuses russes est confirmée ici même par l'hypothèse stupide qu'un jour l'Église rouge, protégée et défendue par la police bolcheviste, « occupera la place de l'ancienne Église orthodoxe » et que plus tard Lénine sera canonisé par cette Église du peuple russe. Quelques lignes plus bas, les auteurs eux-mêmes devinent que le personnel de l'Église rouge n'est pas poussé par des mobiles spirituels, mais pratiques : « La majeure partie de ce personnel est composée non seulement de ceux qui croient à la nécessité de réformer l'Église, mais de ceux également qui veulent être bien vus des autorités. » Il faut avoir une bien triste opinion du peuple russe, le considérer comme sauvage, stupide et athée, pour supposer qu'une organisation créée par des intrigants et soutenue par les ennemis de la religion à une époque de terreur, remplacera dans la conscience du peuple russe délivré de l'esclavage, aussi remarquable par son esprit religieux que par son attachement à l'orthodoxie, la véritable Église de ses ancêtres, qui a été son guide au cours d'une histoire de mille ans, et pour supposer qu'elle canonisera un jour Lénine, son persécuteur diabolique, athée, cynique et bourreau de la Russie. Cette supposition serait injurieuse pour un peuple quelconque, mais elle l'est davantage encore pour un peuple chrétien depuis mille ans ; elle est à ce point stupide, que nous pourrions terminer ces observations en constatant que les auteurs du *Rapport* se

délivrent à eux-mêmes un *testimonium paupertatis*.

Dans le chapitre, digne d'un feuilletoniste, qu'ils ont consacré à ce sujet, les horribles tortures que la foi religieuse du peuple a subies du fait du communisme ont été à ce point passées sous silence qu'il semble tout d'abord que les observateurs anglais, qui ne pouvaient pas ne pas les noter, les ont cachées pour des raisons politiques. Pour conclure, nous croyons pouvoir expliquer cet aveuglement par leur incompréhension intellectuelle et morale dans le domaine de la religion.

CHAPITRE IX

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

« There are many problems which we have not been able to deal with, many institutions we are not able to investigate. »

« Il y a beaucoup de problèmes que nous n'avons pu élucider, beaucoup d'institutions sur lesquelles nous n'avons pu faire porter nos investigations. »

Préface, p. 23.

Cette remarque des trade-unionistes anglais, empruntée à la préface du livre analysé, *Russia*, est entièrement applicable au chapitre consacré à l'instruction publique.

L'une des plus graves et des plus difficiles questions sociales contemporaines est traitée en trois lignes avec une étonnante légèreté et une complète ignorance. Au commencement de leur étude, les auteurs préviennent solennellement le lecteur que « there has probably been no greater revolution of ideas than new educational system practised in Soveet Russia » : « Il n'y a probablement jamais eu de plus grande révolution d'idées (!) que le nouveau système d'enseignement pratiqué dans la Russie des Soviets » ; mais, plus loin, ils ne font mention d'aucune idée, d'aucune institution ou moyen pratique qui soient jusqu'à présent inconnus, soit dans la science pédagogique en Europe occidentale ou en Russie, soit dans la pratique de l'enseignement, et qui soient dignes d'une attention sérieuse ou d'application.

Toute la révolution dans le domaine de l'école se

réduit à la destruction du système d'enseignement régulier qui s'était développé énergiquement pendant l'existence en Russie de la Monarchie constitutionnelle (1905-1917); par la suite, des plans grandioses d'accroissement du nombre des écoles primaires, secondaires et supérieures ont été établis par les bolcheviks, mais cela s'est passé surtout sur le papier, faute d'argent et de professeurs.

Une expérience de deux années a montré toute l'absurdité de ces entreprises, et les châteaux de cartes se sont écroulés ; la « désorganisation » complète est survenue (*Izvestia*, 7, 5, 24) et l'œuvre de l'instruction publique, d'après les paroles mêmes de la veuve de Lénine, Mme N. K. Kroupskaïa, qui occupe au Commissariat de l'Instruction publique un rôle prépondérant, *est tombée dans une situation menaçante !* (*Pravda*, 31.5.24) ¹.

L'enseignement général a cédé la place à l'étude de la doctrine du parti communiste, pour laquelle on trouve de l'argent, mais pour laquelle aussi les écoles, les professeurs et les élèves ne sont que des instruments ou des victimes de la propagande.

C'est l'obligation féroce et rendue légale d'un système terrible de corruption morale des enfants ; les auteurs du livre en ont prononcé eux-mêmes la condamnation sans s'en douter en déclarant que les expériences des bolcheviks ne réussissent pas et que d'ailleurs ceux-ci « ont rencontré une *résistance obstinée* de la part des paysans au sujet de ce système d'éducation ».

En réalité, personne ne veut aller bénévolement à l'école communiste, alors que tous, avant la révolution, se ruaient vers les écoles. Les mêmes paysans insistaient près des conseils des zemstvos pour l'ouverture rapide d'écoles dans leurs villages, et leurs représentants aux séances plénières des zemstvos et à la Douma d'Empire

1. Voir : *Na pouliakh k novoï shkolié* (Sur les voies de la nouvelle école), juillet 1922, Moscou. *Naoutchno-pedagogitcheskaïa sektzia Gossoud. Outchenavo Sovieta*, n° 1.

soutenaient les propositions de crédits en faveur des écoles de tous genres.

ORGANISATION CENTRALE ET ORGANISATION LOCALE

L'organisation centrale bolchevique de l'enseignement d'État ne présente aucune nouveauté, aucun progrès. Le pouvoir central, extrêmement puissant, ne se propose pas pour but d'encourager les efforts locaux ou de soutenir l'initiative privée, comme en Angleterre, mais de mettre en action les ordres du parti politique au pouvoir ; par contre, dans l'organisation centrale, il entre des organes tels que le « Conseil de l'Éducation politique », le « Conseil de la Censure ».

Les organisations locales d'enseignement sont privées, en fait, de toute initiative ; il ne peut entrer dans leur sein que des communistes ou des adeptes du communisme et leurs décisions ne sont mises à exécution que si elles concordent avec les directives politiques du pouvoir central.

Quant aux « syndicats locaux » d'instituteurs, que l'autorité est censée consulter avant de prendre des décisions (p. 110), cette consultation, en réalité, n'a aucune efficacité réelle. Il suffit d'examiner les décisions du congrès des instituteurs à Moscou ¹ pour s'en convaincre.

Dans le dernier bulletin du Bureau international de Genève, nous trouvons sur ce congrès les renseignements suivants : « De nombreux délégués ont signalé les actes arbitraires des autorités locales auxquels sont exposés les instituteurs, notamment les déplacements perpétuels et les congédiements injustifiés, qui se font par voie administrative, *sans que le syndicat en soit informé ni que la personne visée ait donné son consentement.* »

Lorsque les conseils locaux des villages veulent faire

1. Le Congrès a eu lieu du 12 au 18 janvier 1925.

quelque chose pour l'instituteur et pour l'école, les conseils d'arrondissement « non seulement ne leur apportent aucune collaboration, mais leur opposent la force d'inertie ou arrêtent même toute réalisation, d'après les données officieuses bolchevistes elles-mêmes. » (Volispolkomy i Selskosoviety (Comités exécutifs de cantons et conseils de villages), rédigé par E. Tchoutzki et A. Bielokhovitch. Moscou, 1924).

SITUATION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE EN RUSSIE AVANT LA GUERRE

Dans l'Empire russe, il y avait au 1^{er} janvier 1914 (année de la guerre), d'après des données incomplètes, 135.223 établissements d'instruction, avec 9.053.399 élèves (dont 5.881.420 garçons et 3.170.984 filles). Le budget d'État de ces écoles s'élevait à 270 millions de roubles-or par an et les ressources locales à 400 millions.

Les écoles primaires comptaient 82 % du nombre total des élèves (7 millions et demi d'enfants) ; dans les écoles secondaires, il y avait 529.000 élèves (5,8 %), dans les écoles spéciales 290.000 (3,2 %) et dans les écoles supérieures 72.786 (0,8 %), étudiants et étudiantes. Les autres élèves (600.000) (6,6 %) étudiaient dans diverses écoles privées¹.

En vue de la préparation des maîtres pour chaque catégorie d'écoles, il existait des établissements et des cours pédagogiques spéciaux.

Les écoles supérieures disposaient d'un personnel scientifique nombreux. Dans les seules universités, il y avait 2.730 professeurs et techniciens diplômés. Toutes ces écoles disposaient de bâtiments, de matériel scolaire, de bibliothèques ; elles avaient leurs capitaux et leur fonctionnement était garanti par des budgets fixes.

1. Egegodnik Rossii na 1915 (Annuaire de la Russie pour 1915). Edit. du Comité central de Statistique, Saint-Petersbourg, 1917.

Les écoles spéciales possédaient des laboratoires, des ateliers, des musées, etc..

Toute cette immense organisation, normalement et solidement établie au point de vue matériel et moral, est passée en entier aux mains des héritiers de l'Empire Russe. Les bolcheviks ont hérité des écoles de la Russie d'Europe, du Caucase, de la Sibérie, écoles établies sur la terre la plus riche du monde, habitée par une population laborieuse de plus de 130 millions d'habitants.

Tout le personnel spécialement préparé de ces écoles est resté à leur disposition. Quelques dizaines seulement de ces professeurs ont réussi à fuir à l'étranger (les autres professeurs qui se trouvent actuellement en Europe ont été expulsés par les bolcheviks eux-mêmes), dont un très petit nombre de professeurs de l'enseignement secondaire.

Les instituteurs des écoles primaires et des écoles primaires supérieures n'ont pas eu la possibilité de quitter la Russie.

Les maisons d'école, au moment de la révolution de mars, sont restées intactes ainsi que leur matériel (bibliothèques, etc.). En outre, les bolcheviks ont enlevé aux propriétaires terriens des milliers de châteaux et maisons de campagne et aux propriétaires d'immeubles des centaines de milliers de maisons dans les villes, sous prétexte de nationalisation ; entre leurs mains sont tombées toutes les imprimeries, toutes les maisons d'édition, où ils auraient pu, sans grands frais, imprimer non pas leur abjecte littérature de parti, mais d'excellents manuels, livres et travaux scientifiques.

Enfin, et surtout, pour la question fondamentale, celle de l'instruction primaire, qui intéresse particulièrement le peuple des travailleurs, les ouvriers et les paysans, il existait un plan d'éducation générale bien défini et parfaitement mis au point. Il n'y avait qu'à l'appliquer.

Au temps du « tsarisme », comme s'expriment dédai-

gneusement les auteurs du livre, le Parlement et le Gouvernement russes, depuis 1908, avaient commencé à exécuter le plan grandiose de la mise en action de l'instruction primaire générale dans tout l'Empire. Au total, d'après le recensement, pour 13,5 millions d'enfants d'âge scolaire, on avait besoin de 275.000 unités scolaires (on appelait unité scolaire le groupe d'enfants de 50 élèves confié à un instituteur et à un prêtre.)

Pour l'entretien de ces classes, l'État, les zemstvos, les municipalités, devaient dépenser annuellement 115 millions de roubles (420 roubles-or par classe pour la part de l'État, dont 360 roubles pour l'instituteur et 60 roubles pour le prêtre ¹.

Comme en 1908, le budget des écoles primaires du ministère de l'Instruction publique et des écoles de paroisses n'était que d'environ 15 millions de roubles ; il fallait donc augmenter ce budget de 100 millions de roubles. Pour les années 1908 à 1913, c'est-à-dire jusqu'à l'année de la guerre, ce crédit s'accrut de 55 millions, atteignant ainsi un total de 70 millions de roubles ; en suivant cette progression, l'instruction générale devait être appliquée dans toute la Russie d'Europe en 1922 ; ces 55 millions de roubles garantissaient l'existence de 130.000 classes pour 6.500.000 enfants.

A partir des années suivantes, le crédit annuel devait s'accroître de 10 millions de roubles.

Peu à peu ce plan commençait à être mis à exécution. Le gouvernement, les organisations des zemstvos, les municipalités, l'Église, l'initiative privée, s'unissaient dans un effort commun pour lutter contre l'ignorance et pour répandre l'enseignement.

1. L'entretien des instituteurs (logés), pour huit mois de travail, devait atteindre ensuite 600 roubles-or par an, avec des augmentations tous les cinq ans, des indemnités supplémentaires de la part des organisations locales, variables suivant l'endroit où se trouvent les écoles (les indemnités étaient plus fortes aux confins de l'Empire).

Par suite du vote des crédits gouvernementaux qui s'accroissaient annuellement, et qui étaient affectés au traitement des instituteurs, à leurs augmentations tous les cinq ans, à leurs pensions, à la fourniture du matériel scolaire pour les écoles, il était attribué systématiquement de grands crédits pour la construction d'écoles, pour la préparation de nouveaux cadres d'instituteurs et de professeurs. On étudiait et l'on créait un réseau d'écoles primaires supérieures, on ouvrait des écoles secondaires, on développait l'enseignement supérieur et les écoles spéciales.

L'histoire mondiale ne connaît pas d'autre exemple d'un développement aussi rapide, aussi réfléchi, aussi systématique, aussi solidement établi, de l'instruction publique !¹

Au commencement de la guerre, dans toute une série de villes et d'arrondissements, tous les enfants d'âge scolaire trouvaient place dans les écoles primaires situées à proximité de leur demeure ; ces écoles étaient pourvues d'un instituteur et de matériel scolaire.

L'enseignement, dans les écoles primaires, était gratuit pour tous (chez les bolcheviks, à en juger par les rapports des Trades-Unions, il l'est seulement « in most cases », dans la plupart des cas) ; l'enseignement était le même pour les garçons et les filles, sans distinction de religion ni d'origine.

Ces principes ont été appliqués en Russie depuis 1874, en conformité de la loi sur les écoles primaires, jusqu'à l'arrivée au pouvoir des bolcheviks.

L'enseignement dans les écoles secondaires n'était pas gratuit (son prix était peu élevé d'ailleurs), mais, grâce à de nombreuses bourses, les élèves pauvres étaient exonérés des frais d'études.

1. Voir : *Narodnoé obrazovanié v III Goss. Doumié* (L'éducation du peuple à la III^e Douma) *Recueil de discours et de rapports du membre de la Douma*, E. P. Kovalevsky, publié par A. Olguinski, Pétersbourg, 1912 ; et *Comptes rendus de la Douma, du Ministère de l'Instruction publique et des Zemlsvojs* de 1907 à 1917.

En 1920, dans la Russie des Soviets, on fit une enquête sur l'instruction¹ de la population et un phénomène curieux se révéla. Si l'on considérait les enfants des différents âges, il y avait, dans le centre de la Russie, 86 % des enfants de 12 à 16 ans qui savaient lire et écrire, et qui avaient acquis évidemment ces connaissances pendant la période « tsariste », c'est-à-dire dans les écoles comprises dans le réseau d'instruction générale dont nous avons parlé ; parmi les enfants de 8 à 10 ans, c'est-à-dire parmi ceux qui avaient fréquenté les écoles bolcheviks, il n'y en avait que 55 %, soit 31,5 % de moins.

Au total, d'après le recensement du 28 août 1920, sur tout le territoire de la Russie, parmi les enfants de 8 à 11 ans, 1/3 seulement (35 %) savaient lire et écrire. Le Commissaire à l'Instruction publique, Lounatcharsky, reconnaît que plus de 50 % des enfants ne vont pas à l'école ; en réalité, la proportion de la non-fréquentation est bien plus élevée. D'après les chiffres du Dr V. Rozenberg, le développement de l'instruction publique a rétrogradé de plusieurs dizaines d'années².

Peut-on, en présence de tels chiffres, affirmer que, dans la situation de l'instruction publique, il s'est produit « a considerable improvement on tsarist days », « un progrès considérable par rapport à l'époque tsariste », et peut-on avoir confiance dans l'espoir des bolcheviks qu'en 1927 on pourra « put an end to illiterary in all classes », « mettre fin à l'analphabétisme dans toutes les classes » ? L'absurdité de cette affirmation, en 1925, est évidente.

La documentation statistique des Trades-Unions sur l'instruction publique se termine par deux chiffres énigmatiques : « Le nombre des écoles avec illettrés (!)

1. *Grammatnast v Rossii* (L'instruction en Russie), Moskva, 1922. Rapport de la Direction centrale de statistique au X^e Congrès des Soviets.

2. Voir l'intéressant article de V. Rozenberg, *Bouki-az-ba*, (l'A.B.C.), dans la revue *Na Tchoujoï storonié*, t. II, Praha, 1923.

est de 80 et le nombre total des enfants de 4.000.000 » !

Ainsi, il est expressément déclaré que ces 80 écoles sont fréquentées par 4.000.000 d'élèves (ni plus, ni moins). Il va sans dire qu'il ne peut exister des écoles fréquentées chacune par une moyenne de 50.000 élèves, mais pourquoi se gêner dans la publication de statistiques destinées à des lecteurs ayant une foi aveugle dans les dépositions encore moins véridiques des honorables visiteurs de Moscou?

Que donnent, en réalité, entre les mains des bolcheviks, ces écoles qu'ils ont héritées de la Russie d'avant la révolution et qui ne sont pas encore fermées?

Quels sont leurs programmes? que donnent-elles aux enfants au point de vue intellectuel, dans le sens de leur développement moral ou physique?

Les renseignements communiqués par les auteurs sur ces questions sont plus qu'insuffisants, mais pour celui qui est au courant de la question et qui sait déchiffrer les documents bolchevistes, les courtes remarques qui concernent le *School curriculum*, « le programme des écoles », sont très éloquentes.

En premier lieu, on rencontre cette observation que dans toutes les écoles on enseigne le français, et, dans quelques cas, l'anglais, c'est-à-dire que *dans toutes les écoles* on a introduit les *langues vivantes*; ce renseignement a pour but de frapper l'imagination du lecteur sur la hauteur de la culture à l'école; ensuite vient une énumération sans ordre des différents objets enseignés, qui ne fournit aucune notion réelle sur le programme.

Deux remarques concernant l'histoire naturelle et l'histoire méritent une mention spéciale. Les voici :

1^o « Sous la rubrique sciences naturelles et anatomie élémentaire, on donne à l'enfant une instruction détaillée sur les rapports entre les sexes. » 2^o « Les injustices, l'oppression qu'a subies le peuple de la part des classes dirigeantes, sont fortement mises en lumière.

Ce principe fondamental pénètre dans 'toutes les branches de l'éducation de l'enfant ».

Est-il nécessaire de prouver l'absurdité de l'affirmation que dans toutes les écoles de Russie, de Sibérie, du Caucase, on enseigne la langue française? S'il est question seulement de l'école secondaire, dans notre ancienne école secondaire ou moyenne, on enseignait non pas une, mais deux langues vivantes comme matières obligatoires, et dans l'enseignement classique, quatre langues (grec, latin, français, allemand).

Les instituteurs des écoles primaires ne connaissaient pas et ne connaissent pas les langues vivantes ; trouver d'un seul coup cinquante ou soixante mille professeurs de langues est impossible, et, pour les écoles primaires, c'est inutile.

Cette affirmation montre seulement que les auteurs du rapport étaient si peu informés qu'ils n'ont même pas pu y voir clair dans une question aussi simple.

D'autre part, sous la phrase, innocente à première vue, de l'« instruction détaillée sur les rapports entre les sexes », se cache le plus grand danger pour les enfants, au moral comme au physique. En dirigeant artificiellement leur pensée vers la vie sexuelle des adultes, les maîtres excitent les instincts sexuels endormis et débrident l'imagination. Tout cela se couvre d'un voile de pseudo-science et prétend s'expliquer par l'effort fait pour initier les élèves aux « Mystères de la vie ». ¹

Les résultats d'une campagne aussi barbare, dépravant les jeunes générations, sont : le développement immoral des enfants au point de vue physique, la propagation des maladies vénériennes, la grossesse chez les fillettes de douze à quinze ans, la dégénérescence, les mœurs bestiales.

Ces mœurs bestiales elles-mêmes apparaissent comme

1. Voici des extraits d'une circulaire adressée dans les écoles en 1923. Tous commentaires seraient inutiles.

La liste des questions est fort longue et contient quarante numéros. Les

le résultat de la politique de haine entre les classes signalée plus haut, politique qui pénètre, d'après les paroles mêmes des auteurs du livre, « dans toutes les branches de l'éducation de l'enfant. »

Au lieu de donner conscience de l'amour chrétien, de faire comprendre la solidarité mutuelle civique, on établit comme base de l'éducation les sentiments de haine, de jalousie, de critique.

Le leit-motiv de l'éducation, c'est la recherche, dans le passé, seulement de ce qu'il présente de mauvais, c'est l'explication des faits historiques par les motifs les plus avilissants.

Les auteurs notent complaisamment qu'une institutrice, en montrant la photographie d'un tableau de Rembrandt représentant une « nature morte », attire l'attention des enfants, non pas sur la beauté ni sur la vigueur de l'expression artistique, mais sur ce fait que les « richards » qui achetaient de tels tableaux ne les appréciaient que parce qu'ils représentaient « a rich food », un « aliment de luxe ». Quelle platitude ! Il ne semble ni étrange ni déplacé aux visiteurs anglais que l'on introduise dans l'école les querelles des partis politiques ; encore moins s'étonnent-ils que le pays qui prétend être communiste, et qui par conséquent a aboli chez soi toutes les différences sociales, puisse approu-

élèves des écoles de garçons et de filles étaient tenus de répondre à ce questionnaire :

- 1° Quel âge avez-vous ?
- 2° Avez-vous été témoin d'actes sexuels chez les animaux ?
- 3° Quel sentiment avez-vous éprouvé à la vue de ces actes ?
- 7° Avez-vous eu l'occasion d'observer les actes sexuels chez les hommes ?
- 14° Pendant quelle année de votre vie votre organisme a-t-il ressenti pour la première fois l'instinct sexuel ?
- 15° Pendant quelle période cet instinct se faisait-il sentir le plus chez vous ?
- 19° Quel vêtement et quelle attitude du sexe opposé au vôtre excitent-ils le plus votre instinct sexuel ?
- 20° Vos aînés n'ont-ils pas essayé d'attenter à votre pudeur ?
- 21° Dans le cas de l'affirmative, par quels moyens procédaient-ils ?
- 29° Avez-vous eu des relations sexuelles ? En quelle année de votre vie ? Comment cela est-il arrivé pour la première fois ?
- 30° Vos sentiments après cela ?

ver que l'on prêche une aussi âpre haine de classes.

Le lecteur nous dira que, dans l'école, le prêtre peut lutter contre ces faits indésirables. Autrefois, en Russie, il y avait dans chaque école un représentant de la religion professée par la majorité des élèves : prêtre orthodoxe ou catholique, pasteur, rabbin ou mullah. Que font-ils ? Pourquoi n'apportent-ils pas dans l'école « non le glaive, mais la paix » ? Ils ne le font pas parce que, depuis longtemps, ils n'y sont plus.

L'entrée de l'école leur est interdite, même si *tous* les parents des élèves le réclament, même si *tous* les villages du canton le désirent. C'est pour cela que, dans l'énumération des matières enseignées dans les écoles de Sovdépïe, on ne trouve pas l'instruction religieuse ; ceux qui ont établi cette énumération se sont tus sur la suppression de l'instruction religieuse, pour ne pas effrayer les lecteurs anglais ; ils n'ont pas dit non plus que dans le programme scolaire on a introduit l'*enseignement de l'athéisme* agressif et que l'instituteur est tenu de lutter contre les croyances religieuses des élèves.

Parallèlement au développement et à l'inoculation de la haine de classes, le point de départ de l'éducation des enfants est : le blasphème, l'athéisme militant.

Est-ce à cette « révolution dans les idées » que font allusion les auteurs du livre, qui gardent modestement le silence sur les méthodes d'application de ces idées dans la vie et sur leurs conséquences morales pour les élèves ?

Dans le cas où le communisme triompherait, ces méthodes seraient appliquées aux enfants anglais et français !

Nous avons reproduit et commenté quelques extraits du chapitre analysé. Les lecteurs verront facilement que la description de l'école russe n'est pas le fruit de l'observation de messieurs les trade-unionistes qui, étant donné la nécessité d'assister à des banquets, à des

représentations à l'Opéra, à des revues, n'ont pas pu pénétrer dans la vie de l'école et ont imprimé ce qu'on leur a donné tout préparé.

Comme épigraphe de ce chapitre, ils auraient pu écrire hardiment « made in Moscou ». Leur calcul est juste : aucun des lecteurs anglais n'ira vérifier en Russie ce qu'ils ont dit ; les lecteurs n'ont qu'à se contenter des renseignements faits « pour l'exportation ».

Mais, en plus des indications que nous avons données en passant, nous nous efforcerons de faire connaître en quelques mots la situation réelle de l'instruction publique sous la domination des bolcheviks. Nous emprunterons nos citations à la presse et aux documents bolcheviks, qui ont été publiés par l'autorité soviétiste pour « l'usage intérieur », et aussi aux derniers renseignements les plus véridiques reçus de Russie.

Nous nous bornerons à l'école primaire, qui englobe plus de 80 % des écoliers, et à l'enseignement supérieur, point culminant du système d'instruction dans chaque État. Nous ne nous arrêterons pas à l'école secondaire : la vieille école est détruite et apparemment on n'en a plus besoin, puisque, pour entrer dans les « Rabfak » — c'est ainsi qu'on nomme les « Rabotchii Fakultet », ou facultés ouvrières, — on exige du communiste de connaître seulement les quatre règles de l'arithmétique et de savoir raconter ce qu'il a lu (programme de l'examen d'entrée dans la 1^{re} classe de gymnase).

SITUATION RÉELLE DE L'ÉCOLE PRIMAIRE

Voici ce qu'a écrit sur la situation générale Lounatcharski, commissaire à l'Instruction publique, dans le journal officiel *Izvestia* (13.4.24) : « En fait, tout ce qui avait été obtenu dans les derniers temps a été *annulé* ; le budget central, réduit encore en comparaison de celui de l'année dernière, diminue maintenant, de

façon systématique, jusqu'aux taux du salaire des ouvriers. Le salaire des « travailleurs » de l'instruction publique est *au-dessous du niveau du salaire de toutes les autres associations ouvrières*. La situation du maître d'école de village est désespérée. » Plus loin, Lounatcharsky, insistant sur l'augmentation des crédits, montre « qu'un savant professeur reçoit environ 28 roubles par mois, alors qu'une dactylographe dans les bureaux du Soviet de l'Économie nationale reçoit cinq fois plus ».

Mais Lounatcharsky n'exagère-t-il pas, afin d'obtenir du Conseil des Commissaires du peuple des crédits plus forts pour son ministère?

Non : dans la *Pravda*, nous trouvons le calcul du salaire moyen des professeurs d'écoles supérieures : les « travailleurs » des établissements d'enseignement supérieur, les professeurs des établissements scientifiques, les employés techniciens sont, par le taux de leur salaire, *au dernier rang* ; ils reçoivent un traitement qui part de 6 roubles 15 k. à la première classe, pour atteindre seulement 30 roubles 75 k. par mois à la dix-septième classe (maximum), c'est-à-dire moins de 10 % du traitement d'avant-guerre. » (*Pravda*, 16.5.24).

M^{me} Lenine-Kroupskaïa, au XIII^e congrès (1924) du Parti communiste russe, communiqua des renseignements encore plus éloquents sur la situation générale, mais, cette fois, spécialement sur l'école primaire, c'est à-dire sur l'école que fréquentent surtout les ouvriers et paysans. Les enquêtes locales (7 gros volumes ¹) n'ont donné, d'après l'auteur du Rapport, qu'un tableau *de cauchemar et d'horreur*.

« En novembre 1923, un instituteur recevait 4 roubles marchandise, maintenant, en 1924, il en reçoit 10 à 12, et *il meurt de faim*. Encore l'instituteur reçoit-il ce misé-

1. *Isledovanie Tzentralnoï kontrolnoï kommissii* (Enquête de la Commission centrale de contrôle, un des organes les plus importants du parti communiste).

nable traitement avec un retard de 2 ou 3 mois, et parfois même ne le touche-t-il pas du tout ! »

Il est arrivé quelquefois, dit Mme Lenine-Kroupskaïa, que la section de l'arrondissement a reçu, des paysans, du blé pour l'entretien des instituteurs *de trois écoles* : « elle en a ouvert *une seule*, mais pas à l'endroit qu'avaient désigné les paysans ». Dans beaucoup d'endroits, les bâtiments de l'école sont mis en location, et les écoles s'abritent dans le logement provisoire des instituteurs. L'auteur du rapport donne comme exemple la description d'une école dans le gouvernement de Penza : l'école n'est pas chauffée et les portes des classes sont clouées de planches ¹.

L'institutrice travaille avec ses élèves dans sa chambre et, comme la chambre aussi est à peine chauffée, elle s'assied, *en haillons*, sur le poêle et fait la dictée ; les élèves sont assis dans la boue *sur le plancher* et écrivent à la craie *sur les murs*.

« Une telle situation des écoles n'est pas un cas isolé, dit Mme Lenine-Kroupskaïa, et, d'après ses affirmations, une bonne école dans la Russie actuelle est une *exception rare*. »

Il serait intéressant de savoir si l'on a communiqué les procès-verbaux du XIII^e congrès du Parti communiste aux trade-unionistes anglais, en même temps qu'on leur montrait les institutions décoratives entretenues pour la réclame par les autorités soviétistes ?

Créer une « École d'art d'un tel syndicat », avec une dizaine d'élèves, ou bien « une salle de lecture modèle du club des travailleurs », où l'on fait venir vingt à trente gamins et paysannes le jour du passage des « visiteurs de marque », ce n'est pas difficile ; mais organiser l'instruction d'une façon solide, c'est là un problème au-dessus des forces du gouvernement communiste.

1. Dans le gouvernement de Penza, l'hiver est long et rigoureux ; le froid atteint 25° C..

Empruntons encore des citations à un discours de Lounatcharsky (*Izvestia*, n° 232, 10.10.24). « Pour cette année, nous sommes menacés d'une réduction de 20 % du nombre des écoles de premier degré, c'est-à-dire de la fermeture d'une école sur cinq. » « L'année scolaire actuelle commence avec environ 40.000 écoles primaires, qui donneront l'instruction à moins de 3 millions d'enfants ; il faut se rappeler qu'avant la révolution il y avait en Russie plus de 120.000 écoles avec 8 millions d'enfants. Cela signifie qu'on a jeté par-dessus bord les 7/10 de la population infantine des écoles. »

« Non seulement les écoles ne peuvent recevoir tous les enfants (par endroits elles n'en recueillent que 20 %), mais celles qui existent sont petites et peu fréquentées. Une école organisée pour 34 élèves n'en a généralement que 10 ou 12. Les écoliers ne viennent pas à l'école parce qu'ils n'ont pas de chaussures et qu'en hiver la classe n'est pas chauffée. » (Est-ce seulement pour ces raisons? — *Note de l'auteur*).

« La population n'a aucune considération pour l'école parce qu'elle est si misérablement organisée qu'on ne peut croire à la possibilité d'y enseigner quelque chose. Un livre sert pour quatre élèves, et encore est-il en mauvais état. Un cahier coûte 5 livres de seigle, un crayon 10 livres, un alphabet 40 livres. » ¹

Dans un autre discours, Lounatcharsky disait : (*Izvestia*, 26.12.22) « Parmi les instituteurs et institutrices, on constate des cas de misère effrayants, de mort prématurée, d'épidémies, d'épuisement, de suicide et de prostitution... »

« Personne ne doit s'étonner que ces maîtres se soient enfuis, loin de nous, vers l'inconnu, et qu'il soit impossible d'en recruter de nouveaux qui aient quelque valeur... »

1. *Iz gizni chkol'y v Rossii. Tragedia selskago outchitel'ia* (La vie des écoles en Russie. La tragédie de l'instituteur de village), par B. Rosenberg, p. 139.
(*Rousskaïa chkola za robe jom. Kn. N°s 10, 11, 1924, Prague*).

Mais la tragédie de l'instituteur ne se borne pas à une question de vie matérielle, elle réside surtout dans l'impossibilité de travailler dans cette atmosphère de mensonge, de trahison, d'esclavage, où il vit.

Une institutrice est parvenue dernièrement à s'échapper de Russie après de nombreuses tribulations ¹. Elle avait travaillé toute sa vie, n'exerçant que sa profession, sans jamais s'occuper de politique. On lui demande : « Retournerez-vous en Russie ? »

« Pour rien au monde tant que durera ce régime ! On nous a torturés, on nous a usés. Nous, les instituteurs, nous sommes les gens les plus malheureux de Russie. Dans les hautes sphères on profère de grands mots : « A bas l'ignorance ! Instruction ! Culture du prolétariat ! » Mais, dans la réalité, on fait des instituteurs, ce dernier rempart de la civilisation, des perroquets, obligés de répéter des mots et d'exprimer des idées ineptes et incompréhensibles.

— Vous parlez de l'éducation civique ?

— Parfaitement ! Vous ne pouvez vous figurer en quelle ignoble farce policière s'est transformée l'idée de soumettre l'âme russe à des conceptions qui lui sont étrangères. Ce n'est pas surtout la situation matérielle misérable de nos collègues qui soulève leur indignation, mais surtout les grossières irruptions dont ils sont victimes dans leur vie intime ² ».

« On nous appelle « chkraby-raby » ³ dit un instituteur (journal *Biednota*. — *La pauvreté*. — Lettre d'un instituteur du gouvernement de Poltava). Oui, nous sommes des « raby », *des esclaves* de la section de l'Instruction publique, qui nous paie peu et qui exige de

1. *Svobodnaïa Rossia*, juin 1924, p. 55.

2. V. Rozenberg. *Buki-as-ba*, p. 163. *Na tchoujoï storonié*, II, 1923.

3. Le mot « chkrab » est l'abréviation de chkolny-rabotchy, ouvrier d'école. Mais sa traduction ne donne pas, dans une langue étrangère, l'impression qu'il produit en russe. L'abréviation « rab » signifie esclave, de sorte que, par un tragique jeu de mots, « chkrab » signifie : esclave d'école.

nous dix et douze heures de travail par jour. L'instituteur est le « rab », l'esclavé, des organes de l'enseignement qui l'emploient, l'esclave des instructeurs-politiques, des agitateurs-politiques, des experts-politiques, l'instituteur est un esclave dans son école aux vitres brisées, aux bancs cassés, sans manuels scolaires, sans bibliothèque... » !

Dans les premières années, les communistes, bon gré mal gré, s'étaient résignés à laisser les écoles entre les mains de l'ancien personnel expérimenté, qui défendait l'école, jusqu'à un certain point, contre la corruption du communisme, malgré les ordres menaçants des autorités. Mais, dans les derniers temps, les communistes sont passés à l'attaque décisive et ont résolu de faire à tout prix de l'école un instrument exclusif d'éducation de la jeunesse suivant la conception communiste. Par suite, ils s'efforcent de remplacer les « vieux professeurs » par des « maîtres rouges », qui n'ont aucune instruction, mais qui ont été bourrés à la hâte d'instruction politique communiste.

Dans certains gouvernements, l'automne dernier, le personnel enseignant a été diminué de 50 % ; on a chassé les meilleurs pédagogues et l'on n'a conservé que ceux qui courbaient le plus bas la tête (*Sotzialisticheskie Viestnik*, 10.10.1924).

Le Commissariat du peuple, d'après la *Pravda* (18.11.1924), apporte exclusivement son attention à la transformation du personnel enseignant et à la création d'un instituteur « du type prolétarien ». Les vieux instituteurs peuvent rester, mais à la condition de renoncer à tout leur passé et à toutes leurs convictions (*Biednota*, 21.8.1924). Pour remplir les postes vacants (??), il faut avoir recours à la nomination de « révolutionnaires d'avant-garde », choisis parmi les ouvriers et les paysans, c'est-à-dire d'individus qui n'ont fait aucun apprentissage pédagogique.

On comprend que, sous la direction de tels maîtres,

l'école ne donne aucune instruction, mais en revanche corrompre moralement les jeunes générations.

UNIVERSITÉS ET AUTRES ÉCOLES SUPÉRIEURES

Passons à l'enseignement supérieur. Les écoles supérieures offrent le même tableau de ruines. Les premiers départs de professeurs qui reconnurent l'impossibilité de tout travail scientifique en Russie, tant que les Soviets resteraient au pouvoir, et qui aujourd'hui remplissent les centres scientifiques d'Europe et d'Amérique, ont eu lieu de la propre initiative des fugitifs. Les rangs de ceux qui étaient restés devenaient de plus en plus rares. Dès la fin de 1922, on commença à persécuter, à révoquer, à exiler ceux dont les idées n'étaient pas conformes à l'organisation communiste. Aujourd'hui, il ne reste dans les écoles supérieures bolchevistes, à de rares exceptions près, que ceux qui ont perdu courage, qui n'ont aucune possibilité de s'échapper de la geôle bolchevique, ou bien ceux qui ont renoncé à toute liberté de pensée, à toute liberté de recherches scientifiques, à toute liberté d'enseignement, ceux qui consentent à accepter l'école supérieure telle que la comprenait Lénine, c'est-à-dire comme un des instruments du parti communiste, un des instruments du G. P. O. U. (Comité de Sûreté politique, ci-devant Tchéka).

Les écoles supérieures, qui ont poussé comme des champignons aux premiers jours du « bluff » bolchevik dans le domaine de l'instruction publique, ferment l'une après l'autre. Les facultés des sciences humaines et sociales ont été détruites complètement, méthodiquement, à Pétersbourg, à Moscou et dans les autres villes universitaires. Elles sont remplacées par différentes chaires où l'on professe les doctrines communistes, près d'autres facultés ou écoles techniques.

Par un des derniers décrets du Commissariat à l'Ins-

truction publique (*Izvestia*, n° 181, 1924), ont été fermés toute une série de facultés de médecine, de facultés de physique et de mathématiques, à Voronège, à Sébastopol, l'Institut forestier (Lesnoï), et tout un ensemble d'autres facultés et d'écoles supérieures.

Quant au recrutement des étudiants pour les écoles supérieures, on a instauré un système nouveau. Il a été créé des « rabfak » (facultés ouvrières), c'est-à-dire des cours de préparation à l'entrée dans les écoles supérieures, pour les ouvriers et les enfants qui n'ont pas passé par l'école secondaire. Pour les enfants qui ne sont ni communistes, ni d'origine prolétarienne, un très bas pourcentage d'admissions (pas plus de 5 %), est établi. Ils doivent remplir un questionnaire relatif à leur origine, aux occupations antérieures de leurs parents et de leurs proches, à leurs rapports avec le communisme et la classe dirigeante, dans un but de filtration féroce.

La situation financière des Soviets empirant de jour en jour, on a décidé de procéder à l'épuration des établissements supérieurs. On avait discuté la question d'une taxe scolaire sur ceux des enfants qui n'étaient pas d'origine prolétarienne et qui étaient admis dans les écoles supérieures ; cette taxe élevée aurait servi à l'entretien des écoles, mais on a décidé d'exécuter le plan « d'épuration » au grand jour.

Le Commissariat de l'Instruction publique et le G. P. Ou. ont été effrayés par le mouvement politique de protestation qui s'est élevé dans la jeunesse universitaire contre l'autorité soviétiste ; ni les exécutions, ni l'exil à Solovky¹ et dans la région de Narim² ne pouvaient arrêter ce mouvement. L'épuration des écoles supérieures se fit d'après un système d'interrogatoires sous la direction du G. P. Ou. et avec la participation

1. Lieu de déportation dans l'extrême nord.

2. Lieu de déportation en Sibérie.

active des comités d'étudiants du parti communiste des établissements d'enseignement supérieur.

Les étudiants exclus qui sont parvenus à Paris racontent en frémissant d'horreur cette participation des étudiants communistes à l'exclusion de leurs camarades.

La réduction des effectifs s'étend à ceux qui entrent et à ceux qui sont en cours d'études. Pour les premiers, elle se chiffre ainsi : en 1922-23, il a été admis dans les écoles supérieures 45.000 étudiants ; en 1923-1924, 38.000 ; en 1924-1925, 13.600. Parmi ces derniers, 8.000 places sont réservées aux « rabfakovtzi », élèves des facultés ouvrières, et 5.600 aux candidats du parti ou des organisations professionnelles. Les places laissées libres par ces candidats restent pour les élèves des écoles secondaires.

Avec un tel recrutement, la plus grande attention est apportée à ce que l'école supérieure reçoive un « contingent prolétarien de choix » ; aussi « faut-il prendre toutes les mesures pour y attirer les ouvriers des minorités nationales et des peuples de civilisation arriérée, — Iakoutes, Turkmènes, Tchouvaches, etc.. »

Les résultats de cette épuration des étudiants en cours d'études montrent avec encore plus de précision l'horreur de ce qui se passe.

D'après des communications d'étudiants arrivés de Russie, il a été exclu, dans les derniers temps, environ 30.000 élèves. Quel est le sort de ces exclus ? Ils sont chassés parce qu'ils sont suspects à l'autorité actuelle, et, comme celle-ci est déjà chancelante, qu'elle a perdu tout prestige moral dans le pays, elle est impitoyable envers eux. Ils partent avec un « passeport de loup » et tombent dans la classe des chômeurs qui n'ont pas le droit de recevoir du travail, c'est-à-dire qui sont condamnés à la famine. La perte de courage, le désespoir sont si grands que les suicides parmi les étudiants sont devenus un phénomène ordinaire. Les plus éner-

giques s'enfuient en Europe ; mais, pour fuir, il faut de l'argent : sans gros pots de vin, les autorités à la frontière des pays limitrophes renvoient froidement dans leur patrie, voués à une mort certaine, les audacieux qui ont traversé cette frontière.

Telles sont les dépositions de ceux qui, après de dures épreuves, sont parvenus jusqu'ici.

On compte à l'étranger environ 20.000 étudiants qui ont quitté la Russie pendant les dernières années. C'est une consolation de voir que 8.500 d'entre eux sont entrés dans les écoles supérieures de divers pays. La plupart en sont redevables à l'infatigable sollicitude de M. Michel Fedoroff, l'énergique président du Comité central de patronage de la Jeunesse universitaire russe à l'étranger, qui ne cesse de faire pour eux des démarches pressantes auprès des gouvernements étrangers.

C'est un grand bien pour le peuple russe qu'une petite partie au moins de la Jeunesse soit arrachée à ce milieu dépravant dans lequel s'écoule la vie des étudiants et, en général, la vie de toute la jeunesse des écoles dans la Russie des Soviets.

PROPAGANDE ANTI-RELIGIEUSE ET CORRUPTION MORALE DES ÉCOLIERS

Il nous semble que les citations ci-dessus sont suffisantes pour caractériser l'école primaire et l'école supérieure en U. R. S. S.. Pour conclure, arrêtons-nous à la propagande immorale de l'autorité bolchevique, propagande qui exerce son activité pernicieuse dans tous les types d'écoles.

Le tableau de cette nouvelle morale communiste, introduite artificiellement et érigée en dogme, est si horrible qu'il serait difficile d'y croire si les documents étaient fournis par des observateurs étrangers. Aussi, ne puiserons-nous qu'à une seule source de documents,

la presse soviétique, et en particulier l'article d'une communiste convaincue, M^{me} Smidovitch ; cet article a été publié dans la *Pravda*, le 24 mars 1925. Il a eu un grand retentissement parmi les élèves et leurs lettres ont été publiées dans le même journal, sous le titre : *De l'Amour*.

Voici où conduit l'application de l'idéologie communiste dans le domaine des relations sexuelles parmi les écoliers :

1^o Tout membre des « Jeunesses communistes » (Comsomol), tout étudiant communiste, tout adolescent imberbe, peut et doit satisfaire ses appétits sexuels; cela est une vérité indiscutable, et la continence est un préjugé bourgeois.

2^o Toute jeune fille ou fillette des « Jeunesses communistes », toute étudiante, sur qui tombe le choix d'un jeune homme, doit lui céder, sous peine d'être déclarée « bourgeoise » et indigne du nom d'étudiante prolétarienne, etc...

3^o A cela, il faut ajouter l'intervention d'un troisième personnage, le médecin, qui pratique l'avortement et qui rend infirme, physiquement et moralement, la jeune mère.

Quant au jeune mâle, il ne se considère comme aucunement intéressé par les suites de son « amour ».

Cet article a soulevé beaucoup d'agitation parmi les jeunesses communistes, mais le ton des réponses, même de celles qui partagent la révolte de l'auteur, est si profondément contraire à notre conception fondamentale de la morale, du devoir et de l'honneur, qu'il est pénible de les lire.

Il suffit de rapporter l'une d'elles, écrite par une fillette : « D'après ce que j'ai observé, d'après ce que j'ai entendu, les jeunes gens et les jeunes filles disent : « Oui, nous sommes corrompus, nous nous conduisons « comme des bêtes, mais c'est la situation économique « qui en est cause. Notre vie n'est pas assurée, nous

« n'avons pas de ressources, nous sommes sans pain.
« La jeunesse prend son plaisir où il lui plaît, elle veut
« se distraire... »

La fin de la phrase est cynique, comme en général le ton de toutes les réponses, même les plus mesurées.

Évidemment, la compréhension du respect de la famille, de la sagesse, de la pureté de la jeune fille, du respect de la femme, est totalement abolie chez ces malheureux demi-enfants (M^{me} Smidovitch fait remarquer qu'elle parle de la jeunesse de 15 ans).

La corruption active d'un côté et, de l'autre, l'effort fait pour extirper dans sa racine le sentiment religieux chez les enfants sont, comme nous l'avons dit plus haut, les instruments de décomposition morale de toutes les catégories d'écoliers.

Le Commissaire du peuple à l'Instruction publique, Lounatcharsky, dans une conférence intitulée : « Pourquoi il ne faut pas croire en Dieu », donne les raisons suivantes : « Nous haïssons les chrétiens ; même les meilleurs doivent être considérés comme nos plus grands ennemis. Ils prêchent l'amour du prochain et la miséricorde, ce qui est en contradiction avec nos principes. L'amour chrétien freine le développement de la révolution. A bas l'amour du prochain ! Ce qu'il nous faut, c'est la haine ! Nous devons savoir haïr, car ainsi nous pourrions conquérir l'univers. »¹

Comparez ces paroles avec la déclaration hypocrite des rédacteurs du livre *Russia* (p. 105), que « les injures et les insultes contre la religion, qui se font entendre pendant les festivals de la jeunesse communiste, *n'ont pas d'autorisation officielle* ». Il en est tout autrement, en réalité : des ordres officiels bien nets ont suivi les paroles du Commissaire du peuple.

Dès 1919, des instructions furent données par les autorités scolaires pour extirper toute croyance chez

1. Th. Aubert. *L'affaire Conradi*, p. 114, Genève, 1924.

les enfants et pour les pousser à un athéisme agressif dans leurs familles¹. Des conférences spéciales eurent lieu pour former les meneurs capables de diriger ce mouvement un peu partout en Russie. L'étude des problèmes politiques, sociaux, sexuels, qui peuvent intéresser les jeunes, fut utilisée pour la propagande anti-religieuse.

Tout enseignement religieux est, cela va sans dire, banni des écoles, et les punitions les plus sévères frappent ceux qui enfreignent cette interdiction. Les maîtres n'ont même pas le droit d'enseigner la religion ni d'en parler en dehors des locaux scolaires. Enfin, par tous les moyens possibles, on cherche à ridiculiser la religion devant les enfants. On invite les enfants à ne plus célébrer les fêtes religieuses et on les encourage à se révolter contre le culte de la famille, contre les gestes religieux séculaires qui accompagnaient la vie patriarcale des Russes.

On adresse à l'école un organe officiel, le *Sans-Dieu* ; dans son n° du 28 janvier 1925 se trouve un portrait de Lénine, avec ces formules qui l'encadrent : « L'œuvre des *Sans-Dieu* est l'œuvre de Lénine », « nous devons lutter contre la religion », « la religion est l'opium du peuple », « le maître d'école doit être un Sans-Dieu. »

Le 21 novembre 1921 fut fondée en Russie l'Internationale de la Jeunesse communiste (le Comsomol), qui s'étend actuellement à presque tous les pays du monde. De nombreux périodiques sont publiés dans ce but, comme par exemple : *Le Jeune Camarade* en France, *De jonge Communiste* en Hollande, le *Pioneer* en Danemark et *The Red Dawn* en Angleterre.

« Il existera donc bientôt dans le monde toute une armée de destruction dépourvue de tout sentiment moral », fait remarquer justement l'organe de Genève de la Ligue pour la lutte contre la III^e Internationale.

1. A l'assaut du ciel. Le bolchevisme contre la religion. *Messenger Social*, n° 3, mars 1925.

C'est qu'en effet la propagande anti-religieuse accompagne la propagande anti-morale et que les idées acquises ou naturelles sur la moralité humaine, qui ne sont pas des idées prolétariennes, sont déclarées préjugés bourgeois et contre-révolutionnaires.

D'après les statistiques de l'organe communiste, les résultats de l'éducation des jeunesses, au 25 novembre 1924, à Moscou, donnaient 50.000 enfants criminels contaminés par l'alcoolisme et la syphilis.

Les enfants des écoles fument, ont une vie sexuelle désordonnée et beaucoup usent déjà de la cocaïne. Un témoin impartial, grand connaisseur de la Russie, qui y a fait dernièrement une visite, le professeur Sarolea, de l'Université d'Edimbourg, confirme la corruption qui règne dans les écoles et la pénétration des idées amORAles communistes dans l'âme des enfants.

« La perversion systématique des jeunes enfants, dit-il, est peut-être le résultat le plus affreux du régime bolcheviste. »

Mais, derrière ce sombre tableau, derrière ce danger qui menace non seulement toute la terre russe, mais aussi le monde entier qui regarde avec trop d'indifférence cette influence des communistes sur la jeune génération, derrière tout cela brille un rayon de lumière.

L'impossibilité de lutter activement et ouvertement contre l'athéisme et l'immoralité du parti qui règne en Russie a fait naître les forces profondes et sourdes d'une opposition passive et consciente d'elle-même parmi les survivants des intellectuels et dans les masses populaires. C'est « l'opposition des paysans russes à l'éducation communiste » ; cette opposition, à laquelle fait allusion le rapporteur des trades-unions, est le meilleur témoignage du réveil de l'instinct de conservation dans le peuple.

En n'envoyant pas ses enfants à l'école, où ils n'apprennent que l'irréligion et l'immoralité, où ils n'ont ni fournitures scolaires, ni livres, le paysan leur donne

volontiers la possibilité d'apprendre, même en payant cher, chez des maîtres privés, chez des prêtres ou dans des écoles clandestines. Les enfants des intellectuels, non seulement ne s'abandonnent pas, mais ils fuient même les écoles officielles ; par milliers, sans ressources, ils s'efforcent de traverser la frontière et d'acquérir une instruction normale. »

Ceux des jeunes gens, involontairement communistes, qu'un heureux sort replace dans des conditions de vie normale perdent vite les convictions qui leur ont été inculquées contre la nature et reviennent à la compréhension et aux mœurs de la société chrétienne civilisée.

L'attaque cynique, trop importune et trop bruyante, contre les principes d'une morale millénaire, ne peut pas ne pas soulever la résistance et le dégoût même dans des cœurs sans expérience et sans défense, dès qu'ils sont délivrés de l'hypnose et de la démence du régime soviétiste.

Quelles conclusions peut-on tirer de ce qui vient d'être dit ?

Toutes les données qui se rapportent à l'œuvre scolaire *avant la révolution* montrent :

1^o Que l'école vivait d'une vie normale et saine ;

2^o Qu'après dix ans d'activité du Parlement russe (Douma et Conseil de l'Empire), la quantité des écoles avait augmenté avec une rapidité telle qu'en 1925 elle devait avoir atteint le maximum nécessaire à l'instruction générale du peuple russe ;

3^o Qu'en ce qui concerne la qualité, l'organisation scolaire s'était améliorée, la construction des écoles s'était développée, toutes les formes d'enseignement général ou technique avaient trouvé un commun soutien dans le Parlement, le Gouvernement et les institutions locales.

Par contre, le gouvernement soviétique-communiste :

1^o A arrêté le fonctionnement des écoles déjà existantes ;

2^o A établi, sur le papier, les projets grandioses d'un nouveau système d'éducation ;

3^o Est arrivé, d'après ses propres déclarations, à la diminution ou à la suppression des établissements déjà existants, à une situation misérable du personnel enseignant, au manque complet de manuels et de livres dans les écoles qui subsistent encore.

Le principal « résultat » a été de pervertir la jeunesse d'une façon effrayante et d'inculquer aux enfants un athéisme cynique et le mépris de tous les principes de moralité !

CHAPITRE X

LA DÉCADENCE DE LA MORALITÉ

On a beaucoup écrit sur la dissolution de la famille et le développement de la licence sexuelle qui se manifestèrent pendant les premières années du régime soviétique et que les plus fervents adeptes du bolchevisme eux-mêmes se voyaient alors obligés de reconnaître comme des faits incontestables. Mais, d'après leurs affirmations, une sensible amélioration se serait depuis produite dans ce domaine.

Néanmoins, des informations qui, émanant de sources soviétiques, ne peuvent être mises en doute, constatent que la licence sexuelle, sous toutes ses formes, continue de régner : c'est la conséquence logique de la doctrine communiste, qui ne reconnaît ni la famille, ni les principes élémentaires de la morale, — bases de la société moderne.

Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir quelques extraits de la presse soviétique officielle de ces derniers mois. Le tableau qu'ils évoquent est bien sombre ; mais il est encore incomplet, car le libertinage scandaleux et universellement connu des hauts fonctionnaires soviétiques ne peut évidemment se discuter dans les colonnes des journaux officiels, où il ne saurait être question que de la dépravation des membres secondaires du parti, de la jeunesse des écoles, etc...

LA DÉPRAVATION PARMI LES COMMUNISTES
ET LES MEMBRES DE « L'UNION DE LA
JEUNESSE COMMUNISTE » (COMSOMOL)

L'article de M^{me} S. Smidovitch, membre du Parti communiste russe, paru dans l'organe officiel de ce parti, la *Pravda* du 24 mars 1925, et une série de lettres se rapportant à cet article, publiées dans ce même journal le 7 mai 1925, témoignent éloquemment que les communistes eux-mêmes se rendent compte des progrès de la démoralisation dans le pays, surtout parmi la jeunesse. M^{me} Smidovitch avoue franchement que la vie sexuelle de la jeunesse prolétarienne lui inspire de grandes inquiétudes. « Les jeunes gens », écrit-elle, « semblent être convaincus que ce n'est qu'en traitant toutes les questions concernant l'amour sexuel de la manière la plus obscène et la plus grossière qu'ils ne dérogeront pas à leur dignité de communistes ».

« Voici, continue M^{me} Smidovitch, un bref résumé de cette « idéologie », qui n'a absolument rien à faire avec la situation économique du pays. »

« Tout jeune communiste, étudiant-ouvrier, etc., fût-il encore imberbe, peut et doit satisfaire ses désirs sexuels. Cette maxime est considérée comme une vérité indiscutable. La continence sexuelle est qualifiée de préjugé « bourgeois ».

« Toute jeune fille communiste, étudiante-ouvrière ou écolière, sur laquelle tombe le caprice de n'importe quel jeune mâle, doit s'y soumettre, sinon elle est considérée comme une bourgeoise indigne de porter le nom de communiste. »

« Enfin, lorsque vient le dénouement, le médecin opère l'avortement, mutilant l'organisme de la jeune mère et bafouant cyniquement ses plus nobles sentiments. A ce dénouement, le héros de l'aventure, en

règle générale, ne prend aucune part... Souvent, il a déjà trouvé ailleurs une autre source de plaisirs et de jouissances. Cependant il arrive parfois que c'est lui-même qui se trouve abandonné par sa femme « bourgeoise », quand celle-ci, froissée dans ses instincts de femme et de mère, préfère mettre fin à la vie commune, devenue pour elle insupportable.

M^{me} Smidovitch cite aussi un curieux exemple de « pères s'intéressant au sort de leur enfant... Dans une ville du centre de l'Union soviétique, deux vigoureux étudiants-ouvriers se présentèrent chez la directrice de la Défense de la Maternité et de l'Enfance pour lui demander de recueillir leur « enfant collectif ». « Je ne vous comprends pas », répondit cette directrice, qui, femme-médecin, n'avait pas encore oublié les lois élémentaires de la physiologie. Les jeunes gens lui déclarèrent avec émotion qu'ils se considéraient tous les deux comme pères de l'enfant, puisqu'ils avaient été simultanément en relations avec la mère. La naissance d'un enfant « collectif » engendré non par un, mais par deux pères, répondait tellement à l'esprit de la doctrine communiste, le cas était si particulier et l'insistance des pères si tenace, qu'on finit par obtempérer à leur désir ».

Le dialogue suivant, cité par la même M^{me} Smidovitch, montre quelle est la manière de voir communiste en matière sexuelle : « Je ne la considère pas comme ma femme... ; j'ai eu simplement avec elle une liaison passagère. Je n'épouserais qu'une femme avec laquelle j'aurais des accointances de caractère, qui serait pour moi une bonne amie, une camarade. » — « Mais de quel droit vous comportez-vous ainsi à l'égard de cette femme (abandonnée par vous), qui est une ouvrière-étudiante, une jeune communiste comme vous-même ? » — « Eh bien, quoi ! me conseillez-vous de m'adresser à des prostituées ? »

L'auteur achève son article en invitant les femmes-

camarades à y prêter attention : car il ne contient pas un mot qui ne soit exact.

Beaucoup de lettres furent écrites à propos de cet article à la rédaction de la *Pravda*. Quelques-unes partagent l'opinion de l'auteur, d'autres la critiquent. Dans les deux cas les lettres constatent la décadence profonde de la moralité, — décadence due à l'influence de la doctrine communiste.

Voici deux extraits de ces lettres :

Nina T. écrit : « J'ai dû me faire faire un avortement à la suite d'une liaison avec un jeune communiste..... J'en étais encore malade, lorsqu'un autre jeune camarade me déclara franchement : « Si tu ne veux pas te donner à moi, c'est que tu n'es pas des nôtres, tu ne peux pas appartenir à notre parti. » Cette déclaration m'impressionna péniblement. J'étais candidate (à l'admission dans le parti) et je commençai à redouter toutes sortes d'intrigues. »

Il ressort de cette lettre que le caprice déçu d'un mâle rancunier suffit à priver sa victime des grands avantages matériels réservés aux membres du Parti communiste, — classe privilégiée en Russie soviétique, à laquelle les portes de toutes les écoles et de toutes les carrières sont largement ouvertes.

Ce fait est confirmé par la camarade Victoroff : « Il est exact », écrit-elle, « que les jeunes filles qui se refusent à satisfaire les désirs sexuels de leurs camarades mâles, sont considérées comme des « bourgeoises ».

« On est persuadé », écrit la communiste Z., « qu'il n'y a pas que la continence qui soit « bourgeoise », mais aussi la maternité. Je suis moi-même une jeune mère et je ne parviens pas à faire admettre que la maternité soit une fonction sociale ».

Non seulement les jeunes communistes, mais aussi les vieux membres du Parti sont convaincus de la nécessité « idéologique » (si l'on peut s'exprimer ainsi) de la dépravation sexuelle : « La plupart d'entre eux »,

continue la même communiste Z., « le professent ouvertement ; avancés en âge, mais habiles en amour, ils nous attrapent adroitement à leur hameçon, en nous répétant que nous ne sommes pas des communistes consciences, si nous ne parvenons pas à nous débarrasser des préjugés bourgeois ».

« L'ouvrière Vélitchko », ajoute la *Pravda*, « nous signale des faits identiques. Elle partage entièrement l'opinion de la camarade Smidovitch concernant le développement anormal de la vie sexuelle de notre jeunesse prolétarienne ; mais elle considère « qu'on parle trop peu de la source du mal », — source qu'elle voit dans l'exemple donné par les hommes âgés, dont la conduite est encore plus répréhensible que celle des jeunes gens ».

La communiste Roubtzoff nous donne encore plus de détails sur le libertinage des « vieux ». « Vous ne vous attaquez qu'à la jeunesse », écrit-elle, « mais les membres âgés du parti agissent exactement de même. Ils n'admettent pas les liaisons prolongées, qu'ils trouvent embarrassantes, ennuyeuses et par trop « bourgeoises ». Ils se sentent froissés quand on leur demande où travaille leur femme, ou quand on leur pose une autre question de ce genre. « Ma femme?... de laquelle de mes femmes parlez-vous ? » demandent-ils ironiquement. Je connaissais un communiste influent, un des dirigeants du parti, qui changeait de femme en même temps qu'il changeait de place. Partout il avait des « épouses » qui l'attendaient. Quand on lui faisait observer que sa conduite était bestiale, il répondait à son interlocuteur : Tu es jeune, tu ne comprends pas ce qui est bien et juste ; je puis être lié avec une femme psychologiquement, avec une autre physiquement, et peut-être en trouverai-je une troisième qui répondra à ces deux sentiments réunis ». Un autre membre du Parti, le mari d'une de mes amies, avec laquelle j'avais travaillé et avec qui j'étais liée, me proposa de passer

une nuit avec lui, m'expliquant cette proposition par la maladie de sa femme qui pour l'instant ne pouvait satisfaire ses désirs. Et c'est à moi qu'il s'adressa pour me prier de la remplacer. Je refusai : il me traita de bourgeois et d'imbécile, incapable de concevoir le point de vue communiste sur les relations sexuelles. Il finit par ne plus me saluer. Cela me fit de la peine, car c'était un membre du Parti qui, en sa qualité d'ouvrier et d'homme instruit, m'inspirait confiance. Je pourrais citer d'autres exemples me concernant ; mais ce n'est pas seulement moi, ce sont des milliers de femmes qui ont fait de semblables expériences. Il y en a qui ont la force de résister à la tentation, mais celles qui sont faibles finissent par capituler. »

« Des faits semblables », dit la *Pravda*, « sont cités aussi dans une lettre émanant d'un « Groupe de Femmes » qui dénonce la façon plus que légère dont les vieux communistes, occupant des postes importants, traitent la question sexuelle. »

Est-il nécessaire d'ajouter que la « frivolité » des dirigeants bolchevistes omnipotents, dans un pays où règne l'arbitraire et où n'existe aucune liberté de la presse, met les femmes qui leur sont subordonnées comme employées dans une position extrêmement difficile?... Mais ici nous entrons dans le domaine de la criminalité....

Un des correspondants de M^{me} Smidovitch émet l'opinion que la partie masculine de la jeunesse communiste n'est pas seule responsable de la dépravation existante ; que les femmes, elles aussi, désirent s'affranchir des chaînes de la chasteté pour s'adonner librement aux plaisirs charnels.

Parmi ces aveux, que rend curieux sur tout leur cynisme, il faut signaler les réflexions « théoriques » d'un des auteurs des lettres en question : « Quel régime est le nôtre ? écrit-il. Celui de la destruction systématique de la propriété privée. C'est de là que proviennent

tous les autres phénomènes que nous observons. Dans la famille, c'est la destruction systématique de ses fondements mêmes. De notre temps, les rapports sexuels ne sont qu'un reflet du processus de l'évolution économique de notre pays. Les mœurs contemporaines ne sont que le résultat d'une modification radicale, produite par la révolution, de l'ancienne morale implantée sur le même sol où jadis florissait la propriété privée. Le mépris manifesté envers l'enfant « collectif » n'est-il pas une protestation inconsciente contre l'abolition de la propriété? Au point de vue de la jeunesse communiste, ce n'est pas la jeune fille chaste qui est « bourgeoise », mais la jeune fille qui, fidèle aux préjugés du passé, sacrifie sa jeunesse dans l'attente du mari, — son futur seigneur et maître ».

A toutes ces élucubrations tendant à démontrer la parfaite harmonie qui existe entre la doctrine de Marx-Lénine et la décadence de la moralité en Russie, deux jeunes communistes ajoutent l'apologie suivante de la débauche : « Ce serait une grave erreur », écrivent-ils, « d'oublier le rôle révolutionnaire de la soi-disant dépravation. Pendant les premières années de la révolution, une simple lutte contre la bourgeoisie ne suffisait pas : il fallait la flétrir de toutes les manières, il fallait la discréditer en faisant juste le contraire de ce qui se faisait dans le passé, sans s'inquiéter de savoir si cela répondait à l'idéal de l'avenir ».

Y a-t-il quelque chose à ajouter à ces aveux éloquents des communistes eux-mêmes?

DISSOCIATION DE LA FAMILLE, PROSTITUTION, MALADIES VÉNÉRIENNES, DÉMORALISATION DES ENFANTS

Les données sur les divorces témoignent de la dissociation des fondements de la famille sous l'influence de la législation soviétique. La proportion des divorces à

Pétrograd, en 1920, a dépassé de beaucoup le niveau de tous les pays d'Europe. Sur 100 mariages ainsi dissous, 51 % avaient eu une durée de moins d'un an ; 11 % de moins d'un mois, 12 % de moins de deux mois, 26 % de moins de six mois. (« Documents de statistique de Pétrograd », fascicule V).

A la campagne le nombre des divorces s'est accru considérablement. D'après la *Pravda* — organe officiel du parti communiste russe, — « souvent les femmes se remarient plusieurs fois par an. Les hommes font de même : mariés aujourd'hui, ils redeviennent célibataires le lendemain, quittes à se remarier le surlendemain ».

Dans un livre édité à Léninegrad en 1925 et intitulé *La Vie Nouvelle et Ancienne*, l'écrivain connu Tan, tout en constatant que les divorces deviennent de plus en plus fréquents dans les villages, exprime en même temps l'opinion que, de toutes les bases traditionnelles de l'ancien régime, c'est l'institution du mariage qui s'est trouvée être la moins stable.

La prostitution et les maladies vénériennes sont les conséquences inévitables de la décomposition de la famille. Selon les données du professeur Sorokine, puisées dans la *Pétrogradskaya Pravda*, 5 % des enfants nouveau-nés sont atteints de syphilis héréditaire ; quant à la population adulte, 30 % en sont infectés du même mal. Au cours du Congrès Pan-russe convoqué en 1923 pour organiser une lutte systématique contre les maladies vénériennes, le Docteur Zarkhi a constaté que, « dans l'armée rouge, la syphilis fait actuellement des ravages bien plus considérables qu'en 1913 et même qu'en 1920 ». (*Izvestia*, 9-IV-1923).

A ce même congrès le Professeur Médynsky déclara que « la contagion par la syphilis des enfants constituait une des raisons principales de la dégénérescence de la population. En même temps de nombreux cas d'affections blennorrhagiques sont constatés parmi les adoles-

centes, même parmi celles qui sont recueillies dans les asiles à Moscou et à Pétrograd ». (*Ibidem*).

A une conférence tenue au mois de janvier 1925 pour l'élaboration du programme soviétique, le camarade Sémachko, Commissaire du peuple à l'Hygiène publique, attira l'attention de l'assemblée sur le fait, corroboré par le délégué du Gouvernement de Penza, que 40 % de la population de ce Gouvernement était contaminée par la syphilis. (*Izvestia*, 9-I-1925).

LA DÉMORALISATION DES ENFANTS

Il est évident que la destruction de la famille et les conditions générales de la vie en Russie soviétique sont de nature à contribuer à la démoralisation de la jeunesse.

La situation tragique dans laquelle se trouvent des millions d'enfants abandonnés fait l'objet du chapitre suivant. Ici, nous ne citerons qu'un seul exemple témoignant de la démoralisation profonde des adolescents.

D'après une enquête faite parmi les étudiants de Moscou et publiée dans le livre de Hellmann, *la vie sexuelle de la jeunesse contemporaine*, chacun des adolescents de quatorze à quinze ans dans les écoles primaires en Russie a débuté dans la vie sexuelle à l'âge de moins de treize ans.

Tels sont les fruits de la morale communiste.

CHAPITRE XI

ENFANTS ABANDONNÉS

Ce que la Délégation anglaise a passé sous silence dans son rapport est peut-être justement le plus important.

Nous voulons parler des enfants russes abandonnés et des lieux où ils sont affamés, dépravés et où ils meurent.

Mais peut-être les membres de la Délégation n'ont-ils, en réalité, vu ni les institutions pour enfants, ni les enfants abandonnés eux-mêmes?

Cette hypothèse doit être écartée : *ils ont vu*, mais *ils se sont tus* sur ce qu'ils ont vu. Ils ont vu, car *ils ne pouvaient pas ne pas voir*. Ils se sont tus parce qu'autrement ils auraient dû ou bien mentir impudemment ou bien raconter au monde de tels faits, citer de tels « succès » du pouvoir soviétique, que les gens les plus calmes en auraient frémi.

Ils n'ont pu ignorer les enfants abandonnés, car actuellement les villes russes en débordent et chaque jour de domination du pouvoir soviétique sur la Russie en accroît le nombre sans arrêt. Déjà, au commencement de 1923, Mme Kroupskaïa (veuve de Lénine) écrivait : « *Il y a chez nous sept millions d'enfants abandonnés* ¹ enregistrés et, dans les maisons pour enfants, on en recueille au plus 80.000 ». Cela se passait il y a

1. *Pravda*, n° 51.

deux ans ; et ces chiffres ne sont que les chiffres enregistrés officiellement : — combien d'enfants qui n'étaient enregistrés nulle part erraient dans toutes les parties de la Russie ! Durant ces deux années, où dans la majeure partie de la Russie a régné la famine, leur nombre a considérablement augmenté. Ne parlant *que de Moscou*, M^{me} Kalinine (femme du Président du V.C. I. K.) écrit : « Des dizaines de milliers d'enfants, dans notre capitale, périssent au propre et au figuré ; des armées entières d'enfants prolétariens sont condamnés à périr physiquement et moralement » ¹. Voici quelques chiffres tirés d'un livre de M. Vassilievski, édité et censuré par les Soviets et se rapportant à l'été 1923 : dans le gouvernement de Viatka on comptait 37.500 enfants abandonnés, dans celui de Simbirsk 46.800, dans celui de Samara 61.600.

Une quantité énorme de ces enfants se réfugient dans les villes et surtout à Moscou. Quelquefois ce sont les parents qui les y envoient, espérant les faire admettre dans quelques-uns de ces asiles de l'État dont on a parlé avec tant de louanges dans les journaux soviétiques ; mais il n'y a pas de place dans ces asiles et les enfants restent dans la rue ; le plus souvent, ce sont les enfants qui d'eux-mêmes s'enfuient vers les villes ; orphelins des victimes de la guerre civile, de celles qu'exécutèrent les expéditions de la Tchéka, et des victimes de la famine, ils fuient leur terre natale pour échapper à la faim, persuadés que dans une grande ville, surtout à Moscou, ils trouveront toujours un morceau de pain.

À Moscou on les voit partout, dans tous les coins. Il est impossible de ne pas les voir. Mais y trouver du pain est extrêmement difficile. Les asiles sont en petit nombre et, dans ceux qui existent, les conditions de vie, nous le verrons, sont telles, que les enfants s'en évadent

1. *Izvestia*, n° 65.

comme d'un enfer. Il ne leur reste qu'à mendier ou à voler.

Mais on ne donne guère l'aumône : la population urbaine manque du nécessaire, le passant pressé et soucieux ne pense qu'au moyen de nourrir aujourd'hui son propre enfant. Son cœur ne se serre plus douloureusement à la vue d'un enfant étranger, maigre, en haillons, couvert de plaies effrayantes, qui n'est plus même capable de demander l'aumône distinctement, mais ne peut que murmurer quelque chose d'incompréhensible, affaibli, tenant à peine sur ses jambes et terrible avec ses yeux enflammés sur sa face à demi morte. Dans chaque rue, sur chaque pont, se tiennent ces spectres silencieux et chaque jour le nombre en augmente.

À l'heure actuelle surtout, on voit se multiplier dans une proportion énorme les enfants abandonnés : le Congrès pan-russe de la Défense des Droits sociaux des mineurs l'a reconnu¹. La nouvelle famine de cette année en a fait encore brusquement progresser le nombre ; on nous communique de Moscou, dans une récente lettre : « Pour le printemps cette vague d'enfants menace d'inonder tout Moscou et les forces manquent pour réagir contre cette invasion. »

Cela se passe à Moscou. Mais voici deux extraits d'informations de presse concernant l'état des choses en province ; dans l'un de ses derniers numéros, le *Communiste*, journal de Kharkov, écrit : « Les pauvres petits loqueteux, affamés, grelottant de fièvre, dorment sous les chaudières où l'on fait bouillir l'asphalte, dans les lieux d'aisances publics, dans les boîtes à ordures. On les chasse, on les bouscule, on les frappe. Leurs bouches sont rongées par le loup et par des plaies ; ils ont des dartres, leurs gencives saignent. Il y en a parmi eux beaucoup dont l'état de prostration est tel qu'ils ne

1. Le journal *l'Instruction Publique*, Moscou, 1925.

mendient même plus. » Et le correspondant russe de la *Frankfurter Zeitung* écrit : « Aux arrêts des tramways, des enfants sales et malades, pleins de poux, s'accrochent aux voyageurs et mendient. Aux stations de chemin de fer, où les trains, en Russie, stationnent de longues heures, ces enfants, sous la pluie et au froid, restent parfois deux et même six heures devant les fenêtres de quelque wagon de meilleure apparence et demandent du pain avec une patience extraordinaire. Cent fois, mille fois, durant des heures, ils vous répètent de leur voix monotone, énervante et désespérée : « Petit père, donne-nous du pain ! ». Il y en a qui se livrent à quelque humble commerce, mais une loi soviétique interdit aux enfants de moins de quatorze ans de vendre dans la rue. C'est pourquoi l'on voit souvent un « milicien » arrêter un gamin de huit ou neuf ans pour s'être avisé de jouer illégalement le rôle de « nepman » en vendant des cigarettes ou des cordons de souliers. Le gamin se débat des pieds et des mains et crie éperdument. Des scènes abominables ont lieu dans les rues : on y bat des enfants jusqu'au sang et on les envoie de force en prison, « à la Tchéka » comme disent les passants.

Dans ces conditions, la mortalité, parmi cette masse d'enfants, a commencé à croître d'une façon manifeste ces derniers temps. Auparavant on ne remarquait pas comment et où s'éteignaient ces petites vies ; maintenant on peut le voir à Moscou, presque chaque jour.

Tous ne meurent pas, bien entendu. Dans ces armées d'enfants, les lois de l'adaptation et de la sélection naturelle fonctionnent. Voyons de quel prix terrible cela se paye, de quelles conséquences est menacée la nation russe et avec elle toute l'humanité.

Quand la faim l'emporte et que personne ne lui donne l'aumône, l'enfant s'en va voler. Comme son idée fixe est de remplir son estomac vide, il se dirige pour commencer vers le marché aux denrées alimentaires, dans l'espoir d'y soustraire ne serait-ce qu'un morceau de

pain, d'autant qu'il lui sera plus facile, — pense-t-il —, de se dérober aux poursuites parmi la foule du marché, en cas d'insuccès. Mais il se trouve que ce n'est pas chose facile : il en vient des centaines comme lui au marché : marchands et acheteurs savent parfaitement dans quelle intention ces petits loqueteux tournent autour d'eux et surveillent très attentivement leur marchandise.

Il faut une ruse animale, singulière, pour dérober quelque pitance ou se dérober soi-même aux coups, si l'on est surpris.

Après avoir commencé par voler du pain, l'enfant se met à voler de tout : ensuite il y joint la violence — et, procédé très répandu, — arrache en courant les sacs à main des femmes ; le cas échéant, il ne s'arrêtera pas devant l'assassinat. Pour mieux réussir, ces petits malheureux s'organisent en bandes et deviennent graduellement de véritables malfaiteurs. Le pouvoir soviétique a essayé de lutter à coups de mesures répressives contre ce mal, engendré par lui et dont jamais auparavant on n'avait entendu parler en Russie. Dès 1922, le Commissaire du Peuple à la Justice écrivait dans sa circulaire n° 36¹ : « ... On constate un développement colossal de la criminalité des enfants mineurs (en particulier le banditisme parmi les enfants a pris des proportions considérables)... La suppression aussi rapide que possible de ce phénomène doit être la tâche urgente du Tribunal révolutionnaire ». Nous ignorons quel compte les juges révolutionnaires ont tenu de cette circulaire ; toujours est-il que le phénomène, non seulement n'a pas disparu, mais au contraire, durant les trois années écoulées depuis, s'est aggravé d'une manière effrayante : les racines de ce mal s'alimentent sans doute abondamment aux coutumes et conditions sociales du paradis soviétique communiste, contre lesquelles la répression demeure impuissante.

1. *Revue hebdomadaire de la Justice soviétique*, 1922, n° 12, p. 14.

Ce développement effrayant de la criminalité enfantine a fait prononcer au D^r Hagemann, criminologiste allemand, qui avait eu la possibilité de prendre connaissance des matériaux originaux de la statistique criminelle soviétique, cette phrase brève, mais éloquente ¹ : « Furchtbar ist die Statistik über Verbrechen Jugendliche » (« Terrible est la statistique des crimes de la jeunesse »).

D'après les données du D^r Hagemann, en 1922, en Russie (l'Ukraine non comprise), 36.000 crimes graves ont été commis par des mineurs, et, sur ce nombre, 20 % par des enfants de huit à douze ans. En Ukraine, d'après le Sovnarkom de l'Ukraine, rien que pendant le premier semestre de 1923, on a enregistré 29.317 crimes commis par des enfants abandonnés. Dans la seule ville de Moscou, au cours de l'année 1922, on a enregistré 4.606 crimes commis par des enfants, sur lesquels 10 assassinats, 37 cas de brigandage, 22 cas de blessures, plus de 1.000 vols, sans parler des cas de prostitution et de viol ².

D'après les calculs du journal *Psychiatrie et Neurologie*, édité en Russie soviétique et par conséquent censuré, la criminalité enfantine à Pétrograd, en 1922, a été 7,4 fois plus élevée qu'avant la guerre. Le professeur Makletsov, se fondant uniquement sur des données soviétiques, estime qu'elle est actuellement en Russie 10 fois ce qu'elle était avant la guerre, soit une augmentation de 900 %.

*
* *

Il est naturel que parmi ces millions d'enfants abandonnés tous les vices possibles se propagent. La prostitution est la principale ressource des fillettes à l'aban-

1. D^r Hagemann, « Die Polizei in Soviet Russland », *Deutsche Juristenzeitung*, 1923, Heft 13-14, S. 404-405.

2. *Izvestia*, 24 mars 1923.

don. Il est difficile de dire à quel âge commence dans ce milieu la prostitution consciente, mais il est connu que de nombreuses fillettes de dix à douze ans sont déjà des prostituées de métier. « Il est effrayant, nous écrit-on de Moscou, de voir ces petites victimes de la sensualité humaine, maigres, débiles, épuisées par une vie sexuelle prématurée, habillées de haillons, — avec cependant des prétentions à la coquetterie — : visages ravagés, — mais lèvres peintes ; corps d'enfants, — mais sourires et gestes qui ne le sont pas... » Cette prostitution entraîne inévitablement des maladies vénériennes. Au Congrès pan-russe pour la lutte contre les maladies vénériennes, en 1923, le professeur Medynski a déclaré franchement que « l'extension de la syphilis parmi les enfants était une des causes graves de la dégénérescence de la population... » Outre la syphilis, se développe encore la blennorrhagie (surtout parmi les fillettes ¹.)

D'autres vices que la prostitution se sont profondément implantés dans cette foule d'enfants abandonnés :

Le cocaïnisme, l'alcoolisme, les jeux de hasard, les vices contre nature y ont trouvé un gîte propice. Un certain Dr Ratner en dit dans la *Pravda* ² ce qui suit : « Il suffit de jeter un coup d'œil sur les comptes rendus des Commissions des Mineurs, d'écouter les rapports aux conférences médicales..., de passer par des voies telles que la « Khitrovka », le « Boulevard Tsviétnoï », etc..., pour être saisi d'effroi au spectacle de cette épidémie terrible et menaçante. Le cocaïnisme avec toutes ses suites horribles s'est propagé parmi ces enfants sans surveillance. Ils forment un foyer de cocaïnomanie, qui a déjà commencé à projeter des étincelles autour de lui ; nous assistons à l'infiltration de ce poison dans nos établissements d'enfants et dans les écoles même. Selon le Dr Cholomovitch, le pourcentage des cocaïno-

1. *Izvestia*, 9 avril 1923.

2. *Pravda*, n° 46, 1924.

manes parmi les enfants abandonnés varie entre 40 et 90 %¹.

Est-il possible que les autorités soviétiques ne s'inquiètent pas de ce fléau redoutable, qu'elles n'entreprennent rien pour lutter contre ce cauchemar de l'enfance abandonnée? Comment le gouvernement soviétique envisage-t-il la question des enfants?

Dès les débuts de son existence, ce Gouvernement, entre autres vastes problèmes bruyamment posés dans ses déclarations, a placé au premier plan celui de la défense de l'enfant. Toute une série de représentants importants du parti communiste émirent verbalement et par écrit leurs opinions à ce sujet. Il fut généralement admis comme une vérité indiscutable que, « pour les enfants, l'assistance individuelle, privée, devait disparaître et faire place à l'assistance sociale. » A l'appui de ce principe, M. Goikhbarg, un des spécialistes les plus qualifiés du droit de famille soviétique, écrit² : « L'organisation de la tutelle de l'État doit prouver aux parents que l'assistance sociale aux enfants donne des résultats bien meilleurs que les soins privés, individuels, non scientifiques ni rationnels, de quelques parents affectueux, mais sans culture, n'ayant ni les forces, ni les moyens, ni les méthodes, ni les installations dont dispose une Société organisée. Cette organisation d'État doit déshabituer les parents de cet amour étroit et déraisonnable envers leurs enfants qui leur fait désirer de les garder auprès d'eux, sans les laisser sortir de l'étroit giron de la famille... » Notons les réflexions de M^{me} Lilina (femme de Zinoviev), à qui, pour le malheur du peuple russe, a été donnée la possibilité de mettre directement en pratique ses idées sur l'immense étendue de la Russie³ : « L'amour des parents est le plus

1. *Izvestia*, n° 66, 1924.

2. A.-G. Goikhbarg. *Les droits du mariage, de la famille, des tuteurs dans la République soviétique*, 1922, p. 143.

3. Z. Lilina. *L'Éducation sociale et travailliste*, Pétersbourg, 1921, p. 10-11.

souvent un amour nuisible pour l'enfant. » « La famille est individualiste, égoïste ; l'enfant élevé par elle, dans la plupart des cas, est un être anti-social, imbu d'aspirations égoïstes. » « Ces aspirations égoïstes de parents isolés sont déplacées dans une société communiste, fondée non sur l'intérêt privé, mais sur l'intérêt général, non sur les aspirations égoïstes, mais sur le souci du bien de la collectivité »... La conclusion de M^{me} Lilina est que, l'éducation familiale ayant fait faillite, elle doit être remplacée par l'éducation sociale-travailliste dans les jardins d'enfants, les « foyers » et les maisons d'enfants¹.

Les dirigeants soviétiques, disposant des moyens de mettre en pratique leur délire, introduisirent cette doctrine dans la vie avec l'énergie propre aux maniaques ; mais ils s'aperçurent vite que cette grandiose réforme socialo-pédagogique non seulement ne donnait aucun résultat salubre, mais était irréalisable ; la raison principale en était qu'ils n'avaient ni les forces, ni les ressources, ni la compétence requises. Quand l'armée des enfants abandonnés se mit à augmenter avec la rapidité que nous avons dite, il apparut avec la clarté de l'évidence que le pouvoir soviétique était radicalement incapable de se mesurer, non seulement avec des problèmes « planétaires », mais simplement avec celui des enfants abandonnés. Récemment, sur un rapport de M^{me} Kalinine, la « Conférence pour la Lutte contre l'Abandon de l'Enfance » vota une résolution disant qu' « au lieu d'amener de force les enfants dans les internats, il était indispensable de prendre des mesures organisant le travail préalable du maître avec les enfants dans leur propre milieu »², c'est-à-dire surtout

1. Cette manière de voir n'a pas, il est vrai, empêché M^{me} Lilina et son mari Zinoviev (Président du Komintern) d'élever leur propre fils chez eux, ne l'envoyant, en 1919-1920, que pour quelques leçons à l'école Ténichev, sauvée de la destruction soviétique, cette même école qu'on montra à l'écrivain Wells comme « école modèle ». Celui qui écrit ces lignes a été témoin de ce fait.

2. *Izvestia*, n° 65.

dans la famille. Il y a un an, cette idée, si différente des thèses officielles de la pédagogie communiste, eût paru, sans doute, contre-révolutionnaire. Mais, comme, d'après le témoignage de M^{me} Kroupskaïa elle-même, il n'est possible d'admettre dans les asiles et maisons d'enfants qu'environ 10 % du nombre total des enfants complètement abandonnés et représentant un danger social immédiat et menaçant, il n'est pas surprenant que la femme du Président elle-même en soit venue à proposer en cette matière une résolution anti-communiste.

Pour venir à bout de cette armée d'enfants abandonnés, une série de projets ineptes et fantaisistes ont été conçus. Cette même M^{me} Kalinine propose la création pour les enfants abandonnés d'institutions nouvelles « imprégnées et imbuës de léninisme » (*Pravda*, n° 41). MM. Korolev et Galov projettent « de grouper les enfants abandonnés en des communes économiques rurales, organisées selon les principes de l'économie scientifique » ; M. Eletski voudrait diriger les enfants vers l'armée rouge, pour les disséminer dans les compagnies de musiciens et dans les services d'éclaireurs (*Pravda*, n° 60) ; M. Pliousnine recommande de créer « une petite ville enfantine, une république communiste de futurs citoyens, installée selon le dernier mot de la pédagogie et de la science révolutionnaire. » (*Izvestia*, n° 61) ; M. Kreinik conseille d'orienter ces enfants vers l'industrie de la mercerie (*Pravda*, n° 60), etc., etc..., et ainsi de suite.

Tous ces projets absurdes ne vaudraient pas la peine qu'on s'y arrêtât, si par leur nombre même ils ne prouvaient, d'une part, à quel point les enfants abandonnés ont envahi toute la Russie et surtout les villes, et, d'autre part, combien sont impuissantes contre cette calamité toutes les mesures prises par les Soviets et les institutions qu'ils ont créées.

Ces institutions, quelles sont-elles ?

L'organe principal de la lutte contre l'abandon de l'enfance est « l'Inspection sociale de l'Enfance » ; elle fonctionne conformément au règlement du 24 septembre 1921 (ultérieurement modifié)¹ ; son objet essentiel est le suivant : 1^o lutte contre l'abandon des enfants, la mendicité, la prostitution, la criminalité ; 2^o lutte contre l'exploitation des enfants et les mauvais traitements dont ils peuvent être victimes dans leur famille et dans les entreprises professionnelles et de production paysanne qui n'emploient pas de salariés étrangers. Les agents de l'Inspection portent le nom pompeux de « frères et sœurs de l'Aide sociale. »

D'après le texte du Règlement, comme au sens d'une « Instruction » spéciale élaborée pour le développer, le rôle et la tâche des frères et sœurs de l'aide sociale sont très honorables. Ils comportent : 1^o la surveillance dans les endroits publics de la conduite des enfants et la lutte contre le vagabondage, la criminalité, l'usage du tabac, les jeux de hasard, l'alcoolisme, l'emploi des narcotiques, etc... ; 2^o la visite de certaines catégories d'établissements où travaillent les enfants ainsi que des familles, si l'on est informé d'abus d'autorité commis par les adultes aux dépens des enfants ; 3^o l'arrestation des enfants, leur acheminement vers les postes de police où l'inspecteur de l'enfance est tenu à prendre part aux interrogatoires afin d'établir pour quelles raisons l'enfant a été abandonné et a commis une infraction à la loi ; il doit aussi intervenir quand doivent être prises à l'égard de l'enfant des mesures médico-pédagogiques, ou lorsqu'il y a lieu de rechercher ses parents.

Tous ces procédés d'aide et de surveillance des mineurs sont pratiqués depuis longtemps dans bien des États de l'Europe Occidentale ; ils l'étaient également en Russie avant la révolution, grâce à l'institution de tuteurs près des Tribunaux d'enfants. Le pouvoir so-

1. *Recueil des Lois*, n° 66, 1921, et n° 59, 1922.

viétique s'est servi — tant bien que mal — de l'expérience des autres en l'adaptant aux conditions russes actuelles et en la complétant de quelques règles rationnelles.

On n'aurait pu qu'approuver cette œuvre si, malheureusement, elle n'était restée purement théorique et n'avait donné, en pratique, des résultats nuls. Le pouvoir soviétique, après avoir élaboré un Règlement très admissible édictant des mesures contre l'abandon des enfants et leurs vices, n'a pas su le mettre en application.

Et d'abord, les Soviets ont laissé l'Inspection sociale de l'Enfance presque sans ressources. Il suffira de signaler que, même à Pétrograd, en 1923, on ne trouva pas de crédits pour l'entretien de l'Inspection des Enfants ; Pétrograd n'en possède donc pas ¹. C'est cependant la seconde capitale de la Russie, la seconde ville du pays par le nombre de ses habitants ainsi que par le développement de la criminalité des enfants. Dans toute la Russie, en général, d'après le témoignage autorisé du Commissaire à l'Hygiène Semachko ², une petite poignée de frères et de sœurs de l'Aide sociale est dispersée, éparpillée sur cet immense territoire.

Dans des conditions normales le manque de ressources aurait pu être compensé par la bonne volonté de la société, par le travail et les sacrifices bénévoles de certains de ses membres. En particulier, notre jeunesse intellectuelle s'est toujours portée au-devant de toutes les œuvres sociales ou d'éducation et leur a fourni un fort contingent de collaborateurs conscients et gratuits. Il suffit de rappeler l'institution, dans la Russie tzariste, des tuteurs (ou curateurs) près les tribunaux d'enfants, celle des curateurs sanitaires, etc... Mais actuellement, la classe intellectuelle russe est presque entiè-

1. L. M. Vassilievski, *La Criminalité des Enfants et les Jardins d'Enfants*, Tver, 1923, p. 142.

2. Même source.

rement étouffée, la misère règne parmi ce qui en reste ; ces parias du régime soviétique n'ont donc aucun loisir et sont forcés de songer au pain quotidien ; il ne saurait être question pour eux du travail gratuit de jadis dans l'intérêt social, car les « camarades » ne font rien gratuitement ; de plus, la productivité même du travail rémunéré a fortement baissé, comme on sait. Cependant, c'est précisément dans leur milieu que l'on recrute les agents de l'Inspection sociale des Enfants : ils sont fournis presque exclusivement par les prolétaires inscrits au parti communiste et surtout par l'« Union des Jeunes Communistes » (depuis l'âge de 18 ans) ¹. C'est cette « Union » ou « Komsomol » qui a fait tant de bruit par sa guerre à la religion, ses entreprises sacrilèges et ses brimades lors des fêtes chrétiennes (outrages aux objets sacrés et aux églises, processions sacrilèges, mise en jugement de Dieu, etc...) ². Des inspecteurs sociaux de cet acabit, — jeunes gens ignorants et incultes, — athées militants et vauriens de dix-huit ans, très mal payés, — voilà ceux qui furent chargés de lutter contre l'abandon des enfants, le banditisme, la prostitution, etc... N'ayant aucune notion de leur tâche — ni l'ombre d'aucune des qualités qu'elle exige, — un grand amour, de la douceur, du tact, de la délicatesse, la connaissance de l'âme de l'enfant et, — nous semble-t-il, — une moralité éprouvée, sinon des convictions religieuses, — ces individus ont, dès leurs premiers pas, tué dans son essence même cette institution qui s'est ainsi trouvée compromise irréparablement avant même d'éclore. Aussi ne faut-il pas s'étonner que « l'Inspection paysanne et ouvrière » (ancien « Contrôle de l'État ») ait constaté que le personnel des inspecteurs de l'Enfance, « en tant que moyen de lutter contre la criminalité, est inexistant » ; et que, parmi

1. Remarque à l'article 3 du *Règlement de l'Inspection sociale des enfants*.

2. Voir le livre *l'Assaut des Cieux*, Londres, 1924.

les nombreuses tâches considérées naguère comme essentielles, aucune n'a été accomplie. »¹

Il existe d'autre part une Commission chargée de s'occuper des enfants mineurs ayant commis des délits le « Komoness », ainsi que des centres d'examen et des centres de répartition, organes préliminaires ayant à décider du sort de ces jeunes malfaiteurs. On peut juger de l'activité de ces institutions à Moscou, d'après les données des enquêtes effectuées en septembre 1924 par une Commission spéciale². Il se trouve que la Commission de Moscou pour les infractions commises par des enfants mineurs a eu à examiner, en cinq ans, 50.000 affaires ; 91 % des mineurs enregistrés par elle sont des enfants de paysans et d'ouvriers ; parmi eux il y a un grand nombre d'orphelins de père ou de mère et 9 % seulement d'orphelins de père et de mère. Un fait caractéristique est que, parmi eux, il n'y a que 2 % de véritables habitants de Moscou : 98 % y sont venus de tous les coins de la Russie. Environ 50 % sont atteints de différentes maladies contagieuses, parmi lesquelles la syphilis tient une place prépondérante. » Malgré cette forte proportion de maladies contagieuses (et combien étaient atteints de maladies non contagieuses !) il ne fut admis que 1,2 % de malades dans les hôpitaux. Qu'a-t-on fait des autres enfants ? 15,8 % d'entre eux ont été placés dans différentes maisons d'enfants, 1,1 % dans des écoles, 0,90 % placés comme ouvriers, 20 % envoyés dans des centres d'observation, 10,5 % ont été reconnus réfractaires à toute action médico-pédagogique, et leurs dossiers ont été transmis pour examen aux Tribunaux du Peuple. Dans tous les autres cas, soit 50,5 %, la Commission s'est bornée à des réprimandes.

Le communiste Beresner, auteur de l'article de la *Pravda* où nous avons puisé ces données, en tire la con-

1. L.-M. Vassilievski, même œuvre, p. 173-174.

2. *Pravda*, 25 novembre 1924.

clusion suivante : « ... Cette Commission... travaille en grande partie dans le vide..., n'étant pas à même de diriger l'enfant dans la bonne voie. Ces 50 % de réprimandes sont le résultat du louvoiement pénible de la Commission entre le désir d'obtenir des résultats réels et les obstacles que l'on rencontre à chaque pas. »

En ce qui concerne les centres de répartition et les centres d'observation, leur état est tel qu'il vaut peut-être mieux pour les enfants que ladite Commission n'y dirige que 20 % d'entre eux, préférant dans la plupart des cas se borner à des réprimandes. Voici ce qu'écrit à ce sujet M. Vassilievski¹ : « Le personnel est surchargé de travail, insuffisamment payé, l'approvisionnement n'est pas satisfaisant et les méthodes médico-pédagogiques restent sans application ou le sont de telle manière qu'elles ne se distinguent guère des méthodes pénitenciaires. » Voici encore ce que communique le communiste sus-mentionné, Beresner², sur la situation des enfants dans le « centre » de Moscou, c'est-à-dire, de la capitale ; « Les enfants sont très grossiers, ils font ce qu'ils veulent, terrorisent l'administration, se conduisent abominablement. Il n'y a guère que 10 à 15 % d'entre eux qui prennent part aux travaux, les autres flânent. Les plus dangereux malfaiteurs ne sont pas isolés des meilleurs éléments³. Ces enfants ont des traditions et usent d'un argot rappelant ceux du bagne : ils fument, jurent, se battent. Ils sont rebelles à toute soumission et ne font aucun cas des pédagogues, ni de l'administration. Ils ne se lavent pas durant des mois. Les garçons entrent facilement en rapports avec les fillettes libres (les prostituées). Les ateliers de ces centres (chaussures, vannerie) sont

1. Même œuvre, p. 174.

2. *Pravda*, 25 novembre 1924.

3. D'après la circulaire du 11 mars 1920 sont dirigés sur les centres non seulement les enfants s'occupant de mendicité, de vagabondage, de prostitution les vauriens, les cocaïnomanes et en général les éléments dangereux au point de vue social, mais aussi les enfants sans foyer, ayant perdu leurs parents.

mal outillés. Les enfants n'y travaillent pas, — n'y veulent pas travailler. Il n'y existe pas de bibliothèque, — pas même un livre. Aussi bien ne manifestent-ils aucun intérêt pour la lecture. Lors d'une inspection, on ne rencontre aucun surveillant. Parmi les enfants beaucoup sont d'anciens cocaïnomanes. Les jeux de cartes sont très répandus. » Et il ajoute : « Disons-le franchement : voilà une institution qui entrave la lutte contre la criminalité et prépare un cadre de malfaiteurs. » On notera que de ce centre, d'après l'enquête officielle de la Commission du 29 août 1924, se sont enfuis en juin 1924 90 enfants, en juillet 109, et en août 71, c'est-à-dire que sur 286 enfants 270 se sont évadés.

Nous pourrions encore citer toute une série de communications de témoins sur une situation identique dans d'autres centres. Il nous paraît que ce qui vient d'être dit suffit : ce sont les déclarations d'un communiste publiées dans un journal officiel de Moscou ; la chose se passe à Moscou même — au vu et au su des hauts fonctionnaires du gouvernement soviétique : — on se figure ce qu'il en est en province. On ne s'étonnera pas, après cela, que le Commissaire à l'Hygiène lui-même qualifie les centres de répartition et autres de « dépotoirs »¹ et par cela même atteste officiellement l'incapacité complète dont fait preuve le pouvoir soviétique dans l'organisation de la lutte contre l'abandon des enfants et leur démoralisation.

Voyons maintenant, en nous fondant toujours sur des données soviétiques, ce que représentent les institutions permanentes d'aide et d'éducation, c'est-à-dire les asiles et les maisons d'enfants, les internats. Nous avons déjà indiqué que, d'après les plans primitifs des Soviets, on comptait prendre tous les enfants russes à leurs parents et les placer dans des maisons d'enfants.

1. Voir Vassilievski, même œuvre, p. 128.

Cette idée saugrenue fut vite abandonnée, mais elle inspira la création d'un assez grand nombre d'asiles, jardins d'enfants, foyers, écoles en plein air et autres établissements, durant les premières années de la révolution : de sorte qu'il y avait lieu, semble-t-il, d'espérer que le pouvoir soviétique serait en mesure de recueillir tout au moins les enfants abandonnés. « Ce n'est pas seulement un refuge pour la nuit et la nourriture que doivent fournir nos maisons d'enfants », écrivaient les idéologues communistes sur cette question¹, « mais aussi un apprentissage de travail méthodique et d'après un plan déterminé. Pour devenir la pépinière des citoyens du nouveau monde, la maison d'enfants doit aussi être un asile, une école-commune et un club. Il est important de rendre agréable, gaie, richement nuancée, la vie de l'enfant, afin qu'il ne soit pas attiré hors de la maison d'enfants, que sa vie soit fondue avec celle de l'établissement, de même que ses intérêts. »

Rien de tout cela n'a jamais été réalisé.

Le nombre des maisons d'enfants, au lieu d'augmenter parallèlement au nombre des enfants abandonnés, n'a fait que diminuer dans des proportions catastrophiques.

Les établissements auxiliaires, jardins d'enfants, foyers, écoles en plein air, eurent beaucoup à souffrir. En 1922 il y en avait environ 4.000 en Russie, avec 213.000 enfants ; en octobre 1924, d'après les constatations autorisées de M. Lounatcharski lui-même, Commissaire du peuple à l'Instruction publique, il n'en restait plus que 715 avec 44.000 enfants².

La décadence des maisons d'enfants et asiles n'a pas de moins pénibles répercussions ; elle s'est manifestée sous deux formes : premièrement, par la fermeture d'un certain nombre d'entre elles et, secondement, par la

1. Voir Vassilievski, même œuvre, p. 129.

2. *Izvestia*, 10 octobre 1924.

diminution du nombre des enfants admis dans chacune d'elles. (Ceci n'a pas été strictement observé).

Dès avril 1922, le nombre des maisons d'enfants existantes fut réduit de 50 % et en certains endroits de 75 %.

D'après la circulaire n° 61, envoyée à toutes les Sections provinciales d'Éducation Sociale ¹, le contingent des enfants devait être réduit, de manière à ne garder que les orphelins de père et de mère, les orphelins de père ou de mère, les enfants des soldats de l'armée rouge du service actif et les enfants ayant subi de mauvais traitements ou se trouvant dans des conditions anormales.

Les victimes de ces restrictions se sont trouvées, d'après les *Izvestia*, être « les enfants qui, durant la famine de 1921, s'étaient enfuis des gouvernements affamés ». Aussitôt que les organisations d'aide aux enfants apprirent que la lutte contre la famine était terminée, elles se mirent à leur refuser cette aide, exigeant formellement qu'on les reprît. Ils sortirent de ces maisons ; on leur dit que la famine avait cessé et qu'ils pouvaient rentrer dans leurs foyers. Il y eut de grands encombrements dans les gares. Mais nombre d'entre eux ne tardèrent pas à revenir : leurs parents étaient morts, ou partis, chassés par la faim, ou bien ne s'étaient pas encore remis des suites de la famine ². Or, presque aucun de ces enfants ne fut repris : « ... les ressources manquaient, on n'avait pas de quoi entretenir ces abandonnés... » ³

On pensera peut-être que le trop petit nombre des maisons d'enfants et des asiles était compensé par leur qualité ; que s'il était impossible de placer dans ces maisons toute la masse des enfants abandonnés, ceux-

1. Journal *l'Instruction Publique*, 1922, n° 104.

2. *Izvestia*, 1923, n° 73.

3. Même source.

là du moins étaient heureux qui y étaient entrés, qu'ils jouissaient du bien-être, entourés de bons soins, que leur vie y était ainsi « agréable, gaie et riche en distractions » et qu'ils « n'étaient pas attirés hors de la maison d'enfants » selon les belles promesses de l'idéologie soviétique que nous avons citée?

Nous avons déjà vu les appréciations des bolcheviks eux-mêmes, le Commissaire à l'Hygiène en tête, sur les « centres ». Voyons maintenant ce qu'ils disent des maisons d'enfants et des asiles.

Voici comment, en 1921, l'organe officiel du Parti communiste décrivait l'état des maisons d'enfants : « Les enfants y sont dans des conditions déplorables : les maisons ne sont pas chauffées, les enfants souffrent de la faim, des maladies et du froid. La mortalité parmi eux augmente dans d'énormes proportions. Les ustensiles les plus élémentaires manquent souvent dans ces maisons : les enfants dorment sur le plancher glacial et mangent dans des écuelles ébréchées, employant leurs doigts faute de cuillers ¹. En 1922 le rapport officiel de l'enquête sur les maisons d'enfants constate ce qui suit : « L'équipement des enfants n'est pas satisfaisant. Les évasions sont courantes. Les surveillants frappent souvent les enfants. Les délinquants adultes s'introduisent dans ces maisons, arguant de leur minorité pour échapper aux Tribunaux et à l'emprisonnement. L'atmosphère morale de ces maisons est épouvantable et les enfants y sont voués à la dépravation et à l'épuisement physique complet ².

En 1923, les rapports du Commissaire à l'Hygiène sur les maisons d'enfants à Moscou ³ exposaient que dans 33,7 % la nourriture était au-dessous de la moyenne, qu'on rencontre 20 % de maladies nerveuses,

1. *Pravda* du 27 février 1921.

2. *Izvestia*, voir Vassilievski, œuvre indiquée, p. 174.

3. Recueil *A l'Aide de l'Enfant*, Moscou, 1923.

26 % de maladies de cœur, 53 % de tuberculose. Dans les gouvernements atteints par la famine et dans les gouvernements voisins, les maisons sont bondées d'enfants affamés et sont des foyers de maladies. Dans d'autres gouvernements comme, par exemple, celui de Tsaritsync, 16 asiles, installés pour 2.300 enfants, n'en contenaient dernièrement que 1.600 : l'admission avait été refusée à 18.000. Dans le gouvernement de Saratov, les maisons d'enfants sont tristement célèbres par leur encombrement et leur état anti-sanitaire ; toute une série de maladies s'y sont implantées à demeure. Dans le gouvernement de Samara, les données officielles constatent l'absence de médicaments et la pénurie des ressources, ce qui paralyse la lutte contre les maladies infantiles, la saleté et les parasites. Dans le gouvernement de Simbirsk, plus de la moitié des enfants qui peuplent les maisons où on les recueille manquent de linge. Depuis le 5 février 1925, dans les districts du gouvernement d'Astrakhan, on a supprimé le pain dans ces asiles ; et on l'a remplacé par une espèce de galette ; le résultat est qu'on a déjà eu à y enregistrer des cas de mort par épuisement.

La statistique générale des Soviets sur les maladies infantiles, sans doute très imparfaite, et plutôt portée à atténuer la vérité, donne un tableau du développement de ces maladies. Voici les chiffres pour les trois maladies infantiles les plus répandues :

	<i>Rougeole</i>	<i>Scarlatine</i>	<i>Diphthérie</i>
	—	—	—
1923	80.000	73.000	32.000
1924	154.000	100.000	38.000

Les données statistiques recueillies dans les écoles de Moscou, sur le développement de l'anémie et des maladies de cœur parmi les enfants, fournissent les chiffres suivants :

	<i>Anémie</i>	<i>Maladies de cœur</i>
1919	9 %	4,2 %
1920	11,2 %	8 %
1921	15,3 %	13,5 %
1922	21,9 %	23,5 %
1923	39,3 %	27,3 %
1924	42,3 %	36,6 %

La dernière enquête médicale sur les enfants des écoles de Pétrograd a révélé que 46 % des élèves étaient atteints de la tuberculose et parmi eux 90 % avaient moins de douze ans.

Enfin, la Section d'Hygiène de Tsaritsyne constate que les cas de maladies causées par l'épuisement atteignent 70 à 80 %.

C'en est assez ! On a peine à contenir son indignation quand on réfléchit au sens de ces chiffres froids et impassibles, preuve sinistre du malheur infini, des souffrances inhumaines de ces petits êtres sans appui et de la dégénérescence imminente d'une des plus belles races du globe. La Russie n'a jamais connu pareille calamité. Même pendant la terrible famine de 1891-1892, qui, — faisons-le observer, — coïncidait avec une période de réaction à outrance du Gouvernement, les enfants ont toujours trouvé refuge et nourriture, et le développement des maladies qui les atteignaient a toujours été rapidement enrayeré sans laisser derrière lui de suites nuisibles. Le pays était sain et avait vite su se rendre maître du fléau dont il était frappé.

Depuis le jour où les bolcheviks se sont emparés du pouvoir et ont voulu imposer à la vie leur folle politique, ils ont brisé toutes les forces du pays : l'appauvrissement et l'affaiblissement du peuple russe ont commencé et ce sont les enfants qui en ont le plus cruellement pâti. Après avoir débuté par les promesses les plus larges concernant la défense de l'enfant, tout ce que les bolcheviks ont fait en quelques années, a été de créer une armée d'environ 7 millions d'enfants

abandonnés où la faim, les maladies, la prostitution, la dépravation, les crimes et les vices de toute espèce se sont implantées en un sinistre faisceau.

Mais le plus terrible est que ce fléau, loin de décroître, poursuit son développement menaçant et que le pouvoir soviétique non seulement ne peut le maîtriser, mais *ne le veut pas*.

Il ne le veut certainement pas ; sinon, malgré son impuissance et son incapacité, il fût cependant parvenu à l'atténuer dans une large mesure. Mais il eût fallu employer des moyens de lutte efficace, et d'abord, au lieu des « jeunes communistes », convier à cette lutte ces éléments vivants de la société qui, malgré leur état de demi-anéantissement, existent cependant encore en Russie et en assez grand nombre ; en outre, au lieu des sommes infimes que l'on dépense actuellement, il eût fallu consacrer à cette œuvre d'importantes ressources. Le pouvoir soviétique n'a ni osé, ni voulu faire l'un ni l'autre. Il a craint de recourir aux forces sociales dont nous parlons : le contraste eût trop clairement fait apparaître son impuissance et son impéritie ; de plus, il redoute, pour son existence même, l'apparition dans l'arène sociale des éléments vigoureux et sains du pays : les mesures de répression prises par lui en 1922 contre la « Commission Sociale d'Aide aux Affamés » en sont une preuve concluante. Voter des sommes importantes ? ... Mais alors il eût fallu renoncer à entretenir la vie luxueuse des Krassine, des Rakovski, à doter de plusieurs centaines de millions le Comintern, à la propagande et en général à tout ce qui représente pour le pouvoir soviétique l'objet principal de son existence. Voilà comment des millions d'enfants russes se pervertissent physiquement et moralement, comment un pays immense marche à pas de géant vers la dégénérescence, comment de petits êtres sans appui souffrent et meurent silencieusement dans les rues de Moscou...

Voilà ce que MM. Purcell et C^{ie} n'ont pas remarqué.

CHAPITRE XII

LA PRESSE SOVIÉTIQUE

Les quelques pages que les délégués anglais consacrent à la presse soviétique sont empreintes d'une telle ignorance et d'une telle légèreté qu'il en devient difficile de les critiquer.

Les journaux, les livres, les affiches et les annonces, — disent les délégués, — bref les publications de toute forme sont placées sous le contrôle et la juridiction du Commissariat de l'Instruction Publique. Les deux départements de ce commissariat qui s'occupent de la presse, se nomment le « Département National de la Presse » et la « Censure » (*Gosisdat* et *Glavlit*) (page 117 du *Rapport*). Il est vrai que tout imprimé est contrôlé par le Gouvernement. Mais il n'est pas vrai que ce contrôle soit une manière de surveillance paternelle exercée par le Commissariat de l'Instruction publique. Ce contrôle a un caractère nettement policier et, en dernier lieu, il relève d'une troisième organisation, que les délégués anglais passent sous silence : l'Administration Politique de l'État (G. P. Ou.), c'est-à-dire l'ancienne Tchéka. Toutes les attributions de la censure sont réunies dans le Glavlit, qui, d'après le décret du 6 juin 1922, fonctionne en accord complet avec l'Administration Politique de l'État. L'article 10 de ce décret déclare que ces deux organes administratifs sont intimement liés pour combattre la presse non censurée et pour surveiller les imprimeries, les maisons d'éditions, le commerce des livres et les listes

des livres, publiés sous l'ancien régime, qu'interdit celui des Soviets. L'article 8 de l'Instruction donnée par le Glavlit permet d'arrêter les éditions, d'en réduire le tirage et de supprimer les maisons d'édition qui n'agissent pas en conformité de la loi. Les personnes coupables sont livrées par le Glavlit aux autorités judiciaires et à l'Administration Politique de l'État. L'article 9 de cette même Instruction (2 décembre 1922) est encore plus significatif : « Le Contrôle Politique de l'Administration Politique de l'État vient en aide au Glavlit pour surveiller la presse, les imprimeries, le commerce des livres, l'importation et l'exportation des imprimés. »

Les Soviets ont emprunté à l'ancien régime, tel qu'il existait il y a quatre-vingts ans, les particularités les plus redoutables du régime de la Censure : ils ont établi les censures multiples. Les ouvrages militaires sont soumis à la censure du Soviet Révolutionnaire Militaire ; les publications relatives à l'administration du pays sont censurées par le Commissariat de l'Intérieur : le même Commissariat exerce un contrôle sur les imprimeries et la vente des imprimés, ce qui lui permet d'exercer une censure supplémentaire. Finalement, la censure suprême appartient au Bureau Politique du Comité Central du Parti Communiste.

Cette multiplicité de censures est d'autant plus étonnante que presque tous les journaux et toute la presse quotidienne se trouvent entre les mains du Parti Communiste. Sur les 2.000 publications qui paraissent en Russie, 73 % émanent du Parti Communiste ou de l'État. Le Gosisdatt et quatre ou cinq autres maisons d'édition officielle publient 60 % de tous les livres. Les maisons privées d'édition, dont plusieurs ne sont « privées » que fictivement, sont réduites à une existence tout à fait insignifiante. Aucune d'elles n'a le droit de rien publier qui concerne les questions du jour, la politique ni l'économie politique.

Nous ne connaissons que deux périodiques qui soient publiés par les particuliers : *la Russie Contemporaine* et les *Annales* ; elles paraissent moins de douze fois par an. Il est à noter qu'une maison d'édition particulière ne peut être fondée que sur avis conforme de la Tcheka actuelle. Pour obtenir cet avis, l'éditeur doit présenter d'avance un plan complet de ce qu'il se propose de faire, ce qui rend toute activité politique impossible. Pour acquérir une imprimerie, il faut en obtenir l'autorisation du Bureau du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale, du Gosisdatt et du Syndicat Central des Ouvriers de la Presse. Enfin, le Gosisdatt est libre de s'approprier le droit d'éditer lui-même n'importe quel livre, selon son bon plaisir, et alors même que l'auteur ne souhaite nullement se faire éditer chez les communistes. Les livres d'école sont censurés d'une façon particulièrement sévère.

D'après le décret du 16 juin 1922, les manuscrits aussi sont soumis à la Censure, s'ils sont destinés à être distribués. Ainsi, un auteur qui fait faire trois ou quatre exemplaires dactylographiés d'un article ou d'une poésie est tenu de les soumettre à la censure, s'il a l'intention de les distribuer à des amis. L'histoire des Soviets nous offre l'exemple de gens qui furent fusillés pour avoir gardé chez eux des caricatures ou des poésies manuscrites.

Les règles selon lesquelles est pratiquée la censure des imprimés sont posées dans l'article 3 du décret de 1922, ainsi conçu : « Le Glavlit et ses organes interdisent la publication des œuvres : a) qui contiennent une propagande anti-soviétique ; b) qui divulguent les secrets militaires de la République ; c) qui excitent l'opinion publique par de fausses nouvelles ; d) qui prêchent le fanatisme religieux et national ; e) qui ont un caractère pornographique ». Plus explicite encore est l'article 7 de l'« Instruction » du Glavlit : « La censure des imprimés consiste : a) à supprimer les informations interdites ;

b) à supprimer les articles hostiles au Parti communiste et au pouvoir soviétique ; c) à arrêter tous les imprimés ayant pour fondement une idéologie qui n'est pas la nôtre en matière sociale, religieuse, nationale, économique, artistique, etc. ; d) à interdire la presse boulevardière pornographique, la réclame malhonnête, etc. ; e) à supprimer les faits les plus saillants (chiffres, caractéristiques, renseignements) s'ils sont de nature à compromettre le Parti communiste et le pouvoir soviétique. »

Rappelons quelques exemples qui précisent la portée de ces instructions. Pendant sept jours il fut interdit de parler du suicide, — ou de l'assassinat — de Savinkoff. La presse soviétique passe sous un silence absolu les dépenses du Comintern et l'état des réserves en diamants et en platine. L'histoire de la maladie de Trotsky a été considérée comme secret d'État. Les notions de « pornographie », et de « presse boulevardière » sont interprétées par les Soviets tout autrement que dans les pays civilisés : la presse soviétique est parfaitement libre de préconiser les relations sexuelles entre enfants de moins de quatorze ans et de publier les feuilletons d'un ivrogne, nommé Démiane Bednyi, qui présente Jésus-Christ et les apôtres comme une bande de souldards et de dépravés. En même temps tout mensonge qui flatte les idées communistes est répandu dans la presse soviétique à profusion ; la révolution sociale est annoncée successivement dans tous les pays d'Europe ; le moindre arrêt rendu contre un communiste par un tribunal étranger est signalé comme un acte de barbarie et de terreur ; tout ce que font les partis bourgeois à l'étranger est travesti et défiguré systématiquement ; les correspondants des journaux soviétiques sur tous les points du territoire russe sont incités à dénoncer toutes personnes ne plaisant pas aux organisations communistes locales ; on s'explique dans ces conditions que le nombre de ces correspondants assassinés pour avoir

exercé le métier de délateurs aille croissant de jour en jour.

En résumé, nous pouvons dire que la censure communiste tend à supprimer, comme elle le dit elle-même, *toute idéologie non communiste*. En cela elle se distingue des censures qui existaient dans tous les pays civilisés. Même dans le domaine de l'art, la presse doit se conformer aux décisions du parti communiste. Une telle conception de la censure ne peut être comparée qu'aux préceptes de l'Inquisition ou à la célèbre anecdote du Calife Omar faisant détruire tous les livres qui n'étaient pas le Coran. Tant que vécut Lénine, qui changeait d'opinions presque tous les mois, la censure fut nécessairement moins rigide, car elle n'exigeait des auteurs que de se conformer à l'un des systèmes variés préconisés par le grand chef des communistes. Mais, depuis qu'à Lénine a succédé une commission dite « Bureau Politique du Parti Communiste », la situation de la presse est devenue plus difficile encore, car la censure doit se conformer aux idées de sept personnes souvent en discussion entre elles (cas de Trotzky).

La situation de la presse en Russie soviétique est digne de toute commisération, car elle est pire que dans tout autre pays, y compris ceux où sévit le despotisme oriental.

CHAPITRE XIII

L'HYGIÈNE PUBLIQUE

Le chapitre X du *Rapport* de la Délégation est consacré à l'état sanitaire de la Russie soviétique. L'auteur conclut que l'on a atteint des *résultats remarquables, dignes d'être imités, même en Europe*, v. p. 135. Il est impossible de reproduire ici la description de cette idylle sanitaire où vivent actuellement les heureux habitants de la Russie soviétique, tant cela est invraisemblable et contraire à la réalité. Il n'est pas douteux que les honorables visiteurs n'ont vu, durant leur voyage, que des institutions d'apparat, entretenues dans un ordre parfait pour être exhibées lors de la venue des étrangers. Ils n'ont évidemment pas pu connaître dans toute son horreur la vie russe contemporaine, parce qu'ils n'ont pu pénétrer que là où leurs aimables hôtes voulaient bien les conduire. Ce n'est pas assez dire : durant leur voyage ils n'ont, sans doute, pas eu la possibilité de lire les journaux officiels, car il leur aurait suffi de puiser à ces sources autorisées pour voir immédiatement que la situation sanitaire était en fait déplorable et qu'en outre, non seulement il était impossible qu'elle s'améliorât, mais qu'elle devait catastrophiquement empirer.

Un tableau exact des prétendus progrès de l'hygiène ne pouvait consister qu'en chiffres indiquant la natalité, la morbidité et la mortalité, c'est-à-dire les statistiques sanitaires. Malheureusement, le rapport est

aussi riche en impressions personnelles lyriques qu'il est pauvre en chiffres froids et objectifs.

CE QU'A COUTÉ A LA RUSSIE
L'ÉTABLISSEMENT DU RÉGIME SOVIÉTIQUE

Nous devons cependant faire cette réserve que le chapitre dont nous allons aborder l'examen commence justement par des chiffres. Ses auteurs ont voulu retracer la désorganisation d'où, à leur avis, les bolcheviks ont si brillamment fait sortir le pays ; à cet effet ils produisent les chiffres suivants :

La grande guerre a coûté au pays 1.500.000 vies et la perte de plus de 50 % de leur capacité de travail pour 1.675.000 hommes. La révolution et la guerre civile ont coûté 6.500.000 vies ; la famine en a emporté 5.000.000.

Pertes, même d'après ces données soviétiques, réellement immenses. Les destructions qu'elles représentent dans la vie économique du pays doivent être énormes et il n'est pas facile d'y remédier. Cependant une question très intéressante se pose à nous : dans quelle mesure peut-on rendre responsables les dirigeants actuels des malheurs énumérés ainsi ?

Pour y répondre il suffit de répartir en deux colonnes les chiffres cités sur la même ligne par les Trade-Unionistes :

CE QU'A COUTÉ LA GRANDE GUERRE A LA RUSSIE		CE QU'A COUTÉ L'ÉTABLISSEMENT DU RÉGIME SOVIÉTIQUE A LA RUSSIE	
<hr/>		<hr/>	
Tués	1.500.000	La guerre civile et la révolution . .	6.500.000
Mutilés	1.675.000	La famine . .	5.000.000 + X
		La terreur . .	X
	<hr/>		<hr/>
	3.175.000		11.500.000 + X

Ces chiffres parlent assez par eux-mêmes sans avoir besoin de commentaires. Nous hésitons à préciser le X qui figure dans la colonne de droite. Les Trades-Unions le passent sous silence. Les statistiques soviétiques de même. Et nous nous interdisons de recourir à quelque autre statistique, afin de garder une objectivité absolue. Un jour viendra où ce chiffre terrible, — c'est-à-dire le coût en vies humaines du régime soviétique, — deviendra irréfutable et évident pour tout le monde.

ASSURANCE DU SERVICE MÉDICAL A LA POPULATION

Le *Rapport* affirme que, dans la Russie pré-soviétique, la population était mal pourvue en secours médicaux. Dans les villes on faisait encore quelque chose, mais dans les campagnes, à en croire le *Rapport*, les secours médicaux étaient inexistants.

Dans la préface de ce livre, on cite l'avis de feu le professeur Erismann sur l'état du service médical des zemstvos russes. M. Erismann ne comptait certes pas parmi les adeptes du régime tsariste ; il était de ceux qui eurent à en souffrir. On ne peut donc l'accuser de partialité. Mais, le professeur Erismann n'étant pas une source soviétique, nous ne ferons pas état de ses appréciations et nous nous en tiendrons aux documents soviétiques.

Le tableau tracé par les Trades-Unions est en réalité une reproduction du rapport du camarade Semachko, Commissaire à l'Hygiène, au IX^e congrès des Soviets¹. Le contenu du rapport est divisé en deux colonnes : à gauche, ce qui existait dans la Russie pré-soviétique ; à droite, ce qui est censé avoir été réalisé en Russie soviétique. Mais la quintessence du rapport est contenue dans le paragraphe premier, que nous rapportons, omettant les dix autres :

1. Le Commissariat du Peuple à l'Hygiène : *Rapport au IX^e Congrès pan-russe des Soviets sur l'activité du Narkomzdrav pour 1921*, Moscou, 1921.

AVANT LA RÉVOLUTION

ACTUELLEMENT DEPUIS 4 ANS

Règle générale : soins médicaux payants, différents pour chaque classe : meilleurs et plus chers pour les riches, inférieurs et à bon marché pour les pauvres.

Soins médicaux gratuits pour tout le monde : toute l'organisation médico-sanitaire avant tout pour les ouvriers. Les soins les plus qualifiés avant tout pour les travailleurs.

Tous ceux qui ont connu la situation médicale dans la Russie prébolcheviste confirmeront que le contingent des médecins praticiens *privés, au sens strict du mot*, était très réduit même dans les grandes villes. Parmi les médecins en renom, on n'en comptait que quelques-uns seulement qui s'occupassent exclusivement de clientèle privée. Tous les autres travaillaient dans les cliniques des universités, ou dans les hôpitaux urbains, où les soins étaient gratuits. Ils consacraient la moitié de leur journée de labeur aux hôpitaux et cliniques et la population la plus pauvre bénéficiait de leurs conseils gratuitement.

Inutile de dire, car tout Russe le sait, que les soins étaient gratuits dans les hôpitaux et les dispensaires des zemstvos. C'étaient là des institutions créées pour les paysans et tenues en haute estime par M. Erismann, professeur de l'Université de Moscou, puis plus tard Directeur des Services Médicaux de la municipalité de Zurich : Mr. Purcell, lui, dans sa compétence, en fait peu de cas !

M. Semachko en prend encore plus à son aise avec la vérité : « Les soins médicaux sont gratuits pour tous. » Or, dans le rapport au V^e Congrès pan-russe des Sections d'hygiène¹, nous trouvons ce qui suit : « Le rapport de Semachko enregistre une diminution du nombre des

1. *L'Hygiène et l'Epidémiologie*, 1925, n° 4, p. 134 (édition de la Section sanitaire et épidémiologique et de l'Institut Central d'Etat de Bactériologie du Commissariat de l'Hygiène).

visites de malades dans les dispensaires et dans les hôpitaux ruraux par rapport aux années précédentes. Cette même diminution est constatée dans le rapport de Miskinov : il en voit la raison dans le fait que les soins qu'on y donne sont payants. » Ainsi *les bolcheviks ont supprimé l'une des caractéristiques essentielles de l'organisation médicale rurale des zemstvos présoviétiques : sa gratuité.*

Le rapport des Trades-Unions, pour démontrer le prétendu progrès des secours médicaux à la population, cite quelques chiffres :

	1913	1924
	—	—
Nombre des hôpitaux en Russie.	4.769	3.937
Nombre de lits.	136.117	198.471

Or ces chiffres prouvent clairement ceci : non seulement les bolcheviks n'ont pas construit un seul hôpital, mais ils n'ont pas su conserver les hôpitaux qu'ils ont reçus du régime précédent et le nombre de ces derniers a sensiblement diminué. L'édition du jubilé, *la rouge Moscou*, nous décrit en effet la destruction systématique de plusieurs des hôpitaux modèles de Moscou, faute de réparations, d'où la fermeture d'un grand nombre de corps de bâtiments récemment construits. Ayant ainsi réduit le nombre des hôpitaux, les dirigeants actuels de la Russie, pour des raisons de force majeure (voir maladies épidémiques), ont considérablement augmenté le nombre des lits dans ceux des hôpitaux qu'ils ont conservés.

Comme on le voit par les chiffres cités au rapport, le nombre des hôpitaux a diminué de 18 % tandis que celui des lits a augmenté de 45 %. En 1913, le nombre moyen des lits dans un hôpital était de 28,3 ; en 1924, il est de 50, 4. Chacun comprend combien les malades doivent pâtir de cet encombrement. Le professeur

Tarashevitch, Président du Comité Scientifique du Commissariat de l'Hygiène, dans un rapport sur l'état sanitaire de la Russie, présenté à la Section d'Hygiène de la Société des Nations, démontre que, sous les bolcheviks, la moyenne de la mortalité pour chaque lit d'hôpital a plus que doublé. Les causes véritables de ce phénomène sont évidemment très complexes. Mais personne ne niera que la régression qualitative des hôpitaux y ait joué un rôle prépondérant.

Voici encore, pour compléter la signification de ces chiffres, quelques données, puisées dans des rapports et dans la presse soviétiques, sur l'état des secours médicaux à la population.

Le camarade Semachko, Commissaire à l'Hygiène, a déclaré, dans son rapport au XII^e Congrès panrusse des Soviets, ce qui suit : « Les campagnes présentent un tableau encore plus pénible que les villes. La sauvegarde sanitaire de la population rurale est jusqu'à présent très difficile ; elle exigerait des mesures radicales et urgentes pour son amélioration. Nous savons que le réseau médical rural est numériquement très insuffisant, que les bâtiments des dispensaires, croulent de vétusté, qu'il y a carence de secours médicaux, que, par endroits, ils manquent complètement, que, d'une manière générale, les installations ne répondent pas aux besoins. En un mot, nous avons tout droit de dire que l'état des secours médicaux à la population paysanne cause actuellement de graves soucis et que son amélioration doit être un des « problèmes » à considérer comme de première urgence. » Mais peut-être, pensera le lecteur, ce tableau douloureux n'offre-t-il rien de nouveau. Or un article du camarade Bogouslavski, dans le n^o 257 de la *Pravda* de 1925, constate la désagrégation complète, due au pouvoir soviétique, de l'organisation sanitaire préexistante :

« Dans l'Oural 37 secteurs médicaux, écrit-il, sont entièrement dénués d'hôpitaux. Les hôpitaux qui sub-

sistent desservent *un rayon* de 19 à 50 verstes¹, voire même, dans certaines régions, 320 verstes. La plupart des secteurs médicaux existants sont desservis par d'anciens infirmiers militaires ; 150 seulement d'entre eux sont desservis par des médecins, 421 par des infirmiers. Dans le gouvernement de Tambov, sur 14 anciens hôpitaux de secteurs, un seul fonctionne ; dans le gouvernement de Toula, nous n'avons pas même 15 % de ce qu'il y avait d'hôpitaux en 1913 et pas même 5 % de ce qu'il y avait de secteurs médicaux ; dans le Gouvernement de Tver, au lieu de 13 secteurs d'hôpitaux, avec un total de 163 lits, il est resté 4 hôpitaux avec 40 lits, et cela quoique la fréquentation y fût de 50 % supérieure à celle d'avant-guerre. Si l'on compare les dimensions du réseau des secteurs en juillet 1913 avec ce qu'il était devenu au début du troisième trimestre de 1924, on observe dans plusieurs gouvernements une semblable réduction. Par exemple, dans le gouvernement de Léninegrad, le nombre des lits a été diminué de 2.953 ; dans le gouvernement de la Dvina Septentrionale, 116 lits ont été supprimés ; dans le gouvernement d'Oulianov, le nombre de lits est diminué de plus de 1.000 ; dans le gouvernement de Yaroslav, durant cette même période, réduction de plus de 2.000 lits ; dans le gouvernement de Tchérepovetz, réduction de 140 lits ; dans le gouvernement de Tomsk, diminution de 285 lits.

Pour ce qui est des gouvernements de Saratov, Tsaritsyne, Samara, Voronège, Stavropol et de la région du Terek, c'est-à-dire des régions où a sévi la mauvaise récolte l'an dernier, la situation y est encore plus lamentable. Dans ces gouvernements, dès avant la moisson, une réduction considérable du réseau des secteurs avait eu lieu. Ainsi, dans le gouvernement de Saratov, 27 secteurs médicaux avaient été supprimés avec plus

1. Une verste est légèrement supérieure à 1 kilomètre.

de 600 lits. De même dans le gouvernement de Samara, où, dans le district de Pougatchev, sur 13 hôpitaux en octobre 1913, il n'en restait plus qu'un. »

Les secours médicaux sont surtout défectueux dans les « aouls » du Caucase. « Il n'est presque pas un « aoul », écrit Bogouslavski, où j'aie trouvé un hôpital, ou même un dispensaire, malgré le développement énorme des maladies parmi les habitants. Sur ce terrain, les rebouteux continuent à prospérer et exercent même une spéculation éhontée, exigeant du paysan un mouton pour trois doses de quinine. »

L'état des établissements sanitaires non détruits est déplorable: « Si l'on observe l'état du réseau existant, le tableau est des moins réjouissants. Les crédits alloués pour son entretien sont insuffisants et ne permettent pas un travail tant soit peu régulier, sans parler même de la situation matérielle pénible du personnel médical, dont la journée de travail atteint parfois douze heures. Dans les hôpitaux et les dispensaires les ustensiles les plus indispensables font défaut et souvent les immeubles sont tout à fait délabrés ; le manque de combustible en hiver complète ce tableau navrant. »

M. Bogouslavski puise ses informations dans les enquêtes officielles sur la situation sanitaire. Ces données contredisent les déclarations du rapport de la Délégation sur l'augmentation du nombre des lits.

ÉPIDÉMIES DE TYPHUS EXANTHÉMATIQUE ET DE FIÈVRE RÉCURRENTÉ

Les milieux européens, même peu informés, savent parfaitement que, dès les premières années du régime soviétique, de terribles épidémies de typhus exanthématique et de fièvre récurrente ont sévi en Russie. On n'ignore pas non plus que ces deux maladies étaient endémiques dans ce pays avant la guerre.

Les Trades-Unions n'ont pas manqué de trouver dans ce fait l'explication qui leur a paru suffisante. Après la grande guerre, la guerre civile, le blocus, la famine, une recrudescence des maladies contagieuses n'a rien d'étonnant. Actuellement elles sont enrayerées, le pays a repris sa vie normale et, le typhus a disparu.

La mortalité typhique, assurent les Trades-Unions, a été ramenée depuis mai 1922-23 à la moyenne d'avant-guerre.

Il est regrettable qu'aucun chiffre n'appuie cette assertion. Nous allons donner ces chiffres, ainsi que la statistique épidémiologique du typhus en Russie pour ces vingt-cinq dernières années, dans les diagrammes nos 1 et 2¹.

Le premier diagramme² montre que jusqu'en 1907 la morbidité moyenne pour le typhus exanthématique était inférieure à 5 par 10.000 habitants. En 1908 éclata une épidémie qui atteignit son apogée en 1909 et fit monter ce chiffre à 11,6. Cette limite ne fut jamais dépassée dans la Russie pré-bolchevique. L'année suivante (1910) fut critique ; la moyenne fut de 8,8 par 10.000. Ensuite le typhus déclina pour rebondir en 1913 (7,3 par 10.000). Les années suivantes jusqu'en 1918, années de guerre, furent également mauvaises, mais moins cependant que les années 1909-1910.

La première année du régime bolchevik se signale par une hausse dépassant de beaucoup le palier le plus élevé de la période précédente, celui de 1909. La deuxième année donne une recrudescence de typhus allant jusqu'à 170 par 10.000 et, en 1920, à 300 par 10.000. Jamais l'humanité contemporaine n'avait vu une telle proportion.

Cette épidémie se termina comme se terminent géné-

1. Tous les chiffres cités ici ont été puisés dans les comptes rendus de la Société des Nations, *Monthly epidemiological report of the health Section*. Le Gouvernement soviétique lui-même a fourni ces chiffres.

2. V. à la fin du volume.

ralement toutes les épidémies : la population s'immunisa peu à peu et la contagion diminua d'intensité. Cette diminution progresse lentement, peut-être à cause de la famine qui provoqua en 1922 une nouvelle et violente recrudescence. L'épidémie ne s'arrêta qu'en 1924, ce qui a permis aux Trades-Unions d'affirmer que le typhus est revenu à la moyenne d'avant-guerre.

Notre diagramme prouve au contraire qu'en cette année 1924 la moyenne d'avant-guerre fut plus que doublée. Nous ne pouvons donner les chiffres que pour les dix premiers mois de 1924, mais la morbidité typhique relevée pour cette période atteint le niveau très élevé des années critiques 1909-1910.

En résumé, cette épidémie en voie d'extinction¹ aura fait environ 8.000.000 de victimes et n'a rien d'analogue dans l'histoire contemporaine.

La fièvre récurrente², au point de vue des facteurs de contamination, présente beaucoup d'analogie avec le typhus exanthématique ; aussi l'une a-t-elle accompagné l'autre dans toutes les épidémies et sévi simultanément. Il en a été de même sous le régime soviétique.

Le diagramme n° 2 montre clairement la marche de la fièvre récurrente pendant les vingt-cinq dernières années. On peut ainsi constater le parallélisme des deux infections en 1909-1910.

En ce qui concerne l'épidémie de la période bolchevique il faut reconnaître qu'elle n'est pas encore éteinte, ou que les cas de fièvre récurrente sont approximativement vingt-cinq ou trente fois plus fréquents que dans la période précédente.

Les courbes des deux épidémies sont suffisamment claires pour un spécialiste. Remarquons qu'avant le bolchevisme on désignait en Russie sous le nom de

1. La presse soviétique signale de nouveaux foyers de typhus exanthématique en diverses régions de la Russie.

2. Voir à la fin du volume le diagramme n° 2.

forte épidémie des épidémies comme celles qui figurent sur les diagrammes pour 1908-1910. Aucune statistique sanitaire ne connaît d'épidémie semblable à celle que représente notre diagramme pour la période bolchevique. Les deux courbes sont si extraordinaires que tout épidémiologue en les voyant refusera d'admettre, à moins qu'il ne lise les légendes explicatives, qu'elles représentent le typhus exanthématique et la fièvre récurrente, ces deux maladies ne donnant habituellement que des courbes à hausses lentes et peu accentuées. La première impression qui se dégage de nos diagrammes rappelle les explosions violentes du choléra asiatique.

ÉPIDÉMIE DE PALUDISME

La morbidité paludéenne dans la Russie pré-soviétique était élevée (voir le diagramme n° 3).

A partir de 1913, elle a une tendance marquée à s'abaisser par suite de l'attention très sérieuse portée à cette infection, ce dont nous sommes surtout redevables à la Commission du paludisme près l'Association Pirogoff. En 1916 la morbidité avait diminué de moitié. Nous n'avons aucune statistique pour les trois années suivantes, et ce n'est qu'en 1920, troisième année du régime soviétique, qu'elles réapparaissent. La morbidité avait encore diminué en cette année.

Depuis lors elle monte assez rapidement. Cependant en 1922 elle est encore inférieure à beaucoup d'années de l'époque précédente.

En 1923 éclata soudainement une terrible épidémie. Les statistiques soviétiques enregistrent 5.556.856 cas de paludisme dans le courant d'une seule année.

La Société des Nations publie ces chiffres fournis par le Gouvernement soviétique, avec cette réserve qu'ils sont incomplets et que le nombre réel des cas de palu-

disme, suivant les conclusions des experts russes, doit être d'environ 12 millions ¹.

En ce qui concerne l'année 1924 nous n'avons que les chiffres des dix premiers mois ; ils représentent 5.352.349 cas de paludisme enregistrés. En se basant sur les conclusions de Dr Dobreitser, rapporteur du Commissariat de l'Hygiène au Congrès pan-russe de lutte contre le paludisme du 3 février 1925, la Société des Nations admet comme probable le chiffre de 10.000.000 pour la même période de dix mois de l'année 1925 ². Ce sont les deux chiffres qui figurent dans notre diagramme n° 3 ³.

Les impressions personnelles des médecins observateurs impartiaux ne sont pas moins importantes que les chiffres de la statistique pour l'appréciation du fléau qui ravage la Russie, d'autant plus que, comme les rapports de la Société des Nations le remarquent, ces chiffres sont fort incomplets.

C'est ainsi que le bulletin de la Société des Nations cite cet extrait du rapport du professeur Tarassevitch, président du Comité Scientifique du Commissariat de la Santé publique ⁴.

« Dans le gouvernement d'Arkhangel, le Professeur Ivanof, qui est allé passer en 1921 son mois de vacances sur la Dvina Septentrionale, pensant étudier dans cette région la syphilis et peut-être la lèpre, n'a eu à s'occuper pendant tout son séjour que de paludéens. »

Les chiffres groupés par régions indiquent que, pendant l'épidémie de 1923, la Transcaucasie, le Turkestan et le Sud de la Russie, autrefois foyers principaux de paludisme, ont joué un rôle relativement peu impor-

1. Société des Nations, section d'Hygiène. Renseignements épidémiologiques, n° 8. *Statistique des maladies à déclaration obligatoire pour l'année 1923*. Genève, août 1924.

2. Société des Nations. *Rapport mensuel de la Section d'Hygiène du Secrétariat*, Genève, 15 mars 1924, p. 100.

3 V.. à la fin du volume.

4. Genève, octobre 1922.

tant. La statistique soviétique donne 1.990.369 cas pour ces trois régions. Le territoire de la Volga moyenne a été particulièrement éprouvé (1.880.000 cas).

En outre il est à remarquer que la forme tropicale du paludisme, observée dans la Russie pré-soviétique seulement dans les régions de l'Asie Centrale et au Caucase, s'est propagée non seulement au centre, mais aussi au Nord jusqu'à Arkhangel. C'est ainsi qu'on a relevé 17 % de cette forme dans la région de la Volga, 50 % dans certaines parties de la région industrielle, et en Sibérie 9,3 %.

Les imperfections de la statistique sanitaire des Soviets rendent d'autant plus intéressant de noter les chiffres cités dans le bulletin d'avril 1924 de la Société des Nations, concernant les cas de paludisme dans les familles des employés de chemins de fer et des voies navigables. Ces chiffres, en tant qu'ils se rapportent à tel ou tel groupe de la population, sont en général très significatifs et peuvent servir d'utile correctif aux erreurs de la statistique. Cette morbidité est excessivement élevée ; ainsi, sur la ligne de l'Asie centrale, elle atteignait 80,8 % du personnel ; sur la ligne Samara-Zlatoust, 50,1 % ; sur la ligne de Sud-Est, 30,2 % ; dans le service de la mer Caspienne, 102 %, de la Volga, 58,5 %, de la mer d'Azov, du Don et du Kouban, 47 %.

Le paludisme s'installe toujours par foyers isolés et les chiffres généraux donnent un tableau incomplet du degré d'infection de chaque localité. Ceci est d'une extrême importance tant pour l'évaluation de l'étendue de l'épidémie que pour l'étude des mesures prophylactiques à prendre contre elle.

C'est ainsi que le Comité central de l'Inde pour la lutte contre le paludisme a adopté comme index de l'infection dans chaque localité la morbidité parmi les enfants. S'il y a moins de 10 % d'enfants paludéens, la localité est considérée comme indemne ; 10-25 %

donnent une infection moyenne; 25-50 %, une forte infection, et plus de 50 % indique une hyperendémie.

Le bulletin de février 1924 de la Société des Nations prouve combien la situation en Russie est inquiétante. Il signale dans la région centrale des localités qui, dans l'Inde, seraient considérées comme à l'état d'hyperendémie. Ainsi, dans le district d'Orehovo-Zouef, la morbidité parmi les enfants a atteint 80 %.

Pour bien comprendre la gravité du fléau qui frappe la Russie, il est utile de comparer la morbidité paludéenne avec les autres maladies épidémiques en Russie et dans d'autres pays atteints de paludisme. Le diagramme n° 4¹, donne les éléments de cette comparaison. On peut ainsi constater que, dans la zone du Canal de Panama, les cas de paludisme sont beaucoup moins fréquents que ceux des autres affections contagieuses enregistrées, tandis qu'en Russie le paludisme est cinq fois plus fréquent.

L'épidémie que nous étudions ici est en quelque sorte unique dans l'histoire, car elle offre cette particularité d'être une tentative de transplantation d'une affection propre à certains climats dans d'autres climats diamétralement opposés. Le paludisme tropical s'est acclimaté jusqu'au voisinage du cercle polaire. Nous devons ce résultat au gouvernement actuel de la Russie.

Cette épidémie n'est pas de ces phénomènes qu'on puisse attribuer « aux crimes des impérialistes de l'Europe Occidentale ». Elle a éclaté comme un coup de tonnerre dans un ciel serein, en pleine reconstitution pacifique de la Russie par les Soviets et à la veille de leur reconnaissance.

Les véritables raisons de son extension sont : d'abord une surveillance sanitaire insuffisante par le Commissariat de l'Hygiène des colons qui, de l'Asie Centrale

1. V. à la fin du volume,

et de la Transcaucasie, ont transporté le paludisme tropical vers le Nord, et ensuite, l'absence de remèdes, de quinine principalement, pour lutter contre le mal. Le bulletin de février 1924 de la Société des Nations fixe ce minimum des besoins en quinine de la Russie à 300.000 kilogrammes et indique qu'on espère en obtenir 50.000 en 1924. Les bulletins suivants ne disent pas quelle quantité en a été importée en réalité ! Pour tout observateur impartial, il est clair qu'une petite partie de l'argent dépensé par la III^e Internationale pour la propagande de la révolution mondiale aurait amplement suffi à l'achat de la quinine indispensable au pays.

Quant aux perspectives de la lutte contre le fléau, elles se présentent sous des couleurs bien sombres. L'infection d'une localité se produit comme suit : un paludéen, venant d'une région infectée, arrive dans la localité saine ; en le piquant, les moustiques se contaminent et, à leur tour, transmettent l'infection par piqûres à des personnes indemnes, et ainsi s'établissent deux facteurs de contagion : les malades infectant les moustiques et ceux-ci infectant les personnes saines. De là une lutte qui doit être menée sur deux fronts : l'assainissement de la localité infectée ne peut s'opérer que par le traitement énergique des malades ainsi que par la destruction des moustiques. Le traitement exige la quinine, que le pouvoir soviétique ne procure pas à la population ; la destruction des moustiques implique des dépenses considérables, car l'unique moyen efficace de lutter contre les moustiques est la suppression des eaux stagnantes, où ces insectes déposent leurs œufs, ce qui suppose des travaux très coûteux d'assèchement.

Si l'on considère l'étendue énorme des territoires où sévit le paludisme, l'on reconnaîtra que cette lutte est à peu près irréalisable. Dans tous les cas, c'est se bercer d'illusions que d'espérer une amélioration sensible avant de nombreuses années.

Les perspectives sont encore plus sombres, si l'on considère que le paludisme est un facteur actif de la dégénérescence de la race. Il faut bien se rendre compte que le paludisme, comme fléau national, est sous-estimé non seulement par le grand public, mais par beaucoup de spécialistes.

Un spécialiste particulièrement qualifié, le Professeur Ziehmman, écrit : « Le paludisme est une des maladies qui ont eu une énorme influence sur le développement de l'humanité. Jusqu'ici cette importance n'a guère été reconnue. Tandis que, parmi les grands fléaux de l'humanité, la peste et le choléra peuvent être comparés aux tremblements de terre, cataclysmes terribles, mais relativement rares, le paludisme est semblable à des inondations destructives méthodiques minant ce que l'humanité a construit avec tant de peine ¹. »

Plus loin il déclare : « Il appartient à l'histoire d'éluider le problème de la disparition du peuple grec, si héroïque, et de la chute de la Rome antique, et de rechercher si le paludisme n'en a pas été un des facteurs importants. »

Quant aux pertes économiques que cause le paludisme aux pays qu'il ravage, on en peut juger par le fait suivant, signalé par M. Léger dans les *Annales de l'Institut Pasteur*, t. 27, n° 9. Ce savant a calculé que la petite Corse perd annuellement, par suite des fièvres paludéennes, un million de journées ouvrières !

Le paludisme ne se borne pas à immobiliser temporairement un nombre déterminé de travailleurs. Il est aussi, disons-nous, un puissant facteur de la dégénérescence de la population : il diminue la natalité et augmente la mortalité.

M. Kernick ² communique les données statistiques

1. *Mense's Handbuch der Tropenkrankheiten*, Bd 5, S. 1. Leipzig, 1918.

2. *Ibid.*, S. 301.

suivantes concernant l'influence du paludisme sur la mortalité générale de l'Inde :

	NOMBRE DE MORTS PAR 1.000 HABITANTS		
	1908	1909	1910
	—	—	—
Localités indemnes, index du paludisme 4 % . . .	24	22	33
Localités fortement conta- minées, index du palu- disme 80 %	38	32	44

L'index 80 % indiqué par ce tableau est justement celui qui a été relevé en Russie Centrale par la Société des Nations.

AUTRES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

Nous avons parlé plus haut — d'après le rapport de la Société des Nations — de l'imperfection des statistiques des maladies contagieuses en Russie soviétique et tenu compte dans nos tableaux des modifications que cette institution hautement qualifiée a proposées et qui sont basées sur les données des statistiques officielles russes. Vers 1922, le pouvoir soviétique commence à fournir à la Société des Nations des informations sur la marche des maladies épidémiques à déclaration obligatoire.

Ces renseignements ne sont sans doute pas définitifs et le nombre réel des maladies qui y sont indiquées n'est probablement pas exact. Néanmoins, la comparaison des données de plusieurs années peut être fort instructive. Il est difficile d'admettre que des erreurs pour plusieurs années, rapprochées, puissent beaucoup varier. Et si la morbidité absolue indiquée par les statistiques soviétiques n'est pas tout à fait exacte, la comparaison du nombre de cas morbides pour 1922,

1923 et 1924 ne peut donner qu'une courbe assez voisine de la vérité. L'étude des chiffres présentés par la Société des Nations montre que, pendant cette dernière période de trois ans, il n'y a guère, parmi toutes les maladies enregistrées, que la variole et les affections intestinales (choléra, fièvre typhoïde et dysenterie) qui aient quelque tendance à diminuer. Les autres infections augmentent visiblement, ce que confirme le diagramme n° 5¹.

MALADIES VÉNÉRIENNES

En l'absence de relevé statistique, il est difficile de tracer un tableau exact de la propagation des maladies vénériennes dans la Russie soviétique. Il faut se baser uniquement sur des informations isolées, provenant d'enquêtes faites dans des localités séparées. L'un de ces résultats fut publié dans le n° de février 1925 de la *Médecine prophylactique* (édition du Commissariat de l'Hygiène), par le Dr Fedorovski, qui écrit : « Dans quelques communes du district de Kholm (gouvernement de Pskov), le nombre de syphilitiques déclarés a atteint jusqu'à 60 % (p. 62).

Etant donné le caractère isolé de ces informations, il est difficile d'en tirer des conclusions d'ensemble, malgré leur éloquence. Cependant l'impression générale des médecins, confirmée officiellement, est qu'il y a augmentation très sensible des cas de maladies vénériennes en Russie soviétique. Parmi les relevés statistiques dans ce domaine, l'article du Dr Bronner, Directeur de la Section vénérologique du Commissariat de l'Hygiène, dans le journal officieux des Soviets (*Izvestia*, 21 juillet 1921), mérite d'attirer l'attention. Par différents calculs statistiques le Dr Bronner essaye de prouver « que, pour ce qui est de la syphilis, la situation est bien

1. V. à la fin du volume.

plus satisfaisante en Russie soviétique qu'en Europe Occidentale ». La statistique du D^r Bronner a provoqué une réponse assez énergique du Professeur Taras-sevitch, Président du Comité Scientifique du Commissariat de la Santé publique, dans son rapport au Comité d'Hygiène de la Société des Nations (octobre 1922, 5^e livraison des rapports). Le rapporteur, tout en montrant l'insuffisance des données statistiques, dit cependant : « Il nous semble plus juste d'admettre que la syphilis et les maladies vénériennes présentent un accroissement plus ou moins considérable et qu'en se propageant elles menacent sérieusement la santé publique » (p. 54).

LA NATALITÉ ET LA MORTALITÉ

Les données statistiques que nous possédons ne peuvent donner un tableau complet de la natalité et de la mortalité en Russie soviétique. Mais la première chose qui frappe, dans ces informations assez fragmentaires, c'est la mortalité extraordinairement élevée des enfants en bas âge. Ces informations viennent de tous côtés. On peut juger de l'importance de cette mortalité par les exemples suivants : « Pendant nos travaux de recensement sanitaire dans le gouvernement de Tchernigov, écrit le D^r Efimov, dans le n^o de février 1925 de la *Médecine Pratique* (édition du Commissariat de l'Hygiène de U. R. S. S.), on rencontrait rarement une famille où il y eût moins de deux ou trois enfants morts avant l'âge d'un an. Il y avait plusieurs familles où le nombre des enfants morts avant un an atteignait six à sept. » C'est d'après des informations de ce genre, prises au hasard, qu'on peut juger de la situation dans les campagnes.

Pour ce qui est des villes, on possède, pour quelques années, des statistiques plus complètes. Citons quel-

ques chiffres du rapport sus-mentionné du Professeur Tarassevitch, relatifs à Pétrograd et à Moscou ¹.

PÉTROGRAD			MOSCOU		
	NATALITÉ	MORTALITÉ		NATALITÉ	MORTALITÉ
	POUR 10.000	HABITANTS		POUR 10.000	HABITANTS
	—			—	
1914	250	215		310	231
1915		228		270	221
1916		232		229	202
1917		280		196	212
1918		430		148	280
1919	150	800		177	451
1920	150	900		219	462

(prem. moitié)

Du rapport entre la mortalité et la natalité dépend l'avenir d'un peuple. Sous ce rapport, la situation était entièrement satisfaisante dans la Russie pré-bolchevique et l'accroissement annuel de sa population pendant la période décennale qui précéda la guerre fut un des plus élevés que l'on pût observer dans les divers pays.

Le recensement de 1920 accuse une diminution de la population (dans cinquante Gouvernements) de 102.084.000 à 90.078.989, c'est-à-dire de 12 % ². Cette proportion extraordinaire prouve que les données citées plus haut, relatives à Moscou et à Pétrograd, ne sont pas fortuites. Il est évident que le rapport de la natalité à la mortalité à Pétrograd (la statistique mondiale n'en connaît pas jusqu'à présent de semblable) ne peut être appliqué à toute la Russie. Mais il est indéniable que la mortalité en Russie sous les bolcheviks a dépassé la natalité.

1. Voir à la fin du volume le diagramme n° 6.

2. Travaux du Bureau de démographie de l'Administration de statistique centrale de Russie. Moscou, 1921.

Dans les pays où ce rapport de la natalité à la mortalité approche de l'unité — nous répétons que le record de Pétrograd, un à six, est un fait inouï dans l'histoire universelle, — on prend des mesures pour augmenter la natalité et l'on accorde divers encouragements et primes aux familles nombreuses. Une des mesures indispensables contre la dépopulation est la lutte contre les avortements. Dans l'ancienne Russie l'avortement n'était autorisé légalement qu'au cas de danger de l'accouchement pour la mère. Or les bolcheviks ont ajouté aux causes économiques de dépopulation, comme le déclarent les Trades-Unions, des causes sociales. A la page 127, la Délégation de M. Purcell écrit qu'en Russie soviétique une femme a le droit de se faire avorter « si la période de sa maternité la gêne dans le travail social qu'elle accomplit. »

D'après les titres du Rapport des Trades-Unions, on pourrait croire que le pouvoir soviétique est sérieusement inquiet de la diminution de la population en Russie. Ainsi, dans le chapitre que nous avons examiné, il y a un sous-titre ainsi conçu : « Contrôle de la natalité. » Mais, quand on lit le texte, on s'aperçoit que la Délégation a attribué à cette expression une signification tout à fait inattendue : elle décrit l'activité de ce contrôle de la manière suivante (p. 127) : « Jusqu'à présent il se borne à des directives et à des conseils donnés par des personnalités compétentes agissant par l'entremise de l'organisation de la Défense de l'Enfance et de la Maternité. On donne aux ouvriers et aux paysans le conseil de restreindre leur famille à un nombre raisonnable. On leur dit qu'il vaut mieux élever trois ou quatre enfants bien portants, avec des intervalles raisonnables, — ce qui donne à la mère le moyen de conserver sa santé et de se consacrer à l'éducation de chaque enfant, — que de laisser les naissances dépendre des instincts naturels. »

Le pouvoir soviétique s'est mis à donner ce genre de

« conseils et de directives » aux larges masses de la population juste au moment où, dans certaines localités, la natalité se trouvait être de six fois inférieure à la mortalité !

CONCLUSIONS

I. L'établissement du régime soviétique a fait en Russie trois fois plus de victimes humaines que la grande guerre.

II. Au point de vue de l'hygiène publique, les Soviets non seulement n'ont pas atteint « des résultats remarquables », comme le prétend la Délégation, mais, tout au contraire, la situation sanitaire de la Russie a empiré gravement et continue à empirer en comparaison de ce qu'elle était dans la période antérieure à la révolution ; ce qui est confirmé par les faits suivants empruntés aux sources scientifiques officielles :

1^o la population la plus pauvre est privée des soins médicaux gratuits, qu'elle recevait dans la Russie pré-bolchevique ;

2^o le nombre total des hôpitaux est réduit à 1/5 de ce qu'il était ;

3^o les hôpitaux existants sont deux fois plus encombrés qu'auparavant ;

4^o la mortalité a doublé dans les hôpitaux ;

5^o de 1919 à 1923 une épidémie de typhus exanthématique, comme on n'en avait jamais vu, a sévi sur le pays (plus de 8 millions de victimes) ;

6^o en 1920 a éclaté une épidémie, non terminée encore, de fièvre récurrente, qui a fait 5 millions de victimes ;

7^o en 1923 a éclaté une épidémie inouïe de paludisme (plus de 20 millions de victimes) qui n'est pas encore enrayerée actuellement ;

8^o le paludisme tropical s'est acclimaté jusqu'au cercle polaire ;

9^o de 1922 à 1924 le nombre des cas de scarlatine a doublé, celui des cas de grippe a sextuplé et, d'une manière générale, la morbidité s'est fortement accentuée pour la plupart des maladies épidémiques ;

10^o la natalité générale a baissé et la mortalité a augmenté de telle sorte qu'elles sont, pour certaines localités, dans le rapport de un à six. Cela n'a cependant pas empêché le Gouvernement actuel de s'occuper des avortements pour les encourager officiellement, en donnant « des conseils et des directives » destinés à limiter la natalité.

DEUXIÈME PARTIE

CONDITIONS ÉCONOMIQUES

SECTION I

LA CIRCULATION MONÉTAIRE, LES FINANCES ET L'ORGANISATION DE CRÉDIT DE L'U.R.S.S.

CHAPITRE PREMIER

LA RÉFORME MONÉTAIRE SOVIÉTIQUE

Le deuxième chapitre du Rapport de la Délégation des Trades-Unions britanniques, consacré au problème des finances de la Russie soviétique, peut étonner le lecteur étranger en ce qu'il ne reproduit pas seulement les données relatives à ce problème, mais contient une analyse de l'expérience réalisée par les bolcheviks et essaie de totaliser, dans une certaine mesure, les résultats de leur politique financière. A-t-il donc été vraiment possible à la Délégation d'étudier ainsi ce domaine ardu durant le temps si court passé par elle en Russie?

L'explication est plus simple : le chapitre en question n'est qu'un exposé et, par endroits même, une traduction littérale (faite probablement par un spécialiste russe quelconque) de la brochure de M. L. I. Yourovsky, personnalité soviétique très en vue, membre du Conseil d'Administration de la Banque d'État et Chef de la Direction des Changes, brochure intitulée *Sur les voies de la réforme monétaire* (2^e édit., Moscou, 1924).

Toutes les données qui se rapportent à la circulation monétaire et la disposition même de ces données sont

empruntées à cette brochure, et de façon si maladroite que l'exposé n'est souvent qu'une simple traduction résumée du texte russe. Tous ceux qui en auraient le désir pourraient facilement se rendre compte de ce procédé grossier, qui consiste à présenter un ouvrage bolchevique comme un travail de la Délégation elle-même. Mais, pour prouver ce que nous venons d'avancer, citons quelques exemples. Le Rapport, de même que la brochure de M. Yourovsky, commence par l'exposé de l'état des finances et du système monétaire avant la Révolution, passe ensuite à l'époque du « communisme militant » et traite, enfin, du « rétablissement des finances ». Le Rapport, de même que la brochure de M. Yourovsky, affirme, mais sous une forme beaucoup plus tranchante, la banqueroute financière que « la période tsariste » aurait préparée et, surtout, l'état de débâcle financière où la Russie se trouvait dès avant la révolution ; la révolution elle-même est représentée comme la conséquence et non pas comme la cause de cette banqueroute financière.

Il serait difficile de traiter la question d'une manière moins objective ; l'affirmation la plus extraordinaire du Rapport est celle de l'instabilité du rouble au cours de la période tsariste ; c'est cette instabilité qui, d'après les rapporteurs et d'après M. Yourovsky, désagrégeait les finances russes. Il n'y a rien d'extraordinaire dans le fait que la guerre ait ébranlé la circulation monétaire russe, mais les exagérations du Rapport sont évidentes : avant la révolution d'octobre, le rouble conservait, à l'intérieur du pays et à l'extérieur, un quart de son pouvoir d'achat et il serait aussi peu conforme à la réalité de parler d'une débâcle des finances russes à cette époque, que d'affirmer la perte du franc français actuel.

En caractérisant l'époque du « communisme militant », le Rapport suit servilement le texte de M. Yourovsky. A la page 26 de sa brochure, M. Yourovsky

écrit : « La Banque du Peuple de la R. S. F. S. R. se transformait de plus en plus d'établissement de crédit en établissement central de caisse et de compensation de la République... La loi commença même à nommer ces signes monétaires « signes de compensation »... La Résolution de la deuxième session du Comité Central Exécutif Suprême est entièrement pénétrée de l'idée de la destruction du système monétaire et, par conséquent, exige des Commissariats :

1^o une simplification de l'appareil du Commissariat des Finances, central et local, qui rendrait possible sa transformation en un appareil central de comptabilité de l'État prolétarien ;

2^o des efforts pour l'application générale du principe budgétaire qui permettrait la transformation de l'ancien budget d'État en budget de l'économie unifiée de la R. S. F. S. R. tout entière ;

3^o l'établissement des comptes autant que possible sans l'aide de la monnaie, afin de supprimer le système monétaire.

Voici, d'autre part, le texte du Rapport (p. 20) :

Le décret du 19 janvier 1920 transforma la Banque du Peuple en un département central de compensations, et le papier monnaie qui était émis à ce moment était considéré comme signe de compensation (Raschetny znak). Le décret du 18 juin 1920 proclama la politique de conversion du budget national en budget de l'économie unifiée de l'État tout entier et celle d'établissement de la compensation nationale sans recourir à la monnaie, — afin d'abolir le système monétaire tout entier.

On voit que les rapporteurs n'ont fait que quelques coupures dans le texte de M. Yourovsky.

M. Yourovsky, décrivant le budget d'État de l'époque du communisme militant, cite les travaux de M. Golovanov, en mentionnant le recueil *Sur les voies nouvelles*, page 17. Les rapporteurs font la même chose à la page 20, au paragraphe intitulé « War Communism

and Revenues ». Ils répètent notamment avec naïveté les expressions de M. Yourovsky sur « l'un des meilleurs connaisseurs de notre problème budgétaire », « competent authority. » (Golovanov. *By New Roads*).

Les rapporteurs ne citent nullement des résultats de leurs recherches propres — et pour cause, — mais puisent tous les chiffres et notamment tous les totaux directement dans le livre de M. Yourovsky (page 23). En décrivant la réforme monétaire le Rapport reproduit le texte du livre de M. Yourovsky jusque dans les plus petits détails, par exemple, en parlant de la lutte entre les adeptes du « rouble-marchandises » (rouble-index) et ceux du « rouble-or ». Le Rapport essaie seulement d'établir des analogies, favorables aux bolcheviks, avec l'état de la circulation monétaire avant la réforme, et n'oublie pas de souligner, au point de vue de la forme, la similitude de l'organisation de la Banque d'État et de la Banque d'Angleterre (« section d'émission »). A la page 24, les rapporteurs décrivent de la manière suivante le processus du rétablissement du système monétaire en Russie :

Le principe essentiel de la « N. E. P. » fut le rétablissement des entreprises et des échanges sur la base d'affaires ; or, la base commerciale ainsi entendue exigeait l'établissement de l'étalon d'or. Si l'État n'avait pas lui-même restauré cet étalon sous une forme quelconque, le marché aurait agi spontanément, comme en Allemagne, soit en se servant d'une monnaie étrangère quelconque, par exemple le dollar, soit en restaurant le rouble d'avant-guerre ».

Et voici ce que dit M. Yourovsky à la page 68 de son livre :

Le pas le plus décisif en cette matière fut fait par la réalisation de la nouvelle unité monétaire... Nous avons vu que la création d'un instrument de mesure stable devint une nécessité absolue, quand l'économie d'État admit l'existence à ses côtés de l'économie privée... Si l'État n'eût pas donné au commerce de monnaie stable en 1922, la vie aurait suivi ses propres voies et aurait trouvé sa propre issue. En cherchant une

base stable pour ses calculs, elle se serait tournée vers une monnaie étrangère quelconque ou... aurait profité de la monnaie qui fut repoussée de la circulation pendant la guerre et la révolution, mais restait tout de même dans le pays..., nous voulons dire l'ancienne monnaie d'or.

Nous croyons que les exemples que nous venons de citer suffisent pour faire comprendre à quelle catégorie de « recherches » appartient le rapport de MM. les délégués. Quant au fond même de la question, l'analyse de la réforme soviétique est faite par le Rapport beaucoup moins bien que dans les travaux des spécialistes soviétiques eux-mêmes et dans les déclarations sur cette question des dirigeants de la politique financière soviétique. Les rapporteurs se sont bornés à décrire la réforme monétaire au seul point de vue de son aspect extérieur et n'ont su en expliquer au lecteur ni le fort ni le faible.

Conformément aux déclarations de M. Yourovsky, que suivent fidèlement MM. les délégués, la retraite des communistes devant les exigences de l'économie privée provoqua une poussée irrésistible de toute l'économie du pays vers le rétablissement de la mesure stable des valeurs qui est l'or. Le pouvoir soviétique, au nom de son propre salut, fut forcé de céder à cette poussée et de la diriger vers la voie qui était pour lui la plus acceptable. Le Gouvernement soviétique fit preuve d'adresse en parvenant à créer un nouveau signe monétaire fondé sur l'or (le « tchervonetz », émis par la Banque d'État) et en le faisant adopter par la circulation qui subsistait encore dans le pays. Les auteurs du Rapport pourraient exposer les efforts qu'ont dû faire les financiers soviétiques afin de maintenir le pouvoir d'achat du tchervonetz à l'intérieur et de créer l'impression d'un cours favorable à l'extérieur. Mais le Rapport évite d'approfondir cette question comme dangereuse pour la thèse qu'il soutient, de la stabilité parfaite du tchervonetz.

Que représente cette monnaie, quel est son état actuel et quels sont les dangers qui la menacent? L'unité monétaire de la Russie est le rouble-tchervonetz, dont la valeur nominale égale le rouble-or d'avant-guerre ; mais il est représenté par des signes monétaires non convertibles en or, — les tchervonetz-papier émis par la Banque d'Etat et les billets du Trésor (de 1, 3 et 5 roubles) émis par le Commissariat des Finances. A ces signes monétaires, représentant la monnaie de base, s'ajoutent des signes monétaires auxiliaires : la monnaie d'argent et de cuivre et les bons divisionnaires. Jusqu'à présent la loi n'a pas établi d'une manière précise la relation entre les différentes espèces de signes monétaires : l'échange des tchervonetz-papier contre les billets du Trésor (y compris les signes monétaires auxiliaires) et *vice versa* ne s'effectue qu'en vertu de dispositions administratives. Cet état de choses, dans le cas où le Gouvernement abuserait à nouveau fortement d'émissions de papier-monnaie, peut facilement faire apparaître le parallélisme que cache en lui le système monétaire soviétique.

Par conséquent, la base de la circulation monétaire de la Russie soviétique est actuellement le papier-monnaie ayant une parité d'or nominale. A ce point de vue, la monnaie soviétique ressemble certainement à la monnaie stabilisée de l'Allemagne, de la Pologne et de l'Autriche, si l'on veut faire des comparaisons entre le système monétaire soviétique et les nouveaux systèmes monétaires de l'Europe Occidentale. Toutefois, si l'on analyse chaque élément du système monétaire pris à part, on constate facilement des différences essentielles et les défauts fatals du système soviétique, provenant en partie de l'imperfection des lois relatives à la circulation monétaire, mais surtout du caractère spécial de l'économie soviétique. En effet, le signe monétaire de base — le tchervonetz-papier — est, au point de vue de la couverture métallique et bancaire,

garanti par la loi d'une manière très imparfaite. En théorie, la couverture du tchervonetz est la couverture d'or, mais, en fait, on admet comme couverture métallique tous les métaux précieux en général (par exemple le platine figure dans le bilan du 16 avril 1925 à raison de 18,4 millions de roubles) ; par conséquent, on admet la marchandise comme un des éléments de la couverture métallique tandis que les marchandises ne peuvent en aucun cas servir de base à l'émission. Mais c'est surtout la définition de la couverture bancaire qui est critiquable : « marchandises facilement réalisables, traites à courte échéance et autres créances à court terme. » Admettre les marchandises comme couverture des billets de banque, c'est pousser la banque, en toute connaissance de cause, vers l'inflation, ce qui, en effet, eut lieu, comme on le verra plus loin.

Mais ce n'est pas tout, si les délégués s'étaient donné la peine de réfléchir sur les particularités du régime soviétique qu'ils signalent eux-mêmes, ou s'ils avaient consulté de vrais spécialistes qui travaillent avec les bolcheviks, ils auraient compris que la véritable traite de commerce ne peut pas exister en Russie soviétique. En effet, jusqu'à présent, les crédits ont été ouverts presque exclusivement aux entreprises d'État qui, pour effectuer leurs paiements réciproques, tiraient des traites les unes sur les autres ; par conséquent, l'escompte de ces traites ne reflète nullement les besoins véritables du marché. Les billets de banque sont émis avant le moment où les marchandises paraissent sur le marché, ce qui veut dire que l'émission des billets de banque sert à financer l'économie d'État, — voie ordinaire qui mène à l'inflation. Voici ce que dit un des meilleurs spécialistes de la Russie soviétique en matière de questions de crédit, M. Desen (*la Revue Economique*, mars 1925) :

La tentative, non encore abandonnée, de l'ouverture des crédits d'après un plan élaboré d'avance, réduit au minimum l'initiative

et l'indépendance des établissements de crédit... La réalisation de cette tentative, si elle est menée jusqu'à ses dernières conséquences logiques, doit transformer les établissements de crédit en une espèce de distributeurs des ressources de l'État d'après un plan arrêté d'avance avec l'espérance problématique de leur remboursement.

De quelle émission normale de billets de banque peut-on parler quand l'industrie d'État s'efforce de couvrir ses déficits au moyen de cette émission? Et ces déficits sont considérables : l'endettement de l'industrie d'État seulement envers les quatre banques (Banques d'État) : le Gosbanque (Banque d'État), le Prombanque (Banque de l'Industrie), le Roskombanque (Banque Russe du Commerce) et le Mosgorbanque (Banque Municipale de Moscou), atteignait, au 1^{er} octobre 1924, 423 millions de roubles (non compris les subventions budgétaires). Cet endettement augmente sans discontinuer. Pour tout observateur non prévenu, cela explique la baisse du pouvoir d'achat du rouble-papier tchervonetz. A ce propos, il faut dire que ce ne sont pas les index des prix *de gros* dont se servent les rapporteurs conformément aux conseils que leur ont donnés leurs guides bolcheviques, mais les *index des prix de détail*, qui ont une importance, parce que c'est seulement dans les cadres du commerce de détail que l'économie privée effectue l'évaluation de la monnaie soviétique. D'après les index des prix de détail (vers le mois d'avril 1925), le rouble tchervonetz ne valait plus que 42 à 43 copecks-or d'avant-guerre, ce qui veut dire que son pouvoir d'achat avait diminué de plus de moitié.

Ce sont les particularités du régime soviétique qui présentent le plus grand danger pour l'assainissement du papier monnaie par le Pouvoir soviétique ; et ce danger restera menaçant tant que le « Pouvoir des ouvriers et des paysans » ne renoncera pas définitivement à ses chimères, c'est-à-dire tant que la Russie ne

s'engagera pas dans la voie de la *renaissance* bourgeoise complète. Et on comprend alors pourquoi les spécialistes responsables, n'appartenant pas au parti communiste, et même les dirigeants de l'administration financière soviétique, s'efforcent de défendre la circulation monétaire contre les tentatives des adeptes du « capitalisme d'État », et affirment que, dans les conditions actuelles, la limite de l'émission est atteinte.

MM. les Rapporteurs ne se sont pas donné la peine d'expliquer à leurs lecteurs les particularités du régime soviétique qui dénaturent totalement le sens de termes tels que « banque », « traite », « cours du change », etc.. La Russie soviétique, qui nie le *principe même* du droit de propriété privé et où l'accumulation des capitaux chez les particuliers est entravée de toutes les manières possibles, n'a pas et ne peut pas avoir de banques, dans le vrai sens de cette expression ; la Russie soviétique ne connaît que des établissements de crédit d'État, travaillant avec les ressources prises parmi les moyens financiers généraux de l'État ou créées grâce à l'émission de papier-monnaie par le Trésor. Voici ce qu'écrit l'organe officiel du Gouvernement soviétique ; *le Messenger des Finances* (février 1925, article de M. Entchéef, p. 19) :

Le fait que la banque qui ouvre les crédits et les établissements industriels et commerciaux au profit desquels ces crédits sont ouverts sont des établissements appartenant au même patron, — l'État, — donne un caractère spécial aux relations mutuelles entre la Banque et les établissements auxquels elle consent les crédits, et leur confère une nature très particulière, anormale au point de vue des relations qui existent entre une banque d'émission et ses clients dans les conditions capitalistes « normales ». Il faut, d'autre part, considérer que, dans les conditions de l'économie soviétique, l'offre des capitaux vient presque exclusivement de l'État lui-même ; le marché de capitaux privés n'existe, pour ainsi dire, pas ou demeure tel qu'il ne peut jouer aucun rôle sérieux dans l'économie nationale.

MM. les Rapporteurs n'ont-ils donc pas compris que, dans de pareilles conditions, la tâche de suivre et d'évaluer les besoins du commerce en signes monétaires, et de procéder à l'émission des tchervonetz-papier selon ces besoins, est une tâche irréalisable?

Quant à la stabilité du cours du tchervonetz à l'extérieur, dont les bolcheviks sont si fiers et qui paraît tellement impressionner l'opinion publique à l'étranger, on peut encore se demander comment le caractère artificiel de toute cette combinaison n'a pas été déchiffré par les délégués : en l'absence, plus haut mentionnée, de tout marché monétaire en Russie, elle est basée sur le monopole du commerce extérieur qu'exerce le Gouvernement soviétique et sur le fait que toute la monnaie étrangère et toutes les devises étrangères qui entrent en Russie se concentrent entre les mains du Gouvernement des Soviets. Pour produire un effet politique et disposer en sa faveur les capitalistes crédules de l'Occident, le Gouvernement des Soviets, tant que les ressources ne lui feront pas défaut, pourra soutenir n'importe quel cours du tchervonetz. Par exemple, on sait que certaines transactions d'exportation de céréales, de houille et de pétrole ont donné des pertes aux bolcheviks par suite du cours très élevé du tchervonetz ; mais ces pertes ont été couvertes par la population, dont les intérêts sont bien indifférents au Pouvoir soviétique. On ne pourra parler du cours réel du tchervonetz que quand le consommateur russe cessera d'être isolé du marché étranger.

Mais si, en ce qui concerne les tchervonetz-papier, les bolcheviks ont imaginé la façade d'une Banque d'émission et d'une couverture métallique assez importante, on ne pourrait pas en dire autant des billets du Trésor. En dehors de la base « impôts », ils ne sont garantis par rien et leur contingent (comprenant, il est vrai, la monnaie auxiliaire) est fixé de la manière la plus sommaire, à raison de 50 % des tchervonetz émis

d'après le bilan de la Banque d'État, proportion tout à fait anormale pour les signes monétaires de menue valeur. Il importe de remarquer qu'usant de cadres aussi larges pour son droit d'émission, le Gouvernement des Soviets émet des billets du Trésor garantis par des devises étrangères en grande quantité et sans tenir compte des besoins réels de la circulation. C'est ainsi qu'au 1^{er} avril, sur les 363,3 millions de roubles de billets du Trésor et de monnaie auxiliaire de toute dénomination émis par le Commissariat des Finances, 211,4 millions furent émis en échange de tchervonetz et contre des devises étrangères.

MM. les Rapporteurs n'ont pas non plus mentionné les « obligations de paiement de la Caisse Centrale du Commissariat des Finances » (destinés à imiter les bons du Trésor européens), qui ne sont garanties par rien et qui s'ajoutent régulièrement à la circulation monétaire à raison de 50 millions de roubles (57,25 millions de roubles au 1^{er} avril).

Le devoir des Rapporteurs consistait à montrer aux lecteurs à quel point est mal assuré l'équilibre du système monétaire soviétique et non pas à combler ce système de louanges et à le donner en exemple ; ils devaient, en outre, conformément aux données que pouvaient leur fournir l'observation directe de la vie et même la presse soviétique, montrer que la consolidation de la réforme et de tout le système monétaire dépend entièrement de l'élargissement des cadres de l'activité économique nationale, ce qui suppose la liquidation définitive de toutes les expériences communistes et, naturellement, l'abandon de la soi-disant dictature du prolétariat, qui n'est, en réalité, que la dictature du parti communiste.

Mais, au lieu d'accomplir leur devoir, les Rapporteurs ont fait traduire une brochure écrite par un des fonctionnaires soviétiques et l'ont présentée aux lecteurs comme le fruit de leurs observations.

Pour arriver à l'équilibre de la circulation monétaire, il faut réaliser l'équilibre de l'économie nationale et des finances d'État. L'exposé qui va suivre montrera que ce but ne peut pas être atteint dans les cadres du régime soviétique.

CHAPITRE II

LES FINANCES PUBLIQUES DE L'U. R. S. S.

Le domaine des finances publiques est, d'après les assertions des bolcheviks, précisément celui où les succès de l'économie soviétique ont été les plus importants. Ces succès sont attestés par le rapport de la Délégation des trades-unions anglaises qui visita récemment la Russie soviétique et ils font l'objet de déclarations détaillées du camarade Brukhanoff, Commissaire du Ravitaillement, suppléant du Commissaire des Finances, dans le discours qu'il a prononcé le 6 mars de l'année 1925 à Tiflis, lors de la dernière réunion du Comité Central Exécutif.

Il est incontestable que les finances publiques de la Russie soviétique ont fait certains progrès depuis qu'a commencé la nouvelle politique économique. Mais ces succès, comme nous essaierons de le prouver, ne sont qu'une façade et ne modifient en rien les graves difficultés où se débat l'économie d'Etat de l'U. R. S. S. Il faut, d'autre part, souligner que, partout où l'on constate des progrès dans les finances publiques de l'U. R. S. S., ces progrès sont dus à l'abandon de l'application dans ce domaine des théories communistes, que le gouvernement des Soviets tentait de réaliser avant la proclamation de la nouvelle politique économique.

Rappelons que, pendant cette période qui précéda la N. E. P., le pouvoir soviétique, se conformant à la doctrine communiste, supprima presque entièrement

les impôts en argent, détruisit l'appareil fiscal d'imposition que l'on avait mis des dizaines et des dizaines d'années à créer et travailla à la suppression complète de la circulation monétaire par l'application du principe de l'attribution gratuite, soit aux produits délivrés, soit aux services rendus à la population par l'Etat. En même temps, le budget devait cesser d'être libellé en argent, il serait établi en nature. Comme exemple d'un budget de ce genre, on peut citer celui de 1920, dont les recettes en argent ne dépassaient pas 159.604 millions de roubles soviétiques, tandis que les dépenses se montaient à 1.105.159 millions de roubles soviétiques, soit un déficit de 90 %¹, d'après l'économiste soviétique Golovanoff¹. Le Commissaire Brukhanoff a donc parfaitement raison de déclarer dans le discours que nous venons de citer « qu'en général à cette époque, il n'y avait pas et il ne pouvait y avoir de budget d'Etat ». Et il ajoute : « Nous existions grâce à ce que notre budget appelle « recettes extraordinaires » et nous dépensions nos ressources pour couvrir des « dépenses extraordinaires ». Nos recettes extraordinaires provenaient de l'émission, de l'utilisation des ressources dont nous avons hérité, enfin, de la réquisition de l'excédent des produits agricoles (prodrazverstka) »².

Après la proclamation de la nouvelle politique économique le Gouvernement des Soviets renonça partiellement aux principes du communisme dans le domaine des finances publiques. Les impôts et l'appareil fiscal, sous une forme très primitive, furent rétablis ; on renonça à la gratuité des services de l'Etat, ce qui eut pour conséquence la « dénaturalisation » graduelle du budget, c'est-à-dire le retour à l'établissement des recettes et des dépenses en espèces ; les budgets, tant en la forme qu'au fond, ainsi qu'au point de vue de la

1. S. A. Golovanoff : « Budgets d'Etat de l'U. R. S. S. » *Sur les voies nouvelles*, fasc. 2.

2. *Gazette des Finances*, n° 58, 1925.

technique budgétaire, furent améliorés et eommencèrent à ressembler, à partir de 1922, à de véritables budgets d'Etat. Ce fut un progrès relatif, en comparaison de l'époque antérieure à l'établissement de la nouvelle politique économique, où il n'existait rien qui ressemblât à un budget d'Etat.

Ce sont ces résultats insignifiants obtenus par le Gouvernement des Soviets, que les bolcheviks et la Délégation anglaise des Trades-unions présentent comme un progrès énorme dans le domaine du rétablissement des finances soviétiques. Singulier progrès, en vérité ! Les bolcheviks ont commencé par ruiner de fond en comble les finances de l'Etat et les finances locales de la Russie, par désorganiser l'appareil fiscal, par anéantir les ressources des contribuables russes. Et, lorsque, sous les coups de la réalité qui se raille de leur « expérience grandiose du communisme », les bolcheviks s'efforcent peu à peu, en hâte et n'importe comment, de rétablir sur leurs bases anciennes (mais en restant, hélas ! infiniment loin des modèles que leur fournit le passé) le budget d'Etat et le budget local, ils osent parler de succès « grandioses » ! Ils ont mis en pièces tout l'appareil de l'Etat, ruiné toute l'activité économique du pays, ramené ce pays, au point de vue économique, à plusieurs dizaines d'années en arrière, fait une véritable hécatombe de vies humaines, — et cela pour réaliser les principes de cette politique communiste, dont l'abandon partiel est représenté maintenant par les bolcheviks et par leurs adeptes comme la victoire la plus importante du Pouvoir soviétique dans le domaine économique ! Il y a une véritable impudence à se targuer de pareils succès, après tous les méfaits du Pouvoir soviétique en Russie. Voilà pour la moralité des procédés de propagande employés à l'heure actuelle par les bolcheviks. Quant au fond même de la question, l'analyse des derniers budgets de la Russie soviétique va nous montrer que,

sauf une certaine amélioration réalisée dans la forme extérieure des budgets soviétiques, leur structure démontre la ruine fondamentale de l'économie nationale russe.

LES BUDGETS SOVIÉTIQUES DE LA PÉRIODE 1918-1922

Comme le remarque très justement le professeur A. Sokoloff, dans une étude consacrée à l'analyse des budgets soviétiques, ces derniers, — avant l'époque de la nouvelle politique économique, — n'offrent pas de tableaux de la situation de l'économie nationale de la Russie des Soviets. « Nos budgets révolutionnaires de 1918 à 1921, écrit-il, n'étaient nullement des budgets réels : ils n'enregistraient pas d'une manière régulière les valeurs et les biens matériels qui passaient par l'économie d'Etat. » Qu'il n'y ait eu aucun rapport entre la réalité et les budgets révolutionnaires de cette période, c'est un fait bien connu. En la caractérisant, M. Sokoloff écrit encore :

La distribution gratuite des produits alimentaires, des fourrages, des combustibles, etc., la gratuité de la poste, du télégraphe, du téléphone et, souvent, des transports par chemins de fer, etc., empêchaient d'enregistrer les échanges de valeurs matérielles et de services entre les différentes administrations, dont les recettes demeuraient ainsi au-dessous de la réalité. Ce fait, et l'absence de toute comptabilité au cours de ces années, expliquent pourquoi les prévisions de 1918 à 1921 ne donnent pas une image exacte de l'économie d'État à cette époque ¹.

Nous n'avons rien à ajouter à cette caractéristique. Rappelons seulement que ces budgets n'ont pour ainsi dire tenu aucun compte de la majeure partie des

1. Professeur A. Sokoloff : « Le Budget d'Etat dans les conditions de la nouvelle politique économique. » *Messenger des Finances*, n° 11, 1924.

stocks accumulés au cours de la période impériale et qui ont assuré l'existence matérielle du Pouvoir soviétique pendant les premières années de sa dictature.

Après la proclamation de la nouvelle politique économique, le Pouvoir soviétique commence à mettre — tant en la forme qu'au point de vue technique — un peu d'ordre dans les budgets ; toutefois, le premier budget établi après la proclamation de la nouvelle politique économique reflète la situation de l'économie d'Etat aussi peu que les budgets d'avant la N. E. P.. Il suffit de rappeler à ce sujet que le budget de 1922-1923, qui devait déjà refléter l'influence bienfaisante de la nouvelle politique économique, ne répondait nullement à la réalité et dut être rejeté au bout d'environ un mois. Il y eut, en somme, pour l'année 1922, trois sortes de prévisions budgétaires : *a)* le budget annuel d'orientation ; *b)* les budgets trimestriels d'orientation ; et *c)* les plans budgétaires mensuels. Ces trois sortes de prévisions ne concordaient nullement ; non seulement leurs résultats différaient complètement entre eux, mais ils furent démentis par les chiffres traduisant l'exécution de ces mêmes budgets, chiffres toujours publiés avec les plus grands retards. C'est ainsi que le budget d'orientation prévoyait, pour les neuf premiers mois de 1922, 980 millions de roubles-or de recettes, tandis qu'en réalité il ne fut encaissé que 530 millions ; l'exécution du budget fit apparaître, pour chacun des articles séparés du budget, des différences très notables entre les prévisions et l'exécution du budget. Par exemple, il ne fut encaissé que 11,4 % des contributions directes prévues, 17,6 % des contributions indirectes et 15,5 % des taxes.

Ces fortes moins-values du budget de 1922, en comparaison des prévisions, sont expliquées dans la presse soviétique par différentes raisons. Premièrement, la faute en est à l'appareil de perception, qui fonctionnait mal. Naturellement, il a été très difficile de reconstituer

cet appareil de perception, dû à de longues années d'efforts, que les bolcheviks ont détruit de fond en comble. Mais les principales raisons données par la presse soviétique sont l'épuisement des ressources du contribuable russe, la dépréciation rapide du rouble, l'instabilité des relations économiques, la famine, etc...

Par conséquent, les bolcheviks eux-mêmes reconnaissent que le premier budget établi après la proclamation de la nouvelle politique économique ne reflète pas la réalité.

Nous nous sommes attardés à son analyse parce qu'au moment où ce budget fut publié, les bolcheviks le proclamèrent document de la plus grande importance historique, marquant le début de la reconstitution des finances de l'Etat soviétique. Par contre, actuellement, ce budget de 1922 n'est plus tenu pour conforme à la réalité, la presse soviétique le critique sévèrement et tend à le considérer comme inexistant. Le véritable assainissement des finances, disent aujourd'hui les bolcheviks, a commencé avec le budget 1923-1924 et surtout avec le projet de budget de 1924-1925. Passons donc à leur analyse.

LE BUDGET DE 1923-1924 ET LE PROJET DE BUDGET DE 1924-1925.

En abordant l'analyse de ces deux documents budgétaires, nous tenons à faire une remarque préalable.

Le procédé préféré des bolcheviks pour discréditer les données citées par la presse non communiste, consiste à déclarer que ces données avaient un caractère provisoire et qu'elles ont été rectifiées par d'autres publiées ultérieurement. Il arrive souvent aussi que des chiffres publiés un jour soient démentis dès le lendemain ; et l'on pourrait citer des cas fréquents, où la même page d'un journal donne des chiffres absolument contradictoires.

Ce qui vient d'être dit s'applique aux budgets soviétiques. C'est ainsi qu'il existe au moins cinq variantes, totalement différentes, du budget de 1923-1924.

Pour analyser ces budgets nous nous servirons des chiffres parus dans des publications soviétiques officielles, surtout dans le *Messenger des Finances* et dans la *Revue Economique*. Nous étudierons principalement le budget de 1923-1924, parce qu'on possède déjà des données provisoires sur son exécution, ce qui constitue une base plus solide pour des conclusions ; et nous procéderons à cette analyse à la lumière des budgets russes d'avant-guerre, en apportant à ces derniers budgets toutes les corrections que comporte cette comparaison, en égard notamment à la diminution du territoire et à la différence entre le pouvoir d'achat du rouble d'avant-guerre et celui des signes monétaires soviétiques. Cette méthode est la seule applicable. Toute comparaison avec les budgets des premières années du règne bolchevique est exclue, parce que le bolcheviks eux-mêmes reconnaissent que ces budgets ne reflétaient nullement l'état réel des finances publiques. D'autre part, les écrivains soviétiques eux-mêmes, en analysant les budgets actuels, emploient constamment la même méthode de comparaison avec les budgets d'avant-guerre, où ils voient la seule base possible d'une comparaison avec l'état actuel des finances publiques russes.

Les rentrées totales des recettes ordinaires se montrent, dans le budget de 1923-1924, à 1.498,6 millions de roubles tchervonetz, dont 691,6 millions proviennent d'impôts et 806,9 millions de sources autres que les impôts ¹.

Comparons donc ces données avec les chiffres du budget russe de 1913, dernière année avant la guerre,

1. Nous nous servons des chiffres du budget de 1923-1924 tels qu'ils figurent dans le *Mémoire explicatif* du Commissaire aux Finances, annexé au budget annuel de 1924-1925. (*Revue économique*, janvier 1925, p. 104-106).

afin de nous faire une idée exacte de l'importance du budget d'Etat actuel de la Russie soviétique.

D'après le compte rendu du Contrôleur de l'Empire sur l'exécution du budget de 1913, la somme totale des recettes ordinaires rentrées en 1913 s'élevait à 3.431 millions de roubles-or. On ne peut toutefois comparer les chiffres du budget de 1913 à ceux du budget de 1923-1924, sans y apporter, comme nous l'avons dit, certaines corrections préalables.

1^o Afin de rendre la comparaison plus significative et plus claire, il faut éliminer aussi bien du budget de 1913 que du budget de 1923-1924 toutes les dépenses d'ordre ; on a ainsi les budgets nets et non pas les budgets bruts. Dans ces conditions, il faut déduire du budget de 1913 les 234,9 millions de roubles de dépenses d'exploitation du monopole de l'alcool, qui ont le caractère de dépenses d'ordre, et les 586,8 millions de roubles des dépenses d'ordre du réseau ferré d'Etat. Le total du budget de 1913 se réduit alors à 2.610 millions de roubles.

2^o Pour comparer utilement les deux budgets, il y a lieu de tenir compte en outre de la diminution subite par le territoire de la Russie après le coup d'Etat bolchevique. D'après les calculs des bolcheviks, le total du budget de 1913 devrait être, de ce chef, diminué de 17 %¹.

Le total du budget de 1913 se chiffre, après ces deux rectifications, par 2.167 millions de roubles-or.

La comparaison de ce total de 2.167 millions de roubles avec celui du budget de 1923-1924 exige encore certaines rectifications au chiffre brut de ce dernier budget, qui se monte à 1.498 millions de roubles-tchervouetz. Il faut notamment déduire de ce total les recettes d'exploitation du réseau ferré d'Etat, qui sont des

1. Professeur Nikitsky : Le budget de l'U. R. S. S. pour l'exercice 1924-25. (*Revue Economique*, 1925, n° 1, p. 111).

recettes d'ordre et dont le montant atteint 675,6 millions de roubles. Le reste, soit 782,4 millions de roubles-tchervonetz, doit être, pour permettre la comparaison avec le budget de 1913, exprimé en roubles-or divisés par 1,70, pour tenir compte du pouvoir d'achat du tchervonetz par rapport au rouble-or d'avant-guerre. D'après les données soviétiques, la relation est, en effet, de 100 à 170, c'est-à-dire qu'il faut diviser les roubles-d'avant-guerre par 1,70 pour les transformer en roubles-tchervonetz ; réciproquement, il faut multiplier les roubles-tchervonetz par 1,70 pour les transformer en roubles d'avant-guerre¹.

Après ces deux corrections, le total du budget de 1923-1924 se chiffrera à peine par 400 millions de roubles d'avant-guerre et ne fermera que 21 % du budget de 1913. Alors même que l'on prendrait pour base de comparaison les prévisions budgétaires de 1924-1925 (2.057,9 millions de roubles-tchervonetz, d'après la première variante), qui dépassent les chiffres provisoires du budget exécuté de 1923-1924 (1.498,6 millions de roubles tchervonetz), le total de ces prévisions, rectifiées comme nous l'avons expliqué, ne formerait que 32 % du budget de 1913.

Par conséquent, le budget d'Etat de la Russie, vers la fin de la septième année de la dictature bolchévique, atteint à peine un tiers de son budget d'avant-guerre, et cela malgré la nationalisation par le Pouvoir soviétique de l'industrie tout entière, des banques, des transports, du commerce extérieur et, en grande partie, du commerce intérieur, la municipalisation des maisons, etc... etc... Un tel budget ramène la Russie à un passé lointain, aux environs des années 1880-1890 ; ainsi tout le progrès rapide des budgets de l'Etat russe, qui ont passé de 913 millions de roubles-or en 1885, à 1.414 millions de roubles-or en 1897, et 3.415 millions

1. Nikitzky, *op. cit.*, p. 112.

de roubles-or en 1913, se trouve anéanti par les sept années de la dictature bolchevique.

Ce n'est pas tout : réduit à des proportions aussi minimales, le budget soviétique représente encore un fardeau qui excède les forces du contribuable russe. Avant la guerre, alors que le revenu national de la Russie atteignait environ 16 millions et demi de roubles-or, le budget d'Etat, — si l'on ajoute les recettes locales, — absorbait un peu plus de 17 % de ce revenu. Si, d'autre part, on considère les prévisions budgétaires de 1924-1925 et qu'on y ajoute les recettes locales, évaluées pour le même exercice à 730 millions de roubles, on voit que le budget soviétique d'Etat et local absorbe 18% du revenu national évalué par la statistique soviétique à 11,6 milliards de roubles ¹. Mais ces deux proportions, — 17% pour le budget d'avant-guerre et 18% pour le budget actuel, — toutes voisines qu'elles soient, ne sont pas comparables. On sait, en effet, que l'ensemble des facultés imposables de la population, qui détermine l'importance du budget d'Etat du pays, décroît plus vite que ne diminue le revenu national ; et que, d'autre part, une même proportion d'impôts par rapport au revenu national représente pour la population un fardeau d'autant plus lourd que son revenu est plus bas. Avant la guerre, alors que le revenu national de la Russie atteignait environ 16 milliards et demi de roubles-or, l'Etat pouvait prélever sans difficultés 17% de ce revenu. La situation est tout autre, à l'heure actuelle, où, le revenu national n'étant plus que de 11,6 milliards de roubles (d'avant-guerre), l'Etat ne peut plus — sans ruiner le pays —, prélever 18 % d'un revenu qui ne suffit plus aux besoins même les plus essentiels de la population.

Ce que nous venons de dire concorde exactement avec les conclusions de l'étude « le Budget d'Etat

1. La Balance Economique de l'U. R. S. S. (*La vie économique*, n° 72. 1925).

dans les cadres de la nouvelle politique économique », publiée par le Professeur Sokoloff dans le *Messenger des Finances* soviétique (1924, n° II, p. 58). Le Professeur Sokoloff considère comme nous « qu'il serait inadmissible et impossible, sans ruiner encore davantage le pays, de prélever plus de 800 millions de roubles » sur le revenu réduit du peuple russe et « qu'il est hors de doute que notre budget d'Etat, en général, et notre budget de la guerre, en particulier, dépassent actuellement les forces de notre pays ruiné et appauvri. » Le même Professeur Sokoloff écrit encore : « Personne ne nie que les ressources que nous fournit notre budget actuel soient insuffisantes, mais l'expérience montre que nous ne pouvons les augmenter, parce que les forces réduites du contribuable ne supporteraient pas un fardeau d'impôts encore alourdi. »

Par conséquent, vu le niveau actuel du revenu national de la Russie soviétique, la limite de l'imposition (d'Etat et locale) peut être actuellement considérée comme atteinte. Cette limite ne pourrait être dépassée que si les forces productrices du pays se développaient ; or, ce développement étant impossible sous le régime de la dictature bolchevique, le Gouvernement des Soviets en est réduit à construire son budget en le limitant aux 800 ou 900 millions de roubles-tchervonetz, qui représentent le maximum que l'on puisse tirer de la population.

A peine est-il besoin de remarquer qu'une telle somme ne suffit pas et ne peut suffire à satisfaire les besoins les plus élémentaires du pays ? Et quand le chef du département budgétaire, I. Reingold, déclare (voir son article publié par le *Messenger des Finances* (N° 1) et intitulé « les Finances d'Etat de l'U. R. S. S. ») que le principe essentiel du budget soviétique actuel est de mesurer la satisfaction des besoins aux possibilités budgétaires et non pas d'établir les dépenses d'après les besoins à couvrir, — il faut voir dans cette

déclaration l'aveu du fait que le Gouvernement des Soviets laisse sans les satisfaire les besoins les plus élémentaires de la population. Malgré tous les efforts appliqués à couvrir par les recettes, en effet extrêmement restreintes, du budget soviétique l'ensemble des besoins de l'Etat, ces tentatives demeurent vaines et les budgets soviétiques, tout en laissant non satisfaits, pour une grande part, les besoins les plus urgents et les plus vitaux du pays, sont constamment en déficit. Ce déficit est, dans le budget de 1923-1924, d'après les données soviétiques, de 407,3 millions de roubles-tchervonetz¹, soit 20% du budget (1.926 millions de roubles-tchervonetz), et même un tiers de ce budget, si l'on en élimine les recettes d'ordre (recettes du réseau ferré).

Il n'est pas inutile de rappeler à ce sujet que, pendant la période quinquennale 1909-1913 qui précéda la guerre, les budgets de l'Etat russe donnèrent constamment des excédents de recettes qui formèrent des reliquats importants. C'est à ces reliquats qu'est due la constitution des disponibilités du Trésor, lesquelles atteignirent, en 1913, le chiffre inconnu jusqu'alors de 514,2 millions de roubles-or².

Il faut, d'autre part, ajouter, en ce qui concerne plus particulièrement le budget de 1913, que ce dernier, d'après le compte rendu du Contrôleur de l'Empire, donna un excédent de recettes se chiffrant par 69,9 millions de roubles (les recettes, y compris le reliquat des exercices clos, furent de 3.452,5 millions de roubles et les dépenses de 3.382,9 millions de roubles). Nous citons ces chiffres, que tout le monde connaît, pour réfuter ceux, sciemment inexacts, qu'indique pour le budget le Rapport de la Délégation des Trades-Unions anglaises. D'après ce Rapport, le budget

1. *Messenger des Finances*, n° 11, 1924, p. 57.

2. Dementieff : « Les recettes et les dépenses d'Etat russe au cours de la guerre mondiale » (*Messenger des Finances*, 1917, n° 36, p. 284).

de 1913 aurait donné un déficit de 452 millions de roubles-or, alors qu'en réalité il a donné l'excédent de recettes que nous venons de préciser. Ce sont évidemment ces assertions, d'une mauvaise foi évidente, qui ont permis aux auteurs du rapport de déclarer que le gouvernement tsariste se trouvait déjà, au moment où éclata la guerre mondiale, en « état de banqueroute » ; telle aurait été l'une des raisons qui provoquèrent la révolution. Il faut avouer ouvertement qu'à notre connaissance jamais la presse soviétique elle-même n'a dénaturé les faits d'une manière aussi flagrante.

Revenons aux méthodes employées par le Gouvernement des Soviets pour couvrir le déficit du budget de 1923-1924. Ce déficit fut couvert en partie par des opérations de crédit, et, en partie, par l'émission.

Le tableau ci-dessous résume ces recettes extraordinaires de l'exercice 1923-1924 :

RECETTES EFFECTUÉES (EN MILLIONS DE ROUBLES-TCHERVONETZ)
(1923-1924).

1. Réalisation des fonds divers d'État.	30,8
2. Opérations de crédit :	
a) Premier emprunt à lots	57,7
b) Deuxième emprunt de céréales	7,0
c) Certificats de transport	23,7
d) Emprunt de sucre.	10,9
e) Emprunt 8 % à lots	25,7
f) Deuxième emprunt à lots.	31,3
g) Emprunt paysan	39,4
Total	220,5
3. Réalisation de devises étrangères.	26,2
4. Augmentation de la dette à court terme.	«
5. Émission.	196,0
	<u>442,7</u>

Pour ce qui est des opérations qui figurent dans ce tableau, on commettrait la plus grande erreur en supposant qu'elles ressemblent, même légèrement, à de vrais emprunts d'État. Dans un pays où l'épargne privée n'existe presque pas et « n'est nullement encouragée », comme le déclare l'organe officiel, le *Messenger des Finances* (n° 11, 1924, p. 65) et où, d'autre part, le taux de l'intérêt atteint sur le marché privé — d'après les données soviétiques — jusqu'à 20 % *par mois*, — il n'y a pas place pour des opérations de crédit normales. En effet, ce que la terminologie soviétique dénomme « emprunts », ce sont, comme le dit justement le professeur Sokoloff, dans le *Messenger des Finances* (n° 2, 1924, p. 60-61), en réalité des *emprunts d'anticipation* (par exemple les emprunts de céréales et les emprunts de sucre), c'est-à-dire des emprunts qui ne font qu'anticiper sur les rentrées futures d'impôts : l'emprunt de céréales a été souscrit par les paysans, qui payaient ensuite, au moyen des obligations de cet emprunt, l'impôt agricole ; ce sont encore des succédanés d'emprunts, lorsqu'il s'agit par exemple de ces *emprunts forcés*¹ au moyen desquels l'État payait une partie de leurs salaires à ses ouvriers et de leurs traitements à ses fonctionnaires, ou auxquels il contraignait les autres éléments de la population à souscrire, à concurrence d'une certaine proportion des impôts ; ou bien enfin, il s'agit d'emprunts ne différant que très peu d'une *émission de signes monétaires* (certificats de transport, obligations de la Caisse Centrale du Commissariat des Finances).

Quant à l'émission avouée, le budget de 1923-1924 en évalue la recette à 196 millions de roubles. Il est inutile d'insister sur cette source de revenus, puisque la presse soviétique elle-même considère l'émission comme « le pire entre tous les impôts ». Remarquons seulement que

1. Professeur M. Bogolépoff : Les emprunts et l'épargne, p. 8-9. (*Revue Economique*, n° 2, 1925).

la somme de 196 millions de roubles, que le budget de 1923-1924 indique comme provenant de l'émission, a été, nous le prouverons plus loin, dépassée en réalité.

Tel est, dans ses lignes générales, le budget de 1923-1924. Il nous reste à dire quelques mots des prévisions budgétaires de 1924-1925.

Le Gouvernement des Soviets fait, en Europe, autour de ces dernières, beaucoup de réclame. Le budget de 1924-25 est proclamé « le premier budget sans déficit de la Russie des Soviets ».

Or, que représentent, en réalité, ces prévisions budgétaires de 1924-1925? Le chef du département budgétaire Reingold déclare qu'il s'agit d'un « budget fixe », ce qu'il faut probablement entendre au sens de « budget réel ». Mais, depuis que ce « budget fixe » a été publié, on l'a modifié trois fois. La première variante, ratifiée au cours de la deuxième session du Comité Exécutif Central, comportait une augmentation, — côté dépenses et côté recettes, — de 187 millions de roubles ; c'est avec ce nouveau total de 2.280 millions de roubles-tchervonetz qu'il fut adopté, le 6 janvier 1925, par le Conseil des Commissaires du peuple de l'Union¹. Les recettes extraordinaires étaient évaluées, dans ce budget, à 206 millions de roubles, dont 110 millions de roubles provenant d'opérations de crédit et 80 millions d'une émission de monnaie d'argent et de cuivre.

Tel est ce plan budgétaire, qu'on peut, peut-être, considérer comme réel en ce qui concerne les dépenses, mais qu'il serait bien risqué de tenir pour tel dans sa partie recettes. En effet, le total des recettes est prévu, dans le budget de 1924-1925, pour une somme supérieure de 370 millions de roubles-tchervonetz, soit de 20%, au montant des recettes budgétaires de 1923-1924 (1.916 millions de roubles en 1923-1924 et 2.280 millions en 1924-1925). Ces prévisions sont-elles légitimes et

1. *Gazette Financière*, n° 58, 1925.

répondent-elles à la situation économique générale qui, d'après les renseignements soviétiques, se caractérise par le ralentissement des affaires, voire même, dans une partie du pays, par une baisse catastrophique de la demande de marchandises? Peut-on vraiment s'attendre à une augmentation des recettes quand on est obligé d'importer des céréales de l'étranger, quand on constate des signes de ralentissement dans le domaine du commerce et de l'industrie, quand les prix continuent à monter et le pouvoir d'achat de la population à baisser?

Dans ces conditions, les prévisions de recettes de 1924-1925 se vérifieront-elles et ne vont-elles pas tout simplement augmenter le nombre des « plans budgétaires soviétiques » qui n'ont jamais pu être réalisés? D'après les données dont nous disposons, l'exécution du budget pendant les premiers mois de l'exercice ne concorde pas avec les prévisions. C'est ainsi, par exemple, que les rentrées de recettes sont particulièrement abondantes au cours du trimestre octobre-décembre, parce que c'est au cours de ce trimestre qu'est perçue la majeure partie de l'impôt agricole. Or cela n'a pas suffi ; et le Gouvernement des Soviets a été forcé de recourir, pendant ce premier trimestre, non seulement à des émissions de monnaie de cuivre et d'argent, mais aussi aux recettes provenant de l'émission de billets du trésor. Et pourtant, le projet du budget de 1924-1925 proclame solennellement que le Gouvernement renonce à toute recette provenant de l'émission, hormis celle de la monnaie d'argent et de cuivre.

Si le Gouvernement des Soviets a dû recourir dès le premier trimestre aux recettes provenant de l'émission, *a fortiori* sera-t-il obligé de le faire au cours des trimestres suivants¹. En effet, les recettes provenant d'impôts se sont réparties, par exemple, en 1923-1924,

1. A. Markoff. *Dni*, n° 677, 1925.

de la manière suivante : 1^{er} trimestre — 154, 4 millions de roubles ; 2^e trimestre — 107,9 millions de roubles ; 3^e trimestre — 58,6 millions de roubles ; les recettes provenant de sources autres que les impôts ont baissé de même d'un trimestre à l'autre ¹.

On est donc fondé à se demander pourquoi, au cours de la présente année, les conditions économiques générales ayant empiré, on doit s'attendre à ce qu'une augmentation de recettes corresponde à la hausse des dépenses qui s'est déjà dessinée pendant le deuxième trimestre de l'exercice.

Ainsi l'analyse des chiffres globaux des budgets de l'État soviétique prouve l'effondrement des finances publiques de la Russie ; et c'est, en vérité, faire preuve d'une singulière impudence que d'affirmer, comme le fait Reingold, dans un article consacré aux finances publiques de l'U. R. S. S. ² : « La Russie des Tzars n'a pas connu d'accroissement aussi rapide de ses budgets et nous faisons actuellement en une année le chemin que l'ancienne Russie mettait cinq ans à parcourir. Ceci trouve son application toute naturelle dans la renaissance économique impétueuse des pays qui font partie de l'U. R. S. S.. »

Les chiffres des budgets soviétiques témoignent, non d'un processus « impétueux » de renaissance, mais au contraire de l'épuisement profond des forces économiques du pays.

ANALYSE DES RECETTES DE L'ÉTAT DANS LA RUSSIE SOVIÉTIQUE

Le tableau des finances publiques de la Russie des Soviets ne serait pas complet si nous n'analysions les recettes et les dépenses de ses budgets, afin d'établir

1. *Messenger des Finances*, n° 1, 1925.

2. *Messenger de Paris*, n° 1.

qui, au bout du compte, entretient l'économie d'État soviétique.

Les recettes ordinaires des budgets soviétiques se composent : 1^o des *recettes provenant d'impôts* et 2^o des *recettes provenant de sources autres que les impôts*, — revenus des domaines et des entreprises industrielles et commerciales de l'État.

1^o *Recettes provenant d'impôts.*

Dans la catégorie des recettes provenant d'impôts directs, l'*impôt agricole* occupe la principale place. Il est entièrement supporté par l'économie paysanne. D'après les données relatives à l'exécution du budget de 1923-1924, cet impôt a donné 158,8 millions de roubles-tchervonetz au lieu des 186,8 millions inscrits aux prévisions. La moins-value est, par conséquent, pour cet impôt, de 17,6 %¹.

Rappelons à ce sujet qu'en 1913 les rentrées de l'impôt foncier d'État (qui n'était pas payé par les paysans seuls) ont atteint 24.400 mille roubles. Si l'on tient compte de la diminution du territoire et de la baisse du pouvoir d'achat du rouble-tchervonetz par rapport au rouble d'avant-guerre, on arrive à cette constatation que les paysans ont payé en 1923-1924, à titre d'impôt agricole, cinq fois plus qu'avant la guerre.

En 1924-1925 on prévoit de ce chef une recette encore plus importante, — 245 millions de roubles pour le budget d'État ; en d'autres termes, l'imposition de la terre par l'État est, d'après les données soviétiques mêmes, de 532 % plus lourde qu'avant la guerre².

Les bolcheviks reconnaissent que le fardeau de cet impôt est intolérable. C'est ainsi que le Commissaire à l'Agriculture Brukhanoff, dans son rapport sur l'impôt

1. *Messenger des Finances*, 1924, n^o 11, p. 53.

2. *Revue Economique*, 1925, n^o 1, p. 113.

agricole présenté à la troisième session du Comité Central Exécutif, le 7 mars 1925, a déclaré ¹ : « Le premier et le plus essentiel des défauts de l'impôt agricole c'est qu'il est trop lourd ; et ce que nous devons faire avant tout, c'est de le réduire. »

La *Gazette Financière*, reconnaît aussi que cet impôt est d'un poids insupportable : « Il est certain que l'impôt agricole unique, tel qu'il fonctionne actuellement, est très lourd pour les paysans ; toutefois, tant que l'imposition des paysans, par suite des difficultés financières éprouvées par le Gouvernement, demeurera la source principale des revenus de l'État, il faudra accepter cette situation. »

Le professeur Sirinoff ajoute très justement que « les revenus que frappe l'impôt agricole sont minimes et ne dépassent presque jamais le minimum non imposable des revenus des travailleurs des villes. »

Il est vrai qu'en 1924-1925 le Gouvernement a accordé aux paysans des « faveurs » : la somme totale de l'impôt agricole a été abaissée de 470 à 300 millions de roubles ; mais cette faveur est purement apparente, car en 1923-1924 le Gouvernement est arrivé avec la plus grande peine à percevoir précisément cette somme de 300 millions à laquelle, « à titre de faveur », il a bien voulu abaisser cet impôt en 1924-1925.

L'impôt agricole unique apparaît comme particulièrement lourd si l'on tient compte de la ruine actuelle de l'économie paysanne russe. D'après les données de la statistique soviétique, le revenu de l'agriculture s'est abaissé de 6,1 milliards de roubles-or en 1912 à 4,1 milliards de roubles-or en 1923-1924 ² ; et, malgré cette baisse, le Gouvernement prélève sur les paysans, au moyen de l'impôt agricole unique, une somme cinq fois et demie plus grande que celle qu'ils payaient avant la guerre ! Enfin, le fait que cet impôt prélève un sixième

1. *Vie Economique*, 1925, n° 57.

2. *Ibid.*, 29 mars 1925.

de la production agricole totale du pays concourt à démontrer combien est écrasante cette contribution, où le Commissaire aux Finances lui-même voit « un fardeau qui est loin d'être léger ».

Quand on compare l'imposition actuelle de la terre avec celle d'avant-guerre, il faut, il est vrai, tenir compte des contributions locales qui grevaient le paysan avant la guerre. Mais ces contributions étaient prélevées par les Zemstvos ; et, en retour, les paysans avaient hôpitaux, écoles, routes, services vétérinaires, agromomiques, etc... Actuellement, l'économie paysanne paie les impôts d'État, les impôts locaux, et n'obtient presque rien en retour.

L'impôt agricole ne constitue pas seulement un fardeau écrasant. Il a aussi les plus graves défauts techniques ; et cet impôt — les spécialistes soviétiques eux-mêmes le reconnaissent — enrayer tout progrès de l'agriculture : « C'est ainsi que le système actuel de l'impôt agricole, — écrit le professeur Sirinoff, — nuit incontestablement au progrès de l'élevage, en imposant le bétail au même titre que la terre, ce qui incite le paysan à diminuer le nombre d'animaux qu'il possède pour éviter que l'impôt ne devienne par trop lourd. »

La presse officielle soviétique signale encore d'autres défauts de cet impôt : les arriérés d'impôts qui se sont formés au cours des années de mauvaises récoltes ont souvent été exigés pendant les périodes de bonnes récoltes, ce qui a rendu l'imposition encore plus difficile à supporter. Les délais de paiement de l'impôt sont fixés de la manière la plus arbitraire. Les rôles de l'imposition sont constamment publiés en retard. Tout cela, ainsi que le reconnaît la presse soviétique, apporte la plus grande incertitude dans tous les calculs des paysans. »

Notons, enfin, que l'impôt agricole unique représente 50 % de l'ensemble des impôts directs du budget soviétique de 1923-1924 (158,8 millions de roubles sur 292,3 millions), tandis que, dans le budget de 1913,

les paysans ne payaient, à titre d'impôt foncier, que 15 % du total des impôts directs ; le reste était supporté par les classes aisées sous forme de patente, d'impôt sur le revenu de capitaux mobiliers et, à partir de 1917, d'impôt général sur le revenu.

2^o *Recettes provenant de sources autres que les impôts.*

Si l'on examine les autres sources de recettes des budgets soviétiques, on constate qu'en fin de compte c'est toujours le paysan qui est presque le seul contribuable dans le système fiscal soviétique.

Mais, avant d'analyser ce côté du problème, disons quelques mots du caractère général des impôts soviétiques autres que l'impôt agricole unique.

Parmi les revenus provenant d'impôts, figurent au budget soviétique, dans la catégorie des contributions directes — *l'impôt sur l'industrie*, et, dans la catégorie des contributions indirectes — *diverses accises* (sur le tabac, les tubes à cigarettes, le sucre, les boissons spiritueuses, le sel, les produits de l'industrie pétrolière, etc...) et les *droits de douane*.

Ce qui frappe avant tout, quand on compare les formes actuelles d'impôts avec celles d'avant la révolution, c'est le caractère beaucoup plus grossier du système de perception. L'impôt sur l'industrie marque, par sa structure actuelle, un recul énorme en comparaison de sa forme ancienne, qui le rapprochait beaucoup de l'impôt cédulaire sur le revenu. Il en est de même des impôts indirects. Dans le système de contributions indirectes en vigueur avant la révolution, il n'y avait pas de ces vestiges financiers de l'ancien régime, tels que l'impôt sur le sel (aboli en 1880), ni d'impôts aussi anti-démocratiques que l'impôt sur les tissus, ni d'impôts sur la saccharine, que les pauvres emploient au lieu de sucre, ou sur les « succédanés du thé », etc...

Tout ce système compliqué de contributions indirectes, remarque justement le professeur A.-P. Markoff¹, prouve que « les larges masses de la population pauvre sont imposées plus qu'elles ne l'étaient autrefois ».

Si, d'une part, au point de vue technique, le système actuel d'impôts constitue un pas en arrière par comparaison avec le système des impôts russes d'avant-guerre, d'autre part, le nom même d'impôts (dans le sens qu'on a toujours attribué à ce terme) ne convient nullement à certains revenus ainsi dénommés par le budget soviétique. Pour rendre notre pensée plus claire, il nous faut dire quelques mots des rapports qui existent entre les finances de l'État soviétique et l'industrie nationalisée.

Avant la guerre, alors que l'industrie russe se trouvait entre les mains de ses propriétaires et travaillait sous le régime du capitalisme privé, non seulement elle vendait ses produits deux et trois fois meilleur marché qu'ils ne se vendent actuellement, tout en payant aux ouvriers des salaires beaucoup plus élevés, mais elle mettait de côté des sommes considérables, destinées à l'amortissement et au renouvellement de son capital fixe et de son outillage. Le professeur Grenevetzky estime ses mises en réserve, au bas mot, à un demi-milliard de roubles par an². En outre, cette même industrie servait un intérêt au capital qui y était investi et payait au moins 600 millions de roubles par an d'impôts d'État et de taxes locales. Ce dernier chiffre n'exprime d'ailleurs nullement la totalité des revenus que tirait le fisc de l'industrie.

Après la nationalisation de l'industrie, au cours de la période qui précéda la N.E.P., l'industrie fut le principal moyen d'existence du pouvoir soviétique, qui consommait et gaspillait les stocks de matières premières précédemment accumulés, dilapidait les capitaux et l'outillage de l'industrie, etc. Sous la N.E.P., le Gouverne-

1. A. P. Markoff : *Le Budget soviétique et l'économie nationale*, p. 47.

2. *Id.*, *Ibid.*.

ment cesse de « bazarder » l'industrie, mais essaie d'en tirer le plus de ressources possible par des moyens fiscaux. *L'industrie devient le principal percepteur d'impôts de l'Etat soviétique.* Bien que la Russie soviétique ne connaisse pas officiellement de monopoles fiscaux, en fait, les principales branches de l'industrie soviétique constituent des monopoles et la population est bien forcée d'acheter les produits de l'industrie d'État. Ces produits lui sont offerts à des prix de monopole très élevés. D'ailleurs, les prix, même abstraction faite du monopole, sont nécessairement très hauts en raison des conditions générales de la production dans cette industrie : incompétence, gestion malhonnête, insuffisance de capitaux de roulement, usure des capitaux fixes, utilisation incomplète de l'outillage. La population est contrainte de payer les produits qu'elle achète plus cher, puisque toute industrie autre que l'industrie nationalisée est interdite dans la Russie des Soviets.

Les impôts que paie l'industrie nationalisée ne représentent donc que le prélèvement, au profit du Trésor, d'une partie des sommes que l'industrie d'État encaisse lorsqu'elle vend ses produits à la population. Avec le système appliqué dans la Russie des Soviets, qui consiste à fixer d'avance les sommes que l'État doit obtenir sous forme d'impôts divers, tout se ramène en réalité à prélever, dans chaque branche de l'industrie, une partie de son revenu brut sous forme d'impôt industriel, une autre partie sous forme d'accises variées, une autre encore sous forme de taxes, quand l'industrie utilise des services qui comportent le paiement de taxes.

Dans ces conditions, tous ces impôts de noms divers que paie l'industrie devraient être plus exactement appelés « prélèvements sur le revenu brut de l'industrie au profit de l'Etat. »

« Il ne faut pas oublier, dit à ce sujet A. Desen ¹,

1. Desen : Rétablissement du capital fixe de l'industrie (*Revue Économique*, février 1925, p. 26).

que l'industrie d'Etat jouit d'un monopole dans le pays : elle est mise à l'abri de la concurrence étrangère par le système des tarifs ordinaires et par le monopole du commerce extérieur ; elle n'a pas davantage de concurrent tant soit peu sérieux à l'intérieur du pays. Dans ces conditions, les revenus de l'industrie n'ont plus un caractère privé, mais, pour ainsi dire, public, et deviennent une sorte d'accise universelle. »

Par conséquent, toute la classification du budget soviétique, la répartition des impôts en directs, indirects et taxes, apparaît comme fictive. Ce n'est pas tout. On peut affirmer que *le budget d'Etat soviétique tout entier est, sous sa forme actuelle, totalement dénaturé et ne reflète nulle situation vraie de l'économie soviétique.*

En effet, l'industrie soviétique (lisez : *les monopoles fiscaux soviétiques*) travaille à perte. Ce fait est indéniable et récemment encore le chef de la Direction Centrale de la Statistique soviétique, Popoff, l'a reconnu à l'occasion de la publication de la balance économique de l'U. R. S. S.. Le budget d'Etat n'enregistre que partiellement les pertes de l'industrie. Elles n'y sont indiquées que sous forme de dotations à l'industrie ; mais le budget soviétique ne parle ni de la dilapidation des capitaux fixes et de roulement, ni d'autres sommes que l'industrie reçoit et qui ne sont autre chose que des dotations occultes, telles que le dégrèvement des impôts d'Etat et des taxes communales et, enfin, *le financement au moyen d'ouvertures de crédits, c'est-à-dire par les banques.*

On sait qu'il existe en Russie un système très particulier d'ouvertures de crédits par les banques, qui s'explique par le fait que les banques, dans la Russie des Soviets, sont des institutions d'Etat et n'ont de commun avec les banques que la façade. Leurs clients principaux, et d'ailleurs obligatoires, sont les entreprises soviétiques.

La solvabilité de ces entreprises, quand il s'agit d'ou-

vertures de crédits, joue un rôle insignifiant. En principe, étant des institutions d'Etat, elles sont toutes considérées comme solvables, mais, en fait, une grande partie des crédits ouverts n'est pas remboursée aux échéances et tout se réduit au renouvellement régulier des traites et autres engagements. Ces crédits sont ouverts aux entreprises industrielles d'après un plan de crédits arrêté d'avance, et l'importance des crédits à ouvrir à chaque branche de l'industrie est fixée à l'avance par ce plan pour chaque période, de telle manière que les banques deviennent de simples répartiteurs automatiques des crédits prévus par le plan. M. Desen, déjà cité par nous ¹, explique que les plans de crédits fixés pour chaque trimestre ou chaque mois indiquent l'importance des crédits à ouvrir, non seulement à chaque branche de l'industrie, mais même à tels ou tels clients.

Au point de vue de la forme et du fond, ce plan de crédits à ouvrir a le même caractère de paperasserie bureaucratique que tous les autres plans, projets et budgets de la Russie soviétique. En définitive, il n'est autre chose qu'un budget additionnel camouflé, qui permet de subventionner l'industrie nationalisée déficitaire.

Voici ce que dit, au sujet de cette forme de l'activité des banques soviétiques, M. V.-F. Sologoub ² : « En même temps que les banques ont perdu toute indépendance dans l'appréciation des clients et des opérations, les opérations elles-mêmes ont perdu tout caractère de liquidité et se sont transformées en paiements analogues à ceux qui sont faits en vertu des dispositions du budget ; c'est-à-dire en paiements ne comportant pas de remboursement. L'importance des formalités qui accompagnent l'ouverture de crédits a diminué. La responsabilité du non-paiement des traites a été

1. Desen. *Revue Économique*, 1924, n° 22, p. 33.

2. V.-F. Sologoub : Le système d'institutions de crédit de la Russie soviétique. (*Droit et Économie*, n° 2, 1925, p. 10).

réduite presque à zéro ; le renouvellement des traites et les protêts sont devenus de pratique constante. Les crédits sur marchandises, vu l'impossibilité pour les banques de disposer des marchandises et de les vendre, se sont transformés en crédits purement bancaires. Les crédits à court terme se sont transformés en crédits à long terme. » M. Sologoub ajoute : « L'industrie ne crée plus de capitaux ; il ne reste donc plus qu'une seule source : les prélèvements sur la population. Tout d'abord, ces prélèvements ont été effectués sous la forme d'impôts et de taxes ; plus tard, on les a en outre réalisés au moyen de la vente à la population, à des prix de monopole, des produits de l'industrie d'Etat ou des produits importés. Les sommes tirées ainsi de la population servent à entretenir l'appareil soviétique tout entier, y compris l'industrie d'Etat et le commerce d'Etat. La différence n'est pas grande entre les paiements faits par le Trésor en vertu des dispositions budgétaires et ceux effectués par les banques soviétiques qui les passent par les postes des actifs et des passifs de leurs bilans. »

Etant donné cette situation, il n'existe plus aucune différence entre l'émission de signes monétaires pour les besoins du budget et l'émission bancaire ; la distinction des émissions en émissions provoquées par les besoins budgétaires et émissions effectuées par la Banque d'Etat, perd toute signification réelle. Il n'est pas difficile de déclarer sur le papier qu'une partie des dépenses sera couverte par l'émission bancaire. Mais, en réalité, étant donné la nationalisation de l'industrie, des transports, du commerce extérieur et, en grande partie, du commerce intérieur, l'une et l'autre émission pourvoient aux mêmes besoins d'Etat.

Pour se faire une idée des sommes dépensées par l'Etat pour l'industrie sous la forme de l'émission bancaire, il suffit de remarquer que la dette de l'industrie envers les quatre principales banques de l'U. R. S. S.

se montait, au 1^{er} octobre 1924, à 423 millions de roubles-tchervonetz et qu'en outre la Banque d'Etat avait avancé à la même date aux entreprises industrielles, pour le compte du Commissariat des Finances, 170 millions de roubles.

L'emploi de pareils procédés permet aux bolcheviks de faire élaborer par les services de leur comptabilité le tableau le plus favorable de leurs budgets d'Etat. En effet, il suffit, d'un côté, d'ordonner à l'industrie de percevoir et de payer plus d'impôts et, de l'autre, de fournir à cette même industrie, par voie extrabudgétaire et notamment par l'ouverture de crédits dans les banques, les ressources dont elle a besoin pour le paiement de ces impôts. Sur le papier apparaîtra alors un accroissement des recettes budgétaires. On peut ainsi arriver non seulement à équilibrer les budgets sans déficit, mais même à y faire apparaître des excédents de recettes sur les dépenses ; et déclarer que l'état des finances de l'U. R. S. S. permet au Trésor de « former des disponibilités ».

Après ce qui vient d'être mis en lumière, peut-on vraiment avoir la moindre confiance en tous ces budgets dénommés « fixes », « d'orientation », « démonstratifs », « réels » ou autrement ?

L'analyse de la nature des impôts soviétiques montre donc que la diversité extrême et le poids écrasant des impôts qui frappent l'économie privée s'expliquent par l'ensemble du régime soviétique, grâce auquel une énorme partie de l'économie nationale, — et notamment l'industrie soviétique, — ne participe pas à la création des recettes d'Etat et des recettes locales.

Dans de telles conditions, quel est le vrai contribuable des budgets soviétiques ? Nous avons vu que les paysans paient un impôt agricole formidable ; ce sont eux aussi qui forment l'immense majorité des consommateurs russes et qui paient, par conséquent, les impôts directs et indirects perçus par l'industrie sovié-

tique. Ces mêmes paysans paient, en outre, un autre impôt *sui generis* en achetant les produits de l'industrie soviétique à des prix extrêmement élevés, ceci comme conséquence de la politique spéciale des prix suivie par le Gouvernement des Soviets. Cette politique, selon l'expression de l'auteur soviétique déjà cité, M. Desen ¹, « tend, — pour restaurer l'industrie, — à s'emparer des bénéfices que le paysan peut tirer de son exploitation ; et cela au moyen d'une disproportion pratiquée intentionnellement au profit de l'industrie en matière de politique fiscale. L'expérience de cette politique (qui créa les célèbres « ciseaux », c'est-à-dire l'écart entre les prix des produits industriels et des produits agricoles) fut tentée en été et en automne 1923. »

Il est vrai que la population essaie de se dérober à ces sacrifices.

Elle se dérobe *involontairement* quand, appauvrie, elle réduit au minimum sa consommation. Il n'est pas inutile à ce sujet de rappeler les paroles de Dzerjinsky, prononcées à la Conférence plénière des organes du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale : « Si l'on établit le chiffre de la consommation actuelle par tête d'habitant et que l'on compare avec la consommation d'avant-guerre, on constate un appauvrissement profond et une diminution extrême de la consommation, que fait ressortir, par exemple, le tableau suivant :

CONSOMMATION PAR TÊTE D'HABITANT

	Sucre livres	Sel livres	Allumettes boîtes	Cotonnades archines	Product. de la fonte, livres]
1913	20	38	25	25	72
1922-1923	4,1	17,7	11,5	5,3	5
1923-1924	7,4	21	14	9,5	14
pourcentage par rapport à 1913	35 %	64 %	56 %	40 %	20 %

1. Desen. Rétablissement du capital fixe de l'industrie (*Revue Économique*, n° 2, p. 20).

Elle se dérobe *volontairement*, en recourant à d'autres moyens de satisfaire ses besoins en produits industriels, c'est-à-dire en augmentant la production de la petite industrie et de l'industrie domestique.

Cet ensemble de conditions provoqua en automne 1923 une crise de vente et une nouvelle rupture entre la ville et la campagne. Devant ce nouveau danger, le pouvoir soviétique se résigna à un « abaissement héroïque — c'est son expression — des prix des produits de l'industrie soviétique.

Cet abaissement fut effectué sans qu'on tînt compte des prix de revient de l'industrie soviétique, dont le déficit se trouva ainsi accru d'autant. Les branches des « ciseaux » paraissaient se rapprocher ; mais ce n'était qu'un trompe-l'œil, parce que les prix de gros seuls subissaient une baisse, tandis que les prix de détail restaient au même niveau ; or, la population achète au prix de détail et non pas au prix de gros.

« Si l'on analyse, — écrit à ce sujet l'*Economicheskaya Jisn*, — les données enregistrées par les correspondants du Commissariat du Commerce Intérieur, sur les augmentations que subissent les prix au fur et à mesure que, sortis de la fabrication, les produits se rapprochent du pays consommateur, on peut faire les constatations suivantes : pour l'indienne, prix de gros (décembre 1924) à Moscou, 32,5 cop. le mètre ; dans les villages de l'Ukraine, 58,5 cop. ; dans l'Oural, 55 cop. ; dans le Turkestan, 64,7 cop. ; pour les clous, à Moscou, prix de gros, 4 roubles 93 cop. le poud ; dans les villages de l'Ukraine, 8 roubles 80 ; dans l'Oural, 11 roubles 20 ; dans le Turkestan, 14 roubles 86 ; pour le sucre, prix de gros, 11 roubles 80 à Moscou, 18 roubles 40 dans l'Oural, 21 roubles 80 dans le Turkestan, etc., etc... Notre correspondant nous écrit de la République des Tartares qu'avant la guerre le seigle y coûtait 50 à 60 cop. ; l'indienne, 21 à 22 cop. ; tandis qu'en 1925 les mêmes prix sont de 50 à 80 et

62 à 65 cop. ; par conséquent, le paysan ne reçoit pour un poud de seigle que 3 fois et 3 fois et demi moins de tissu. »

Donc, malgré les efforts du pouvoir soviétique, l'acheteur ne constate nulle amélioration. La population continue à supporter, de par les prix élevés des produits de l'industrie soviétique, une imposition déguisée : mais une partie des bénéfices que créent ces hauts prix tombe dans la poche des intermédiaires à la faveur d'un écart plus grand entre les prix de gros et les prix de détail.

Sur ce point encore, la machine fiscale ne chôme pas et le fisc cherche à s'approprier les bénéfices des intermédiaires en les grevant d'impôts tellement lourds qu'une grande partie du commerce privé se voit obligée de liquider ses affaires.

« Notre système fiscal, écrit à ce sujet M. Hensel¹, a atteint un niveau d'imposition extrêmement élevé et rend impossible la formation des capitaux privés. Pour les catégories élevées, l'imposition atteint de 60 à 70 % du revenu. » Et c'est pour cette raison que la nouvelle politique économique proclamée récemment, promet, — comme nous l'avons expliqué au début de cette étude, — des dégrèvements d'impôts au commerce privé qui, malgré les bénéfices que lui procure la différence entre les prix de gros et les prix de détail, ne peut subsister tant que seront en vigueur les impôts actuels.

Telle est la situation du budget soviétique en ce qui concerne les recettes provenant d'impôts. Nous voyons que le pouvoir soviétique est entretenu en premier lieu par le paysan et en partie par le commerçant intermédiaire qui, toutefois, finit par faire supporter tous les impôts qui le frappent à ce même paysan.

Pour en finir avec l'analyse du budget soviétique,

1. *Messenger des Finances*, n° 12, 1924.

il nous reste à dire quelques mots des revenus provenant de sources autres que les impôts. Les revenus des entreprises nationalisées font partie de cette catégorie. Ils se chiffraient, dans le budget de 1923-1924, par 1.064 millions de roubles-tchervonetz et ne sont inscrits, dans les prévisions de 1924-1925, que pour 1.085 millions de roubles. Mais, en fait, ces revenus sont des recettes d'ordre, car ils ont comme contre-partie des dépenses d'exploitation et le solde net ne dépasse pas 80 à 100 millions de roubles.

Or, dans le dernier budget d'avant-guerre (1913), les recettes de la même catégorie (même si l'on élimine les bénéfices nets du monopole de l'alcool) ont fourni environ un demi-milliard de roubles-or, c'est-à-dire cinq fois plus qu'actuellement ; et cela malgré la nationalisation par le pouvoir soviétique de presque toutes les principales branches de l'économie nationale. « Il faut s'étonner, écrit le professeur Nikitzky dans la *Revue Economique soviétique* ¹, du rôle modeste des recettes provenant de sources autres que les impôts dans un pays qui a nationalisé toutes les voies de communication, les postes et les télégraphes, les terres des anciens propriétaires fonciers, les banques, les quatre cinquièmes de l'industrie et du commerce, etc.. »

Mais celui qui connaît les méthodes de l'administration économique soviétique peut-il vraiment s'étonner d'un pareil résultat?

*
* * *

Pour achever notre analyse du budget soviétique, remarquons que les dépenses de ce budget reflètent les mêmes particularités que nous avons constatées en examinant les recettes ; et notamment que la majeure partie des dépenses est absorbée par l'entretien

1. Janvier 1925, p. 113.

de l'économie d'Etat soviétique. Il suffira de noter que, sur l'ensemble des dépenses évaluées, dans le budget de 1923-1924, à 1.245 millions de roubles-tchervonetz, l'entretien des transports, des postes et des télégraphes a absorbé 724,1 millions de roubles-tchervonetz, soit 60% du total des crédits ouverts ; et les départements de la guerre et de la marine 370,4 millions de roubles-tchervonetz, soit 25% de ce total ; de telle manière qu'il ne restait, pour la satisfaction de tous les autres besoins de la population et pour les dépenses de l'administration du pays, que 15% du total des crédits ouverts. Rappelons que, dans le budget de 1913, ces besoins et ces dépenses ont absorbé 900 millions de roubles, soit 35% de la totalité des crédits (au lieu de 15% en 1923-1924).

En particulier, l'économie rurale qui est, comme nous l'avons vu, le principal contribuable du budget d'Etat, n'en a obtenu, sous forme de crédits extraordinaires que 60,3 millions de roubles-tchervonetz ; tandis que l'industrie a obtenu, au même titre de crédits extraordinaires et en dehors de différentes faveurs fiscales dont nous avons parlé plus haut, 93 millions de roubles-tchervonetz. Encore faut-il ajouter que l'agriculture n'a profité que d'une fraction de ces soixante millions, la majeure partie en ayant été absorbée par des dépenses purement administratives et par des subventions aux exploitations agraires soviétiques (Sovkhoz) et aux communes agricoles. Par conséquent, le pouvoir soviétique, tout en exigeant des paysans, comme nous l'avons vu, des sacrifices écrasants, ne leur réserve qu'une place insignifiante dans le budget des dépenses.

CHAPITRE III

LE SYSTÈME DE CRÉDIT DE L'U.R.S.S.

Le Rapport de la Délégation des Trades-Unions fait à peine mention du système de crédit fonctionnant dans la Russie des Soviets. On peut en déduire que les délégués n'ont rien remarqué dans ce domaine qui méritât leur attention, et qu'il leur a paru que, dans cette branche de l'économie nationale, tout allait, par exemple, comme en Angleterre.

Or, le système de crédit du pays est la seule partie accessible à l'observation de l'administration du capital national ; comme, sans ce capital, il n'est possible, sous aucun régime social, de réaliser une activité économique moderne, il importe de ne pas négliger ce système, si l'on veut donner une idée complète de l'organisation intérieure de la vie économique du pays.

Essayons brièvement de combler cette lacune du Rapport.

LE SYSTÈME DE CRÉDIT SOVIÉTIQUE. SON ORGANISATION DONNÉES NUMÉRIQUES

La presse soviétique contient l'énumération de nombreux établissements de crédit, créés depuis la fin de 1921 et surtout en 1922 ou plus tard, et dont l'ensemble constitue le système de crédit soviétique ¹.

1. Voir Katzenellenbaum. *Russian Currency and Banking*, 1914-1924. London, 1925. Pp. 100-101 : la Banque d'État, et p. 101-104, les autres établissements de crédit.

En tête se trouve la Banque d'État, fondée à la fin de 1921 et qui, à partir du 11 octobre 1922, a obtenu le droit d'émettre des billets de banque. A côté d'elle, sept banques d'État plus importantes, dont l'action s'étend sur l'Union tout entière ; une série de petits établissements d'État, — banques communales, de crédit agricole, Banque Centrale Agricole, environ quatre-vingt-dix sociétés de crédit mutuel, — établissements pour capitalistes privés, qui jouent un rôle insignifiant (au 1^{er} janvier 1925 leur balance générale a été de 18 millions de roubles-tchervonetz : environ 0,7 % du bilan totalisé des banques soviétiques).

La Banque d'État et les dix banques les plus importantes ont, environ, huit cents succursales.

Le bilan totalisé des banques soviétiques au 1^{er} janvier 1925 résulte du tableau ci-dessous (en millions de roubles-tchervonetz) ¹.

	CAPITAL DE FONDATION	DÉPÔTS ET COMP- TES COURANTS	BILLETTS DE BANQUE EN CIRCULATION
Banque d'État. .	107,9	496,7	596
Les banques les plus importantes	95,6	234,1	—
Autres banques, <i>environ</i>	76,7	27,6	—
TOTAL. . .	280,2	758,4	596

BALANCE	ESCOMPTE ET AVANCES	MÉTAUX PRÉCIEUX ET DEVISES ÉTRANGÈRES ²
2.018,5	340,1 ²	257,4 ³
649,1	309,4 ³	94,4
204,8	382,9	—
	124,0	—
2.872,3	1.156,3	351,8

1. D'après les données soviétiques, le rouble-tchervonetz vaut un peu moins de la moitié du rouble d'or d'avant-guerre.

2. Du département d'émission.

3. Des banques.

Du total général de la balance, qui est de 2.872,3 millions de roubles-tchervonetz, il faut déduire les sommes d'ordre, qui ne représentent pas d'opérations réelles, mais seulement des compensations entre les différentes institutions. Alors le bilan se présente comme suit :

MILLIONS DE ROUBLES		MILLIONS DE ROUBLES	
Capitaux appartenant		Portefeuille de trai-	
aux banques.	280	tes et d'engage-	
Dépôts et comptes cou-		ments de la Sec-	
rants.	758	tion de l'Émis-	
Billets de banque émis. .	596	sion.	340
		Portefeuille de trai-	
		tes et d'avances	
		surmarchandises	
		de la Banque	
		d'État et d'au-	
		tres banques . .	816
		Métaux précieux,	
		devises étrangè-	
		res et monnaie	
		étrangère de la	
		Section d'Émis-	
		sion.	257
		Métaux précieux,	
		devises étrangè-	
		res et monnaie	
		étrangère de la	
		Section d'Émis-	
		sion de la Banque	
		d'État	95
		Caisse des banques	
		en papier mon-	
		naie et titres du	
		Gouvernement	
		soviétique . . .	126
	<u>1.634</u>		<u>1.634</u>

Pour apprécier à leur juste valeur ces chiffres, il faut : 1^o se rendre compte des traits essentiels de l'organisation des banques soviétiques, et 2^o analyser les divers postes du bilan totalisé des banques :

TRAITS ESSENTIELS DES BANQUES SOVIÉTIQUES

1^o *De par leurs capitaux et leur clientèle, ce sont des établissements d'Etat.*

Le trait essentiel des établissements soviétiques, c'est qu'ils sont des établissements d'État, non seulement parce que l'État leur a fourni leurs capitaux de fondation, les administre et a versé dans leurs caisses les disponibilités de sa Trésorerie, mais aussi parce que parmi les clients de ces banques, il n'y a que des établissements d'État et des entreprises ou institutions organisées avec des ressources de l'État et administrées par l'État (par exemple les coopératives).

Les particuliers ne participent à ces opérations, au passif comme à l'actif, dans toutes ces banques d'État, qu'à raison de 1 à 2 % tout au plus ¹ ; leur participation est, par conséquent, insignifiante. Le système de crédit soviétique n'amasse pas l'épargne des particuliers et ne représente pas l'organe du marché du pays. Il n'a aucun lien avec des personnes privées pouvant lui ouvrir ou se faire ouvrir par lui des crédits ; ce n'est donc pas un système de crédit proprement dit. D'une manière générale, le domaine d'application du crédit a disparu et les établissements de crédit se sont transformés en institutions financières de l'État qui administrent leurs propres fonds, — c'est-à-dire les fonds du Trésor soviétique.

2^o *Les établissements de crédit soviétiques n'ouvrent pas de crédits et ne s'en font pas ouvrir.*

1. *Revue Économique*, 1924, n^o 22, p. 37, et 1925, n^o 1, p. 54. Professeur Soboleff : « Situation des capitaux dans l'U. R. S. S. »

Les établissements de crédit soviétiques n'obtiennent pas de crédits et n'ouvrent pas de crédits. Telle est la deuxième particularité du système de crédit soviétique.

LA PRINCIPALE OPÉRATION DU PASSIF :
ÉMISSION DE BILLETS DE BANQUE

Conformément au caractère des établissements de crédit soviétiques, leur principale opération au passif est l'émission de billets de banque (opération d'émission), parce que c'est seulement pour cette opération que la Banque d'État est en contact avec le public ; quant aux capitaux propres des banques, ils leur ont été fournis par le fisc et les sommes en dépôts ont été versées par le fisc lui-même ou par les établissements d'État et des entreprises d'État.

L'émission des billets de banque n'a pas le caractère d'une opération bancaire, mais celui d'une émission faite par le Trésor et rentrant dans l'opération générale d'émission de papier-monnaie par le Trésor soviétique.

L'émission des billets de banque par la Banque d'État constitue la continuation de l'émission du papier-monnaie par le pouvoir soviétique. Le fait que l'émission est effectuée par la Banque n'en change aucunement le caractère ; cette émission reste une émission de papier-monnaie pour les besoins de l'État.

Il est exact qu'au point de vue de la forme, les billets de banque n'ont pas cours forcé, mais en fait ils ont été dans une large mesure imposés par la force ; dans un pays qui manque de produits industriels et dans lequel la grande industrie, l'industrie produisant les principaux objets de consommation des masses, constitue un monopole d'État, — ces produits se sont vendus de préférence et même exclusivement contre des billets

de banque. De plus, au pays de la terreur, où la présence chez un particulier d'or ou de devises étrangères suffisait à motiver l'application des mesures les plus implacables, les billets de banque sont devenus une sorte de monnaie privilégiée, dont la détention ne donnait pas lieu à poursuites.

Depuis l'introduction de la réforme monétaire, l'émission des billets de banque s'est confondue avec celle des billets du Trésor et, à concurrence d'environ un tiers du chiffre ci-dessus indiqué, a été remplacée par elle.

L'examen du procédé d'émission des billets de banque prouve que cette émission a le caractère d'une émission fiscale.

Importance de l'opération d'émission du Trésor soviétique.

L'émission totale de papier-monnaie par le Trésor était garantie :

	OR ET DEVICES	CRÉANCES DE LA SECTION D'ÉMISSION DE LA BANQUE D'ÉTAT	BILLETS DE BANQUE ÉMIS D'APRÈS LE BILAN DE LA BANQUE D'ÉTAT
au 1 ^{er} déc. 1922 . .	5,1	—	2,0
au 1 ^{er} oct. 1923 . .	119,7	115,3	235,0
au 1 ^{er} jan. 1924 . .	148,0	132,0	280,0
au 1 ^{er} oct. 1924 . .	242,5	276,4	518,9
au 1 ^{er} jan. 1925 . .	257,4	338,6	596,0

	ÉMISSION TOTALE PAR LE TRÉSOR DU PAPIER-MONNAIE	DONT SIGNES MONÉTAIRES AUTRES QUE LES BILLETS DE BANQUE	BILLETS DE BANQUE REPLACÉS PAR D'AUTRES ESPÈCES DE PAPIER-MONNAIE
au 1 ^{er} déc. 1922. . .	117,3	116,7	1,4
au 1 ^{er} oct. 1923. . .	264,4	57,0	27,6
au 1 ^{er} jan. 1924. . .	304,8	67,6	42,8
au 1 ^{er} oct. 1924. . .	622,7	276,2	172,4
au 1 ^{er} jan. 1925. . .	742,7	331,8	185,2

L'opération de l'émission a fourni au pouvoir soviétique :

du 1 /XII /22 au 1 /I /25, 625,4 millions de roubles ¹ , dont :			
1 /XII /22 au 1 /X /23.	147,1	millions de roubles	
1 /X /23 au 1 /I /24	40,4	—	—
1 /I /24 au 1 /X /24	317,9	—	—
1 /X /24 au 1 /I /25	120,0	—	—
	<u>625,4</u>		

Ces sommes ont été employées surtout pour les besoins de l'industrie et du commerce d'État.

Systeme de l'émission des billets de banque et leur garantie.

La presse soviétique souligne le caractère spécial, bancaire, de l'émission des billets de banque pour les opérations commerciales ; mais, bien entendu, cette assertion est fausse.

Les billets de banque sont émis : 1^o Contre or ou monnaie étrangère (devises, billets de banque, etc...), à raison de 25 % d'émission au moins, d'après le décret du 11 octobre 1922 ; et 2^o contre garantie de marchandises facilement réalisables, de traites ou autres obligations à courte échéance (art. 3).

Fonds métallique.

Les billets n'étant pas échangeables, le stock d'or et de monnaies étrangères n'est pas actuellement en relation directe avec la circulation monétaire. Il est formé :

1. Ces chiffres donnent des sommes exagérées de « recettes » fournies par l'émission ; car une partie des émissions revenait dans les caisses des établissements de crédit, industriels, commerciaux et fiscaux soviétiques. C'est ainsi qu'au 1^{er} janvier 1925, les établissements de crédit seuls gardaient dans leurs caisses 100 millions de roubles. Le chiffre pour les autres institutions n'est pas connu.

1^o par l'achat d'or aux particuliers et 2^o par l'émission de papier-monnaie contre l'or et la monnaie étrangère appartenant au Trésor. Dans l'un comme dans l'autre cas, le but visé est purement fiscal, — formation d'un fonds d'échange ; dans le deuxième cas, le Trésor obtient pour ses opérations de toutes sortes du papier-monnaie contre de l'or et de la monnaie étrangère qu'il remet à la Banque d'État, *c'est-à-dire à lui-même*. Dans ces conditions, les billets de banque ne sont qu'un instrument servant à mobiliser les stocks d'or et de monnaie étrangère.

Le portefeuille de la Section d'Emission de la Banque d'Etat est composé exclusivement de créances sur le Trésor et sur ses organes.

Le portefeuille des créances de la Section d'Émission de la Banque d'État (au 1^{er} janvier 1925 — 340 millions de roubles) est composé de marchandises liées aux opérations du commerce extérieur, de créances sur le Trésor, de créances sur les organes du Trésor et, enfin, de créances sur les coopératives, qui sont, comme on le sait, des institutions d'État. Tout le commerce extérieur de la Russie soviétique est fait par l'État et par ses organes, selon les principes du monopole de l'État : il ne représente, à proprement parler, aucune opération commerciale, mais une opération purement financière : échange de papier-monnaie contre de l'or, au moyen de marchandises d'exportation. Si cet échange a lieu, le but est atteint, quels que soient les résultats du commerce. Ce commerce lui-même, vu l'ignorance totale du marché intérieur, et plus encore des marchés extérieurs, et en raison des dépenses énormes auxquelles il donne lieu, ne peut se solder en définitive que par des pertes.

C'est précisément à obtenir le papier-monnaie nécessaire à cette opération que sert le portefeuille de la

Section d'Émission de la Banque d'État. Il représente le capital de roulement du commerce extérieur d'État, lequel, nous le répétons, est une opération financière et non pas commerciale : ces ressources sont employées partie à couvrir des pertes chroniques, partie en immobilisations résultant de mauvais achats. Mais les sommes correspondantes ont été obtenues de la Section d'Émission de la Banque, elles ne sont pas rayées du bilan, y figurent et y figureront peut-être comme des valeurs réelles.

Ces dépenses, qui n'ont rien à voir avec le commerce véritable, ne peuvent pas être liquides et demandent continuellement à être augmentées. C'est la raison pour laquelle le portefeuille de la Section d'Émission de la Banque d'État ne reflète pas les oscillations du commerce extérieur. Il s'accroît, non pas en raison de l'accroissement des opérations de ce commerce, mais exclusivement en raison de la possibilité d'émettre des billets de banque ¹.

Relation de l'opération d'émission de la Banque d'Etat avec ses dépôts : les billets de banque encaissés par le Trésor sont versés à son compte-courant à la Banque d'Etat ; la somme de 340 millions de roubles a été comptée deux fois dans les bilans des banques.

L'opération d'émission de la Banque d'État domine toutes les autres. Il existe un lien direct et certain entre cette opération et celle des dépôts et comptes-courants. Les billets de banque remis au Trésor, s'ils ne sont pas dépensés immédiatement, sont versés au compte-courant du Trésor à la section bancaire du « Gosbank » ou à une autre banque d'État. Ces sommes appartenant

1. D'après les données de la presse soviétique, on a constaté, vers la fin du mois de décembre 1924, des indices d'inflation et on a pris des mesures pour arrêter et diminuer les nouvelles émissions de billets de banque.

au Trésor constituent la source qui alimente les opérations de dépôts de ces banques.

L'inscription aux bilans des banques soviétiques, d'une part, des créances sur l'État (à la section d'émission de la Banque d'État) et, d'autre part, des sommes obtenues par l'escompte de ces créances et versées au compte des dépôts et comptes-courants, constitue un véritable double emploi ; et le bilan unifié au 1^{er} janvier 1925, que nous venons de reproduire, doit être rectifié par la suppression des 340 millions de roubles de créances sur l'État de la section d'émission au débit des sommes en dépôts ou comptes-courants ¹.

Les dépôts et comptes-courants constitués exclusivement par les versements des établissements d'Etat ne sont pas des opérations de crédit.

En ce qui concerne la somme de 418 millions de roubles, disons une fois de plus, pour que ce chiffre ne trompe pas les lecteurs, que, hormis 4 à 8 millions de roubles, elle appartient exclusivement aux entreprises et aux établissements de l'État et a été versée aux banques d'État en vertu des décrets du pouvoir soviétique, prescrivant le versement obligatoire de toutes les disponibilités aux établissements de crédit d'État. Rien dans ces versements ne rappelle les opérations de crédit. Cette observation s'applique à toutes les opérations passives des banques soviétiques. Elles présentent toutes cette particularité de ne renfermer aucun élément de crédit.

1.

MILLIONS DE ROUBLES		MILLIONS DE ROUBLES	
Capitaux appartenant aux banques.	280	Escomptes et avances .	816
Dépôts et comptes-courants.	418	Métaux précieux et devises	352
Billets de banque émis.	596	Billets de banque et autres valeurs émises par le Trésor	124
	<hr/> 1294		<hr/> 1294

LES OPÉRATIONS ACTIVES DES BANQUES

Les passifs obtenus au moyen de l'émission du papier-monnaie (« billets de banque ») et formés par les versements — en vertu de décrets — des sommes appartenant au Trésor, si l'on y ajoute les capitaux appartenant aux banques et fournis aussi par l'État, atteignent une somme de 1.294 millions de roubles-tchervonetz, placés de la manière suivante :

a) Métaux précieux et monnaies étrangères (devises, billets de banque, etc.) : 352 millions de roubles, dont 257 millions de roubles à la Section d'émission et 95 millions de roubles à la Section bancaire de la Banque d'État) ;

b) Escompte et avances : 816 millions de roubles ;

c) Billets de banque en caisse ou valeurs remises au Trésor en échange de ses créances : 126 millions de roubles.

En tout : 1.294 millions de roubles-tchervonetz.

Métaux précieux et monnaies étrangères (en devises, billets de banque, etc...)

Les métaux précieux et les monnaies étrangères sont des valeurs réelles accumulées principalement par la Section d'émission de la Banque d'État. Elles sont à l'entière disposition du pouvoir soviétique, mais elles ne représentent pas le capital de roulement du pays : c'est un capital mort, tant que l'échange contre l'or n'existe pas.

Portefeuille d'escompte et d'avances.

Sur les 816 millions de roubles que représente ce portefeuille, 115 millions de roubles sont des crédits accordés par les banques communales, par les sociétés

de crédit agricole et par la Banque Agricole Centrale, que la presse soviétique elle-même ne considère pas comme des crédits commerciaux.

Des 700 millions restant :

1^o 9 millions de roubles ont été avancés par les sociétés de Crédit mutuel à des marchands faisant le commerce privé, conformément aux conditions locales de ce commerce, pour de courts délais (deux à trois semaines) et au taux de 4 %, 5 % et plus par mois ;

2^o 309 millions de roubles constituent le montant de l'escompte et des avances sur marchandises de la Banque d'État, dont 46 millions de roubles aux établissements de crédit.

3^o 383 millions de roubles constituent le montant des mêmes opérations effectuées par les autres banques.

ACTIF. — CONDITIONS DES OUVERTURES DE CRÉDITS

Comme nous l'avons dit plus haut, les ouvertures de crédits sont faites aux entreprises d'État et aux coopératives et, par conséquent, les conditions en diffèrent fortement (quant au fond et quant à la forme) des conditions « capitalistes » ou, pour être plus précis, de toutes conditions économiques rationnelles.

Les paiements effectués aux entreprises d'Etat, seuls clients des banques, ne constituent pas des opérations de crédit.

Quant au fond des opérations actives, il faut avant tout remarquer que l'État, en la personne de ses banques, fait des avances de fonds à ses propres entreprises, méthode très risquée puisque, dans ces conditions, toute appréciation impartiale de la solvabilité, et, par conséquent, de la possibilité et des limites des crédits à ouvrir, est exclue. Le risque ainsi couru ne pourrait être conjuré que si le fonctionnement de toute

l'organisation bancaire était soumis à des conditions sévères et strictement observées. Nous verrons qu'en refusant aux banques le droit de juger de la situation des entreprises de l'État, le Gouvernement des Soviets leur a rendu impossible toute appréciation de la solvabilité de leurs clients et, par là-même, a supprimé toute base d'une organisation bancaire rationnelle.

La nature et l'organisation actuelle des entreprises d'Etat empêchent de leur confier des capitaux libres, parce que ces capitaux finissent par être immobilisés ou employés à couvrir des déficits.

La nature et l'organisation du travail des entreprises industrielles et commerciales de l'État sont encore plus importantes à envisager, si l'on veut se rendre compte de la possibilité d'effectuer des opérations de crédit. Seule une organisation rationnelle de ces entreprises pourrait assurer la marche régulière de leurs affaires industrielles et commerciales et, par conséquent aussi, l'observation des délais et la liquidité des ressources qui leur sont confiées.

L'histoire fort instructive des entreprises industrielles de la Russie soviétique nous écarterait de notre objet actuel, — la description du système de crédit soviétique. Nous nous contenterons sur ce point de quelques remarques sommaires soulignant leurs possibilités réelles quant à la circulation du capital national de la Russie. Les institutions purement bureaucratiques auxquelles a été dévolue l'administration des ci-devant entreprises privées, institutions sans lien organique, réparties en groupements dits « trusts » et « syndicats »¹, n'ont gardé de ces entreprises que les

1. Il ne faut pas prendre ces expressions dans leur sens usuel : il s'agit ici d'organisations bureaucratiques d'Etat, sortes de chancelleries pour l'administration et l'exploitation des propriétés ayant appartenu aux anciennes entreprises industrielles.

bâtiments, l'outillage, les stocks ; tout le reste de l'ancienne organisation fut détruit au cours des années 1918 à 1921 ; et les conditions de vente et d'approvisionnement se trouvèrent à ce point modifiées qu'il fallut en réalité recréer ces entreprises pour les rendre viables.

Les nouvelles entreprises d'Etat sont des institutions purement bureaucratiques.

Cette tâche fut confiée à des institutions bureaucratiques. Et le résultat fut qu'on ne ressuscita nullement les entreprises industrielles disparues ; car les institutions nouvelles qu'on leur substitua n'ont à la base de leur travail aucun calcul industriel ou commercial et sont par là-même hors d'état d'atteindre des buts économiques donnés.

Leur nature.

Voici leurs traits essentiels :

1^o elles ignorent toute initiative économique en même temps que toute responsabilité économique : cette responsabilité, c'est l'État qui la supporte ;

2^o elles ignorent l'état de la demande dans le pays, parce que la population cache à l'État ses revenus et ses besoins ;

3^o économiquement, elles sont étroitement liées avec le Trésor. Ces rapports économiques mutuels sont d'ailleurs mal définis : a) elles appartiennent au fisc, qui en dispose à son gré ; b) elles constituent pour le fisc une source de recettes, puisqu'elles dépensent des capitaux pour ses besoins et paient des contributions directes et indirectes ; ceci crée entre elles et le Trésor un ensemble extrêmement enchevêtré de compensations réciproques dans le domaine du budget, des ban-

ques, etc. etc. ; c) elles reçoivent des dotations, principalement par voie d'émission de papier-monnaie, à titre de subventions budgétaires, mais aussi sous forme de crédits consentis par les établissements de crédit de l'Etat ; d) elles sont aussi les organes du fisc pour la perception des impôts de consommation (accises).

Leur caractère bureaucratique et fiscal est très marqué : leur indépendance économique est à peu près nulle ; tout est concentré entre les mains de l'Etat, — administration (puisque le patron c'est l'Etat) et contrôle. Enfin, elles sont subordonnées à la politique changeante du parti communiste, qui surveille tout et tous.

En conséquence :

1^o leur droit de disposer de leurs biens est limité ;

2^o de même leur pouvoir de direction : toutes les entreprises doivent marcher conformément au « plan d'Etat », que ratifient les institutions suprêmes de l'Etat ;

3^o de même encore leur droit de fixer les prix de leurs produits ;

4^o enfin l'approvisionnement de l'entreprise en capitaux fixes et de roulement ne peut s'effectuer autrement que pour le compte du Trésor : les entreprises d'Etat n'ont pas et ne peuvent pas avoir le droit de s'occuper elles-mêmes de leurs capitaux.

Economiquement la situation des entreprises est désespérée.

Vu leur ignorance des besoins du pays et l'impossibilité d'aborder la solution de ce problème, on peut tenir la situation de ces entreprises d'Etat comme sans issue au point de vue économique.

Il en résulte des conséquences naturelles au regard tant de la gestion des entreprises de l'Etat que de leur situation financière.

Les entreprises de l'Etat ne peuvent pas faire de calculs exacts.

Les entreprises de l'Etat ont commencé par dresser leurs inventaires sans estimation préalable ; car, jusqu'au début de l'année 1922, aucune comptabilité n'était tenue des capitaux leur appartenant. Elles manquent, par conséquent, et d'inventaire normal, et de comptabilité rationnellement organisée. Elles n'ont pas davantage de bilans exacts et ne sont pas en état de calculer leurs prix de revient ; les comptes d'amortissement et de réparations sont complètement désorganisés : on n'amortit pas ou l'on amortit d'une manière insuffisante. Les entreprises de l'Etat ignorent ainsi ce que coûte leur production et quels sont leurs bénéfices ou plutôt leurs pertes : le gouvernement soviétique sait parfaitement en effet que ses entreprises industrielles sont en déficit constant.

Les entreprises de l'Etat ne peuvent garantir la sécurité des capitaux qu'elles reçoivent à crédit.

Les caractéristiques essentielles des entreprises de l'Etat soviétique sont : l'absence de toute base économique ; le rôle dominant des considérations fiscales ; le manque de tout motif qui pousse à la recherche d'une organisation rationnelle de la production.

Dans ces conditions, elles sont incapables de garantir la sécurité du capital de roulement du pays et de le rembourser aux banques dans les délais convenus ; tout au contraire, elles tendent constamment à employer à la satisfaction de leurs besoins tous les capitaux qu'elles reçoivent et les absorbent ainsi définitivement.

Les conditions générales, leur organisation intérieure et leur subordination au « plan de crédits », empêchent les banques soviétiques de venir en aide aux entreprises d'Etat.

Bien que la circulation des capitaux dans les entreprises soviétiques s'effectue selon les formes primitives et rigides d'autrefois et qu'elles ne puissent s'adapter aux opérations commerciales courantes qui exigent l'observation de délais déterminés, on pourrait cependant concevoir que cette situation s'améliorât, moyennant une étude précise de la situation réelle de chacune des entreprises et une évaluation prudente des conditions et des résultats de son fonctionnement.

Mais cela n'est guère réalisable sous le régime soviétique :

1^o pour des raisons d'ordre intérieur : les banques soviétiques, institutions purement bureaucratiques, isolées de la vie économique de la Russie et partie intégrante de l'organisme communiste, sont incapables d'apprécier l'aptitude de telle ou telle entreprise de l'Etat à la prospérité économique.

2^o pour des raisons d'ordre extérieur : les banques ne sont pas laissées juges de la confiance à accorder à leur clientèle, — les entreprises de l'Etat et les sociétés coopératives ; elles doivent se borner à exécuter les prescriptions impératives du « plan de crédits » établi par les institutions soviétiques suprêmes, qui fixe l'importance des crédits à ouvrir aux diverses branches de l'industrie d'Etat, voire même à telles entreprises déterminées. Le rôle des banques se réduit à la simple exécution de ce plan au profit des clients que leur impose l'Etat. « Maintenant, lorsque les ouvertures de crédits sont faites conformément au plan préétabli, — dit un journal soviétique, — l'inexactitude à rembourser les avances ainsi reçues n'empêche pas une entre-

prise d'obtenir un nouveau crédit, s'il est reconnu (par les institutions suprêmes qui ont établi le plan et non par les banques) que la situation financière de l'entreprise exige cette nouvelle avance.» (*Revue Economique*, 1924, n° 22, p. 34). En 1923-1924, comme en témoigne le même journal, les banques se sont soumises aux prescriptions du plan réglementant les crédits, c'est-à-dire ont ressemblé de moins en moins à des banques (*ibid.*, p. 33).

Les créances qui forment les portefeuilles des banques soviétiques ne ressemblent en rien aux créances constituant les portefeuilles des banques des autres pays et des banques de la Russie pré-soviétique.

Dans ces conditions, les créances, résultant de l'escompte des traites et des avances sur marchandises, qui forment les portefeuilles des banques soviétiques, n'ont rien de commun avec les créances formant les portefeuilles des banques proprement dites.

Les expressions : émission de traites, avances, etc., sont faussement employées par les banques soviétiques : rien ne sanctionne ces opérations.

Les mots d'émission de traites, d'avances sur marchandises, n'ont plus, dans ce système, qu'une signification purement nominale : ces opérations sont en effet dépourvues de toute sanction : on ne peut poursuivre en justice ni faire vendre une entreprise de l'Etat, lorsqu'elle ne paie pas ses dettes ; il y faudrait l'autorisation des institutions soviétiques de divers degrés ; d'ailleurs, en fait, personne, hormis le Trésor, ne peut acquérir une entreprise de l'Etat. Il est de même impossible, sans une autorisation spéciale, de poursuivre la vente de marchandises servant de garantie à

des avances, ce gage serait-il entre les mains de la banque : en réalité, ces avances sont donc de simples ouvertures de crédit à découvert.

a) *Le fonctionnement des entreprises de l'Etat fait de toute dette contractée par elles une dette à longue échéance.*

Les créances ne sont que des reçus constatant une remise de capitaux ; le sort des capitaux ainsi avancés dépend de l'activité de l'entreprise et se trouve ainsi lié à la marche très ralentie de ses affaires ; ils perdent toute liquidité, et les traites sont successivement renouvelées, jusqu'au moment où de nouvelles subventions ou avances du Trésor permettent leur remboursement. (Voir l'étude de M. Toumanoff, un des fonctionnaires en vue de la Banque d'Etat, sur le plan de crédits au 10 décembre 1924, *Econ. Jizn*, 5 novembre, 1924).

b) *Il en résulte le renouvellement indéfini des traites et la fréquence des protêts.*

Les conséquences nécessaires d'un pareil système sont : le renouvellement continu des traites et des avances et la multiplicité des protêts faute de paiement. Le pourcentage des créances renouvelées est ordinairement de 60% à 80% (« Problèmes du jour dans le domaine de la politique de crédit. » *Econ. Jizn*, 1924, 21 mai, n° 188). Les portefeuilles des banques soviétiques ne sont que les bordereaux des fonds versés aux entreprises d'Etat. Tout se réduit en somme à des « dotations » de l'Etat à ses entreprises industrielles, réalisées par l'intermédiaire d'organismes financiers qu'on a dénommés « banques », mais qui n'ont rien de commun avec des banques, ni au point de vue de l'organisation bancaire, ni au point de vue des droits nécessaires au fonctionnement des banques.

Il n'y a dans les banques soviétiques ni crédit, ni, d'une manière générale, aucune circulation commerciale de capitaux.

En dépit des mots employés : « banques », « opérations de banque », il n'existe dans tous ces établissements ni crédit ni circulation commerciale de capitaux.

On ne peut pas, en ce qui les concerne, poser les questions qui sont ordinairement posées quand on analyse un système de crédit.

Pour toutes ces raisons, l'examen du système de crédit soviétique ne fournit pas les éléments nécessaires pour répondre aux questions qu'on pose d'ordinaire en ce qui concerne cette branche de l'économie nationale.

Dans les institutions de crédit soviétique, le crédit et les capitaux libres font défaut ; elles n'attirent pas l'épargne nationale, elles ne la répartissent pas parmi les entreprises du pays. On y procède à un travail beaucoup plus simple, et qui n'a rien de commun avec une œuvre de création économique : on y encaisse une partie des recettes d'Etat, on y émet du papier-monnaie et, conformément aux ordres des institutions gouvernementales, soumises elles-mêmes aux directives du parti communiste, on y répartit les capitaux ainsi obtenus entre des institutions qu'on dénomme très improprement des « entreprises » de l'Etat.

La circulation du capital est un phénomène étranger à ce système ; et la vérité est que ces institutions ouvrent des crédits non remboursables, qui ne se distinguent en rien des crédits budgétaires, pour alimenter une activité économique dépourvue de but rationnel et de toute responsabilité.

Les postes des bilans de ces établissements ne reflètent pas la vie financière du pays : ils ne constituent qu'un enregistrement partiel des dépenses d'Etat, ne fournissent aucun indice sur la richesse du pays en capitaux, ni sur l'état de l'industrie et du commerce. Ils ne témoignent que d'une chose : l'importance des ressources que l'appareil fiscal a prélevées sur la population ; mais la question reste ouverte de savoir quels sont les moyens que le fisc a employés et en quel état il a laissé l'économie du pays après la perception de ces recettes.

Cet enregistrement des sommes ainsi dépensées n'améliore en rien la situation du Trésor, qui n'a que des recettes insuffisantes et un budget déficitaire. (Voir le chapitre consacré aux finances).

Les données des bilans des banques soviétiques témoignent de l'appauvrissement du pays, conséquence de la violation des lois qui doivent régir l'administration des capitaux.

La tentative faite par les bolcheviks pour réaliser de force une administration des ressources matérielles du pays en contradiction avec la nature du capital et leur application du principe de l'intervention dans la vie économique du pays, réalisée de haut en bas, selon le mode bureaucratique inévitable, ont engendré la conséquence naturelle de cette politique : l'appauvrissement du pays.

L'indigence de la Russie actuelle en capitaux est la particularité la plus caractéristique de l'économie soviétique ¹.

1. Voir l'article déjà cité du professeur Soboleff : « L'accumulation des capitaux dans l'U. R. S. S. » (*Revue Économique*, 1925, n° 1, p. 45-53).

CHAPITRE IV

CONCLUSION

I

L'analyse des finances de l'Etat nous conduit aux conclusions suivantes :

Avant l'introduction de la nouvelle politique économique, le budget de l'État ne reflétait pas, dans la Russie des Soviets, l'état des finances de l'Etat russe. Après la proclamation de la nouvelle politique économique, certaines améliorations techniques ont été réalisées dans l'établissement des budgets ; le premier budget élaboré après la proclamation de la NEP, celui de l'exercice 1922-1923, est toutefois aussi éloigné de la réalité que les budgets soviétiques précédents.

L'analyse des budgets des exercices suivants et notamment du budget de 1923-1924 et du projet de budget de 1924-1925, nous conduit aux conclusions suivantes :

En comparant les chiffres de ces deux budgets avec les chiffres du dernier budget d'avant-guerre, celui de 1913, nous constatons que : 1^o le budget de 1923-1924 ne représente que 21 % du budget d'avant-guerre et les prévisions pour l'exercice 1924-1925 forment à peine 32 % du budget de 1913 ; en d'autres termes, l'économie de l'Etat russe est ramenée, après sept années de dictature bolchevique, presque aux années 1880-1890 et tous les progrès rapides qu'elle avait réa-

lisés à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle¹ se trouvent totalement annulés ; 2^o le budget actuel de l'Etat, extrêmement réduit, se trouve être absolument insuffisant, car il ne couvre même pas les besoins les plus essentiels de la population ; 3^o, malgré son volume ainsi restreint, le budget actuel de l'Etat soviétique représente un fardeau dépassant absolument les forces de la population russe ; et 4^o, malgré tout, les budgets soviétiques continuent à rester déficitaires.

L'analyse des recettes de l'Etat en Russie soviétique montre que la plus grande partie du fardeau budgétaire pèse sur les épaules des paysans qui constituent ainsi la principale classe contribuable de l'Etat soviétique. Sous forme d'impôt agricole unique, les paysans paient au pouvoir soviétique 532 % de plus qu'ils ne payaient en impôts fonciers avant la guerre. En outre, cet impôt agricole est très défectueux au point de vue technique et son application contribue dans une large mesure à l'appauvrissement continu du paysan russe.

Les autres impôts qui figurent dans le budget soviétique ne sont autre chose que des majorations du prix des produits de l'industrie nationalisée et comme tels sont payés en fin de compte par cette même population paysanne.

L'industrie nationalisée demeure déficitaire et ses déficits sont couverts en partie par les dotations budgétaires, en partie au moyen de l'augmentation des prix de vente, et, enfin, à l'aide de l'ouverture de crédits bancaires ; les ressources obtenues par ce dernier procédé ne figurent pas au budget de l'Etat, mais, étant donné le système en vigueur en Russie soviétique des banques d'Etat, elles ne se distinguent cependant que fort peu des dotations budgétaires.

II

L'examen du système monétaire de la Russie soviétique nous conduit aux conclusions suivantes :

1^o Les considérations exposées dans le Rapport des Trades-Unions au sujet du système monétaire soviétique ne sont pas le fruit d'une analyse indépendante faite par les délégués qui ont visité la Russie : elles ne sont autre chose qu'un plagiat du livre de l'économiste soviétique L. Yourovsky, ainsi qu'il résulte de la comparaison du texte de ce livre avec le texte du Rapport.

2^o La réforme monétaire soviétique a été le résultat du recul des communistes devant les exigences de l'économie privée, et notamment de la poussée irrésistible de l'économie nationale vers le rétablissement de l'or comme mesure stable des valeurs.

3^o L'unité monétaire de la Russie soviétique est le rouble-tchervonetz, dont la valeur nominale égale celle du rouble-or d'avant-guerre, mais qui est représentée par des signes monétaires non convertibles en or, — les tchervonetz-papier, qu'émet la Banque d'État, — et par les billets du Trésor, qu'émet le Commissariat des Finances. A ces signes monétaires de base s'ajoutent la monnaie auxiliaire en argent et en or et les bons divisionnaires. *La loi* n'a pas établi jusqu'à présent de relation exacte entre les différentes espèces de signes monétaires : l'échange des tchervonetz-papier et des billets du Trésor (y compris les signes monétaires auxiliaires) se fait exclusivement en vertu de dispositions administratives, ce qui peut facilement faire apparaître, en cas de nouveaux et considérables abus en matière d'émission, le caractère de *parallélisme* que cache le système monétaire soviétique.

4^o Le système de couverture qu'établit la loi d'émission soviétique est un de ses graves défauts. C'est ainsi que la couverture en espèces comprend tous les métaux

précieux en général (par exemple le platine figure dans le bilan du 16 avril à raison de 18,4 millions de roubles), ce qui revient à dire que la couverture en espèces se confond avec la couverture en marchandises ; or, celles-ci ne peuvent en aucun cas servir de base à l'émission de billets de banque. Mais c'est surtout la définition de la couverture bancaire qui est critiquable : « marchandises facilement réalisables, traites à courte échéance et autres créances à court terme. » Admettre les marchandises comme couverture des billets de banque, — c'est pousser la Banque à faire de l'inflation, ce qui arrive en effet.

Quant aux traites qui servent, en partie, de couverture aux billets émis, il faut se bien représenter que, dans les cadres de l'économie soviétique, la traite véritable ne peut pas exister. Les établissements de crédit soviétiques ouvrent des crédits presque exclusivement aux établissements d'État qui font leurs paiements réciproques en traites et, par conséquent, l'escompte de ces traites ne reflète nullement les besoins de la circulation réelle des marchandises. Les billets de banque sont émis avant le moment où les marchandises apparaissent sur les marchés, c'est-à-dire que leur émission sert à financer l'économie d'État, — voie ordinaire qui mène à l'inflation.

5^o Une partie importante de l'émission des billets par la Banque d'État soviétique sert à couvrir le déficit de l'industrie d'État. Tout cela explique la baisse continue du pouvoir d'achat du rouble-tchervonetz-papier. D'après les index des prix de détail, le rouble-tchervonetz ne représentait plus, en avril, que 42 à 43 copecks-or d'avant-guerre, c'est-à-dire que son pouvoir d'achat avait diminué de plus de moitié.

III

L'analyse du système de crédit soviétique nous conduit aux conclusions suivantes :

1^o On ne peut pas comparer le système des établissements de crédit de la Russie soviétique avec les systèmes de crédit d'autres pays ou de la Russie pré-soviétique.

2^o Sauf quelques exceptions insignifiantes, et qui n'ont aucune importance dans l'ensemble du système de crédit soviétique, tous les établissements de crédit de la Russie soviétique sont de pures institutions de l'État : d'une part, ils fonctionnent à l'aide de ressources que leur fournit l'État et sont gouvernés par lui ; d'autre part, tous leurs clients, — à l'actif comme au passif, — sont ou bien des institutions ou des entreprises de l'État, ou bien des sociétés coopératives, créées à l'aide des ressources de l'État et dirigées par lui.

3^o La solution des importants problèmes financiers que doit résoudre le système de crédit de tout pays, accumulation des capitaux libres de la population et distribution de ces capitaux entre les entreprises solvables du pays (ou gestion des capitaux libres du pays), est complètement inaccessible aux établissements de crédit soviétiques. Le rôle de ces derniers est beaucoup moins important et consiste à attirer les ressources de la population au moyen de l'émission du papier-monnaie (« billets de banque ») et à gérer les ressources appartenant à l'État et versées dans les caisses des établissements de crédit soviétiques en vertu de décrets.

Les banques soviétiques n'obtiennent de crédits de personne et n'ouvrent de crédits à personne.

4^o Vu leur organisation intérieure, conforme aux nouveaux principes communistes, et leur situation dans l'ensemble de l'économie nationale, les entreprises de

l'État ne sont pas des entreprises travaillant selon le mode commercial, mais de simples organes de l'administration financière de l'État, qui présentent toutes les tares du bureaucratisme et ne sont soumis à aucun contrôle de l'opinion publique.

La marche de leurs affaires n'est pas claire et définie comme dans les entreprises commerciales : elle est entravée par des formalités bureaucratiques, nombreuses et compliquées, mène à des déficits et immobilise les capitaux qu'elle emploie.

5^o Les banques elles-mêmes, pures organisations bureaucratiques, travaillent dans la sphère étroite de l'économie financière de l'État ; elles sont mal renseignées sur la demande du pays et ne sont pas en état d'apprécier le degré de solvabilité de leurs clients. D'ailleurs, elles n'ont pas même le droit de le faire, puisque leur activité est conditionnée par le « plan de crédits », qui les oblige à ouvrir des crédits à telles branches de l'industrie d'État et même à telles entreprises de l'État bien déterminées. Les banques ne sont que des caisses servant à l'exécution de ce « plan ».

6^o Le portefeuille des banques, composé surtout de traites et d'avances sur marchandises renouvelées, ne représente pas les capitaux libres des entreprises d'État soviétiques, mais un simple relevé des dépenses effectuées par l'État pour les « entreprises » industrielles et commerciales ; de ces dépenses, une partie est définitivement perdue en raison des pertes subies par les entreprises, et l'autre est immobilisée.

7^o Les banques soviétiques existantes n'ont de commun que le nom avec les banques des autres pays.

Le problème entier de l'unification, de l'organisation, de l'administration des capitaux du pays et de leur répartition entre les entreprises solvables, demeure en dehors du système de crédit soviétique : le Gouvernement des Soviets n'a pas encore abordé cette tâche et ne peut pas l'aborder.

SECTION II

INDUSTRIE ET COMMERCE

CHAPITRE PREMIER

L'INDUSTRIE

Ce chapitre du Rapport de la Délégation des Trades-Unions commence, d'une façon fort inattendue pour le lecteur, par des éloges sur l'aspect des villes de la Russie Soviétique. Nous nous permettrons, à ce même propos, de faire remarquer à la Délégation¹ qu'elle s'est montrée, dans ce domaine, plus optimiste que les publications soviétiques officielles elles-mêmes, qui ont relevé l'état de délabrement des villes (voir le rapport de Bieloborodoff dans *L'Econ. Jizn.* du 31 mars 1925).

En ce qui concerne la propreté qui régnerait dans les villes, la presse étrangère a publié d'innombrables informations d'un tout autre caractère. Rappelons seulement l'article de Henri de Korab dans le *Matin* et le *Journal*, qui appelait Pétrograd (Léningrad) un « cadavre maquillé » ; en effet on a repeint les façades des maisons de quelques rues, par lesquelles on promène toutes les délégations, tandis que tout le reste de la ville se trouve dans un état épouvantable. La Délégation aurait pu sans peine trouver des indications ana-

1. Ici et dans la suite nous dirons simplement la « Délégation » pour désigner la « Délégation des Trades-Unions britanniques ».

logues, en ce qui concerne Moscou, dans la *Pravda* de février et mars 1925.

Parler du souci de propreté chez les maîtres actuels de la Russie, c'est se moquer du monde. Au cours de leurs séjours à l'étranger, ces messieurs se sont distingués par leur malpropreté ; ils cherchent à y habituer la population entière de la Russie, bien qu'elle ait elle-même des habitudes de grande propreté.

Sans doute la Délégation n'a-t-elle pas remarqué que tout paysan de la Russie centrale et septentrionale a son bain à lui. Il est difficile, il est vrai, de s'en servir actuellement : d'après les renseignements officiels (*Econom. Jizn* du 9 décembre 1924), la consommation du savon n'est que de 43,9 % de ce qu'elle était avant la guerre. C'est pourquoi toutes les déclarations des Soviets sur ce qu'ils font pour assurer la propreté de la population, déclarations complaisamment reproduites par la Délégation dans plusieurs passages de son Rapport, ne constituent qu'un vaste bluff. Bluff également les déclarations soviétiques concernant les buts du communisme et que la Délégation cite dans son introduction : à savoir que le but du pouvoir soviétique est d'organiser la production et la consommation de telle sorte qu'il n'y ait place pour aucune exploitation des ouvriers et paysans. En réalité les communistes eux-mêmes ont maintes fois déclaré que leur but principal est la révolution mondiale. Pour s'assurer les ressources nécessaires à ces projets, les communistes exploitent tant qu'ils peuvent les ouvriers et les autres classes de la population, particulièrement et plus cruellement encore les paysans, comme nous le prouverons dans le présent ouvrage.

Après cette digression forcée, nous passons au sujet même de ce chapitre.

Le manque de place ne nous permet malheureusement pas de suivre l'ordre adopté par la Délégation dans son exposé.

Dans nos observations nous nous fonderons uniquement sur les données soviétiques officielles, en indiquant nos sources, pour autant que cela sera possible, sans alourdir le texte par des références trop nombreuses.

L'étude attentive du Rapport de la Délégation nous permet de conclure que celle-ci a eu tous ces chiffres à sa disposition, mais que, au cours des quatre semaines qu'elle a pu consacrer (en déduisant le temps employé au voyage) à l'étude de la vie entière d'un immense pays, elle a dû les insérer dans différents passages de son exposé tels qu'ils lui ont été communiqués par les Soviets¹.

De regrettables négligences en sont résultées : par exemple, à la page 41, la valeur de la production industrielle totale d'avant-guerre est évaluée à 6 milliards $3/4$, tandis qu'à la page 55, comme point de comparaison avec la production de 1923-1924, le chiffre de la production industrielle de 1912 est (on ne sait pourquoi, 1912) de 3,4 milliards de roubles. Nous n'avons pu vérifier ce chiffre, mais nous comprenons pourquoi il est indiqué ici, tandis que plus loin toutes les comparaisons sont faites avec l'année 1913. En tout cas, le chiffre

1. La Délégation dit bien (p. 2) qu'on lui a donné toute licence de se procurer des renseignements provenant de toutes les sources, même de l'opposition. Cependant, après ce que la Délégation elle-même dit de la situation politique en Russie et de l'opposition nous parlons de la véritable opposition, de l'opposition bourgeoise, depuis longtemps enterrée, ou de l'opposition socialiste, emprisonnée ou exilée ; nous ne parlons pas de l'opposition complaisante, comme celle de Trotsky), ces paroles sont d'une extrême naïveté. Comme si la Délégation ne savait pas que, comme tout étranger en Russie, elle était constamment surveillée par la Tchéka et qu'elle n'a conversé qu'avec des personnes mandatées à cet effet par le pouvoir soviétique. Les autres ne s'y seraient pas risquées, sachant que les articles du Code soviétique prévoient, en ce cas, la peine de mort pour un Russe (cas de l'ingénieur Jacobson, inculpé d'espionnage économique) ou la prison à long terme pour un étranger (cas du professeur Clair, d'origine suisse, et d'autres.) Même le voyageur étranger qui, dans un but d'information tente de causer librement et sans contrôle avec des habitants de la Russie Soviétique, risque de goûter de la prison, comme cela est arrivé au correspondant du *Daily Mail* et du *Matin*, emprisonné pendant six semaines et relâché par suite d'un heureux hasard, car il n'avait pas même été autorisé à annoncer son arrestation à ses amis. (Voir son livre : Richard Eaton, *Pionniers ou Déments*, Paris, 1924).

de la page 55 est en désaccord complet avec celui de la page 41.

Une négligence pareille se rencontre dans l'évaluation de la diminution de la population : à la page 66, la diminution de la population agricole, de 1916 à 1923, est évaluée à 1 million, tandis qu'à la page 122, la diminution de la population est évaluée à 15 millions fin 1922. La comparaison de ces chiffres ferait supposer que seule a souffert la population urbaine¹, ce qui est contraire à la réalité.

On pourrait prélever de nombreuses autres négligences regrettables, mais nous préférons le faire au fur et à la mesure de notre exposé.

Revenant sur la question de la situation industrielle de l'U. R. S. S., nous croyons nécessaire de faire précéder notre exposé de quelques mots concernant le développement de l'industrie russe avant la révolution.

L'INDUSTRIE RUSSE AVANT LA RÉVOLUTION

Pendant les vingt années qui précédèrent la grande guerre, l'industrie russe se développa selon un rythme accéléré. En 1890, avec 1.420.000 ouvriers dans les fabriques et usines russes, la valeur de la production industrielle était évaluée à 1,50 milliards de roubles. En 1913, d'après les calculs de l'Administration centrale de la Statistique² et pour le territoire actuel de l'U. R. S. S., cette valeur est fixée à 5,6 milliards de roubles³, avec 2.598.600 ouvriers de fabriques.

1. D'après le recensement de 1923, la population des villes n'était que de 15 millions en 1923. Voir l'*Abrégé des données statistiques de l'U. R. S. S.* rédigé pour la XV^e Session de l'Institut international de statistique par l'administration centrale de statistique de l'U. R. S. S., Moscou, 1923.

2. *Recueil de renseignements statistiques de l'U. R. S. S.*, en 1918-1923, édité par le Comité Central de statistique, Moscou, 1924. Section VII, table 10 : détail et production totale de l'industrie de l'U. R. S. S. pour la période 1913-1919, en roubles d'avant-guerre.

3. Ce chiffre ne contredit pas le chiffre de 6 milliards 3/4 donnée par la

Par conséquent, le nombre des ouvriers ayant augmenté de moins de deux fois, le chiffre de la production a augmenté de près de quatre fois.

Cet accroissement, d'après le tableau 10 du Recueil de Statistique, a continué pendant la guerre: la production industrielle était évaluée en 1915 à 6,4 milliards, en 1916 à 6,8 milliards, en roubles d'avant-guerre.

Un pareil développement nécessita un immense travail créateur : on construisit des nouvelles fabriques, usines et mines équipées avec les derniers perfectionnements de la technique ; on leur adjoignit, dans des contrées souvent désertes, des villes ouvrières tout entières ; on établit de nouvelles voies de communication pour expédier les marchandises produites en masse par les fabriques, usines et mines ; on instruisit des cadres nombreux d'ouvriers, tirés du sein d'une population agricole qui ignorait le travail des mines et des usines ; enfin on constitua de nouveaux cadres de personnel technique.

Des capitaux importants furent investis dans l'industrie russe : pour les seules sociétés par actions, au nombre de 2.163, ils s'élevaient à plus de 4 milliards de roubles, dont un tiers environ de capitaux étrangers. En outre de très grosses sommes avaient été investies dans l'industrie par les propriétaires d'entreprises.

LA RÉVOLUTION BOLCHEVISTE

Après la révolution bolcheviste d'octobre 1917, la situation de l'industrie changea brusquement. S'étant emparé du pouvoir, le gouvernement soviétique appli-

Délégation à la page 41, car elle parle de la valeur de toute la production industrielle, y compris l'industrie à domicile. Cela est prouvé par le chiffre de 1 million de roubles donné à la page 31 pour l'année 1920, tandis que pour l'industrie des fabriques est donné à la page 55 le chiffre de 511 millions pour 1920.

qua les méthodes communistes au travail industriel. Tout le monde connaît les résultats de cette réforme. Après avoir détruit la propriété privée et la liberté du travail, après avoir transformé tous les citoyens russes en esclaves du pouvoir soviétique, les communistes à l'époque du communisme intégral, réduisirent l'industrie russe à un état tel que sa production tomba au niveau où elle était il y a plusieurs dizaines d'années ; certaines branches de cette industrie, par exemple la métallurgie, l'extraction du minerai, celle de l'or, redevinrent ce qu'elles avaient été plus de cent ans auparavant, au temps de Catherine II. Devant une pareille décadence de l'économie nationale, le pouvoir soviétique se vit obligé de revenir, dans une certaine mesure, aux méthodes capitalistes de travail et d'organisation. Cet abandon du communisme reçut le nom de la nouvelle politique économique, en abrégé « N. E. P. ».

L'époque du « communisme intégral » est très exactement décrite par la Délégation (p. 41 et 42) ; mais nous n'admettons pas l'expression « communisme de guerre », de même que la plupart des leaders soviétiques, qui préfèrent employer le terme de « communisme intégral ». Il n'en est pas autrement des socialistes français qui, par la bouche de M. Spinasse, à la Chambre des Députés (27 janvier 1925), ont détruit la légende du « communisme de guerre ». La Délégation n'a pas cru devoir expliquer en quoi le communisme de guerre se distingue du communisme actuel, mais a indiqué seulement que « le communisme russe a été en guerre avec les lois de l'économie, lois qui ne peuvent être violées que temporairement ». C'est pourquoi le communisme est tombé. Il aurait été extrêmement précieux d'apprendre d'une Délégation si compétente comment, en restant fidèle à ses principes, le communisme peut ne pas violer les lois de l'économie et du bon sens.

Curieux est l'aveu de la Délégation (p. 41), que ce communisme s'est distingué pratiquement par une

nouvelle guerre entre les ouvriers et les paysans¹, et qu'à la suite de ces événements, les paysans ont réduit leur production au niveau de leurs besoins personnels.

La Délégation considère comme la « plus grande conquête de la révolution » le fait que l'on comprit à temps le danger de prolonger cette guerre. Il est vrai qu'elle ajoute aussitôt qu'on y fut poussé par « divers symptômes inquiétants », comme la résistance armée opposée de plus en plus par les paysans aux réquisitions, la révolte de Kronstadt et la démoralisation grandissante des ouvriers. La Délégation considère la nouvelle politique économique comme un « compromis socialiste », tandis que les socialistes français, par la bouche du même Spinasse, la nomme de « l'étatisme arriéré » le plus détestable et le plus parasitaire. A la page 41, la Délégation reconnaît le caractère parasitaire du « communisme de guerre » ; la suite de notre exposé doit convaincre le lecteur que le régime communiste, même sous la « N. E. P. », est resté un parasite qui empêche la circulation régulière des éléments d'un organisme sain. La situation de l'industrie et celle de l'agriculture le prouvent abondamment.

Parlons maintenant de l'industrie.

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE SOUS LA « N.E.P. »

Pour le dernier exercice soviétique 1923-1924, finissant au 30 septembre 1924, la valeur totale de l'industrie nationalisée² est fixée par le journal officiel,

1. Il est généralement reconnu aujourd'hui que la guerre civile est le principe fondamental du communisme. Des manuels de guerre civile ont été édités par lui. En Russie les communistes ne cessent de faire la guerre aux paysans en modifiant simplement les méthodes d'attaque. En même temps ils la préparent dans tous les autres pays, en dépensant à cet effet l'argent extorqué au peuple russe.

2. Nous ne parlerons que de cette industrie, vu que l'industrie privée et affermée n'a pu se développer sous le régime communiste : d'après les calculs officiels, sa production représente à peine 2 à 3 % de la production de l'industrie nationalisée.

Ekonomitcheskaïa Jizn, d'accord en cela avec le chiffre donné par la Délégation (p. 55), à 1.485 millions de roubles-or, au prix de 1913. Cette valeur constitue donc un peu plus du quart (26,5 %) de la valeur de la production industrielle de 1913, égale, comme nous l'avons dit plus haut, à 5,6 milliards, d'après les chiffres du Recueil de Statistique cité ci-dessus.

Une pareille production rejette l'industrie à trente-trois ans en arrière, à l'état où elle se trouvait en 1890¹. La Délégation cite le même chiffre pour 1923-1924, sans le comparer, on ne sait pourquoi, avec celui qu'elle indique pour le passé (p. 41) et qui correspond exactement aux données officielles de la statistique soviétique, comme nous l'avons déjà dit plus haut. Après avoir réparé cette négligence, la Délégation devra aboutir à la même conclusion que nous.

Ce recul de l'industrie russe est constaté même dans les branches que le pouvoir soviétique proclame particulièrement florissantes. En voici quelques exemples.

La production de la fonte en 1923-1924 comportait 39 millions de pouds soit 660.000 tonnes (*Ec. Jizn* du 7 novembre 1924), c'est-à-dire 15,5 % de la production de 1913 sur le même territoire ; c'est le chiffre de 1887, il y a trente-huit ans. Le « succès mondial » des Soviets dans la production du naphthe s'exprime pour 1923-1924 par le chiffre de 360 millions de pouds, soit 6 millions de tonnes (*Ec. Jizn* du 7 novembre 1924) ; c'est le 60 % de la production de 1916 et cela nous ramène à celle de 1895, il y a 30 ans. L'industrie la plus florissante d'après les sources soviétiques, celle du coton, a produit en 1923-1924 un total de 5,38 millions de pouds de fil, soit 88.300 tonnes (*Ec. Jizn* du 4 novembre 1924), ce qui représente environ 29,1 % de la production de 1913. Ce chiffre ramène l'industrie

1. Il faut noter que, ni pour 1890, ni pour 1923-1924, nous ne faisons entrer dans les chiffres indiqués la production de l'industrie à domicile, dont nous parlerons à part

cotonnière au niveau où elle était il y a quarante ans. Quant à l'extraction de l'or, domaine où la Russie occupait une des premières places du monde, elle est tombée à 10.000 kilos en 1923-1924 ¹, c'est-à-dire 16,2 % du chiffre d'avant-guerre; elle est la même qu'il y a quatre-vingts ans.

En ce qui concerne ces diverses branches de l'industrie, sauf l'extraction de l'or, la Délégation communique des chiffres analogues aux nôtres. Elle ne dit rien de l'extraction de l'or, ni des deux autres industries très importantes dans l'économie russe, celles du sucre et du tabac. Ces industries avaient une importance particulière pour l'exportation. Elles sont tombées, la première à 27% de ce qu'elle produisait avant la guerre, 23 millions de pouds au lieu de 85 (d'après l'*Ec. Jizn*, n° 311 de 1924), la seconde à 10% (*L'U. S.*).

Pour les autres industries dont parle la Délégation, les chiffres soviétiques recueillis par nous diffèrent peu de ceux indiqués par elle. Par exemple pour le cuir, *L'U. S.* indique 45% du chiffre d'avant-guerre, la Délégation 54%. Deux chiffres selon nous demandent à être corrigés: celui de l'industrie linière, qui, d'après la Délégation, dépasserait le total d'avant-guerre, tandis que si l'on corrige le chiffre de la production avant la révolution, pris comme comparaison, par les renseignements donnés à la mission du docteur Nansen par les Soviets eux-mêmes ², la production de l'industrie linière ne constitue que le 69,4% de celle de 1916. Les chiffres indiqués par la Délégation pour l'industrie métallurgique, mécanique et des machines (25% de la production d'avant-guerre) sont encore plus discutables; d'après les sources officielles, ils ne

1. D'après l'ouvrage de propagande édité pour la France par les Soviets sous le titre de *l'Union soviétique et la France*. Moscou, 1925. Nous l'indiquons dans nos citations par *L'U. S.*

2. Voir : Société des Nations, *Rapport sur les conditions économiques de la Russie*. Genève, 1921, p. 126.

dépassent pas 15%. En réalité, la construction des navires est presque inexistante, celle des wagons et des locomotives dans un état déplorable (*L'U. S.*) :

	1923-1924	1913	%
	—	—	—
Wagons construits.	527	20.439	2,6
Locomotives construites	177	609	29,0

Tout aussi pitoyable est la situation de l'industrie des machines agricoles, si essentielle pour un pays de paysans comme la Russie.

	En milliers de pièces (<i>L'U. S.</i>)	
	1913	1923-1924
	—	—
Charrues	667	129
Herses	126	79
Moissonneuses.	111	14
Batteuses	110	0
Semeuses	68	9,6

Comme nous le voyons, à part les instruments les plus simples, les charrues, les herses, la production des autres machines agricoles est insignifiante ; celle des machines compliquées et chères, batteuses et semeuses, est nulle. Pour la valeur, la production totale des machines agricoles représente environ 14% du chiffre d'avant-guerre.

Nous ne fatiguerons pas le lecteur par une énumération de chiffres, d'autant que, pour une grande partie de l'industrie, nous ne trouvons aucun renseignement dans la presse soviétique. Nous ferons simplement observer qu'en fait de produits de première nécessité, la population de la Russie reçoit, en comparaison de 1913 et d'après les sources soviétiques : 23 % de sucre, 60 %

de sel, 44 % de savon, 41 % d'allumettes¹, 46 % de pétrole², 10 % de vaisselle, etc.; par contre, les prix sont beaucoup plus élevés qu'en 1913, comme nous le verrons plus bas.

La population n'a pas la possibilité de se laver convenablement; les paysans éclairent leur izbas non pas au pétrole, comme avant, mais à l'aide d'une esquille de pin, allumée non plus avec une allumette, mais avec un briquet. Cependant on entretient les délégations étrangères de l'électrification prochaine du pays. C'est le bluff soviétique dans toute sa beauté.

LA PRÉTENDUE « RECONSTITUTION DE L'INDUSTRIE »

Tel est l'état déplorable où les communistes ont réduit l'industrie russe, malgré le bruit qu'ils font autour de leurs « succès » et de la reconstitution de l'industrie. Il faut remarquer d'ailleurs qu'ils n'avaient rien à reconstituer; ils se sont en effet emparés d'une industrie en plein rendement, puissamment équipée, et qui donnait alors quatre fois plus de produits qu'aujourd'hui; elle possédait des cadres tout prêts d'ouvriers qualifiés, un personnel technique parfaitement instruit; elle possédait même un immense stock de combustibles et de matières premières, sur lequel, de l'aveu de Rykoff, les communistes ont vécu jusqu'en 1921, sans presque rien produire eux-mêmes (cela a été reconnu par la Délégation, lorsqu'elle parlait du caractère parasitaire du communisme de guerre), et sur lequel ils vivent encore actuellement pour certaines branches de l'industrie.

De l'aveu de la Délégation, la métallurgie russe

1. 1.851.000 caisses au lieu de 4.500.000 avant-guerre (*L'U. S.*).

2. On consommait à l'intérieur 58 millions de pouds de pétrole par an avant-guerre, 27 millions aujourd'hui (*Ec. Jizn*, du 25 mars 1925).

s'alimente encore des stocks de minerai de fer abandonnés par leurs propriétaires sur le carreau des mines de Krivoi Rog et de l'Oural (p. 56). Il en est de même pour les raffineries de cuivre. Dans son rapport à la conférence du Parti, Dzerjinski a relevé que le travail fait dans ces usines revient à un prix qui représente 398% du prix d'avant-guerre et que, si la valeur des produits n'a pas augmenté dans la même proportion, c'est qu'on utilise les stocks de minerai. (*Ec. Jizn* du 18 Avril 1925).

LES PRÉTENDUES DESTRUCTIONS CAUSÉES PAR LES GUERRES CIVILES

C'est un pur mensonge d'affirmer, comme le font les communistes (cités par la Délégation aux p. 55 et 57), qu'ils ont trouvé l'industrie détruite par la guerre civile. Les troupes « blanches » n'ont, en général, autorisé aucune destruction sans nécessité absolue et, d'autre part, les communistes n'ont pas osé toucher aux entreprises industrielles, gardées par les ouvriers eux-mêmes qui se considéraient alors comme en étant les propriétaires. Il faut ajouter que les principales régions industrielles n'ont jamais été le théâtre d'opérations militaires, comme par exemple Pétrograd, Moscou et le centre, où sont concentrées les industries textiles et mécaniques. C'est seulement l'industrie minière et métallurgique du Sud (bassin du Donetz et de Krivoi Rog) qui s'est trouvée dans les champs d'action de l'armée volontaire, sans que ses installations en aient le moins du monde souffert.

Exemple de la métallurgie du Sud.

Nous ne pouvons naturellement exiger de la Délégation qu'elle ait, au cours d'un séjour de quatre semaines en Russie, étudié la presse économique des

Soviets, ne fût-ce que ces quatre ou cinq dernières années. Si la Délégation ouvre les journaux économiques de 1920 et de 1921, elle verra qu'alors les communistes eux-mêmes n'avaient pas eu l'idée d'attribuer leur impuissance industrielle aux prétendues destructions de la guerre civile. C'est par ces journaux que nous apprenons que les usines métallurgiques du Sud étaient en parfait état lorsque les communistes s'en emparèrent, et qu'en 1921 encore elles travaillaient toutes, éprouvant des difficultés pour se ravitailler en combustibles et en denrées alimentaires, mais jamais par suite de dégâts causés aux installations. La fermeture d'une partie des usines ne commença que lorsqu'on appliqua la « concentration » de la production, à la fin de 1921. (Voir par exemple le livre édité par la rédaction de l'*Ec. Jizn : l'Economie nationale de la Russie en 1921-1922*. Si la production dans le Sud ne dépasse pas, même en 1923-1924, 18 millions de pouds, soit 9,5% de la production de 1913, et cela nonobstant les immenses besoins de la population en métal, ce ne sont pas les destructions de la guerre civile qui en sont la cause, mais le caractère parasitaire du communisme, qui a vécu sur les anciens stocks tant qu'ils ont subsisté. Notons à ce propos que les stocks de métal dont les communistes s'emparèrent dans les usines du Sud s'élevaient au chiffre énorme de plus de 50 millions de pouds.

Il est intéressant de citer ici le témoignage de l'ingénieur belge bien connu E. Witmer, qui fait le parallèle suivant : « Au moment de l'armistice, la plus grande partie des hauts-fourneaux de Belgique étaient détruits : aujourd'hui la production belge de fonte est supérieure à la production d'avant-guerre. En Russie, au moment de la révolution bolcheviste, le pouvoir soviétique nationalisa les hauts fourneaux qui étaient en marche ou en état de fonctionner : aujourd'hui, pour toute la Russie, leur production représente à

peine 15% de celle de 1913. » M. Witmer conclut : « En vérité, la production de la fonte caractérise toute l'organisation communiste de la production. »

Exemple du bassin Ddu onetz.

Le même tableau nous est présenté par l'industrie houillère du Donetz. Toutes les mines, constructions et installations furent, après le départ des armées blanches, trouvées en parfait état. La preuve en est cette déclaration de Rabinovitch, représentant de la section du Charbon, dans son rapport au *Gosplan* de mars 1922 :

« Le bassin du Donetz était parfaitement équipé et possédait des logements convenables pour les ouvriers¹. » (*Ec. Jizn*, n° 65, 1922).

La Délégation tente vainement d'attribuer à la grande guerre européenne d'imaginaires destructions dans le Donetz, lesquelles auraient entraîné la réduction de l'extraction et, par suite, le manque de combustible dans toute la Russie et la crise économique.

A l'appui de son affirmation, la Délégation a un procédé original ; elle compare le nombre des puits en 1913, soit 1.200, avec celui des puits travaillant encore en 1921, soit 687, et non avec celui des puits travaillant pendant la guerre. Il faut remarquer que non seulement la guerre n'a pas réduit l'extraction, mais qu'elle l'a beaucoup augmentée, tout en améliorant l'équipement des entreprises minières, et cela aussi bien dans tout le reste de la Russie que dans le Donetz.

Sous ce rapport, la Russie offre un exemple unique parmi les puissances belligérantes.

L'extraction augmenta pendant la guerre, en sorte

1. Aujourd'hui cependant, bien que le nombre des ouvriers soit deux fois moindre, un ouvrier ne dispose que d'une surface de plancher très inférieure à une sagène carrée. (*Hygiène du Travail*, n° 34).

que l'extraction de 1924 atteint à peine 38 à 42 % de celle de la guerre :

	1913	1916	1924	%
	(En millions de pouds)			
	—	—	—	—
Bassin du Donetz.	1.534	1.752	661	38
Toute la Russie (sans le bassin de Dombrovo) . .	1.711	2.101	888	42

De plus le nombre des puits du Donetz avait beaucoup augmenté depuis 1913 et atteignit 1.600 en 1917. Cependant, sur ce nombre, plus de 600 mines étaient de toutes petites entreprises paysannes. Le nombre des puits ayant quelque importance industrielle dépassait à peine 900 et ce nombre fut conservé pendant les premières années de la révolution.

En réalité, d'après la même source soviétique (*l'Economie nationale de la Russie en 1921-1922*, p. 72), le nombre des puits fonctionnant dans le Donetz varia comme suit :

2 ^e SEMESTRE	1 ^{er} SEMESTRE	2 ^e SEMESTRE	1 ^{er} SEMESTRE
1920	1921	1921	1922
—	—	—	—
959	959	687	288

Actuellement, en 1925, le nombre des puits en fonctionnement est inférieur à 200. Par conséquent, ce n'est pas la guerre contre l'armée blanche qui a détruit les installations du Donetz. En 1920 et 1921, quand il ne restait plus aucune armée blanche dans la Russie d'Europe (puisque l'armée volontaire avait quitté le Donetz en novembre 1919), les puits travaillaient encore. On ne commença à en réduire le nombre qu'à la fin de 1921 et en 1922, par suite de la « concentration » dont nous parlerons plus bas.

Il est bien clair que les communistes n'ont fait aucune des « immenses dépenses » pour le rééquipement des entreprises dont parle la Délégation à la p. 55 de son Rapport; ils ont simplement réduit le nombre des entreprises en marche, gardant les plus faciles à exploiter, celles où les couches de charbon sont particulièrement épaisses, et mettant les autres en « conservation » suivant le système de la « concentration ». Ils n'ont donc pas reconstitué, mais mis au pillage les entreprises industrielles.

LA CONCENTRATION ÉQUIVAUT AU PILLAGE DES BIENS

La fameuse concentration est une forme typique du principe fondamental des communistes : « Après nous le déluge ! » Elle consiste à arrêter le fonctionnement d'une partie des entreprises industrielles et à employer leur équipement à la réparation et à l'entretien des entreprises fonctionnant encore. Cette mise au pillage de l'industrie russe se fait sur une très vaste échelle : la valeur des biens ainsi dilapidés pour la seule industrie métallurgique est évaluée, par les Soviets eux-mêmes, à 500 millions de roubles. (*Ec. Jizn*, n° 131 de 1923).

Ce système est en pleine vigueur jusqu'à présent : l'Administration de l'Industrie (Tzougprom) a, fin décembre dernier, autorisé l'Administration régionale de l'Industrie (Prombureau) du Nord-Ouest à transférer les machines des fabriques en « conservation » aux fabriques textiles de Pétrograd) (*Ec. Jizn*, N° 367 du 23 décembre 1924). Nous le voyons, les communistes comprennent à leur façon le terme de « conservation » : dans leur langue il signifie pillage.

Ce pillage constitue apparemment le procédé communiste pour tirer des bénéfices de l'industrie, comme en témoigne le chef de l'Administration économique

centrale du Conseil suprême de l'Économie nationale, Guinsbourg: il dit, en termes prudents, que les bénéfiques industriels sont comptés « sur l'utilisation des ressources des entreprises qui chôment. »

Il faut observer que par cette « conservation » les communistes dilapident et ruinent de fond en comble une très grande partie de l'industrie russe ; d'après la statistique soviétique, 2203 entreprises ont été mises en conservation, avec un capital social de deux milliards de roubles. (*Ec. Jizn*, n° 69 du 26 mars 1925). Et le nombre de ces entreprises continue à grandir : la Délégation indique qu'il a été décidé d'arrêter 9 usines mécaniques sur 37. Actuellement, on vient d'ordonner l'arrêt de plusieurs fabriques dans l'Oural et ailleurs.

LES AVANCES AU CAPITAL ÉTRANGER CONSÉQUENCE DE LA DILAPIDATION DES RESSOURCES

On ne peut vivre toujours sur ce qui a été créé par les générations précédentes. Les communistes eux-mêmes commencent à comprendre cette vérité, toute nouvelle pour eux. Tout au moins dans les motions du Conseil de l'industrie du commerce (*Econ. Jizn* du 24 décembre 1924), nous trouvons cet aveu : « La reconstitution de l'industrie se fait aux frais de l'ancien capital de fondation, lequel sera bientôt épuisé. »¹ Il n'y aura donc bientôt plus rien à piller dans ce pays si riche. Voilà la raison pour laquelle les communistes font aujourd'hui antichambre chez les capitalistes de l'Europe occidentale ; ils sont à la recherche de crédits et d'emprunts.

1. Cet ouvrage était terminé quand nous avons lu le discours prononcé par Dzérjinski au II^e Congrès des Soviets de l'Union (*Pravda*, du 17 mai, *Econ. Jizn* du 16 mai). Le capital de fondation de l'industrie encore existant n'est évalué qu'à 3 milliards de roubles. S'il en est ainsi, les communistes ont déjà dilapidé plus de la moitié de tout le capital de fondation de l'industrie russe.

Voilà pourquoi chaque chapitre du livre déjà cité, *l'Union soviétique et la France*, se termine par un appel au capital étranger. Voilà pourquoi la Délégation s'est cru^e obligée, sans doute à la demande des Soviets, d'accepter la tâche ingrate de prouver que le capital étranger peut avantageusement être investi dans les entreprises et concessions soviétiques (p. 59-82).

Les gens mal renseignés pourraient supposer que tous ces sacrifices (aux dépens du bien d'autrui) sont faits sur l'autel de la prospérité de la classe ouvrière, au nom de laquelle les communistes agissent et dont l'intérêt justifie tous leurs méfaits.

LES OUVRIERS MAL PAYÉS

En réalité il n'en est rien. La position de l'ouvrier, comme nous le verrons dans le chapitre consacré à ce sujet, n'a fait qu'empirer par suite de la dilapidation communiste de la fortune nationale. Dans le compte rendu du dernier exercice soviétique, 1923-1924, nous lisons que le salaire moyen de l'ouvrier industriel atteint à peine 45% de celui d'avant-guerre (*Econ. Jizn* du 1^{er} octobre 1924) ¹. Au contraire, dans tous les autres pays, les salaires ont été de beaucoup augmentés depuis la guerre, par suite du renchérissement de la vie. Les événements de la révolution ont fait que ce renchérissement a été éprouvé en Russie d'une manière aussi sensible que dans les autres pays. L'index officiel des prix pour les produits de première nécessité (prix fermes de la coopération et des boutiques de l'Etat) égalait en janvier dernier 219, la base

1. Des informations plus récentes n'indiquent une amélioration que pour Moscou et Pétrograd ; en province la situation est inchangée, même dans les régions principales. D'après la direction de l'Union des Mineurs les salaires dans le Donetz représentent aujourd'hui 39 % de ceux d'avant-guerre (*Éc. Jizn* du 31 mars 1925), dans l'industrie métallurgique du Sud 46 % (*Éc. Jizn* du 18 mars 1925). Ces derniers chiffres sont sensiblement inférieurs à ceux donnés par la Délégation à la page 160.

étant 100 en 1913. Cela indépendamment d'une so-disante diminution des prix de l'année précédente. Par conséquent, touchant un salaire dérisoire et irrégulièrement payé¹ et achetant très cher les produits de première nécessité, les ouvriers russes ont été réduits par les communistes à une misère inconnue des autres pays.

Il faut encore remarquer que l'industrie soviétique emploie moins de la moitié du contingent ouvrier de 1913. D'après les sources officielles, 1.200.000 ouvriers ont du travail, tandis qu'une plus grande partie soit environ 1.300.000 chôment. Ce dernier chiffre est donné par la Délégation à la p. 153. Sous ce rapport, le pays de la dictature du prolétariat a battu tous les records, car dans aucune contrée du monde on ne trouve une pareille quantité de chômeurs.

Et encore le sixième seulement de ces chômeurs touche-t-il une allocation gouvernementale (voir *Rapport de la Délégation*, p. 154), tandis que les autres meurent simplement de faim.

PRIX DE REVIENT ÉLEVÉS

Ainsi l'industrie soviétique ne dépense presque rien pour l'entretien des installations, possède encore des stocks de matières premières gratuites et paie misérablement le travail des ouvriers. Obtient-elle au moins des produits bon marché? D'après les sources officielles les plus récentes (*Econ. Jizn* du 7 Avril), nous apprenons que la fonte coûte dans l'U. R. S. S. 1,05 rouble le poud, tandis qu'en France, Allemagne et Angleterre, son prix au même moment n'est que de 50 à 60 copecks. Le fil de coton n° 32 coûte dans

1. Ajoutons encore que jusqu'à 60 % du salaire est payé non en espèces, mais en bons sur les économats de la mine ou des coopératives (*Ec. Jizn* du 28 janvier 1925). Ce mode de procéder était interdit avant la révolution.

l'U. R. S. S. 12,99 roubles le poud, en Angleterre 6,65, et ainsi de suite. Si l'on compare ces chiffres avec ceux de la Russie d'avant-guerre, la différence est encore plus considérable : la fonte, par exemple, coûtait alors de 40 à 48 copecks.

Par suite du coût plus élevé de la production, les articles que produit l'industrie soviétique sont presque 2,5 fois plus chers qu'avant-guerre. Les prix de 1913 étant comptés à 100, les index officiels ¹ nous donnent le tableau suivant :

INDEX DES PRIX D'APRÈS LA COMMISSION DES FINANCES :

	Au 31 déc. 1924 (<i>Ec. Jizn</i> du 7 janv. 1925)	Au 1 ^{er} avril 1925 (<i>Ec. Zizn</i> du 7 avr. 1925)
Sel.	500	500
Sucre.	216	210
Tabac.	282	245
Articles de bureau	353	353
Produits de l'Industrie textile.	301	279
Mercerie.	442	404
Chaussures	196	198
Vaisselle en verre.	350	350
Index moyen des produits industriels	246	235

SUPPRESSION DE LA CONCURRENCE

Par quelles mesures le pouvoir soviétique oblige-t-il la population de la Russie, réduite par lui à la

1. Ces prix sont évidemment les prix fermes des organes de l'État et des Coopératives. Les prix du marché libre ne sont pas publiés ; on communique simplement de temps en temps qu'ils sont supérieurs de 50 à 70 %.

misère, à acheter les produits si chers de l'industrie officielle? Deux mesures principalement ont été prises dans ce sens. D'abord a été établi le monopole du commerce extérieur, pour empêcher que les articles étrangers bon marché fissent tomber les prix des produits de l'Etat ; puis a été supprimée la concurrence des articles produits par l'industrie indigène privée.

Mesures contre l'industrie privée ou affermée.

Dans ce dernier but on a tout d'abord rendu impossible le travail productif des fabriques privées ou affermées. On y est arrivé au moyen de la pression exercée par les unions professionnelles, par une série de mesures administratives et policières, enfin par une augmentation spéciale des impôts frappant les entreprises privées ¹.

Aussi, comme nous l'avons déjà vu, l'industrie privée ne joue-t-elle presque aucun rôle dans l'U. R. S. S. (l'industrie à domicile mise à part).

La Délégation elle-même reconnaît que l'affermage des entreprises soviétiques n'a rien d'engageant (p. 44). Quant à l'activité des entreprises privées sous le régime soviétique, les communistes en sont à douter de sa possibilité. (Voir, par exemple, l'article de Kobakoff, dans l'*Econ. Jizn* du 29 juin 1924).

Mesures contre la petite industrie à domicile.

Il était beaucoup plus difficile de lutter contre la concurrence de l'industrie artisanale et paysanne. En

1. Ces mesures de persécution contre les entreprises privées n'ont nullement été prises dans l'intérêt des ouvriers ; la Délégation l'avoue elle-même lorsqu'elle dit que le travail obligatoire a été maintenu après l'introduction de la « NEP », et cela dans la crainte que les ouvriers n'abandonnent en masse l'industrie d'Etat pour l'industrie privée (p. 148).

temps normal, elle n'avait aucune chance de concurrencer la production en masse de la grosse industrie, ni par la qualité, ni surtout par le prix de ses produits. Avec l'organisation communiste de la grosse industrie, tout au contraire, l'industrie à domicile devint un très sérieux concurrent, tant par la qualité que surtout par le prix de ses produits, vendus deux ou trois fois moins chers que ceux de l'Etat. Le résultat en fut une bien originale « crise de débouchés » pour l'industrie officielle, dans un pays privé du nécessaire même et avec une production représentant à peine 10 à 15% de celle d'avant-guerre ! Au moment de cette crise, l'industrie à domicile régna en maîtresse sur les marchés campagnards et dans les petites boutiques des villes.

Pour rendre cette industrie incapable de lutter avec celle de l'Etat, on prit des mesures de deux sortes : d'une part, on rendit difficile l'achat des matières premières aux fournisseurs privés ; ceux-ci étaient arrêtés, envoyés en Sibérie, ou bien on leur interdisait de faire des opérations commerciales dans certaines régions. D'autre part, les « Koustars » (artisans paysans) furent écrasés d'impôts formidables, comme il n'en existe nulle part ailleurs. En voici un exemple officiel, tiré toujours de l'organe particulièrement autorisé qu'est l'*Econ. Jizn* (7 Avril 1925). Un « koustar », travaillant chez lui avec deux enfants d'âge à aller à l'école, gagnait en hiver (sans observer naturellement la journée de huit heures) un maximum de 65 roubles par mois et payait 24 roubles d'impôt par mois !¹ On comprend que, dans ces circonstances, les « koustars » ne puissent faire concurrence à l'industrie d'Etat par le bon marché de leurs productions.

1. Un ouvrier de fabrique n'est imposé qu'à partir d'un salaire personnel de 75 roubles et paie 1,50 rouble par mois. Les autorités ne perdent naturellement rien à se montrer si généreuses envers les ouvriers des fabriques, car il est très rare qu'on gagne 65 à 70 roubles dans l'industrie d'Etat.

Cependant malgré ces restrictions de tout genre, l'industrie des artisans ruraux, grâce à l'initiative toujours en éveil de ses représentants, se développa beaucoup plus vite que l'industrie d'Etat.

En 1923-1924, les « koustari » ont produit pour 983 millions de roubles, ce qui représente 60 % de leur production d'avant-guerre, tandis que l'industrie officielle a à peine dépassé le quart de la production ancienne (26,5%).

Nous le voyons, les mesures fondamentales prises par le pouvoir soviétique sont dirigées non pas dans le sens d'une diminution du prix de revient des produits, comme on le raconte aux diverses délégations étrangères qui visitent l'U. R. S. S., mais dans le sens d'un renchérissement des produits qui peuvent concurrencer ceux de l'Etat et, par leur bon marché, faire éclater aux yeux de tous l'incapacité des communistes à exploiter la grande industrie¹.

LE DÉFICIT DE L'INDUSTRIE SOVIÉTIQUE

Les prix élevés auxquels sont vendus les produits de l'industrie soviétique sont cependant insuffisants à couvrir les frais de revient : l'industrie est toujours en déficit. De plus, on remarque un déficit dans des branches de l'industrie qui étaient autrefois des plus florissantes. Par exemple l'industrie du naphte eut en 1922-1923 un déficit de 24 millions de roubles, en 1923-1924 de 25 millions, en 1924-1925 de 26 millions (prévision). Voir à ce sujet l'organe de cette industrie : *Bulletin du naphte*, n° 23, 1^{er} décembre 1924.

1. Que ces mesures soient prises dans un dessein bien déterminé, celui d'écarter la concurrence du « Koustar », on le voit par la presse officielle de l'année 1923. Nous ne citerons qu'un des nombreux exemples dont nous disposons : le trust ukrainien de l'huile se plaint que « la concurrence des koustars », qui n'est combattue par aucune mesure, ait fait baisser les prix. » De 1922 à 1923 les prix de l'huile ont baissé de 400 %. La protection du pouvoir central est demandée (*Econ. Jizn* du 11 septembre 1923).

Le déficit total de l'industrie atteint des sommes énormes : en 1923, d'après la Délégation (p. 161), il s'éleva à 700 millions de roubles. D'après les documents officiels (*Econ. Jizn* du 1^{er} octobre 1924), il comporta 345 millions de roubles pour 1923-1924. Ce déficit est couvert en partie par un subside direct du Trésor, une dotation de 112 millions, et en partie indirectement, en augmentant de 223 millions les crédits dans les banques soviétiques. (Voir au chapitre des « FINANCES »). Cette année, on demande à nouveau l'augmentation de la dotation et des crédits (*Econ. Jizn* du 27 mars et du 4 avril). La Délégation elle-même relève le fait lorsqu'elle dit, à la p. 54 : « L'industrie mendie continuellement des crédits. »

Malgré l'aide si libérale du Trésor public, l'industrie soviétique est continuellement et largement endettée ; elle est en retard pour le paiement de leurs salaires aux ouvriers, pour les versements aux caisses d'assurance sociale, pour les accises, pour les impôts, etc...

COUP D'ŒIL GÉNÉRAL SUR L'INDUSTRIE

Nous avons constaté que les « succès et les reconstitutions » communistes ont réduit l'industrie russe à un niveau où sa production est tombée au quart de la normale, au niveau où elle était en 1890, il y a trente-cinq ans. En outre ses produits reviennent à 2,5 fois plus cher qu'avant la guerre, bien que, exemple unique au monde, elle paie le travail de l'ouvrier bien moins qu'avant la guerre et que les installations des fabriques soient entretenues aux dépens de celles qui sont arrêtées.

De cette façon, le tiers environ de toutes les entreprises industrielles de la Russie est condamné à une destruction complète ; on est en train de créer un « cimetière industriel » unique dans l'histoire.

D'ailleurs produisant des valeurs matérielles éva-

luées à 5,6 milliards de roubles et faisant vivre 2,5 millions d'ouvriers, l'industrie russe, avant la guerre, investissait chaque année 600 millions de capitaux frais et constituait en outre une des principales ressources du budget de l'État. Actuellement, produisant pour 1,5 milliards et entretenant maigrement 1,2 millions d'ouvriers, tout en jetant par-dessus bord 1,3 millions de leurs camarades, l'industrie soviétique est un lourd fardeau pour le budget. (Voir le ch. des FINANCES).

Causes de la décadence de l'industrie.

Où devons-nous rechercher les causes qui, sous le régime communiste, ont conduit l'industrie à une pareille décadence?

Nous avons déjà vu que l'argument tiré des destructions causées par la guerre civile est sans aucune valeur. Encore moins probant est celui du blocus de la Russie : nous ne pouvons que nous étonner de constater que le pouvoir soviétique ait réussi à persuader à la Délégation que « le blocus coupa l'industrie textile russe du coton du Turkestan » (p. 57). Nous pouvons affirmer à l'honorable Délégation que, depuis plusieurs dizaines d'années, le Turkestan est relié à Moscou et aux autres centres textiles par des voies ferrées qui n'empruntent que le territoire russe ; que la Délégation, pour s'en convaincre, achète une carte de Russie même éditée par les Soviets.

L'Organisation communiste de l'industrie.

Les causes de la décadence de la production industrielle sont inhérentes à son organisation communiste, comme les socialistes eux-mêmes commencent à le reconnaître, tout au moins ceux de France qui, à la Chambre et par l'organe de leur représentant M. Spi-

nasse, ont donné une analyse claire de ces causes (séance du 27 janvier 1925).

M. Spinasse démontre que le mauvais fonctionnement de l'industrie soviétique dépend surtout de la manière dont elle est dirigée : « La bureaucratie qui gouverne actuellement la Russie est la plus démoralisée¹ et la plus servile, à savoir la bureaucratie de la dictature. »

Situation précaire du personnel technique.

« Les techniciens n'ont la possibilité d'appliquer leurs talents et leurs connaissances spéciales que dans une très petite mesure. Rien ne les encourage à travailler et ils se laissent facilement absorber par l'appareil gouvernemental, despotique et ignorant, qui charge les entreprises de dépenses excessives. »

Ce tableau si juste et si fort de l'appareil dirigeant communiste est confirmé par les renseignements que donne la Délégation elle-même (p. 146) sur les cours sommaires qui sont faits à des communistes ignares pour les préparer à de hauts postes administratifs par l'étude spéciale de « l'alphabet politique » et des brochures du parti.

C'est cette instruction que reçoivent les directeurs rouges. Les cervelles communistes ne sont pas considérées par le pouvoir soviétique comme capables de comprendre la science bourgeoise. C'est pourquoi les communistes sont dispensés de tous les concours pour entrer dans les écoles. La science et la technique sont à l'arrière-plan.

L'industrie est gouvernée par les « directeurs rouges », les directions communistes des trusts, les bureaux et les conseils économiques, le Conseil suprême de l'Éco-

1. Quel contraste avec les louanges dont la Délégation couvre la bureaucratie soviétique ! (p. 38).

nomie nationale, etc... Le rôle des techniciens est réduit au minimum. Le nombre même des ingénieurs est insignifiant. Au lieu de 15.000 ingénieurs travaillant en Russie avant la révolution, le Ve Congrès pan-russe des Ingénieurs n'en compte plus que 7.845 (*Econ. Jizn* n° 355, 3 décembre 1924) ; 2.000 ont émigré, les autres sont morts au cours de la révolution communiste. De plus, 6.024 ingénieurs et techniciens sont sans travail (*Ec. Jizn*, n° 359). La situation des techniciens restés dans les entreprises industrielles n'est pas enviable : ils touchent un traitement misérable et sont soumis, comme les profiteurs, à des impôts allant jusqu'à 50 % de leur salaire ; ils craignent d'exprimer leur opinion, persécutés qu'ils sont par les unions professionnelles. (*Ec. Jizn*, nos 341, 347, 355, 356, 368, en 1924, n° 14 et autres en 1925). Ils sont terrorisés à tel point que Félix Dzerjinsky lui-même a jugé nécessaire d'adoucir leur sort (*Ec. Jizn* du 27 janvier 1925) ; personne cependant ne peut accuser ce communiste de sentimentalisme exagéré : il suffit de se rappeler qu'il a dirigé pendant sept ans la *Tchéka* (ou le *Guépéou*, comme on dit aujourd'hui par convenance), universellement connue par ses représailles sanglantes.

La bureaucratie et les unions professionnelles.

Il faut dire cependant que la direction rouge a peu de poids dans la gérance des entreprises ; elle est subordonnée, pieds et poings liés, à l'appareil bureaucratique et aux unions professionnelles. Le Congrès des directeurs rouges (*Ec. Jizn* du 14 décembre 1924) se plaint de son impuissance à établir la discipline dans le travail : la journée de l'ouvrier n'est utilisée que dans une proportion de 30 à 60 %. Ce n'est pas le Conseil suprême de l'Économie nationale et ses organes qui règlent les salaires, ce sont les Unions professionnelles. (*Ec. Jizn*, n° 367).

Un exemple tiré du rapport de la Délégation.

A la page 180 de son Rapport, la Délégation donne un exemple édifiant de la manière dont sont établis les salaires, et cela d'après l'Union des Mineurs.

Dans les mines, on le sait, les conditions du travail des piqueurs changent assez souvent et par conséquent aussi la fixation des salaires. En temps normal le porion ou l'ingénieur, en parcourant les travaux du fond, fixe, d'accord avec les ouvriers, les variations de salaires entraînées par l'apparition de l'eau, la dureté plus grande du charbon, etc.. Il en est autrement maintenant : l'ouvrier, devenu esclave sous la dictature du prolétariat, n'a pas le droit de prendre part à la fixation du prix de son travail. Cette question est examinée par l'administration, de concert avec « the workmen's representatives » (le conseil de l'entreprise) ; si on n'arrive pas à un accord, par la Commission de fixation des Salaires ; enfin, s'il y a toujours désaccord, par la Commission des Conflits, qui décide en dernier ressort. Ses décisions sont appliquées dès le début du conflit, si le travail continue. Ce qui est piquant, c'est que, lorsque la question en vient à être soumise à la Commission des Conflits, les conditions du travail ont pu changer (si l'on a continué à travailler) et la commission n'a pas de données pour prendre une décision. Mais, à en juger par la presse officielle, les travaux sont arrêtés pendant le conflit, quelquefois plusieurs semaines ; il en résulte une situation analogue à celle que l'Inspection ouvrière et paysanne a constatée en révisant les travaux du trust du charbon du Donetz ; dans les couches de houille, les travaux se font sans observer en rien les méthodes normales de la technique. (*Ec. Jizn* du 21 février 1925).

Telle est l'organisation communiste du travail.

L'observateur impartial conclura qu'elle n'a pas été créée en vue de produire, mais de procurer des places

dans d'innombrables commissions aux communistes, qui, par ignorance et par incapacité, n'auraient pu autrement trouver un emploi sous le régime de la N. E. P..

La paperasserie.

Dans les bureaux communistes dénommés trusts et organisés, d'après la Délégation, sur des bases commerciales, le goût de la paperasserie dépasse tout ce qu'on peut imaginer. Relevons un des exemples frappants dont fourmille la presse officielle : une commande de pompes pour la mine Chmidt (arrondissement minier d'Eka-terinovka), n'a pu en deux ans parcourir toutes les instances nécessaires et, pendant ce temps, les parties inférieures de la mine restent inondées et se détruisent. (*Ec. Jizn*, n° 319).

La baisse du rendement industriel.

Une des principales causes de la décadence de la production industrielle est incontestablement la baisse du rendement du travail. A ce propos, la Délégation, à la page 161, donne des renseignements erronés, à savoir qu'en 1922 déjà le rendement du travail égalait, dans le Donetz, 70 % de celui d'avant-guerre. Même d'après les données optimistes de l'Union des Mineurs (*Ec. Jizn* du 31 mars 1925), elle atteint à peine actuellement 70 % et, d'après les organes administratifs, elle est inférieure à 50 %.

Prenons le témoignage de Dzerjinski, qui doit à son stage à la *Tchéka* d'avoir été récemment reconnu par les Soviets capable de diriger l'industrie et placé à la tête du Conseil suprême de l'Économie nationale. Il a massacré tant de contre-révolutionnaires, d'ouvriers et de paysans rebelles, qu'on ne peut considérer son témoignage comme une calomnie contre-révolutionnaire.

D'après son rapport au Congrès des Conseils de l'Économie nationale, le 4 décembre 1924 (*Ec. Jizn*, n° 351), le rendement du travail dans l'industrie soviétique était tel que, pour cent ouvriers employés en 1913 dans l'industrie houillère, il en fallait 214 en 1924, c'est-à-dire que le rendement avait diminué de plus de 50 %.

Telle est la correction apportée par Dzerjinski au chiffre de la Délégation¹ et aux données de l'Union des Mineurs.

En ce qui concerne les autres branches de l'industrie, Dzerjinski communique que, pour cent ouvriers employés en 1913, il en fallait en 1924 :

Extraction du naphte.	179 ouvriers
Distillation du naphte	213 —
Industrie du ciment	212 —
— du verre.	202 —
— de la chaussure.. . . .	235 —
— de la chimie militaire.	296 —
— des allumettes	249 —
— de la sucrerie.	200 —
— du tabac.	318 —

En résumé, on le voit, ce rendement est inférieur à 50 % par rapport de celui d'avant-guerre. Kamenev l'évalue de 33 à 39 %. Les chiffres donnés par Dzer-

1. Il est vrai que la Délégation donne elle-même un exemple de faible rendement du travail ouvrier, lorsqu'elle décrit la mine de Gorlovka (p. 184). Le membre de la Délégation qui la visita déclara ironiquement que, nonobstant sa longue expérience, il n'avait jamais rien vu de pareil : une mine produisant actuellement 250.000 tonnes par an, au lieu de 1.000.000 en 1913, possède 900 ouvriers de fond et 800 de surface, dont 260 chargeurs. La proportion des ouvriers de surface dépasse la normale de plus de deux fois, ce qui s'explique par le très grand nombre d'ouvriers qui ne travaillent pas : comité de la mine, commission de fixation des salaires, etc... Une seule catégorie est exactement indiquée : 260 chargeurs.

Avec une extraction totale de 250.000 tonnes de charbon, dont 10 % utilisées sur place, il y a 225.000 tonnes à expédier, c'est-à-dire 803 par jour, en prenant un minimum de journées de travail de 280.

Donc un chargeur charge journellement 3,1 tonnes de charbon ou 3.100 kilos. Il est à supposer que nulle part on n'a constaté rendement aussi faible.

jinski prouvent combien sont erronnés ceux que cite la Délégation à la page 162.

Ce n'est pas la faute de l'ouvrier.

Nous devons d'ailleurs faire une réserve : c'est que nous n'accusons pas du tout l'ouvrier de cette baisse du rendement. Nous partageons l'opinion exprimée par M. Spinasse dans le discours déjà cité, à savoir que l'ouvrier russe n'a pas souffert des expériences communistes moins que les autres couches de la population et que le faible rendement de son travail s'explique toujours par l'encombrante organisation de la production.

L'ouvrier n'est pas intéressé à accroître son rendement.

Il ne faut pas cependant perdre de vue que, sous le régime communiste, l'ouvrier lui-même a perdu le goût du travail. Son salaire est insignifiant et il est fixé par l'union professionnelle, indépendamment de sa volonté et sans aucun souci de ses qualités personnelles et de ses efforts. Dans tous les pays de l'Europe, les ouvriers manifestent le goût des économies. Cela n'est pas le cas sous le communisme. Les communistes ont confisqué à leur profit tous les fonds de caisses d'épargne, qui atteignaient en 1913 et d'après les sources soviétiques (*Recueil statistique* pour 1913-1917, Moscou, 1921, v. II, tables 34 et 36), la somme de 1.590 millions de roubles, déposés par 8.455.254 épargnants, dont 2.380.000 paysans et 2.191.000 ouvriers, les autres étant des petits employés. Le montant moyen des épargnes d'un déposant s'élevait à 188 roubles.

Il est naturel qu'aujourd'hui l'ouvrier témoigne de la méfiance envers les caisses d'épargnes ouvertes par les Soviets et qui n'ont réuni que 16 millions de roubles

de dépôts. (*Pravda* du 27 février 1925). Pour subsister misérablement, l'ouvrier n'a pas intérêt à intensifier particulièrement son travail.

La cause principale, c'est la nationalisation.

Toutes les causes que nous avons indiquées de la décadence de la production dans l'industrie soviétique découlent d'une cause générale dont l'importance est souvent méconnue. C'est la nationalisation elle-même, la suppression de la propriété, la suppression de l'intérêt personnel qu'a le patron à la réussite de ses entreprises. Ce stimulant est le plus fort qui soit au monde : c'est lui qui a entraîné la découverte de nouveaux continents, qui a créé les moyens de dompter les forces de la nature, qui a obligé l'homme à multiplier ses talents, à tendre ses forces au maximum et à s'exposer à des privations et à des dangers pour atteindre le but qu'il s'est fixé.

C'est ce moteur puissant que les communistes s'efforcent de supprimer dans tous les domaines de la vie. Après avoir détruit l'initiative du propriétaire, les communistes l'ont remplacée par un lourd appareil bureaucratique, coûtant cher et travaillant fort mal. Les communistes ont donné à cet appareil les noms de « trusts » et de « syndicats », mais ces organes soviétiques n'ont presque rien de commun avec ce qu'on appelle ainsi en Europe et en Amérique.

D'après les renseignements datant de la fin 1922 (la Délégation n'a pas eu de données récentes sur cette question), il y avait alors 462 trusts employant 700.000 ouvriers. Si l'on déduit les 12 trusts principaux ayant un personnel ouvrier nombreux (ceux des mines et de la métallurgie en ont 300.000), il se trouve que 450 trusts groupent des entreprises qui ont en moyenne moins de 870 ouvriers par trust ; dans certaines régions du Sud-

Est, il y a même des trusts vraiment microscopiques : 40 trusts ayant en tout 10'000 ouvriers. Il est clair que toute cette organisation a pour but principal de créer des places pour les communistes, en dehors de toute considération industrielle ou commerciale.

*Suppression de l'influence régulatrice
de la concurrence du marché.*

De la cause fondamentale indiquée ci-dessus découle directement la suppression d'un autre des facteurs qui régularisent le travail de l'industrie : c'est la concurrence du marché. L'industrie soviétique jouissant d'un monopole de fait, ce facteur a perdu toute importance. Les prix de vente ne sont pas établis par la concurrence de producteurs plus ingénieux, mais par les commissariats du commerce intérieur. Si le prix de revient du produit dépasse le prix de vente, on résout la difficulté en obtenant simplement des dotations du Trésor ou des crédits dans les banques officielles, ce qui ne menace en rien l'existence même de l'entreprise, tandis qu'un propriétaire serait obligé, ainsi que ses techniciens, de se débrouiller pour améliorer les méthodes de production.

Conclusion.

Presque entièrement arrêtée par suite des premières expériences communistes, l'industrie russe se reconstitue sous le régime de la NEP, mais d'un rythme extrêmement lent : au bout des cinq années écoulées depuis que les armées blanches ont quitté le territoire de la Russie d'Europe, elle a à peine atteint 25 % de la production de 1913, c'est-à-dire le niveau où elle était il y a trente-cinq ans, en 1890, tandis que les autres pays européens ont rétabli leur industrie d'une façon complète.

Les causes de cette décadence résident dans les méthodes communistes de travail et d'organisation, dans la suppression de la propriété privée et de l'intérêt personnel des techniciens et des ouvriers, transformés aujourd'hui en esclaves muets du pouvoir soviétique.

CHAPITRE II

LE COMMERCE INTÉRIEUR

Pour bien comprendre la situation du commerce intérieur sous le régime de la NEP, il faut expliquer en quelque sorte ce qu'est cette nouvelle politique économique.

LA PÉRIODE DU COMMUNISME INTÉGRAL

Pendant deux ans, — 1919 et 1920, — les communistes tentèrent d'implanter en Russie le communisme pur : ils décrétèrent que le produit du travail de tout citoyen était la propriété de l'État et donnèrent mission au pouvoir communiste de fournir à chacun les denrées et articles divers qui lui étaient nécessaires ; ils seraient pris sur ce qu'on enlèverait au producteur ; celui-ci ne pouvait garder du fruit de son travail que ce qu'il lui fallait pour satisfaire ses besoins personnels suivant la maigre norme fixée par les Soviets. Les autorités se chargeaient, durant cette période, d'enlever aux citoyens et de répartir tous les objets possibles, depuis la nourriture jusqu'aux habits et au linge inclusive-ment. Le dépouillement de la population prit fort peu de temps et il n'y eut bientôt plus rien à partager. Les gens souffraient de la faim et se vêtaient de haillons. Contre une suppression aussi complète du droit de propriété, contre une telle mise en esclavage, le paysan se souleva : ses tentatives insurrectionnelles pour ren-

verser à main armée ce pouvoir insensé furent réprimées avec une cruauté inouïe dans l'histoire. Usant alors d'un autre moyen de lutte, il réduisit ses semailles à la limite des besoins de sa famille (voir Rapport de la Délégation, p. 44). Les communistes lui enlevèrent la misérable récolte qu'il obtenait ainsi ; il n'avait plus de quoi manger et mourait de faim, mais se refusait à travailler en esclave pour les communistes. L'ange de la mort parcourut la Russie en 1921 : la statistique officielle accusa plus de 5 millions $1/2$ d'hommes morts de faim (le nombre réel fut deux fois plus élevé).

Le pouvoir communiste lui-même fut effrayé de cette épouvantable catastrophe qui, il s'en rendait bien compte, était le résultat direct de l'expérience communiste. Ce ne sont certes pas les souffrances de la population qui le touchaient : les bolcheviks internationalistes les considéraient avec la plus complète indifférence. Mais les dirigeants s'inquiétaient de la résistance farouche de cette population ; ils comprenaient qu'ils ne pourraient la briser, qu'aucune menace n'obligerait à travailler pour la III^e Internationale un homme plus disposé à mourir de faim qu'à subir l'esclavage.

CE QU'EST LA « NEP »

C'est alors que fut proclamée la « nouvelle politique économique » (NEP). Elle consistait en ceci : on promettait au producteur, en particulier au paysan, la liberté de disposer de ses produits sur le marché intérieur, les impôts une fois payés ; on promettait au commerçant la liberté de vendre à n'importe qui et n'importe quoi, sauf les marchandises dont la vente serait interdite. De plus, comme le peuple se montrait méfiant et craignait que la mesure ne fût bientôt rapportée, Lénine lui-même et d'autres représentants du pouvoir déclarent à plusieurs reprises, soit au Congrès des Soviets, soit dans la presse, que la NEP était établie « sérieuse-

ment et pour longtemps ». Ainsi l'introduction de la NEP donnait au paysan l'assurance qu'il pourrait, sans crainte, attendre et rechercher le meilleur acheteur de son blé, au commerçant que, s'il engageait son capital dans une affaire, ce capital ne serait de longtemps confisqué directement ni indirectement. A de nombreux artisans et petits industriels, la NEP garantissait que, ouvrant un atelier ou une petite fabrique, ils pourraient vendre tranquillement leurs produits à qui bon leur semblerait ; à de nombreux ouvriers et employés, mis sur le pavé par les entreprises et organes soviétiques, à tous les habitants des villes, que le pouvoir « communiste » se refusait à nourrir, la NEP promettait qu'ils pourraient librement trouver un emploi dans le commerce ou dans l'industrie libres.

LES PROMESSES DE LA « NEP » NE FURENT PAS TENUES

Très vite, il apparut que la population avait eu grandement raison de se défier des promesses soviétiques ; que les mots « pour longtemps » désignaient, dans l'intention du pouvoir temporaire des Soviets, une période allant de quelques mois à une année ; bref, que toutes ces promesses étaient vaines. Cependant, après la proclamation de la « nouvelle politique économique », les Soviets n'osèrent pas et n'osent pas encore proclamer le retour au passé, au « communisme intégral ». Ils agissent par des voies détournées, dissimulant leurs véritables desseins derrière le rideau de fumée des « discussions », destinées à créer, en Russie et à l'étranger, une atmosphère favorable aux mesures prises par eux.

Mesures prises contre le paysan.

Pour empêcher le paysan de vendre son blé aux prix du marché libre et de s'émaner du joug soviétique,

les Soviets créent l'impôt en nature et font affluer sur le marché des villes du blé réuni gratuitement en paiement de cet impôt ; en même temps, ils achètent du blé dans les campagnes par leurs organes officiels de stockage, interdisant les mêmes opérations aux commerçants privés. Ainsi le paysan se voit contraint de livrer gratuitement ou de vendre à vil prix ses produits ; par contre, les articles fabriqués par l'industrie nationalisée lui sont offerts à un prix extrêmement élevé. De cette façon, on vise à enlever à un paysan, sans compensation, tout le surplus de sa production, c'est-à-dire tout ce qui dépasse sa propre consommation si réduite, et à le forcer à travailler presque gratuitement pour entretenir la « classe ouvrière » (lisez : les communistes). Aux yeux du grand public, ces mesures sont présentées comme inspirées par le souci du bien-être des paysans, par la préoccupation de réaliser la fameuse « soudure » entre la ville et la campagne.

Cependant elles n'eurent de succès qu'en 1922. Il apparut ensuite que le commerçant libre, qu'on s'était efforcé de tenir à l'écart des achats de blé aux paysans, avait cependant trouvé le moyen de se créer des relations solides dans ce milieu, en achetant aux paysans tous les produits qu'ils avaient à vendre et en leur fournissant tous les articles qu'ils désiraient. Ces articles, le commerçant libre ne les demandait presque pas à l'industrie nationalisée qui produisait à trop haut prix : il vendait aux paysans ceux que fabriquaient les « koustars », les artisans et les petits industriels.

Grâce au commerce privé, le pouvoir soviétique ne put passer au cou du paysan le nœud qu'il lui avait préparé. Le paysan put respirer plus librement, vendre ses produits sur le marché libre et acheter à bon compte les produits de l'industrie des « koustars » adaptés à ses besoins.

L'organisation maladroite du commerce d'État et de la coopération communiste officielle, qui en dépend

étroitement, étaient vivement critiquées par la population, et renforçaient par cela même la position du commerçant libre ; il pouvait gagner largement sa vie et se ménager la confiance du consommateur ; celui-ci trouvait beaucoup plus commode et plus avantageux d'avoir affaire à lui qu'aux organes du commerce officiel. Il en résulte que, dès la fin de 1922, le développement du commerce privé devint si considérable que les Soviets crièrent au « danger bourgeois ».

Mesures contre le commerce privé.

C'est alors que furent prises d'urgence des mesures destinées à entraver le commerce privé : on interdit l'emploi d'intermédiaires privés entre les organes d'État ; on augmente les impôts du commerçant libre ; on élève jusqu'à un niveau insensé le loyer des locaux commerciaux, au profit des municipalités, qui se considèrent comme les propriétaires des maisons nationalisées dans les villes ; la location même de locaux commerciaux aux commerçants privés ne fut autorisée qu'au cas où ces locaux ne seraient pas demandés par des organes officiels ou des coopératives, etc... Ces mesures ébranlèrent la situation des commerçants privés ; ils ne s'attendaient pas à cette offensive, car, à ce moment même, le premier congrès des Bourses Soviétiques de Commerce avait adopté des motions favorables au commerce libre. Les boutiques privées commencèrent à se fermer en grand nombre dans les villes, pour la plus grande joie des communistes.

C'est ainsi que le pouvoir communiste viola la parole donnée aux paysans et aux commerçants lors de l'introduction de la NEP : le « pour longtemps » soviétique avait duré environ un an et demi.

Mesures contre l'industrie privée.

En ce qui concerne la petite industrie affermée, le « pour longtemps » ne dura que quelques mois. Ce n'est qu'en 1921 qu'elle jouit du printemps de la NEP puis elle commença à péricliter pour des raisons que la presse officielle indique elle-même : fardeau trop lourd du loyer et des impôts, niveau des salaires plus élevé que celui de l'industrie nationalisée (de 30 à 50 %), difficultés de toutes sortes suscitées par les autorités locales, annulation pour les motifs les plus futiles¹ des contrats avantageux pour l'industriel, obligation de travailler suivant le plan établi par le Bureau industriel et non suivant les nécessités du marché, etc... On le voit, des mesures spéciales du pouvoir soviétique arrêterent l'essor de l'industrie affermée, qu'un décret avait créée au début de la « nouvelle politique économique ». Les promesses faites par ce décret furent donc éludées d'une façon détournée.

Mesures contre les « koustars ».

Les promesses faites lors de la proclamation de la NEP furent mieux tenues en ce qui concerne les « koustars » et les artisans. Ce n'est qu'en 1923 qu'on entreprit de lutter contre la petite industrie rurale en l'attirant dans les coopératives de production. Par ce moyen, l'organisation soviétique se chargeant de fournir aux « koustars » leurs matières premières et de vendre leurs produits à des prix élevés, il leur serait devenu impossible de concurrencer l'industrie nationalisée.

Ces mesures n'eurent que l'apparence du succès : les

1. La presse soviétique a cité de nombreux cas d'annulation de contrats d'affermage. Notons les plus importants : à Moscou, contrat pour l'affermage de 106 hôtels annulé après que ces hôtels eurent été réparés par les locataires ; à Pétrograd, annulation du contrat d'affermage des pharmacies ; dans le Donetz — des mines de moindre importance.

« koustars » s'inscrivirent dans les coopératives de production, mais, pour leurs achats de matières premières et la vente de leurs produits, ils préférèrent recourir aux services moins dispendieux des commerçants privés.

Le rôle du commerce libre à cette époque.

Il se trouvait ainsi qu'à cette époque de la NEP, le commerçant privé empêchait le pouvoir soviétique de mettre la main sur l'industrie rurale et sur la petite industrie.

Ce même développement du commerce libre, nous l'avons vu, aida le paysan à acquérir l'indépendance économique et à se débarrasser de l'influence du pouvoir soviétique dans ce domaine. Devenu plus fort, le paysan se mit à présenter des réclamations et le pouvoir ne put les repousser. Tout d'abord, le paysan refusa, en automne 1923, de payer les impôts en nature ; le gouvernement dut, en décembre 1923, sanctionner cet état de fait, en supprimant officiellement l'impôt en nature et en le remplaçant par des impôts en argent. Puis ce même paysan, selon Kaménev, annula le rouble soviétique et obligea le gouvernement à une réforme financière.

Cette émancipation du paysan, enfin délivré de la dépendance économique que lui imposait le pouvoir soviétique, ne put se réaliser qu'avec l'appui du marché libre, que grâce à la souplesse de l'appareil commercial privé. Le pouvoir se rendit compte que c'était justement pour cette raison que son offensive contre le paysan et le « koustar » avait échoué. Le XII^e Congrès du Parti communiste s'occupa spécialement de la question : Trotsky y démontra que l'union du paysan, du « koustar » et du commerçant libre était franchement dirigée contre le communisme et que le marché paysan constituait le « bouillon de culture » où se développait le capital privé, ennemi du pouvoir soviétique.

SECONDE OFFENSIVE CONTRE LE COMMERCE PRIVÉ

Conscient du rôle joué par le commerce privé dans l'émancipation du paysan et du « koustar », le pouvoir soviétique, à partir du XII^e congrès du Parti communiste, déclara la guerre au commerce libre. En même temps, comme nous l'avons expliqué plus haut, il entreprit de lutter contre la concurrence du « koustar », en empêchant les commerçants privés de lui fournir des marchandises. Pour les « koustars », la NEP dura environ deux ans.

La nouvelle offensive contre le commerce privé se justifiait suffisamment, aux yeux des communistes, par les chiffres de la statistique : à la fin de 1923, en effet, le commerce libre assurait 64 % des opérations du pays, il régnait en maître presque absolu dans les campagnes ; il représentait 83 % des opérations de détail, plus de 50 % de celles de demi-gros et 14 % seulement de celles de gros, réservées de préférence aux organes d'État. Les trusts les plus importants, celui des textiles par exemple, livraient encore, en février 1924 plus de 56 % de leurs ventes aux commerçants privés. Tels sont les chiffres fournis par la Direction centrale de la Statistique sur la base d'une enquête spéciale faite par elle. (*Economitcheskaia Jizn* du 12 janvier et du 8 mars 1924). Ces chiffres correspondent à ceux de Larine, cités par la Délégation, mais en contredisent complètement d'autres donnés par la même Délégation à la page 50, sans indication de sources. Si ces derniers chiffres étaient exacts, le pouvoir soviétique n'aurait sans doute pas commencé cette guerre cruelle au commerce libre, guerre qui a marqué la fin de l'année 1923 et le mois de janvier 1924 et que la Délégation a remarquée.

Les Soviets se berçaient de l'espoir qu'en supprimant le commerce privé, ils prendraient au piège le paysan

et le petit industriel « koustar » et les obligeraient à se soumettre au commerce d'État monopolisé.

Mesures prises par le commissariat du commerce intérieur contre le commerce privé.

Pour supprimer le commerce privé, on créa un Commissariat spécial du Commerce Intérieur¹. Il fut chargé de lutter par tous les moyens contre le commerce libre, d'encourager le commerce des organes d'État et des Coopératives, de fixer les « prix fermes » des marchandises, prix obligatoires pour le commerce privé également, de créer des commissions de contrôle locales, formées d'ouvriers et de leurs femmes, et chargées de surveiller les maisons de commerce privées, etc... Si le contrôle ouvrier n'arrive pas à supprimer le commerce privé, comme il a supprimé l'industrie privée, alors le Commissariat pourra, avec l'aide des unions professionnelles, organiser simplement le boycott du commerce privé (*Economitcheskaia Jizn* des 6 et 24 avril, 1^{er} mai, 5 juin 1924).

Les arrestations et les confiscations effectuées par le « Gué-Pé-Ou ».

De son côté, le département de Dzerjinski, le *Gué-Pé-Ou*, ne dormait pas et remplissait le même office à sa façon : il arrêta les commerçants en vue, confisquait leurs biens et leurs installations, les exilait eux-mêmes en Sibérie.

Tout l'ancien appareil communiste de l'oppression illégale de citoyens complètement innocents, mais con-

1. Il est vrai que, depuis le 9 mai 1922, existait une Commission du Commerce Intérieur, ayant le même objet et le même président, Lédjava (devenu plus tard Commissaire du peuple au Commerce Intérieur), mais moins directement destinée à lutter contre le commerce privé, but assigné au Commissariat par le Comité central du Parti (*Economitcheskaia Jizn*, du 3 avril 1924).

sidérés comme des obstacles à la réalisation des fantaisies du « Polit-bureau », rentrait en scène. Larine, dans la *Pravda* du 16 décembre 1923, l'expliquait tout bonnement par la décision qu'avaient prise les autorités de s'emparer des bénéfices faits par les commerçants privés en 1923, soit, au dire des statisticiens soviétiques, 400 millions de roubles-or.

L'honorable Délégation a eu vent de ces répressions et avoue qu'à cette occasion, plusieurs milliers de « spéculateurs » furent expulsés de Moscou (p. 51). D'ailleurs ces condamnations sans jugement ne choquent pas le sentiment de la légalité qu'elle aurait dû, semble-t-il, puiser dans son éducation britannique ¹ ; elle semble même donner les Soviets en exemple à l'Europe, où il n'existe pas un contrôle semblable des bénéfices exagérés (p. 43).

CAUSES POLITIQUES DES ARRESTATIONS DE COMMERÇANTS

Nous affirmons ici que ces répressions exercées sur les commerçants privés, qui inquiétèrent à tel point les habitants de Moscou et des autres villes en décembre 1923 et en janvier 1924, n'avaient aucunement pour but de combattre la spéculation. Ceux qui pratiquent la spéculation en Russie sont ceux qui, comme le fameux Krasnochtchekov (Tobelson) et son frère, sont en relations étroites avec la *Tchéka* et les cercles dirigeants ; ces gens-là, naturellement, n'ont pas inter-

1. Ailleurs (p. 26) la Délégation accompagne de la même approbation tacite ce renseignement donné par les Soviets : « L'argent confisqué par la Tcheka (Guépéou) aux « nepmans » pour tentatives illégales d'exporter des valeurs à l'étranger » aurait servi à construire une voie ferrée de 100 verstes au Turkestan. Les bolcheviks n'ont construit aucune ligne de 100 verstes au Turkestan, ils ont simplement achevé une ligne construite avant la révolution. Sans doute, si les valeurs confisquées par la Tcheka sous divers prétextes avaient été versées au Trésor, on aurait pu faire beaucoup de choses ; car la Tcheka, au dire de la Délégation elle-même, dépouilla tous les habitants de la Russie « where ever possible » (p. 48), c'est-à-dire partout où c'était possible.

rompu leurs opérations. Les persécutions et les répressions exercées contre les commerçants avaient un but politique bien déterminé : frapper les membres les plus connus de cette classe, qui recommençait à acquérir trop d'influence en Russie et gênait les communistes dans leur lutte contre le paysan et le « koustar ».

Nous rejetons également le motif avancé par Larine : l'espoir de récupérer les 400 millions de bénéfices. Le « Polit-bureau » est composé de gens qui ne pèchent pas par excès de naïveté : il ne pouvait ignorer les explications données par Rykov à la Conférence du Parti communiste, à savoir que ces 400 millions de bénéfices réalisés par tous les commerçants privés (au nombre de 400.000) étaient sans doute déjà dépensés. D'après les chiffres du Commissariat des Finances, donnés par le professeur Litochenko dans l'ouvrage soviétique déjà cité, *L'Union soviétique et la France*, le nombre des contribuables qui dans toute l'U. R. S. S. avaient en 1923 un revenu supérieur à 12.000 roubles n'était que de 3.426, représentant un revenu global de 64 millions, soit une moyenne de 18.713 roubles par tête. Comme l'avoue la presse officielle, les chiffres du Commissariat des Finances sont toujours exagérés en ce qui concerne les revenus ; cependant ces chiffres, tels quels, prouvent qu'il était difficile de compter sur les revenus des expulsés. Il s'agissait simplement de confisquer leurs biens, ce que le *Gué-Pé-Ou* fit avec son savoir et son expérience habituels.

Le pouvoir soviétique lui-même attribuait une très sérieuse importance à la campagne entreprise contre le commerçant privé : le XIII^e Congrès du Parti, en 1924, remarque même que si la NEP avait été en quelque sorte un recul stratégique, la politique actuelle marquait le début d'une nouvelle offensive.

FAUSSETÉ DES RAISONS DONNÉES
OFFICIELLEMENT

Pour le grand public, cette « lutte contre le commerçant privé » était motivée par le désir d'abaisser les prix des produits de l'industrie officielle afin d'obtenir la fameuse « soudure » avec le paysan et la disparition des « ciseaux », c'est-à-dire de la disproportion entre les prix des articles manufacturés et ceux des produits agricoles. Mais ce n'était qu'un « rideau de fumée » destiné à dissimuler les intentions véritables : dans le même temps qu'ils déclaraient la guerre au capital privé sous prétexte de faire baisser le prix des produits, les leaders communistes avouaient que le commerçant privé travaillait mieux et à meilleur marché que les organes d'État. Cette idée fut appuyée de nombreux exemples par Dzerjinski au Congrès de l'Industrie et des Transports du 23 février 1924 (*Economitcheskaja Jizn*, n° 120) et Rykov, président actuel du Conseil des Commissaires du Peuple, dans son article sur la situation économique de l'U. R. S. S. (*Economitcheskaja Jizn*, n° 42), combla d'éloges le commerce libre, en indiquant que les commerçants privés, intermédiaires entre le producteur et le consommateur, demandaient de 5 à 15 % comme rémunération de leurs services, tandis que les organes d'État exigeaient de 50 à *plusieurs fois* 100 %. Les renseignements de Rykov furent confirmés par de nombreuses informations venant de province. (*Communiste*, n° 277, *Economitcheskaja Jizn*, n° 51, 57, 120, etc.).

A la Délégation même, les communistes parlèrent avec éloge du capital privé : il ouvre de nouvelles voies et sert de « pilote » pour diriger l'activité des entreprises officielles (p. 50). Et plus loin, à la même page : « Une entreprise d'État ne peut normalement travailler que si elle est établie sur les mêmes bases qu'une entreprise

privée et si elle peut concourir librement avec elle. »

La guerre n'en fut pas moins déclarée de nouveau au capital privé sous toutes ses formes.

Donc, ce n'est pas le souci des intérêts de la population qui poussa le pouvoir communiste à lutter contre le capital privé ; tout au contraire, le pouvoir savait très bien que la suppression du commerce libre et la remise de ses opérations aux organes d'État et aux coopératives entraîneraient de nouvelles et lourdes privations pour la population, déjà sans ressources suffisantes pour acheter les produits de l'industrie nationalisée. La suppression du commerce libre n'était dictée que par des considérations politiques : il fallait que le peuple se trouvât à nouveau sous l'entière dépendance des communistes, dans toutes les manifestations de sa vie, comme c'était le cas au temps du communisme intégral. En outre, nous l'avons déjà observé, le développement du capital privé constituait un réel danger politique pour le pouvoir communiste. Enfin, dans cette lutte, les communistes visaient aussi des buts économiques. Le commerçant privé réalisait des bénéfices, sans jouir d'aucun monopole ou privilège. Le pouvoir soviétique, en se chargeant du rôle nouveau d'intermédiaire obligatoire pour tous, d'unique commerçant en gros, disposant de l'appareil gouvernemental et dictant les prix pour ses produits et ceux d'autrui, pouvait naturellement compter tirer de gros profits de ce commerce. Cela était nécessaire pour couvrir le déficit constant de l'économie soviétique et donner le moyen de dissimuler les bizarreries de l'organisation industrielle des Soviets. Le monopole du commerce intérieur équivalait à un nouvel impôt ou à une taxe sur toutes les marchandises, taxes dont la population entière ne pouvait éluder le paiement.

La campagne engagée contre le commerçant privé et la fixation par le Commissariat du Commerce intérieur des prix des produits de l'industrie d'État pa-

rurent même à de nombreux communistes être une abrogation de la NEP.

Le fameux communiste Larine écrivait dans la *Pravda* (n° 289) : « Les récentes mesures prises dans notre politique des prix réduisent l'activité des entreprises d'État « sur des bases commerciales » à une simple étiquette. » Un autre communiste en vue, Smilga, s'exprima encore plus clairement dans son rapport au Congrès de l'Industrie nationalisée, du Commerce d'État et des Transports, le 25 février 1924 : il estimait que les récentes mesures prises dans le domaine industriel et commercial « faisaient de la réforme en cours une véritable lutte contre la NEP. »

C'est en vain d'ailleurs qu'ils attribuaient tant d'importance à ce changement de la politique communiste. Comme nous le montrerons plus bas, il ne fallait voir là qu'une des convulsions politiques du pouvoir soviétique, une de ces cruelles « singeries », suivant la juste expression de Mr Mac-Donald, qui ont rendu les Soviëts célèbres dans l'univers entier et qu'avec une délicate ironie la Délégation appelle « le désir que montre le pouvoir soviétique de reconnaître ses fautes » (p. 3). Elle oublie que ces expériences sont faites sur le corps même de la Russie et qu'elles ont déjà coûté des millions de vies humaines.

L'ENSEMBLE DES MESURES PRISES CONTRE LE COMMERCE PRIVÉ ET SES RÉSULTATS D'APRÈS LES DONNÉES OFFICIELLES

Après les exemples déjà cités de la terreur et des confiscations en masse, destinées à jeter la panique dans le milieu des commerçants, le pouvoir soviétique poursuit sa lutte contre le commerce libre par les procédés les plus variés de la contrainte administrative : il ne pouvait songer à combattre, sur le terrain économique, l'initiative privée.

Voici quelles furent les mesures de cet ordre, prises en 1924 et 1925 :

1^o Répressions administratives directes : arrestations, expulsions, confiscations, amendes, sur tout le territoire de la Russie (*Economitcheskaia Jizn* du 15 mars 1925).

2^o Interdiction formelle faite aux trusts et aux syndicats de livrer aux commerçants privés des articles de vente facile (*Economitcheskaia Jizn* du 21 mars), ou bien livraison aux commerçants privés, mais à des prix supérieurs aux tarifs courants (*Economitcheskaia Jizn* du 18 janvier 1925).

3^o Obligation de ne travailler que dans un rayon donné, appliquée en particulier pour le stockage des blés et des matières premières. On délivrait des autorisations de faire des achats dans un rayon déterminé et ces autorisations étaient retirées au gré des autorités. (*Economitchiskaia Jizn* des 3 février, 15 mars, etc.).

4^o Réglementations spéciales pour les heures d'ouverture des boutiques. Ces mesures caractérisent bien les procédés et la légalité communistes : les boulangeries officielles et coopératives, par exemple, sont ouvertes de bon matin ; les boulangeries privées ne peuvent ouvrir qu'à partir de dix heures, alors que la population a déjà fait sa provision de pain. (*Econ. Jizn* du 15 mars 1925).

5^o Interdiction aux trusts et aux syndicats d'ouvrir des crédits aux commerçants privés et aux banques d'escompter leurs traites, même avalisées par le Commissariat du Commerce extérieur (*Economitcheskaia Jizn* du 2 avril 1925).

6^o Augmentation du loyer des locaux commerciaux.

7^o Augmentation des impôts généraux et surtout des impôts locaux, impositions de caractère tout à fait arbitraire : on ne les établissait pas d'après les livres du commerçant, mais suivant l'inspiration de l'Inspecteur des Finances. Elles atteignaient plus de 25 % du

chiffre d'affaires (*Economitcheskaia Jizn* des 21 mars et 4 avril 1925).

8^o Obligation de souscrire à des emprunts dont les titres sont estampillés et ne peuvent être ni escomptés, ni donnés en nantissement.

On le voit, les communistes créèrent un arsenal complet pour guerroyer contre le commerce libre. Ils atteignirent le but, note la Délégation (p. 48-50) : le commerçant privé fut chassé de tous les marchés et remplacé par le commerce officiel et coopératif, pour le bien général, nous dit-elle : il vendait cher, majorant de 33 à 150 % les prix de gros, tandis que la différence n'était que de 13 % pour les organes d'État (p. 51).

Grâce à la régularisation méthodique des prix des produits industriels, les « ciseaux » se fermèrent presque, ajoute-t-elle, et l'on obtint la « soudure » avec la campagne (p. 69).

LES RÉSULTATS RÉELS

Telle est la vérité « pour l'exportation » à l'usage des délégations étrangères. En fait, il en va tout autrement. Pour s'en convaincre, qu'on lise la presse officielle.

Les « ciseaux » restent ouverts et l'on est loin de la « soudure ».

Tout d'abord, les « ciseaux » sont loin d'être fermés et la « soudure » avec la campagne, dans le sens où l'on en parle aux délégations, reste un idéal lointain et sans doute inaccessible sous le régime actuel ¹.

Pour s'en assurer, il ne faut pas étudier les diagrammes indiquant des prix auxquels personne

1. Nous avons montré plus haut que le but des Soviets est tout autre : ils se proposent, en supprimant la concurrence privée, de forcer simplement le paysan à acheter les marchandises soviétiques et à vendre ses produits aux prix qui seront fixés par le Commissariat du Commerce Intérieur.

n'achète, mais prendre les prix réels des marchandises à la campagne et ceux auxquels le pouvoir soviétique oblige le paysan à vendre son blé aux agents soviétiques de stockage, en écartant l'acheteur privé et en augmentant les impôts..

Voyons d'abord les déclarations des leaders.

Le témoignage de Kamenev.

A la Conférence du Parti pour la province de Moscou, le 24 janvier 1925, Kaménev déclara qu'avant la guerre on donnait pour 1 poud de seigle 5,4 archines d'indienne, actuellement on n'en donne que 2,5 archines d'indienne ; pour la même quantité de seigle, on donnait 94 livres de sel avant la guerre, aujourd'hui 31 livres seulement ; une paire de bottes valait avant la guerre 9 pouds de seigle, à présent 16 pouds. Par conséquent, suivant Kaménev, les « ciseaux » existent encore et la valeur des produits agricoles a baissé de plus de deux fois en comparaison de ceux de l'industrie. Mais, comme il convient à un gouvernant, Kaménev se montre optimiste. Le leader de l'*Economitcheskaia Jizn* du 3 avril 1925, étudiant les prix réels existant à la campagne, conclut qu'actuellement, pour 1 poud de seigle, le paysan reçoit 3 à 3 1/2 fois moins de produits qu'avant la guerre?

Les renseignements de la presse soviétique.

La conclusion de l'*Econ. Jizn* est confirmée par l'étude des prix réels de divers produits à la campagne. D'après le discours de Kaménev cité plus haut, le prix d'achat des céréales, donné par les organes de stockage de l'État (et, suivant les données officielles, ces organes ont acheté toutes les céréales nécessaires aux villes, aux centres industriels et à l'armée), ce prix était en moyenne, pour le seigle, de 62 à 63 copecks le

poud (presque comme avant la guerre) ; mais l'archine d'indienne coûtait avant la guerre 10 copecks, aujourd'hui elle en coûte 54 à 58 :

Sel	avant la guerre	17 cop.	aujourd'hui	68 cop.	le poud ¹
Sucre	—	13 —	—	35 —	—
Bottes	—	5 roub.	—	16-20 r.	la paire
Hache	—	1 —	—	3 r.	la pièce

Renseignements donnés par Lounatcharski.

Lounatcharski, Commissaire du peuple à l'Instruction publique, dans son rapport au II^e Congrès du Comité Central Exécutif (*Izvestia* du 10 octobre 1924), donne, en ce qui concerne les fournitures scolaires, des chiffres encore plus frappants ² :

		Aujourd'hui	Avant la guerre
		—	—
Cahier ordinaire . .	—	5 livres de seigle	2 livres
Crayon		10 — —	1 livre
Alphabet	1 poud = 40	— —	10 —
Manuel d'arithmétique	3 — = 120	— —	30 —

Ces renseignements confirment pleinement ceux donnés par l'*Econ. Jizn* du 3 avril, à savoir que « le paysan reçoit actuellement de 3 à 3 1/2 fois moins de produits pour 1 poud de seigle qu'avant la guerre ».

Nous le voyons : il est complètement faux de déclarer que les « ciseaux » ont été fermés, comme l'ont dit les autorités soviétiques à la Délégation ; en réalité l'écartement des « ciseaux » est aussi effrayant qu'il l'était

1. *Economitcheskaja Jizn* des 18 février 1924, 18 et 26 mars, 3 avril 1925, etc.

2. Aujourd'hui les enfants des paysans doivent acheter ces fournitures à des prix élevés, tandis qu'avant la révolution, ils les recevaient gratuitement dans les écoles des Zemstvos, des ministères et des paroisses.

en 1923. Et cela est naturel, puisque les communistes sont les maîtres du marché¹.

DÉCLIN DU COMMERCE PRIVÉ

Sur un point, les informations fournies à la Délégation sont exactes : le rôle joué par le commerce d'État et la coopération a, pendant le dernier exercice, augmenté considérablement aux dépens du commerce libre persécuté. D'après le Commissariat du Commerce intérieur (*Econ. Jizn* du 1^{er} février 1925), au cours de l'exercice 1923-1924 :

Le commerce d'État a participé à ce commerce pour		35,5 %
Les coopératives ont	—	24,7 %
Le capital privé a	—	39,3 %

En 1922-1923, comme nous l'avons dit, la part du capital privé avait été de 64 %.

LA MAUVAISE ORGANISATION DU COMMERCE D'ÉTAT ET LES PERTES QUI EN RÉSULTENT POUR LA POPULATION

Mais c'est une toute autre question, que de se demander si cette diminution du rôle du capital privé a servi les intérêts de la population. Ici, il faut apporter un correctif aux informations données par la Délégation. Celle-ci indique que le commerçant libre ajoute aux prix de gros une majoration plus forte que celle des organes d'État ; un maximum de 13 % est fixé pour

1. Ce n'est que grâce à leur mainmise sur le marché que les communistes ont pu maintenir ce rapport entre les prix au cours de la mauvaise année 1924-1925, alors qu'on importait du blé pour assurer l'alimentation de la population. Il semblerait que les prix du blé auraient dû monter, mais, tout en affirmant aux trop confiantes délégations qu'ils pensent aux paysans, les communistes, même lorsque la récolte a été insuffisante, paient le blé trois fois moins que la norme proportionnelle aux prix des produits industriels et réduisent ainsi la campagne à la misère.

ces derniers. Où et par qui a-t-il été fixé? Nous n'avons pu le découvrir. D'après un compte rendu officiel (*Econ. Jizn* du 26 mars), à Moscou même, les majorations théoriques pour les organes d'État vont de 17 % (pour l'indienne) à 41 % (pour le pétrole). En province, elles sont plus fortes encore : 14 à 51 % pour l'indienne, 19 à 27 % pour le lingc. La différence qui existe réellement, non seulement entre les prix de gros et ceux de détail, mais entre les prix de détail suivant qu'il s'agit d'un chef-lieu de province ou d'un village, devient formidable dans le commerce officiel (*Econ. Jizn* du 18 mars).

MARCHANDISES	PRIX AU CHEF-LIEU DE PROVINCE	PRIX AU VILLAGE
—	—	—
Fer en bande	2 r. 90	4 r.
Clous	5 r. 20	7 r. 20
Clous à ferrer	13 r.	30 r.
Hache	1 r. 50	3 r.

Les majorations réelles du commerce officiel n'ont rien de commun avec les majorations théoriques et il n'y a aucune raison de croire que ce commerce puisse travailler à meilleur marché que le commerce libre. Témoin Lejava, Commissaire du peuple au Commerce intérieur, déclarant au Club des Gens d'affaires (*Econ. Jizn* du 5 décembre 1924) que les « entreprises commerciales d'État sont très mal organisées ».

L'ACTIVITÉ DES COOPÉRATIVES LAISSE A DÉSIRER

Moins sérieuses encore sont les espérances que la Délégation fonde sur la coopération. Les coopératives actuelles n'ont rien de commun avec les anciennes : si ce n'est le nom, ce sont des organes communistes, créés d'en haut contre le désir de la population, qui n'y

voit qu'un moyen de plus employé par les Soviets pour étouffer toutes les activités indépendantes. Les majorations des prix de gros pratiquées par les coopératives communistes ressortent des chiffres communiqués dans le rapport du Commissaire aux Finances au Conseil du Travail et de la Défense, le 30 mars 1925 : la valeur des marchandises achetées en 1923-1924 par les coopératives de consommation était de 1.000 millions de roubles ; elles furent vendues pour 1.500 millions de roubles, donc avec une majoration de 50 %¹ (*Econ. Jizn* du 2 avril 1925). D'ailleurs, dans ces opérations, les coopératives non seulement ne firent pas de bénéfices, mais perdirent 240 millions (*Econ. Jizn* du 24 décembre 1924). Le Commissaire des Finances explique ce fait par les frais accessoires élevés du commerce coopératif. En effet, l'organisation des coopératives communistes ne répond pas du tout à leur but et ne peut aucunement être qualifiée de « commerciale ». Suivant le rapport de Larine : au Comité central du Parti, le 24 janvier 1924, la coopération possède un personnel immense : les coopératives de village ont chacune 4 employés et leur chiffre d'affaire est insignifiant : 20.122 sociétés coopératives font en moyenne 372 roubles par mois et beaucoup doivent former (*L'U. S.*, p. 142). Cette incapacité à développer leur chiffre d'affaires a entraîné la disparition de plus de la moitié des unions coopératives régionales ukrainiennes (*Econ. Jizn* du 22 mars 1925). Dans le discours déjà cité, Lejava conclut : « Les coopératives travaillent aussi mal que possible. »

La Délégation fait elle-même la comparaison suivante entre l'activité des coopératives et des organes d'État et celle du commerce libre (p. 159) : les résultats de l'activité commerciale des entreprises privées, des entreprises officielles et des coopératives s'expriment respectivement par les chiffres 118, 92, 89.

1. A la page 170, la Délégation évalue les majorations faites par les coopératives à 35 % en moyenne. Comme nous le voyons, ce chiffre est inexact.

Ainsi organisées, poursuivant des buts plus politiques que commerciaux, les coopératives communistes ne peuvent naturellement fournir à la population des produits meilleur marché ou de meilleure qualité que le commerce privé. Comme nous le verrons plus bas, les coopératives n'ont pas même su assurer l'approvisionnement de la population en articles nécessaires. Par conséquent, la population *a perdu à la persécution du commerce libre et à son remplacement par les coopératives soviétiques.*

Cependant, d'après les données officielles, le pouvoir soviétique est arrivé à réduire le commerce privé, il l'a remplacé par le commerce officiel et coopératif qui, bien que travaillant mal, peut, grâce à son monopole, atteindre les buts que se proposaient le pouvoir en entamant la lutte contre l'initiative privée : premièrement, placer la population sous l'entière et exclusive dépendance d'une organisation communiste, pour tout ce qui concerne son approvisionnement ; deuxièmement, après être devenu le maître de marché, concentrer en ses mains tous les revenus commerciaux du pays, revenus susceptibles, grâce au monopole et à la suppression de la concurrence, d'être relevés à un niveau assez élevé pour couvrir le déficit général de l'économie communiste. Dans ces conditions, il semblerait qu'il ne reste aux communistes qu'à se féliciter de leur succès et à continuer cette politique jusqu'à la victoire définitive.

BAISSE GÉNÉRALE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Cependant nous constatons aujourd'hui, par la presse officielle et par les discours des leaders dans toutes sortes de commissions ¹, que les résultats des

1. Indiquons par exemple la Commission commerciale ukrainienne (14 mars), celle du commerce des bois à Moscou (17 mars), celle de la réglementation des marchés des produits industriels (22 mars, 2 avril), la discus-

opérations commerciales inspirent aux Soviets les plus vives inquiétudes et qu'après avoir écarté le commerçant libre par diverses mesures administratives, ils n'ont pu le remplacer par leurs organes officiels et coopératifs. En somme, la baisse du chiffre d'affaires a commencé en novembre 1924 et pris d'énormes proportions en 1925 ; pour le commerce des peaux, ce chiffre a diminué des trois quarts entre octobre et janvier, avec une nouvelle baisse de 25 % en février ; sur le marché des matières premières, du lin, par exemple, les stockages de février ont été inférieurs de 90 % à ceux de janvier ; enfin le chiffre d'affaires de la Bourse des marchandises de Moscou a été en février inférieur de 20 % au chiffre de janvier et a accusé en mars une nouvelle baisse de 16 %, etc. (*Ec. Jizn* des 6, 15, 21 février, 17, 22 et 31 mars, 4 avril, etc.).

Les aveux de Kamenev et de Dzerjinski.

A l'assemblée du Conseil du Travail et de la Défense avec participation des délégués provinciaux, le 31 mars 1925, Kaménev résumait la situation en disant que la fermeture récente de 250.000 entreprises commerciales privées (d'après les chiffres du Commissariat des Finances)¹ avait, à maintes reprises, créé un « désert commercial », suivant le témoignage des correspondants de province. C'est pourquoi il était nécessaire d'attirer à nouveau le capital privé dans le commerce. Conscient toutefois du danger politique ou plus exactement des craintes qui avaient incité les communistes à lutter contre le commerce libre, Kaménev ajoutait : « Si l'on me demandait aujourd'hui ce qui

sion à la Maison des Unions sur les « moyens d'attirer le capital privé dans le commerce » (30 mars), le Congrès pan-russe des Bureaux commerciaux (1-4 avril), l'assemblée du Conseil du Travail et de la Défense avec la participation de délégués de province (30-31 mars), etc...

1. Ce Commissariat exprime son regret de voir 250.000 contribuables remplacés par les coopératives déficitaires et les organes d'État mauvais payeurs.

est le plus dangereux pour la cause socialiste, du « désert commercial » ou du capital privé, je répondrais sans hésiter que le « désert commercial » est de beaucoup plus dangereux ». Comme au début de la NEP, la récente autorisation donnée au commerce privé a été le résultat des exigences paysannes ¹, ce qui est reconnu par Kaménev dans le discours cité : « Les campagnes se déclarent franchement hostiles aux normes juridiques, morales et économiques qui vont à l'encontre du développement de ses forces productrices. » (*Econ. Jizn* du 2 avril 1925). Il est d'ailleurs bien connu que toute l'organisation communiste va « à l'encontre » du développement des forces productrices du pays. La même idée a été exprimée également par Dzerjinski au Congrès pan-unioniste des Bureaux commerciaux, le 1^{er} avril, en un aveu des plus importants : « Nous créerons une force qui nous sera hostile si nous imposons à la population une famine de marchandises et si nous vendons nos articles à des prix fabuleusement élevés. » (*Econ. Jizn* du 3 avril). Nous avons donc eu raison de supposer que le développement du commerce officiel et coopératif, aux dépens du commerce privé, irait à l'encontre des intérêts de la population, en faisant apparaître, suivant le terme employé par Sokolovsky, représentant du Conseil suprême de l'Economie nationale, une « dictature du vendeur » et un « commerce à la carte ». Pour se rendre compte de l'écartement des « ciseaux », il faut prendre les prix réels des marchandises à la campagne, et non les chiffres des index qui marquent une prospérité plus grande encore que lorsque la Délégation composa son diagramme (p. 69) ². Les bureaux font leur besogne sur commande et, en réalité, la différence

1. Par quels moyens les paysans surent obliger les communistes à compter avec leur volonté, nous le verrons dans le chapitre consacré à ce sujet.

2. Le rapport entre les prix des produits agricoles et industriels était de 20 %, comparé à la situation d'avant-guerre ; il serait maintenant d'après l'index, de 10 % (*Econ. Jizn* du 7 avril).

est de 3 fois à 3 fois $1/2$, comme nous l'avons montré plus haut ; les prix des produits industriels sont « fabuleux », comme l'a justement remarqué Dzerjinski.

NOUVELLES AVANCES AU COMMERÇANT PRIVÉ

Pour aboutir à la « soudure » avec la campagne, on fut obligé de s'adresser à nouveau au commerçant privé, comme le marquèrent clairement dans leurs discours Dzerjinski ¹ et Smilga ². On organisa des conférences contradictoires à Moscou (dans la Maison des Unions) et à Kharkov, avec la participation de représentants du commerce privé. A ces conférences, les représentants des autorités, le Commissaire au Commerce intérieur Scheinman, le délégué du Commissariat des Finances Schleifer, Koganovitch, Smilga etc... reconnurent franchement que la situation du commerçant privé était tout à fait insupportable, vu les mesures administratives et fiscales qui l'opprimaient illégalement, et déclarèrent qu'il lui serait à nouveau donné la « possibilité de travailler ». A cet effet :

1^o Les trusts et syndicats seraient autorisés à vendre à nouveau leurs marchandises aux commerçants privés et cela aux conditions faites aux coopératives.

2^o Les banques soviétiques ouvriraient des crédits aux commerçants privés.

3^o Les restrictions imposées par l'administration au commerce libre seraient réduites.

4^o Les lourds impôts frappant le commerce libre seraient revus et allégés.

Smilga ajouta, paraphrasant son maître Lénine,

1. « Nous ne pouvons nous passer du commerçant privé dans le commerce de détail. » (*Econ. Jizn* du 3 avril).

2. « Nous ne pouvons résoudre la question de la « soudure » entre la ville et la campagne sans attirer le capital privé dans les opérations commerciales (*Econ. Jizn* du 1^{er} avril).

que cela scrait fait « sérieusement et pour longtemps ». Instruits par la triste expérience de la première NEP, les commerçants privés connaissaient la vanité des promesses soviétiques et le peu de durée de leur « pour longtemps ». C'est pourquoi ils demandèrent timidement des garanties de caractère légal, la possibilité de faire instruire leurs enfants, etc.. Smilga allait même promettre de *fixer la situation juridique du commerçant privé et de ses biens* (apparemment ses biens non plus ne lui étaient pas garantis), mais les autres délégués des autorités ne confirmèrent pas ces promesses, se rendant bien compte qu'en régime soviétique, aucune situation juridique ne peut être fixée ni aucune fortune garantie contre les confiscations auxquelles donnerait lieu une nouvelle *convulsion du processus en cours*, selon les expressions de Kaménev (*Econ. Jizn* du 2 avril).

Jusqu'à présent, aucune mesure gouvernementale n'est venue confirmer les promesses faites aux commerçants privés ; de leur côté, ils ne se montrent pas disposés à activer leurs opérations commerciales sans avoir reçu les garanties demandées.

CONCLUSION

Ainsi, la « singerie », pour parler comme Mac-Donald, ou la « convulsion » communiste, suivant l'expression de Kaménev, a accompli son cycle ; à la fin de 1923 et au début de 1924 on a déclaré la guerre au commerce libre pour hâter la « soudure » avec la campagne. Lorsque cette guerre eut atteint son but et que 250.000 entreprises privées furent fermées, il se trouva que la « soudure » ne pouvait se faire sans le capital privé et on l'invita derechef à développer ses opérations.

Pour caractériser le régime soviétique et prouver

l'impossibilité où est le capital de travailler en Russie, il n'est pas besoin de longs commentaires : l'exposé de cet épisode suffit à éclairer ceux qui veulent connaître la vérité.

Cet épisode est caractéristique à un autre point de vue encore : en ce qu'il met en relief le rôle dominant du « plan méthodique » dans l'économie soviétique, plan dont la Délégation parle à plusieurs reprises.

Nous consacrerons à ce sujet le chapitre suivant.

CHAPITRE III

LE « GOSPLAN »

CE QU'EN PENSE LA DÉLÉGATION

La Commission du « plan d'Etat », en abrégé « Gosplan », est, d'après la Délégation (p. 52), « l'institution la plus intéressante et, à certains points de vue, la plus importante de l'organisation économique de l'U. R. S. S. » ; elle pourrait « servir de modèle aux Etats occidentaux dont l'économie nationale se trouve jusqu'à présent dans un état chaotique. » (p. 54)

N'était cette opinion enthousiaste de la Délégation, nous n'aurions pas cru possible d'infliger au lecteur l'examen du fonctionnement de cette institution, chargée d'élaborer les plans communistes de l'économie nationale.

SA COMPOSITION

La Délégation dit — et c'est exact — que la réunion plénière du Gosplan comprend, outre les communistes, jusqu'à 200 experts, parmi lesquels se trouvent non seulement des « savants » communistes frais émoulus, mais de véritables savants de réputation établie et des spécialistes ayant une longue pratique. Il est vrai également que pour les diverses branches de l'économie, il est créé toute une série de sous-commissions et que le Gosplan possède un service spécial de renseignements ; l'on peut même admettre, suivant les dires

de la Délégation, que ce service dispose d'un réseau spécial de T. S. F. s'étendant sur toute la Russie.

LE ROLE DES EXPERTS DU GOSPLAN EST INSIGNIFIANT

Que cette institution puisse, comme le prétend la Délégation, faire appliquer des mesures quelconques « dans l'intérêt du peuple entier considéré dans son ensemble », on nous permettra d'en douter.

Nous pourrions admettre que les 200 experts fussent aptes à donner de précieux conseils aux autorités communistes, afin d'éviter au pays beaucoup de pénibles épreuves, mais nous estimons qu'il faudrait pour cela trois conditions actuellement inexistantes : 1^o *le pouvoir devrait servir les intérêts du peuple entier*. La Délégation elle-même souligne dans son Rapport, à de nombreuses reprises, que cela n'est pas, et que les autorités ne se préoccupent que des intérêts de l'infime minorité constituée par la classe ouvrière (p. 142). En réalité, tous ceux qui ont lu les ouvrages des leaders du Parti communiste savent que le but visé n'est pas du tout l'intérêt de la classe ouvrière, mais la révolution mondiale, comme il est dit dans la constitution soviétique même ; — 2^o *le pouvoir devrait faire appel aux conseils des savants et des spécialistes*. On sait qu'il n'en est rien et que si les communistes recourent aux spécialistes, c'est pour leur demander d'habiller de formules scientifiques leurs projets communistes ; — 3^o enfin *les experts devraient pouvoir exprimer librement leur opinion*. Cette dernière condition, la Délégation le sait fort bien, fait défaut en Russie soviétique ; elle a toujours fait et fera toujours défaut, car, dans leur doctrine même, les communistes excluent formellement la liberté d'opinion, quand il s'agit d'opinions contraires aux leurs.

Les camarades communistes eux-mêmes n'ont pas la possibilité de discuter ; quant aux pauvres experts,

inutile d'en parler. Ils ont été mis en garde par l'exemple malheureux, mais instructif, de 200 de leurs collègues écrivains, savants et spécialistes, qui, au début de la NEP, tentèrent de dire la vérité aux communistes. On les exila de Russie et c'est grâce à la Conférence de Gênes que leur effort ne fut pas plus cruel encore.

EXEMPLES DU SYSTÈME DU « PLAN »

On ne trouve donc pas en Russie soviétique un état de choses qui permette à une institution comme le Gosplan de rendre des services quelconques. Voyons de plus près ce qu'il a fait en réalité, quelles mesures il a appliquées « dans l'intérêt du peuple entier ».

Les « ciseaux ».

La Délégation cite l'exemple suivant : suppression des « ciseaux », c'est à dire de la disproportion entre le prix des produits industriels et celui des produits agricoles. Cet exemple est encore un des plus caractéristiques de l'activité du Gosplan et de tout le système du « plan » socialiste. Les techniciens et les experts du Gosplan ont donné aux « ciseaux » la forme attrayante d'un diagramme, comparé les prix théoriques et obtenu les chiffres qui leur avaient été dictés par les autorités. Mais, en pratique, comme nous l'avons montré, les « ciseaux » existent encore ; bien moins ouverts qu'avant, pour 1 poud de seigle, le paysan reçoit de 2 à 3 fois $1/2$ moins de produits manufacturés qu'avant la guerre. Par conséquent, l'exemple donné par la Délégation est justement défavorable au Gosplan.

LA CAMPAGNE CONTRE LE COMMERCE LIBRE

L'activité du Gosplan ne peut être louée non plus pour la campagne entreprise en 1923 contre le capital

privé et décrite par nous dans le chapitre précédent consacré au commerce : campagne menée dans le dessein de faire méthodiquement baisser les prix et de supprimer le commerce privé, campagne qui aboutit en 1925 à la baisse du chiffre des opérations commerciales, à l'établissement de prix que Dzerjinski qualifie de « fabuleux » et à la nécessité d'adresser de nouvelles invites au commerçant libre qu'on venait de persécuter.

Cet exemple montre bien que le Gosplan a été justement créé pour revêtir d'une forme décente les fantaisies du « plan » communiste, ce plan n'a aucune base économique et ne vise que des buts purement politiques. Si les experts avaient le droit d'exprimer librement leur opinion, l'expérience consistant à supprimer le commerce libre et qui avait déjà abouti une fois à une famine générale, n'aurait pas été renouvelée. Mais l'ordre avait été donné par les communistes ; il fallait ou se soumettre ou partir pour la Sibérie.

ÉCHEC DU PLAN INDUSTRIEL

Le second mérite du Gosplan, d'après la Délégation, c'est le contrôle absolu de l'Etat sur la production et la consommation. Cette affirmation est, si possible, moins heureuse que la précédente ; car c'est justement dans le domaine de l'équilibre entre la production et la consommation, « conformément à l'intérêt général du pays », qu'on peut noter les plus tragiques conséquences de la singulière activité du Gosplan.

En effet, malgré l'élaboration de plans fondés, dit la Délégation, sur les renseignements du service d'informations du Gosplan, service destiné à assurer un contact étroit entre les paysans et la classe dirigeante, l'économie soviétique tombe d'une crise dans une crise opposée, et cela dans l'espace de quelques mois.

Toutes les « famines » du vocabulaire soviétique — entendez la pénurie de certaines marchandises sur le marché — se succèdent avec une rapidité kaléidoscopique : récemment s'est terminée la « famine des textiles », on ressent actuellement celle des métaux et on s'attend à celles du bois, car le stockage des produits forestiers atteint à peine la moitié de la demande (*Econ. Jizn* du 17 mars 1925). Si l'on considère toute l'étendue de l'U. R. S. S., la disproportion est frappante : en 1922-23, il a été produit pour 1.100 millions de roubles de marchandises, suivant la Délégation ; et il est resté, en raison des prix trop élevés fixés par les trusts, pour 400.000.000 d'invendus, soit plus de 36 % de la production (*L'U. S.*, p. 77). Dans quel pays de l'Europe occidentale ou de l'Amérique, « à l'économie nationale chaotique », privé des services d'un sage Gosplan, peut-on consacrer pareille disproportion entre la production nationale (ne fût-ce que celle de l'industrie) et la consommation.

Voilà un des résultats (« *achievement* ») remarquables obtenus par le Gosplan.

Un autre, c'est ce qu'on appelle l'assortiment obligatoire. C'est ce qu'au Congrès des Bureaux Commerciaux du 1^{er} avril 1925, Sokolovsky, représentant du Conseil suprême de l'Economie nationale, baptisa la « dictature du vendeur ».

Le trust soviétique, producteur et vendeur en gros, fixe théoriquement son programme de production, suivant les indications autorisées du Gosplan et sur la base du « contact étroit avec le consommateur ». Or, en fait, il s'est trouvé — toute la presse soviétique en a témoigné au cours des quatre premiers mois de cette année — que les trusts ne produisaient pas du tout ce que demandait le consommateur, mais ce qui leur semblait bon.

Le résultat, c'est qu'on a créé l'assortiment obligatoire pour l'acheteur ; il existe dans toutes les bran-

ches de l'industrie et provoque les plaintes de tous les consommateurs : en effet, quantité de marchandises inutiles s'entassent dans les magasins, tandis que le consommateur n'y trouve pas ce dont il a besoin. On comprend que finalement cet état de chose entraîne une hausse considérable sur les prix des articles courants. Prenons quelques exemples dans les journaux récents : on ne peut trouver au « Syndicat des textiles » des cotonnades bon marché, si l'on n'achète également des tissus de toile chers, invendables non seulement à la campagne, mais même dans les villes appauvries, et qui, on ne sait pourquoi, sont fabriquées dans une proportion supérieure de 69 % à celle d'avant-guerre. On ne peut acheter des théières de faïence ordinaires sans prendre 3 douzaines de tasses avec chaque théière ; de plus, la plus grande partie de cette vaisselle est ornée d'une bordure dorée, ce qui en rend le prix inabordable aux paysans. On ne peut acheter des draps ordinaires sans en prendre également d'un prix qui en interdit la vente même dans les villes. Avec la tôle pour toitures, très demandée à la campagne, il faut prendre de gros lots de fer pour chaudières dont personne n'a besoin dans les villages. Avec les bouilloires émaillées, réclamées par les paysans, il faut prendre, dans la proportion de 80 % de l'assortiment, des casseroles et cuvettes émaillées, auxquelles la campagne préfère celles qu'elle fabrique elle-même en terre cuite. On pourrait citer d'innombrables exemples analogues (*Econ. Jizn* de mars et avril 1925, nos 28, 32, 33, 65, 70, 75, 76, etc.), mais ceux-ci suffisent pour montrer combien nuisible est l'activité des entreprises industrielles, lorsqu'elle est fondée sur la théorie et privée d'une concurrence qui l'obligerait à s'adapter aux besoins du marché.

Il faut rendre une justice aux communistes : après sept années d'expériences, ils finissent par comprendre les vérités premières que les non-communistes

connaissent dès l'âge de douze ans et par avouer que « l'industrie existe pour fabriquer ce que demande le consommateur ». C'est ce qu'a reconnu Djerzinski au Congrès des Bureaux Commerciaux (*Econ. Jizn* du 3 avril), mais le Conseil du Travail et de la Défense n'est pas encore d'accord avec lui et continue de préconiser l'assortiment obligatoire, résultat naturel du « plan » communiste de production.

Pour en finir avec la question de la production, citons encore un des résultats obtenus par le Gosplan : il fixe le contingent des exportations et, pour 1922-1923, avait autorisé l'importation de 133 millions de roubles de marchandises (*L'U. S.*, p. 198). Or, d'après la Délégation (p. 78), il fut introduit en contrebande pour 100 millions de marchandises étrangères en 1923. Le Gosplan s'était donc trompé presque du simple au double en fixant les besoins du pays.

UN « PLAN » AGRICOLE FUNESTE

Pour compléter le tableau, parlons encore de l'activité du Gosplan dans le domaine agricole. Avant tout, ne manquons pas de rappeler le décret de triste mémoire, pris en décembre 1920 par le VII^e Congrès des Soviets ; il était relatif aux « mesures prises pour renforcer et développer l'économie agricole » et avait pour but d'organiser les semailles en Russie « d'après un plan général d'Etat ». A cet effet, les céréales en grain (même celles qui devaient servir aux semailles) étaient enlevées aux paysans afin de constituer un fond national : elles devaient être ensuite réparties entre les agriculteurs, suivant le plan général d'ensemencement. Les grains ainsi réunis ne purent servir aux semailles, que dans des cas exceptionnels, car la réquisition ne donna que la moitié de la quantité prévue et il fallut consacrer toutes les réserves de l'Etat à l'alimentation de l'armée, des ouvriers et de la population.

urbaine? Dans les régions où les autorités parvinrent cependant à envoyer des semences à la population, il se trouve que, par suite d'une confusion, on lui envoya celles provenant d'autres régions. Cette erreur fut fatale au Sud-Est de la Russie : il ne put assurer sa récolte après la famine de 1921, car il ne possédait plus de semences et celles qui provenaient d'autres régions ne convenaient pas à son climat très sec. Ainsi le « plan d'Etat » condamna des provinces entières à une longue série de mauvaises récoltes et à la famine.

Les variations de l'impôt agricole.

Citons un dernier exemple du « plan » appliqué à la vie paysanne. Dans son rapport du 25 octobre 1924 au Comité central du Parti communiste sur les « questions économiques à l'ordre du jour », Kaménev, parlant de la politique soviétique du blé, relevait la faute commise par le pouvoir, qui avait fixé trop bas le taux de l'impôt agricole et empêché ainsi cet impôt de jouer, dans le budget général de l'agriculture, « un rôle suffisant pour influencer les prix du blé » (allusion claire à la combinaison de l'impôt agricole avec la concentration des achats de blé aux mains des organes soviétiques : afin de réaliser ces achats à vil prix). Telle était l'opinion du fisc deux mois et demi après la moisson, alors qu'il était possible d'évaluer exactement la récolte de l'année.

Le 10 mars 1925, le même Kaménev parle au Soviet de Moscou et relève les quatre réclamations formulées par les paysans : 1^o la journée de dix heures pour les ouvriers industriels ; 2^o la liberté de la presse paysanne ; 3^o la légalisation de l'Union des paysans ; 4^o la réduction de l'impôt agricole. Il ajoute que les trois premières réclamations ont été inspirées aux paysans par un élément hostile aux Soviets (et, pour cette raison sans doute, favorable aux paysans) et

qu'elles sont inadmissibles. Quant à la quatrième réclamation, Kaménev la trouve raisonnable et annonce que le gouvernement a décidé de « réduire de 40 % l'impôt agricole dans toute l'Union ».

Magnifique résultat du « plan » !

En octobre, l'impôt est considéré comme trop bas et en mars le gouvernement trouve nécessaire de l'abaisser de 40 %, c'est-à-dire deux fois plus que cela ne paraissait normal en octobre et cela sans que le rendement de l'agriculture ait varié !

LES FANTAISIES DU « PLAN »

Les exemples nous paraissent plus que suffisants pour montrer que les prévisions du Gosplan ont précipité les autorités soviétiques d'une crise dans une autre, les ont conduits à garder en magasin jusqu'à 40 % de la production industrielle, à réduire de 40 % l'impôt agricole en l'espace de quelques mois, etc...

Il n'est pas douteux que cette manière « chaotique » de faire des affaires ne se rencontre dans aucun des pays privés de cette éminente institution.

CHAPITRE IV

LES CONCESSIONS

LES RENSEIGNEMENTS DONNÉS PAR LA DÉLÉGATION

La Délégation expose d'une façon assez peu claire (p. 43, 44 et 46) la condition juridique et légale des concessionnaires et des sociétés mixtes fondées avec la participation du pouvoir soviétique. Il est dit que le concessionnaire, après avoir conclu avec l'U. R. S. S. un « contrat unilatéral », ne peut se considérer comme propriétaire que du capital de roulement investi par lui et que le contrôle des autorités est à ce point jaloux que, pratiquement, les entreprises privées se trouvent placées presque sur le même pied que celles de l'État.

Puis, dans le chapitre consacré au commerce extérieur, la Délégation parle du statut des étrangers (p. 80 et 81) ; elle débute par une déclaration originale à savoir que la véritable situation des étrangers est « immensely » supérieure à ce qu'elle était sous le tsar et même à ce qu'elle est dans divers pays continentaux. Après cette affirmation, dont l'absence de fondement frappera tout le monde, la Délégation donne quelques détails sur les formalités à remplir pour être admis sur le territoire de l'U. R. S. S., parle de la réglementation du séjour des étrangers, etc...

Il se trouve que « l'entrée sur le territoire de l'U. R. S. S. est impossible sans une autorisation spéciale de Moscou ». Cette autorisation est pratiquement très

difficile à obtenir. Le professeur Berthélemy, doyen de la Faculté de droit de Paris, déclara au Comité d'Études sociales et politiques que beaucoup de ses élèves avaient exprimé le désir de se rendre en Russie pour y étudier les conditions actuelles de la vie, mais que seul M. de Monzie en avait reçu l'autorisation (avant la Révolution, les étrangers pouvaient entrer en Russie sans aucune autorisation).

« Les sommes de plus de 500 roubles en devises étrangères sont versées à la Banque d'État au compte du propriétaire. » (Autrefois il n'existait aucune limitation de ce genre.

« La sortie de Russie fait également l'objet d'une autorisation spéciale. » (p. 81).

« Le pouvoir soviétique se réserve le droit d'expulser par mesure de police tout étranger indésirable. »

« Les droits des étrangers peuvent être soumis à diverses restrictions, si leur protection n'est pas prévue par des conventions avec les pays dont ils sont ressortissants. »

« La principale de ces restrictions est la nécessité d'une autorisation spéciale pour voyager dans le pays. » (p. 81). (Il faut dire que ces restrictions existent aussi pour les Russes : le paysan lui-même ne peut aller au marché de la ville voisine sans une autorisation spéciale, autorisation qui lui est retirée s'il ne consent pas à vendre ses produits aux prix fixés par le Comité exécutif local).

LE DANGER DES LOIS SOVIÉTIQUES POUR L'ÉTRANGER

« Les étrangers jouissent des mêmes droits que les Russes devant les tribunaux et sont jugés d'après les lois soviétiques pour les affaires de divorce ; les lois soviétiques s'appliquent également à eux en ce qui concerne la propriété, la profession et le travail, le droit de succession, etc.. » En outre « les étrangers peuvent être

poursuivis pour des actes hostiles au pouvoir soviétique, même commis hors de la Russie. »

Les citations précédentes caractérisent assez la situation des étrangers dans l'U. R. S. S. ; mais nous nous permettrons d'y ajouter quelques mots. L'étranger doit obtenir une autorisation spéciale pour sortir de Russie, mais il n'y réussit pas toujours, puisqu'il est soumis comme un Russe aux lois soviétiques, en particulier à la surveillance de la Tehéka (Gué-Pé-Ou), qui peut l'envoyer tâter des prisons soviétiques. Ce fut le cas de Richard Eaton, correspondant du *Daily Mail* et du *Matin*, qui, trois jours après son arrivée à Moscou, fut emprisonné sans inculpation et sans qu'il pût en informer personne. Il resta en prison jusqu'à ce qu'une occasion lui permit, à l'insu des autorités, d'avertir ses amis. On l'élargit alors et on l'expulsa de l'U. R. S. S..

Il ne faut pas oublier le risque d'être accusé ou simplement soupçonné d'espionnage économique. On sait que c'est une accusation dont le Gué-Pé-Ou fait grand usage, car elle peut s'appliquer à n'importe qui : il est en effet difficile de concevoir une conversation d'où l'on ne puisse tirer quelques renseignements sur la situation économique de l'U. R. S. S..

Soumis à toutes les lois soviétiques, l'étranger risque, en cas de mort subite, de perdre tous ses biens, ainsi que toutes les sommes déposées à la Banque d'État, en prévision d'achats à faire ou en guise d'arrhes sur une affaire quelconque ; car, d'après les lois de succession soviétiques, tout ce qui excède la somme de 10.000 roubles est attribué au Trésor.

Par tout ce qui précède on voit combien la Délégation est loin de la vérité quand elle affirme que la situation des étrangers dans l'U. R. S. S. est de beaucoup meilleure qu'elle n'était avant la Révolution. Nous sommes portés à croire qu'une toute autre opinion, exacte celle-là, règne à ce sujet en Europe et en Amérique. En effet, avant la Révolution, une très grande quantité

d'étrangers allaient en Russie et en revenaient sans encombre. Aujourd'hui très peu y vont et ils n'en reviennent pas toujours heureusement (nous ne parlons ici que des ennuis éventuels avec le Gué-Pé-Ou, sans rien dire des risques de vol, si réels que la Délégation elle-même, pendant son séjour d'un mois en Russie, fut volée une fois (p. 94), bien qu'elle fût sous la surveillance toute spéciale de la police).

UNE CONCLUSION MAL FONDÉE

La conclusion de la Délégation au sujet des concessions n'a aucun rapport avec ce qu'elle dit de ces concessions et du statut des étrangers. Elle déclare simplement que le capital étranger actuellement investi en Russie peut donner de gros intérêts et fournir au consommateur occidental de grandes quantités de produits alimentaires et de combustibles (il s'agit sans doute ici du naphte, car on ne voit guère les Anglais achetant du charbon en Russie).

Cette conclusion n'est appuyée d'aucun fait et elle se trouve en absolue contradiction avec tout ce qu'on sait en Europe et en Amérique sur l'activité des entreprises soviétiques et même avec ce qu'en dit la presse soviétique officielle.

LA SITUATION RÉELLE DES CONCESSIONS

Des rapports du Comité central des Concessions pour les deux premières années de son activité (*Econ. Jizn* du 22 janvier 1924) et pour l'année 1924 (*Econ. Jizn* du 21 janvier 1925), il ressort :

1^o Que le nombre total des demandes de concessions reçues en trois ans s'élève à 1.200 ; les deux premières années, il a été reçu par an 475 demandes, mais 250 seulement en 1924. L'intérêt des étrangers pour les concessions soviétiques a donc beaucoup diminué.

2^o Que le nombre des contrats de concessions conclus a de même sensiblement baissé : 51 concessions furent accordées pendant les deux premières années (en comptant dans ce chiffre les sociétés mixtes créées dans un but commercial) et 9 seulement en 1924. De plus, aucune concession importante ne fut accordée, le capital sérieux ne s'aventurant pas dans les concessions soviétiques.

3^o Que, pendant cette dernière année 1924, 10 contrats de concessions furent annulés ou faillirent l'être et que ce chiffre est supérieur à celui des nouveaux contrats conclus ¹.

CAUSES DE LA DÉCEPTION DES MILIEUX D'AFFAIRES

Quelles furent les raisons de la déception que causèrent les concessions et les sociétés mixtes dans les milieux d'affaires de l'Europe occidentale et de l'Amérique et qui se fit jour tout particulièrement en Allemagne, le premier pays qui ait tenté d'établir des relations commerciales avec l'U. R. S. S. après le traité de Rapallo? ²

Absence de véritables garanties.

La cause première en est l'insuffisance (pour ne pas dire plus) de la législation soviétique, qui ne garantit pas les intérêts des contractants. Les organes soviétiques et les entreprises industrielles et commerciales de l'État peuvent, en tout temps et sans indemnité, rompre un

1. Annulées : Concession bancaire du groupe suédois Aschberg, C^{ie} internationale Bernsdall, Russgertorg (Otto Wolf), C^{ie} de prospections en Extrême-Orient (Concession de placer l'or de l'Américain Smith), Concession Sinclair à Sakhaline, Colonie industrielle du bassin de Kouznetsk (Communistes américains), Bureau océanique de voyages (White Star Line, Hamburg-Amérika-Linie, Norddeutscher Lloyd), Agence de voyages russo-canado-américaine, Brasserie ukrainienne et Russofilm.

2. Cette déception des milieux d'affaires allemands a été notée et par la presse soviétique (*Ec. Jizn* des 14 septembre et 15 novembre 1924) et par la presse politique et économique allemande.

contrat conclu avec une firme ou une personne privée, sous prétexte que ce contrat est contraire aux intérêts de l'État (art. 30 du Code civil). La presse soviétique nous cite d'innombrables exemples de ces ruptures de contrats. Par contre, la firme ou la personne privée porte une lourde responsabilité pour toute infraction à un contrat conclu avec des organes et entreprises de l'État : les sanctions prévues par l'article 130 du Code criminel vont jusqu'à la peine de mort et à la confiscation des biens. C'est à tort que la Délégation suppose (p. 81) que la propriété des concessionnaires est garantie contre les réquisitions et confiscations. Cette propriété est protégée par les articles 69 et 70 du Code, plus la remarque IV à ces articles, mais il reste un large champ à l'arbitraire des autorités soviétiques. En effet, si la réquisition ne peut être effectuée que par ordre du Conseil du Travail et de la Défense, nous savons que ce Conseil confirme toujours les décisions des autorités locales, violeraient-elles tous les décrets possibles. C'est ce qui eut lieu lors de la nationalisation des biens des citoyens et des entreprises industrielles, effectuée en 1923, — malgré tous les décrets cités par la Délégation à la page 42, — par les autorités locales d'Extrême-Orient et confirmée ensuite par le Conseil du Travail et de la Défense et le Conseil des Commissions du Peuple, lesquels ordonnèrent seulement que le choix des entreprises à nationaliser fût achevé pour le 1^{er} février 1924. (*Econ. Jizn* du 28 novembre 1923).

Quant à la confiscation des biens, en vertu de l'article 70 et de la remarque IV, elle peut être ordonnée non seulement par un Tribunal (ce qui représenterait une garantie sans valeur, même si l'on s'en rapporte à ce que la Délégation dit des tribunaux soviétiques), mais même par un organe administratif, par exemple par les autorités locales. Il est vrai que la confiscation ne peut être effectuée qu'à titre de sanction pour un délit prévu par la loi ; mais nous venons de montrer

que l'article 130 prévoit justement un délit — violation d'un contrat signé avec une institution ou une entreprise soviétiques — qui entraîne confiscation des biens. Dans ces conditions, les biens du concessionnaire ne sont nullement garantis contre l'arbitraire des autorités.

Étant donnée cette insuffisance de bases juridiques, insuffisance reconnue par la Délégation à la page 54¹, les rapports contractuels manquent complètement de solidité. Cet état de choses frappe tous ceux qui vivent quelque temps en Russie ; aussi le concessionnaire ne peut-il se décider à consacrer des capitaux importants au développement de l'activité de sa concession. Voici quelques exemples de ce peu de solidité des contrats : liquidation de la concession bancaire du groupe suédois Aschberg ; mesures de contrainte physique appliquées aux membres de Direction de la Société exportatrice du Caucase, pour les obliger à modifier le contrat ; ingérence brutale dans les opérations des sociétés mixtes, et cela au mépris des contrats ; enfin, annulation arbitraire des contrats d'affermage des petites mines du Donetz où, sur 432 contrats en 1923, il n'y en a plus que 6 en vigueur, etc.. Il faut y ajouter l'activité du Gué-Pé-Ou : arrestation et exil des employés du Bureau Océanique de voyages, poursuites pour « espionnage économique » auxquelles sont exposés les étrangers eux-mêmes (le professeur Clair, un Suisse, fut condamné à dix ans de prison) ; d'ailleurs quoi de plus facile que de qualifier d'espionnage économique tout rapport sérieux sur la situation du marché ou sur celle d'une branche quelconque de l'industrie, envoyé par le directeur d'une concession à son conseil d'administration à l'étranger pour justifier tel ou tel plan de travaux ! Et nous savons que ces délits sont de la com-

1. « Les appareils législatif et exécutif (du pouvoir soviétique) sont encore quelque peu imprécis et, sous certains rapports, trop peu développés. »

pétence des tribunaux soviétiques, dont la partialité est connue de tous.

Le travail est rendu difficile.

Pour ce qui est de l'activité industrielle des concessions, l'ingénieur Sedegren (Concession Nansen) et le représentant de la firme Bernsdall rendent compte des difficultés sérieuses que cause aux concessionnaires la perpétuelle ingérence de l'administration soviétique et des unions professionnelles, ainsi que les demandes constantes d'augmentation de salaires et le manque de discipline des ouvriers, qu'on voit organiser, sous le moindre prétexte, des meetings pendant les heures du travail. En outre, les conditions générales dans lesquelles est placée l'industrie sous le régime communiste suppriment toute possibilité pour le concessionnaire de travailler productivement et de faire des bénéfices. Il est obligé de conclure la plus grande partie de ses achats de matières premières et de combustibles avec des trusts soviétiques, qui font aux acheteurs privés des prix spécialement élevés et des conditions défavorables de paiement et de livraison. Les salaires dans les entreprises privées sont, en règle générale, fixés par les unions professionnelles dans une proportion qui est de 60 % supérieure à celle des salaires dans les entreprises d'État correspondantes. Par suite de toutes ces mesures, le prix de revient des produits est augmenté et, en ce qui concerne le prix de vente, le concessionnaire est gêné par les arrêtés du Commissariat du Commerce Intérieur, lequel fixe de son propre chef des prix de vente obligatoires.

DÉCLARATIONS DE CACHIN ET DE LARINE

On comprend que le capital ne puisse travailler dans ces conditions. Le but des communistes est justement

d'empêcher l'emploi normal du capital dans leur pays et d'obtenir des emprunts et des ressources de l'étranger, grâce à l'influence de leurs amis étrangers et grâce à la propagande. Le but, c'est la lutte contre le capital. Il a été parfaitement exposé dans le discours de leur ami parisien, M. Marcel Cachin, à la séance de la Chambre des Députés du 27 janvier 1925, en réponse au discours précédemment cité de M. Spinasse. Nous nous permettons, en guise de conclusion, de citer ses paroles : « Laissez-les (les Soviets) se débrouiller avec les capitalistes. Ils ont écrasé les leurs. Ils écraseront les autres à leur tour. »¹

Voilà quelles perspectives s'ouvrent aux capitalistes qui se hasarderait à travailler avec les communistes.

Combien elles diffèrent de celles que laisse entrevoir la Délégation !

Ces paroles de Cachin sont brillamment confirmées par le fameux communiste Larine, dans son discours à la XIV^e Conférence du Parti, le 28 avril 1925 (*Pravda* du 3 mai 1925). Nous le citons littéralement : « Pourrions-nous jurer que, dans quinze ou vingt ans, nous n'expropriérons pas, d'une façon ou d'une autre, les paysans aisés ? Nous ne pouvons pas plus le leur jurer que nous ne pouvons le jurer aux capitalistes des villes. Nous autorisons l'industriel à exploiter sa fabrique, mais nous savons parfaitement, et lui aussi, qu'un jour s'établira le régime socialiste et que cette fabrique, nous la confisquerons. Quand le temps sera venu, nous expropriérons la propriété privée, sans qu'il soit besoin pour cela de faire une seconde révolution ; il suffira d'un simple décret. »

Voilà comment l'on traitera les concessionnaires.

Rykov s'éleva contre cette cynique déclaration de Larine et objecta très justement que, si l'on parlait ainsi, le capital ne se hasarderait pas en Russie sovié-

1. *Journal officiel* du 28 janvier 1925, Débats parlementaires, n° 10.

tique et que le paysan continuerait à travailler non pour épargner, mais pour se nourrir.

L'EXPÉRIENCE DE LA « NEP » CONFIRME CES DÉCLARATIONS

Cependant, par l'histoire de la *NEP*, nous savons (voir plus haut) que c'est Larine qui a raison : toutes les garanties données par les communistes n'ont qu'une valeur précaire et la promesse donnée par Lénine lui-même, ce Mahomet communiste, « sérieusement et pour longtemps », ne valut que pour un an et demi ou deux. Il en sera de même pour toutes autres promesses tant que le pouvoir restera aux mains des communistes.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Nos conclusions contredisent absolument celles de la Délégation, qui sont d'ailleurs bien mal étayées par le chapitre III de son Rapport.

I. — La *Nouvelle Politique Économique* du pouvoir soviétique, consistant à adopter des méthodes de travail et d'organisation capitalistes et à accorder une certaine liberté à l'initiative individuelle des citoyens, aurait pu rétablir jusqu'à un certain point la vie économique du pays, si elle ne renfermait le germe dangereux de la renaissance et du développement de forces économiques saines, et, par leur nature même, hostiles au communisme. Craignant leur développement, le communisme les combat, au mépris des principes de la *NEP*. Il en résulte les « convulsions » que nous avons décrites, qui ébranlent l'organisme économique du pays et compromettent sa reconstitution.

Rappelons quelques-unes de ces « convulsions ». Au début de la *NEP*, les communistes font appel au commerce libre pour sauver de la ruine une population affa-

mée et en haillons, à laquelle l'approvisionnement communiste n'avait rien fourni. Le commerce privé remplit avec succès cette fonction et se développe largement. Les communistes sont effrayés par ce développement de l'« élément bourgeois » et, à la fin de 1923, ils entreprennent une nouvelle campagne contre le commerce libre. Il en résulte, au début de 1925, une nouvelle baisse du chiffre des opérations commerciales et le mécontentement des masses populaires. D'où un nouvel appel au commerce privé.

Second exemple : au début de la *NEP*, on proclame que la petite industrie et l'artisanat sont libres et qu'ils peuvent disposer librement de leurs produits. Lorsque l'industrie des « artisans-koustars » augmente sa production et approvisionne de ses articles le marché des campagnes et des petites villes, au détriment des produits trop chers de l'industrie soviétique (dont près de 40 % de la production annuelle restait invendu), le pouvoir soviétique ouvre la lutte contre le « koustar », l'empêchant de se fournir à bon marché chez des commerçants privés et le grevant d'impôts formidables pour augmenter son prix de revient. Il en résulte que le paysan ne peut plus acheter de produits fabriqués. Les « ciseaux » se rouvrent : pour un poud de seigle, le paysan reçoit de 3 fois à 3 fois 1/2 moins de produits manufacturés qu'avant la guerre. Le mécontentement de la population augmente. En avril 1925, le pouvoir soviétique se tourne à nouveau vers le commerçant privé et promet d'alléger les impôts qui frappent le « koustar ».

Toute la période de la *NEP* est ainsi alternativement marquée, tantôt par un appel au capital privé et à l'initiative personnelle, tantôt par une lutte ouverte contre eux. Les Soviets reconnaissent que le capital privé est, comme le rapporte la Délégation à la page 50, capable d'ouvrir des voies nouvelles, de servir de pilote aux entreprises d'État, à qui la concurrence privée est

indispensable. Les services rendus au pays par le capital privé sont indiscutables, les Soviets l'avouent et, dans les moments difficiles, ont toujours recours à ce même capital. Néanmoins, des considérations politiques et le souci dominant de conserver le pouvoir inspirent aux communistes maintes mesures pour museler le capital privé, bien qu'ils ne puissent nier eux-mêmes que ces mesures soient contraires au bien général.

On remarque les mêmes alternances dans les relations avec le paysan. Effrayés par son refus d'ensemencer au temps de la réquisition agricole, les communistes lui promettent, avec la *NEP*, qu'il pourra disposer librement des produits du sol. Mais, à peine est-il retourné à son travail, que les communistes inventent un système spécial de mesures destinées, par l'augmentation de l'impôt conjuguée avec le monopole des opérations d'achat du blé qu'on effectue au moment de la perception de cet impôt agricole, à abaisser au minimum le prix des produits de la terre et à contraindre ainsi le paysan à travailler presque gratuitement au profit de la propagande de la révolution mondiale. Les vives manifestations du mécontentement des campagnes, à la fin de 1924 et en 1925, forcent les communistes à changer encore une fois leur fusil d'épaule et à crier « face au village » ! Pour combien de temps ?

Les remarques faites par nous, appuyées de documents officiels cités dans le texte, suffisent à confirmer nos doutes sur la possibilité d'une reconstitution de la Russie sous le régime communiste : la *NEP*, en effet, au lieu d'une méthode suivie, n'a été qu'une succession de crises.

II. — La *production industrielle* ne présente actuellement, comme nous l'avons prouvé par des renseignements empruntés aux sources soviétiques, que 26,5 % de celle d'avant-guerre. Ce rendement ramène l'industrie russe à trente-cinq ans en arrière, à l'année 1890.

Nous ne comprenons pas que la Délégation puisse affirmer que cette production soit comparable à celle d'autres pays continentaux. Dans tous les pays que nous connaissons, la vie économique a repris son niveau normal et, dans certains, par exemple en Belgique, la production industrielle a déjà dépassé celle d'avant-guerre. Il serait intéressant d'apprendre de la Délégation quels sont les pays d'Europe qui ont connu une baisse de la production analogue à celle qu'on a constatée en Russie sous le régime communiste.

III. — Enfin, comme il ressort du paragraphe consacré aux concessions, *aucun capital* ne peut travailler productivement en Russie sous le régime soviétique ; les milieux d'affaires de l'Europe occidentale et de l'Amérique l'ont déjà reconnu.

CHAPITRE V

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

DONNÉES STATISTIQUES

D'après le compte rendu officiel (*Economitcheskaïa Jizn* du 5 décembre 1924), les chiffres du commerce extérieur pour l'exercice 1923-1924 se présentent comme suit :

	Valeur en millions de roubles d'avant guerre. (Prix de 1913)		% de 1923-1924 comparé à 1913
	1923-1924	1913	
EXPORTATION.	340	1.520	22,4 %
IMPORTATION.	208	1.374	15,1 %
TOTAL.	548	2.894	19, %

Ainsi le mouvement total du commerce extérieur en 1923-1924 ne représente que 19 % de celui de 1913. Encore ce modeste chiffre n'a-t-il été obtenu qu'en forçant l'exportation de produits dont a besoin la population russe elle-même, vu la baisse de la production consécutive au régime communiste.

Pour relever ceux des produits qui ont joué le rôle principal dans le commerce extérieur de la Russie soviétique, utilisons le tableau reproduit par la Délégation à la page 75 et qui correspond exactement aux renseignements de la presse officielle ; nous le complè-

terons simplement par les chiffres de 1913, mis entre parenthèses ¹ :

EXPORTATION	en 1923-1924 valeur en millions de roubles	(en 1913)	% de 1923-1924 comparé à 1913
	—	—	—

I. — PRODUITS ALIMEN-
TAIRES :

a) Blé en grain	145	(553)	25
b) Beurre	21	(71)	28
c) Œufs	9	(90)	10
d) Autres produits . . .	21	(160)	
	<u>196</u>	<u>(874)</u>	<u>22</u>

II. — MATIÈRES PREMIÈRES
ET PRODUITS DEMI-FABRIQUÉS :

a) Produits du naphte. .	44		77
b) Bois	38		22
c) Autres produits . . .	62		
	<u>144</u>	<u>(646)</u>	<u>22,3</u>

Total de l'exportation. . .	340	(1.520)	22,3
-----------------------------	-----	---------	------

IMPORTATION	en 1923-1924 valeurs en millions de roubles	(en 1913)	% de 1923-1924 comparé à 1913
	—	—	—

I. — MATIÈRES PREMIÈRES
ET PRODUITS DEMI-FABRIQUÉS :

a) Coton	53	(114)	56
b) Autres produits . . .	73		
	<u>125</u>	<u>(904)</u>	<u>14</u>

II. — PRODUITS FABRIQUÉS

a) Papier	12	(32)	35
b) Autres produits . . .	70		
	<u>82</u>	<u>(470)</u>	<u>17</u>

Total de l'importation. .	208	(1.374)	15
---------------------------	-----	---------	----

1. Les chiffres de 1913 sont empruntés à l'ouvrage soviétique : *Abrégé des données statistiques de l'U. R. S. S.*, Moscou, 1923.

ANALYSE DES CHIFFRES

En reproduisant ce tableau de la page 75, où la Délégation elle-même note que l'exportation du blé en grain représente 25 % de celle de 1913 et que l'exportation totale des produits alimentaires est de 196 millions, soit 22 % du chiffre de 1913 (904 millions), nous ne pouvons comprendre comment, publiant ces chiffres, la Délégation affirme (à la p. 74) que l'exportation actuelle des produits agricoles représente 75 % de celle d'avant-guerre. Une aussi grossière erreur, de la part des gens qui ont fourni ces chiffres à la Délégation, est vraiment impardonnable.

En étudiant le tableau ci-dessus, nous remarquons tout d'abord que les communistes ont exporté en 1923-1924 le quart du blé exporté en temps normal. Cette exportation a été évidemment faite aux dépens de l'alimentation de la population elle-même, puisque, nous le verrons dans le chapitre suivant, la récolte de céréales dépasse à peine la moitié de la normale, tandis qu'il était exporté habituellement (par exemple pour les cinq années 1909-1913) 12 % en moyenne de la récolte¹. Ainsi la récolte totale des céréales est actuellement insuffisante pour l'alimentation normale de la population et c'est au préjudice de cette alimentation, déjà insuffisante, que se fait l'exportation.

L'Exportation du blé et les « ciseaux ».

La Délégation s'efforce de voir le bon côté de la chose et prétend que l'exportation des céréales aurait entraîné la hausse des prix du blé et la fermeture des « ciseaux ». Cette affirmation est purement gratuite.

1. Voir l'ouvrage *Société des Nations. Rapport sur les conditions économiques de la Russie*, Genève, 1922, p. 7.

Le stockage des blés de la récolte de 1923, blés exportés en 1923-1924, se fit à des prix extrêmement bas, tombant en Ukraine, dans la région du stockage des blés d'exportation, à 18 copecks par poud de seigle et à 32 copecks par poud de froment. Voici par exemple les prix payés par l'État acheteur au 1^{er} septembre 1923 (en copecks par poud) :

	SEIGLE	FROMENT
	—	—
Province d'Ekaterinoslav	21	45
— d'Odessa	19	37

L'ouverture des « ciseaux » était telle que, pour un poud de sel (3 roubles), on demandait 10 à 20 pouds de seigle ; pour une paire de bottes, 200 à 300 pouds de seigle. Avant la guerre, pour un poud de seigle, le paysan recevait 5,5 archines d'indienne ; en septembre 1923, il ne pouvait acheter 1 archine d'indienne pour deux pouds de seigle. Les prix des produits manufacturés étaient supérieurs de dix fois ¹ à ceux du blé, d'après l'index moyen.

On voit ainsi combien est erronée cette affirmation de la Délégation, que l'exportation du blé a entraîné la hausse des prix de ce produit et la fermeture des « ciseaux ». Ainsi qu'il a été prouvé plus haut, les « ciseaux » demeurent largement ouverts aujourd'hui encore. A l'article consacré au Commerce Intérieur, nous avons expliqué par quelles mesures les communistes ont obtenu une telle baisse des prix des produits agricoles (combinaison des impôts élevés et du monopole de l'achat du blé réservé aux organes communistes) Le prix d'achat du blé, étant très bas, a permis de cou-

1. Voir *Economitcheskaja Jizn* de 1923, n^{os} 214 et 217 des 22 et 26 septembre. Les chiffres étaient les mêmes au 1^{er} novembre (*Econom. Jizn* du 13 novembre), tant au point de vue des « ciseaux » qu'à celui des prix d'achat du blé.

vrir les frais généraux et accessoires très élevés des organes de stockage ¹.

Par conséquent, l'exportation du blé a lésé doublement les intérêts de la population : d'une part, les prix du blé à l'intérieur ont été abaissés dans des proportions inconnues ; d'autre part, on a enlevé à la population des céréales nécessaires à sa propre alimentation.

L'Importation.

Parmi les autres chiffres donnés dans le tableau, notons celui de l'importation du coton, équivalent à 56 % du chiffre d'avant-guerre, d'après les renseignements de la Délégation, et cela pour une production des manufactures de coton égale à 31 % de celle d'avant-guerre, toujours d'après la Délégation (p. 57). Pour cette production l'industrie cotonnière a utilisé 6,5 millions de pouds de coton brut. La production indigène de ce dernier avait été en 1913 de plus de 20 millions de pouds. Il n'y aurait donc eu aucune nécessité d'importer du coton, si la production indigène n'en était devenue cinq fois moindre qu'elle n'était au moment de la guerre.

L'Importation de viande en Russie.

Sous la rubrique « autres produits », se cache un article d'importation tout à fait caractéristique de la situation actuelle : c'est la viande. L'agriculture russe est à ce point en décadence sous le régime communiste, qu'au lieu d'exporter du bétail de Russie, il a fallu, en 1924, importer de la viande d'Australie pour les villes et les centres industriels. C'est la première fois qu'un fait de ce genre est signalé dans l'histoire de la Russie. Voilà vraiment une « conquête » des communistes !

1. 50 à 75 copecks par poud (*Economitcheskaja Jizn* du 23 décembre 1923).

Tableau général du Commerce Extérieur.

Nous ne nous étendrons pas sur les autres chiffres de l'exportation et de l'importation : ils sont insignifiants en comparaison de ceux d'avant-guerre. Cela se comprend. Un pays dont la production est tombée à moins de la moitié de la normale ne peut développer son exportation, quelque impitoyable que soit la pression exercée par les communistes. D'autre part, ce pays ne peut être un marché intéressant pour le producteur étranger, puisque, vu la misère générale engendrée par le régime, la piètre production de l'industrie d'État ne peut même pas trouver de débouchés (comme on l'a vu plus haut, il était resté en réserve, au début du dernier exercice, dans les magasins des entreprises d'État, environ 40 % de leur production annuelle).

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Pour évaluer les perspectives qu'offre l'exportation russe et dont parle la Délégation, nous croyons utile de citer les chiffres du premier trimestre de 1924-25, c'est-à-dire d'octobre à décembre 1924, quand ces perspectives eurent été partiellement vérifiées. (*Economitcheskaïa Jizn* du 22 janvier 1925).

COMMERCE EXTÉRIEUR
POUR LES PREMIERS TRIMESTRES

	1924-1925	1923-1924
	(Valeur en millions de roubles-or)	
	—	—
EXPORTATION	70	107
IMPORTATION	<u>56</u>	<u>45</u>
TOTAL	126	152

On le voit, au lieu du développement promis par la Délégation au commerce extérieur, le premier tri-

mestre de 1924-1925 accuse une baisse importante. Si nous examinons le bétail des exportations, nous obtenons le tableau suivant :

TABLEAU DES EXPORTATIONS

	en millions de roubles-or	
	1 ^{er} trimestre 1924-1925	1 ^{er} trimestre 1923-1924
I. — PRODUITS ALIMENTAIRES.	—	—
a) Céréales	8,8	68,1
b) Beurre.	1,9	1,9
c) Œufs.	4,5	1,2
d) Autres produits	11,0	3,2
	<u>26,2</u>	<u>74,5</u>
II. — MATIÈRES PREMIÈRES ET PRO- DUITS DEMI-FABRIQUÉS.		
a) Produits du naphte.	10,7	10
b) Bois.	11,5	12,2
c) Autres produits	24,7	10,8
	<u>43,9</u>	<u>33</u>
TOTAL DES EXPORTATIONS	<u>70,1</u>	<u>107,4</u>

ÉCHEC DU PLAN D'EXPORTATION

Comme le met en évidence la comparaison des chiffres des deux trimestres, les pronostics de la Délégation n'ont aucun rapport avec la réalité. D'ailleurs, il en a toujours été de même pour les « plans d'État » du Gosplan : nous l'avons montré dans le chapitre consacré à ce sujet.

Cependant les plans d'exportation sont encore plus extraordinaires que les exemples que nous avons cités plus haut. La Délégation a recueilli ses renseignements en novembre et décembre 1924, alors qu'il était déjà établi que la récolte avait été fort mauvaise, que la

récolte des céréales était inférieure de 300 millions de pouds à celle de 1923, que la famine menaçait de vastes régions. Or la Délégation apprenait que l'exportation des produits de la terre serait doublée pendant l'exercice en cours, portée au chiffre de 500 millions de roubles, et que l'exportation du blé même serait augmentée (p. 74). Les chiffres cités montrent combien ces renseignements étaient faux.

Durant le premier trimestre, il fut exporté pour un total d'environ 30 millions de roubles de produits agricoles, contre 70 dans le premier trimestre de l'année précédente. Cette période de l'exercice soviétique (octobre à décembre) donne le maximum de produits agricoles exportables : c'est l'époque de la perception de l'impôt agricole et des plus forts achats de blé. Aussi les 70 millions de roubles de produits agricoles exportés pendant le 1^{er} trimestre de l'année précédente correspondaient-ils à un total de 196 millions pour l'année entière. A combien les 30 millions exportés pendant le 1^{er} trimestre du présent exercice vont-ils correspondre pour l'exercice entier ? Quel échec du « plan » !

En ce qui concerne notamment les céréales, il en été exporté, pendant le 1^{er} trimestre, pour 8 millions de roubles, contre 68 l'année précédente. Pendant le second trimestre, on importait déjà du blé en Russie, et en partie par les ports du Sud qui avaient vu passer l'exportation d'octobre à décembre. En février et en mars, on importa ainsi 16 millions de pouds de grains et de farine. Telles sont les « sautes » de l'économie soviétique : une conversion de 180° en deux mois ! Bel exemple du « plan méthodique » des communistes !

PERSPECTIVES DE L'EXPORTATION DU NAPHTHE ET DU BOIS

Passant aux autres articles d'exportation, nous devons constater que ni le naphthe ni le bois ne marquent

une augmentation au cours du présent exercice, et cela contrairement aux espoirs des communistes. Nous en savons la raison. L'extraction du naphte n'augmente pas et la baisse du débit de plusieurs puits empêche de compter sur une prochaine augmentation. Pour ce qui est du bois, la situation est pire encore. Comme nous l'avons déjà noté au ch. III, le « plan », pour la production forestière, s'est aussi révélé trop vaste : le bois produit couvrira tout juste un peu plus de la moitié des besoins propres du pays. Les opérations d'exportation sont compromises par l'épuisement des anciennes réserves.

La Délégation a parfaitement raison de dire que les ressources forestières de la Russie peuvent être considérées comme inépuisables (p. 74) ; mais de là à conclure que l'exportation du bois puisse, sous le régime soviétique, être accrue à volonté, il y a fort loin. L'expérience prouve que ce régime empêche le développement de la production et qu'il ne sait pas utiliser les immenses richesses du pays.

TOUJOURS L'APPEL AU CAPITAL ÉTRANGER

La Délégation termine son exposé des perspectives du commerce extérieur en affirmant que l'accroissement de l'exportation des produits alimentaires dépend seulement de l'investissement de capitaux étrangers (même refrain à chaque chapitre), ce qui permettra d' « amener la demande étrangère à la porte du paysan producteur ». De quelle façon ce projet peut-il être réalisé avec le monopole du commerce extérieur ? La délégation ne le dit pas.

PERSPECTIVES DE L'IMPORTATION

Nous nous permettrons d'ajouter quelques observations concernant les modifications qui se sont pro-

duites dans la liste des articles importés en Russie pendant le 1^{er} trimestre du présent exercice, en comparaison du premier trimestre de l'exercice précédent.

L'Importation du sucre augmente.

On remarque une augmentation des importations pour deux produits : le coton et le sucre. Ce dernier, important article d'exportation en temps normal, est devenu, sous le communisme, un article d'importation de plus en plus demandé : en février et mars de cette année, il en a déjà été importé d'Allemagne 7,5 millions de pouds.

L'Importation de charbon anglais arrêtée.

La diminution des importations se fait sentir surtout pour le charbon de terre : au lieu de 224.000 tonnes pour le 1^{er} trimestre de l'exercice précédent, 20.000 tonnes pour le 1^{er} trimestre du présent exercice.

La crise des débouchés pour le charbon du Donetz a obligé à *interrompre les achats de charbon anglais* et l'état précaire de l'industrie ne fait pas prévoir une demande plus considérable. En temps normal, l'industrie importait 9 millions de tonnes de charbon et de coke de l'étranger, bien que la production indigène de houille fût alors deux fois et demie plus forte qu'aujourd'hui.

CONFIRMATION DE NOS CONCLUSIONS

L'examen des renseignements donnés sur le commerce extérieur de l'U. R. S. S. pour le 1^{er} trimestre du présent exercice et l'échec des plans d'exportation exposés à la Délégation prouvent que les conclusions tirées plus haut des chiffres du commerce extérieur de

1923-1924 se confirment parfaitement : le commerce extérieur de l'U. R. S. S. a fort peu de chances de se développer.

LE MONOPOLE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Les communistes soutiennent avec la dernière énergie la nécessité de maintenir le monopole du commerce extérieur ; ce n'est pas dans l'intérêt national (nous avons plusieurs fois montré, au cours de cet ouvrage, combien cet intérêt les touche peu) : c'est pour conserver au parti communiste la possibilité d'asservir économiquement le peuple russe. Ce monopole a trois buts principaux : 1^o empêcher l'importation éventuelle de produits étrangers bon marché et de bonne qualité, qui feraient concurrence aux produits chers et le plus souvent mauvais de l'industrie officielle et, par cela même, démontreraient à la population combien les communistes entravent le développement normal de la production ; 2^o conserver aux mains du parti communiste toutes les devises étrangères provenant des exportations, en vue de la propagande communiste à l'étranger (200 millions de roubles, d'après Sokolnikov et Kaménev ; voir *Izvestia* du 13 avril 1924) ; 3^o couper au peuple russe toute possibilité de communiquer avec le monde extérieur. Si le commerce était libre, il faudrait donner aux Russes le droit d'aller à l'étranger et aux étrangers celui de circuler librement en Russie pour leurs affaires ; on ôterait ainsi toute efficacité au monopole du mensonge soviétique, que réalise la mainmise du pouvoir sur la presse : les Russes seraient au courant de ce qui se passe dans le monde, tandis que les autres États, par leurs correspondants, connaîtraient toute la vérité sur la situation du peuple russe et sur celle de son économie nationale.

Actuellement, Krassine, dans son interview donnée au *Daily Express* du 16 juillet 1924, et la Délégation, à

la page 73 de son Rapport, recommandent aux étrangers de faire toutes leurs opérations par l'entremise des représentations commerciales soviétiques à l'étranger et de ne pas se rendre en Russie, ce qui représente des dépenses inutiles. Nous sommes tout à fait d'accord sur ce point avec la Délégation : un voyage en Russie, sous le régime communiste, est une dépense inutile et ne peut permettre d'étudier la situation et le marché du pays ; car l'étranger ne peut s'entretenir en Russie qu'avec les personnes mandatées à cet effet par les autorités soviétiques. Les autres citoyens éludent toute conversation avec lui, de peur de tomber sous la patte du Gué-Pé-Ou et d'être inculpés d'espionnage économique.

Après cette déclaration faite par la Délégation, il est curieux de la voir inviter le capital étranger à aider le commerce russe, afin d'amener la demande étrangère de produits alimentaires « à la porte du paysan » (p. 77).

Le second des objets que se propose le monopole se comprend de lui-même. Quant au premier, — empêcher la concurrence des produits étrangers bon marché et de bonne qualité, — comme pour compléter les explications que nous avons données au ch. II, la Délégation ajoute ce trait piquant : c'est qu'il entre en contrebande et en grande quantité du thé « polonais » venant de Varsovie, contrebande, très développée en raison de la « méfiance de la population envers les produits de la Direction soviétique des thés ».

A ce sujet, la Délégation ne manque pas d'indiquer, une fois de plus, que la lutte contre la contrebande constitue, d'après elle, la principale occupation du Gué-Pé-Ou. Deux lignes plus haut, il est indiqué qu'en 1923 il a été introduit en contrebande pour 100 millions de roubles de marchandises, soit presque autant qu'il en est entré par voie d'importation régulière (130 millions). Par la presse soviétique, nous savons que, la même

année, il a été intercepté pour 3 millions de roubles de marchandises en contrebande (*Economitcheskaïa Jizn* du 11 février 1925). On pourrait se demander pourquoi le pouvoir soviétique ne dissout pas le Gué-Pé-Ou, qui remplit si mal ses fonctions ; mais nous savons que la Délégation est seule à ignorer le rôle fondamental du Gué-Pé-Ou : maintenir par la terreur le peuple russe sous le pouvoir des communistes.

LES SOCIÉTÉS MIXTES

Le capital étranger, sous le régime du monopole du commerce extérieur, a deux moyens de participer à des opérations commerciales dans l'U. R. S. S. : la création de sociétés mixtes, de concert avec le Commissariat du Commerce Extérieur, ou l'enregistrement de sociétés étrangères en vertu du décret du 12 avril 1923.

La Délégation dit que le pouvoir soviétique voudrait avoir une société mixte pour chaque pays, mais que, jusqu'à présent, les appels faits en ce sens au capital étranger « ont eu peu de succès » (p. 73).

Le chiffre d'affaires des seize sociétés mixtes existantes en 1923-1924 a été, d'après la Délégation, de 40 millions de roubles ; mais elle oublie que dans ce chiffre entrent les 12 millions faits par la Société *Russger-torg* ; bien qu'elle soit considérée comme société mixte, le capital étranger, représenté en l'espèce par la firme Otto Wolf, a refusé d'y participer, et cela après avoir fait une expérience malheureuse de collaboration avec le pouvoir soviétique (la Représentation Commerciale soviétique à Berlin a omis d'en informer la Délégation, bien qu'elle lui ait donné des renseignements sur les opérations des sociétés allemandes dans l'U. R. S. S.). Donc les quatorze sociétés mixtes n'ont fait qu'un chiffre total d'affaires de 28 millions de roubles-or en une année.

D'après une déclaration de la firme Otto Wolf et les

plaintes d'autres sociétés, qui se font parfois entendre dans la presse soviétique, l'activité des sociétés mixtes est gênée par le monopole du commerce extérieur ; ce monopole les empêche de vendre les articles qui constituent leur spécialité ou ceux qui trouvent un débouché facile dans le pays d'où proviennent les capitaux investis. Le pouvoir soviétique réservant au *Vniechtorg* les articles les plus demandés par le commerce d'exportation et d'importation, les sociétés mixtes doivent continuellement changer de spécialités et acheter ou vendre les produits pour lesquels elles reçoivent des autorisations temporaires. Aussi n'ont-elles pas la possibilité de se spécialiser d'une manière durable, de prendre racine et d'étudier le marché d'un produit donné, soit dans leur pays, soit dans l'U. R. S. S.. En un mot, il est impossible de se livrer à une activité commerciale saine. Cette impossibilité constitue la cause principale de la déception des firmes allemandes. La Délégation l'avoue dans un autre passage du ch. III, p. 47, lorsqu'elle dit que le contrôle communiste des entreprises privées se fait à tel point sentir dans les sociétés mixtes que, juridiquement, leur situation diffère peu de celle des entreprises officielles.

Quant aux firmes étrangères enregistrées en vertu du décret du 12 avril 1923, la Délégation n'en dit rien. Un compte rendu officiel (*Economitcheskaïa Jizn* du 21 janvier 1925) mentionne seulement qu'elles « s'occupent de représentation et non d'opérations actives ».

CONCLUSION GÉNÉRALE

La conclusion de la Délégation est des plus modérées.

Elle estime que, bien que le monopole du commerce extérieur, représenté uniquement par des organes officiels ou semi-officiels, rende extrêmement difficile les relations commerciales avec d'autres pays, on peut cependant travailler dans les conditions actuelles, si

les deux parties y mettent de la bonne volonté.

Nous estimons qu'on peut, bien entendu, commercer avec l'U. R. S. S. sur une petite échelle, mais qu'on ne saurait espérer un développement sérieux de ce commerce. Cela ressort des chiffres donnés plus haut. L'exportation de la Russie dans le passé, en période normale, s'est développée parallèlement à l'agriculture : elle se faisait au compte du superflu des produits alimentaires. L'agriculture russe est aujourd'hui déficitaire et ne peut plus nourrir la population, qui dépérit par suite de famines chroniques. C'est pourquoi l'exportation a peu de chances de se développer sous le régime communiste.

Quant à l'importation, elle se décomposait ainsi autrefois, en période normale : les deux tiers consistaient en matières premières et produits demi-fabriqués importés pour l'industrie russe, le reste en articles de vente directe au consommateur. Les importations de la première catégorie ne peuvent se développer, l'industrie étant retombée au niveau où elle était à la fin du siècle dernier, alors qu'elle avait encore très peu besoin de produits étrangers. Quant aux importations de la seconde catégorie, elles ne peuvent augmenter, vu la misère générale. En effet la population a perdu son pouvoir d'achat dans de telles proportions que même les produits d'une industrie indigène très peu développée ne trouvent pas de débouchés.

Pour ce qui est de l'investissement de capitaux étrangers dans le commerce extérieur de l'U. R. S. S., nous estimons qu'il n'est guère tentant de participer aux sociétés mixtes, après ce que nous en avons dit plus haut.

Enfin octroyer des crédits directs à un gouvernement qui a introduit dans sa législation un article par lequel il se réserve de rompre tout contrat sans indemnité, est une opération peu faite, semble-t-il, pour trouver des amateurs.

CHAPITRE VI

LES TRANSPORTS

I

CHEMINS DE FER

Commençons par les transports ferroviaires et tout d'abord par l'état du matériel roulant.

D'après la Délégation des Trades-Unions britanniques, jusqu'au départ des armées « blanches », le pouvoir soviétique disposait de 9.438 locomotives, dont 3.833 seulement en bon état. Après le départ des « blancs », lorsque les communistes s'emparèrent de tout le matériel roulant existant encore sur le territoire de la Russie, le nombre des locomotives monta à 17.999 dont 7.451 en bon état (novembre 1920). Le pouvoir soviétique commanda alors 1.700 locomotives neuves du type normal et 1.500 locomotives de manœuvre.

Jusqu'au départ des « blancs », le nombre des wagons de marchandises était de 258.729, dont 200.983 avariés, et, après leur départ, de 419.455, dont 320.309 à réparer (p. 61 du Rapport).

Pour les locomotives, le nombre indiqué concorde presque avec les données officielles (*Econ. Jizn*, n° 19, de 1922), qui indiquent pour cette époque 58 % de locomotives à réparer. Pour les wagons, au contraire, la différence est très grande : 22,5 % à réparer, au lieu de 76 %, proportion qui résulte des chiffres donnés ci-dessus par la Délégation. Il faut supposer que celle-ci

s'est simplement trompée dans la classification et que le nombre des wagons « à réparer » doit être remplacé par celui des wagons réparés. Ce qui nous donne le droit de faire cette supposition, c'est l'indication générale de la page 61, se rapportant au moment du départ des « blancs » : « Nearly, two thirds of the engines and one quarter of the trucks were damaged »¹. Cela concorde parfaitement avec les chiffres officiels donnés plus haut.

Ces corrections faites, nous pouvons citer les renseignements de la Délégation concernant l'état du matériel roulant à la fin de la première guerre civile.

	NOMBRE TOTAL	EN ÉTAT SATISFAISANT	UNITÉS AVARIÉES OU EN RÉP.	% DES UNITÉS EN RÉPARATION
Locomotives :	—	—	—	—
En novembre				
1920 . . .	17.798	7.451	10.347	60 %
Neuves. . .	3.200	3.200	—	—
TOTAL . . .	20.998	10.651	10.347	50 %
Wagons de marchandi- ses. . . .	419.450	320.309	99.141	23,7 %

Après les travaux de « reconstitution » accomplis par les Soviets et dont la Délégation parle si complaisamment, l'état du matériel roulant se présente comme suit (*Econ. Jizn* du 30 janvier 1925.)

	TOTAL	EN ÉTAT DE SERVIR	AVARIÉS OU EN RÉPARATION	% DES UNITÉS EN RÉPARATION
Locomotives	20.333	9.615	10.718	52 %
Wagons de marchandi- ses. . . .	429.488	319.208	110.280	26% ²

1. C'est-à-dire : deux tiers des locomotives et un quart des wagons étaient endommagés.

2. A titre de comparaison, notons qu'en octobre 1916, troisième année de

La comparaison des deux tableaux est très instructive¹ : elle montre que l'effort du pouvoir soviétique s'est borné à la commande de 3.200 locomotives neuves, ce qui n'était vraiment pas difficile, attendu qu'il disposait encore des réserves d'or laissées par le gouvernement tzariste et le gouvernement provisoire. Quant aux travaux d'entretien, c'est à peine s'il se montra capable de conserver en bon état le nombre des wagons que les « blancs » avaient abandonnés tels aux communistes ; pour ce qui est des locomotives en état de servir, ils en laissèrent le nombre diminuer de 1.000 unités.

D'ailleurs les méthodes soviétiques d'entretien du matériel roulant furent les mêmes que celles que nous avons vu employer dans l'industrie : pour réparer locomotives et wagons en service, on emprunte les pièces nécessaires à ceux qui sont en réparation et qui, dès lors, deviennent complètement inutilisables. Ce procédé de « reconstitution » a été éloquemment décrit par Roudzoutak lui-même, Commissaire du peuple aux Transports, à la séance du 26 avril 1925 du Congrès des Directions de Chemins de fer (nous citons textuellement l'*Econ. Jizn* du 28 avril) : « Les réserves dont nous tirons les matériaux nécessaires à la réparation et à la reconstitution de nos wagons de marchandises, sont en voie d'épuisement. Dans ce « cimetière », il y a 118.000 à 120.000 wagons, mais dans un tel état qu'il nous coûterait sans doute moins cher d'en construire de nouveaux que de réparer les anciens. »

Il en est de même pour les réparations de la voie : les rails et traverses sont pris aux lignes de 2^e et 3^e catégories pour réparer les lignes de 1^{re} catégorie. Le résultat est que, même sur les lignes principales, sans par-

guerre, la proportion du matériel roulant non réparé était de beaucoup moindre : 15 % pour les locomotives. 4,6 % pour les wagons.

1. Il est à remarquer que les autorités soviétiques n'ont pas donné à la Délégation ces chiffres comparatifs.

ler des lignes secondaires, il y a des tronçons qui ne peuvent plus porter les trains lourds. D'après le discours déjà cité de Roudzoutak, ces tronçons constitueraient plus de 30 % du réseau total des chemins de fer.

Ces mêmes renseignements étaient donnés par Roudzoutak au Comité Central de l'Union des Cheminots, au moment même du séjour de la Délégation Anglaise en Russie. (*Econ. Jizn* du 21 novembre 1924). Il déclarait que même les locomotives en service ne travaillaient qu'à 50 % de leur puissance, par suite du mauvais entretien de la voie, que 40% des ponts et 30 % des voies étaient dans un état tout à fait insuffisant. Sur certaines lignes la situation était menaçante; par exemple, pour celle de Moscou-Kazan, le président du Conseil d'Administration déclarait au congrès ci-dessus mentionné : « La voie et les installations sont actuellement dans un état critique. » (*Econ. Jizn* du 26 avril).

On comprend que, dans ces conditions, le mouvement ne puisse se développer sur les voies ferrées : en 1923-1924, il n'a été transporté par les chemins de fer russes que 3,9 milliards de pouds de marchandises diverses, soit environ 35 % du chiffre de 1913¹.

II

LES TRANSPORTS PAR EAU

L'état des transports par eau est plus triste encore. Nous nous étendrons sur les transports par rivières, qui jouaient un rôle important en Russie avec leurs 3 milliards de pouds de marchandises transportés par saison et leur tonnage d'environ 800 millions de pouds (plus de 13 millions de tonnes).

1. Voir le *Recueil de renseignements statistiques pour 1918-1923*, Moscou 1924. — Ch. XV : Transports en 1913.

La situation des transports par eau, comparée à celle de 1913, se présente de la façon suivante ¹ :

	1913	1924	%
	—	—	—
Marchandises transportées (en millions de pouds)	2.882	440	15,3
Bateaux à vapeur et à moteur	4.977	1.111	22,3
Péniches	20.573	2.690	13,1
Tonnage (en milliers de tonnes).	13,3	2,1	15,5

Il faut ajouter que les « blancs », accusés par la Délégation d'avoir emmené une partie des bateaux, ne l'ont évidemment pas fait, ne serait-ce que pour ce bon motif que la principale voie navigable, la Volga, se jette dans la Caspienne, mer fermée.

En outre, les statistiques communistes elles-mêmes indiquent qu'en 1921 encore il y avait 4.197 bateaux à vapeur et même 4.016 en 1922. Ce ne sont donc pas les blancs qui sont coupables de la destruction de la flotte fluviale, mais les maîtres communistes de la Russie, dont la capacité se limite à tracer un « ambitious programme » (p. 61) de reconstitution de la flotte, à l'usage de leurs hôtes étrangers, alors qu'en fait cette « reconstitution » elle-même se réalise uniquement par le procédé que décrit Roudzoutak, c'est-à-dire par la destruction d'une grande partie de la flotte afin de réparer le reste.

Comme nous l'avons déjà remarqué pour l'industrie, le pillage trouve sa fin naturelle quand il n'y a plus rien à piller.

C'est ce que Roudzoutak reconnaît pour les transports dans le discours précité, lorsqu'il dit : « L'usure du capital fondamental des transports est à son extrême limite. »

1. Voir *Econ. Jizn* des 3 août, 25 septembre et 19 novembre 1924.

L'ÉTAT FINANCIER DES TRANSPORTS

Il faut dire encore quelques mots des recettes qui couvriraient les dépenses des transports : « Transport have been put on a paying basis », dit la Délégation dans sa conclusion.

Dans la bouche des communistes, cette affirmation a une signification toute spéciale, comme nous l'avons vu à propos des finances. Le gouvernement soviétique a nationalisé l'industrie et concentré en ses mains le commerce extérieur et intérieur. Il ne transporte sur ses voies ferrées et fluviales que ses propres marchandises, auxquelles il peut imposer les tarifs qu'il veut.

Dans ces conditions, le Gouvernement soviétique peut, sur le papier, considérer non seulement que les recettes des chemins de fer couvrent les dépenses, mais même qu'il y a des bénéfices, quelque paradoxal que cela puisse paraître dans un pays qui a abaissé sa production agricole à la moitié de la normale et sa production industrielle au quart ; dans un pays réduit à une telle misère, que le revenu national par tête d'habitant est deux fois moindre qu'il n'était avant la guerre, comme l'avoue Sokolnikov lui-même, Commissaire aux Finances, dans son rapport au III^e Congrès des Soviets de l'U. R. S. S., le 19 mai 1925. (*Econom. Jizn* du 21 mai).

Cependant, même dans les sphères officielles, on comprend que la prétendue prospérité financière des transports est purement fictive. Voici ce qu'en a dit, au même Congrès des Directeurs de Chemins de fer, Tcherny, président du Conseil d'administration du Chemin de fer Kiew-Voronege : « L'apparente prospérité financière des chemins de fer, achetée au prix de la destruction ininterrompue du capital fondamen-

1. Voir le recueil cité plus haut, Ch. XV, table 3.

tal, est une dangereuse illusion, dont il faut se débarrasser au plus vite possible.» (*Econ. Jizn* du 25 avril 1925).

CONCLUSION

Nous avons vu que la situation réelle des transports, — même telle que se la représentent les milieux officiels, — est loin d'être celle que nous décrit une Délégation trop encline à l'optimisme. Les transports russes sont gravement compromis, « leur usure est à sa dernière limite », dit Roudzoutak lui-même. Le résultat de la gestion économique des communistes a été de créer ces choses inconnues à l'histoire : des « cimetières » de wagons, des « cimetières » de locomotives, des « cimetières » de bateaux. Au chapitre I, nous avons vu des « cimetières » d'entreprises industrielles détruites. Des « cimetières » de tout genre : voilà ce qu'a su réellement créer le régime communiste en Russie.

SECTION III

L'AGRICULTURE ET LA SITUATION DES PAYSANS EN RUSSIE SOVIÉTIQUE

CHAPITRE PREMIER

LES CONDITIONS D'EXISTENCE DES PAYSANS EN RUSSIE, D'APRÈS LE RAPPORT DES TRADES-UNIONS ANGLAISES

La Russie soviétique est « le pays
des villages affamés. »

(*La Pauvreté*, BIEDNOTA, journal
soviétique, n° 9, décembre 1925).

La Russie, constate la Délégation des Trades-Unions, est un pays agricole : 90% de sa population labourent la terre (page 63).

Donc, pour apprécier les résultats du régime communiste en Russie, il faut, avant tout, déterminer la manière dont ce régime a influé sur le sort des paysans.

En comparaison de l'époque qui a précédé la révolution, les conditions d'existence des paysans russes ont-elles été améliorées ou aggravées par ce régime?

Bien que la Délégation anglaise reconnaisse l'importance de cette question, elle ne lui consacre que huit pages de son rapport, qui en comprend deux cent cinquante-quatre.

D'une manière générale, la Délégation considère que les paysans russes, avant la révolution, se trouvaient dans des conditions déplorables (p. 63).

En revanche, les communistes donnèrent aux paysans tout ce qui était nécessaire à leur progrès économique. Ils leur donnèrent la terre, leur assurant l'exploitation sur la base du droit légal de chacun à la posséder; puis, après la création de la *NEP*, ils allégèrent les impôts, tout en assurant aux paysans les meilleures conditions pour la réalisation de leurs produits, de même qu'ils les munissaient des instruments agricoles les plus perfectionnés.

Grâce à toutes ces mesures, les paysans ont, nous dit la Délégation, eu la possibilité d'augmenter leurs revenus et d'améliorer leurs conditions d'existence.

Nous pouvons affirmer, en nous fondant uniquement sur des données officielles soviétiques, ainsi que sur les communiqués de la presse soviétique (également officielle, car il n'en existe pas d'autre pour le moment en Russie), que cette appréciation des conditions d'existence des paysans russes, tant sous l'ancien régime qu'actuellement, ne répond guère à la réalité.

La Délégation reconnaît que le communisme militant, autrement dit le communisme intégral, pur et conséquent avec lui-même, a eu des résultats néfastes pour les paysans et a réduit l'économie rurale à des conditions telles que le spectre de la famine générale apparut rapidement (p. 64).

En effet, la superficie des emblavures, en 1922, tomba à 63 % de celle de 1916. La culture du coton, en 1922, ne représentait que 8 % de ce qu'elle était en 1916, celle du lin 59 %, celle des betteraves 29 %, celle du tabac 11 %. (La *Revue Economique*, organe du Conseil du Travail et de la Défense, nos 23-24 de 1924).

Le revenu de l'agriculture, en 1920, n'atteignit que 57% du revenu de 1913. (Weinstein, *L'agriculture et l'industrie forestière*, nos 1-2 de 1922).

Le système général économique et politique communiste en fut la cause prédominante. C'est en particulier la « répartition des vivres », la réquisition de tout le superflu et de toutes les réserves de l'exploitation rurale qui, décourageant les paysans, les privèrent de tout stimulant les poussant à augmenter leur production au delà de ce que représentait le strict nécessaire à leur consommation personnelle. La persécution des « koulaks » ¹, autrement dit le pillage organisé des paysans possédants, joua aussi un grand rôle. Des comités de miséreux (Kombièdes) furent constitués pour organiser ce pillage et de lourdes prestations en nature furent le moyen de le légaliser.

La Délégation estime que la lutte des contre-révolutionnaires est l'une des causes principales de la ruine de l'agriculture. Les communistes, de leur côté, invariablement, font endosser aux contre-révolutionnaires toutes les fautes qu'ils ont eux-mêmes commises.

En réalité, la lutte des « blancs » n'a eu aucune influence essentielle sur l'état de l'agriculture. Il est facile de s'en convaincre par les faits suivants :

1^o Le dépérissement de l'agriculture se fit sentir surtout au courant des années 1921-1922, alors que les fronts blancs n'existaient déjà plus, exception faite pour le front du général Wrangel qui n'occupait qu'une parcelle insignifiante du territoire russe : la Crimée.

2^o La ruine de l'agriculture se produisit au même degré dans toutes les régions, aussi bien celles qui furent le théâtre de la guerre civile que celles que n'éprouva pas ce fléau, comme par exemple les gouvernements de Vologda, Kostroma, Toula, Tamboff, Penza, etc. ²

1. Le terme « koulak » — poing — s'appliquait, avant la révolution, en Russie, aux paysans usuriers qui, de toutes les manières, exploitaient les autres paysans de leur propre village ou des environs. Les communistes abusent de ce terme et désignent par le mot « koulak » tout paysan jouissant de quelque aisance.

2. Les emblavures occupèrent en 1920 presque la même superficie qu'en 1916 et qu'elles occupent pour le moment ; mais, en 1922, cette superficie

Du reste les communistes eux-mêmes reconnaissent que c'est précisément eux qui ruinèrent le paysan russe au temps du communisme militant. En voici un exemple :

Le *Bolchevik*, organe du Comité Central du Parti Communiste, écrit dans son n° du 10 décembre 1922, page 39 : « La conséquence de nos efforts pour entraîner le village dans la voie révolutionnaire, par des moyens locaux et avec l'aide des Kombièdes (Comités de miséreux), est que nous nous trouvons devant le péril de la désorganisation économique du village...

« Le village commence à protester avec violence contre la politique des Kombièdes. La superficie des ensemencements se restreint, tandis que les insurrections paysannes se multiplient.

« La répartition des vivres, ainsi que la suppression de tout commerce privé, ont anéanti les stimulants indispensables à l'augmentation de la production individuelle des paysans. La vague des protestations en masse, soulevée par la ruine économique et par la menace d'une ruine plus grande encore, se lève de toutes parts... »

En un mot, l'application des principes communistes engendra et la ruine économique et l'appauvrissement des masses rurales. Le paysan perdit la moitié de son capital de fonds et un affaïssement inconnu jusqu'ici de l'économie rurale s'ensuivit.

En 1921, la famine, qui fut le résultat de l'appauvrissement du paysan, faucha cinq millions deux cent mille vies humaines. Le nombre des morts prématurées fut, en 1922-1923, considérable. Beaucoup de paysans périrent au cours d'émeutes locales, qui n'avaient rien de commun avec le mouvement « blanc ». Au total, le nombre de ceux qui, dans la classe rurale, furent

était tombée à 67 %. Le nombre des chevaux, en 1920, atteignait 19 millions, tandis qu'en 1922 ce nombre n'arrivait plus qu'à 13 millions. N°s 252-292 de *l'Ec. Jizn* pour 1923 et n°s 23-24 de la *Revue Économique* pour 1924.

victimes de l'application du communisme, qu'on lui imposa de force, représente plusieurs fois le nombre d'hommes perdus par la Russie au cours de la Grande Guerre.

La Nouvelle Politique Economique (*NEP*) ne put guérir les plaies causées par le communisme intégral, dit « militant ». La condition matérielle des paysans, ainsi que leur situation au point de vue du droit, continuent à être, dans leur ensemble, extrêmement dures. Les concessions que les communistes firent en 1921 ne furent que partielles. Non seulement le pouvoir ne créa pas des conditions où l'exploitation rurale pût renaître et se développer, mais il continua à décréter des mesures propres à engendrer la ruine progressive du paysan russe.

L'étude approfondie des données soviétiques officielles concernant les masses paysannes, en Russie, confirme pleinement cette assertion.

CHAPITRE II

LE DÉCLIN DE L'ÉCONOMIE RURALE

La Délégation des Trades-Unions anglaises cite des données empruntées à la statistique des Soviets, et témoignant qu'au temps de la *NEP*, ainsi qu'au cours des années 1923-1924, l'agriculture aurait, lentement, il est vrai, mais solidement, marqué un progrès en Russie. Cette tendance se caractériserait par l'accroissement de la superficie des emblavures, qui remontent, en 1924, jusqu'à 83% de leur superficie d'avant-guerre, et par l'augmentation du nombre des têtes de bétail.

Ce progrès des ensemcements, ainsi que, à un degré moindre, cette augmentation de la quantité du bétail, se sont produits effectivement au cours de ces deux dernières années.

Jusqu'en 1924-1925, deux causes ont influencé cette progression : 1^o après la famine de 1921, les emblavures, ainsi que le nombre de têtes de bétail, dans la majeure partie des régions productives, s'étaient restreintes à un tel point que la population ne produisait plus la quantité de vivres nécessaires à sa propre subsistance. En 1922-1923, plus de cinq millions de paysans souffrirent de la famine par suite de l'insuffisance des ensemcements. Il est compréhensible que, les années suivantes, les paysans aient multiplié leurs efforts afin de tirer leurs exploitations de l'impasse économique où le communisme les avait engagés ; 2^o la *NEP* donna effectivement quelques points d'appui pour faciliter le développement de l'exploitation rurale. Comme tout recul des principes du communisme intégral dans l'organisation des conditions économiques normales, la *NEP* eut, en effet, une certaine influence favorable sur l'agriculture.

Néanmoins, ni l'extension des emblavures, ni l'augmentation du bétail ne sont parvenues à tirer l'agriculteur du gouffre dans lequel le communisme l'avait précipité.

Nous basons cette conclusion sur les données suivantes :

Avant toute chose, il est indispensable de noter que l'importance de l'extension des emblavures et de la production du bétail est loin d'être la même pour toutes les régions de la Russie.

Au point de vue de la production agricole, la Russie se partage en deux régions nettement opposées : la région du Nord, — consommatrice, — et la région du Sud, — productrice de produits agricoles.

Dans la région consommatrice, le sol maigre n'a jamais pu suffire à tous les besoins du paysan ; le manque de revenu y était compensé par le travail dans l'industrie.

La région productrice, elle, fournissait des excédents de produits alimentaires. Or, c'est la région productrice, naguère la plus riche de la Russie, qui souffrit le plus du communisme. Les communistes y vinrent puiser les vivres nécessaires à la population urbaine, ainsi que les moyens indispensables pour entretenir l'économie et l'Etat communistes.

La ruine de l'agriculture fut le résultat de l'exploitation inique de cette région par les communistes. En général, on peut dire hardiment que, plus une région de la Russie était riche, plus elle a eu à souffrir du communisme.

Ce n'est qu'en prenant en considération cette particularité qu'on peut apprécier à leur juste valeur la signification de l'augmentation des ensemencements en Russie, ainsi que l'accroissement de la quantité de bétail. Dans les gouvernements consommateurs, les emblavures et le bétail n'ont pas seulement atteint le chiffre d'avant-guerre : dans nombre de ces gouver-

nements, ce chiffre a été quelque peu dépassé.

La cause de ce phénomène tient à ce que l'économie rurale, dans ces régions, a subi un changement radical.

Ce changement fut causé par le retour en masse au village d'une population flottante, mi-urbaine, mi-rurale, qui avait auparavant dans le travail industriel une source de gains constituant, pour ces habitants des gouvernements consommateurs, la part la plus solide de leur revenu. Ces hommes furent obligés de tendre toutes leurs forces pour augmenter la production de l'agriculture, afin de faire face au moins à leurs besoins propres.

L'écrivain Tanne, qui s'occupe des questions intéressant les paysans, écrit à propos de la région consommatrice : « La désorganisation économique posa le dilemme : ensemence davantage ou meurs de faim. » Aussi, dans le courant des quatre dernières années, les paysans étendirent-ils leurs cultures, convertissant en champs des terrains boisés et réussissant à s'alimenter de pain et de pommes de terre produites exclusivement par eux-mêmes. » (*Izvestia*, organe du Comité Central Exécutif, 30 novembre 1924).

Par conséquent, si, dans la région consommatrice, la superficie des emblavures et le nombre des têtes de bétail ont progressé, c'est en raison de la nécessité de compenser la perte presque totale du travail dans l'industrie qui, jusqu'à la révolution, représentait un élément considérable du revenu des paysans de cette région.

Donc, pour déterminer la situation exacte de l'agriculture en Russie, il faut prendre en considération les seules données concernant la région productrice.

En outre, il est nécessaire de remarquer que, parallèlement à l'accroissement de la superficie des emblavures, le nombre des foyers paysans s'accroît également, conséquence directe de la politique des communistes envers les paysans.

Ainsi, dans maintes localités, malgré l'augmentation des emblavures et malgré l'augmentation des têtes de bétail, l'appauvrissement des masses rurales suit son cours.

L'exemple suivant prouve l'exactitude de cette affirmation : « Le Communiste », organe du Comité Central du Parti communiste de l'Ukraine, décrivant la situation économique en Volhynie, s'exprime ainsi : « Bien que la superficie des ensemencements ait atteint les chiffres d'avant-guerre, bien que la quantité de bétail ait augmenté, néanmoins, vu l'accroissement du nombre des foyers au cours de l'année 1924, la misère des paysans s'est accrue. Elle se caractérise par la multiplication des foyers ne possédant aucune sorte de bétail, par la diminution du nombre des animaux de trait, ainsi que par l'indigence générale de la population paysanne. »

Ce n'est qu'en prenant en considération ces faits qu'on parvient à interpréter judicieusement certains progrès dans l'agriculture, progrès qui se remarquent au cours des deux dernières années.

Les conditions dans lesquelles se trouve l'agriculture en Russie et principalement dans la région productrice ressortent des données suivantes :

LA SUPERFICIE DES EMBLAVURES

D'après les données soviétiques, les emblavures en Russie, en 1924, représentent 87 % de leur superficie d'avant-guerre ; mais ce chiffre doit être tenu pour exagéré.

La superficie des emblavures, dans toute l'U. R. S. S., est évaluée par le Gosplan (Commission pour l'élaboration d'un plan général économique) à environ 88 % de leur superficie d'avant-guerre, tandis que le Commissariat de l'Agriculture reconnaît qu'elle ne dépasse pas 76 % de cette dernière. (*Bulletin de l'Institut des Conjectures*, nos 3-10, pour l'année 1924).

En escomptant la dimension des emblavures, chaque institution admet des augmentations arbitraires. La Direction centrale de Statistique rectifie les données locales, en les augmentant de plus de dix millions de dessiatines (la dessiatine égale environ 1 hectare. *Revue Economique*, n° 11, 1924, p. 100).

Mais ce qui est excessivement grave, c'est que, dans la majorité des gouvernements de la région productrice, surtout dans ceux qui donnaient autrefois la plus grande quantité de céréales (le Sud-Est, les gouvernements de la Volga, ainsi que l'Ukraine, à l'est du Dniepr), les emblavures, bien qu'elles aient manifesté une tendance à se développer au courant des années 1923 et 1924, demeurent, d'après le témoignage du pouvoir soviétique lui-même, sensiblement inférieures à celles d'avant-guerre :

Au Sud-Est, les emblavures en 1924 n'atteignirent que 48 % de leur superficie d'avant-guerre ; 37 % dans les provinces, si riches jadis, du Kouban ; 27 % dans le gouvernement de Stavropol ; 25 % dans le gouvernement de Voronège (Russie centrale, 1923) ; 23 % dans le gouvernement de Tzaritsine (cours inférieur de la Volga) ; 49 % dans la république des Kirghiz (n° 3 du *Messenger des Finances*, 1924, et nos 23-24 de la *Revue Économique*, 1924).

La superficie des cultures dites « techniques » a éprouvé, de par le communisme, une diminution des plus sensibles, et cependant, ce sont les cultures les plus avantageuses. En 1924, leur superficie représentait, par comparaison avec ce qu'elle avait été avant la guerre : pour le lin, 77% ; pour le coton, 67% ; pour la betterave sucrière, 56% ; pour le tabac, 62% (Nos 23-24 de la *Revue Economique*, 1924).

Ainsi la superficie des emblavures dans la région productrice est sensiblement inférieure à ce qu'elle a été avant la révolution. Mais ce n'est pas là le point essentiel. Il importe en effet de retenir que, par elle-

même, la superficie des emblavures n'apprend pas grand' chose sur les conditions de l'économie rurale.

Or, les communistes, ainsi que la Délégation anglaise, tout en soulignant et en faisant valoir les phénomènes d'un caractère favorable qui se sont manifestés dans le domaine de l'agriculture au cours des années 1923 et 1924, passent sous silence tous les autres faits qui ont une importance décisive pour apprécier avec justesse les conditions de l'existence contemporaine des paysans russes. On s'en persuadera en lisant ce qui suit.

LA DIMINUTION DES RÉCOLTES

Il est essentiel de remarquer que l'accroissement de la superficie des emblavures et du nombre des têtes de bétail n'entraîne l'augmentation ni du rendement des cultures de céréales, ni des revenus des paysans travaillant la terre.

La récolte moyenne, en Russie, décline d'année en année. Les chiffres suivants le prouvent :

	RÉCOLTE TOTALE (en millions de pouds)	RÉCOLTE D'UN HECTARE (en pouds)
	—	—
Avant la guerre (1913)	4,5	
1922	2,8-2,7	54
1923	2,5	44
1924	2,5	37

(N° 18 de la *Revue Economique et Econ. Jizn*, n° 298 du 1^{er} octobre 1924. *Le Bolchevik*, nos 15 et 16, 1924).

La récolte a baissé, en moyenne, presque de moitié. Les données provenant de différentes provinces confirment entièrement ce chiffre global. Ainsi, en Ukraine, la récolte, avant la guerre, atteignait 1 milliard 500 millions de pouds ; en 1924, elle ne représentait plus que

600 millions de pouds. Dans le district de Taganrog (région du Don), la production et la consommation par tête, au cours des deux dernières années, n'atteignaient que 33 à 43 % de ce qu'elles avaient été en 1916, ce qui, d'après un journal soviétique, ne tenait pas aux conditions climatiques ou atmosphériques des années en cause. Dans la région de l'Oural, où, au cours des dernières années, il n'y eut point de mauvaises récoltes, la récolte normale baisse d'année en année. Dans le gouvernement de Saratoff, la récolte normale ne représente que la moitié de ce qu'elle était avant la guerre. (*Izvestia* du 20 novembre 1923 ; *le Midi soviétique*, organe du Comité exécutif du Sud-Est, 31 janvier 1925 ; nos 247-260, 1924, de l'*Econ. Jizn* ; n° 3 du *Messenger des Finances*, 1924).

La récolte des cultures dites « techniques » diminue aussi manifestement. Le lin, par exemple, occupait en 1924 77% de sa superficie d'avant-guerre ; mais la récolte de la filasse n'a donné que 45% du chiffre antérieur à la révolution. Le coton occupe 67 % de sa superficie d'autrefois et la récolte ne donne plus que 30% de ce qu'elle donnait jadis, etc. (nos 21-25, 1925, de l'*Econ. Jizn*).

« L'accroissement de la superficie des emblavures, ainsi que de la quantité du bétail qu'on remarque au cours des deux dernières années, écrit l'*Econ. Jizn*, ne prouve pas que notre économie rurale soit en voie de renaître et que nous nous enrichissions. Car la production de cette économie est descendue, en ce même laps de temps, jusqu'à 28% de ce qu'elle avait été antérieurement (*Econ. Jizn*, 8 mai 1925).

Cet aveu du journal officiel des Soviets prouve sans contredit que les faits, de même que les chiffres cités par la Délégation, dans le dessein de démontrer la renaissance de l'agriculture en Russie, donnent une impression absolument fausse de l'état véritable des choses au pays des bolcheviks.

La « résurrection » de l'économie rurale n'est qu'un bluff à l'aide duquel les communistes comptent en

imposer à ceux qui ignorent la question et qui ne lisent pas la presse officielle soviétique.

LES CAUSES DE LA DIMINUTION DES RÉCOLTES

Il faut rechercher les causes de la diminution des récoltes dans la décadence générale de l'agriculture que manifestent le manque de bétail, d'instruments aratoires, d'engrais, la culture défectueuse du sol, la mauvaise qualité des semences, le développement sans exemple des parasites, insectes et rongeurs nuisibles aux cultures.

Le manque de bétail.

En comparaison de l'année 1922, la quantité de bétail s'est quelque peu accrue, en Russie, au cours des années 1923-1924. En effet, si l'on considère ce que la Russie possédait de bétail en 1916, les paysans, en 1922, n'en avaient plus que les 63 %. Mais l'accroissement relatif qui a suivi n'est réellement sensible que pour les moutons, les pores, en un mot pour les animaux de moindre importance ; et ce n'est qu'une mince couche de la classe rurale qui profite de cette augmentation ; en outre, il faut noter que, là comme ailleurs, les chiffres globaux concernant le dénombrement du bétail actuel sont notablement exagérés, tout comme ceux qui se rapportent à la superficie des emblavures.

D'après les données de la Direction Centrale des Statistiques, on comptait qu'il existait en 1923, dans toute l'U. R. S. S., environ vingt millions de chevaux, soit 69% de ce qu'il y en avait en 1916.

Or, vers 1923, d'après les calculs du professeur Pridoroguine, ce n'est pas de 33 %, mais bien de 50 %, que le nombre des chevaux avait diminué en Russie ; et leur nombre total ne dépasserait pas actuelle-

ment treize millions. (*Les races chevalines*. Moscou, 1923.)

De fait, si l'on compare le besoin qu'ont les paysans de ces animaux de trait et la quantité réelle existante, il faut convenir qu'il en reste fort peu. C'est la production chevaline qui a été particulièrement éprouvée.

D'après un rapport présenté au Comité Central Exécutif par le remplaçant du Commissaire du Peuple à l'Agriculture, un certain Swidersky, celui-ci dit qu'en 1913 il y avait en Russie, sur 100 hectares d'emblavures, une moyenne de vingt-trois chevaux et de quarante et une têtes de bétail ; en 1923, il ne reste plus pour la même superficie que dix-sept chevaux et trente-quatre têtes de bétail (n° 304 de l'*Econ. Jizn* de 1924.)

En outre, comme nous le démontrerons par la suite, 30 à 60 % des foyers ruraux ne possèdent, en Russie, aucun animal de travail, cheval ou bœuf, ce qui revient à dire qu'ils sont dans l'impossibilité matérielle de labourer la terre.

Dans la région productrice, le manque d'animaux de trait, surtout de chevaux, a pris les proportions d'une catastrophe. Dans les provinces centrales, la quantité de bétail est inférieure de 27 % à celle d'avant-guerre ; le nombre des chevaux, pour cent foyers, a diminué de 47 %. (*La Revue Économique*, nos 23-24. *Le Messager de la Direction des Statistiques*, n° 95 de 1924).

Dans le gouvernement de Samara (sur la Volga), la quantité du bétail n'atteint que 44 % de celle d'avant-guerre ; dans la République des Allemands (colonies allemandes sur la Volga), elle est tombée à 32 %.

Dans le Sud-Est, le nombre des chevaux de trait est descendu, vers 1924, jusqu'à 58 % et celui des bêtes à cornes à 52 % de ce qu'il avait été antérieurement ; quant au petit bétail, moutons et chèvres, la proportion était de 75 % et celle des porcs de 90 % (n° 9 du *Pouvoir des Soviets*, organe du Comité exécutif, 1924).

Les régions montagneuses du Caucase septentrional se trouvent dans des conditions plus désastreuses encore. Dans la région de Kabarda, la quantité du bétail a diminué, vers 1923, des deux tiers ; en 1913, cette région vendait pour 1.200.000 roubles de bétail, ce qui faisait 8 roubles par tête de la population locale ; en 1923, cette même région ne vendit que pour 84.000 roubles, c'est-à-dire 50 copecks par tête pour la même population. (*Message des Finances*, nos 4-5, 1924). Le nombre de chevaux, en Ukraine, en 1923, ne représentait que 75 % de celui de 1913. (*Izvestia* du 11 décembre 1924). Dans l'est de l'Ukraine, d'après le rapport de Klimenko, ci-devant Commissaire de l'Ukraine pour l'Agriculture, les paysans auraient perdu la moitié de leurs animaux de trait. (*Le Communiste* du 12 décembre 1924). En 1924, dans le district de Marioupol, il ne restait plus que 80 % du nombre des chevaux que possédait ce même district avant la guerre. (*Le Communiste* du 18 janvier 1924). Même situation en 1923, pour la Crimée, où la totalité du bétail ne représentait que 26 % de ce que possédait la péninsule en 1916. (*Message des Finances*, nos 4-5 de 1924). La quantité du bétail a nettement et sensiblement diminué en Crimée, depuis que cette péninsule a été évacuée par l'armée blanche du général Wrangel. Dans la République des Kirghiz, la quantité de bétail représentait, en 1924, 43 % de ce que possédait cette région en 1916 ; pour ce qui est du gouvernement de Semipalatinsk, elle est tombée, en 1924, à 13 % et dans l'ancienne région de l'Oural, transformée actuellement en simple gouvernement, elle n'atteignit, pour la même année, que 11 % (nos 22-23 de la *Revue Economique* de 1924. *Izvestia* du 23 octobre 1924).

De cette disette aiguë de bétail chez l'agriculteur découle ce résultat direct et inévitable : une énorme disproportion entre l'étendue des emblavures et le nombre des animaux de trait dont dispose l'agriculteur.

« Le cheval de labour, dans les régions agricoles, est manifestement surchargé », disent les *Izvestia* du 18 avril 1924. « Le paysan a été obligé d'entreprendre sa tâche les mains vides. »

« Les chiffres témoignent d'une disproportion frap-

pante entre l'accroissement de l'étendue des emblavures et la quantité de bétail nécessaire à leur labourage. »

Cette disproportion évidente ne pouvait demeurer sans sanction et cette sanction est apparue sous la forme d'une énorme diminution du rendement des cultures (*La Revue Economique*, n° 23 de 1924.)

Outre la diminution du nombre des têtes de bétail, il faut encore constater l'abaissement de la qualité de ce bétail :

La qualité du cheval russe de labour, d'après l'affirmation d'un spécialiste indiscuté, le professeur Pridoroguine, s'est abaissée de plus de sa moitié. (*Les races chevalines*, Moscou 1923).

Les haras sont ruinés. En 1914, la Russie possédait 8.723 haras ; vers 1924, il n'en restait plus que 164. En 1914, le nombre des chevaux de race était évalué à 750.000 ; en 1924, il en reste 8.500. (*Izvestia* du 4 mars 1925). Plusieurs races estimées, parmi le bétail de choix, ont péri presque entièrement. Les trotteurs Orloff, ainsi que les brebis-mérinos, sont réduits à 10 % du nombre total d'autrefois. (*Econ Jizn*, n° 263, 1923).

Des données provenant de différentes contrées de la Russie attestent l'état de dégénérescence dans lequel se trouve le bétail. Au dire des *Izvestia* (16 avril 1924), le paysan russe, vu la faiblesse de son cheval, n'a pas la possibilité d'employer des machines agricoles perfectionnées. Pour 90 % des exploitations rurales, le labourage de la terre tant soit peu profond n'est plus possible.

Le manque d'engrais.

Par suite du manque de bétail, les champs sont mal fumés. « La diminution de la quantité de bétail possédée par l'agriculteur, — avoue l'*Econ. Jizn* (n° 260 de 1924), — ne lui permet pas d'enrichir le sol appauvri en le fumant copieusement. Les champs

même nouvellement défrichés, après deux ou trois ans de culture, sont abandonnés aux mauvaises herbes. »

« L'emploi des engrais minéraux est cent fois moindre qu'avant la guerre et cela à cause du prix élevé de ces matières. Le paysan russe « est obligé de payer pour un poud de phosphate presque cinq fois plus cher que pour un poud de blé. Cette hausse anormale empêche notre paysan de profiter de ce moyen puissant d'accroître le rendement des terres noires, moyen que l'Europe occidentale applique avec tant de succès chez elle ». (Le professeur Prianichnikoff, dans le n° 35 des *Izvestia* de 1924).

Le manque d'instruments et de machines agricoles.

Selon le rapport de la Délégation des Trades-Unions, le paysan russe a perdu 50% de son cheptel. Actuellement, « le gouvernement soviétique fait tout son possible pour reconstituer l'agriculture » (page 68), et, en particulier, « il fournit aux paysans des machines agricoles perfectionnées » (page 101).

En réalité, le gouvernement soviétique n'a pas la possibilité de satisfaire, même dans une mesure infime, aux besoins des paysans en instruments aratoires et machines agricoles.

La production et l'importation des machines agricoles ont, en 1923 et 1924, augmenté par comparaison avec 1922, mais dans une proportion qui est loin d'être suffisante pour répondre aux besoins pressants du paysan russe, en remplacement de son bétail mort ou dégénéré. En 1913, on produisit ou l'on importa en Russie pour quatre-vingts millions de roubles de machines agricoles, et cela pour compléter le matériel que les agriculteurs possédaient déjà. En 1924, pour reconstituer le matériel agricole partie détruit, partie usé, le gouvernement des Soviets ne fournit aux agriculteurs que pour 25 millions de roubles de machines

agricoles, soit 29% de la quantité d'avant-guerre. (*Econ. Jizn*, n° 358, 1924). En réalité, c'est encore bien moins que cela, vu la hausse des prix de toutes les marchandises.

D'après le Commissariat de l'Agriculture, la fourniture en nouveaux instruments aratoires et machines agricoles doit être considérée comme presque nulle, car elle ne couvre même pas la moitié des pertes annuelles du matériel existant. (*Econ. Jizn* du 25 mars 1925).

Pour le moment, la situation s'est encore aggravée. Vu la diminution des « dotations » (subsides du Trésor), les prix des machines agricoles ont été majorés. Les prix auxquels l'industrie livrait ces machines avant la guerre ne dépassaient pas 68 à 70 copecks au poud, du poids des machines. Pour l'année en cours, ils sont fixés à un rouble 9 copecks. (N° 358 de l'*Econ. Jizn* de 1924). Ces prix représentent donc presque le double des prix d'avant-guerre.

Il va sans dire que les machines agricoles arrivent à l'agriculteur à des prix sensiblement plus élevés. Ainsi, d'après la *Pravda* (organe du Comité Central Exécutif du Parti Communiste), les *prix très élevés des machines agricoles, à mesure qu'elles passent par tous les rouages de la répartition communiste, montent invariablement et n'arrivent au paysan qu'après avoir été doublés.* (En réalité augmentés de 125%).

Il est compréhensible que, dans ces conditions, les machines agricoles soient inaccessibles aux paysans et que, d'autre part, le manque d'instruments aratoires se fasse sentir de plus en plus.

La presse soviétique contient des témoignages multiples du fait que l'ensemble des instruments ou machines agricoles servant aux cultivateurs pour les travaux des champs ne sont plus bons à rien, car ils sont complètement usés ; les charrues sont remplacées par des socs primitifs et le cas, même, n'est pas

rare où la bêche et la pioche sont les seuls outils dont disposent les paysans.

Bien mieux, en Russie, où les paysans, pour labourer la terre, s'attellent eux-mêmes afin de remplacer leurs animaux de trait disparus, il ne peut être question de tracteurs et autres machines compliquées. Cela n'empêche cependant pas la Délégation ouvrière anglaise de parler de l'agriculture russe et d'en tracer un tableau idyllique....

« Le besoin des villages en machines agricoles est immense et le Commissaire du Peuple pour l'Agriculture estime que des centaines de millions de roubles sont nécessaires pour satisfaire ce besoin. » (*La Biednota*, 8 janvier 1924.)

En Volhynie, personne n'achète de machines agricoles, faute de ressources. (*Le Communiste*, 12 novembre 1925).

« Malgré le manque d'instruments aratoires ou par suite de leur usure, — écrit-on à l'*Econ. Jizn* du 31 mars 1924, de Tsaritsine (embouchure de la Volga), — la demande de ces instruments n'existe pas. »

Le dépôt de l'État pour les instruments nécessaires à l'économie rurale a vendu, en tout et pour tout, une seule charrue.

Dans le gouvernement de Vitebsk (Russie occidentale), près de 30 % des paysans ne possèdent pas de charrues. Un nombre égal ne possède ni essieux métalliques, ni roues cerclées de fer. Les chariots dont ils se servent sont exclusivement construits en bois.

Au Congrès des Soviets, à Bakou (Caucase), le président du gouvernement local annonce que 10 % à peine des exploitations paysannes possèdent des charrues. (N° 64 de l'*Econ. Jizn* de 1925).

Une enquête officielle sur la situation des villages constate qu'au temps de la NEP, les machines agricoles ne se renouvellent pas et que, loin d'augmenter, leur nombre continue à diminuer. (*Comment vit le village et de quoi il souffre*, pages 25-26, Rostoff-sur-Don, 1925.)

Dans ces conditions, il ne peut pas être sérieusement question de la reconstitution de l'agriculture. L'*Econ.*

Jizn du 12 mars 1925 le reconnaît également : « Il est difficile d'espérer un succès important dans le domaine de l'intensification de l'agriculture, écrit ce journal, alors que la moitié de l'étendue des emblavures est labourée à l'aide d'instruments primitifs et que les paysans ne possèdent ni semeuses, ni herses, ni aucune machine perfectionnée. »

La dégénérescence des semences.

La qualité des semences, depuis le régime bolcheviste, a partout dégénéré en Russie.

« Une des causes de la disette, dit le Commissaire du Peuple pour l'Agriculture, Smirnoff, tient à ce qu'en beaucoup d'endroits les semences de production locale, accoutumées au sol et aux conditions du climat, se sont perdues. Elles ont été remplacées par des semences provenant de régions possédant un autre sol et un autre climat ». (n° 221 de l'*Econ. Jizn* de 1924).

« Les conditions naturelles de la région souffrant de la sécheresse, disait à la seconde session du Comité Central exécutif le remplaçant du Commissaire pour l'Agriculture — Swidersky, — ne sont pas la cause principale de la disette. On emploie dans cette région des semences de céréales inaptes à supporter la sécheresse prolongée. La population a perdu les semences acclimatées et pouvant supporter sans grand dommage une sécheresse prolongée. »

Plusieurs espèces de semences et des meilleures doivent être considérées, d'après le professeur Jégaleff, comme perdues à tout jamais. (*Introduction à la sélection des plantes agricoles*, p. 416, 1924).

Les notabilités soviétiques assurent que la population a « perdu » les semences adaptées aux conditions du climat de telle ou telle région. En réalité, c'est le gouvernement des Soviets qui est responsable de ces pertes ; car, c'est lui qui a enlevé aux paysans toutes leurs réserves de grains, y compris celles qui étaient destinées aux semailles. Lorsque, par suite de la *Pro-*

drasverstka (la répartition générale des vivres), la famine éclata, on sait avec quelle violence, le gouvernement se mit à faire des prêts de grains ; mais il s'agissait de grains de n'importe quelle provenance ; autrement dit, l'on ne tint aucun compte des conditions locales auxquelles ces grains eussent dû satisfaire pour être employés en qualité de semences. Ainsi furent envoyées en Carélie, au nord, des semences ne convenant qu'aux régions méridionales. Il arriva aussi qu'au lieu de semences de blés de printemps, on distribua des semences de blés d'hiver. De plus, règle générale, ces semences étaient de qualité défectueuse, parce qu'elles étaient mélangées en forte proportion à des graines de mauvaises herbes. En outre, leur germination était faible. La ruine des grandes propriétés a joué dans cette dégénérescence des semences un rôle très important ; car ces propriétés s'occupaient de la culture des semences de qualité supérieures.

La propagation des parasites pernicieux pour la culture.

La décadence générale de l'agriculture, l'existence de grandes étendues de terre non-cultivées et de champs abandonnés aux mauvaises herbes amenèrent le développement général d'une quantité inimaginable de parasites, insectes et rongeurs, qui sont actuellement le fléau de l'agriculture en Russie.

En automne 1924, les parasites détruisirent en Ukraine et dans le centre de la Russie une partie importante des blés d'hiver.

Un agronome soviétique, Taranenko (*Pravda* du 19 août 1922), après avoir visité plusieurs régions écrit que ce qu'il a vu « dépasse ses prévisions les plus pessimistes : ... la hauteur des mauvaises herbes qui recouvrent les jachères est telle qu'un cheval qui s'y fourvoie n'est plus visible. Comment s'étonner que, dans ces jungles véritables, fourmillent les parasites nuisibles

aux récoltes, mais que même les loups y trouvent un asile propice pour s'y abriter et s'y propager? »

LE DÉCLIN DES BRANCHES SECONDAIRES DE L'ÉCONOMIE RURALE

Le déclin des branches secondaires de l'économie rurale, telles que la culture de la vigne, du tabac et de l'industrie laitière se fait sentir à un degré peut-être encore plus sensible que le déclin de la branche fondamentale, — la culture des céréales.

Dans le Sud-Est de la Russie, la culture du tabac, la viticulture, ainsi que l'industrie du vin, sont complètement ruinées. En Sibérie, où l'industrie laitière avait pris un essor très important, l'exportation du beurre est tombée en 1923 à 15 % de l'exportation en 1917 (n° 3 du *Messenger des Finances* de 1924.)

L'INSTABILITÉ DES PHÉNOMÈNES CONCERNANT LA RECONSTRUCTION DE L'ÉCONOMIE RURALE

L'accroissement de la superficie des emblavures et du nombre des têtes de bétail, que la Délégation souligne spécialement, ne se produit pas suivant une courbe ascendante ininterrompue. L'un et l'autre phénomène se font remarquer au cours des années 1923-1924 ; mais pour l'année courante, d'après les données déjà recueillies, les résultats seront sans doute contraires. L'accroissement en question a cessé et, dans plusieurs régions, une diminution se fait déjà sentir.

Les emblavures de blé d'hiver de 1924, dont la récolte se fera en 1925, se sont amoindries, en Sibérie par exemple, de 3, 4 % ; dans plusieurs autres gouvernements, cette diminution est beaucoup plus considérable. Dans le gouvernement de Nowo-Nikolaïewsk, elle a atteint 15 % de la superficie de l'année précédente. (*Econ. Jizn*, n° 364, 1924). Dans la région du Kouban, cette diminution

est encore plus sensible : elle représente 1 / 5 et, dans un de ces districts (de la Mer Noire), la moitié seulement des emblavures précédentes. (*Midi soviétique*, 7 février 1925, et n° 75, 1925, du même journal).

Les mêmes symptômes de régression se remarquent également dans le domaine de l'élevage du bétail.

Dans la République des Allemands, sur la Volga, en 1923, on avait conservé 50 % de la quantité du bétail qu'on y possédait avant la guerre ; en 1924, il n'en restait plus que 32 % (n° 7 du *Messenger des Finances* de 1924).

« La quantité de bêtes à cornes et de chevaux de trait a diminué en 1924, comme conséquence du déclin général de l'agriculture dans les gouvernements de Volhynie, de Podolie et de Tchernigoff. (*Le Communiste* du 21 août 1924).

« Tout cela a une importance exceptionnelle, écrit l'*Econ. Jizn* (n° 243 de 1924), vu que, déjà en 1923, dans la région des steppes boisées (l'Ukraine occidentale), on a constaté un certain appauvrissement de l'économie rurale en comparaison de l'année 1922. Le nombre des chevaux a diminué de 15 %, celui des cochons de 32 %. Prenons en considération que la diminution qu'on remarque cette année-ci ne peut pas ne pas alarmer sérieusement. »

Le même phénomène, diminution du nombre des chevaux et des bêtes à cornes suivant une année de bonne récolte, a été constaté dans le gouvernement d'Odessa.

« Les chiffres concernant le nombre des têtes de bétail, écrit la *Pravda* (25 avril 1924), ont déjoué à un degré sensible toutes les espérances ; ils ont renversé tous les calculs ainsi que l'espoir d'une restauration ininterrompue et progressant régulièrement de l'exploitation rurale. »

De tout ce qui précède, il résulte que, même pendant les années de récolte normale, les quelques améliorations qu'on avait remarquées dans le domaine de l'économie rurale se caractérisent par leur instabilité.

CHAPITRE III

LA FAMINE A L'ÉTAT CHRONIQUE EN RUSSIE

La Délégation ouvrière anglaise ne se doute pas, apparemment, que le fait le plus saillant de l'état actuel de la Russie, c'est que la famine y sévit, d'année en année, d'une manière chronique ; dans le rapport que la Délégation a présenté à ses mandataires, elle n'en dit mot ; néanmoins, c'est un fait indéniable et les preuves ne manquent pas.

Bien souvent, il a été déjà indiqué que c'est le régime communiste qui est la cause principale des mauvaises récoltes en Russie : les impôts excèdent les moyens économiques de la population ; la persécution organisée contre les paysans aisés, la confusion qui règne dans les questions relatives à l'exploitation des terres, concourent à affaiblir l'exploitation rurale, ébranlée déjà dans ses fondements.

La famine, chronique dans les régions qui souffrent généralement de la sécheresse (le Sud-Est et le cours inférieur de la Volga) ; s'est aggravée sensiblement parce que les paysans ont été dépouillés de leurs réserves de blé ; or, sans de pareilles réserves, les exploitations paysannes dans ces régions perdent leur stabilité.

Les communistes reconnaissent de plus en plus fréquemment que ce n'est pas le climat de ces contrées qui est seul en cause dans les mauvaises récoltes.

Rykoff, président du Conseil des Commissaires du Peuple, parlant des régions à climat sec, a reconnu

que la famine n'y est plus un événement accidentel, mais qu'elle s'y est établie à demeure.

Un certain Teitel, collaborateur notoire du Commissariat de l'Agriculture, écrit : « La mauvaise récolte de cette année (1924) ne peut pas s'expliquer par des conditions de climat défavorables. » A propos du sud-est de la Russie, Teitel observe que la sécheresse a été de tout temps le propre de cette région, mais qu'autrefois cette même sécheresse n'avait pas les conséquences déplorables d'aujourd'hui, et que des récoltes aussi désastreuses que celles d'à présent y étaient inconnues.

La presse soviétique remarque également qu'en Sibérie l'agriculture est entrée dans une période critique : les récoltes y sont de plus en plus mauvaises ; les blés sont au plus haut degré infectés de maladies cryptogamiques et ne présentent plus aucune résistance aux conditions défavorables du climat. La moindre sécheresse détruit la récolte (*Izvestia*, n° 233, 1924.)

Toujours d'après la même presse soviétique, des régions agricoles jadis fort riches et qui, officiellement, jusqu'à ce jour, ne sont pas reconnues comme éprouvées par la famine, en souffrent cependant de plus en plus chaque année et s'acheminent vers la ruine :

Dans le district de Taganrog (région des Cosaques du Don), au dire du *Midi Soviétique*, 14 février 1925, le pain manque depuis l'année 1922, la quantité des bêtes de trait est insignifiante, la plupart de ces animaux sont amaigris, les paysans labourent la terre avec des vaches et ensemencent peu.

Il est compréhensible que les mauvaises récoltes, se répétant d'année en année, ruinent l'agriculteur, et cela parfois dans des régions où la famine était un fait inconnu, et influent de la sorte sur le moral du paysan. On écrit du gouvernement de Poltava au journal *le Communiste*, édité à Kharkoff : « Les mauvaises récoltes de ces dernières années ont créé dans les villages une mentalité déséquilibrée. »

D'après les délégués de la seconde conférence, dans le district d'Eysk, de la région du Kouban, les paysans sont moralement anéantis par le malheur et la misère. Au cours de trois années successives de mauvaises récoltes, le paysan a récolté au plus 20 à 25 pouds par hectare. (*Midi Soviétique (Sovietsky Youg)*, 12 mars 1925).

Un délégué de la région du Don parle dans ce même journal des colonies allemandes : « Jadis nous vivions bien ; mais ces dernières années de disette ont ruiné nos exploitations. » (*Midi Soviétique*, 11 février 1925).

En général, on peut dire que, depuis sept ans que le régime communiste est établi en Russie, on y souffre de la famine : dès 1920, les villes furent éprouvées ; actuellement, les campagnes, elles aussi, sont atteintes.

Les horreurs de la famine de 1921, qui, d'après la statistique communiste, certainement au-dessous de la vérité, fit périr 5.200.000 hommes, sont universellement connues. La famine de 1922, qui fut provoquée moins par de mauvaises conditions atmosphériques que par la ruine de l'agriculture, fit moins de bruit. Après la famine de 1921, qui avait dépeuplé des régions entières et poussé les affamés jusqu'à l'anthropophagie, on cessa de s'intéresser à des millions d'hommes mourant de faim.

Or, d'après les données officielles soviétiques, en 1922-1923, le nombre des affamés, pour les seuls gouvernements de la Crimée et de la Volga, atteignit encore 5.000.000 d'hommes.

A la date du 20 mai 1923, en Ukraine seulement, 3.700.000 personnes souffraient de la famine. En cette même année, d'immenses régions très peuplées, régions de la Volga, le Nord-Est, le Nord-Ouest, le Caucase du Nord et la République des Kirghiz, furent atteintes de la famine ; la mortalité y prit des proportions extraordinaires par suite du développement de maladies épidémiques.

En 1923-1924, grâce à une bonne récolte, la famine

ne fut pas générale ; cependant, dans plusieurs régions, des centaines de milliers d'hommes manquèrent de pain. (*Pravda* du 14 mai 1924).

Ainsi, la disette et la famine apparaissent comme les corollaires inévitables du communisme ; et l'on conçoit qu'il suffise d'une seule année désastreuse, au point de vue de la récolte, pour anéantir toutes les améliorations partielles obtenues dans le domaine de l'économie rurale.

La famine de 1924-1925 vient de frapper un nouveau coup, formidable celui-là : elle a créé une situation presque sans issue pour des millions de paysans russes. Le silence voulu du pouvoir soviétique sur les proportions de cette famine ne permet pas d'élucider cette question à fond.

Selon le rapport de Swidersky, suppléant du Commissaire pour l'Agriculture, rapport qu'il présenta au mois de février 1925, la zone de la récolte déficitaire s'étend sur une superficie de 6.300.000 hectares, peuplée de 7.500.000 habitants. Ce même Swidersky fixe à 1.600.000 le nombre des enfants qu'il faudra secourir. (*Pravda*, 10 février 1925).

En réalité, l'étendue du désastre est beaucoup plus grande. En mai 1925, il n'était pas encore possible d'apprécier exactement l'étendue des territoires éprouvés par la famine. Néanmoins, si l'on compulse les données de la presse soviétique, on arrive à cette conclusion que la zone des mauvaises récoltes intéresse, en totalité ou en partie, trente-neuf gouvernements ou provinces, peuplés de millions et de millions d'hommes.

LA SITUATION DANS LES RÉGIONS AFFAMÉES

Comme nous l'avons déjà mentionné, la presse soviétique se tait obstinément sur les horreurs de la famine de 1924-1925. Cependant, quelques données éparses s'y rencontrent, dans la presse de province particu-

lièrement, qui témoignent de la situation douloureuse de la population des régions frappées de cette calamité.

UKRAINE. — *Le Communiste* (25 février 1925) avoue que dans toute une série de localités du Sud de la Russie, la famine proprement dite sévit.

Selon les déclarations de Boutzenko, secrétaire du « Voutzik » (Comité Central Exécutif Panukrainien), la mauvaise récolte de 1924 a eu en premier lieu des conséquences néfastes pour les enfants des gouvernements de Kharkoff, du Don, d'Odessa, de Podolie, de Volhynie. Un nombre important des habitants des campagnes souffre de la famine. Pendant ces derniers mois, les affamés sont devenus plus nombreux. Dans cinq gouvernements partiellement éprouvés, 750.000 enfants ont besoin d'être secourus. (*Le Communiste*, 25 mars 1925).

« Le désastre est grand, nous nous trouvons sous la menace de l'extermination de centaines de milliers d'enfants. » (*Le Communiste*, 25 février 1925).

Du district de Koupiansk (Gouvernement de Kharkoff) : « Plus de la moitié de la population, surtout la partie besogneuse, se nourrit de succédanés ; un tiers parmi eux ne peut même pas s'en procurer... Jusqu'à ce jour, on ne leur a pas porté secours. » (*Le Communiste*, 18 février 1925).

Dans les districts de Kherson et de Nicolaïeff, on a constaté des maladies occasionnées par la famine. (*Le Communiste*, 19 février 1925).

30 % des cultivateurs du district d'Odessa, atteints par la famine, vendent leur bétail. (*Le Communiste*, 27 janvier 1925).

SUD-EST. — Région du Don. District de Morosoff. — « Le nombre des enfants secourus, en comparaison de ceux qui ont besoin de l'être, est insignifiant. » (*Pravda*, 7 novembre 1925).

« Le nombre des affamés représente 35 à 40 % de toute la population ; ce nombre augmente tous les jours. Les affamés vendent tout ce qu'ils peuvent. » (*Sovietsky Young* du 12 février 1925).

« Jusqu'à 25 % des paysans mangent des succédanés au lieu de pain ; les maladies causées par la faim se propagent ; la mortalité s'accroît ; la mendicité a fortement augmenté ; les vols sont fréquents ; on abandonne les enfants. »

Le scorbut a augmenté de 158,3 %, les maladies du tube digestif de 144,4 %, l'hydropisie de 1300 %. » (*Sovietsky Youg*, 28 janvier 1925) ¹.

DISTRICT DU DON. — « 30 % de la population a besoin d'un secours immédiat et gratuit et cela pendant six mois ; 40 % de cette même population aura prochainement besoin d'une aide partielle. (Évidemment en sus des 30 % ci-dessus mentionnés). Le manque de ravitaillement menace d'engendrer des épidémies, la perte totale du bétail et l'augmentation du nombre des enfants abandonnés. La population de certaines régions est tombée dans une misère si absolue, qu'elle ne possède ni la chaussure, ni le vêtement indispensables pour aller travailler au dehors. L'emploi des succédanés étend le nombre des maladies. » (*Sovietsky Youg* du 14 février 1925).

« Les mères abandonnent leurs enfants... » (*Sovietsky Youg*, 14 février 1925).

DISTRICT DE SALSCK. — « 50 % de la population meurent déjà de faim ; la famine règne à l'état aigu ; les maladies infectieuses se développent graduellement et principalement le scorbut, causé par une nutrition insuffisante et par l'emploi de succédanés. » (*Sovietsky Youg*, 14 février 1925).

DISTRICT DE TAGANROG. — « Dans ce district, on estime le nombre des affamés à 11.500 hommes. Le paysan jette sur le marché son dernier bétail. Le nombre des enfants abandonnés et la mendicité croissent à vue d'œil et menacent de prendre prochainement un caractère épidémique. »

Les compagnons inévitables de la famine, les maladies infectieuses, commencent à se faire sentir, surtout le typhus propagé par les parasites. (*Sovietsky Youg*, 29 janvier 1925).

DISTRICT DES SCHAKHT (des puits de houille). — « 29.000 individus souffrent actuellement de la famine ; les enfants abandonnés deviennent légion ». (*Sovietsky Youg*, 29 janvier 1925).

DISTRICT DE STAVROPOL. — D'après un communiqué des délégués

1. Quelle précision ! N'aurait-on pas mieux fait de venir au secours de ces malheureux, au lieu de se borner à enregistrer leurs souffrances avec tant de minutie !... Mais la statistique est le « dada » des communistes : des milliers de leurs adeptes se nourrissent en alignant des chiffres. C'est, du reste, tout ce qu'ils sont capables de faire.

provinciaux au Congrès local de janvier 1925 : « La moitié de la population meurt de faim. » (*Sovietsky Youg*, 13 janvier 1925).

KABARDINO-BALKARSK. CAUCASE. — D'après les données de la statistique officielle, « 44.770 enfants souffrent de la faim dans cette région ; les ressources assignées pour leur venir en aide sont insuffisantes. » (*Pravda*, 22 janvier 1925).

RÉGION DES KALMOUKS. — « Cette année, 50 % de la population kalmouke, dénués de tout, sont menacés de mourir de faim. Plusieurs décès ont déjà été enregistrés ; on remarque des cas fréquents d'hydropisie occasionnés par une nourriture insuffisante. Le bétail, tout comme la population, est menacé de périr faute de nourriture. Le vol et le brigandage, conséquences de la famine, se manifestent dans les steppes. » (*Sovietsky Youg*, du 13 janvier 1925).

DAGHESTAN. CAUCASE. — Une Commission Spéciale du Sud-Est, venue au Daghestan, indique que la situation des localités atteintes par les mauvaises récoltes est très dure ; une aide immédiate est indispensable ; la vente du bétail à vil prix a commencé dans plusieurs localités. » (*Pravda*, 24 octobre 1924).

GOVERNEMENT DE TSARITSINE. (Embouchure de la Volga), — « Une série d'enquêtes dans les « Volosts »¹ permet aux enquêteurs de conclure que la famine de 1921, qui a eu un retentissement mondial le cède de beaucoup à celle de 1924. » (*Econ. Jizn* du 16 janvier 1925).

DISTRICT D'OUST-MEDVEDITSK. — Même conclusion que pour le gouvernement de Tsaritsine.

La *Pravda* du 28 février 1925 épilogue sur la situation des enfants abandonnés dans le gouvernement de Tsaritsine : « Leur nombre saute aux yeux ; les moyens dont dispose le gouvernement ne lui permettent de placer dans des asiles qu'une fraction infime de ces enfants qui succombent moralement, périssent matériellement de faim. Or, les asiles pour enfants se trouvent dans des conditions très difficiles. »

GOVERNEMENT DE SIMBIRSK. (Sur la Volga). — L'*Econ. Jizn* communique qu'avec le printemps, comme en l'année 1921, de triste mémoire, les expéditions en masse de la population dans les forêts, à la recherche de feuilles et d'herbes, ont recommencé...

1. Le Volost est un territoire composé de plusieurs communes rurales.

GOUVERNEMENT DE PENZA. (Russie Centrale). — D'après un communiqué de l'*Econ Jizn* : « Les paysans ne mangent que des succédanés. » Dans le district de Nijilomowsk, les paysans souffrent déjà de la famine et se nourrissent de succédanés. (*Vlast Sovietov*, n° 3, 1925).

L'INFLUENCE DE LA FAMINE SUR L'ÉCONOMIE RURALE

Les données ci-dessus, bien qu'incomplètes et manquant de liaison, prouvent néanmoins avec évidence que la mauvaise récolte générale de 1924 a porté un nouveau coup à l'économie rurale et fait redouter une nouvelle famine pour 1925 ; car, dans quelques régions plus gravement atteintes, les emblavures en blé d'hiver se sont sensiblement réduites. Dans le gouvernement de Simbirsk, par exemple, leur superficie a diminué de 5 à 32 % (nos 364-366 de l'*Econ. Jizn*, 1924).

En Ukraine, où les ensemencements ont diminué, pour les blés d'hiver, de 10 %, en moyenne (*Izvestia*, n° 61) et dans quelques gouvernements de 20 % même, la mauvaise récolte de l'année précédente a causé à l'économie rurale un préjudice formidable. (*Le Communiste*, 25 février et 15 mars 1925.)

Il a été déjà signalé que, dans toutes les régions où les récoltes ont manqué, les paysans vendent leur dernier bétail à vil prix : c'est ainsi que se dissipe leur dernier capital de fonds. Ce même fait est signalé dans toute une série de gouvernements.

En Ukraine, la quantité du bétail, depuis le printemps 1924 jusqu'à l'automne de la même année, a diminué de 17 %. (*Le Communiste*, 17 janvier 1925).

« Dans les localités ayant souffert de la mauvaise récolte », écrit le *Communiste de Kharkoff* « l'économie rurale commence à se ruiner ».

Dans les districts de Starobielsk et de Lougansk, les conditions de l'exploitation rurale sont difficiles pour les paysans. Au cours des

six derniers mois, la quantité du bétail, dans plusieurs villages, a diminué de 20 %. (*Pravda*, 10 mars 1925).

Dans le district d'Izium, la quantité des bovins a diminué de 12 % pendant la durée du dernier semestre et celle des chevaux, de 20 %. (*Pravda*, 18 mars 1925).

Dans le gouvernement de Tsaritsine, la diminution des animaux de trait est évaluée à quarante mille, ce qui représente 30 % de leur quantité totale. (*Econ. Jizn*, 5 mars 1925).

Dans les localités les plus éprouvées des districts de Kherson et de Nicolaëff, 30 % des foyers paysans se trouvent dans une situation critique. Les autres foyers s'effondreront également si l'on ne vient promptement à leur aide. (*Le Communiste* 31 janvier 1925).

Dans le district de Morosoff, au printemps de 1924, il y avait 26.000 bœufs ; en janvier, il n'en restait plus que 19.000 et, sur 36.000 vaches, il en restait 21.000. (*Pravda*, 7 novembre 1925).

Au dire du journal *Terek*, des villages entiers et des stanitzas (villages habités par les Cosaques) vendent leur bétail à vil prix. (*Econ. Jizn*, 12 décembre 1924).

Dans la République des Kirghiz : « Il faut s'attendre à la possibilité de l'anéantissement total du bétail », etc...

On pourrait citer encore de nombreux témoignages de ce genre et cela pour toutes les parties de la Russie. Ils prouvent que, dans la majeure partie de ce pays, les paysans, faute de pouvoir nourrir leur bétail, sont obligés de s'en défaire à vil prix.

L'INSUFFISANCE DE L'AIDE APPORTÉE PAR LE GOUVERNEMENT DES SOVIETS

La famine, ainsi que la ruine des exploitations rurales, prouvent, à elles seules, l'insuffisance absolue de l'aide gouvernementale, aide qui, d'après Rykoff, Président du Conseil des Commissaires du Peuple, s'est élevée à quatre-vingt-cinq millions de roubles.

La presse soviétique contient à ce sujet des aveux, tardifs il est vrai, mais très explicites.

Au dire du *Communiste* (15 mars 1925), il n'est pas possible de vaincre le fléau « avec les ressources fournies par le gouvernement ».

Boutzenko, secrétaire du Comité Central Panukrainien, reconnaît également que « l'État ne possède pas les moyens de venir en aide à toute la population qui souffre de la famine. »

« Tous les journaux sont pleins de communiqués concernant l'aide que l'État apporte aux affamés ; mais nous ne voyons rien venir. » (*Biednota*).

« Ce que le gouvernement alloue aux affamés (dans la région du Donetz), ce n'est qu'une goutte d'eau dans la mer. » (*Sovietsky Youg*, du 7 février 1925).

Par suite de la mauvaise récolte de 1924, la crise s'étend à tout le pays.

Fin décembre 1924, à Moscou, le professeur Orloff, à l'une des sessions du Conseil des Congrès des Bourses de Commerce, a déclaré que les stocks de blé sont épuisés et que, sur le marché du blé, la situation est difficile. En conséquence, le gouvernement a décidé d'importer en Russie, en toute hâte, 30 millions de pouds de blé. Or, ce même gouvernement, au commencement de 1924, se proposait d'exporter 350 millions de pouds de blé !

Malgré l'importation de blé étranger en Russie, les prix montent par bonds dans tout le pays en raison de la rareté des céréales. A la mi-janvier, le prix moyen du seigle avait triplé en comparaison de l'année précédente ; dans certaines régions, le prix en est encore plus élevé. (*Econ. Jizn*, n° 41, 1925).

Dans les grands centres urbains, ainsi que dans la majorité des gouvernements de la région consommatrice, gouvernements où la récolte a été satisfaisante, le manque de blé se fait sentir tous les jours de plus en plus.

Par exemple, dans le gouvernement de Wladimir (Russie Centrale), le prix de la farine de seigle a monté excessivement. Les réserves de

blé qui se trouvaient dans le gouvernement sont toutes vendues ; par endroits, on a tenté d'en régulariser la vente en limitant à un maximum ce qui pouvait être vendu à un seul individu ; mais cela n'a fait qu'augmenter la panique. (*Econ. Jizn*, 4 mars 1925).

Dans toutes les régions de la Russie, tant productrices que consommatrices, on signale cette hausse folle du prix du blé.

La Délégation des Trades-Unions affirme que la mauvaise récolte de 1924 n'a eu qu'une importance locale et que le gouvernement a pris des mesures suffisantes pour combattre ses suites...

Or, tout ce que nous exposons plus haut démontre que, même d'après les sources soviétiques, la famine de 1924 s'est principalement étendue sur la majeure partie de la région productrice et que ce sont les exploitations paysannes de cette région qui furent le plus durement atteintes.

CHAPITRE IV

L'AFFAISSEMENT DE L'INDUSTRIE ET LE CHOMAGE FORCÉ

En dehors de la ruine de l'agriculture, l'affaissement de l'industrie et le manque, pour ne pas dire la disparition totale, du travail salarié, ont porté un préjudice immense au bien-être des paysans. Avant la révolution, les paysans de la région productrice principalement gagnaient, en travaillant dans les grandes propriétés, jusqu'à un milliard de roubles par an. Quant aux paysans de la région consommatrice, ils se procuraient la majeure partie de leurs ressources en travaillant dans les fabriques ou bien à différents métiers : charpentiers, maçons, peintres en bâtiment ; tous les ans, dès le printemps, ils arrivaient dans les villes où un travail assuré les attendait et, à l'approche de l'automne, quand toute construction s'arrêtait en raison des fortes gelées, ils regagnaient leurs foyers.

Actuellement, par suite de la destruction de la propriété foncière capitaliste, de l'affaissement de l'industrie et de l'appauvrissement des villes, toutes ces sources de gain sont taries pour les paysans.

Le paysan du Nord de la Russie, par la force des choses, en est réduit à s'occuper exclusivement d'agriculture ; mais le climat rigoureux et le sol pauvre dans cette région ne lui permettent pas de s'assurer, par ce seul travail, le bien-être du campagnard.

Certes, la Russie de l'Ancien Régime fut parfois éprouvée par la famine ; mais le paysan-agriculteur eut toujours la possibilité de gagner sa vie en travaillant dans les grandes propriétés foncières, où son

travail lui était payé presque en dehors de toutes considérations de bonnes ou de mauvaises récoltes. Quant au paysan-artisan, il avait un champ de travail illimité et qui, d'année en année, devenait plus vaste.

D'après Klimenko, Commissaire du Peuple pour l'Agriculture, la situation du paysan, en Ukraine, est encore plus pénible ; car la base de la culture intensive, l'industrie rattachée à l'économie rurale, est actuellement ruinée dans la proportion de 50 %. (*Le Communiste*, 12 décembre 1924.)

Pour le paysan-artisan, la possibilité de travailler dans les usines, dans les fabriques, ou d'exercer un métier dans les villes, a aussi été brusquement suspendue.

Nous avons déjà indiqué que, dans la région consommatrice, le progrès de l'agriculture semble avoir fait un pas décisif : la superficie des emblavures ainsi que la quantité des têtes de bétail ont dépassé les chiffres d'avant-guerre. Or, la situation économique du paysan de cette région *non seulement ne s'est pas améliorée, mais a énormément empiré*. Le développement de l'agriculture, dans cette région, n'a pas pu y compenser la disparition du travail salarié.

Le tableau ci-dessous démontre la chute de l'industrie et surtout des sources de gain qu'y trouvait le paysan. (*Messenger de la Direction Centrale des Statistiques*, n° 84.)

GOUVERNEMENTS		Pourcentage des foyers où les hommes travaillaient dans l'industrie ou exerçaient un métier quelconque		
		AVANT-GUERRE	1920	1922
de Moscou	(Russ. Centr.)	95,0	37,1	24,7
— Toula	(Russ. Centr.)	74,0	20,6	14,0
— Nowgorod	(Nord-Ouest)	93,0	24,2	14,0
— Simbirsk	(Volga)	60,0	13,3	13,0
— Vitebsk	(Ouest)	50,0	6,2	2,4

CHAPITRE V

RENDEMENT INSIGNIFIANT DE L'EXPLOITATION PAYSANNE

Les données manquent pour permettre d'évaluer, actuellement, le degré de dénûment du paysan russe.

Les enquêtes sur les budgets des exploitations paysannes en donnent cependant une certaine idée. D'après ces enquêtes, le revenu brut de l'exploitation du cultivateur russe a baissé, depuis la révolution, dans les proportions suivantes :

	RÉGION CONSOMMATRICE		RÉGION PRODUCTRICE	
	Avant-guerre	1922-23	Avant-guerre	1922-23
	—	—	—	—
Revenu brut en				
roubles. . . .	653,7	572,4	926,6	632,9

D'après ces données, le revenu brut de l'exploitation paysanne a diminué dans la région consommatrice de 13 %. Dans la région productrice, cette diminution atteint 43 %.

Ces mêmes enquêtes témoignent, en même temps, que tant dans la région consommatrice que dans la région productrice, par suite de la disparition du travail salarié, par suite de la politique spéciale des prix, que pratique le pouvoir, les exploitations paysannes sont déficitaires.

Autrement dit, ces exploitations ne récupèrent pas

le prix de leurs peines et n'assurent pas la satisfaction des besoins normaux du producteur et de sa famille.

LA RÉGION PRODUCTRICE

D'après les données de l'*Econ. Jizn* (n° 216, 1923), les observations recueillies sur une exploitation paysanne de dimensions moyennes, ayant une surface ensemencée de 3 à 6 hectares, dans le gouvernement de Simbirsk (région de la Volga), donnent les résultats suivants :

1° Le capital de fonds avait diminué, vers 1923, en comparaison de l'année 1913, de 50 % ;

2° Malgré la diminution des frais, cette exploitation, au lieu de rapporter un gain net de 32 pouds de blé (1913) donnait un déficit de 13 pouds (1923).

En Ukraine, le déficit d'une exploitation moyenne possédant 2, 7 hectares atteint en 1923 18,5 roubles-or, c'est-à-dire 50 à 60 pouds de blé. (*Pravda*, n° 22, 1923).

En Crimée, dans les conditions actuelles, l'agriculture ne paie pas le travail qu'elle exige : elle est déficitaire. (*Econ Jizn*, n° 205, 1924).

Les enquêtes gouvernementales dans d'autres régions de la Russie, sur les budgets des paysans, donnent des résultats analogues.

Les exploitations les plus solides sont également déficitaires. L'*Econ. Jizn* (n° 14, 1923) rapporte à ce sujet l'exemple suivant tiré du gouvernement de Simbirsk (Volga). Une ferme modèle, exploitée par un agriculteur-agronome, malgré une récolte excellente, arrive à peine à joindre les deux bouts. Le correspondant qui communique ce fait en tire la conclusion suivante : « L'exploitation rurale, dans les conditions générales du moment, même menée avec succès, n'est pas en état, à elle seule, de suffire à tous les besoins du cultivateur. »

En ce qui concerne les exploitations indigentes, leur situation, toujours d'après les données de l'enquête officielle, est irrémédiablement sans issue.

Par exemple, dans le gouvernement de Riazan, le déficit d'un agri-

culteur sans cheval, possédant cinq hectares de terre, se chiffre par la somme énorme de 117 pouds de blé. (*Pravda*, n° 206, 1924).

Ainsi l'exploitation moyenne, de même que l'exploitation indigente, sont déficitaires ; elles n'arrivent pas à nourrir les membres de la famille, qui sont voués ou à souffrir la faim, ou à vivre aux dépens de leur capital de fonds, ce qui les mène à la ruine complète. Telles sont, d'après les données officielles, les conditions dans lesquelles se trouvent les trois quarts des exploitations paysannes. (*Pravda*, 8 avril 1924.)

LA RÉGION CONSOMMATRICE

Par suite de l'affaissement de l'industrie et du peu de besoin de main-d'œuvre ouvrière, et malgré le progrès relatif de l'agriculture, l'exploitation moyenne dans la région consommatrice est également déficitaire ; voici, par exemple, les résultats de l'examen des budgets des exploitations paysannes du gouvernement de Nowgorod, pour 1923.

« Le chiffre des recettes moyennes du paysan a sensiblement baissé en comparaison de celui d'avant-guerre : de 537,17 pouds de blé, il est tombé à 381,21 pouds. Les recettes provenant du travail dans l'industrie ou de l'exercice d'un métier ont diminué de 76 % par rapport au budget d'avant-guerre, où elles occupaient la première place, alors qu'aujourd'hui, elles n'occupent plus que la quatrième. » (*Pravda*, nos 231-232).

Par suite de l'affaissement de l'industrie et de la disparition des « à-côtés » et malgré un certain développement de l'agriculture dans la région consommatrice, « les dépenses ne sont pas couvertes par les recettes ». « Le déficit est en moyenne de 15,5 pouds par exploitation. » (*Pravda*, nos 231-232).

« Les exploitations, même celles qui se sont détachées de la communauté de village (khoutors) pour organiser des fermes indépendantes, sont déficitaires. Une enquête officielle, faite en 1924 sur

la situation des khoutors du gouvernement de Vitebsk, où la récolte était normale, prouva que même ce genre d'exploitation était déficitaire d'une centaine de roubles environ. Ce déficit est comblé par l'alimentation insuffisante de la famille de l'agriculteur ; toute la famille va nu-pieds ; la ruine complète de l'exploitation est évidente. » (*Biednota*, 24 janvier 1925).

Les données ci-dessus démontrent clairement que la majorité des paysans russes, même au cours des années à récolte normale, est vouée à une existence de demi-famine.

CHAPITRE VI

LE MORCELLEMENT DES EXPLOITATIONS PAYSANNES ET L'INSUFFISANCE DES TERRES ARABLES

Le morcellement des exploitations paysannes est une des principales conséquences de la révolution et du communisme ; il a entraîné leur affaiblissement économique et leur instabilité ; c'est aussi le résultat de la politique d'égalité systématique appliquée à outrance, de cette véritable rage de nivellement.

Le nombre de foyers ne possédant ni terres, ni cultures avait diminué, en 1919, de 10 %, par comparaison avec 1917 ; mais les foyers représentant l'autre pôle social du village, autrement dit ceux qui possédaient des emblavures plus ou moins importantes, avaient diminué bien plus sensiblement encore : ils ne représentaient plus que le quart de leur nombre d'autrefois.

Les foyers ensemençant plus de vingt-cinq hectares avaient presque complètement disparu ; et, simultanément, ceux qui possédaient de un à quatre hectares avaient sensiblement augmenté de nombre. Un fait analogue s'était produit, par suite de la répartition, pour la possession du bétail.

L'affaiblissement de la puissance économique de l'exploitation paysanne s'est poursuivi même après 1920. (*Econ. Jizn*, 27 mai 1923). Il continue à se faire sentir.

La révolution agraire et la ruine des paysans aisés

(koulaks !...), considérés comme exploiters des autres habitants du village, ont eu cette conséquence que l'élément prolétaire ou semi-prolétaire du village possède des lots de terre ne dépassant pas un hectare ou un hectare et demi (d'après la *Pravda*), sans instruments aratoires, sans bétail, ou en ayant en quantité si petite que le cultivateur n'est assuré d'aucune indépendance dans son travail de production.

D'autre part, les foyers aisés ont tous été plus ou moins dépouillés de leurs terres, de leurs bestiaux et des instruments aratoires et machines agricoles qu'ils possédaient ; ils ont donc perdu la majeure partie de leur puissance productrice d'avant-guerre et, par là même, ont cessé de pourvoir le marché. Ils sont devenus foyers consommateurs, ne se distinguant des foyers indigents qu'en ce qu'ils se nourrissent d'une manière plus satisfaisante (dans le gouvernement de Kieff).

L'importance économique de cette évolution des différentes catégories de foyers paysans est immense.

D'après les données du professeur Tchélintsoff, le revenu du cultivateur dans le centre producteur de la Russie (gouvernement de Tamboff), ne commence à suffire aux besoins de toute la famille qu'à partir des exploitations s'étendant sur huit à onze hectares de terre. En Ukraine (district de Starobielsk), à la suite de l'enquête du professeur Tchayanoff, cette limite serait de 7,5 hectares. (Professeur Tchélintsoff : *Essais d'études sur l'organisation de l'exploitation agricole-paysanne* ; professeur Tchayanoff : *Budgets des paysans du district de Starobielsk*).

D'après les données d'un recensement partiel fait en 1923, 15 % seulement des foyers paysans ensemençaient plus de 6 hectares de terre. (*Pravda*, 7 février 1924).

La majeure partie des foyers agricoles paysans est hors d'état de fournir quoi que ce soit au marché ; les produits du travail de ces foyers suffisent à peine aux besoins de la famille du cultivateur.

Ainsi, la répartition aux paysans des terres ayant appartenu aux grands propriétaires fonciers capitalistes n'a pas justifié l'espoir que les paysans nourrissaient de s'enrichir par suite de cette spoliation.

Le rapport de la Délégation des Trades-Unions prétend que les paysans avant la révolution étaient dans une situation « déplorable », qu'un tiers seulement de toute la terre leur appartenait, que cette terre était de la pire qualité,... qu'on ne fit rien pour que la possession de la terre par les paysans fût effective..., et enfin qu'après l'avènement des communistes au pouvoir, vers 1919, 90 % de la terre avaient passé aux mains des paysans (p. 63).

La Délégation affirme aussi que le communisme a tiré les paysans de la position matériellement très difficile dans laquelle ils se trouvaient, en leur donnant la jouissance de la presque totalité de la terre.

Ni les données, ni les affirmations de la Délégation sur toute cette question ne répondent à la réalité.

En 1916, les paysans possédaient 188 millions d'hectares de terre. En outre, la Banque des Paysans détenait plus de 2 millions d'hectares de terre destinés aux paysans qui pouvaient, par l'entremise de cette banque, fondée spécialement dans ce but, acquérir ces terres à des conditions très avantageuses.

Ainsi, la totalité des terres appartenant aux paysans représentait 190 millions d'hectares. D'autre part, les propriétaires fonciers ne travaillant pas personnellement la terre ne possédaient que 63 millions d'hectares, dont 27 millions étaient *boisés*. *Les paysans, avant la révolution, possédaient donc trois fois plus de terre que les propriétaires fonciers-rentiers et même cinq fois plus, en tant qu'il est question de terres labourables.*

Quant aux terres appartenant à l'État, elles étaient concentrées dans les cinq gouvernements de l'Extrême-Nord et du Nord-Est de la Russie ; la majeure partie de ces terres (9/10), par suite des condi-

tions du climat local, n'étaient pas utilisables pour l'agriculture.

Dans les quarante-cinq autres gouvernements de la Russie d'Europe, les terres appartenant à l'État ne représentaient que 11 millions d'hectares, autrement dit 4 % de la superficie de ces gouvernements.

Les « Apanages » (propriétés de la Famille Impériale) possédaient, en 1905, 7.843.015 hectares, dont 1.868.000 hectares furent remis à la Banque Foncière des paysans pour être vendus aux laboureurs qui possédaient des lots de terre insuffisants. Des 6.000.000 d'hectares restés en la possession des « apanages », la majeure partie représentait des forêts ou des terres non-cultivables.

Les églises et les couvents possédaient une quantité de terre insignifiante : 2.600.000 hectares. Les terres appartenant aux villes ou aux organisations militaires des Cosaques montaient à 15.000.000 d'hectares, ce qui ne représentait que 8 % des terres appartenant aux paysans.

Ainsi, les paysans possédaient, avant la révolution, la majeure partie des terres cultivables. Comme les terres des paysans n'étaient pas aussi soigneusement travaillées que celles des propriétaires, elles étaient d'un rendement inférieur à celui des terres appartenant à la classe bourgeoise ; pour ce qui est de leur qualité, les terres des paysans ne le cédaient en rien à celles des propriétaires-rentiers.

Du reste, les données officielles du gouvernement soviétique (*Izvestia*, 24 décembre 1924) affirment, elles-mêmes que des 217.000.000 d'hectares de terres ayant appartenu à l'État, aux villes, au clergé, aux apanages, aux propriétaires privés, etc., les paysans ne reçurent que 50.000.000 d'hectares, c'est-à-dire moins que n'en possédaient les propriétaires rentiers. (63.000.000 d'hectares). Encore, faut-il prendre en considération que, sur ces 50.000.000 d'hectares, une certaine quantité appartenait aux paysans aisés (koulaks), qui furent également dépossédés de leurs champs.

L'affirmation de la Délégation ouvrière anglaise,

qu' « avant la révolution le Gouvernement n'eût rien fait pour augmenter la quantité de terre dont jouissaient les paysans », est en contradiction flagrante avec les faits ; car, au cours des cinquante-cinq années qui suivirent l'affranchissement des paysans, la superficie des terres leur appartenant augmenta de 68 % et cette superficie s'étendait d'année en année, sans l'aide d'aucune révolution ; insensiblement, les agriculteurs prenant part personnellement aux travaux des champs concentraient entre leurs mains la presque totalité des terres arables : en 1916, les emblavures des paysans représentaient 89 % de cette superficie totale¹.

Le partage entre les paysans des terres ayant appartenu aux propriétaires fonciers-capitalistes, — et c'est ce qu'il y a de plus grave, — n'a pas amélioré la condition matérielle du paysan.

Le Commissaire du Peuple à l'Agriculture a reconnu lui-même que *le partage entre les paysans d'une énorme quantité de terres n'a donné que des résultats insignifiants*. Une enquête spéciale organisée par la Section Centrale de l' « Organisation de la terre » a permis de constater que la quantité dont s'est ainsi trouvée augmentée la superficie de terre détenue par les paysans, se réduit en moyenne, par consommateur, à bien peu de chose : « Il ne s'agit que de dixièmes et même de centièmes d'hectare par tête... » (*Après cinq ans*, p. 295. Moscou, 1923).

Au cours des dernières années, un fait encore plus frappant s'est manifesté. Dans la majeure partie de la Russie, *la quantité de terre que possèdent, en moyenne, les foyers paysans, non seulement ne s'est pas accrue depuis la révolution, mais a diminué*.

La Commission qui s'est livrée à une enquête touchant cette question si importante, dans quinze gouvernements de la Russie, a abouti à cette conclusion

1. Y compris les terres affermées par les paysans.

que, bien que la quantité de terre par tête se soit quelque peu élevée, « la moyenne actuelle, par foyer paysan, en terre cultivable (7, 4 hectares), est inférieure à ce qu'elle était en 1905 (8,5 hectares).

L'enquête officielle précitée en arrive à conclure que *le résultat final de la révolution agraire et du partage des terres ayant appartenu aux propriétaires fonciers est que l'exploitation d'un paysan comprend, en moyenne, moins de terre qu'il y a dix-neuf ans. (Les Comités des Volosts et Villages, page 147. Moscou. 1924.)*

Il faut remarquer, en outre, que la partie la plus indigente de la classe paysanne n'a pas pu prendre possession de la terre qui lui était attribuée, pour la simple raison qu'elle manquait de bétail et d'instruments aratoires. C'est ce qui explique que, depuis la révolution, la superficie des terres labourées ait diminué, bien que l'étendue de terre attribuée à chaque paysan ait augmenté.

« Les paysans ont reçu la terre, mais ils ne sont pas en état de la cultiver », écrit la *Pravda de Leningrade*, le 20 septembre 1924. (Organe du parti communiste local.)

« Le paysan indigent a reçu son lot de terre, mais il n'a pas reçu le capital nécessaire pour mettre son exploitation en train. » (*Le Communiste* 1^{er} janvier 1925.)

Tous ces témoignages prouvent que le transfert aux paysans des terres ayant appartenu aux propriétaires fonciers, transfert que les communistes et, après eux, la Délégation, regardent comme un bienfait inappréciable dont les paysans sont redevables à la révolution communiste, n'a, en réalité, nullement amélioré la position de ces derniers.

Au contraire, le morcellement des foyers paysans s'accroît d'année en année et le manque de terre se fait sentir de plus en plus (dans la région consommatrice, dans la région centrale productrice, dans la

partie occidentale de l'Ukraine, dans la Russie blanche.)

En Russie blanche, par exemple, 30 % des foyers possèdent de lots de terre si insignifiants qu'ils ne suffisent même pas pour nourrir la famille du laboureur. (*Izvestia*, 6 février 1925).

En Volhynie, le manque de terre se fait sentir à l'extrême. (*Le Communiste*, 9 juin 1924).

« L'insignifiance des lots de terre par foyer fait que le bétail possédé par la région diminue tous les jours ; car les foyers ont si peu de terre qu'ils trouvent difficilement à y nourrir une vache et une paire de chevaux. » (*Le Communiste*, 9 juillet 1924).

CE MORCELLEMENT DES TERRES S'ACCENTUE ENCORE PAR SUITE DU DÉMEMBREMENT DES FAMILLES PAYSANNES, QUI AUGMENTE TOUS LES JOURS, SURTOUT CES DERNIERS TEMPS.

Ce démembrement, plein de lourdes conséquences pour la classe rurale, est un des fruits du communisme ; il a pour causes, d'une part, « la dissolution commençante des vieilles traditions rurales » (*Les Comités des Volosts et des villages*, page 147) et, d'autre part, le poids écrasant des impôts établis par les communistes.

« Le paysan », assure le délégué du gouvernement de Pskoff (Nord-Ouest de la Russie) au onzième Congrès des Soviets, en 1924, « le paysan cherche à se libérer des impôts et fractionne sa famille pour qu'elle entre dans la catégorie des petits foyers non imposés. » (*Izvestia*, 22 janvier 1924.)

Aussi, depuis la révolution, le nombre des foyers paysans s'est-il sensiblement accru : en 1916, il en existait, pour la Russie d'Europe, 16.000.000 ; en 1923, il y en avait déjà 18.000.000.

En Ukraine, le nombre des foyers a passé de trois à cinq millions. (*Le Communiste*, 12 décembre 1924.)

Actuellement, au dire de la *Biednota*, le démembrement des familles est devenu le fléau des villages.

« Les résultats des partages, écrit la *Pravda* (n° 280, 1924), sont presque invariablement les mêmes ; les foyers de moyenne dimension, divisés en deux ou trois tronçons, perdent leur vitalité. »

« Les foyers paysans s'émiettent, la misère s'accroît. » (Gouvernement de Tver. *Biednota*, 1^{er} décembre 1924).

« Des lots de terre, insignifiants par eux-mêmes, se morcellent encore annuellement ; il devient impossible de mener l'exploitation... Le morcellement de la terre a atteint un tel point qu'il y a maintenant des bandes de terre, appartenant à des foyers, de la largeur d'une archine. » ($3/4$ de mètre). (Gouvernement de Viatka, nord-est de la Russie. *Biednota*, 1^{er} décembre 1924).

« Dans le Gouvernement de Simbirsk (Russie orientale), comme résultat des partages pratiqués par les familles paysannes, la multiplication et la propagation des foyers nains prennent une extension formidable. Ces foyers ne possèdent aucune force productive ; leur puissance d'achat est nulle.

« La multiplication de foyers semblables, qui pratiquent la culture d'une manière des plus primitives, sape le bien-être économique de notre gouvernement. » (*Econ. Jizn*, n° 111, 1924).

« En Ukraine, par suite du morcellement des foyers paysans, le niveau de la technique agricole a sensiblement baissé, ainsi que le degré d'approvisionnement des marchés. » (*Le Communiste*, 12 décembre 1924).

Le manque de terre arable prend un caractère exceptionnellement aigu par suite de la situation économique, résultat direct du communisme. L'intensification de l'agriculture, dans les conditions créées par le communisme, est irréalisable ; l'organisation des migrations est ruinée à sa base par les communistes. Ces temps derniers, on peut observer, dans la région de la Volga, des migrations spontanées de paysans qui viennent de Sibérie, territoire vers lequel émigrèrent pendant si longtemps les paysans pauvres de la Russie d'Europe... Par suite de la ruine de l'industrie, l'excédent de la population villageoise ne peut plus trouver de travail, ni dans les villes, ni dans les grands centres industriels.

L'*Econ. Jizn* écrit, à propos de la Russie Blanche : « La génération qui grandit s'installe sur la terre, attendu que l'industrie n'est pas en état de lui procurer du travail ; au contraire, chaque jour, elle rejette des chômeurs. Avant la révolution, ce problème trouvait sa solution dans l'émigration d'une partie de la population villageoise, soit en Sibérie, soit même en Amérique ; actuellement, ces débouchés n'existent plus et le manque de terre se fait sentir de plus en plus. »

CHAPITRE VII

L'INSTABILITÉ DES POSSESSIONS TERRIENNES

La Délégation des Trades-Unions déclare que les communistes ont résolu la question de la possession de la terre d'une manière tout à fait satisfaisante : la terre, prétend-elle, est très solidement assurée à son possesseur et les paysans ont droit de l'exploiter à leur gré. Effectivement, la loi agraire de 1922 a bien été élaborée dans cet esprit... Mais les effets de cette loi se sont trouvés complètement annulés par les dispositions du pouvoir et par la politique générale des Soviets à l'égard des paysans, politique dirigée contre le développement de l'initiative individuelle de la classe rurale.

LE PAYSAN ACTUELLEMENT NE JOUIT PAS DE LA
POSSESSION STABLE DE LA TERRE QU'IL CULTIVE

Bien que la loi de 1922 ait ordonné de mettre fin aux partages tendant à réaliser l'égalité dans la possession de la terre, en fait, cette répartition du sol continue, les communistes persévérant dans leur dessein de surexciter la lutte de classe dans les villages. Le Pouvoir soviétique lui-même, en dépit des prescriptions formelles de la loi, sanctionne les tendances niveleuses d'une partie de la classe rurale.

« Le prolétariat qui détient le pouvoir peut et doit se baser sur les tendances niveleuses de la classe paysanne. » (*Pravda*, 17 août 1924).

« De différentes régions de la Russie, on fait savoir que le partage des terres continue. En Russie Blanche, par exemple, la répartition des terres se poursuit. » (*Izvestia*, 16 février 1925).

En Ukraine, le VIII^e Congrès des Soviets (fin 1923) décide de consolider la possession de la terre effective et incontestée, telle qu'elle existe présentement.

Cette décision catégorique a été provoquée par la nécessité absolue de mettre fin aux tendances niveleuses qui existaient dans plusieurs régions, (*Le Communiste*, 1^{er} janvier 1924).

D'après cet organe, « tout nouveau partage de la terre amènerait à la désorganisation des foyers travaillant ou pouvant travailler pour le marché. Au point de vue économique, ce serait pernicieux et, au point de vue politique, inadmissible. »

Néanmoins, le Commissaire du Peuple pour l'Agriculture en Ukraine est forcé de reconnaître que les décisions du VIII^e Congrès « ne sont malheureusement pas mises à exécution dans beaucoup de localités ; mais qu'une tendance absolument contraire est poursuivie »...

On écrit à la *Biednota* du gouvernement de Nijni-Novgorod (14 mai 1924) : « La répartition des terres se refait chaque année... Si quelques membres de la commune désirent organiser des foyers séparés, on recommence le partage... Les foyers ne possédant pas de chevaux demandent un nouveau partage, et ils sont nombreux ; il faut se plier à ce désir... ; même les paysans possédant des fermes séparées ne sont nullement garantis contre des partages possibles ».

A ce même journal *Biednota*, on écrit du gouvernement du Don (15 janvier 1925) : « En 1922, après une famine épouvantable, j'ai labouré, avec des peines inouïes, un hectare de terre qui était en friche ; à l'automne eut lieu une nouvelle répartition des terres de la commune et l'hectare que j'avais défriché échut à un autre citoyen ; quant à moi, je reçus un hectare non défriché. Je ne perdis pas courage, je labourai de mon mieux cet hectare et demi et j'y semai du froment ; et, cette fois encore, je fus frustré du résultat de mon travail, un nouveau partage m'en priva.

C'est ainsi que, chez nous, le partage recommence tous les ans ».

Du gouvernement d'Orel : « Les partages fréquents de la terre sont

plus ruineux que n'importe quelle sécheresse ; la sécheresse ne se répète que, par exemple, tous les cinq ans ; tandis que ces partages, se renouvelant tous les ans, coupent bras et jambes aux laboureurs. »

Du gouvernement de Tamboff : « Tous les ans, on partage la terre, ce qui fait qu'elle est épuisée. Les discussions et les disputes qui ont lieu au moment de ces partages font perdre un temps précieux pour les semailles ; dans ces conditions, des récoltes satisfaisantes deviennent à peu près impossibles ».

Et ainsi de suite, sur toute l'étendue de la terre de l'immense Russie.

Il est naturel que l'instabilité de la possession de la terre soit un obstacle au développement économique rural.

« Cinq ans de partages continuels des terres ont enraciné si profondément cet usage qu'il est maintenant bien difficile de lutter contre lui », écrit la *Biednota* (18 octobre 1923). « Ces partages sont habituellement accompagnés de disputes et même souvent de rixes. » « Une telle situation mène à de funestes conséquences », continue ce même journal.

« Les efforts de la législation agraire pour créer une possession stable de la terre sont absolument vains ; l'agriculteur n'est nullement enclin à fertiliser une terre qu'il sait ne détenir que momentanément. Dans de pareilles conditions, il faut abandonner tout espoir de reconstituer promptement l'économie rurale. »

Le correspondant de la *Pravda* communique à ce journal, du gouvernement de Koursk (Russie centrale), le 15 octobre 1924 :

« Je recherche avec les paysans les raisons des faibles récoltes et ces raisons sont les suivantes : répartition annuelle de la terre, assolement primitif et pâturage, en automne, du bétail sur les blés d'hiver. »

Zinovieff, l'un des triumvirs soviétiques, dans son dernier rapport à la conférence de Lénine (26 janvier 1925), fit l'aveu caractéristique suivant : « Il arrive que notre paysan d'aisance moyenne n'utilise pas tout le fumier dont il dispose pour amender sa terre, car il se dit : « Je ne sais pas si la terre dont je jouis m'appartiendra demain ; je ne sais même pas de quel œil je serai considéré si j'arrive à améliorer mon exploitation. » (*Izvestia*, n° 29, 1925).

Le paysan est naturellement mécontent de cet état de choses ; il estime que, jadis, la situation était meil-

leure ; il désire que non seulement la jouissance de la terre soit stabilisée, mais que la terre lui soit remise à titre de propriété privée.

Les correspondants communistes paysans réunis à Moscou en avril 1925 l'ont formellement déclaré à un autre dictateur soviétique : Staline :

« Le malheur consiste en ce qu'on partage continuellement la terre et que nous ne sommes pas assurés de disposer l'année prochaine du lot de terre que nous cultivons cette année ; dans ces conditions, nous perdons toute envie de travailler la terre comme il convient. »

Les paysans disent : « Autrefois, c'était mieux ; le peu de terre que je possédais, je savais que personne ne viendrait me la prendre pour la partager. »

Le paysan rêve de posséder la terre à titre de propriété individuelle ; si le paysan cultive « sa terre » il récoltera plus sur un hectare qu'il ne récolte actuellement sur deux ou trois hectares échangeables annuellement contre d'autres. » (*Biednota*, 5 avril 1925).

Les communistes non seulement n'ont pas créé la jouissance stable de la terre, mais, actuellement, *ils ne permettent même pas aux paysans de choisir librements les méthodes pour la faire fructifier.*

Le code agraire de 1922 donnait ce droit aux paysans et leur permettait de se retirer de la communauté de village tout en gardant le lot de terre qui leur revenait. De nombreux paysans sortirent ainsi de la commune et organisèrent des exploitations sur des lots de terre séparés des terres communales.

En 1921-1922, ce mouvement prit un caractère général et « une force irrésistible ». (Parchine. — *La jouissance de la terre par lots séparés en Russie.*)

Un correspondant des *Izvestia* (2 juin 1923) communique du gouvernement de Smolensk (Russie occidentale) : « Les paysans ne voient et n'entendent rien ; ils ne savent discuter de rien ; ils n'ont qu'une pensée en tête : la terre, la terre. Le paysan s'est rué avec

ardeur sur la terre ; enfin, elle était là, cette terre, la vraie terre, et non pas celle qu'a créée la révolution »...

La cause de cet entraînement irrésistible, passionné, du paysan russe vers la possession individuelle du sol est l'idée fortement enracinée qu'aucune amélioration de l'économie rurale n'est possible avec le régime de la propriété commune.

L'enquête organisée par le Comité Central de Contrôle remarque que, dans beaucoup de régions, un changement s'est produit parmi les paysans, qui renoncent définitivement à cultiver la terre à la manière de leurs arrière-grands-pères. (Gouvernements de Lénin-grade, d'Ivano-Vosnésensk, de Voronège). Toutefois, il faut remarquer que cette tendance marche de pair avec le désir d'abandonner le régime de la propriété commune et d'organiser des exploitations rurales sur des lots de terre séparés.

Or, cette réaction, violente et générale, des paysans contre le collectivisme, ainsi que la victoire des principes individualistes, parurent dangereuses aux communistes. Dans la crainte de voir se fortifier parmi les paysans des tendances individualistes, le Pouvoir soviétique se mit à pratiquer une forte pression tendant à entraver l'organisation d'unités agraires stables.

Selon le rapport du Commissaire pour l'Agriculture, présenté au IX^e Congrès des Soviets, le principe fondamental de la politique agraire consiste à créer des conditions plus avantageuses pour l'exploitation collective de la terre que pour l'exploitation individuelle.

Finalement, le Pouvoir fit un pas décisif en arrière et *défendit formellement l'organisation d'exploitations séparées*. Cette mesure, et cela est très caractéristique, fut décrétée, non par acte législatif (les communistes eurent évidemment peur d'agir ainsi), mais par simple décision administrative, apparemment secrète. Une déclaration de Smirnoff, Commissaire

pour l'Agriculture, faite à la réunion des 'secrétaires des « cellules » villageoises (octobre 1924), porta cette mesure arbitraire à la connaissance de tous.

« L'année dernière déjà, déclara Smirnoff, nous avons catégoriquement défendu de transformer des lots de terre communaux en exploitations individuelles séparées. Cette forme de l'exploitation de la terre, selon nous, n'est pas admissible ; car nous tenons aux communautés agraires. » (*Pravda*, 25 octobre 1924).

C'est ainsi que le pouvoir des Soviets a fermé la voie à l'amélioration et au développement de l'exploitation rurale.

CHAPIRE VIII

DIVISION DE LA CLASSE RURALE EN DIFFÉRENTES COUCHES

Cette opération de la division de la classe paysanne, prit un essor particulier après la proclamation de la *N.E.P.* (Nouvelle politique économique). Elle mérite une attention spéciale.

Le Rapport de la Délégation des Trades-Unions remarque qu'avant la révolution, il s'était produit un accroissement du nombre des « koulaks » fermiers aisés), en même temps qu'une diminution du nombre des paysans communaux d'aisance moyenne et, par voie de conséquence, une augmentation du nombre des paysans possédant des lots de terre insignifiants. Le communisme, au dire de ce rapport, réalisa l'égalisation des lots de terre possédée par les paysans. (page 63).

En effet, après la période du communisme militant, le nivellement matériel des paysans fut le résultat de la révolution agraire : « nivellement dans la misère », comme le remarquent les socialistes italiens, après avoir visité la Russie des Soviets.

Pendant toute la durée de la *NEP*, la superficie des terres possédées par les cultivateurs continue à se niveler.

L'organe du Comité Central, le *Bolchevik*, écrit dans son n° 15-16, 1924 : « Non seulement nous ne remarquons aucune tendance accen

tuée à la division des classes rurales ; mais, au contraire, les données qui nous parviennent prouvent que la période du nivellement forcé, dans le domaine agraire, continue et que le dépouillement des « koulaks » se poursuit. »

Cependant, dans ces mêmes années de la *NEP*, et malgré le dénuement des villageois, une tendance contraire se précise : la classe paysanne se divise en plusieurs couches très distinctes, non par la quantité de terre possédée, mais par les moyens de cultiver cette terre, autrement dit, par la quantité de bétail et d'instruments agricoles dont dispose un foyer.

Le XIII^e Congrès du Parti Communiste (1924) remarque : « L'originalité de la division qui a lieu présentement parmi la classe rurale consiste en ce que son élément fondamental n'est pas tant la terre que le bétail, le matériel agricole, le commerce. » (*Pravda*, 16 octobre 1924.)

Le trait particulier de cette différence de situation consiste, non en ce que les exploitations les plus solides ont accaparé le bétail et le matériel agricole des exploitations plus faibles, mais en ce qu'elles sont les seules à en avoir conservé, en quantité moindre toutefois qu'avant la révolution. Or, ce n'est qu'un nombre insignifiant de paysans qui a conservé ces moyens ; la masse, ou bien les a perdus en entier, ou n'en possède qu'une quantité insuffisante pour mener rationnellement une exploitation.

Un certain Kurtz, président de la République des Allemands, dans la vallée de la Volga, remarque « que le nombre des foyers ne possédant ni bétail, ni chevaux, ni instruments agricoles, atteint un chiffre inouï ». (*Izvestia*, 8 octobre 1924.)

Sur la totalité des foyers paysans, ceux qui ne possédaient pas de bétail ou d'animaux de trait représentaient, en moyenne, en 1924, 32,5%.

Dans la région productrice, où le bétail et les ani-

maux de trait constituent la base fondamentale de la richesse des cultivateurs, la proportion des exploitations ne possédant ni bêtes à cornes, ni chevaux de labour est sensiblement plus élevée.

En Ukraine, le nombre des exploitations sans animaux de labour a atteint 52 % de leur nombre total ; en Podolie, 60 % ; dans le gouvernement de Saratoff (région de la Volga), 44 % ; dans le Nord du Caucase, 40 % ; dans le gouvernement de Stavropol (Sud-Est), 43 % ; dans la région de Sémipalatinsk (Sibérie), 60 %. (*Pravda*, 8 avril 1924, 27 mai 1924, 28 janvier et 27 février 1925. *Izvestia*, 11 février et 23 octobre 1924 ; 4 novembre 1925. *Vlast Sovietov*, n° 9, 1925. *Le Communiste*, 27 janvier, 10 février, 21 mars 1925. *Econ. Jizn*, 10 avril 1924. *Sovietsky Young*, n° 31, 1925).

La proportion des exploitations ne possédant pas de chevaux, dans toute la Russie, a atteint, en 1924, 40%. Ce chiffre général n'a pas une signification bien nette parce que, dans la région consommatrice, vu le retour aux champs de paysans ne trouvant plus de travail dans l'industrie, le nombre des foyers sans chevaux aurait plutôt diminué ; par contre, dans la région productrice, les foyers sans chevaux atteignent un nombre sans précédent : cela prouve la ruine irrémédiable des paysans.

Suivent quelques chiffres :

Ukraine.	45 %
Don.	60 %
Odessa	47 %

RUSSIE CENTRALE

--	
Voronège	61 %
Tamboff.	51 %
Riazan	43 %

(*Econ. Jizn*, nos 146, 221, 360, 368, 1924. *Pravda*, 21 mars, 13 avril, 21 avril 1924. *Izvestia*, 18 avril, 21 juillet 1924).

RÉGION DE LA VOLGA

Samara	60 %	(<i>Bulletin de la Direction Centrale</i>
Nijny-Novgorod	48 %	<i>des Statistiques</i> , n° 95, 1925).
Rép. Allemandes	54 %	

D'année en année, le nombre des foyers n'ayant ni chevaux, ni bétail va croissant : la ruine des paysans s'approfondit.

« La statistique démontre, écrit la *Pravda* du 27 février 1925, que le nombre des foyers ne possédant pas de chevaux a sensiblement augmenté en comparaison de 1917 (27%) et de 1920 (27,1%). » ¹

Le nombre des foyers sans chevaux constituait :

en 1917	28 %
en 1919	25 %
en 1923	35 %
en 1924	40 %

de leur nombre total. (*Bulletin de la Direction Centrale des Statistiques* n° 89, page 26.)

« Le matériel agricole n'a été conservé également que par une petite minorité de foyers ; les exploitations les plus faibles, à de très rares exceptions près, ne possèdent presque plus d'instruments agricoles. » (*Comment vit le village et de quoi il souffre*. — Edition des Soviets, p. 25.)

Ainsi, au cours de la période de la *NEP*, l'inégalité matérielle des paysans prit des proportions et des formes inconnues avant la révolution. Dans la région productrice, 50 à 70% des foyers, ou bien ne possèdent aucun bétail, ou n'ont pas les animaux nécessaires à

1. Le nombre élevé des foyers ne possédant pas de chevaux, en Russie, avant la révolution, s'explique par le fait que, dans la région consommatrice, plusieurs catégories de paysans, délaissant l'agriculture, travaillaient dans l'industrie, exerçaient un métier et ne considéraient l'agriculture que comme une source secondaire de moyens d'existence.

la culture et sont, par conséquent, dans l'impossibilité de labourer la terre.

« Les trois quarts des foyers paysans », indique la *Pravda* du 8 avril 1924, « qui constituent les trois quarts de la population des campagnes, sont de la catégorie des foyers misérables qui ne possèdent pas de bétail en quantité suffisante ou bien qui n'en possèdent pas du tout. Une faible minorité, 26%, autrement dit le quart, est en fait maîtresse du sol. »

« La majorité de la classe paysanne, bien qu'elle ait de la terre, n'en jouit pas plus que de suere en prenant le thé : elle doit se contenter de regarder l'un et l'autre. »

Les paysans n'ayant pas d'animaux de labour et de matériel agricole, sont dans la nécessité de s'adresser à leurs voisins plus riches qui leur fournissent ce qui leur est nécessaire à des conditions très dures et souvent usuraires.

Les exemples suivants fournis par la presse soviétique caractérisent ces conditions : le misérable vend sa dernière bête pour pouvoir labourer son coin de terre et conserver encore quelque temps son exploitation particulière. La récolte passe souvent au « koulak » avant qu'elle ne mûrisse. « Les paysans indigents possèdent leur terre nominalelement, juste assez pour être tenus de payer les impôts. » (Gouvernement d'Odessa, *Pravda*, 23 avril 1924).

« Lorsque le paysan pauvre est dans la nécessité de s'adresser à un paysan riche (koulak), écrit Kisseleff, secrétaire du Comité Central Exécutif, ce dernier lui prête un poud de blé, à condition qu'il travaille chez lui deux journées entières au moment de la moisson. » (*Vlast Sovietov*, organe officiel du Congrès Pan-russe des Soviets, n° 11, 1925).

C'est ainsi que le paysan pauvre, pour labourer sa terre, doit dédommager le paysan aisé quand ce dernier lui prête son cheval, son matériel agricole, l'aide à acheter des semences, etc...

Toutes ces conditions augmentent les dépenses des paysans pauvres dans de grandes proportions ; puis viennent les impôts qui achèvent sa ruine.

Il n'est pas possible de mener une exploitation agricole dans des conditions de crédit aussi difficiles.

« A la moindre difficulté survenant dans l'exploitation », écrit la *Pravda* du 23 avril 1924 en parlant des foyers sans animaux de labour, « ils disparaissent sans laisser de traces. »

Les exemples suivants donnent une idée de la situation des paysans ne possédant pas de bêtes de labour.

Du gouvernement de Tamboff, le correspondant de la *Biednota* (3 octobre 1923) décrit ainsi la situation des paysans besogneux dans le district de Kozloff : « J'admets une récolte au-dessus de la moyenne : 50 pouds par hectare. D'après les prix actuels, le paysan paye, pour le labourage d'un hectare, de 43 à 50 pouds ; puis viennent les frais de mouture. Il reste au besogneux, s'il fait des prodiges d'économie, 5 pouds de blé par hectare ; il arrive, le plus souvent, que ce paysan cède sa terre, pour la moitié de la récolte à venir, au paysan qui possède des animaux de labour. Une telle situation est sans issue.

« Toute l'année, un jour après l'autre, il consomme des pommes de terre cuites à l'eau, du pain mélangé de balle de blé, du kvas et des succédanés. S'acheter une chemise, des bottes, se faire un vêtement quelconque, le malheureux ne peut même pas y songer ; il a des enfants... (quels enfants !) qui vivent dans la misère ; ils ont froid, faim, ils sont sales, dévorés par les parasites, la gale..., de petits martyrs malheureux et chétifs...

« La vie de cet homme est un martyre. »

Du gouvernement de Riazan. La *Pravda*, n° 208, 1923, reproduit le budget d'un foyer ne possédant pas de cheval :

« Cinq hectares de terre, pour une famille de cinq personnes ; voici la récolte de 1922 (la recette et les dépenses sont calculées en unités de blé) :

Recettes	188 pouds
Dépenses.	305 —
Déficit.	117 —

Si nous comparons ces chiffres avec ceux d'avant-guerre, nous aurons un tableau fort éloquent de l'évolution que le foyer paysan a subie depuis. Le labourage de la terre coûtait, à la dite époque, trois fois moins. Le prix du bois de chauffage et autres articles indispensables a augmenté dans la même proportion. »

La *Pravda* ajoute que « les ménages les plus indigents et n'ayant pas de ressources stables sont obligés de restreindre leur budget au delà du possible ; néanmoins, ils se ruinent complètement. »

Dans le gouvernement de Nijni-Nowgorod, un paysan qui n'a pas de cheval, quand il a payé le prix du labourage, même si la récolte est normale, reste sans rien ; aussi beaucoup de paysans, ne voyant aucune issue à leur situation, rendent-ils à la commune des terres qui, parfois, leur appartenaient à titre privé. (*Biednota*, 20 avril 1924).

Les communistes eux-mêmes reconnaissent que la situation de ces exploitations impuissantes est désespérée et que par leurs propres forces elles sont incapables de se relever, d'acquérir le bétail et le matériel agricole qui leur sont nécessaires.

Les résultats de l'enquête organisée par ordre du Comité Central du Parti Communiste sur la situation des villageois ont conduit aux conclusions suivantes : « L'achat d'un cheval, dont le prix représente actuellement 300 pouds de blé, est absolument impossible aux foyers n'ayant que des ensemencements insignifiants et ne possédant ni bétail, ni matériel agricole. » (Gouvernement de Koursk, *Pravda*, n° 76, 1924).

Le discours de Rykoff, prononcé en décembre 1924, renferme la déclaration suivante de quelques paysans : « Actuellement, nous n'avons pas d'animaux de labour, nous manquons d'instruments aratoires et cependant nous devons nous nourrir ; nous sommes cultivateurs de père en fils et nous ne pouvons pas plus vivre sans cheval que les poissons sans eau ; les moyens nous manquent et la terre reste en friche. »

Une masse de paysans est dans cette situation tra-

gique et, avec les communistes, toutes les voies normales pour leur venir en aide sont fermées. Il leur est impossible de trouver du travail dans les villes où, d'après les dernières données soviétiques, il y a déjà plus d'un million de sans-travail ; le marché du travail agricole est également très étroit actuellement, par suite de l'absence de toute industrie agricole et de la ruine des grandes propriétés foncières.

« En d'autres conditions, le paysan, abandonnant son exploitation, se serait acheminé vers les villes ; mais la lenteur du développement de l'industrie urbaine l'oblige à se cramponner au coin de terre qu'il possède. » (*Pravda*, 10 avril 1924).

« Le paysan pauvre n'aurait qu'à abandonner sa terre et à aller chercher du travail dans les villes ; mais le chômage qui y règne anéantit même ce dernier espoir. » (Gouvernement de Nijni-Novgorod, *Pravda*, 18 avril 1924).

« Le paysan pauvre n'a où aller. Il a de la terre ; mais, sans cheval, il ne peut pas l'exploiter. Au village, il n'y a personne qui puisse l'employer, car notre politique défend l'industrie agricole capitaliste. Dans les villes, on ne peut trouver de travail ; car notre industrie actuellement ne peut même pas absorber une partie « de la force ouvrière superflue » qui se perd dans les campagnes. » (*Pravda*, 27 février 1925).

La position difficile de la partie la plus pauvre des paysans s'aggrave de ce fait que la demande de travail baisse et que l'offre augmente.

En 1917, 70 % de la population travaillaient chez les grands propriétaires fonciers ; depuis 1918, le paysan ne trouve aucun travail en dehors de son exploitation particulière. (Gouvernement de Tamboff, *Pravda*, n° 76, 1924).

Voici l'aveu d'une enquête officielle dans le gouvernement de Samara : « La ruine de la petite industrie villageoise et de tous les métiers rend la situation des paysans pauvres particulièrement dure. » (*Pravda*, n° 76, 1924).

Une partie assez considérable de la classe paysanne tombe dans le prolétariat, surtout dans les régions qui souffrent de la famine ; dans

la République Tatare, par exemple, 17 % des foyers agricoles ont été liquidés en 1922 et 16 % ont eu le même sort dans la République des Bachkirs. (*Pravda*, n° 73, 1923).

En comparaison de 1916, le nombre des foyers s'est amoindri, en 1923, de 34 % dans la République des Kirghiz.

Dans plusieurs gouvernements n'ayant éprouvé aucune calamité particulière et se classant parmi ceux qui jadis étaient renommés pour leur richesse, des villages entiers sont abandonnés. Dans la région du Don, en une seule année (1923) le nombre des foyers agricoles a passé de 212.000 à 194.000. (*Sovietsky Youg*, 28 mars 1924).

Dans le gouvernement de Wladimir (Russie centrale), il y a des villages dont la moitié de la population a abandonné la terre. (*Biednota*, 15 mai 1924).

Le même fait est constaté dans beaucoup d'autres régions.

Une partie de ces prolétaires-laboureurs continuent à habiter les villages où ils forment une classe de manœuvres ; leur nombre total a atteint en 1924 un million d'hommes et leur situation est infiniment plus dure que n'était celle de cette classe dans le passé.

Dans les exploitations agricoles soviétiques du gouvernement de Tamboff, « la paye des ouvriers agricoles est constamment retardée. La journée de travail est démesurément longue » ; de plus, l'enquête constate que « les habitations sont dans un état épouvantable et que la nourriture ne vaut rien. (*Econ. Jizn*, n° 361, 1924).

La *Biednota* écrit au sujet des tristes conditions d'existence des ouvriers agricoles « qu'ils sont l'objet d'une exploitation formidable de la part des « koulaks » et que les salaires établis par ces derniers ne suffisent pas à assurer l'existence quotidienne de l'ouvrier agricole. »

Ces prolétaires-laboureurs, ne trouvant pas de travail au village, affluent dans les villes où ils ne font que grossir le nombre des sans-travail. Beaucoup périssent.

Quant à la masse des paysans impuissants à exploi-

ter leur terre, mais qui sont dans l'impossibilité de rompre les liens qui les y attachent, ils mènent une vie d'affamés et, « aux moindres accidents » dans leur exploitation, ils périssent également.

Ainsi, avec les conditions du régime économique actuel, dans la région consommatrice, 33, 50 et même 70% des foyers paysans sont voués à la ruine ou bien à une existence de demi-famine.

Cette terrible catastrophe, sociale et économique, n'est pas seulement imminente : elle est d'ores et déjà réalisée.

Le fait que l'appauvrissement des masses villageoises s'est accompli pendant les années de la *NEP* et qu'il croît tous les jours, prouve combien l'appréciation de la situation des paysans, appréciation formulée par la Délégation anglaise, est partielle et optimiste.

Les communistes, dans leur presse, ne dissimulent pas, — les citations données ci-dessus le prouvent, — l'importance, menaçante pour les masses populaires et pour l'économie du pays en général, de la séparation de la population villageoise en couches différentes.

Le silence que garde, à ce sujet, le Rapport de la Délégation des Trades-Unions, prouve une fois de plus que les bolcheviks ne désirent pas dévoiler aux étrangers le tableau véridique de la situation actuelle du paysan russe.

Tout ce que nous venons d'exposer ne fait que trop comprendre pourquoi des plaintes sur la situation des paysans parviennent de tous côtés, tant de la région consommatrice que de la région productrice.

Voici maintenant quelques exemples de la situation des paysans dans les gouvernements n'ayant pas souffert de la famine, c'est-à-dire de mauvaises récoltes.

LA RÉGION PRODUCTRICE

Dans le gouvernement de Penza (Centre), « on laboure la terre avec des socs en bois ; les cultivateurs eux-mêmes manquent de pain pour leur nourriture. » (*Izvestia*, n° 18, 1925).

Dans le gouvernement d'Orel (Centre), « l'exploitation du paysan besogneux tombe de plus en plus en ruine ; il ne peut compter sur aucune aide. »

Dans la région des Tchouvaches (Nord-Est) : « Notre région est tombée dans la plus noire misère. » (*Izvestia*, n° 18, 1924).

Dans la République allemande (Colonies allemandes sur la Volga) : « Les exploitations sont gravement affaiblies ; les exploitations solides ne représentent guère que 6 % ; 65 % des exploitations sont épuisées, ne possèdent qu'un cheval ou même n'en possèdent pas du tout. Avant 1918, une exploitation moyenne avait jusqu'à 10 chevaux, disposait de 6 à 8 bœufs, d'une dizaine de vaches, de 50 à 60 moutons ; actuellement, la ruine est complète. Une exploitation qui autrefois ensemençait de 20 à 30 hectares, ne peut guère en ensemençer plus de 5. » (*Izvestia*, 9 septembre 1924).

Dans le district d'Eisk (sud-est) : « Les paysans sont accablés par la misère ; ils n'ont ni vêtements, ni chaussures. » (*Sovietsky Youg*, 12 mars 1925).

En Sibérie : « Autrefois, il était facile, en Sibérie, aux paysans, de se créer une puissante exploitation, surtout si la famille était grande et unie. Le froment coûtait 80 copecks le poud, on avait des tissus de coton à 11 copecks l'archine. Les paysans les plus avides avaient plus de terre qu'ils n'en voulaient ; on travaillait et l'on s'enrichissait. Les paysans achetaient des machines agricoles et se construisaient des habitations solides ; actuellement, ces cultivateurs, autrefois aisés et encore appelés « koulaks » bien qu'ils soient pauvres, se chaussent avec l'écorce des arbres et leurs chemises sont de toile grossière tissée à la maison. » (*Pravda*, 12 décembre 1924).

En Ukraine (gouvernement de Kharkoff, district de Soumy) : « Lorsqu'on entre dans l'habitation d'un paysan, on est frappé du changement qui s'y est produit ; au lieu des murs si proprement blanchis au lait de chaux et ornés de bandes de toile brodée, on ne voit que des murs nus et l'absence presque complète de mobilier :

une table branlante, un ou deux bancs grossièrement travaillés, des couchettes en planches mal jointes avec un petit tas de chiffons qui servent de lits aux habitants de l'izba, quelques pots et terrines en grès, des icônes noircies suspendues dans un coin, voilà ce que renferment actuellement presque toutes les habitations des paysans. »

« L'aspect des hommes eux-mêmes est tout aussi triste ; ils ont le visage hâve et les enfants sont rudement éprouvés par le manque de nourriture ; tous sont vêtus de grosse toile domestique ; d'ailleurs, ils sont en loques. »

La situation matérielle des paysans est des plus dures.

Par suite de l'effondrement de leur exploitation (beaucoup de paysans n'ont plus de chevaux, d'autres n'en ont qu'un et les vaches sont rares), par suite de l'absence de tout travail en dehors de leurs exploitations particulières, les paysans passent tous leurs mois d'hiver dans une oisiveté complète ; avant la révolution, ils travaillaient dans les distilleries ; elles sont toutes démolies et leur inaction forcée leur pèse lourdement. (*Pravda de Pétrograd*, 18 janvier 1924).

Dans le gouvernement de Volhynie : « La pauvreté qui dégénère en misère s'étale dans toutes les circonstances de la vie quotidienne du villageois ; dans toute une série de localités du nord de ce gouvernement, pour parler brutalement, le village a reculé de mille ans ; il est retourné à l'économie domestique classique, avec les méthodes primitives de cultiver la terre et l'exploitation barbare des richesses naturelles du sol. On va en ville exclusivement pour s'approvisionner de sel ; les produits les plus élémentaires de la civilisation, les allumettes, par exemple, sont remplacées par un morceau de silex ; le pétrole, par des bûchettes, pas même résinées ; le sucre et le thé par des baies sauvages ; le pain, par des pommes de terre et enfin les vêtements, par des peaux de moutons. » (*Le Communiste*, 12 février 1925).

LA RÉGION CONSOMMATRICE

Dans le gouvernement de Tchérépovietz (Nord-Ouest) : « Notre terre n'arrive pas à nous nourrir. Il faut tout vendre et partir. » (*Pravda*, n° 68, 1924).

C'est l'idée dominante parmi la jeunesse : abandonner la terre et aller se fixer dans les villes pour toujours. (*Pravda*, n° 68 1924).

Dans le gouvernement de Wladimir : « Sans la pomme de terre, nous serions morts de faim ; c'est notre seule nourriture. » (*Izvestia*, n° 18, 1925). « Le village est ruiné, les 193 feux qu'il comprenait (c'est un correspondant qui parle) ne possèdent plus que 69 chevaux. La terre ne donne plus de quoi se nourrir ; avec les prix actuels, une récolte, même si elle est bonne, ne suffit pas à payer les impôts. Il faudrait d'autres sources de gain ; mais elles n'existent plus... »

Nous nous réunissons souvent et nous discutons de ce qui nous reste à faire... Nous dirons à notre gouvernement : « Prenez-nous tout à fait avec notre terre, nous travaillerons, pourvu que vous nous nourrissez. » (*Biednota*, 2 novembre 1924).

Dans le gouvernement de Wologda (Nord) : « L'alimentation de la population est un problème difficile, il y a très peu de blé et les paysans vendent leurs chevaux et leurs vaches. »

On vend une vache à un prix qui n'excède pas le prix de 15 pouds de farine de seigle. (*Econ. Jizn*, n° 132, 1924).

Tous ces témoignages prouvent surabondamment que, malgré la farouche énergie que la population développe pour rétablir son économie domestique, sa situation matérielle, même dans les régions qui n'ont pas eu à souffrir des mauvaises récoltes, est particulièrement pénible et très précaire. C'est le Pouvoir communiste, on ne peut en douter, qui en est exclusivement la cause.

La Délégation des Trades-Unions affirme que le gouvernement « prête une aide puissante et effective à la reconstitution de l'économie rurale. » En réalité, les améliorations de l'industrie agricole se sont produites, non pas grâce aux communistes, mais malgré eux. C'est la force vitale du paysan russe qui en a été la cause. Comme nous l'avons déjà indiqué, le régime politique et économique actuel, tant à l'époque du communisme militant qu'à celle de la *NEP*, non seulement a enrayé à chaque pas le relèvement des exploitations paysannes, mais a toujours tendu à en abaisser le niveau.

Toute vitalité a une limite : la majorité de la population russe a atteint cette limite.

La raison principale qui empêche l'économie paysanne de se relever, c'est actuellement la politique du pouvoir soviétique : elle se livre à une exploitation cruelle du paysan aux frais duquel sont entretenues l'économie déficitaire de l'Etat et la propagande mondiale du communisme ; d'autre part, le Pouvoir soviétique éprouve une crainte organique du paysan matériellement indépendant et par conséquent moralement fort.

Ces deux traits caractéristiques de la politique des communistes, à l'égard de la classe rurale, ont pour expression des impôts écrasants qui excèdent la capacité productrice des cultivateurs ; à cela s'ajoutent, d'une part, une politique concernant les prix des produits de l'industrie, prix absolument ruineux pour les paysans et, d'autre part, des mesures spécialement dirigées contre l'affermissement économique de la classe paysanne...

CHAPITRE IX

LE FARDEAU ÉCRASANT DES IMPÔTS

La Délégation des Trades-Unions affirme que le paysan, au temps du Tsarisme, payait en impôts 30% de sa production ; or, actuellement, toujours d'après le Rapport de la Délégation, les impôts payés par le paysan ne représenteraient que 10% de son revenu brut (p. 64), c'est-à-dire seulement le tiers de ce qu'il payait jadis.

En réalité, de l'aveu de la Délégation elle-même, les charges sont plus lourdes, en Russie, qu'elles ne l'étaient avant la guerre.

La Délégation explique cette contradiction : 1^o par la baisse de la production et la diminution des stocks ; 2^o parce que les formes des impôts ne sont pas encore stabilisées. Les impôts commencent seulement à se dégager de leur première forme, la confiscation, et de la seconde, la perception en nature. Enfin le poids des impôts perçus par les communistes provient de ce que les contributions indirectes ont été largement remplacées par des contributions directes. Voilà les raisons, conclut la Délégation, qui font que la population payait les neuf cents millions à un milliard qui lui étaient imposés avant la guerre plus volontiers que les deux à trois cents millions d'impôts directs dont elle doit s'acquitter à présent.

La baisse de la production, ainsi que l'importance de la conversion des contributions indirectes en impôts

directs dont parle la Délégation, sont des faits indéniables ; néanmoins, ces faits, à eux seuls, n'expliquent pas la charge, écrasante actuellement, des impôts en Russie.

Le paysan, en Russie, est littéralement accablé sous leur poids. Tous les témoignages l'affirment à l'unanimité ; les impôts ruinent le paysan, ce qui, sauf de rares exceptions, n'arrivait jamais avant la révolution. Les documents publiés par les Soviets en donnent des preuves abondantes.

Les chiffres globaux des impôts perçus par l'Etat, que citent les communistes et, à leur suite, la Délégation anglaise pour prouver que l'imposition actuelle est légère, donnent une impression totalement fausse :

a) Il est parfaitement compréhensible que le paysan soit sensible à l'énorme augmentation des impôts directs ; en 1912-1913, il payait à peu près, comme impôts directs, 155 millions de roubles (*Econ. Obozrenié*, nos 23-24, 1924) ; en 1924, il lui a fallu payer (voir ci-dessous) 467 millions, ce qui revient à dire que les impôts directs ont été plus que triplés.

Le manque de ressources a forcément amoindri la consommation, ce qui a entraîné la diminution du rendement des contributions indirectes. Il suffit de mentionner qu'avant la révolution, la population payait deux roubles vingt-sept copecks par tête au monopole de l'alcool, ce qui constituait 24% de toutes les contributions et redevances dont elle était chargée.

Les impôts directs, chacun le sait, doivent être exactement payés, que le contribuable dispose d'argent liquide ou non ; et nous verrons, par suite, avec quelle rigueur impitoyable les communistes perçoivent les impôts sur la classe rurale, sans que rien ne les arrête, pas même la ruine complète de tout une classe de citoyens.

b) La Délégation des Trades-Unions, ainsi que les

communistes, évaluent les impôts et redevances payés par les paysans avant la révolution à neuf cents millions ou un milliard de roubles.

Cette somme ne comprend pas seulement les impôts directs : les redevances payées par les paysans pour les terres que les grands propriétaires fonciers leur affermaient y sont également comprises, ainsi que d'autres annuités plus ou moins obligatoires. De sorte que, pour comparer le fardeau des charges que le paysan supportait avant la révolution et le fardeau actuel, il est indispensable de prendre en considération, non seulement les impôts directs, comme le fait la Délégation des Trades-Unions, mais aussi toutes les redevances actuelles qui pèsent sur le paysan.

Les contributions imposées actuellement aux paysans sont très variées et les données nous manquent pour les énumérer toutes. Néanmoins, les chiffres dont nous disposons sont assez convaincants.

Avant tout, il faut remarquer que le paysan est obligé actuellement d'acheter les produits de l'industrie nationalisée à des prix représentant plusieurs fois les prix d'avant-guerre.

Cet « impôt originel », selon l'expression de Popoff, chef de la Direction Centrale des Statistiques, s'est élevé en 1924, d'après ses calculs, à la somme de 307 millions de roubles ; il a servi à payer les frais qu'entraîne pour l'État l'entretien de l'industrie nationalisée. (*Econ. Obozrenié*, nos 23-24, 1924, p. 60.) En outre, il faut considérer que, si jadis les paysans ne regardaient pas les impôts indirects comme des contributions, il en va tout autrement aujourd'hui, que la cherté de la vie en général et celle des produits manufacturés en particulier porte le paysan à voir là une forme de l'exploitation du village par la ville. En effet, le fisc était autrefois supportable ; présentement, il ruine le paysan.

Ainsi, en n'additionnant que trois sortes d'impôts

payés par les paysans, l'impôt unique direct,¹ les contributions indirectes et l'impôt dissimulé perçu au profit de l'industrie nationalisée, on arrive au total suivant :

Impôt unique	470 millions de roubles
Contributions indirectes	160 — —

(*Izvestia*, 10 mars 1925).

Impôt dissimulé (compris dans le prix des produits fabriqués par l'État).	307 — —
--	---------

(*Econ. Obozrenié*, n^{os} 23-24, 1924).

Total	927 millions de roubles ²
-----------------	--------------------------------------

Cette somme égale approximativement celle que les paysans versaient avant la guerre.

Mais les redevances des paysans ne se bornent pas là. Bien que déjà, en 1923, le gouvernement ait solennellement promis que l'impôt agricole qualifié « impôt unique » serait effectivement unique et qu'aucun autre impôt supplémentaire ne serait perçu sur l'agriculteur,

1. Dans le budget de 1924-1925, l'impôt unique agricole figure pour la somme de 340 millions. Or, selon Brioukhanoff, rapporteur de la dernière session du Comité Central Exécutif, la somme de 340 millions ne représente que ce que l'on pensait percevoir sur les paysans en escomptant les arrérages. Quant à la somme qu'on demandait à ce même paysan et d'après laquelle tous les paiements individuels étaient calculés, elle monte à 470 millions. (*Finansovaia Gazeta*, 12 mars 1925).

2. Jusqu'en 1921, les communistes perçurent, en nature, tout ce qui dépassait, à leur avis, les besoins urgents des cultivateurs.

En réalité, cet impôt comprenait tout ce qu'on prélevait sur les produits de la terre, ou plus exactement l'excédent de son exploitation. La loi portait que l'on devait laisser au cultivateur une certaine quantité de produits, quantité estimée suffisante pour sa nourriture et celle de sa famille ; en fait, on le frustrait d'une partie de ce qui lui était nécessaire même pour son alimentation...

Après 1921, cette répartition des produits du foyer paysan entre le cultivateur et l'État fut remplacée par un impôt dit « alimentaire » qui fut calculé sous forme de pourcentages de la quantité brute des différents produits naturels récoltés par l'agriculteur.

En 1922, on décida de calculer cet impôt d'autre manière, en unités de seigle, et de le percevoir uniquement en céréales. Enfin, en 1924, cet impôt, perçu jusque-là en produits naturels, fut converti en impôt en argent et désigné sous le nom d'« impôt unique agricole ».

en réalité, les paysans, jusqu'à ce jour, sont grevés de plusieurs autres contributions illégales imposées par les autorités locales.

L'*Econ. Jizn* (7 mai 1924) reconnaît que ce n'est un secret pour personne que jusqu'à présent, il n'existe point d'« impôt unique ».

De son côté, Lévine, suppléant du commissaire aux Finances, avoue que le budget des Volosts (administration de plusieurs villages) repose principalement sur des impôts supplémentaires illégalement établis par les autorités locales. (*Izvestia*, n° 326, 1924.)

Dans les villages, écrit la *Pravda*, on crée, les unes après les autres, une quantité de perceptions...

On perçoit pour l'entretien des écoles, pour les Comités d'Aide mutuelle, pour le Comité Exécutif local, pour la flotte aérienne. Ce même journal ajoute « qu'il n'y a pas de réunions de paysans qui ne finissent par une quête pour tel ou tel objet. »

L'*Econ. Jizn* constate que la création des nouveaux impôts s'étend en floraison puissante dans tous les Volosts et villages et même dans les coins les plus perdus de la région du Nord-Est ; c'est une des particularités caractéristiques, si ce n'est ridicules, de l'existence quotidienne.

D'après ce journal, on perçoit, régionalement, plus de quatre-vingts impôts illégaux.

Dans le gouvernement de Pskoff (Russie centrale), par exemple, on a imposé chaque cheminée ; les chats sont aussi taxés, et même les nouveaux-nés entrent dans la catégorie des sujets imposés. Dans le gouvernement de Tchérépovietz (Nord), on a imaginé une taxe spéciale payée par les personnes qui se réunissent pour passer ensemble la soirée.

Dans plusieurs localités du gouvernement de Vologda (Nord-Est), les impôts supplémentaires, ainsi qu'il fut constaté à une conférence de paysans n'appartenant à aucun parti politique, représentent presque le double de l'impôt dit « unique ». C'est à profusion que l'on pourrait citer de pareils exemples.

Le remboursement des prêts de semences pèse aussi lourdement sur le paysan.

Le gouvernement, avant la révolution, en cas de mauvaise récolte, fournissait aux paysans du blé à crédit pour assurer leur alimentation, ainsi que pour leurs semailles, sans jamais prélever d'intérêts quelconques à cette occasion.

Le gouvernement des Soviets, au cours des dernières années, n'a point fourni de blé pour les besoins de l'alimentation villageoise ; quant aux prêts de semences, ils ont été consentis à des intérêts usuraires s'élevant jusqu'à 70 % par an. (*Izvestia*, n° 18, 1924.)

En 1924, le gouvernement, malgré la mauvaise récolte, a exigé le remboursement des prêts de semences pour trois ans, ce qui, dans certaines régions, équivalait aux sommes dues pour l'impôt dit « unique ». (*Izvestia*, n° 18, 1924.)

3° Les paysans se plaignent de ce que les primes de l'« assurance mutuelle obligatoire contre les incendies », ainsi que les prix perçus pour la mouture du blé, soient extrêmement élevés.

Le coût de l'assurance atteint le quart de l'impôt « unique » agricole. (*Biednota*, 12 février 1924.) Et les dommages, en cas d'incendie, ne sont parfois pas même payés ; de la sorte, l'assurance représente un impôt que rien ne justifie. (*Pravda* de Léninegrad, 11 avril 1924.)

« Les paysans sont franchement hostiles aux primes versées pour l'assurance mutuelle ; car, en cas de sinistre, le montant des indemnités est dérisoire. » (*Pravda*, n° 76, 1923.)

« Les sommes perçues à titre de taxe pour la mouture du blé, sont aussi excessivement élevées. » Dans le gouvernement d'Odessa (Ukraine), elles représentent vingt livres par poud, soit la moitié, 50 %. (*Pravda*, 20 février 1924.)

Une partie des paysans est obligée de payer, en outre, un impôt sur le revenu, ainsi qu'un impôt industriel ;

les paysans qui payent ces impôts sont ceux qui travaillent dans la petite industrie villageoise et ceux qui possèdent des machines agricoles.

D'après les données de l'*Econ. Jizn*, « la petite industrie villageoise est complètement ruinée, par suite des impôts dont elle est grevée ; beaucoup d'industriels de ce type, n'étant pas en état d'acquitter ces impôts, renoncent à leur métier. » (*Biednota*, 15 mai 1925).

Une enquête, entreprise en janvier-mars de l'année 1924, par le Comité Central Communiste, constate que, par suite du poids des impôts, des industries et métiers villageois, parmi les plus indispensables pour le village, comme, par exemple, les forges et les moulins, sont complètement abandonnés.

L'*Econ. Jizn* rappelle, à ce sujet, les propos des paysans de Kieff (Ukraine), lors d'une enquête en 1924 : « Nous ne protestons pas contre les impôts ; mais si notre forge et notre moulin, grevés d'impôts, sont obligés de fermer, nos exploitations ne peuvent subsister sans eux et nous affirmons qu'un pareil procédé nuira à tout le monde, à vous comme à nous. »

D'après une information de l'*Econ. Jizn*, dans le gouvernement de Nijni-Novgorod, les propriétaires de batteuses à chevaux durent payer un impôt supplémentaire de 655 roubles-or, alors que le prix de la batteuse même ne représente que 600 roubles. On arrivait à ce supplément, d'abord en frappant le contribuable d'un impôt spécial industriel, puis en majorant, en outre, les cotes de tous les autres impôts directs. « Le paysan, sachant ce qui le menace, naturellement n'achètera pas de batteuse et, même, il aura soin de prévenir ses voisins de n'en pas acheter », ajoute le journal en question.

La presse soviétique ne donne pas les éléments nécessaires au calcul du total de tous ces impôts, multiples et supplémentaires ; à coup sûr, il est très élevé.

De tout ce qui précède, il ressort avec évidence que les impôts payés sur les paysans ne sont ni plus légers, ni trois fois moindres qu'avant la révolution, comme

l'affirme la Délégation des Trades-Unions, mais, au contraire, considérablement plus élevés.

Si l'on considère en outre que le revenu de l'exploitation du paysan, par suite de la ruine de l'agriculture, de l'amoindrissement de l'industrie et du manque de travail salarié, a considérablement baissé, on conclura forcément que les impôts perçus par les communistes sont infiniment plus élevés que ceux perçus par l'Ancien Régime.

Il est difficile de juger du degré de dénûment auquel sont tombés les paysans d'après les données statistiques des Soviets.

Le chef de la Direction Centrale des Statistiques, Popoff, calculant le poids des impôts pour l'année 1922-1923, indique que la production des exploitations rurales, comparée à ce qu'elle était avant la guerre, a diminué de 25 à 30 % et que cette diminution se remarque principalement quant aux branches de la production qui pourvoient le marché et représentent la source principale des revenus pécuniaires. Popoff ajoute que les sommes que le paysan gagnait dans l'industrie par son travail ou par l'exercice d'un métier ont, lors de la révolution, brusquement baissé, ce qui a réduit considérablement la puissance d'achat de la population rurale. (*Econ. Jizn*, n° 174, 1924.)

En outre, il est indispensable de retenir que le poids des impôts augmente par suite du *morcellement* des foyers-paysans. (Voir ci-dessus, p. 447 et suivantes.) La majeure partie des foyers ensemence des champs de superficie insignifiante ; 40 à 50 %, en moyenne, des foyers-paysans ne possèdent ni chevaux, ni instruments aratoires dignes de ce nom. Ces foyers, moyens et petits, sont déficitaires et, pour eux, les impôts les plus insignifiants deviennent onéreux ou même ruineux.

Voilà encore une preuve que la charge actuelle des impôts est de beaucoup plus lourde qu'avant la révolution.

Ces surtaxes grevant les paysans sont la conséquence inévitable du régime communiste ; l'industrie, les transports et même le commerce, aux mains de l'État, ne donnent que des déficits continuels !

L'État communiste a, en outre, à sa charge, de grandes dépenses pour l'entretien de la III^e Internationale, le soutien des partis communistes étrangers, la propagande ; dépenses qui s'élèvent approximativement à deux cent millions de roubles-or par an.

Or ces dépenses, que les États « bourgeois » ne connaissent pas, sont couvertes uniquement par des impôts que paient les paysans ; ainsi, toutes ces organisations, totalement étrangères aux paysans russes, existent uniquement à leurs frais.

Bien que, depuis 1921, les bases des impôts perçus sur les paysans soient annuellement revisées et que le pouvoir promette constamment d'alléger les charges dont ils sont écrasés, rien ne change. Toutes ces promesses restent vaines et n'aboutissent à aucun résultat.

Done les considérations et les calculs théoriques démontrent amplement que les impôts décrétés par le gouvernement soviétique sont plus que ruineux pour les foyers paysans ; les données de la presse soviétique sur cette question sont encore plus probantes ; elles établissent que l'« impôt unique », à lui seul, dépasse les forces économiques des paysans et qu'il n'est pas payé sur le revenu net de l'exploitation du cultivateur, mais qu'il entame son capital de fonds, qu'il ruine plusieurs catégories intéressantes de la population villageoise ; bref, qu'il est l'obstacle principal au progrès de l'industrie agricole.

Voici plusieurs exemples de ces aveux stériles. Brioukhanoff, adjoint au Commissaire des Finances, déclare à la III^e session du Comité Central Exécutif : « Le premier défaut, défaut fondamental, de l'impôt sur l'agriculture consiste en ce qu'il est écrasant. » (*Izvestia*, 10 mars 1925).

« Selon les renseignements du Commissaire pour l'Agriculture, écrit l'*Econ. Jizn* (n° 364, 1924), la vente du bétail, au cours de cette année, d'après des témoignages multiples, n'est que la dilapidation du capital de fonds du paysan, dilapidation produite tout autant par le poids des impôts que par les mauvaises récoltes. »

Dans le gouvernement de Tsaritsine (Volga méridionale) « les impôts de l'année 1924 sapent l'industrie agricole. » (*Econ. Jizn*, n° 304, 1924).

De l'enquête de Larine (haut fonctionnaire soviétique) dans les gouvernements situés sur la Volga qui ont été atteints par les mauvaises récoltes, il résulte que « les impôts achèvent de ruiner les foyers éprouvés par les conditions défavorables du climat. » (*Pravda*, 27 juillet 1924).

Lors des délibérations sur l'organisation soviétique, délibérations qui eurent lieu le 6 janvier 1925, les délégués des paysans, malgré toute leur crainte des communistes, se sont plaints unanimement du poids accablant des impôts. Le délégué du gouvernement de Penza a déclaré : « La récolte a été mauvaise, le peuple souffre de la faim et cependant il faut payer les impôts. » (*Biednota*, 9 janvier 1925).

Dans le gouvernement de Koursk (Russie centrale) : « Les paysans sont pauvres, ils n'ont pas la possibilité de payer les impôts cette année ; si on se met à les pressurer jusqu'à l'amende et à la prison inclusivement, il se peut qu'on en tire quelque chose ; mais ils seront ruinés complètement. » (*Biednota*, 7 janvier 1925).

Dans le Kouban (nord du Caucase) : « La législation fiscale a conduit à ce résultat qu'une quantité de paysans ont abandonné la terre. » (*Sovietsky Young*, 16 mars 1924).

Dans le gouvernement de Novgorod, les paysans, pour pouvoir payer l'impôt agricole, ont dû, non seulement y consacrer la paye de six mois de travail, mais encore vendre leur dernier cheval ou leur dernière vache. » (*Pravda*, 24 février 1924).

Les délégués au Congrès du Sud-Est de la Russie ont déclaré : « Le paysan, sur cinq hectares de terre, récolte 100 pouds de blé dont il doit, à titre d'impôt, donner 30 pouds ; comme il n'a pas d'autre

source de revenus, c'est au moyen de ce blé qu'il doit se nourrir, se chauffer, s'habiller ; il lui faut encore garder du grain pour les semailles... ; aussi nous sommes nus et sans chaussures. Voilà pourquoi nous restons ignorants et pourquoi nos enfants ne peuvent pas s'instruire. » (*Sovietsky Youg*, 28 février 1925).

De la même région (gouvernement de Stavropol), on écrit à la *Biednota* du 11 décembre 1924 : « Le paysan d'aujourd'hui craint de semer ; car, même si la récolte est bonne, il lui restera à peine de quoi se nourrir et faire face aux modestes dépenses les plus indispensables. »

Ce même journal, le 25 janvier 1924, parlant des villages de la République Tatare (Est de la Russie), écrit : « L'impôt unique » agricole dépasse sensiblement la valeur de la récolte. »

Les nouvelles parvenues de Sibérie prouvent également combien le poids des impôts paralyse les efforts des paysans et les empêche d'améliorer leur situation matérielle. Les paysans de cette vaste région comprennent admirablement les avantages d'une exploitation rationnelle de l'agriculture. Néanmoins, de l'aveu de la *Pravda* (12 décembre 1924), ils n'adoptent nulle part d'assolements réguliers, car leur manière actuelle d'exploiter la terre leur permet de dissimuler beaucoup plus facilement, à l'évaluation de l'inspecteur des finances, l'étendue de leurs champs.

Aussi, à ceux qui leur vantent l'avantage de meilleurs systèmes agricoles, répondent-ils invariablement : « Nul doute que vous n'ayez raison ; c'est fort bien... mais si j'ensemence en un seul morceau, j'aurai à m'en repentir ensuite... »

La même crainte des impôts empêche les paysans de se construire de bonnes maisons... Autrefois, le paysan et sa famille se construisaient une grande maison en bois ; actuellement, cette question est résolue de toute autre manière : une maison, c'est impossible ; elle suffit à vous faire enregistrer dans la catégorie des « kou-laks ».

Alors, la famille se démembre et chacun se bâtit une

masure, comme celles dans lesquelles vivaient leurs arrière-grands-pères.

On ne voit plus de toits en tôle; ils pourraient attirer l'attention de l'inspecteur des finances. Par contre, on voit fréquemment de bonnes maisons dont les toits sont faits de terre glaise, de paille ou de fumier.

Tel est le poids de l'« impôt unique » et telles en sont les conséquences. Pour peu que l'on songe à tous les impôts et taxes supplémentaires prélevés sur la classe rurale, les plaintes que les paysans font entendre de toutes les régions de la Russie au sujet des charges fiscales écrasantes et ruineuses apparaissent comme parfaitement justifiées.

L'INIQUITÉ DANS LE PRÉLÈVEMENT DES IMPOTS

La Délégation des Trades-Unions affirme que les impôts sont perçus en tenant compte des ressources pécuniaires de chaque foyer paysan.

En réalité, les paysans se plaignent partout, non seulement du poids des impôts, mais encore de leur injustice ériante et de la manière impitoyable dont ils sont perçus. La presse soviétique fournit, à ce sujet, des matériaux immenses. Nous n'y prendrons que quelques exemples parmi les plus frappants.

Les impôts ruinent surtout les foyers moyens et les foyers pauvres.

Le pouvoir soviétique, tout en persécutant de toutes façons le paysan aisé, n'allège pas pour cela la situation des foyers moins assurés, car les impôts perçus sur la classe peu nombreuse des paysans aisés ne pourraient suffire aux besoins de l'État; en outre, le personnel illettré et vénal de l'appareil administratif local n'est pas capable de concevoir les principes de l'équité, en général, et dans le domaine fiscal, en particulier.

« Les impôts perçus dans les villages, écrivent les

Izvestia du 11 avril 1923, par suite du désordre qui règne dans notre système de contributions, se trouvent être en raison inverse des ressources pécuniaires des différentes catégories de la population rurale. »

Au dire du *Sovietsky Youg* (n° 63, 1924), dans le Kouban (Nord du Caucase), la législation fiscale a porté un coup mortel aux ménages indigents et a provoqué l'abandon en masse de la terre.

« L'impôt agricole unique de 1924-1925 est extrêmement lourd pour les éléments moyens et pauvres du village. » (Déclaration du délégué du gouvernement de Penza faite au cours des délibérations sur la question de l'organisation des Soviets. *Izvestia*, 10 décembre 1924.)

Les paysans se plaignent, en outre, que l'imposition élevée du bétail entraîne la baisse de l'industrie agricole ; que les récoltes soient estimées bien au-dessus du rendement effectif, ce qui provoque la majoration des impôts ; qu'on ne tienne compte ni des ressources pécuniaires des foyers, ni du degré de fertilité du sol ; qu'on n'accorde point les exemptions prévues par la loi. (*Biednota*, 14 novembre et 10 décembre 1924 ; *Sovietsky Youg*, 10 novembre 1925).

On est encore mécontent de ne jamais savoir à l'avance ce que l'on devra payer à titre d'impôts. Les paysans de Sibérie disent : « Autrefois, on savait ce qu'on devait payer, même avant les semailles, et l'on faisait ses plans en conséquence... ; on travaillait tranquillement... ; on n'était ni tourmenté, ni trompé... Maintenant, on commence par causer, ensuite, on se met à mesurer nos ensemencements ; et c'est seulement après toutes ces procédures qu'on nous annonce le montant des impôts à payer. » (*Pravda*, 12 décembre 1924.)

De là ces impôts lourds, dépassant parfois les forces contributives du redcvable, qu'on perçoit sur les paysans et dont le produit est affecté à couvrir les dépenses de l'État et les frais de propagande ou d'orga-

nisation de la révolution mondiale, impôts qui ruinent plusieurs catégories d'agriculteurs et paralysent le développement de l'industrie rurale. Ils sont encore la cause de la diminution volontaire du bétail ; ils mettent obstacle à desensemencements plus vastes et tuent toute tentative d'exploitation rationnelle du sol.

Les fortes amendes dont sont frappés les retards dans le paiement, retards presque inévitables vu l'inexactitude des organes fiscaux, les cruelles méthodes de contrainte employées pour faire payer malgré tout, aggravent encore le fardeau fiscal.

« On vous informe le 20 février que, le 15 février, vous avez telle somme à payer ; et on vous inflige des amendes pour n'avoir pas payé à temps. » Les paysans affirment : « Les amendes dépassent en lourdeur les impôts. » (*Pravda*, 6 juin 1923).

Les pénalités infligées aux contribuables retardataires sont très variées : emprisonnement, amendes, privation de capacité civile (*Pravda*, 29 février 1924), défense de vendre du beurre, de la volaille (gouvernement de Moscou, *Prodovolstvennaya Gazeta*, 5 octobre 1925), confiscation de la terre et du bétail (gouvernement de Voronège, Abkhasie), déportation de villages entiers dans des camps de concentration (gouvernement de Tchernigoff-Ukraine) : des Volosts entiers ont été assujettis aux travaux forcés. (Gouvernement de Penza, *Prodovolstvennaya Gazeta*, 8 novembre 1923. *Golos Troudovoy Abkhasii*, 2 octobre 1923).

Les déclarations du secrétaire du Comité exécutif du sud-est de la Russie, Miakoiane, prouvent combien les emprisonnements de contribuables retardataires sont largement pratiqués : au dire de ce fonctionnaire, dans le gouvernement de Stavropol, on a arrêté 7.000 personnes qui n'avaient pas payé à temps leurs impôts pour 1924.

Une communication envoyée du gouvernement d'Orel à la *Biednota* (8 janvier 1925) présente un tableau dra-

matique de la férocité avec laquelle les fonctionnaires soviétiques exigent le paiement des impôts. On interroge les contribuables n'ayant pas payé leurs impôts ; les agents du fisc siègent devant une table ; un vieillard s'en approche :

Pourquoi n'as-tu pas payé ? lui demande-t-on grossièrement.

— Nous avons payé tout ce que nous avons pu ; nous n'avons plus rien, répond le vieillard.

— Tu as une vache, et tu dis que tu n'as pas de quoi payer. Tu as aussi du seigle ?

— J'en ai un peu, répond le vieillard.

— Qu'on lui prenne tout ce qu'il a ! vocifère l'inspecteur, qu'on lui prenne son pain ; quand il aura faim, il payera plus vite.

La veuve Sapronoff s'approche à son tour de la table.

Toi non plus, tu n'as pas payé, crie à son tour l'inspecteur du Volost. As-tu quelque chose ?

— Rien.

— Tu as certainement du seigle...

— Oui, trois pouds, répond la veuve.

— Qu'on lui prenne le tout ! crie l'inspecteur des finances.

C'est ainsi que chacun était interrogé. On n'entendait que ces mots : « Qu'on prenne, qu'on prenne la dernière des choses qu'ils possèdent ! » (*Biednota*, 2 janvier 1925).

La presse soviétique, elle-même, reflète la haine du paysan envers le pouvoir qui le pille et le ruine.

Les *Izvestia* du 12 février 1925, par exemple, reproduisent la lettre d'un paysan du gouvernement de Toula :

« De mémoire d'homme, les paysans n'ont vu de persécutions pareilles ; on frappe les paysans d'impôts si lourds qu'ils en sont littéralement écrasés ; ces impôts sont exigés avant le terme ; les retardataires sont déferés aux tribunaux, qui leur infligent des amendes ou les font emprisonner pour un an, dix-huit mois.

On écorche vif le paysan ; il n'est plus de force à remettre ses affaires en ordre. »

Le correspondant de la *Biednota* (14 mai 1924) communique la caractéristique suivante du pouvoir soviétique, donnée par les paysans du gouvernement de Nijni-Novgorod : « Ce n'est pas un gouvernement, c'est du brigandage... »

CHAPITRE X

LA POLITIQUE DES PRIX

(PRIX DE VENTE ET PRIX D'ACHAT)

La Délégation des Trades-Unions écrit (p. 64) : « Le gouvernement soviétique, non seulement permet au paysan de vendre les produits de son exploitation aux meilleurs prix, mais il l'y aide.

« Il contrôle l'industrie, afin de constater que le paysan reçoit, en échange de ce qu'il produit, une quantité équivalente de produits manufacturés. »

En fait, c'est précisément le contraire qui a lieu. Le gouvernement soviétique mène, en ce qui concerne les prix, une politique générale nuisible aux intérêts des paysans : d'une part, les communistes ont majoré le prix de tous les produits manufacturés, ce que la presse soviétique ne dissimule nullement, et, d'autre part, exerçant sur le paysan une pression au moyen des impôts, ils cherchent à faire baisser le prix du blé.

Quand vient l'automne, le gouvernement oblige le paysan, sous cette pression, à vendre son blé à vil prix, si bien que, vers le printemps, le paysan manque de pain et doit alors en acheter à des prix majorés. C'est ainsi que les communistes exploitent à fond la classe rurale.

Le Rapport de la Délégation des Trades-Unions indique que les « ciseaux », c'est-à-dire l'énorme divergence entre les prix des produits agricoles et ceux des produits industriels, résultat de la politique indiquée ci-dessus, se seraient actuellement refermés, grâce à des mesures

opportunes ; autrement dit, le rapport de ces prix serait devenu normal. La réalité ne confirme pas cette assertion ; car les prix des produits manufacturés restent anormalement élevés et ruineux pour le foyer de l'agriculteur (Chapitre III^e.)

Au dire du *Communiste* (6 août 1924), qui reconnaît ces faits, on peut juger combien les prix sont anormaux en les comparant à ceux d'avant-guerre. Si l'on représente les prix en 1914 par 100, ces prix en juin 1924 sont devenus : pour les tissus de laine — 350 ; pour les bottes et la chaussure en général — 343 ; pour les tissus de coton — 203-209 ; pour le sucre — 332.

Ainsi, par suite de l'organisation sociale de l'industrie et du commerce, le paysan paye les produits de l'industrie deux et trois fois plus cher que sous le régime capitaliste ; nous disons les produits de première nécessité, car, pour les produits de moindre importance, cette proportion s'élève jusqu'à quatre et cinq fois les prix d'autrefois évalués en or.

Pour compléter ces données, on peut ajouter les faits suivants. Pour ferrer un cheval, on payait autrefois 10 copecks par sabot, maintenant 50 copecks ; le repassage ou la réparation d'un soc de charrue coûtait 65 copecks, actuellement un rouble et plus ; une jante de fer sur une roue de chariot coûtait un rouble, actuellement 5 et 6 roubles. On donnait au meunier, pour la mouture d'un poud de blé, de 4 à 5 copecks ; aujourd'hui, il réclame de 15 à 20 copecks. Le décorticage d'un poud de millet ou de sarrasin coûte le prix invraisemblable de 30 copecks ; pour le foulage d'une paire de bottes de feutre, qui coûtait autrefois un rouble, le prix est monté jusqu'à 3 roubles 50 copecks ; pour le travail d'une paire de bottes, la matière première fournie par le client, le cordonnier prenait autrefois 1 rouble à 1 r. 50 ; il exige maintenant 5 roubles. (*Biednota*, 5 novembre 1924).

Il convient d'ajouter qu'au cours de l'été dernier, de nouveaux « ciseaux » sont apparus, établissant une

disproportion anormale entre les prix de gros et les prix de détail. La majoration de ces derniers prix par rapport aux prix de gros, d'après les données du Commissariat pour le Commerce intérieur, a atteint une moyenne, pour tout le pays, de 80 0/0.

En présence de ces faits, les communistes ont dû reconnaître eux-mêmes que, dans la lutte pour la baisse des prix, le gouvernement a essuyé une défaite complète. A une assemblée de la Commission Commerciale du Conseil Supérieur de l'Economie du Peuple, qui eut lieu le 29 septembre 1924, le rapporteur démontra que la campagne menée par le Centre, pour l'abaissement des prix de gros, n'avait donné aucun résultat sur les lieux de vente au détail. (*Econ. Jizn*, n° 205, 1924.)

« On ne peut nier que les ciseaux existent toujours au village », écrit la *Pravda* du 29 février 1924.

Zinovieff, dans un de ses discours, a pleinement confirmé tout ce que nous avançons. Il a reconnu que la question principale pour le paysan exploitant consiste à savoir combien d'archines de cotonnade il peut acheter pour un poud de blé. « A cette question, ajoute-t-il, le tableau ci-dessous donne une réponse peu consolante :

Dans l'U. R. S. S., un poud de blé équivalait en 1919 à 6,3 archines, en 1924 à 2,9 archines. (*Izvestia* du 13 janvier 1925).

Il est naturel qu'une disproportion semblable entre les prix des produits de l'industrie nationalisée et ceux du travail agricole engendrent un violent mécontentement parmi les paysans. Les enfants écoutent les récits des parents et des grands-parents sur les temps passés, où l'on n'avait pas le temps de « filer », où les prix du blé et des produits manufacturés étaient autres ; et, au lieu de s'imprégner d'idées communistes, ces enfants grandissent dans une atmosphère qu'empoisonne cette pensée : « Jadis, c'était mieux. » (Rensei-

gnements sur les villages de Simbirsk, *Pravda* du 12 décembre 1924.)

La hausse des prix des produits de l'industrie, concomitante à l'appauvrissement de la classe villageoise, a provoqué une chute brusque de la consommation des produits manufacturés dans les villages.

D'après les données de l'*Econ. Jizn* (n° 351, 1924), la consommation de la population des villages, en 1922-1923, représentait par tête :

PRODUITS	QUANTITÉ CONSOM- MÉE PAR TÊTE ¹ .	PAR RAPPORT A LA CONSOM- MATION DE 1913, EN %.
Sucre	livres 7,4	35 %
Sel	— 21	64 %
Allumettes. . . .	boîtes 14	56 %
Cotonnades. . . .	archines 9,5	40 %
Fer de fonte . . .	livres 14	20 %

Au total, la consommation des produits industriels dans les villages représente, estimée en roubles-or, *la sixième partie de la consommation d'avant-guerre*. (*Econ. Jizn*, n° 34, 1925).

Le village, vu cette diminution de sa consommation, éprouve un besoin aigu d'articles de première nécessité et, retournant aux époques primitives, s'efforce de remplacer les produits manufacturés par des objets de sa propre fabrication.

La presse soviétique donne des exemples frappants du dénûment dans lequel se trouvent les villages.

Dans le gouvernement de Riazan, les paysans fauchent avec des faux complètement usées ou cassées ; les charrettes n'en peuvent plus, leurs roues sont mauvaises, mais on n'a pas de quoi en acheter de neuves. C'est la même histoire avec la charrue, les clous, etc...

1. Les chiffres que présente ce tableau sont indubitablement exagérés, ce dont il est aisé de se convaincre en les comparant avec les chiffres donnés dans le chapitre III.

C'est surtout la rue du village qui dévoile la misère des habitants ; les jeunes gens sont vêtus de chemises et de pantalons de toile faite à domicile, rude et non-blanchie. On ne voit plus de tissus manufacturés : ils sont trop chers.

Dans le gouvernement de Toula (Russie Centrale), la population, en majeure partie, va déguenillée et à moitié nue.

Dans le gouvernement de Tsaritsine (Volga), « le scorbut s'est répandu dans les masses par suite du manque de sel ; les légumes se perdent, faute de sel pour les conserver. »

Dans des villages autrefois très riches, une quantité d'habitations et de constructions agricoles sont sans toiture et tombent en ruines... un morceau de fer, un clou, une vitre représentent, au village, une grande rareté. Une hache, une bêche ne se trouvent pas dans toutes les maisons. La même scie passe de ménage en ménage, par tout le village ; les socs des charrues sont si usés qu'il n'en reste que des débris ; le village n'a plus de bois de construction pour réparer la moindre bâtisse ; on y chercherait une charrue ; il est impossible d'y trouver assez de fer pour faire un soc de charrue.

Dans le gouvernement de Simbirsk (Volga), les villages subsistent de ce qui reste du passé. On porte ses derniers vêtements, ses dernières bottes ; on raccommode comme on peut les vieilles bêches et les vieilles faux, on tire d'où l'on peut les derniers clous. Une idée atroce obsède l'homme dont toute la vie est liée à l'agriculture, idée dont il ne peut se défaire : « Que va-t-il arriver? »

(*Pravda*, n° 208, 1923 ; *Torgovo-Promychnaya Gazeta*, n° 220, 1923, édition des Soviets ; *Pravda*, 16 septembre ; *Econom. Jizn*, n° 14, 1923).

Est-il possible de dépeindre plus nettement l'exploitation impitoyable et déloyale du paysan russe par les communistes ? Est-ce possible, après les témoignages officiels des *Pravda*, des *Biednota*, de l'*Econ. Jizn*, tous organes officiels des institutions soviétiques, d'insister sur les bienfaits que le paysan russe doit au communisme, comme le fait la Délégation des Trades-Unions?...

CHAPITRE XI

COMMENT LES AUTORITÉS PERSÉCUTENT LES ÉLÉMENTS RICHES DE LA POPULATION VILLAGEOISE

La persécution impitoyable des éléments riches de la population villageoise est encore une des causes essentielles de leur situation déplorable, ainsi qu'un obstacle à l'amélioration de l'industrie agricole.

Le paysan économiquement solide, chez qui les « sentiments petit-bourgeois » et le penchant vers la propriété privée sont enracinés, ce paysan qui proteste contre la honteuse exploitation pratiquée par l'Etat communiste, est aux yeux de cet Etat un « ennemi de classe » qu'il faut combattre à outrance.

A l'époque de la *NEP*, époque où le communisme militant dut faire des concessions, les éléments les plus vivaces de la classe paysanne commencèrent, avec rapidité, à se relever économiquement ; les communistes, aussitôt, virent là un danger politique fort grave ; car le relèvement matériel de toute cette classe était accompagné d'une recrudescence de l'activité politique des « ennemis de classe du prolétariat. »

Aussi, dès le début de l'année 1924, la politique du pouvoir à l'égard du village changea-t-elle résolument et le parti communiste se remit-il à persécuter le « koulak ».

Partout les « koulaks » furent écartés de toute par-

tiéparation aux élections, et leurs enfants privés du droit de fréquenter les écoles.

« Nous avons été, nous sommes et nous resterons en guerre civile avec les « koulaks », c'est inévitable », déclare Zinovieff, dans un de ses derniers discours (*Izvestia* du 13 janvier 1925). Et la *Pravda* (17 août 1924) lance ce mot d'ordre : « Sus à tous les « koulaks » et feu, à tous les carrefours, sur ces adversaires ! »

Ainsi, être classé parmi les « koulaks » (et il est si facile d'être ainsi qualifié !...) équivaut à devenir le bouc-émissaire en toutes circonstances. Tout dépend de l'arbitraire des autorités locales. Il ne faudrait pas s'imaginer que cette « chasse » organisée par les communistes soit dirigée exclusivement contre l'agriculteur qui exploite le travail d'autrui ; les représentants du gouvernement soviétique reconnaissent eux-mêmes que les autorités locales traitent en « koulaks » tout paysan quelque peu aisé.

De l'aveu de Smirnoff, Commissaire pour l'Agriculture, les communistes ont une tendance à envisager tout foyer paysan tant soit peu solide, même si ce foyer ne vit que du travail de tout ses membres, comme une exploitation de « koulaks ». (*Izvestia*, 23 février 1925).

La *Pravda* communique (18 décembre 1924) qu'en Sibérie tous les paysans possédant quelque aisance sont appelés « koulaks », bien qu'ils aient presque tout perdu, travaillent plus qu'autrefois, soient chaussés d'écorce de bouleau et vêtus de chemises de toile tissée grossièrement à la maison.

Ce même journal, le 14 février 1925, affirme que les « camarades » du gouvernement d'Akmolinsk racontent qu'il suffit à un paysan actif de se procurer un peu de bétail, d'organiser son exploitation, pour que, « à sa barbe ou derrière son dos », on le traite de « koulak ». Or, un « koulak » de ce genre ne s'occupe pas d'usure et n'emploie le travail d'autrui que pendant la moisson.

Les *Izvestia* du 28 février 1925 confirment que la notion de « koulak » n'est pas quelque chose de très net : le paysan moyen qui, par

son travail, réussit à sortir de la misère absolue, ce paysan qui par ses seules forces arrive à améliorer son exploitation, tombe bien souvent lui aussi sous la qualification de « koulak ».

Cette persécution constante par le pouvoir de tous les paysans possédants agit de la façon la plus déprimante sur la vie économique du village ; comme nous l'avons démontré plus haut, c'est la cause de l'instabilité de la jouissance de la terre. *Partout, les paysans évitent d'améliorer leur économie domestique, craignant d'être classés dans la dangereuse catégorie des « koulaks », avec toutes les conséquences qu'implique cette classification.*

On peut juger combien il est dangereux d'être classé sous cette rubrique par le fait suivant, relaté dans la *Pravda* (12 décembre 1924) : il arrive que, dans certains villages, tous les paysans, à tour de rôle, soient considérés comme « koulaks », afin que les désagréments inhérents à cette qualité se répartissent à titre égal sur tous les membres du village.

Le même journal communique le fait suivant, assez caractéristique : « Un paysan aisé possédant des emblavures qui représentent une superficie de 40 hectares, la quantité de bétail nécessaire, des instruments aratoires et des machines agricoles, travaille beaucoup et ne s'occupe d'aucun commerce. Deux de ses fils étudient à la ville ; l'aîné est communiste. Voici que le père fait savoir à ses fils qu'il vient d'être inscrit comme « koulak ». Les fils, craignant d'être exclus de l'école où ils font leurs études, — car les voilà maintenant fils de « koulak » !... — s'empressent de proposer à leur père de tout vendre, à l'exception de la maison, d'un cheval, d'une vache ; et, jusqu'au moment où ils auront achevé leurs études à l'école supérieure, de n'ensemencer que trois hectares ; car, lorsque la famille est grande, cette superficie est libérée de l'impôt agricole. Le père, grinçant des dents

sous l'insulte, obéit à ses fils et se transforme en paysan pauvre. »

Il est indispensable, selon les paysans, de renoncer au mot « koulak » et de lui substituer l'expression de « paysan aisé » ; car cette dénomination de « koulak » n'est pas flatteuse et tue toute tendance à développer l'industrie agricole. (*Sovietsky Young*, 10 février 1925).

Le paysan, d'après Zinovieff, a peur d'améliorer son économie domestique et ses craintes sont fondées ; car dès que son exploitation se relève, c'est tout juste si on ne le prive pas de ses droits électoraux. (*Pravda*, 5 février 1925).

D'après l'aveu d'Ossinsky, ex-commissaire pour l'Agriculture, depuis le communisme, « les paysans déclarent en toutes circonstances qu'ils ne désirent pas augmenter au-dessus du strict nécessaire le nombre de leurs chevaux et de leurs vaches. » (*Pravda*, 16 janvier 1925). Les correspondants du Parti Communiste dans les villages, lors de leur Conseil tenu à Moscou, déclarèrent à Staline : « Oui, ils sont nombreux, ceux qui, par crainte d'être regardés comme « koulaks », n'élèvent pas de bétail. On (le pouvoir) sape tout désir de travailler ; à quoi bon essayer de cultiver la terre avec des méthodes perfectionnées ? Si un paysan est travailleur, mène bien son exploitation et possède un peu plus que les autres, cela veut dire qu'il est un mauvais paysan... »

Staline dut reconnaître que ce raisonnement était juste : « Oui, je sais, dit-il, il arrive que, dès qu'un paysan refait le toit de sa maison, on le traite de « koulak » ; il en résulte qu'il faudrait vivre constamment sous un toit détruit. » (*Biednota*, 5 avril 1925).

Les communistes, en persécutant le paysan aisé, ont organisé dans les villages la guerre intestine des classes.

Or, si les communistes voient dans les paysans aisés et dans les « koulaks » des ennemis du régime actuel, ils ne sont pas arrivés, nous l'avons indiqué déjà, à contenter les paysans indigents : les trois quarts des paysans ne sont pas en état de labourer leur propre terre et sont, par conséquent dans la nécessité de louer

leur travail à autrui, car ils ne peuvent se relever par leurs propres forces.

Il est naturel que, dans ces conditions, les illusions se soient dissipées et que le mécontentement commence à se faire sentir, tant parmi les paysans nécessiteux que parmi les paysans aisés, contre un pouvoir qui a beaucoup promis et n'a rien donné.

« Les pauvres, déclare un des délégués aux délibérations sur l'organisation des Soviets, en janvier 1925, « les pauvres ne sont guère contents du pouvoir ; tout ce qui leur est tombé entre les mains du bien des anciens propriétaires est déjà mangé et le pouvoir ne peut leur donner aucune aide nouvelle. » (*Biednota*, 7 janvier 1925.)

Les communistes craignent qu'il ne s'organise dans les villages, par suite du mécontentement général, un « front unique » anti-gouvernemental ; ils fomentent donc des luttes intestines et excitent les pires éléments parmi les paysans pauvres contre les paysans relativement aisés.

Ils espèrent, de la sorte, détourner l'attention du paysan des véritables auteurs de sa misère, affaiblir le paysan et s'assurer au village des alliés, quels qu'ils soient.

Par suite d'une telle politique, de l'excitation constamment pratiquée d'une partie de la classe paysanne contre l'autre, une lutte incessante et des collisions parfois sanglantes ont lieu dans les villages ; et c'est encore une des raisons qui entravent le développement économique et troublent l'existence normale.

Le *Communiste* du 27 novembre 1924 écrit : « Au village, la lutte des classes se développe de jour en jour. Jamais le village n'a présenté deux camps dont l'antagonisme soit aussi prononcé : celui des « koulaks » et celui des pauvres. »

Il est curieux de remarquer que les paysans se rendent eux-mêmes parfaitement compte des efforts du

pouvoir pour susciter artificiellement la lutte des classes au village. Rykoff, président du Conseil des Commissaires du Peuple, remarque à l'un des congrès : « Les paysans m'ont dit plusieurs fois : « Vous êtes pour les pauvres et contre les « koulaks » ; mais qu'arrivera-t-il quand il n'y aura plus de pauvres ? Vous dites que les pauvres vous sont actuellement nécessaires pour consolider le pouvoir des Soviets ; par conséquent, vous avez intérêt à conserver indéfiniment les pauvres pour vous appuyer sur eux dans les villages. » (*Izvestia*, 21 février 1925.)

L'exemple suivant prouve à quel point la haine des classes fomentée par les communistes prend des formes sauvages. La *Biednota* (9 avril 1924) décrit la lutte qui se poursuit dans un des villages de la République tatarc entre les paysans qui possèdent des chevaux et ceux qui n'en ont pas.

Les pauvres ont décidé de prendre, à l'encontre des riches, les mesures suivantes : empêcher, au printemps, leurs chevaux de paître sur les prés communaux ; frapper leur bétail profitant du pâturage d'une taxe spéciale au profit de la commune ; ne pas allouer aux paysans riches le moindre lopin de terre.

Cette communication dans le journal officieux du pouvoir soviétique se termine par cette conclusion approbative : « Il y a longtemps que les pauvres auraient dû s'organiser et agir de concert au lieu de se plaindre isolément. »

Pour comprendre toute l'acuité de la lutte qui se déroule dans les villages, il est nécessaire de noter que tous les paysans pauvres ou tombés dans le dénûment ne sont pas dans le camp des « miséreux » agissant activement contre les « koulaks » : ce camp comprend uniquement les pires éléments du village.

Il y a eu de tout temps, dans les villages russes, des paysans qui, n'étant pas industriels, ne parvenaient pas à organiser leur foyer.

Pendant la révolution, la quantité de ces paysans

inaptes au travail des champs s'est sensiblement accrue à cause du reflux vers les campagnes d'hommes qui travaillaient jusque-là comme manœuvres dans les villes et qui, n'ayant aucune pratique de l'agriculture, ne surent s'adapter au travail de la terre.

Le pouvoir soviétique profita de cette circonstance pour faire de ces éléments l'arme principale de sa politique de classe dans tous les villages. Le pouvoir soviétique les déprava systématiquement en les habituant au pillage.

Les « Comités de Miséreux » (Kombièdes, organisés en 1918,) en furent composés ; et ce sont ces Comités qui se mirent en devoir de dépouiller les « koulaks », non sans lutte.

Or, cette lutte, l'organe officiel du Parti communiste le reconnaît avec cynisme, « consistait tout simplement à piller les « koulaks ». (*Pravda*, 13 avril 1924).

Le fait que le pouvoir soutient ces éléments, les pires de tous, (et est soutenu par eux), que les uns doivent supporter tout le poids du travail de la terre et que les autres ont le droit de les dépouiller du fruit de ce travail, indigné profondément toute la classe agricole active.

CHAPITRE XII

LES DROITS DES PAYSANS SONT ILLUSOIRES

C'est en apparence seulement que le paysan, en Russie, est administré par ses élus. En réalité, les élections ne sont qu'une mise en scène destinée à dissimuler à la population qu'on lui impose d'autorité des administrateurs de mauvaise foi, souvent criminels de droit commun, choisis parmi les communistes et, en fait, nommés par le pouvoir.

Ce sont les données fournies par la presse soviétique elle-même qui conduisent à cette conclusion.

Cette presse, durant les derniers temps, reconnaît ouvertement les défauts de l'appareil administratif rural ; les organes, soi-disant élus, du pouvoir local, sont en fait les chaînons habilement combinés d'une bureaucratie construite selon un système unique, qui couvre tout le pays d'un réseau serré. Le pourcentage des communistes, parmi les gens qui détiennent le pouvoir, le prouve surabondamment. Ce pourcentage s'accroît à mesure que les organes du pouvoir s'élèvent dans la hiérarchie et sont investis d'une autorité plus étendue.

Les chiffres suivants le démontrent.

ORGANISATIONS	POURCENTAGE DE COMMUNISTES
—	—
Soviets des villages	6,1
Congrès des Volosts (Représ. soviets villag.). . . .	11,7
Comités exécutifs des Volosts.	40,1

Ainsi, en vertu d'une loi non écrite, mais qui n'en est que mieux observée, les communistes locaux sont obligatoirement élus, autrement dit simplement nommés par le pouvoir à tel ou tel poste. Dans ces conditions, il est naturel que les paysans aient cessé de s'intéresser aux élections ; s'ils y prennent une certaine part, c'est uniquement parce qu'ils y sont contraints. L'absentéisme des paysans aux élections en est la preuve : le nombre d'entre eux ayant pris part aux élections en 1922 et 1924, n'a atteint que 22,3% de leur nombre total ; par endroits même, il ne représente que 9 à 10 %. (*Biednota*, 7 août 1925.)

En fait, les communistes représentent le seul pouvoir réel dans les villages.

« Au village, l'ordre d'un communiste ou d'un membre de l'association de la Jeunesse communiste, ou même d'un soldat de l'armée rouge, tient lieu du travail des Conseils (soviets) de Villages ou des Conseils de Volosts. » (*Pravda*, 21 décembre 1924).

Les sources soviétiques elles-mêmes contiennent une quantité de preuves des tares graves du pouvoir villageois ainsi choisi parmi les communistes ou parmi ceux qui les secondent.

Les « correspondants villageois », au cours d'une conversation qui eut lieu le 5 avril 1925, répondirent à l'un des triumvirs soviétiques, Staline : « C'est un vrai malheur d'être traités comme les communistes nous traitent. »

Parfois on entend les paysans, parlant des Soviets, s'écrier : « Que le diable les emporte !... Mais à quoi bon parler des communistes, quand les « jeunesses communistes » ne tolèrent aucune objection ? Ces jeunes gens ne travaillent pas ; en revanche, ils font des remontrances à tout le monde ; ce sont des gens bien singuliers. »

« Il arrive que ces « jeunesses communistes » suscitent des esclandres dans les villages ; quant aux paysans, ils n'osent rien leur dire. » (*Biednota*, 5 avril 1925).

« Dans la plupart de nos villages, le pouvoir local, non seulement est

faible, mais ne vaut rien ; à le voir à l'œuvre, on se dit quelquefois que l'absence de tout pouvoir serait préférable. » (*Pravda*, 21 février 1924).

« Ni la répartition forcée des vivres, ni les impôts de toute espèce ne tuent le village comme le font l'arbitraire et les abus du pouvoir local.

« Les communistes, membres des cellules communistes, lorsqu'ils se livrent à telle ou telle besogne soviétique, agissent moins par persuasion que par grossière intimidation : le revolver et la prison jouent également leur rôle. » (*Biednota*, 28 septembre 1924).

« Le menacerait-on des verges, qu'il serait impossible de faire témoigner un paysan contre un communiste coupable, serait-il témoin oculaire, aurait-il souffert lui-même du fait de ce communiste. Lorsqu'il parle du communiste, la réponse du paysan est invariablement la même : « Je n'arriverai jamais à le noyer, au lieu que lui m'écrasera comme rien. » Le paysan a raison, trop d'exemples le prouvent. » (*Biednota*, 28 septembre 1924).

« C'est par la terreur que l'on tient le paysan ; il voit toutes les iniquités du pouvoir ; mais il est impuissant à défendre ses droits. Le paysan se dit : « Si tu te plains, c'est encore toi qui en pâtiras. » Le paysan n'est pas en état de lutter, car la lutte contre les actes individuels est inutile ; c'est avec toute la fange qui submerge le village qu'il faudrait entrer en lutte. » (*Pravda*, 21 février 1924).

Le procureur de la République Krylenko reconnaît que les organes de la justice soviétique ne sont pas de force à lutter contre l'arbitraire qui règne au village. (*Pravda*, 22 novembre 1924.)

Une infime partie des exemples de ce grossier arbitraire dont la presse soviétique est pleine, occuperait des dizaines de pages : les femmes fustigées, la violence, la brutalité, la ruine des exploitations paysannes, les exactions administratives intolérables des agents du pouvoir dans les localités rurales, telles sont les raisons principales de la haine du paysan contre le régime actuel. Malgré le manque d'armes, de moyens d'organisation, malgré les représailles féroces du pou-

voir, le paysan, depuis 1918, lutte continuellement et quand même contre le communisme ; il procède par émeutes et mène sourdement une guerre de partisans.

Déjà, en 1921, Lénine faisait cet aveu : « Les paysans sont mécontents des relations qui se sont établies entre eux et nous » ; ce mécontentement se manifeste actuellement d'une façon tellement évidente que les communistes eux-mêmes se sont mis à en parler.

Stékloff, rédacteur en chef des *Izvestia*, organe officiel des Soviets, estime qu'au cours de l'existence du pouvoir communiste, il y eut trois « vagues » consécutives soulevées par l'ardeur des paysans.

La première vague s'est produite immédiatement après la révolution d'octobre 1918. Cette période a vu des soulèvements de paysans sur la Volga, dans l'Oural, en Sibérie, dans le Sud de la Russie. La seconde vague s'est dressée après la disparition des fronts militaires Blancs (1920-1921) : « Pendant cette période, écrit Zinovieff, nous avons liquidé les soulèvements de Makhno, d'Antonoff, de Popoff, ainsi que la révolte de l'Ukraine, des émeutes dans les régions des Cosaques et en Sibérie occidentale. » Une haine implacable envers le pouvoir soviétique unifiait tous ces mouvements.

Au commencement de 1925, nous observons une troisième vague de mécontentement des paysans.

Ils ont fini par perdre patience ; et, comme ils n'ont aucun moyen légal d'obtenir une amélioration de leur sort, ils se sont mis à exterminer partout les représentants du pouvoir dans les villages, notamment les communistes membres de l'organisation de la Jeunesse communiste et les correspondants de presse ruraux qui, en réalité, ne sont que des agents dénonciateurs et des espions du pouvoir.

Il ne se passe pas de jours où la presse soviétique n'enregistre plusieurs faits de ce genre ayant eu lieu dans des localités très variées de la Russie ; elle ajoute

que « ces listes sont loin d'être complètes ». (*Pravda*, 3 octobre 1924.)

La *Pravda* du 21 mars 1925 constate qu'au mois de février, dans le seul gouvernement de Kieff, il y a eu 191 cas de meurtres ou tentatives de meurtre de fonctionnaires soviétiques ou communistes.

« Sur place, les paysans disent que le temps est venu de dompter les communistes. » (*Pravda*, 10 janvier 1925).

« Les membres paysans du Parti Communiste déclarent que leurs rapports, par endroits, avec les autres paysans sont tellement tendus, qu'eux-mêmes ne peuvent se montrer dans leur propre village et chez leurs parents. » (*Pravda*, 5 février 1925).

Dans quelques régions, en Ukraine et dans le Caucase du Nord, par exemple, les paysans continuent à organiser de petits détachements de partisans qui mènent une lutte à outrance contre les communistes.

La presse soviétique garde ordinairement le silence sur des faits de ce genre ; néanmoins, on peut juger du degré d'extension de ce phénomène par les relations multiples qu'elle donne des opérations de liquidation de ces détachements et par les communiqués continuels où il est rendu compte du jugement des rebelles.

Ces explosions désespérées, sporadiques et non organisées du courroux populaire sont le témoignage d'une haine profonde contre les communistes ; elles n'atteignent pas leur but et ne servent que de prétextes à des répressions sanglantes dont le peuple russe est victime.

CHAPITRE XIII

AFFAISSEMENT DE L'INSTRUCTION ET DE LA MORALITÉ PUBLIQUES

Le Rapport de la Délégation des Trades-Unions fait remarquer que les paysans jouissent maintenant de bienfaits sociaux tels que l'instruction, l'assistance médicale, les bibliothèques populaires, les clubs et les maisons de repos (page 101).

La vérité est que le paysan, sous la domination communiste, sombre de plus en plus dans la nuit de l'ignorance et la dégradation morale. Les documents prouvant que le village retourne à la sauvagerie abondent à un point tel que nous sommes forcés à nous borner à reproduire quelques exemples fournis par la presse soviétique.

Lounatcharsky, Commissaire du Peuple à l'Instruction publique, avoue : « *Au cours des sept années pendant lesquelles nous avons détenu le pouvoir, nous n'avons pas fait le moindre effort pour nous garantir d'une chute graduelle dans la sauvagerie* ». (*Izvestia* du 10 octobre 1924.)

Selon Lounatcharsky, avant la guerre, il y avait en Russie 62.000 écoles primaires (du type prédominant dans les villages) qui recevaient 4.200.000 écoliers ; vers octobre 1923, il ne restait plus que 49.000 écoles fréquentées par 3.700.000 écoliers. (*Izvestia*, 10 octobre 1924).

« Nous avons un réseau d'écoles qui n'embrasse que 45 % des enfants en âge d'apprendre. C'est une honte

pour nous d'être, sous ce rapport, bien loin en arrière de tous les pays bourgeois. » (*Izvestia*, 10 octobre 1924.)

Le nombre des enfants qui reçoivent effectivement l'instruction primaire est encore moindre. D'après la remarque du même Lounatcharsky, un tiers seulement des enfants inscrits dans les écoles primaires fréquentent effectivement ces écoles ; les uns ne peuvent y aller faute de chaussures, les autres ne veulent pas apprendre « la science communiste ». Ces paysans disent : « Bientôt, il n'y aura plus parmi nous un seul être sachant lire, les jeunes n'apprennent pas et les vieux désapprennent. » (*Pravda*, 9 février 1925).

En effet, écrit le même journal, la situation de l'école est effroyable ; les bâtiments sont en ruines. Il y fait froid, on y est mal, sans confort... Le chauffage et l'éclairage manquent... (*Vlast Sovietov*, n° 6, 1924).

Le maître d'école est à demi affamé, mal et insuffisamment vêtu... Il fait sa classe dans des locaux qui ne sont pas aménagés à cet effet... Les enfants y sont privés des objets les plus élémentaires et les plus indispensables aux travaux scolaires.

L'école ne possède pas un seul vieux manuel, à plus forte raison de nouveaux... (*Pravda*, 22 mai 1924).

La *Pravda*, compulsant les résultats de l'action du pouvoir communiste dans le domaine de l'instruction au village, est forcée de reconnaître que : « Au cours de la révolution les paysans, pris en masse, au point de vue de l'instruction, ont régressé, le nombre d'enfants ne sachant pas lire a augmenté et le niveau des travaux scolaires s'est abaissé ; on n'a plus de livres, de cahiers. Un crayon coûte, chez nous, vingt livres de blé. »

« Nous n'avons pour le peuple aucune salle de réunion, aucun local affecté à la lecture ; jamais un cours ou une conférence n'a lieu chez nous dans le dessein d'instruire le peuple. Dans toute notre région, l'auteur de ces lignes est la seule personne qui soit abonnée à un journal. » (*Biednota*, 1^{er} janvier 1924).

Le niveau de la moralité du peuple, sous l'influence des communistes, baisse également ; le vol et le dévergondage sont, actuellement, très répandus dans les villages russes.

« Les paysans du gouvernement de Riazan (Russie centrale) disent : « Il faut faire quelque chose ; les voleurs et les scélérats deviennent de plus en plus hardis ; pour sauver son cheval de leurs entreprises, le paysan doit passer la nuit dessus. » (*Biednota*, 15 juin 1924).

« Dans notre « stanitsa » (village cosaque), les voleurs sont une calamité publique », dit le délégué de la région d'Armavir (Nord du Caucase). (*Sovietsky Youg*, 12 février 1925).

« Au village le crime fleurit parfois avec abondance. » (Gouvernement de Poltava, Ukraine). (*Izvestia*, 8 janvier 1925).

Engendrée par la faim et le dénûment, l'ivrognerie se propage ; le paysan cherche dans l'eau-de-vie l'oubli du poids insupportable de sa vie actuelle ; la fabrication de l'alcool à domicile est très répandue ; cette eau-de-vie, aujourd'hui, inonde littéralement le village.

La presse soviétique contient maints récits concernant l'ivrognerie et ses suites : l'incendie, les rixes, les débauches, les larmes des femmes et des enfants maltraités. On peut juger de l'extension qu'a prise l'ivrognerie par les calculs d'un des chefs en vue de la milice, qui compte par dizaines de milliers les appareils à distiller l'alcool séquestrés et par centaines de milliers les seaux d'alcool détruits par les autorités.

Selon ce même témoin, la lutte contre la fabrication clandestine de l'alcool est cause de meurtres fréquents d'agents de la milice et de la police de sûreté. (*Biednota*, n° 162, 194).

Les correspondants de la *Biednota* pour différentes régions assurent qu'il est rare qu'une fête quelconque se passe sans rixes et même sans meurtres consécutifs à l'ivrognerie générale. L'un de ces correspondants raconte que, dans l'un des Volosts du gouvernement de Smolensk (Russie occidentale), en un espace de temps très court,

quatre paysans furent tués, sous l'influence de l'alcool, les uns à coups de hache et les autres à coups de pieux. L'un d'eux fut tué par son propre père.

Les enfants, eux-mêmes, boivent de l'eau-de-vie. Un autre correspondant rapporte qu'il lui est arrivé de voir des familles entières complètement ivres, y compris des enfants de neuf à dix ans.

Il n'est point de fête sans rixes ; on se bat avec des pieux et des couteaux, quelquefois avec des fusils. (Gouvernement de Novgorod-Nord-Ouest). (*Pravda de Léningrad*, 24 mai 1925).

CHAPITRE XIV

L'ASSISTANCE MÉDICALE

Le Commissaire du Peuple pour l'Hygiène, Siémachko, dans un article intitulé : *C'est inadmissible*, déclare que l'état de l'assistance médicale, dans les campagnes, est si lamentable, qu'il prend les proportions d'une catastrophe. (*Izvestia*, 12 février 1925.)

Dans le gouvernement de Toula (Russie Centrale), 15 hôpitaux ont été fermés. Dans le gouvernement de Tver (Nord-Ouest de la Russie), le nombre des hôpitaux est tombé à 69 % et celui des circonscriptions médicales à 20 % de ce qu'ils étaient antérieurement. Même dans le gouvernement de Léningrade, sept circonscriptions ont été supprimées, ainsi que 3.000 lits dans les hôpitaux qui subsistent. La situation est encore plus déplorable dans les régions qui ont souffert de la famine. Ainsi, dans le district de Pougatcheff (gouvernement de Samara, Volga), des treize hôpitaux qui existaient à la date du 1^{er} octobre 1923, il n'en reste plus qu'un seul.

Dans les villages du Caucase, l'assistance médicale est particulièrement mal organisée. « Dans aucun village nous n'avons rencontré d'hôpital, pas même un dispensaire. » (*Pravda*, n° 257, 1924).

Les institutions médicales qui subsistent sont entretenues d'une manière qui ne peut donner aucune satisfaction. Les hôpitaux des circonscriptions médicales sont des bâtiments généralement délabrés, à demi ruinés, mal pourvus de linge, de médicaments et de toute espèce de mobilier. (Article sus visé de Siémachko).

En Ukraine, d'après le rapport du Commissaire pour l'Hygiène, présenté à la seconde session du Comité Exécutif de l'Ukraine, « à peu près 60 % des institutions médicales existant dans les cam-

pagnes exigent une réfection complète et se trouvent dans un tel état que, si nous ne nous en occupons pas, d'ici deux ans elles auront complètement disparu. Les médicaments sont en quantité absolument insuffisante ». Dans le gouvernement de Kieff, par exemple, ils manquent complètement ; si par hasard il s'en trouve, ce n'est qu'en très petite quantité. Faute de chloroforme, les opérations se font sans endormir le patient. « Représentez-vous ce que pense de nous, dit le Commissaire Siémachko, le paysan qui a subi une opération dans ces conditions... Peut-on après cela lui parler de « l'union du Pouvoir avec le village? »...

Pour remplacer le matériel de pansement qui fait totalement défaut, on utilise de la mousse, des chiffons, ce que l'on trouve. La température du malade se mesure au toucher. (*La Médecine professionnelle*, nos 3-4, 1924).

Loin de s'améliorer, les conditions de l'assistance médicale ne font qu'empirer. Au Conseil des sections de l'Hygiène publique d'un gouvernement agricole (fin 1924), le rapporteur Miaskinoff déclare que les données concernant le réseau des institutions médicales dans les campagnes indiquent « une diminution marquée du nombre des circonscriptions médicales, des localités desservies par des aides-médecins, ainsi que des hôpitaux et des lits par hôpital ».

En même temps, on constate, ajoute-t-il, un accroissement extraordinaire du nombre des malades sollicitant des secours médicaux. (*Izvestia*, 20 février 1925.)

Dans de telles conditions, il est tout naturel que différentes maladies se propagent avec une intensité effrayante.

Les maladies vénériennes, surtout, sont largement répandues. « La syphilis est le fléau de notre district, il y a des villages où la moitié de la population est contaminée. » (District d'Arzamasse, gouvernement de Novgorod-Nord, de la Russie).

Dans le gouvernement d'Orel (Russie Centrale), un médecin trouva un village où l'école avait dû fermer ses portes parce que tous les enfants étaient atteints de cette maladie.

Une enquête sanitaire dans toute une série de villages du gouvernement de Kalouga (Russie centrale) prouva que dans plusieurs villages une bonne moitié des habitants souffraient de cette maladie. « Combien de districts et de Volosts sont dans la même situation dans l'Union soviétique? » demande l'auteur de l'article. (*Izvestia*, 7 avril 1925).

D'autres maladies, la malaria surtout, sont répandues au même degré.

Perversi systématiquement par le pouvoir soviétique, comment le paysan ne retomberait-il pas dans la barbarie ? Une communiste très en vue, Kollontay, qui était naguère encore représentant plénipotentiaire des Soviets en Norvège, affirme, dans un livre dont elle est l'auteur : *La nouvelle morale*, que « l'immoralité n'est qu'un préjugé bourgeois et que l'amour libre est seul digne de respect. »

CHAPITRE XV

CONCLUSION

L'ensemble des données et des renseignements que nous avons ainsi puisés exclusivement aux sources soviétiques, démontre avec évidence l'état épouvantable auquel les communistes ont réduit la Russie en général et en particulier les paysans russes, qui représentent 90% de sa population. Cet état, comme on le voit, est bien différent du tableau présenté par la Délégation des Trades-Unions anglaises.

Et pourtant, les conditions d'existence du paysan russe, telles que nous venons de les retracer, sont encore loin de donner une idée complète de sa vie réelle.

Nous avons pu prouver sans peine la fausseté absolue de l'affirmation des délégués anglais, affirmation dénuée de toute preuve et exclusivement fondée sur les dires des potentats de Moscou, que le paysan russe, après un affaïssement passager de son bien-être matériel, est entré dans une nouvelle voie de prospérité et qu'il est à la veille de voir tous ses besoins, matériels et spirituels, pleinement satisfaits ; nous n'avons pas pu donner un tableau complet des conditions dans lesquelles s'écoule son existence. Les faits que nous avons cités et, plus encore, les chiffres que nous avons rapportés ont beau être concluants, ils ne suffisent pas à constituer, en vive lumière, le tableau de cette existence ; ils demeurent forcément abstraits.

Pour se faire une idée vraie de l'état de la Russie et de la situation du peuple russe, il faudrait, par la

pensée, revêtir ces données et ces chiffres, simple squelette du phénomène observé, de tissus vivants, les recouvrir des multiples incidents de la vie quotidienne, incidents dont chacun, par lui-même, peut sembler insignifiant, mais qui, pris en masse, sont une épreuve douloureuse pour l'homme.

Il n'y a que les Russes évadés de la geôle que les bolcheviks ont baptisés du nom de « U. R. S. S. » pour connaître et pouvoir tracer ce tableau vrai de la Russie actuelle. Ce tableau, dans ses détails, est infiniment plus effroyable que celui que nous avons esquissé. Mais nous nous sommes abstenus de rien emprunter à ces témoins-là : ayant personnellement souffert du régime communiste, ils pourraient être suspects de partialité. Ce n'est cependant qu'après les avoir entendus que l'on peut se représenter la Russie actuelle telle qu'elle est.

A les écouter, on se rend compte qu'il n'est pas de plume capable de décrire l'abîme de misères et de souffrances morales où le peuple russe s'enfonce de plus en plus. Aucune langue humaine n'a de mots qui puissent exprimer le martyre de la Russie.

L'imagination a peine à se figurer la transformation qu'a subie en si peu de temps, sous le joug du communisme international, un pays naguère riche et florissant ; et c'est ce pays que la Délégation anglaise représente comme approchant d'une ère de prospérité inconnue jusqu'ici !.....

Nous ne suspectons pas la bonne foi de la Délégation des Trades-Unions, nous n'osons pas la mettre en doute ; mais nous ne nous étonnons pas que les bolcheviks aient réussi à induire la Délégation en une si grossière erreur.

Pour se former sur la situation actuelle du paysan russe une opinion fondée, il faut pouvoir parvenir jusqu'au cœur du pays, il faut entrer dans les maisons des paysans, où, faute de vitres, trop coûteuses,

la lumière pénètre à peine à travers les fenêtres calfeutrées de planches et de chiffons ; et là, la nuit venue, pour tout éclairage, brûlent des brins de bois trempés de résine.

Il faut voir les intérieurs, où les ustensiles de ménage les plus indispensables manquent ou sont trop usés pour servir. Ces ustensiles neufs sont d'un prix inabordable pour le paysan.

Il faut visiter les locaux affectés aux animaux de l'exploitation, bétail maigre et épuisé faute de nourriture.

Il faut voir les paysans eux-mêmes, vêtus de hailons et dont les visages portent les traces de privations constantes.

Il faut enfin voir les troupeaux errants d'enfants abandonnés et voués à la mort de faim sur les grandes routes.

Pour apprécier l'œuvre des communistes en Russie, il faut avoir vu ce pays avant la révolution, connaître les progrès surprenants du bien-être et du développement intellectuel du peuple au cours des dix années qui précédèrent la grande guerre.

La Délégation anglaise, apparemment, ignore tout cela ; on lui a dépeint sous un tout autre aspect la Russie d'autrefois, Russie barbare, souffrant d'une disette chronique.....

Enfin, pour que des enquêteurs que les bolcheviks engagent à visiter la Russie puissent apprécier à leur juste valeur ce qu'ils verront, il ne suffit pas qu'ils parlent la langue russe ; ils devront choisir eux-mêmes, et en connaissance de cause, les localités et les institutions qu'ils désirent visiter et ne pas se borner à admirer, sous l'œil vigilant des agents du pouvoir soviétique, les asiles, clubs et bibliothèques populaires que les bolcheviks ont installés spécialement pour les besoins de leur propagande et dont les photographies émaillent le Rapport des délégués des Trades-Unions.

Les conversations des enquêteurs étrangers, escortés de communistes, avec les Russes qui périssent de misère dans la Russie des Soviets, ne leur divulguent pas non plus la vérité ; car l'un des résultats les plus atroces du joug communiste est la crainte que tous éprouvent d'exprimer publiquement leurs pensées et leurs sentiments.

Si l'on considère, en outre, que le peuple russe est généralement renfermé et méfiant, on concevra que, sous la pression d'une terreur incessante, ces traits de caractère se soient développés à l'extrême. Dans ces conditions, il est plus que naïf d'attendre du paysan russe qu'il formule devant des étrangers le plus léger blâme à l'encontre du pouvoir soviétique et du régime qu'il a instauré : le mot d'ordre, actuellement, en Russie est : « Loue le pouvoir, ou bien il t'en cuira ! »

De tout ce que nous avons exposé, il ressort que le Rapport de la Délégation des Trades-Unions anglaises se réduit à un abrégé de toutes les inventions des bolcheviks, joint à une habile dénaturation des faits ; les bolcheviks sont passés maîtres en cet art.

Dans les conditions où ont été recueillis les matériaux utilisés par les auteurs de ce Rapport, il ne pouvait être autre chose.

Nos conclusions sont les suivantes :

Au cours des sept années de régime communiste, la situation matérielle et juridique du paysan russe, ainsi que son état de culture générale, ont gravement empiré en comparaison de la période d'avant-guerre :

1^o L'agriculture a subi une décadence désastreuse ; la superficie des emblavures s'est amoindrie ; les paysans ont perdu une partie considérable de leur bétail et de leur matériel agricole ; le rendement à l'hectare a diminué de moitié ; les trois quarts des familles paysannes ne possèdent plus les moyens indispensables au travail de la terre et mènent une existence misérable. Des catégories entières de la popula-

tion rurale, transformées en prolétaires et à demi affamées, ne trouvent plus l'emploi de leur force au travail, car les exploitations agricoles capitalistes, ainsi que toutes les branches de l'industrie rurale, ont été complètement ruinées par les communistes.

2° Les exploitations rurales appartenant aux paysans se sont morcelées à l'infini et multipliées à tel point que le partage de toutes les terres ayant appartenu aux grands propriétaires fonciers n'a pas remédié au manque de terre chez le petit cultivateur ; cette pénurie se fait sentir, actuellement, d'une manière plus aiguë qu'avant la révolution.

3° Les revenus des exploitations appartenant aux paysans ont diminué au point de ne plus suffire à assurer la satisfaction des besoins les plus élémentaires de la famille de l'agriculteur.

4° Les communistes perçoivent des impôts qui dépassent les ressources des paysans et les ruinent. Ces impôts sont employés à combler les déficits budgétaires, à payer les frais des armements militaires, ainsi que la préparation à la révolution mondiale. L'Etat oblige le paysan à acheter les produits de l'industrie nationalisée à des prix anormalement majorés, tout en provoquant artificiellement la baisse du prix des produits agricoles.

5° Les communistes persécutent les paysans ayant relevé plus ou moins leurs exploitations ; la possession de la terre reste instable et le choix même des méthodes d'utilisation du sol n'est pas libre.

6° La remise de l'administration locale aux mains, souvent criminelles, de communistes étrangers aux intérêts villageois, oppose de même un obstacle insurmontable au développement normal de la vie rurale.

7° Outre la ruine matérielle des paysans, le communisme a eu pour effet de vouer le village russe à la barbarie morale et intellectuelle.

La religion est persécutée ; le réseau des écoles est

à moitié détruit ; l'assistance médicale est presque nulle partout ; la syphilis, la malaria, d'autres maladies encore sont devenues le fléau de la population rurale.

L'assistance agronomique, l'entretien des routes n'existent plus que sur le papier.

Favorisés par le dénûment matériel, l'absence de tout droit, l'arbitraire administratif, la régression de la civilisation, l'ivrognerie se propagent à l'infini.....

Tels sont, pour le paysan russe, les résultats du communisme.....

SECTION IV

LES CONDITIONS DU TRAVAIL

La Délégation des Trades-Unions de la Grande-Bretagne est allée en Russie, en novembre 1924, pour étudier sur place la situation de la classe ouvrière et l'état actuel du mouvement syndical ouvrier.

Pour une délégation ouvrière, cette situation devait présenter un intérêt capital et avoir la plus grande importance. C'est sur cette question que devait se concentrer la plus grande attention de ses membres. Mais justement cette partie du Rapport imprimé de la Délégation est celle qui désillusionne le plus.

D'abord, parce que le Rapport consacre à la question ouvrière le moins de place, — 28 pages sur 250 ; — ensuite, parce que le contenu du Rapport dans cette partie n'a aucune relation avec une enquête sur les conditions du travail faite sur place. Aucune étude sur la situation de la classe ouvrière n'a été faite par la Délégation. Cette partie du rapport présente une compilation très faible, empruntée soit aux publications officielles des Soviets¹, soit aux travaux déjà existants en langues étrangères sur la question.

En particulier, le lecteur aurait pu, il y a un an déjà, prendre connaissance d'une grande partie du contenu du rapport sur la question ouvrière, dans un ouvrage

1. Presque toutes les données statistiques concernant les finances, le commerce, l'industrie, sont empruntées à la publication anglaise *The Commercial Yearbook of Soviets Union*, 1925 ; London, 1925.

publié en 1924 par le Bureau International du Travail : *Industrial life in Soviet Russia* ¹.

Mais, pour faire ce travail, qui ne présentait aucune difficulté, il n'était nul besoin d'un voyage en Russie à si grand fracas et à si grands frais.

Les auteurs du Rapport avaient la possibilité d'étudier tranquillement, dans le calme de leur bureau de Londres, les conditions du travail dans la Russie des Soviets ; or, même à ce point de vue, ils n'ont pas rempli consciencieusement leur tâche d'enquêteurs. Ils se sont trop empressés de publier les résultats hâtifs de leurs lectures, sans se donner la peine d'étudier à fond ce dont ils parlaient.

Dans la partie du Rapport consacrée à la question ouvrière, des parcelles de vérité se noient dans un océan de mensonges, de renseignements faux et d'incompréhension du sujet.

Nous montrerons plus loin en quels endroits le Rapport s'écarte nettement de la réalité, en quels autres il témoigne de l'incompréhension de ses auteurs, en quels autres enfin il garde le silence sur la vérité, qui contredit par trop leurs conclusions.

Ceci dit, nous croyons nécessaire de faire remarquer que nous fondons tous nos démentis exclusivement sur des documents d'origine soviétique.

1. Nous pourrions citer une série de passages du Rapport de la Délégation britannique, qui sont empruntés à ce livre ; mais l'énumération tiendrait trop de place et nous nous contenterons d'en citer un. Au chapitre II : « Réglementation du travail », l'auteur, en parlant de la politique d'assurances sociales pratiquée par les Soviets à l'époque du communisme, rapporte, pour démontrer l'inanité de cette politique, les paroles du commissaire Milioutine : « C'est une noble idée, mais vouée à l'insuccès », p. 155. Le lecteur qui consultera l'ouvrage du Bureau International du Travail, *Industrial life in Russia*, trouvera sans peine, à la page 113, la même déclaration, mais avec cette différence que l'édition du B. I. T. indique la source, tandis que le Rapport de la Délégation ne l'indique pas. Cela n'a pas empêché dernièrement l'un des experts de la Délégation, M. Young, principal auteur du Rapport, de reprocher au B. I. T. de baser ses renseignements sur la Russie sur des données fantaisistes de journalistes contre-révolutionnaires. V. *Manchester Guardian*, 19 janvier 1924. Voilà un des nombreux exemples de la bonne foi des auteurs du Rapport.

Nous non plus, nous ne pouvons pas donner les résultats de nos observations personnelles, car nous n'avons pas eu la possibilité d'aller observer sur place. Mais notre témoignage a le mérite d'exposer exactement tout ce qu'un lecteur connaissant la langue russe pourra lire dans les publications officielles soviétiques, et de mettre au jour ce que le Rapport a caché au public.

CHAPITRE PREMIER

LE MOUVEMENT SYNDICAL. LA QUESTION DE LA PARTICIPATION AUX SYNDICATS

Parlant du passage à la *Nouvelle politique économique* (NEP) et de son influence sur le mouvement syndical ouvrier, le Rapport dit (p. 139-140) :

« Bien que le retour des associations professionnelles à leurs fonctions ordinaires ait entraîné la diminution du nombre de leurs membres, il a aussi rétabli leur importance morale comme organisations véritablement « ouvrières ». Les ouvriers de l'industrie rurale, les artisans (koustari) qui travaillaient chez eux, furent exclus des syndicats et le nombre de leurs membres tomba presque de moitié, de 8.500.000 en juillet 1921 à 4.500.000 en octobre 1922 ; après quoi il commença à remonter.

« Après quoi, le rétablissement des syndicats, basés sur la participation volontaire et payante, continua sans nouvelles pertes de membres. L'adhésion volontaire collective des membres fut introduite en 1923, puis l'adhésion individuelle et enfin le paiement individuel des cotisations des membres. La participation individuelle et le paiement des cotisations semblent maintenant être la règle pour 76% des membres. »

Tout cela est vrai sur le papier et dans les discours officiels des leaders. En réalité, voici quelle est la situation du mouvement syndical ouvrier, à l'heure actuelle :

Le système de la participation obligatoire de tous les travailleurs aux syndicats professionnels se traduit par l'inscription automatique de tous en masse et par tête. Souvent pratiqué sans l'assentiment des inscrits, il conduisit à la dégénérescence du mouvement syndical et à la transformation des syndicats en assemblées d'« âmes mortes ».

Ces tristes conséquences de la politique communiste firent admettre en 1922 l'adhésion volontaire et individuelle. La décroissance du nombre des membres des syndicats, qui se produisit après la proclamation de ce nouveau principe, ne s'explique nullement par l'exclusion des artisans et des travailleurs à domicile, mais par le fait que les ouvriers avaient perdu toute confiance dans les syndicats : libérés de l'obligation d'en faire partie, ils cessèrent de s'y faire inscrire.

Le mouvement du nombre des membres dans les syndicats, pendant les dernières années, se présente comme suit :

DATES	NOMBRE DES MEMBRES CHIFFRES ABSOLUS	POURCENTAGE PAR RAP- PORT A L'ANNÉE 1921.
—	—	—
Juillet 1921	8.428.362	100 %
Janvier 1922	6.739.958	79
Janvier 1923	4.499.000	53
Janvier 1924	5.621.000	66
Juillet 1924	6.036.000	71

Telles sont les données officielles. Mais, pour établir dans quelle mesure ces chiffres représentent la statistique des syndiqués sincères et actifs et non des « âmes mortes », le seul moyen de contrôle est le versement spontané de la cotisation par chaque ouvrier individuellement, versement qui prouve son désir conscient d'être membre du syndicat et d'y participer effectivement.

Or, précisément sous ce rapport, tout se passe comme au temps du communisme militant.

Lors donc que les auteurs du Rapport affirment que l'adhésion volontaire et individuelle a réussi, leur assertion est complètement fausse. Officiellement l'inscription au syndicat n'a plus le caractère obligatoire d'antan. Mais en fait ce caractère obligatoire persiste ; car, souvent, comme auparavant, l'administration ou le Comité d'usine verse d'office pour l'ouvrier lui-même sa cotisation par voie de retenue sur son salaire.

Il est des cas où, au jour de la paye des ouvriers, un membre du Comité de l'usine se tient à côté du caissier : le caissier inscrit sur la feuille de paye la somme retenue pour la cotisation de l'ouvrier et le représentant du Comité fait, pour cette retenue, une marque sur la carte syndicale de chacun. La paye achevée, le caissier remet au représentant du Comité la somme totale des cotisations ainsi perçues.

« Avec un tel système de perception, — fait remarquer l'organe officiel du Conseil Central des Syndicats Professionnels (V. C. S. P. S.), — il n'y a de la part de l'ouvrier aucun bon vouloir à payer sa cotisation, et de la part du syndicat, aucune explication donnée à l'ouvrier sur l'emploi de sa cotisation ; en fin de compte, le représentant du Comité d'usine lui-même, assis auprès du caissier, ne doit apparaître à l'ouvrier que comme un percepteur d'impôts et non comme le représentant du syndicat professionnel » ¹.

Dans d'autres cas, c'est le Comité d'usine qui reçoit les cotisations. Comme il n'a pas d'organisation pour les recueillir, il a recours aux services de la direction de l'usine, qui lui communique la liste des ouvriers avec l'indication de leur salaire. Mais le Comité ne reçoit les cotisations que pour le syndicat. Toutes les autres cotisations (pour la caisse de secours mutuel,

¹ *Vestnik Trouda*, 1925, n° 4, p. 157.

pour le fonds de chômage, etc...) sont perçues par voie de retenue faite sur les salaires, à la caisse même de l'usine.

Dans ces cas, l'ouvrier ne reçoit même pas de quittance attestant qu'il a payé sa cotisation et quel en est l'objet.

Dans de telles conditions, on comprend qu'il soit impossible d'établir le nombre des membres réels et conscients du syndicat et de les distinguer de ceux qui paient leurs cotisations malgré eux.

Pour la même raison, on ne peut préciser quel est, dans le total de plus de six millions de membres officiellement déclarés, le nombre des « âmes mortes » et celui des adhérents inscrits aux syndicats de leur propre initiative.

En tout cas, si l'on calcule d'après le total des cotisations perçues ce que serait le versement moyen par membre, il est facile de voir que beaucoup de ceux qui sont inscrits ne versent pas leurs cotisations.

COMITÉS DÉPARTEMENTAUX DE SYNDICATS	NOMBRE DE MEMBRES	TOTAL DES COTISATIONS (en roubles)	COTISATION MOYENNE PAR MEMBRE (en copecks)
—	—	—	—
Samarkande	10.048	1.406	14
Ouralsk	11.470	589	4,9
Semipalatinsk	19.766	1.108	5
Amour	20.261	4.155	20
Viatka	22.997	2.382	10
Novo-Nikolski	25.213	3.748	14
Orenbourg	27.044	2.578	9
Altaï	28.315	1.605	5,8
Vologda	30.913	3.160	10
Arkhangel	35.605	6.343	12
Volhynie	37.322	2.576	6
Irkoutsk	44.384	6.699	12

COMITÉS DÉPARTEMENTAUX DE SYNDICATS	NOMBRE DE MEMBRES	TOTAL DES COTISATIONS (en roubles)	COTISATION MOYENNE PAR MEMBRE (en copecks)
Oulianov	45.078	4.618	12
Tsaritsine	45.422	5.942	13
Penza	46.090	3.318	6
Tchernigov	47.515	3.088	6
Viatka	47.881	5.340	11
Astrakhan	56.937	8.050	14
Crimée	60.503	3.179	5
Podolie	60.534	3.023	5
Tambov	72.328	3.441	4,8
Toula	79.938	10.284	12
Poltava	83.812	3.575	4
Tver	88.612	6.240	7
Nijni-Novgorod	131.799	20.277	15
Ekaterinoslav	138.238	9.966	7,5

La cotisation obligatoire est fixée à 2% du salaire. Comme celui-ci, sous forme monétaire, n'est environ que de 40 roubles tchervonetz en moyenne, la cotisation moyenne ne saurait être moindre de 80 copecks.

En présence d'une cotisation moyenne de 5 à 15 copecks, comment peut-on soutenir que tous les membres inscrits au syndicat sont vraiment des membres actifs?

Nous verrons d'ailleurs qu'en dehors de cette question du paiement des cotisations, il existe une série d'autres raisons pour lesquelles les syndicats soviétiques ne sont, dans une large proportion, que des assemblées d'« âmes mortes ».

Mais examinons d'abord la situation financière des syndicats.

CHAPITRE II

FINANCES DES SYNDICATS

« La situation financière des syndicats semble s'être améliorée. » (p. 141.)

Malgré cette affirmation de la Délégation, la situation des syndicats soviétistes est aussi mauvaise que par le passé. D'après les données de la presse syndicale soviétique, le Rapport prétend qu'en janvier 1924 3 comités centraux et 10 conseils inter-syndicaux étaient en déficit.

En réalité, dans 20 comités centraux, on comptait, en 1924, 520 sections départementales et comités de rayon en déficit et ce déficit était au total de 1.043.677 roubles ¹. Sur 754 sections départementales, 60% étaient en déficit. ²

L'absence de déficit de tels ou tels comités centraux est, dans ces conditions, sans intérêt, puisqu'en fin de compte c'est le syndicat entier qui se trouve en déficit.

Le déficit de plus d'un million de roubles mentionné ci-dessus a été couvert, dans 198 sections départementales, par les subsides des comités centraux, à concurrence d'une somme de 207.457 roubles ; et 322 sections ont dû couvrir leur déficit de 836.000 roubles au moyen d'autres ressources.

D'après le *Troud*, ces chiffres dénotent la politique financière erronée de tous les comités centraux. Ces comités ne prélèvent des cotisations qu'afin d'avoir

1. *Troud*, 15 mars 1925.

2. *Vestnik Trouda*, n° 8, 1924.

leurs organes de perception et d'amasser de l'argent qu'ils gardent comme ressources, en comptes courants

Par exemple, le Comité central du Syndicat du Bâtiment a 9 sections départementales, dont le déficit total est de 4.207 roubles. Après avoir reçu des sections départementales un versement de 289.301 roubles, le comité central n'a pas envoyé un copeck pour couvrir ce déficit et il lui est resté en caisse, en janvier 1925, 140.380 roubles.

Le Comité central du Syndicat de l'Alimentation a 43 sections, dont le déficit est de 33.339 roubles. Après avoir reçu des sections un versement de 273.362 roubles, il a envoyé à 7 sections 1.283 roubles de subsides ; le reliquat s'élevait, au 1^{er} janvier 1925, à 72.565 roubles.

Ainsi, pendant que le Comité central dispose des excédents de recettes, qu'il dépense pour l'entretien de son administration, les sections sont en déficit et se voient obligées, pour le couvrir, d'employer jusqu'aux fonds de secours aux chômeurs ¹.

Inutile dès lors de parler de syndicats non déficitaires.

Comme autrefois, les sections départementales vivent non seulement sur les cotisations, mais sur les subsides reçus des comités centraux, comme on peut le voir par le tableau ci-dessous :

SOURCES DE REVENUS (POURCENTAGE)

	1 ^{er} SEMESTRE 1923	1 ^{er} TRIMESTRE 1924
Cotisations.	59,3 %	56,2 %
Subsides.	21,7 %	27,6 %
Revenus divers.	6,6 %	9,2 %
TOTAL.	87,6 %	93,0 %

1. *Troud*, 15 mars 1925.

La bonne situation financière des syndicats est donc fictive ou, en tout cas, très peu solide.

L'une des causes des grosses dépenses et des déficits qui en résultent est l'entretien de leur personnel administratif.

A ce point de vue, la situation en 1924 n'est pas meilleure que celle de 1923 et de 1922, comme le montrent les chiffres suivants ¹ :

RÉPARTITION DES DÉPENSES (POURCENTAGE)

DATES	ENTRETIEN DES EMPLOYÉS	DÉPENSES D'ADMINIS- TRATION	DÉPENSES D'ORGANI- SATION
—	—	—	—
4 ^e trimestre 1922	68,3	18,5	11,7
1 ^{er} trimestre 1923	71,6	15,7	12,7
2 ^e trimestre 1923	74,7	15,6	10,6
1 ^{er} semestre 1924	61,0	12,6	10,8

Dès qu'une organisation syndicale ou un noyau se fonde, on s'efforce de mettre sur pied, à tout prix, une nombreuse administration, bien que le travail ne soit pas suffisant pour en occuper les employés.

« L'administration est constituée, non pas en se basant sur les ressources que peut fournir l'organisation syndicale, mais en comptant sur les subsides des organes syndicaux et sur ce que l'on réussira à « tirer » des différentes sources », dit le *Troud* du 15 mars 1925.

Donnant leurs conclusions générales sur le mouvement syndical ouvrier dans la Russie soviétique, les auteurs du Rapport déclarent :

« La situation et l'activité des syndicats professionnels dans le système soviétiste nous ont produit une grande impression. Libérés de leur fonction principale

1. *Vestnik Trouda*, nos 10, 11 et 12, 1924.

dans les autres pays, c'est-à-dire de la lutte contre le capitalisme qui les exploite, libérés du souci de prendre des mesures pour que le travail social des ouvriers ne soit pas mis en coupe réglée par des personnes privées, les syndicats ont la possibilité de travailler à l'éducation des ouvriers considérés comme citoyens et comme gouvernants. » (p. 147).

Rien de plus contraire à la vérité !

Non seulement les syndicats, en Russie soviétiste, ne représentent en aucune façon une école de citoyens et gouvernants futurs, mais ils contribuent largement à la démoralisation générale qui règne actuellement dans tout le pays. Démoralisation et désorganisation, voilà la tâche essentielle des syndicats professionnels soviétistes, et, c'est surtout à cause de cela que ces organisations sont comparables à des assemblées d' « âmes mortes ».

L'administration des syndicats, bien qu'elle soit composée d'ouvriers élus, se distingue d'abord par son extrême démoralisation, ensuite par sa mauvaise gestion, enfin par sa complète indifférence envers les syndicats mêmes.

D'abord, il n'existe pour ainsi dire aucune comptabilité des organes syndicaux. Les syndicats n'établissent de bilan qu'à la veille des élections. La comptabilité financière se rencontre encore bien plus rarement. Il est à remarquer que les syndicats aux effectifs les plus forts et aux déficits les plus gros sont aussi ceux dont la comptabilité est la plus défectueuse ¹.

En outre, dès que dans les organes d'un syndicat apparaissent des excédents, se déclenche la mise au pillage des ressources de ce syndicat. Cette dilapidation a pris actuellement deux formes, suivant que le gaspillage est direct ou indirect.

La seconde forme du gaspillage est la plus répandue :

1. *Troud*, 14 janvier 1925.

les pièces justificatives présentées excèdent les sommes réellement dépensées ; on majore le nombre des jours de mission, on inscrit les frais de voyages qui n'ont pas été faits, etc...

D'après l'opinion du *Troud*, la raison de ces dépenses illégales, tant directes qu'indirectes, réside dans l'indifférence à la gestion des fonds du syndicat.

Ces fonds restent en dépôt entre les mains des comités de fabriques et d'usines ; le syndicat ne vérifie pas, d'après les livrets des membres, les sommes recueillies, il n'établit pas de dates fixes pour les vérifications, il ne surveille pas l'affichage périodique de la comptabilité du comité d'usine, dans les entreprises.

Derrière le syndicat vient la commission de révision, qui ne se réunit pas régulièrement, qui ne contrôle pas les pièces comptables, qui ne prend aucune initiative tendant à réformer les vices d'organisation qu'elle constate. Les abus continuent : ici le président du Comité local dilapide quelques milliers de roubles ; là, sur les fonds du syndicat, on fait illégalement des avances pour une somme telle qu'elle ne sera jamais remboursée ; ailleurs, un délégué envoyé à Moscou pour quelques jours présente une note de 15 roubles-or pour voyages en tramway¹.

A Pétrograd, en une année, on a constaté 14 cas de dilapidation de fonds ; d'après Tomsky, c'est un fait courant.

« Les dirigeants des syndicats, dit Tomsy, sont dans une situation prospère : ils ne comprennent pas l'horreur de cette tare et, comme toute « maladie honteuse », ils s'efforcent de la cacher. »

Le personnel dirigeant se corrompt, et avec lui le mouvement syndical lui-même.

Le syndicat professionnel est contaminé par une autre maladie : le fonctionnarisme.

1. *Troud*, 14 janvier 1925.

Chacun croit de son devoir de montrer à l'administration supérieure que tout est pour le mieux chez lui. Si quelque chose va mal et est pourri, on le cache, on le maquille, on n'en parle pas... Au lieu de signaler le fait indésirable, on s'efforce de le dissimuler. Les considérations de clocher dominent ¹.

La situation et le fonctionnement des comités d'usines, présentent, au commencement de 1924, le même caractère qu'en 1923. Tout le travail retombe, comme autrefois, sur le personnel salarié du syndicat. Les membres des comités d'usine, les membres du Comité syndical ne sont le plus souvent soumis à aucun travail obligatoire. Dans les comités, il n'y a que les présidents, tels ou tels membres isolés et des secrétaires qui travaillent. Les commissions existent fictivement, elles se rassemblent très rarement, on ne leur donne pas à étudier d'avance les questions à discuter, et elles n'ont aucun intérêt à se réunir ².

Tous les défauts que présentait le fonctionnement des comités d'usines continuent d'exister aujourd'hui.

D'après les recherches des enquêteurs, les assemblées générales ne sont pas plus satisfaisantes qu'elles n'étaient. Les ouvriers y demeurent inertes. Et cette inertie, cette apathie des ouvriers s'expliquent parce que les masses ouvrières ne voient pas de différence entre les comités d'usine et la direction même de l'usine. « Dans les questions matérielles, les comités partagent le point de vue de la direction. »

De là, le manque de confiance des ouvriers dans les lois, dans les organisations professionnelles, et leur passivité ³.

Le comité lui-même ne montre aucun intérêt à relever le moral des masses. Les questions se décident

1. Discours de Toussier au VII^e Congrès de la Couture. *Troud*, 20 février 1925.

2. *Vestnik Trouda*, n° 1, 1925, p. 146.

3. *Troud*, 14 mars 1925.

dans les « cellules », dans les comités ; les assemblées générales ne sont réunies que pour la forme.

Le comité est complètement détaché de la corporation. Le délégué fondé de pouvoirs de la corporation est loin d'être toujours élu par elle et il ne remplit pas toujours sa mission d'une manière satisfaisante.

Quel est le travail des comités d'usine ? A vrai dire, on ne le sait pas. Dans la plupart des cas, ils se sont transformés en bureaux, qui n'existent que pour payer l'entretien de leurs propres membres, lesquels ne font rien.

Les comités, dit le *Troud*, s'occupent à des futilités, se surchargent de circulaires, de certificats, font le premier travail venu, s'enferment dans le cadre d'instructions, de règlements, de plans, d'horaires, qu'établissent par routine les sections gouvernementales. Ils n'ont aucun sentiment de leur responsabilité envers les ouvriers. Ils ne craignent que la visite inopinée de quelque fonctionnaire d'en haut.

La liaison n'existe qu'avec certains ouvriers ; elle est établie par l'intermédiaire de délégués, de fondés de pouvoir, et seulement pendant les heures de travail.

Alors même que l'usine travaille jour et nuit, souvent, dans la journée, on ne parvient pas à trouver le représentant du comité d'usine. « Quant à la manière dont l'ouvrier vit chez lui, dans le village voisin, ou au club, cela ne regarde pas le comité. Cela n'entre pas dans ses fonctions, ou, si cela y entre, peu importe, il ne s'en soucie pas. »

Le fonctionnement d'un comité local a pour caractéristiques : « Lenteur, inertie, bureaucratie. »

Le secrétaire du comité est enfoui dans ses papiers et ne sort pas de son bureau. Les travailleurs techniques sont complètement étrangers au travail du syndicat. Ils ne s'intéressent à leur besogne que pour la forme ; ils n'assistent ni aux séances, ni aux assem-

blées. « Personne n'a jamais vu les commissions de protection du travail. »

« Les commissions d'éducation et d'instruction sont très mal vues. » La perception individuelle des cotisations n'est nullement employée comme moyen de liaison, etc. (*Troud*, 14 mars 1925.)

Telle est la situation de ces écoles « d'éducation civique », pour employer le terme que le Rapport de la Délégation applique aux syndicats professionnels.

Dans nombre d'usines, les membres du comité reçoivent leur traitement d'après les feuilles de paye des ouvriers, à la caisse de l'entreprise. Pour convaincre les ouvriers que ce salaire est bien gagné, ces membres du comité cherchent à manifester, n'importe comment, qu'ils s'intéressent à la production. Souvent, ce sont eux qui démontrent la nécessité de travailler, lorsque les ouvriers sont mécontents de l'administration.

« Les membres du comité sont les meilleurs briseurs de grèves et les plus fidèles défenseurs de la direction de l'usine. »

Tel est le dernier mot de la pratique du mouvement syndical ouvrier dans la Russie des Soviets.

CHAPITRE III

RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL ET CHOMAGE

Dans ce chapitre, le Rapport parle de la faillite et de l'abolition du système du travail obligatoire, du rétablissement du contrat libre de travail, des contrats collectifs, du chômage, de l'assurance sociale, des heures de travail et de l'inspection du travail.

Mais ici encore, comme on peut le voir en lisant le Rapport, pas un mot n'est prononcé sur les conditions dans lesquelles les ouvriers travaillent en Russie soviétique.

Pour cacher ces conditions pénibles, le Rapport n'analyse pas ce qu'en réalité représente le chômage en Russie, pourquoi il se produit, quelles sont les conditions du travail des femmes et des enfants.

Sans s'arrêter à toutes ces questions, qui ont une importance vitale pour la classe ouvrière, le Rapport conclut en ces termes :

« La Délégation trouve que la réglementation du travail en U. R. S. S. offre un compromis pratique d'un caractère intéressant et instructif. Les maux tels que le chômage, les grèves, etc., bien qu'ils existent en Russie, ne sont pas une caractéristique essentielle du système du salariat en Russie soviétique comme ils le sont dans les autres pays. » (p. 157.)

Voyons si cette affirmation répond à la réalité.

L'armée des chômeurs, en Russie, non seulement ne diminue pas, mais augmente de mois en mois, comme on peut en juger par les chiffres suivants :

DATES	NOMBRE DES CHOMEURS (chiffre absolu)	POURCENTAGE PAR RAPPORT AU NOMBRE TOTAL DES MEMBRES DE SYNDICATS ¹
—	—	—
Octobre 1922	519.000	11,5
Janvier 1923	683.000	14
Avril 1923	844.500	17,4
Octobre 1923	1.087.500	
Janvier 1924	1.254.500	22,7
Avril 1924	1.321.000	
Juillet 1924	1.400.000	23,3

Le nombre des chômeurs forme plus du cinquième du nombre total des ouvriers.

Le rapport entre le nombre des chômeurs, d'une part, celui des chômeuses, d'autre part, et le nombre total des chômeurs s'établit ainsi :

1924	HOMMES	FEMMES
—	—	—
Janvier	52,5 %	47,5 %
Avril	54,1 %	45,9 %
Juillet	54,6 %	45,4 %
Octobre	53,0 %	47,0 %

Le Rapport tronque ici les données officielles des Soviets, en indiquant seulement 40% de femmes ; mais il ne donne pas l'explication d'un si fort chômage parmi les ouvrières.

Le fort pourcentage des femmes en chômage est d'autant plus étonnant que, dans le nombre général des travailleurs employés par l'industrie, les femmes ne forment qu'un peu plus du quart.

Ce phénomène s'explique par deux raisons : l'une

1. *Voprossy Trouda* et *Vestnik Trouda*, 1924. Pour le mois de juin, voir le Rapport de Dogadov au VI^e Congrès des Syndicats professionnels (*Trouda*, 13 novembre 1924).

d'un caractère général, l'autre d'un caractère plus spécial.

La première raison, c'est qu'actuellement, en Russie, une bien plus grande quantité d'individus qu'autrefois a besoin de gagner sa vie par le travail. La politique de l'autorité soviétiste enserme les familles ouvrières dans les pires conditions ; elle suscite une grande misère et force non seulement le chef, mais tous les autres membres de la famille, à vendre leur labeur.

La deuxième raison tient à la législation ouvrière, qui a supprimé le travail des femmes dans un grand nombre d'industries et, dans d'autres, en a limité l'emploi. Si l'industrie et le commerce en Russie n'étaient pas contaminés par la politique communiste, le travail féminin exclu de certaines professions aurait trouvé son emploi dans d'autres. Mais, sous le régime communiste, la situation pour les ouvrières s'est trouvée très défavorable. Par suite des limitations établies, le travail des femmes revient plus cher que celui de l'homme et l'administration des entreprises nationalisées, comme toute entreprise privée, préfère la main-d'œuvre la moins chère. Voilà comment la femme reste sans travail, grossit l'armée des chômeurs, augmente le nombre des prostituées et comment le régime soviétique favorise la désagrégation de la famille ouvrière.

Pour lutter contre le chômage des femmes, le Commissariat du Travail se voit obligé maintenant d'abolir les restrictions mises à l'emploi du travail féminin et à autoriser son exploitation dans une plus large mesure.

A cette cause de destruction de la famille ouvrière vient se joindre un grand chômage parmi les enfants, et c'est là un autre caractère du chômage dont le Rapport ne souffle pas mot. Alors que les adolescents ne constituent pas plus de 5% du nombre des ouvriers industriels, ils forment de 8 à 10 et même 13% du nombre des sans travail. Cela tient à ce que la législation soviétique a rendu le travail des enfants si coûteux que les

entreprises préfèrent le travail des adultes. Ce serait parfait s'il ne s'agissait que de la protection de l'enfance ; mais la situation de la famille ouvrière est si horrible qu'elle force les enfants privés ainsi de travail à descendre dans la rue pour y mendier.

D'autre part, le nombre insignifiant d'enfants employés dans les ateliers menace de priver l'industrie du contingent d'apprentis nécessaires pour remplacer, dans les cadres, les ouvriers qualifiés. Par suite, le Gouvernement soviétiste se voit contraint d'accorder une série de dérogations. Il permet maintenant d'employer les enfants en nombre plus grand que ne l'autorise la loi ; il admet la diminution du salaire des enfants, afin de réduire le coût de cette main-d'œuvre et de la rendre plus acceptable pour les entrepreneurs.

Le Rapport, après les déclarations hypocrites des dirigeants soviétistes, explique l'extension du chômage par les causes suivantes :

1^o La démobilisation de l'industrie, due à l'introduction de la « Nouvelle politique économique » ;

2^o la réduction du personnel et les économies ;

3^o quant au chômage parmi les instituteurs, on l'explique en nous disant que beaucoup d'entre eux, pendant la période du communisme militant, s'étaient faits instituteurs afin de recevoir le « païok », la « ration alimentaire communiste » ;

4^o pour ce qui est du chômage parmi les manœuvres, il tient à une nombreuse émigration des villages vers les villes.

Nous montrerons plus loin combien ces explications sont fausses.

La répartition des chômeurs, d'après les professions, se présente ainsi : ²

1. The victims of the axe in education and other economies, p. 153.

2. Bulletin de l'Institut de recherches économiques, n^{os} 11-12, 1924.

DATES	TRAVAILLEURS INTELLECTUELS	OUVRIERS INDUSTRIELS	MANŒUVRES *
Pour cent d'après le nombre :			
Octobre 1922	45,9	21,8	9,9
Janvier 1923	44,5	24,4	18,0
Avril 1923	37,0	26,1	23,7
Juillet 1923	38,5	24,4	24,8
Octobre 1923	36,9	24,1	26,1
Janvier 1924	35,8	25,1	25,5
Avril 1924	34,5	24,6	27,6
Juillet 1924	34,7	25,4	27,2

Le chômage parmi les ingénieurs, et en général parmi le personnel technique, s'explique avant tout par les conditions matérielles et morales faites dans les fabriques et usines aux représentants du travail intellectuel.

La terreur perpétuelle, l'espionnage, telle est l'ambiance que le régime soviétiste a pu jusqu'ici créer pour les spécialistes non-communistes qui veulent remplir consciencieusement leurs fonctions.

« La terreur règne maintenant sur le travail des spécialistes », affirme M. Lomov, un communiste, directeur du trust de l'Oural. Chacun d'eux s'efforce de garantir sa sécurité par toutes sortes de bons certificats. Leur travail ne les intéresse pas, dominés qu'ils sont par le souci de n'être pas suspectés pour leurs actes. Partout il leur semble être environnés d'espions¹. Cela s'explique, écrit la *Gazette du commerce et de l'industrie*, par l'existence d'un contrôle méticuleux, qui n'existait pas avant la révolution et qui occupe maintenant toute notre activité. Ce contrôle existe partout et en tout ; on n'y peut échapper.

Il est fondé la plupart du temps sur des calomnies

1. *Pravda*, 3 avril 1924.

et des commérages. Peut-on attendre, après cela, une véritable bonne volonté des spécialistes ? Elle ne serait pour eux qu'une source de désagréments sans fin. Celui qui manifeste un effort sincère, véritable, attire sur lui la suspicion ou bien ennuie tout le monde. Il apparaît comme un spécimen si rare que les organes de contrôle considèrent qu'il y a lieu de rechercher avant tout pourquoi ce spécialiste manifeste dans son travail un effort qui semble suspect. »

Le même journal compare l'ancien régime capitaliste au régime actuel. Autrefois on choisissait les meilleurs spécialistes et les meilleurs directeurs ; maintenant on change si fréquemment directeurs et administrateurs que des gens sont à peine nommés à un poste quelconque, qu'ils sont déplacés, sans avoir eu le temps de se mettre au courant de l'affaire. De sérieux spécialistes sont changés six, sept fois par an ; de même pour les directeurs. Des fabriques sont souvent fermées pour éliminer un employé qui gênait tout le monde, parce qu'il se rendait trop utile ¹.

D'après l'opinion générale de toute la presse soviétique, les conditions du travail des spécialistes en province sont intolérables.

La situation du travail intellectuel dans les autres branches est encore pire.

Prenons, par exemple, le personnel des écoles. Faute de crédits, le réseau des écoles et des établissements d'État se réduit de mois en mois et le chômage en province grandit.

A la conférence du Comité supérieur de l'Instruction Professionnelle, on a constaté que, pour l'année 1924-1925, on préparait 26.000 nouveaux étudiants-pédagogues. D'après l'opinion du Commissariat du Travail, ces nouveaux cadres sont condamnés à grossir le nombre des chômeurs intellectuels.

1. *Gazette du Commerce et de l'Industrie*, 9 septembre 1924.

« Quelle que soit la province qu'on choisisse, quelles que soient les enquêtes qu'on fasse, — écrit l'organe du Commissariat du Travail, — partout nous voyons que l'instituteur de village reçoit un traitement si infime qu'il lui est impossible de rester longtemps à la même place, et, comme résultat final, il fuit vers les villes. Cette fuite produit une énorme accumulation de chômeurs dans les centres. » ¹

Sur la demande de la section de l'Instruction publique de Sibérie, on y a envoyé de Moscou quelques instituteurs. « Après trois mois d'aventures et de pérégrinations, ces instituteurs sont arrivés sur place. » — « Une chaumière en ruine est ce qu'on nomme école. » — « Les instituteurs ne reçoivent pas leur traitement pendant des trimestres entiers. Les maîtres demandent pour quel motif ils sont exilés. » ²

Une maîtresse d'école, envoyée au travail sur la demande de la section de l'Instruction publique de Viatka, écrit : « Comme vous me l'avez demandé, je vous écris de Malmyjsk (gouvernement de Viatka). Je me rappelle vous l'avoir dit, c'est l'« exil ». Cet exil, je ne me le représentais pas encore tel qu'il est. Depuis quatre mois que je suis ici, je n'ai pas encore reçu une seule fois mon traitement en entier, et jamais à son échéance. A la mi-novembre, on m'a donné une avance insignifiante. Après que les instituteurs eurent collectivement déclaré une grève d'un jour, on nous paya le traitement de septembre, à la valeur du rouble de septembre, mais en novembre... Pour octobre, nous n'avons rien reçu. Pour décembre, nous avons reçu, le 5 janvier, 4 roubles au lieu de 12. Le traitement est si misérable qu'il suffit à peine à l'achat du bois, du pétrole, des pommes de terre (moins chères que le pain). On est obligé de travailler dans des conditions épouvantables. Un travail au-des-

1. *Voprossy Trouda*, n° 7-8, 1924.

2. *Ibid.*, p. 22.

sus de mes forces, une mauvaise nourriture ont produit leur effet en l'espace de trois mois. Maintenant, me voici obligée de prendre un congé de maladie, car je suis épuisée à l'extrême limite. » ¹

La voilà, l'explication du chômage parmi les intellectuels en Russie soviétique.

Quand au chômage parmi les ouvriers de l'industrie, il s'explique parce que l'activité économique dans la Russie actuelle ne peut pas se développer assez pour donner du travail à tous ceux qui en ont besoin. Par exemple, si nous comparons l'accroissement du nombre des ouvriers occupés dans l'industrie et l'accroissement du chômage parmi ces ouvriers, nous voyons que ce dernier dépasse de beaucoup le premier ².

DATES	NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS	%	NOMBRE DE CHOMEURS	%
—	—	—	—	—
Octobre 1922	981.074	100	212.913	100
Avril 1923	1.091.228	111	396.915	186
Octobre 1923	1.187.166	121	543.750	255
Janvier 1924	1.205.246	122	627.250	294
Avril 1924	1.186.718	120	673.710	316
Juillet 1924	1.225.964	124	742.000	348

Le nombre des chômeurs a augmenté, de janvier 1922 à juillet 1924, de 3 fois 1/2, et le nombre des ouvriers occupés de 25%.

Il est évident que l'industrie se trouve dans des conditions telles que, d'assez longtemps encore, elle ne sera pas capable d'absorber toute l'armée des chômeurs.

Le Commissariat du Travail et les syndicats professionnels eux-mêmes le reconnaissent. Ni les mesures actuelles, ni l'amélioration des conditions du travail,

1. *Voprossy. Trouda*, p. 23.

2. *Econômitcheskoe Obozrenié*, n° 21, 1924.

ni les secours des caisses d'assurances, ni les travaux publics, ni le développement des « artels » ou exploitations collectives, ni la lutte contre les heures de travail supplémentaire ne peuvent absorber le chômage d'aujourd'hui ; ce chômage, dans sa plus grande partie, présente un caractère endémique et durable.

« La situation économique actuelle, les prochaines conjonctures de la vie, la qualité du personnel des chômeurs, ne permettent pas de compter sur une diminution du chômage », a déclaré le Commissaire du Travail, M. Schmidt, au dernier (VI^e) Congrès des Syndicats professionnels ¹.

1. *Troud*, 14 novembre 1922.

CHAPITRE IV

SALAIRES

Comme conclusion générale sur ce point, le Rapport constate que, « comme le travail à bon marché n'implique pas encore une production à bon marché, la Russie en général ne subit pas de pertes en accordant aux ouvriers une rémunération effective qui — si l'on prend en considération le logement, l'éducation, les facilités supplémentaires mentionnés dans les chapitres précédents — est, d'après l'opinion de la Délégation, dans beaucoup de cas supérieure à celle que reçoivent les ouvriers dans les autres pays d'Europe. »

Telle est la conclusion du Rapport dans sa description des conditions du travail (p. 162).

Le Rapport considère la question du logement ouvrier comme étroitement liée à celle du salaire ; aussi reproduirons-nous une autre conclusion à celle donnée à la fin du chapitre sur les conditions sanitaires et hygiéniques de l'habitation ouvrière (p. 135) : conclusion d'après laquelle le gouvernement soviétiste aurait à cet égard obtenu des résultats tout à fait remarquables :

« Bien que la Russie d'avant la révolution, sur ce point, fût peut-être de tous les pays d'Europe le plus arriéré, les résultats obtenus l'ont élevée au niveau des autres nations ; avec le progrès actuel, on peut attendre dans un avenir prochain la création d'un organisme modèle, si parfait qu'il entraînera une réorganisation radicale dans les États qui jusqu'ici servaient d'exemple en Europe. »

Ainsi la Délégation estime que, dans la question du salaire, la Russie soviétiste a atteint des résultats extraordinaires, supérieurs à ceux que la classe ouvrière a obtenus dans l'Europe occidentale et que, pour le logement des ouvriers, les autres pays devront suivre l'exemple de la Russie.

Nous sommes sûrs que l'ouvrier européen qui lira la description des conditions de la classe ouvrière en Russie soviétiste, ne suivra pas le conseil de la Délégation et renoncera avec horreur à imiter la politique soviétiste. Se référant aux sources soviétiques, mais sans les étudier jusqu'au bout, les auteurs du Rapport comparent les salaires actuels et les salaires d'avant-guerre. Ils n'oublient pas d'ajouter qu'il y a retard dans les paiements de salaires ; mais ils déclarent que, pendant l'hiver 1924, ce retard, qui s'élevait à un total de 10 millions de roubles, s'est réduit à 3 millions de roubles et qu'en général il ne dépasse pas une semaine (p. 160).

Or, en réalité, dans beaucoup de cas, le salaire n'existe que sur le papier, parce que le retard dans les paiements, non seulement n'a pas diminué pendant cet hiver, mais a beaucoup augmenté et atteint non pas une semaine, mais des mois entiers.

En voici quelques exemples :

L'industrie nationalisée manque de fonds pour payer les salaires dus à ses ouvriers. Le 13 juin 1924, les salaires arriérés s'élevaient à un total de 12 millions de roubles-or ¹. Les dirigeants soviétistes ont expliqué ce retard par le défaut de numéraire et ont déclaré que ce retard était destiné à disparaître quand la circulation monétaire serait assurée par une quantité suffisante de signes monétaires.

Cependant, au cours de toute l'année 1924, ce retard a persisté à l'état chronique.

1. *Troud*, 3 juin 1924.

D'après le témoignage de Dzerjinsky, du 1^{er} octobre 1923 à novembre 1924, dans l'industrie métallurgique, il ne s'est pas passé un mois sans retard dans le paiement des salaires dont les arriérés mensuels atteignaient respectivement 1,4 million, 1,9 m., 1,4. m., 3,9 m., 2,9 m., et ainsi de suite ; enfin, au 17 novembre, ce retard dans les paiements a atteint 5,7 millions de roubles-or et, pour les sommes dues au titre des assurances sociales, 2,2 millions, soit en tout 8 millions de roubles¹.

Dans l'industrie du charbon, le trust « Don-Ougol », au 22 novembre 1924, comptait un arriéré de salaires de près d'un million de roubles pour octobre ; pour novembre, cet arriéré dépassait derechef un million.

Le trust « Moskvo-Ougol », en décembre, devait encore, sur l'arriéré des salaires, 127.850 roubles et, sur la deuxième quinzaine de novembre, 47.000 roubles.

Le « Tcherembastrust », au 23 novembre, restait devoir encore sur les salaires d'octobre, la somme de 36.000 roubles. Les mines de Kizelovski, au 15 décembre, n'avaient encore payé qu'un tiers, des salaires de novembre. L'arriéré atteignait ainsi 150.000 roubles.

Dans le trust « Youjno-Roudny », en date du 20 novembre, l'arriéré était de 170.000 roubles pour octobre et de 280.000 roubles pour novembre².

Dans l'industrie métallurgique de l'Oural, le pourcentage mensuel des salaires arriérés s'établissait comme suit :

En octobre	1923	80 %	En avril	1924	60 %
— novembre	—	78 %	— mai	—	89 %
— décembre	—	46 %	— juin	—	48 %
— janvier	1924	57 %	— juillet	—	63 %
— février	—	83 %	— août	—	70 %
— mars	—	99 %	— octobre	—	75 %

1. Rapport présenté à l'assemblée des organes du Conseil supérieur d'Économie nationale. (*Econ. Jizn*, 4 décembre 1924).

2. *Econ. Jizn*, 20 décembre 1924.

Dans les mines de charbon de l'Oural, ce pourcentage était le suivant :

au 1 ^{er} mai 1924	59 %	1 ^{er} août 1924	76 %
— 1 ^{er} juin —	57 %	1 ^{er} septembre —	70 %
— 1 ^{er} juillet —	59 %	1 ^{er} octobre —	72 %

(*Econ. Jizn*, 21 décembre 1924.)

Ces exemples de retards dans les paiements démontrent assez clairement que, dans l'industrie d'Etat soviétique, les fonds manquent pour payer les ouvriers qu'elle emploie. De temps à autre, l'Etat règle cet arriéré, en affectant à ce règlement des sommes spéciales ; mais peu après les retards recommencent.

Les données précédentes prouvent deux choses : d'abord que l'ouvrier reçoit, les jours de paye, $\frac{7}{10}$, $\frac{1}{5}$, $\frac{1}{2}$ du salaire qui lui est dû ; ensuite que les ouvriers sont obligés de faire constamment crédit à l'industrie nationalisée. Par sa résignation forcée à n'être pas payée de son salaire à son échéance, par sa misère, la classe ouvrière soutient l'industrie nationalisée qui ne peut exister que grâce à ce soutien.

Mais comment, dans ces conditions, l'ouvrier peut-il vivre ?

Pour résoudre cette question insoluble, l'Administration de l'industrie nationalisée a trouvé le moyen suivant : l'ouvrier, au lieu d'argent, reçoit des bons qui lui donnent le droit de prendre des marchandises dans les coopératives ouvrières ou dans les magasins créés auprès de l'usine. Le gouvernement soviétique a donc établi le pire des systèmes de paiement des ouvriers, le « truck-system ».

L'ouvrier, la plupart du temps, n'a pas d'argent liquide. D'après les récits des délégués au VI^e Congrès des Syndicats, il reçoit si peu d'argent qu'il ne

lui reste même pas de quoi payer sa cotisation de membre du syndicat ¹.

En moyenne, l'ouvrier reçoit 60% de son salaire sous forme de crédits ouverts à la coopérative. Or, les coopératives ouvrières fonctionnent très mal. Elles n'ont même pas les produits nécessaires aux ouvriers : ces derniers se trouvent ainsi réduits à prendre à la coopérative les premières marchandises venues, dont ils n'ont d'ailleurs pas besoin, et à les revendre ensuite, pour se procurer l'argent avec lequel ils achètent les produits qu'il leur faut chez le commerçant privé.

Le paiement du salaire sous forme de crédit crée pour l'ouvrier des conditions extrêmement défavorables ; il l'enchaîne à la coopérative et réduit encore son gain.

1. *Troud*, 18 novembre 1924.

CHAPITRE V

LOGEMENTS

L'ouvrier, dans la Russie des Soviets, reçoit-il réellement un salaire élevé, grâce à la politique soviétiste du logement, et est-il vrai, comme l'affirme le Rapport, que « la majorité des ouvriers ait incontestablement obtenu les meilleures conditions de logement » ? (p. 131.)

D'après la législation soviétique, le minimum légal de la surface de l'habitation a été fixé à 16 archines carrées par personne. En fait, la moyenne de cette surface, en 1924, était la suivante ¹ :

VILLES ET DÉPARTEMENTS	ARCHINES CARRÉES	VILLES ET DÉPARTEMENTS	ARCHINES CARRÉES
—	—	—	—
Moscou	8,7	Dép. de Nijni-Novgorod	10,4
Pétrograd	15,7	Iaroslav	8,4
Arkhangel	10,2	Dép. d'Oulianov	8,9
Tver	7,8	Dép. de Kiev	13,5
Toula	7,3	Bassin du Donetz	9,1
Dép. de Toula	9,5	Oural	9,9
Ivanovo-Voznessensk	9,5		

D'après les chiffres communiqués au VI^e Congrès des Syndicats Professionnels, en novembre 1924, par le

1. *Le Travail dans l'U. R. S. S.* Recueil de statistiques publié par le Conseil central des Syndicats Professionnels, Moscou, 1924, p. 192.

Commissaire du Travail, les ouvriers de l'industrie textile disposent en moyenne de 6 archines carrées de logement par tête, les mineurs du bassin du Donetz, de 7,5 archines carrées, les métallurgistes, de 8,5 archines carrées ¹.

Mais ces statistiques indiquant la surface en archines carrées n'expriment pas toute l'horreur des conditions réelles du logement des ouvriers.

Les voici, par exemple, dans le bassin du Donetz, en 1923 et 1924 :

« L'étroitesse du logement, sa tristesse et sa saleté, sont indescriptibles. Il est rare qu'on puisse trouver des logements ayant le cube d'air normal de 1 sagène 1/2 cube par personne dans les logements du type « caserne » et de 2 sagènes 1/2 cube dans les logements pour familles. Les logements destinés aux ouvriers de passage empestent. Les toits, les murs, les plafonds, les portes, les fenêtres sont vieux : si, dans les logements ouvriers, il n'y a pas de ventilation, régulière par contre, dans les casernes et les baraques, il y en a plus qu'il n'en faut, car le vent souffle sans cesse à travers les fentes et les ouvertures du plafond, des murs et des portes. Chaque individu ne dispose que d'un sagène, quelquefois d'un demi-sagène cube d'air. L'éclairage est encore pire. Dans une exploitation minière, la surface éclairante des fenêtres est de 10 à 15 fois plus réduite que la surface normale, parce que les fenêtres ont été bouchées avec des planches et des chiffons.

Nulle part il n'y a de cantines. Le célibataire ou l'ouvrier isolé est obligé de faire sa cuisine là où il dort et se repose après le travail ; il y lave et y fait sécher son linge. Il conserve quelquefois son combustible dans son logement, faute de hangar ou par crainte qu'on le lui vole. Pas de lavabos, mais, à leur place,

1. *Troud*, 14 novembre 1924.

une auge. La saleté et l'humidité règnent dans les baraques ¹.

En 1924, l'Inspection du Travail signale que la crise du logement est toujours aussi aiguë qu'auparavant.

Dans les baraques pour ouvriers du « Sakharotrust » (Trust du Sucre), par exemple, on trouve des lits de camp pour deux, ces caves complètement impropres à l'habitation et où vivent pêle-mêle hommes et femmes. Les lits, les matelas manquent. Quelquefois il n'y a pas de lampes ².

Aux mines de charbon dites « Lénine et Trotsky », dans l'Oural, la situation n'est pas meilleure. « Là, dit l'organe du Commissariat du Travail, toutes les conditions sont réunies pour la contagion et la propagation des maladies. Là il n'y a même pas trace de ce confort, de ces commodités si nécessaires au repos moral et physique de l'ouvrier fatigué après son travail. Les logements, par endroits, sont surpeuplés d'occupants, des étuves à linge sont transformées en chambres. Les casernes d'ouvriers sont sales, en désordre. Une « caserne » est installée dans une écurie ; les baraques sont vieilles, sombres, avec des couchettes communes ; en hiver elles sont froides. Les cabinets et les cours autour des habitations sont remplis de fumier et d'ordures. Les murs de certaines maisons ont des trous, ils penchent et sont maintenus par des étais ; les planchers de bois sont brisés ; dans deux casernes le plancher est en ciment, non parqueté. Dans beaucoup de maisons, il n'y a pas de doubles fenêtres pour l'hiver, les vitres sont brisées. » ³

Il ne faudrait pas croire que ces pénibles conditions de logement ne se rencontrent que dans les campagnes, hors des villes et dans les cités ouvrières. Dans les grandes villes, un nombre infime d'ouvriers a obtenu

1. *Hygiène Trouda*, organe du Commissariat du Travail, nos 3, 4, 1923.

2. *Hygiène Trouda*, n° 6, 1924.

3. *Hygiène Trouda*, nos 10 et 11, 1923 et n° 6, 1924.

des logements plus ou moins convenables. Mais, à l'exception de ces rares élus, de cette nouvelle aristocratie ouvrière et de la bureaucratie, la masse ouvrière continue à vivre dans les mêmes sous-sols, dans les mêmes greniers, dans les mêmes réduits qu'avant la révolution.

L'enquête entreprise à Moscou en mai 1924 et qui a porté sur les conditions de vie de 80 familles, a découvert que, sur ce nombre, 12 familles seulement ont chacune un logement qui leur est propre, 64 familles vivent dans une ou deux chambres chacune ou dans des logements loués par plusieurs familles réunies. Quatre familles vivent à raison de deux dans une seule chambre. En tout, pour 80 familles, il y a 117 pièces, c'est-à-dire 3 occupants par pièce. La surface de logement par individu ne dépasse pas 8,2 archines carrées. Il y a en moyenne un lit pour trois personnes. Quelquefois, 2 ou 3 individus se reposent simultanément sur le même lit. Beaucoup couchent sur le plancher : c'est le cas de 17% du nombre total des adultes et de 38% du nombre des enfants. Sur 170 enfants, dans ces familles, seuls, 34 petits enfants avaient leur lit. Dans beaucoup de cas, la famille, en dehors de la chambre où elle vit, n'a pas le moindre local ni pour conserver ses provisions, ni pour faire la cuisine ou les autres travaux du ménage ¹.

Pétrograd se distingue par la quantité de ses maisons détruites. De 1920 à 1924 le nombre des maisons habitables a diminué de 20.657.

En 1920, le nombre de chambres dans lesquelles vivaient deux personnes représentait 24% ; en 1924, ce nombre constituait 38% du nombre total des chambres.

Le nombre des chambres dans lesquelles vivaient 4 personnes en 1920 constituait 4% ; en 1924, 8,4%. En 1924, 134.000 personnes vivaient à 3 ou 4 par cham-

1. *Troud*, 9 mai et 11 juin 1924.

brc, 10.000 à 5 par chambre et même plus ¹. Le *Vestnik Trouda*, organe du Conseil Central des Syndicats Professionnels écrit : « La réduction du logement a un minimum, tel que nous le voyons dans 25 fabriques du rayon d'Ivanovo-Vosnessensk, est une menace pour la santé et la vie de la classe ouvrière : là, 47.477 individus s'abritent sur 29.772 sagènes carrées ; autrement dit, chaque ouvrier a, pour se reposer de son dur travail, pour son sommeil, pour son confort domestique, 5,66 archines carrées. Ce n'est guère plus que la place qu'occupera son corps lorsque la misère l'enverra au tombeau. » ²

A la fabrique Vodnikovsky, en 1925, chaque ouvrier a moins de 5 archines carrées ; à la fabrique de Staro-Pavlovsky, 2,25 archines carrées. « Comment ces gens se casent-ils, sur combien de rangs leurs couchettes sont-elles superposées, quelles sont les maladies, les épidémies qui couvent là, il est impossible de le dire ni de l'expliquer ; il faudrait soi-même respirer la nuit l'atmosphère empuantie de ces casernes, pour comprendre que dans de telles conditions on puisse envier le séjour, dans l'ancien asile de nuit d'Ermolaiev. »

Un quinzième du nombre total des ouvriers de l'industrie chimique dispose d'une surface de logement d'« un demi-cercueil », c'est-à-dire 4,5 archines carrées ; 29,5 % ont 9 archines carrées. Près des trois quarts des ouvriers, qui ne sont même pas garantis contre le manque de logement, vivent dans des conditions mauvaises et anti-hygiéniques, dangereuses pour leur santé et pour leur vie ; « plus de 60 % ne vivent pas, mais gèlent », dans des conditions telles qu'elles réduisent à néant les mesures sanitaires et préventives prises pour la protection de la population et toutes les tentatives faites pour relever la productivité du travail de l'ouvrier à son niveau normal.

1. *Troud*, 6 février 1925.

2. *Vestnik Trouda*, 1924, p. 15 et 16.

Comme on le voit, les conditions du logement sont affreuses partout, non seulement chez les mineurs, mais pour tous les ouvriers, — si l'on en excepte les rares spécimens exhibés à la Délégation britannique.

D'après le rapport de cette Délégation, la politique du logement pratiquée par l'autorité soviétique servira d'exemple aux autres pays !

Mais cette opinion, si elle est sincère, ne peut s'expliquer que parce que la Délégation ouvrière britannique n'a pas étudié les conditions de logement des ouvriers sur place et n'a même pas examiné avec l'attention nécessaire les publications officielles traitant de la politique du logement. Cette politique, pour la période du communisme militant, n'a donné que des résultats déplorables. Elle n'a pas résolu le problème du logement pour les ouvriers ; elle a contribué à la destruction des édifices, des maisons, et a rendu leur reconstruction impossible.

Après la mise en vigueur de la *Nouvelle politique économique*, le gouvernement a essayé d'appliquer d'autres méthodes ; il a procédé à la « démunicipalisation » des petits immeubles, il a tenté de créer un fonds spécial pour la construction dans les villes et il a organisé des coopératives de logements parmi les ouvriers. Toutes ces mesures ont jusqu'à présent avorté.

On n'a réussi que sur un point : on a rétabli le paiement d'un loyer. Le prix de ce loyer est variable suivant les catégories sociales auxquelles appartiennent les locataires. Quel en a été le résultat ? La réponse est donnée par la Commission des Finances. Les bolchéviks russes ont, sur ce point, dépassé la période des rêves et des naïves illusions dont se nourrissaient encore leurs amis anglais. Ils envisagent la situation d'une façon plus positive.

Le loyer des maisons d'après l'indice de classe aboutit à ceci que les éléments non prolétariens de la population ont dû supporter la plus grande partie

des dépenses d'entretien et de réparation des maisons.

Les dépenses d'entretien des maisons reviennent en moyenne à un rouble par sagène carré (prix d'avant-guerre). A Moscou, sur 1.000 habitants, il y a 330 ouvriers qui paient 12,5 copecks par sagène carré ; 358 employés qui paient 31 copecks ; 113 personnes ayant droit à l'assistance publique et qui ne paient rien, enfin, 61 étudiants..

Le revenu moyen d'une maison de 3.000 sagènes carrés de surface d'habitation, pour 1.000 locataires, est de 1985 roubles ; les dépenses d'entretien à elles seules atteignent 6.000 roubles, aux prix actuels ! Il est évident qu'avec cette politique de « classe » les maisons d'habitation ne peuvent pas être entretenues et leur destruction fait apparaître encore davantage la situation de plus en plus mauvaise des logements ouvriers. Aussi le gouvernement soviétique vient-il d'établir un tarif plus élevé des loyers. Par comparaison avec l'ancien tarif, il fixe l'augmentation, pour les personnes ayant un revenu de 20 roubles par mois, à 350% ; pour celles qui ont un salaire moyen, à 87% et 67% ; et pour les personnes touchant un salaire plus élevé, à 333%.

Tout le poids de cette augmentation de tarif retombe ainsi sur les éléments les plus nécessiteux de la population. Avec l'ancien tarif, le loyer représentait 13% du budget de l'ouvrier ; — avant la guerre, cette proportion était de 17 à 21% ; — maintenant, elle s'élève à 20%. En y comprenant l'éclairage et le chauffage, elle atteint 30% du budget des personnes ayant un salaire bas ¹.

Telles sont les merveilles que le gouvernement soviétique a su réaliser pour les ouvriers en matière de logement, d'hygiène et de salubrité, comme d'ailleurs dans les autres domaines. Nous voyons ainsi combien le

1. Troud, 13 février 1925.

Rapport de la Délégation des Trades-Unions est loin de la vérité. Si cette Délégation, qui ne connaissait guère la langue russe ni la presse officielle soviétique, au lieu de se borner à répéter les contes que lui ont faits les hôtes qui l'ont si joyeusement accueillie, avait pris la peine de visiter quelques authentiques logements d'ouvriers et les avait fidèlement décrits, elle eût rendu un réel service à la classe ouvrière russe.

CHAPITRE VI

CONCLUSION SUR LE CHAPITRE DES CONDITIONS DU TRAVAIL

Nos observations sur la question ouvrière se trouvent dispersées dans les différents chapitres du présent livre, comme elles le sont dans le Rapport de la Délégation.

En les récapitulant, nous nous voyons dans l'impossibilité de souscrire aux conclusions de cette Délégation, qui s'efforce de dépeindre sous un jour favorable la situation des ouvriers sous le régime communiste.

1. — D'après ses propres déclarations, 54 % seulement de ce qu'il y avait autrefois d'ouvriers sont occupés dans l'industrie (p. 153), et le nombre des chômeurs a atteint le chiffre de 1.369.000, — chiffre record pour le monde entier ! A cela seul, on voit que le gouvernement qui a, selon son expression, réalisé « la dictature du prolétariat », n'agit pas au mieux des intérêts ouvriers : sous sa domination, ils se déclassent, c'est-à-dire sont forcés de retourner à l'agriculture, comme l'avoue la Délégation elle-même (p. 153).

D'après ces mêmes déclarations, 15 à 20 % seulement des chômeurs reçoivent des secours du gouvernement, dans la mesure de $1/6$ à $1/3$ du salaire moyen (p. 155).

Qu'auraient dit les chômeurs anglais si on leur eût appliqué le système soviétique, si les $4/5$ d'entre eux avaient été condamnés, sans nul secours, à mourir de faim, et si l'on avait donné aux autres des subsides

aussi misérables que ceux qu'attribue aux chômeurs le gouvernement des Soviets ?

II. — Cinq millions et demi d'ouvriers et d'employés figurent, sur le papier, comme membres des syndicats professionnels, mais, ainsi qu'on l'a dit plus haut, un grand nombre d'entre eux sont de typiques échantillons des « âmes mortes » de Gogol ; l'adhésion « volontaire » n'existe que théoriquement ; on perçoit les cotisations par la contrainte ou à peu près. Les fonds perçus sont affectés principalement à entretenir les fonctionnaires des diverses sections des syndicats professionnels ; de plus, la presse soviétique signale la dilapidation constante des sommes qui tombent dans les caisses syndicales. Les syndicats n'exercent aucune action utile aux ouvriers.

III. — Les conditions générales de rémunération du travail, les conditions de vie, sont dépeintes dans le Rapport en divers endroits sous des aspects très contradictoires. D'abord, le Rapport déclare que les ouvriers se plaignent constamment de retards dans le paiement des salaires et de recevoir des bons de coopératives au lieu d'argent (p. 160). Puis, brusquement, ce même Rapport, à la page suivante, affirme que les ouvriers russes sont payés actuellement mieux qu'avant guerre et, pour prouver cette assertion, il recourt au moyen suivant :

La Délégation incorpore au salaire ce qu'elle appelle des « avantages » divers, — avantages qui, en fait, ne l'augmentent pas du tout, — savoir : *prélèvements sur l'industrie pour l'assurance sociale, dans la proportion de 15 à 20% du salaire* (ce prélèvement existait avant la guerre, mais n'entrait jamais en compte dans le calcul du salaire) ; *prélèvement pour les besoins intellectuels, 5% qui vont à la caisse du syndicat* (les ouvriers n'en ont jamais tiré le moindre profit) ¹ ; *pré-*

1. Malgré le taux élevé de ces prélèvements, le nombre des établissements d'éducation a diminué dès que l'État a réduit les subsides aux syndicats : de

lèvement pour les comités d'usine et de fabriques, 2% (il y a lieu de penser que les ouvriers supprimeraient volontiers ces comités s'ils apprenaient que l'on considère la dépense affectée à les entretenir comme une augmentation du salaire) ; *prélèvement pour diverses œuvres de bienfaisance, pour les congés des ouvriers, pour les classes de techniciens, etc..., environ 25% du salaire.* (Rien de tout cela n'augmente le salaire des ouvriers.)

Enfin, la Délégation fait entrer en ligne de compte la *mise à la disposition de l'ouvrier de locaux d'habitation à un prix réduit* : c'est le seul « avantage » qu'on puisse considérer comme représentant réellement un supplément au salaire. Il existait avant la guerre dans la grande industrie ; mais, comme nous l'avons dit, il est maintenant très discutable, puisqu'on augmente le prix des loyers et que les locaux d'habitation sont dans un état lamentable ; outre cela, par suite de la destruction des maisons dans les villes et dans les cités ouvrières sous le régime communiste, les logements d'ouvriers sont surpeuplés à tel point que cela passe toute imagination.

Incorporant tous ces avantages au salaire des ouvriers, la Délégation en déduit, à la page 152, une conclusion générale bien faite pour surprendre celui qui a lu tout le chapitre consacré aux salaires : « La rémunération du travail et le logement des ouvriers en Russie soviétique sont, sous beaucoup de rapports, supérieurs à ceux de n'importe quel pays d'Europe. »

De telles affirmations sont une exagération grossière,

1921 à 1923, le nombre des salles de lecture est tombé de 19.930 à 3.686, le nombre des clubs d'ouvriers de 2.841 à 2.653, et en 1924 il s'est abaissé jusqu'à 2.400 ; — il n'a donc pas doublé jusqu'à ce chiffre, comme le déclare faussement la Délégation (p. 146) ; le nombre des écoles pour la liquidation des illettrés est tombé de 23.862 à 1.408 et le nombre des élèves qui les fréquentaient, de 582.000 à 39.000 ; — les écoles pour adultes sont tombées de 2.715 à 418. Tels sont les résultats, au point de vue éducatif, de l'activité des syndicats. Ces chiffres sont empruntés au *Recueil de statistique de l'U. R. S. S.* pour 1918-1923. Moscou, 1924, Tableau 50.

que la presse soviétique elle-même n'admettrait pas. De tout ce qui a été exposé dans le présent travail, il ressort que la situation véritable des ouvriers, d'après les données soviétiques, se présente sous un tout autre aspect. Le salaire actuel des ouvriers russes, malgré la cherté de la vie, ne dépasse pas 50 à 60% du salaire d'avant-guerre, alors que, dans d'autres pays, il représente plusieurs fois ce dernier salaire. De plus, il est payé irrégulièrement: 60% en sont versés à l'ouvrier, non pas en argent, mais en bons permettant d'obtenir des produits dans les coopératives, ce qui entraîne des pertes sérieuses pour l'ouvrier. Les locaux d'habitation sont payants et le prix des loyers augmente; l'état de ces locaux est repoussant et le surpeuplement en est incroyable. Si, dans ces conditions, la Délégation « n'a pas découvert le mécontentement des ouvriers et des employés », comme elle l'affirme à la page 144, cela s'explique parce que toutes conversations avec les étrangers sont interdites en Russie soviétique et que, de plus, la Délégation n'a pu s'entretenir qu'avec les personnes mises à sa disposition par le gouvernement.

En réalité, si la Délégation avait pu se rendre compte de la façon dont 5.500.000 syndiqués envisagent cette « nouvelle vie » que leur a faite le régime soviétique, elle eût constaté quel mécontentement effrayant règne dans ce milieu que torturent les privations matérielles et qu'opprime moralement un régime où tous les citoyens sont des esclaves condamnés au silence.

En tout cas, un fait caractéristique demeure : la Délégation, quand elle affirme que l'ouvrier russe vit mieux que n'importe quel ouvrier des pays d'Europe, s'attendait à le trouver « mécontent » et non point « fier de sa situation privilégiée ». Elle s'embrouille donc dans ses propres contradictions.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Des matériaux officiels soviétiques cités dans le texte, nous tirons les conclusions suivantes :

Le gouvernement soviétique est le type du régime despotique à forme oligarchique.

Ce despotisme gouvernemental apparaît dans l'U. R. S. S. sous des aspects d'une netteté jusqu'ici inconnue dans l'histoire.

Sans parler de la terreur rouge, dont la triste célébrité est universelle, et qui continue jusqu'à ce jour, n'en déplaise à la Délégation ; sans parler de la besogne terrifiante de la « Tchéka » aujourd'hui baptisée officiellement G. P. O.U., et du système d'espionnage organisé par elle dans tout le pays, on constate, sans discussion possible, *que les citoyens de l'U. R. S. S. sont privés de tous les droits les plus élémentaires de l'homme*. Ils n'ont ni la liberté de la parole et de la presse (seule la presse soviétique a droit à l'existence), ni la liberté du vote, ni celle de réunion, ni celle de choisir leur occupation et leur domicile ; ni celle de se transporter où ils veulent ; enfin, ironie suprême, ils n'ont même pas droit à la protection des lois.

Les codes soviétiques, la justice soviétique « de classe » ne défendent pas l'individu contre l'arbitraire des autorités administratives soviétiques ; la raison d'être essentielle de ces codes est au contraire de *défendre le pouvoir contre les citoyens*.

Il est évident que la population ne pouvait se soumettre sans protestations à un despotisme aussi into-

lérable, qui précipitait tout un peuple dans un régime d'illégalité complète, proche de l'esclavage.

L'opposition de ce peuple se manifesta en des soulèvements qui, jusqu'ici, ont été domptés par le pouvoir soviétique avec la férocité coutumière. Mais l'« opposition » ne se tient pas pour battue : l'extermination systématique, et qui dure encore, des fonctionnaires soviétiques et des espions du pouvoir dans les villages en est la preuve évidente.

Peut-on, dans de pareilles conditions, affirmer que le pouvoir soviétique soit stable, comme le prétend la Délégation des Trades-Unions ? Que le lecteur impartial en soit juge !

L'objet essentiel de l'existence même du pouvoir soviétique, *conformément aux termes de sa constitution*, est la *révolution mondiale*. Quoi de plus naturel, si l'on songe que ce pouvoir *n'est qu'un organe exécutif, subordonné au Parti Communiste russe, lequel a pour maître absolu la III^e Internationale, dont il est une des sections* rattaché à son Comité exécutif par une discipline de fer. C'est donc la III^e Internationale qui dirige, sans contrôle, les destinées de la Russie.

Disposant ainsi du pouvoir suprême dans l'U. R. S. S., la III^e Internationale puise, pour développer la propagande de la révolution mondiale, des sommes énormes dans le trésor national et les revenus d'un immense pays ; elle s'évertue à utiliser les puissantes ressources en hommes qu'offre la Russie, afin de créer une puissante armée progressive qui, au dire des chefs communistes, *imposera par la force le communisme aux pays bourgeois*.

Dans ce dessein, elle poursuit la militarisation fiévreuse du pays en commençant par les enfants d'âge scolaire.

Pour mieux enraciner le communisme en Russie, le pouvoir soviétique tente de faire rétrograder le peuple et de le ramener à l'état primitif, comprenant que seule

une race barbare acceptera de se ranger aux côtés des communistes. C'est dans cette pensée qu'il persécute âprement la religion, couvre de blasphèmes tout ce qui s'y rapporte, détruit le principe même de la famille, déprave la population, réduit à néant l'instruction publique et lui substitue une propagande intensifiée de la haine mutuelle des classes, la libre immoralité, la perversion de tous.

Les seuls résultats de l'éducation ainsi pratiquée se trouvent être un dévergondage généralisé, une licence sexuelle complète, et les vices les plus variés chez les enfants, dès leur plus bas âge. Le chef de l'État soviétique, Rykoff, dans un de ses discours, a précisé les bénéfices que l'éducation soviétique procure en fin de compte au pays : elle lui fournit des *vauriens*, qui ne sont aptes à aucun travail utile.

De pareils résultats ont obligé les communistes à renoncer à leur intention première, qui était d'enlever tous les enfants à leurs parents et de les élever dans des pépinières communistes : force leur a été d'avouer que l'éducation familiale donne des résultats meilleurs.

Dans le domaine de l'hygiène sociale, l'administration communiste conduit à la *ruine* des maisons urbaines et des habitations ouvrières, à un surpeuplement des logements, enfin à un développement prodigieux de maladies épidémiques, qui ont pris des proportions tout à fait menaçantes.

En matière économique, la suppression de la propriété et de l'initiative économique individuelles ont eu des conséquences fort tristes pour le pays : il suffirait, pour le prouver, des chiffres du dernier budget soviétique, que la Délégation des Trades-Unions a trouvé si digne d'éloges. Ce budget ne représente que 32 % du budget d'avant-guerre ; et, tout naturellement, un budget ainsi réduit *ne permet pas* de suffire d'une façon tant soit peu satisfaisante aux besoins

les plus élémentaires de la Russie. Cependant ce budget, tout misérable qu'il est, pèse lourdement sur une population appauvrie par le régime soviétique : il sera déficitaire. Un tel budget n'est-il pas comme un miroir, où se reflète l'état économique lamentable du pays ?

L'industrie soviétique a produit, au cours du dernier exercice, 26% de ce qu'elle avait produit en 1913. Ce chiffre, que la Délégation cite dans son Rapport, *correspond parfaitement à ceux qui sont cités par nous*. Mais comment concevoir que la Délégation trouve que cette *production rétrograde est satisfaisante pour un régime communiste*, alors que les autres grandes puissances qui participèrent à la grande guerre ont toutes rétabli depuis longtemps leur production normale d'avant-guerre, et que certaines d'entre elles l'ont même dépassée de beaucoup ?

Le commerce extérieur, pour la même raison, c'est-à-dire par suite de l'appauvrissement du pays sous le régime communiste, ne représente au bilan du dernier exercice qu'à peine 19% de la balance d'avant-guerre et n'offre *aucun symptôme de progrès à la veille de l'exercice prochain*¹.

L'agriculture, qui est la base économique du pays, et dont s'occupent 90% de la population, est réduite, par suite de la politique de classes maintenue par les communistes, à une situation tout à fait désespérée.

La production des céréales en 1924 n'a représenté que 55% de celle d'avant-guerre et ne suffit même pas à nourrir la population, qui souffre de famines chroniques, dépérit et meurt. C'est ainsi qu'un pays dont la population s'accroissait plus rapidement que celle d'aucun pays en Europe, voit, sous le sceptre communiste, s'anéantir des dizaines de millions de vies,

1. L'exercice 1924-1925 a donné une balance du commerce extérieur passive et, conformément au rapport de la Direction des Douanes, est déficitaire de 151 millions de roubles-or.

c'est-à-dire bien plus que le total des *pertes subies par l'ensemble des pays ayant participé à la grande guerre*. La répression sanglante des émeutes et des famines, en supprimant en masse les adultes, a, de nos jours, dans l'U. R. S. S., une conséquence terrifiante que le monde civilisé n'avait pas eu l'occasion d'observer avant l'expérience communiste en Russie : c'est l'apparition d'une armée errante d'enfants, sans foyer ni famille, dont le nombre est officiellement estimé à *huit millions*. La famine, les maladies, la misère, la prostitution et les vices les plus variés font parmi eux d'innombrables victimes. Ces malheureuses petites créatures sans défense périssent silencieusement dans tous les recoins de la Russie et jusque dans les rues de Moscou.

La Délégation des Trades-Unions, pour sa *plus grande honte*, s'est arrangée de manière à *ne pas remarquer ce fait terrifiant*. Elle a passé sans tourner la tête devant ce symptôme menaçant de l'effondrement d'une grande nation sous le souffle mortel du communisme.

Que la honte de cette criminelle légèreté retombe sur elle !

L'effervescence désorganisatrice des esprits d'après-guerre prendra fin un jour ; et, dans quelques années, l'opinion publique de l'Europe et de l'Amérique aura peine à croire qu'en 1925, dans un pays libre, des hommes exerçant une action sociale ont *cru pouvoir dissimuler ainsi à leurs concitoyens et aux membres des Trades-Unions anglaises* les destructions matérielles et morales terrifiantes que le régime communiste a engendrées dans l'un des plus grands pays de l'Europe.

La Délégation des Trades-Unions, faisant chorus avec le pouvoir soviétique, essaie d'expliquer les ruines qu'à subies la Russie et les privations imposées à ses citoyens par cette considération que toute la politique des économistes soviétiques n'a d'autre objet que le

profit d'une seule classe « prépondérante », dominante, la classe ouvrière. *Toutes les autres classes sont de propos délibéré limitées dans l'exercice de leurs droits, ou même en sont totalement privées* : ce sont des classes de parias.

Conformément à ce régime et à leur statut civique, l'Etat et le gouvernement laissent à certains citoyens la possibilité de mourir de faim, à d'autres enfin de jouir entièrement de tous les avantages de la vie. C'est pourquoi, disent cyniquement les Soviets et répète avec eux la Délégation des Trades-Unions, il ne faut juger les résultats de l'essai communiste que d'après les avantages qu'il a procurés à la classe ouvrière.

Mais il se trouve que la *Délégation elle-même emporte des impressions peu favorables sur la situation de la classe ouvrière en Russie* : on n'observe pas chez les ouvriers les marques d'une fière satisfaction de leur situation privilégiée, mais au contraire des signes de « *mécontentement* ».

En effet, la classe ouvrière dans l'U. R. S. S. n'a pas de quoi s'enorgueillir ; les ouvriers y trouvent *un salaire de mendiants* (moins de 70% de celui d'avant-guerre, malgré la cherté de la vie), alors que, dans d'autres pays de l'Europe, les salaires ouvriers dépassent de beaucoup leur niveau d'avant-guerre.

Ces salaires misérables sont en outre payés avec de grands retards, et, pour partie, non pas en argent, mais en bons permettant d'obtenir des produits dans des magasins soviétiques et aux dépôts des sociétés coopératives.

Un grand nombre d'ouvriers ne trouvent pas d'emploi. Les sans-travail reçoivent des subsides très minimes ; encore ne sont-ils versés qu'à un cinquième à peine de l'énorme masse de ces chômeurs.

Les habitations ouvrières sont au-dessous de toute critique, le surpeuplement en est effrayant.

Si dans ces conditions la Délégation des Trades-Unions

n'a pas eu l'occasion d'entendre les ouvriers et les employés soviétiques exprimer leur mécontentement comme elle l'affirme à la page 144 de son compte rendu, c'est qu'en Russie soviétique *toutes conversations avec des étrangers sont interdites*. Les membres de la Délégation n'ont donc pu s'entretenir *qu'avec les personnes autorisées par le pouvoir soviétique à causer avec eux*.

Si la Délégation avait pu réellement s'instruire du véritable état d'esprit des cinq millions et demi d'hommes formant les Unions professionnelles, et de ce qu'est cette « vie nouvelle » que leur a donnée le pouvoir soviétique, elle eût pu constater l'immense mécontentement qui domine dans ce milieu lassé des privations matérielles et des contraintes morales du régime communiste, qui a fait de tous les citoyens des esclaves muets.

Qui donc tire profit de la ruine et de la dégénérescence de la Russie ? Seul un petit groupe de communistes qui entourent les dirigeants de la III^e Internationale et exploitent de leur mieux la Russie et les Russes pour atteindre leur but sanguinaire : la révolution mondiale.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.	v
AVANT-PROPOS.	I
INTRODUCTION.	5

PREMIÈRE PARTIE

CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE PREMIER. — L'organisation politique et sociale de l'U. R. S. S.	19
— II. — Le Gouvernement soviétique et le Comintern . . .	37
— III. — Le règne de la Terreur dans la Russie de 1924. . .	46
— IV. — Militarisation de l'U. R. S. S.	72
— V. — La Justice soviétique	102
— VI. — Le Code pénal soviétique.	119
— VII. — Le Code civil soviétique	126
— VIII. — La Religion	132
— IX. — L'Instruction publique.	140
— X. — La décadence de la moralité.	168
— XI. — Enfants abandonnés.	177
— XII. — La Presse soviétique.	199
— XIII. — Hygiène publique.	204

DEUXIÈME PARTIE

CONDITIONS ÉCONOMIQUES

SECTION I. — LA CIRCULATION MONÉTAIRE, LES FINANCES ET L'ORGANISATION DU CRÉDIT DE L'U. R. S. S.

CHAPITRE PREMIER. — La réforme monétaire soviétique.	229
— II. — Les finances publiques de l'U. R. S. S.	241
— III. — Le système de crédit	273
— IV. — Conclusion.	294

SECTION II. — INDUSTRIE ET COMMERCE

CHAPITRE PREMIER. — L'industrie	301
— II. — Le commerce intérieur	335
— III. — Le « Gosplan »	362
— IV. — Les concessions	371
— V. — Le commerce extérieur	384
— VI. — Les transports	399

SECTION III. — L'AGRICULTURE ET LA SITUATION
DES PAYSANS EN RUSSIE SOVIÉTIQUE

CHAPITRE PREMIER. — Les conditions d'existence des paysans en Russie d'après le rapport des trades-unions anglaises.	407
— II. — Le déclin de l'économie rurale	412
— III. — La famine à l'état chronique en Russie	430
— IV. — L'affaissement de l'industrie et le chômage forcé	441
— V. — Rendement insignifiant de l'exploitation paysanne	443
— VI. — Le morcellement des exploitations paysannes	447
— VII. — L'instabilité des possessions terriennes	456
— VIII. — Division de la classe rurale en différentes couches	462
— IX. — Le fardeau écrasant des impôts	476
— X. — La politique des prix	492
— XI. — Persécution des éléments riches de la population villageoise	497
— XII. — Les droits des paysans sont illusoire	504
— XIII. — Affaissement de l'instruction et de la moralité publiques	509
— XIV. — L'assistance médicale	513
— XV. — CONCLUSION	516

SECTION IV. — LES CONDITIONS DU TRAVAIL

CHAPITRE PREMIER. — Le mouvement syndical	526
— II. — Finances des syndicats	531
— III. — Réglementation du travail et chômage	539
— IV. — Salaires	548
— V. — Logements	553
— VI. — Conclusion	561

CONCLUSION GÉNÉRALE	565
-------------------------------	-----

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 9 MARS 1926
POUR LA NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE
PAR L'IMPRIMERIE FLOCH A MAYENNE

